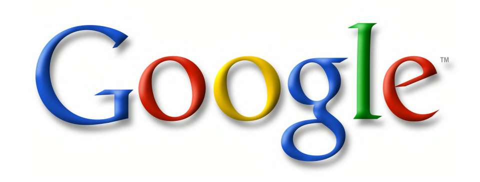

Google


NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 06932103 6





HISTOIRE COMPLÈTE

DE

LA RÉVOLUTION

FRANÇAISE.

PARIS. — IMPRIMERIE DE P. BAUDOUIN,
Rue Mignon, 2, Quart. de l'École de Médecine.

HISTOIRE COMPLÈTE

DE

LA RÉVOLUTION

FRANÇAISE,

PAR M. P.-F. TISSOT,

Membre de l'Académie Française.



TOME SIXIEME.



Paris.

BAUDOUIN, IMPRIMEUR-LIBRAIRE,

Rue et Hôtel Mignon, 2.

1837.

HISTOIRE

DE

LA REVOLUTION

FRANÇAISE.

CHAPITRE XLX.

Subsistance. — Bretagne. — Anjou. — Conquête de la Hollande. — Prise de la flotte. — Le continent disposé à la paix. — Réaction. — Agiotage. — Attaque à la constitution de 1793. — Affaire de Quiberon. — Anniversaire du 9 thermidor.

Quel que fût le bonheur inattendu qui vint de couronner les espérances des comités, le parti réacteur, dans la crainte de se trouver de nouveau en face du peuple, s'empressa de tenter tous les moyens de faire cesser la disette. Barras eut le commandement de la force armée destinée à protéger les convois de grains; on présenta un décret qui rendait les communes responsables de toutes les émeutes et de tous les rassemblemens qui mettaient obstacle à la circulation des subsistances; des agens furent envoyés dans les districts de Chartres et de Joinville, pour hâter l'arrivage des blés destinés à nour-

rir la capitale. Ces mesures, bonnes en elles-mêmes, étaient bien loin de ramener l'abondance, et le peuple, irrité de ses défaites, mécontent de voir ses amis dans les fers, sentait encore plus vivement ses cruelles souffrances à l'aspect de la réaction flagrante qui semblait encore insulter à sa misère. En effet, cette jeunesse dorée, que les thermidoriens avaient enrôlée pour la lancer contre lui, se vengeant avec fureur des outrages qu'elle avait éprouvés dans le faubourg Saint-Antoine, s'abandonnait à toute la licence possible. Les spectacles étaient sans cesse troublés par les clameurs qu'elle poussait, en demandant à grands cris le *Réveil du peuple* à la place de l'*Hymne national*, que nos armées chantaient avant et après leurs combats de géants contre les ennemis de la France. A la place de l'ancienne gendarmerie, on avait créé une légion de police à la tête de laquelle figuraient les réacteurs; aussi, dès l'instant qu'il y avait un conflit entre des jacobins et des *muscadins*, les premiers se trouvaient toujours arrêtés, quels que fussent les torts de leurs adversaires. Par suite de ce système dominant, et de la guerre que les réacteurs faisaient chaque jour dans son sein aux révolutionnaires, la Convention nationale semblait tendre une main presque amie à la Vendée, épuisée de sang et encore affaiblie par les dissentions des principaux chefs royalistes, qui se disputaient avec acharnement.

Puisaye, en partant pour aller chercher à Londres les secours que demandait son entreprise et relever la guerre civile, remit momentanément le commandement supérieur de la Bretagne au prétendu baron de Cormatin, dont le véritable nom était Desoteux. Ce chef intrigant, sans conviction comme sans loyauté, prenant tantôt les apparences d'une opinion, tantôt celle d'une autre, ne songeait véritablement qu'aux moyens les plus rapides pour arriver à la fortune. Il ne possédait ni les dons extérieurs ni les

qualités intellectuelles de Puisaye, ni son adresse à manier les esprits; il manquait de tact. Aussi, bientôt les Bretons se séparèrent de lui, et ne tardèrent pas à pencher pour un traité avec un gouvernement dont les principaux chefs avaient été les amis des fédérés de Caen et de Brest. D'ailleurs Canclaux ayant reçu quelques renforts, avait réorganisé son armée presque épuisée par la guerre civile, repris le camp des Sorinières, et occupé, avec des forces considérables, les rives du Layon, dans le haut Anjou; et, de cette position, il menaçait Stofflet.

Hoche commandait la seconde armée républicaine dans l'ouest. Homme de guerre et négociateur, vigilant et patient à la fois, doué d'une rare beauté, d'un esprit plein de séductions, philosophe à la manière de Catinat, au milieu des armes, il semblait formé pour vaincre toutes les résistances et faire cesser toutes les haines; mais avant de parvenir à ce but constant des plus généreux efforts, il avait encore des combats à livrer. Sa faible armée de quarante mille hommes au plus gardait les côtes immenses qui s'étendent de Cherbourg à Brest. Par ses ordres, on avait formé beaucoup de petits camps situés de manière à pouvoir se prêter un mutuel secours; en recommandant avec soin à ses troupes de bien étudier le pays, chose aussi non moins nécessaire au soldat qu'au général, il les exhortait à la discipline avec des paroles graves et sévères, et faisait, au besoin, des exemples. Mais, en punissant, il était prêt à modérer la rigueur par une indulgence fondée sur la connaissance des hommes et sur une haute raison. L'un de ses lieutenans avait sévi contre des volontaires qui s'étaient enivrés. « Hé! mon ami, lui écrivait Hoche, si les soldats étaient philosophes ils ne se battraient pas! Corrigeons cependant les ivrognes, si l'ivresse les fait manquer au devoir. » Il savait d'ailleurs tout ce qu'on pouvait obtenir du soldat français par un mélange adroit de douceur et de fermeté; il avait aussi

étudié avec attention le caractère des Vendéens, et, comme un sage médecin qui a cherché long-temps le siége du mal pour le guérir, il voulait qu'on laissât à ces populations religieuses et croyantes, comme les générations du moyen-âge, leurs prêtres et la liberté du culte. Il était persuadé qu'avec des ménagemens, avec des égards, avec de l'humanité, avec une administration active et paternelle, l'on pouvait utiliser les masses vendéennes. « Rappelez-vous, disait-il, les bandes du connétable Duguesclin, allant détrôner Pierre-le-Cruel, et le régiment levé par Villars dans les Cévennes ! » Hoche répandait sans cesse des invitations à la concorde et à la paix. Profitant habilement de la réaction dont tant d'autres abusaient par lâcheté, par imprévoyance ou par entraînement, il annonçait aux Vendéens la fin des rigueurs contre les suspects, l'annulation des condamnations non exécutées, la juste punition de Carrier, et enfin, la délivrance de madame de Bonchamps, rendue à la liberté par un décret qui n'était que l'acquit d'une dette sacrée. Bonchamps, au lit de mort, avait payé d'une manière sublime la rançon de sa compagne. L'ensemble de cette conduite, dont tout le monde ne sentait pas alors le prix, produisit l'effet attendu par le général. Une partie des soldats vendéens déserta; Charrette, pressé par nos troupes, voyant d'ailleurs s'éteindre chaque jour les passions qui avaient créé l'insurrection, errait dans un pays où l'opinion commençait à l'abandonner. Les princes de Bourbon lui écrivaient des lettres flatteuses; ils le nommaient le second fondateur de la monarchie, mais ne le secondaient ni de leur bourse ni de leur épée. Bientôt réduit à la dernière extrémité, Charrette avait envoyé un de ses aides-de-camp à Londres pour demander des secours, tandis qu'à Nantes sa sœur avait des entrevues avec les commissaires de la Convention. A Rennes aussi, les chefs royalistes faisaient des ouvertures de paix. Là, une négociation fut entamée d'abord

avec Botidoux et Mauduit, et enfin avec Cormatin, le lieutenant infidèle de Puisaye. Le comité breton s'apercevant que Cormatin trahissait la cause de la révolte, écrivit en hâte à Puisaye « Venez vite, les chefs se laissent séduire ; arrivez avec de l'argent, des prêtres et des émigrés ! arrivez avant la fin de janvier (pluviose). Puisaye n'arriva pas ; profitant de son absence, Cormatin, qui avait facilement obtenu de Hoche une trève provisoire, parcourait la Vendée pour voir les chefs royalistes et les exciter à la paix. Le général républicain se méfiant à bon droit du négociateur, lui avait adjoint le fidèle et courageux Humbert, ancien maquignon, militaire des plus braves, né avec l'instinct du commandement, et unissant à des formes simples en apparence beaucoup de sang-froid et de finesse. Après avoir entendu Cormatin, qui se trouvait dans une position d'autant plus fausse, que, devant ses anciens camarades, il prétendait jouer les généraux de la république ; après s'être laissés convaincre par la bonhomie de Humbert, les chefs vendéens et bretons résolurent de se réunir au château de la Jaunaye, près de Nantes, le 24 pluviose (12 février).

Là, Puisaye compatriote de Canclaux, avait adressé à Cormatin, pour la remettre au général républicain, une lettre dans laquelle on l'engageait à quitter la cause du peuple, toujours ingrat envers ses serviteurs. Cormatin eut la maladresse de laisser prendre cette lettre, et, se voyant dès lors sous le coup de la vengeance des républicains, il dût tout tenter pour amener la conclusion de la paix. Bientôt les chefs royalistes, en attendant des secours d'outre-mer, convinrent entre eux de signer une paix que le parti était décidé à rompre dès qu'il se sentirait assez fort pour le faire impunément.

A l'ouverture des conférences, Cormatin et Charrette demandèrent la liberté des cultes, des pensions alimentaires pour les prêtres, une exemption pendant dix

ans de tout impôt et de tout service militaire, l'acquittement des engagemens contractés pour la guerre, par les chefs royalistes, le rétablissement de l'ancienne division territoriale, l'éloignement des armées républicaines, une amnistie générale, commune aux émigrés et aux Vendéens, etc. C'était beaucoup plus que les commissaires de la Convention ne pouvaient accorder; voici les concessions auxquelles ils parurent consentir : La liberté du culte, des indemnités pour les Vendéens dont les chaumières avaient été brûlées, l'exemption pour la prochaine réquisition, l'acquittement des bons signés par les généraux insurgés jusqu'à la concurrence de deux millions, enfin une amnistie complète. Ces conditions acceptées, on convint que toutes les concessions faites par la république seraient rendues publiques et exécutoires par des décrets; qu'il n'y aurait pas de traité, car la Convention ne pouvait honorablement négocier avec des rebelles; que les chefs rédigeraient et feraient paraître une proclamation dans laquelle ils déclareraient reconnaître la république. Ces conventions, auxquelles Stofflet refusa son adhésion et sa signature, furent arrêtées entre les représentans du peuple et les Vendéens Charrette et Sapinaud, le 29 pluviose (15 février).

La pacification de la Jaunaye combla de joie tous les habitans des malheureuses provinces de l'Ouest dévastées depuis si long-temps par le fer et le feu. La ville de Nantes refusait de croire à une si bonne nouvelle; ce n'est que lorsqu'on vit Charrette à cheval, entouré des généraux républicains, des représentans du peuple, et des *bleus*, qu'on osa espérer en des jours plus prospères. Les habitans saluèrent sur son passage le chef Vendéen, en criant : « Vive la république! vive Charrette! » Charrette, saluant de la main la population de la commerçante cité, parut sincère dans son retour; et, comme il avait su gagner la confiance des représentans, on poussa l'im-

prudence jusqu'à lui donner le commandement supérieur des gardes territoriales chargées de faire la police du pays où sa présence pouvait exercer la haute et salutaire influence qu'il conservait, en dépit des plaintes et des cris de Stofflet, qui avait déclaré son ancien collègue traître à la cause du roi. Ce chef restait à soumettre; Canclaux partit promptement pour le haut Anjou, où Stofflet, guidé par le curé de Saint-Lô, commandait des bandes qui portaient encore le drapeau royaliste. Pour en finir plus vite avec la révolte, les républicains gagnèrent les principaux insurgés du pays; parmi eux, le chef d'état-major de l'ancien garde-chasse devenu général, reçut 100,000 francs, moitié en assignats, moitié en or.

A peine signée, la capitulation de la Jaunaye fut violée par les chefs subalternes des vieilles bandes qui continuaient leurs pillages. Le représentant Boursault voulait que l'on rompît au moment même: Hoche, au contraire, s'employait tout entier à maintenir la paix; aussi, en veillant avec tant de soin sur les départemens de l'Ouest, ne cessait il pas d'exciter le gouvernement à faire une tentative sur les îles de Guernesey et de Jersey, véritables repaires de chouannerie. En même temps, dans les prévisions de son génie, il parlait d'une expédition en Irlande comme d'une diversion nécessaire pour rompre les mauvais desseins, les dangereuses pratiques de l'Angleterre. C'est là que Puisaye agissait contre nous, tandis que le déloyal Cormatin continuait en secret à renouer la guerre civile. Mais toutes les intrigues du dedans auraient échoué devant le génie et la vigilance de Hoche, si de nouveaux élémens de trouble, jetés sur nos côtes de l'océan, par le gouvernement britannique, ne fussent venus forcer le pacificateur à reprendre son épée.

Avant d'entrer dans le récit de l'expédition de Quiberon, qui nous arrachera des larmes, racontons les nouveaux prodiges de nos soldats en Hollande. Pichegru victorieux,

et parvenu sur la rive du Waal, occupait l'île de Bonne dont nos volontaires s'étaient rendus maîtres en traversant la Meuse couverte de glace. Nous occupâmes aussi, avec la forteresse de Grave, admirablement défendue par le général Debons, toutes les places au-delà de la Meuse. Enfin, le 19 nivose (8 janvier 1795), nos soldats franchirent le Vaal, que la division passa vers Thiels. L'armée de Valmoden se replia devant nous en changeant de front, et vint se placer derrière l'Issel, afin de pouvoir gagner le Hanovre : le mouvement des ennemis nous livrait la Gueldre et les provinces d'Utrecht. Les troupes du prince d'Orange ne quittèrent pas Gorcum, mais lui courut à la Haye, où, se présentant aux États, il donna le conseil de se soumettre à la nécessité. Après cette démarche, le prince quitta la Hollande pour chercher un asile en Angleterre. Il avait eu raison de prendre ce parti, une partie de nos soldats se trouvait, le 17 janvier, à Utrecht, et l'autre à *Oternhheim* avec le général Vandamme. Les États, abandonnés par le souverain et travaillés par l'esprit de révolution qui fermentait chez tous les peuples voisins de la France, déclarèrent que la Hollande n'opposerait plus de résistance aux armes de la république victorieuse. A Amsterdam, les patriotes, par représailles, menacèrent les Orangistes d'une Saint-Barthélemi; Pichegru envoya un de ses aides-de-camp pour prévenir cette scène de carnage.

Le 1er nivose, le général, entouré de nos braves légions, prit possession de la capitale de la Hollande. Nos jeunes soldats, mal vêtus, sans souliers, exténués de fatigues et de privations, montrèrent un respect admirable pour la discipline et pour ses lois rigides. Aussi les patriotes bataves avaient des larmes lorsqu'ils embrassaient leurs libérateurs! Quelle grande nation, s'écriaient-ils! Quels hommes des temps heroïques !

Gertruydemberg avait été pris par le général Bonnaud,

qui, traversant la Biesbos, gelée, pénétra dans Dordrecht, où se trouvèrent d'immenses magasins. De Dordrecht, Bonnaud marcha sur Rotterdam; il s'empare de cette ville, et veut se réunir ensuite au général en chef à La Haye. Il nous restait encore à prendre possession de la Zélande, de l'Ower-Yssel, de la Frise, de Groningue et de Drenthe : elles furent bientôt conquises. Voici l'un des faits d'armes les plus extraordinaires de cette merveilleuse campagne d'hiver.

La flotte hollandaise mouillait près du Texel; Pichegru résolut de la prendre, avant qu'un ciel plus doux permît aux vaisseaux ennemis de faire voile vers les côtes d'Angleterre; notre cavalerie, suivie de l'artillerie légère, cerna les bâtimens immobiles, et les somma de se rendre. Les marins bataves baissèrent pavillons devant cette agression d'un genre si nouveau pour eux.

A peine entrés dans Amsterdam, les représentans Lacoste, Bellegarde et Joubert, publièrent une proclamation dans laquelle ils déclaraient que la république respecterait toutes les propriétés et tous les cultes. Les biens du stathouder se trouvèrent seuls confisqués, les autorités furent renouvelées sous l'influence française. Quelques députés, partisans avoués du gouvernement déchu, se virent expulsés des États, à la tête desquels on plaça le patriote Petter Paulus. La première résolution des États ainsi formés, fut d'abolir à perpétuité le stathoudérat, et de proclamer les droits du peuple souverain. On établit une administration provisoire qui se hâta de travailler au grand œuvre d'une constitution adaptée aux besoins, et conforme aux vœux d'un peuple vraiment digne de la liberté qu'il venait de reconquérir.

Il fut convenu entre les représentans des deux nations, que les assignats français auraient cours en Hollande, que les marchands seraient tenus de les recevoir pour une certaine valeur. Les municipalités s'engagèrent à retirer

cette valeur en papier, et à l'échanger contre du numéraire. Ainsi s'établissait notre domination sur une conquête due à l'une des armées les plus intrépides qu'ait eues la république.

Ces rapides progrès, fruit d'une tactique audacieuse, d'une célérité, d'une énergie extraordinaires, effrayèrent beaucoup l'Empire. S'il ne demandait pas encore la paix, il s'arrangeait du moins de façon à pouvoir la demander bientôt. La diète, réunie en décembre, déclarait que jamais l'intention de l'Allemagne n'avait été de se mêler des affaires intérieures de la France; que l'Allemagne ne s'était armée que pour défendre les états voisins de l'Alsace et de la Lorraine. La diète déclarait en même temps que, pour le bien de l'humanité, elle était prête à écouter des propositions de paix, pourvu qu'elles fussent honorables. Ainsi, la Prusse avait traité avec la république, l'Espagne attendait avec impatience une paix devenue nécessaire; l'Empire se montrait disposé à poser les armes. Il ne restait donc debout contre la France que deux grandes puissances, l'Autriche et l'Angleterre; de ces deux puissances, la première, aidée du génie de son grand ministre, notre implacable ennemi, paraissait vraiment à craindre. Les hommes ne manquaient pas à la cour de Vienne, mais pour les équiper et les solder, elle avait besoin de la Grande-Bretagne. Celle-ci, quoique victorieuse sur les mers, avait éprouvé des pertes considérables, son commerce avait cruellement souffert. Les primes d'assurances pour les bâtimens étaient montées à des taux extraordinaires, et contribuaient à élever le prix de toutes les denrées. L'Irlande murmurait contre la métropole, qui, par peur et par antipathie religieuse, la traitait avec une affreuse dureté. Malgré les embarras résultant de cet état de choses, Pitt, fier de la supériorité maritime de son pays, encore augmentée par la possession d'une partie de la flotte hollandaise, résolut

de poursuivre la guerre et de donner de nouveaux subsides à l'Autriche, qu'une impossibilité matérielle empêcherait de reprendre les armes. Pitt ne se dissimulait pas la résistance qu'il éprouverait dans le parlement, où Fox et Shéridan allaient lui demander compte de l'armée du duc d'York, ainsi que de tout l'argent déjà dépensé. Il savait en outre, par la statistique parlementaire, que l'opposition s'était un peu fortifiée ; mais, pour vaincre ses éloquens adversaires, il comptait sur son adresse, sur la puissance de sa parole, et sur son habileté à intéresser l'orgueil national et le salut du pays dans la question de la guerre. En présence du parlement, le ministre, après avoir répété que tous les desseins de la France n'avaient qu'un but, celui de frapper et de ruiner la nation anglaise, prétendit avoir déjà remporté de notables avantages sur nous, en faisant tomber le gouvernement révolutionnaire. Pitt disait vrai : le 9 thermidor était une grande victoire pour lui ; mais il se vantait d'un événement auquel il n'avait point contribué. Du reste, il termina sa harangue par un argument victorieux : Le commerce de Londres, dit-il, regardait la guerre comme tellement juste et nécessaire, qu'il offrait le secours de ses capitaux.

La haute raison de Fox et de son ami Shéridan, pulvérisa facilement les argumens captieux du ministre. A la prospérité du commerce, ils opposèrent les pétitions du peuple mourant de faim par suite du prix élevé de deux denrées de premières nécessité, le pain et la viande. Pour qui faites-vous la guerre? pour la France ou pour l'Angleterre ; je ne saurais trop le dire, s'écriait Shéridan, car jusqu'à présent vous n'avez fait que ruiner le royaume et jeter à la France des troupes à vaincre et des villes à prendre... Si vous croyez que la France vous en veut, attendez, et ne l'attaquez pas au moment où elle a la fièvre. Fox et Shéridan furent vaincus par les votes de la majorité. L'Angleterre s'engagea à garantir un emprunt de l'Autriche, montant à 4,600,000 liv. sterl.

(115 millions de francs), et on ouvrit, pour son compte, un autre emprunt de 18,000,000 liv. sterl., qui se trouva rempli en même temps qu'annoncé. La suspension de l'*habeas corpus* fut aussi maintenue, comme s'il fallait que l'Angleterre payât à la fois de son or et d'une partie de sa liberté, la faute qu'elle commettait de suivre la mauvaise direction d'un homme habile, mais aveuglé par la haine.

Au moment où la Grande-Bretagne, persistant dans ses résolutions belliqueuses, prenait à sa solde les régimens émigrés de Condé : la république française recevait les ambassadeurs de Suède, de Danemarck, de la Hollande et de la Prusse.

Les thermidoriens triomphaient de ces heureux événemens qu'ils n'avaient point amenés ; c'était le grand comité de salut public qui avait donné le branle à toutes nos victoires, et formé le système qui venait de briser toutes les forces du continent. Pour récompense, Couthon, St-Just et Robespierre étaient montés sur l'échafaud ; Prieur de la Côte-d'Or, Jean-Bon-Saint-André, se trouvaient exclus du gouvernement ; Robert Lindet arrêté ; Billaud-Varennes, Barrère et Collot d'Herbois condamnés à la déportation ; le seul Carnot restait en quelque sorte inviolable, sous l'égide de nos armées triomphantes. Toutefois, on ne le conservait que parce qu'on croyait avoir besoin de lui ; car aucun sentiment noble et généreux, aucun conseil de modération n'entraient dans la tête des coryphées du jour : ils n'écoutaient que leurs passions ; elles seules leur inspirèrent la pensée des justes honneurs qu'ils rendirent à la mémoire de Féraud. La salle fut toute tendue en noir, chaque député se rendit à la séance en habit de deuil. Une musique grave et religieuse, cachée dans une tribune dont elle semblait sortir comme d'un sanctuaire voilé, remplit les cœurs de tristesse, et les prépara ainsi à l'éloge funèbre qu'on allait entendre. Louvet, doué d'une âme sensible, célébra dignement le jeune et glorieux martyr, dont la mort cruelle fut payée d'un prix si cher par la liberté !

La cérémonie funèbre ne fit qu'enflammer la réaction, et lui donner de nouvelles armes contre le peuple et ses amis. Les choses allèrent si loin, que Louvet, Legendre et Fréron lui-même, effrayés de voir que non content d'avoir réduit Romme, Duquesnoy, Soubrany, Goujon, le vénérable Rhul à se donner la mort, on préparait encore d'autres immolations dans le sein de la Convention, Louvet et ses amis voulurent arrêter ce mouvement, et demandèrent que les députés sur lesquels il restait à prononcer fussent renvoyés devant leurs juges naturels. Rovère, cruel avec sang-froid, Bourdon de l'Oise, féroce avec emportement, repoussèrent cette proposition : l'ancien décret fut maintenu. Sous les auspices de la Convention, dont la tribune retentissait sans cesse de dénonciations furieuses contre les Jacobins, la contre-révolution marchait à grands pas. Le parti royaliste, déclarant ouvertement ses projets par ses actes, n'épargnait aucun homme connu pour avoir servi la cause de la liberté. A Lyon, les héros des compagnies de Jésus et du Soleil excitèrent, au sujet du jugement d'un patriote, le tumulte le plus grave. Le peuple, adoptant la fureur de ces prédicateurs d'assassinats, et conduit par eux au meurtre, envahit les prisons. Là, malgré le représentant Boisset, la réaction fit son 2 septembre. Quatre-vingts prétendus terroristes furent égorgés, leurs cadavres traînés dans les rues pour être ensuite jetés dans le Rhône. Ces scènes affreuses se renouvelèrent dans plusieurs cités du Midi, où l'esprit royaliste et religieux avait gardé plus de force et d'exaltation. A tous les maux que faisait la réaction, en échauffant les passions violentes, et en désorganisant la France du comité de salut public, aux souffrances de la disette qui s'étendait à tous les besoins de la vie, se joignait un autre fléau, la résurrection de l'agiotage, qui dévore la substance du peuple et tarit la source de sa prospérité. Le jeu qui se jouait alors était celui du baron de Bats et de ses amis,

en 1793, lorsque le soulèvement de la Vendée, la défection de Dumourier et l'insurrection des fédéralistes avaient amené une baisse effrayante dans les assignats. Les spéculateurs achetaient les marchandises qui, haussaient de prix entre leurs mains, par rapport à l'assignat, dans une rapidité effrayante pour le détenteur, et leur procuraient des profits énormes. Par suite des manœuvres qui tendaient sans cesse à déprécier la monnaie nationale, le louis se vendait 160 et même 200 francs en assignats. Une livre de pain coûtait vingt-deux francs, et tous les autres objets se payaient dans la même proportion; et, tourmenté par tous les besoins, le peuple voyait avec colère surgir en face de lui, dans les rues, et surtout au péron du Palais-Royal, des bourses en plein air, des marchés de toute espèce, où des marchands spéculaient sur la détresse de chacun. Là, on achetait du drap, du linge, des effets d'habillement, des montres, des pendules, une foule d'autres objets dont la nécessité forçait les propriétaires à se dépouiller. Il y avait quelque chose de douloureux et de touchant dans la physionomie des vendeurs qui affrontaient avec peine les regards du public, comme s'ils eussent pensé que chacun devinait leur ruine; mais rien de plus hideux que cette foule de spéculateurs de toute espèce et de toute condition, les uns salement vêtus, suivant leur habitude, et remarquables par la grossièreté de leurs manières; les autres s'efforçant de cacher, sous de vils déguisemens et de mauvaises apparences, une condition plus relevée et des mœurs jadis élégantes, qui auraient fait honte au métier que la cupidité leur conseillait. Ces hommes me rappelaient certains royalistes qui se montraient à la fois plus mal vêtus quelquefois, et plus violens que tels ouvriers révolutionnaires; mais les royalistes se travestissaient pour sauver leur tête, tandis que les autres essayaient de se masquer pour se livrer impunément à un lucre déshonnête et coupable. Il y eut alors des fortunes

subites qui firent un scandale public; c'est de cette époque que date ce désir effréné de s'enrichir en un jour, qui a régné sous le directoire, infecté presque tous les agens de l'administration en Italie, et que la sévérité, quelquefois injuste et despotique de Napoléon, ne put corriger, parce qu'il donnait, d'un autre côté, des alimens à la passion qu'il voulait réprimer.

La situation devenait sans cesse plus alarmante, et chaque jour voyait éclore des projets pour remédier au mal, en commençant par relever la valeur des assignats en les retirant. La démonétisation et l'emprunt forcé avaient été justement rejetés. Cambon proposait une loterie, Johannot une banque; ce moyen fut préféré, mais inutilement. Jean-Bon-Saint-André, Raffron, Dubois-Crancé, présentèrent différens plans qui furent écartés après un examen attentif. Cependant le peuple était dans une espèce de désespoir, et ses plaintes firent une telle impression sur les députés, que tous s'écrièrent qu'il fallait absolument sortir d'un état si violent par une prompte résolution. Bourdon de l'Oise, homme inculte et dont l'instruction, sauf dans quelques aperçus qu'il avait pu saisir au milieu des discussions de l'assemblée, se renfermait dans le cercle des connaissances d'un ancien procureur, proposa d'adjuger les biens des émigrés sans enchères, et par simple procès-verbal, aux acheteurs qui offriraient en assignats trois fois la valeur de ces propriétés suivant l'appréciation approximative de 1790; c'était enfin reconnaître l'énorme discrédit des assignats, mais c'était aussi rehausser leur valeur, prévenir l'emprunt forcé, ainsi que la démonétisation, extrémités aussi fâcheuses l'une que l'autre. Le plan de Bourdon avait en outre l'inappréciable avantage de rendre à l'agriculture un grand nombre de terres qui allaient doubler de fécondité dans les mains des nouveaux possesseurs. Cette proposition, vraiment salutaire, obtint l'assentiment général de l'assemblée, qui la consacra par un décret.

Aussitôt la promulgation de ce décret, les achats des biens nationaux se succédèrent avec la plus grande rapidité. Rewbell et d'autres députés, jugeant que l'empressement même des acquéreurs était une preuve qu'il se faisait une opération dans laquelle l'état perdait considérablement, attaquèrent avec violence la résolution obtenue par Bourdon, qui, faute d'études suffisantes, ne sut pas fournir de bonnes raisons pour défendre son heureuse pensée. Le décret sur la vente des biens nationaux fut suspendu ; par une idée fausse d'une perte réelle, mais indispensable, on abandonna le moyen le plus facile de sortir de la crise violente dans laquelle se trouvaient les finances. Toutefois, en commettant cette faute, le gouvernement, effrayé du prodigieux accroissement de l'agiotage, résolut enfin d'y mettre un terme : on établit une échelle de proportion dont voici la base. On disait : Tel objet se vendait huit francs lorsqu'il n'y avait que deux milliards d'assignats en circulation, le prix de ce même objet devra être double lorsque l'émission du papier-monnaie sera doublée, et ainsi de suite. Ce raisonnement reposait sur cette vérité de fait, que la valeur d'une chose hausse en proportion du signe monétaire. Par suite de ce calcul, on en vint à décréter que, dans toutes les ventes, on ajouterait au prix de l'objet vendu un quart de ce prix, par cinq cents millions mis en circulation, et cela à partir de la valeur de la propriété au moment de l'émission des deux premiers milliards d'assignats. Ce triste expédient financier, que sa complication suffisait pour rendre autant impopulaire que difficile à mettre en pratique, ne fut pas appliqué d'une manière générale ; le gouvernement ne l'osa pas, et le décret devint encore une source de calamité.

Quelques temps après, libre enfin de la crainte qu'avait si long-temps inspirée les Montagnards, alors décimés par la mort ou affaiblis par la proscription, la Plaine résolut d'annuler la Constitution de 1793, objet des attaques réitérées de Lanjuinais, de Boissy d'Anglas

et de Fréron. Plusieurs écrivains du parti l'avaient aussi soumise à un examen sévère, et déclarée incapable de servir de loi fondamentale à un grand peuple. Ce que l'on blâmait surtout c'était l'unité de la représentation nationale. Enfin, plus franc que tous les adversaires de cette constitution si solennellement jurée, Rovère était venu poser la grande question, celle de savoir si, pour le bien du pays, le pouvoir délibérant ne devait pas être divisé en deux sections? La question était restée sans réponse. Mais, le 23 juin, Boissy d'Anglas présenta, au nom de la commission des onze, le projet d'une nouvelle constitution dont la Convention ordonna l'impression et l'envoi dans les départemens. Le rapporteur, dans son discours, faisait du règne de la Convention une peinture affreuse et suivie de cette déclaration hardie, qu'en d'autres temps, un orateur aurait payée de sa tête : « Tous les membres de la commission, en examinant avec attention la constitution de 93, ont reconnu qu'elle n'était que l'organisation de l'anarchie, et nous attendons de votre sagesse et de votre patriotisme qu'au lieu de vous laisser abuser par de vains mots, vous saurez, après avoir immolé vos tyrans, ensevelir leur odieux ouvrage dans la même tombe qui les a dévorés... Nous espérons que les journées de floréal et de prairial vous auront désabusés complétement, et vous auront démontré jusqu'à l'évidence les dangers d'un pacte qui autorise les insurrections partielles, établit des pouvoirs rivaux de la représentation nationale, remet le sceptre aux mains des sociétés populaires et aux factions, et qui, soumettant un ministère anarchique par son nombre et la nature de ses attributions, à l'autorité arbitraire d'une seule assemblée livrée elle-même à tous les orages et à la dangereuse influence de quelques ambitieux, ne peut servir qu'à légaliser l'empire de l'anarchie et de la terreur. » Cette critique du pacte de 1793 n'était pas sans fondement; mais, il aurait fallu se

rappeler qu'il avait été accepté par vingt-cinq millions d'hommes, qu'on avait donné la mort aux citoyens soupçonnés seulement d'avoir voulu toucher à cette arche sainte, que naguère encore on avait menacé du supplice ceux qui tenteraient de le renverser; il fallait surtout s'abstenir du langage effrené de la réaction, après avoir soi-même comparé Robespierre à Orphée relevant les murs de Thèbes aux accens de la lyre; il fallait enfin s'exprimer comme des législateurs qui sacrifient tout au grand intérêt du peuple et au devoir de le constituer d'une manière durable. Nous donnerons plus loin l'analyse du projet. Par la création des deux chambres et par d'autres dispositions, on revenait à peu près au système d'équilibre et de pondération qui semblait avoir maintenu depuis un siècle la paix intérieure et la puissance des Anglais. Mais comme il nous manquait beaucoup d'élémens de stabilité que l'origine de leur liberté et la suite des temps avaient créés chez nos voisins, la constitution proposée était bien loin de pouvoir nous gouverner. Toutefois, le peuple, qui regrettait toujours le pacte de 1793, ne vit pas de trop mauvais œil la nouvelle constitution, parce qu'elle conservait la république, la liberté, ses conséquences et ses principes. Seulement, les démocrates ombrageux reconnaissaient et blamaient dans le projet une tendance manifeste à faire entrer l'aristocratie dans l'état. Mais la proposition de deux chambres, qui jadis eût excité l'ardente colère des patriotes, fut adoptée par eux; ils se disaient que si deux chambres eussent existé, peut-être l'événement du 9 thermidor n'aurait pas eu lieu.

D'ailleurs ils espéraient qu'une nouvelle législature, en les débarrassant de la Convention, arrêterait le cours de la réaction que cette assemblée semblait ne pas vouloir, ou ne pas pouvoir arrêter. Par cette même raison, le projet déplut aux membres de la faction qui ne tardèrent pas à l'at-

taquer. Telle était la situation des choses dans l'assemblée, lorsqu'un événement de la plus haute gravité vint appeler l'attention générale sur nos côtes de l'Ouest. Hoche, ainsi que nous l'avons dit, faisait tous ses efforts pour maintenir l'exécution du pacte conclu avec les chefs vendéens, et se préparait à poursuivre Stofflet, obstinément rebelle aux exemples de Charrette. Celui-ci venait de recevoir une lettre de Louis XVIII, qui s'était proclamé roi depuis la mort de son neveu dans les cachots du Temple. Les paroles insinuantes et flatteuses du royal proscrit touchèrent vivement la vanité si susceptible du Vendéen ; il répondit au prince par le témoignage de la plus vive reconnaissance, et en déclarant qu'il était prêt à reprendre les armes, mais que l'appui de l'Angleterre était indispensable.

Investi du commandement des gardes territoriales, Charrette s'était lié avec les agens royalistes de Paris, les Lemaitre, les Despomelles, les Duverne de Presle. Ceux-ci, l'excitant à relever le drapeau, il répondit qu'il n'y avait rien de possible sans le secours de la Grande-Bretagne, qui s'était toujours montré indifférente à tous les efforts de l'insurrection vendéenne. Stofflet avait aussi, depuis quelque temps, déposé les armes, et, soit qu'il fût plus découragé ou mieux instruit que Charrette de l'état du pays, il déclarait que la guerre civile n'était plus possible parce que les *vaillans* étaient morts. De son côté, Cormatin continuait son rôle dangereux, et mêlait à une chose aussi sérieuse que la guerre civile les jouissances de la vanité. On le voyait quitter fréquemment la Prévalais, qu'il nommait son quartier-général, pour venir étaler à Rennes un brillant uniforme qu'il avait su mettre à la mode, et dans le même instant où il cherchait à inspirer aux deux chefs chouans des pensées belliqueuses, il employait une adresse infinie pour se faire regarder par ses amis royalistes comme un homme fidèle et capable de rendre de grands

services à l'abri de cette paix qu'il prétendait avoir ménagée avec une habileté au-dessus de tout éloge. Désespérant de tromper Puisaye, il rompit avec lui toute correspondance, et le traitait, en paroles, avec toute l'insolence et la mauvaise foi d'un ingrat ; il allait même jusqu'à dire que Puisaye voulait guider une expédition anglaise pour s'emparer d'un port de France et y faire flotter le drapeau britannique. Cette idée révoltait les insurgés bretons ; alors il les flattait en leur promettant bientôt des occasions de gloire et de fortune, que ne partageraient pas les soldats de Pitt. Ainsi, comme on le voit, de toutes parts il y avait désaccord dans le parti : Stofflet et Charrette se haïssaient, et Cormatin décriait Puisaye. Hoche, instruit de toutes ces circonstances, affectait une confiance entière dans les chefs royalistes ; mais il avait soin de prévenir les comités du gouvernement que, d'un instant à l'autre, on devait s'attendre à une rupre éclatante. En effet, les bandes de chouans devenaient de jour en jour plus nombreuses, elles inquiétaient les grandes routes, dévalisaient les diligences et forçaient les soldats épuisés de fatigues à se tenir sans cesse sous les armes. Ces derniers, à leur tour, indignés de la mauvaise foi des rebelles, et mécontens de se voir sans cesse harcelés au milieu de la paix, commettaient quelquefois des excès que le sage général cherchait inutilement à réprimer. Une insurrection, toute redoutable qu'elle pût être en Vendée, inquiétait moins le pacificateur qu'un soulèvement en Bretagne, terre presque vierge encore de la guerre, et par conséquent pleine de force et d'énergie. Par suite de cette crainte, Hoche épiait surtout toutes les démarches de Cormatin ; il avait saisi plusieurs dépêches hostiles écrites de la main de ce traître. Bientôt on apprit que le Breton était sur le point de se rendre à Rennes, pour s'entendre avec les principaux chefs de chouans qui s'étaient engagés à s'y rendre sous divers déguisemens. Alors,

Hoche n'hésita plus, et Cormatin fut arrêté le 6 prairial.

Aussitôt, les royalistes crièrent à la trahison, et saisirent leurs armes. Boishardi commença les hostilités; sa troupe fut dispersée, lui saisi et fusillé; le chevalier Desilz, dans le Morbihan, ayant aussi levé l'étendard de la révolte, fut vaincu et tué dans le combat. Ces deux succès arrêtèrent l'incendie, et les rebelles, suspendant tout à coup leur attaque, résolurent de différer jusqu'à l'arrivée des secours que Puisaye annonçait avec bonheur à ses amis. En effet, cet homme était parvenu à captiver la confiance des principaux ministres de l'Angleterre, qui lui accordèrent quelques vieux régimens d'émigrés, et neuf autres de nouvelle organisation, parmi lesquels se distinguait un régiment de canonniers composé de déserteurs toulonnais, et placé sous les ordres de M. de Rothalier. Puisaye, outre ces moyens militaires, demanda de l'argent, on lui en promit; il obtint en outre la permission de fabriquer de faux assignats pour une valeur de trois millions. Connaissant le pays dans lequel il allait agir, Puisaye voulut aussi employer des moyens propres à agir sur les cœurs religieux, et prit avec lui l'évêque de Dol en qualité de légat de Rome (1), ainsi qu'un bon nombre d'ecclésiastiques de moindre dignité. Le gouvernement anglais fournissait à Puisaye dix-sept mille uniformes d'infanterie, quatre mille de cavalerie, vingt-sept mille fusils et une grande quantité de cartouches,

(1) Nous croyons devoir donner l'énumération des forces des émigrés faite par M. Rouget de Lisle, et publiée par lui dans son mémoire sur l'affaire de Quiberon :

Régiment d'Hervilly. . . .	1200 hommes.
id. de Dresnay. . . .	700
id. d'Hector.	700
id. de Rothalier. . . .	600

Une brigade de 18 ingénieurs et 40 officiers gentilshommes, des médecins, intendans, trésoriers, etc., etc.; 100 chevaux de selle et de trait.

soixante-douze mille livres de poudres en baril, et une grande quantité de selles, bottes, souliers, instrumens de tranchée[1], etc. Pitt mettait en mer, sous les ordres du commodore sir John Warren, une escadre composée de neuf vaisseaux ou frégates, de six chaloupes canonnières, deux lougres et deux cutters.

L'expédition partit le 10 juin (22 prairial) 1795, sous la protection d'une autre escadre de quinze vaisseaux obéissant à l'amiral Bridport. Puisaye fit voile vers les côtes de Bretagne, et désigna la presqu'île de Quiberon comme convenable pour le débarquement; il espérait, une fois descendu à terre, chasser devant lui les républicains jusqu'au-delà de Rennes, se porter ensuite rapidement sur la Mayenne, et se lier avec Charrette, Stofflet et Scépeaux.

La flotte de Villaret-Joyeuse rencontra le convoi dans les eaux de Belle-Ile. Nos quinze vaisseaux combattirent l'escadre de Bridport, et malgré l'héroïsme de quelques uns des capitaines de la république, nous fûmes forcés de laisser au pouvoir de l'ennemi *l'Alexandre*, *le Formidable* et *le Tigre*. Après cette défaite, qui eut lieu le 23 juin, le commodore Warren se dirigea sur la baie de Quiberon, et le débarquement commença le 27 juin. Les troupes royalistes campèrent à Carnac, où le chouan Georges Cadoudal vint les rejoindre avec quatre mille vieux royalistes pleins de résolution et de courage. Ce premier renfort ne tarda pas à être suivi d'une grande multitude de braves paysans, en sorte que les royalistes se portèrent en avant avec toute la confiance des soldats qui se croient certains de la victoire.

Hoche n'était pas homme à les laisser avancer sans les combattre; les troupes, disposées pour contenir la chouannerie, ne lui permirent pourtant pas d'offrir d'abord la bataille à ses adversaires. Il savait qu'un succès des armes royalistes nuirait beaucoup à la cause de la république. Il écrivit en conséquence à tous ses lieutenans;

à l'un il ordonna de défendre Brest jusqu'à la mort, à l'autre d'évacuer la côte depuis l'Orient jusqu'à la Vilaine; à Chérin, son chef d'état-major, de lui envoyer, en deux jours, six mille hommes et six pièces de canon. Par suite de ces dispositions, Humbert, Mermet, Dejean, Croublier levèrent et réunirent les cantonnemens, tandis que le général en chef, avec deux mille hommes, vint prendre position à Vannes, d'où il chassa les émigrés. Dès le 28, il se montra à une demi-lieue d'Auray.

Si les émigrés eussent agi avec vigueur et célérité, peut-être auraient-ils battu Hoche, dont l'armée n'était point encore ralliée autour de son chef. Mais les plus misérables querelles d'amour-propre, de prédominance, agitaient d'Hervilly et Puisaye; le temps consumé par ces vains débats les empêcha de s'emparer de toute la presqu'île de Quiberon, dont la possession leur aurait procuré de grands avantages.

Le 30 juin seulement, Puisaye visita son armée dont l'avant-garde, aux ordres du brave Vauban, occupait la position centrale de Mendon; il annonça qu'on allait marcher en avant et occuper Rennes dont la prise devait, selon lui, frapper la république d'un coup mortel. Le 3 juillet, les Vendéens s'emparèrent du fort Penthièvre, qui, muni d'une bonne garnison, devait défendre l'issue de la presqu'île. Nous pouvions croire que ce fort résisterait avec vigueur, mais le commandant se vit forcé, dit-on, par le manque de vivres, à capituler sans coup férir. Pendant ce temps, Hoche, qui avait réuni une partie de ses troupes, se mettait en ligne, et déja du côté d'Auray remportait un avantage sur Tinténiac.

En apprenant ce qui venait de se passer, Puisaye, dans le conseil de l'armée royale, proposa, le 4 juillet, d'engager une affaire générale. D'Hervilly sembla se prêter à cette proposition; mais il était chargé de rompre tous les plans du chef Breton, et quand celui-ci croyait qu'on allait combat-

tre, le 5, il trouve d'Hervilly ordonnant aux troupes réglées, non de se porter sur nous, mais de rentrer dans le camp d'où elles venaient de sortir. En vain Puisaye demanda-t-il des explications, on refusa de répondre; cette étrange conduite lui dessilla les yeux; il commença dès lors à comprendre qu'il n'était pas d'assez grande noblesse pour commander à de si nobles gens. Quand les insurgés virent la félonie du chef des troupes soldées, ils sentirent que le malheur n'avait rien appris aux émigrés, pas même à connaître le prix de ceux qui l'emportaient sur eux en valeur et en dévouement. Les monstres! s'écriaient Georges et son ami le jeune Mercier, dit Vendée; les monstres!... que la mer ne les a-t-elle engloutis avant qu'ils missent le pied sur nos rivages!...

Attaqués par les républicains, les royalistes évacuèrent les hauteurs de Sainte-Barbe, ainsi qu'Auray. Bientôt resserrés dans la presqu'île de Quiberon, ils éprouvèrent un manque de vivres qui contraignit les chefs à réduire les soldats à une demi-ration. Indépendamment de cette fâcheuse extrêmité, la guerre intestine qui agitait sourdement les insurgés éclata enfin; il y eut le parti de la vieille et courageuse Vendée et celui de l'émigration. La première demandait à grands cris une affaire; Cadoudal, homme d'une effrayante audace, las enfin des insolens dédains de cette fière noblesse, qui jusqu'à cette époque n'avait pas osé mettre le pied en France, s'écria : « Nous allons montrer à nos troupes reglées ce que nous pouvons faire : nous attaquerons cette nuit même l'ennemi dans ses retranchemens! D'Hervilly dut enfin céder à cette bouillante ardeur; en effet, le lendemain, 6 juillet, Cadoudal et Puisaye marchèrent bravement sur nous. D'Hervilly, après une faible tentative pour les soutenir, se replia lâchement en les laissant écraser par le feu des républicains, au milieu desquels se trouvaient les représentans Tallien et Blad que la Convention venait d'envoyer à l'armée de Hoche pour

soutenir le courage de l'armée française, et annoncer l'approche de corps nombreux qui accouraient afin de défendre Rennes, que le comité de salut public voulait sauver à tout prix.

Les Vendéens, réduits à la défensive par la défection de d'Hervilly, auraient dû se hâter d'élever des retranchemens; mais par un excès de sottise, ce dernier chef, qui semblait être le mauvais génie de l'entreprise, refusa de faire aider par les troupes réglées les chouans qui en toute hâte s'étaient mis à l'ouvrage. Ces derniers seuls augmentèrent les retranchemens du fort Penthièvre, en construisant de nouvelles redoutes à Kerostein. Puisaye, gardant au milieu du péril le calme d'un pilote habitué aux tempêtes, résolut de jeter sur la côte ses plus braves chouans, qui, avec les royalistes de l'intérieur du pays, durent attaquer par derrière le camp républicain de Sainte-Barbe. Il chargea de cette importante mission Tinténiac, Jean-Jean et le comte de Lantière. Le 15 juillet, le brave Sombreuil, avec quinze cents soldats, débarqua dans la fatale presqu'île où il devait essuyer une défaite si glorieuse pour lui. L'arrivée de ce renfort sembla rendre quelque courage aux royalistes de l'émigration, qui se décidèrent à aborder les républicains. Ce combat fut une horrible et sanglante boucherie; une partie des chefs royalistes y fut tuée, et d'Hervilly lui-même mortellement atteint. Les émigrés perdirent beaucoup de monde et la presque totalité de leur artillerie. L'attaque du camp de Sainte-Barbe ne pouvait réussir sans Tinteniac; les émigrés s'étaient complus à semer mille petits obstacles sur le chemin de ce jeune officier, et le forcèrent à faire un détour immense. Ils voulurent qu'il s'emparât de Jousselin, ce qui n'était aucunement nécessaire. Malgré ces dangereuses contradictions, Tinténiac obtint d'abord des succès. Il battit à la Trinité une colonne de quinze cents républicains. A peine établi à Coetlegon, ses avant-postes furent attaqués. Aux pre-

miers coups de fusil, il accourut dans l'allée du château, accompagné de Mercier, 'Allègre et de Georges Cadoudal; avec le secours de ces braves il parvint à repousser les républicains, mais apercevant un grenadier posté derrière une haie, Tinténiac lui ordonna de poser les armes ; pour toute réponse le républicain le coucha en joue. De son côté, Cadoudal ajustait le soldat : les deux coups partirent et les deux ennemis restèrent sur la place. Ainsi périt à la fleur de l'âge une des plus belles espérances du parti royaliste. Le chevalier Tinténiac avait toute l'énergie et tout le talent nécessaires pour seconder et faire réussir l'attaque projetée par Puysaye. Pontbellanger, qui succéda au jeune Vendéen, au lieu de marcher sur Baud pour tomber sur les derrières de l'armée de Hoche, se dirigea sur la forêt de Lorge.

Avant de mourir, Tinténiac avait fait part à Puisaye des succès qu'il avait obtenus, et lui annonçait qu'il serait prêt à agir au moins le 16. Puisaye, se fiant sur cette parole, fit une nouvelle agression contre Hoche; mais n'entendant pas le feu s'engager de l'autre côté du camp de Sainte-Barbe, il replia ses colonnes et rentra dans la presqu'île. Alors les émigrés semblèrent attendre, sans rien tenter pour la prévenir, la catastrophe qui les menaçait. Bientôt la désertion se glissa parmi les régimens soldés, dans lesquels on avait imprudemment admis des soldats républicains, long-temps retenus sur les pontons anglais comme prisonniers de guerre. Enfin, Hoche, favorisé par la trahison et plus encore par son audace, attaqua le fort Penthièvre et s'en rendit maître. Cette dangereuse expédition, dans laquelle nous pouvions périr jusqu'au dernier, fut dirigée avec une fermeté, avec un courage et une persévérance admirables par les chefs républicains, que guidaient les renseignemens du volontaire David, qui avait reçu une injuste et cruelle punition pour avoir tenté de s'évader de l'un de ces affreux pontons où Pitt faisait mourir nos malheureux compa-

triotes. Peut-être l'expédition n'eût-elle pas échoué, si les Anglais avaient eu présentes à la pensée ces réflexions de Juvénal, qui devraient être un article du code militaire pour toutes les nations : « Prenez garde qu'il ne soit fait une grave injure à l'homme brave et généreux. »

La position de la malheureuse expédition royaliste devint horrible : derrière elle l'immensité d'une mer sauvage, et en face un fort redoutable rempli de troupes républicaines, et des têtes de colonnes plus menaçantes encore que les canons dont le fort était hérissé. — De poste en poste, les royalistes furent repoussés jusqu'au fond de la Péninsule. Dans cette cruelle extrémité, l'amiral anglais Warren déploya beaucoup d'activité, et prit tous les moyens pour faciliter le rembarquement. La corvette *the Lark*, l'*Alouette*, et la frégate la *Pomone*, commencèrent à tirer sur la plage pour chercher à ralentir la marche des vainqueurs. Plusieurs fois les embarcations vinrent recueillir à la côte les malheureux émigrés. Le capitaine Keats fit à lui seul cinq ou six fois le voyage, et ce fut par les efforts de ce brave officier et des marins anglais, si injustement calomniés depuis par l'erreur ou la prévention, que furent sauvés les Vauban, les Levis, les Contades et d'Hervilly expirant. Puisaye, qui aurait dû mourir comme un capitaine de vaisseau à bord de son navire prêt à s'engloutir dans la mer, chercha aussi un asile sur la flotte anglaise.

Hoche, impatienté par le feu meurtrier des bâtimens ennemis, allait commander une charge à fond sur ce qui restait encore devant lui, lorsque, supplié par Rouget de Lisle, l'auteur de l'hymne des Marseillais, il ordonna à cet officier d'aller sommer les émigrés de mettre bas les armes, et de faire cesser le ravage causé par les boulets anglais. Les émigrés se soumirent... Ils avaient remis le pied en ennemis sur la terre natale, et la terre natale les dévora. Pleurons sur eux : malgré leur faute ou leur crime,

ils étaient toujours Français; et plus tard ils auraient combattu avec courage comme le firent plusieurs de ceux que Napoléon admit dans nos immortelles légions, à l'honneur de défendre leur pays contre l'étranger. Le jeune Sombreuil, qui s'était battu avec une rare intrépidité, refusa de quitter une plage mortelle pour lui, et arracha des larmes au général républicain, fier et désolé à la fois de sa victoire. Tallien et Blad firent établir deux conseils de guerre, l'un à Auray, l'autre à Vannes. Vainement a-t-on prétendu que Sombreuil réclama les bénéfices d'une capitulation, il n'exista jamais de capitulation. L'évêque de Dol, Joseph de Broglie, de Rieux, Sombreuil et beaucoup d'autres, furent condamnés à être fusillés. Ils moururent sans faiblesse et comme des hommes qui avaient fait le sacrifice de leur vie.

Au milieu des douloureux souvenirs de l'affaire de Quiberon, le jeune Sombreuil réveillera toujours les idées de générosité, de courage sans bornes et de mépris de la mort poussé jusqu'à l'héroïsme. Quoiqu'il ait eu le malheur de porter les armes contre sa patrie dans les rangs de l'étranger, on ne peut s'empêcher de verser des larmes sur cette vie interrompue sitôt par la mort. C'est à l'âge de vingt-six ans que Sombreuil alla rejoindre son père, sauvé des massacres de septembre par un prodige de piété filiale, et son frère qui, sourd aux prières de l'ardent amour d'une femme qu'il adorait, avait refusé de s'évader de prison pour ne point ajouter aux dangers de l'auteur de ses jours, dont il partageait la captivité. Le père et le fils moururent ensemble sur l'échafaud. Il y a des fatalités pour la vertu comme pour le crime; mais la mort de la vertu est un martyre et un triomphe, celle du crime un supplice et une infamie.

Pendant cette courte et glorieuse campagne, Hoche se montra prévoyant, infatigable, autant qu'habile et généreux. Maître de tout régler, il aurait épargné le plus

grand nombre des captifs, et surtout Sombreuil : mais obligé de céder à une autorité au-dessus de la sienne, il détourna les yeux et s'éloigna pour ne pas voir couler le sang des vaincus. A l'exception de quelques-uns d'entre eux, échappés par miracle, tous les combattans royalistes de Quiberon furent passés par les armes. Il est près d'Auray une prairie que l'on a surnommé la *Prairie des Martyrs*! Les trois mille hommes sauvés de l'expédition de Quiberon furent transportés par l'amiral anglais dans la petite île d'Huaot, où ils éprouvèrent toutes les horreurs de la misère ; mais au milieu de leurs souffrances, une nouvelle imprévue leur rendit quelque courage. Une seconde expédition aussi considérable que la première, et commandée par lord Moira qui avait avec lui le comte d'Artois, partit à cette époque de Portsmouth et fit voile pour les côtes du Morbihan. Le prince s'embarqua le 25 août sur la frégate anglaise, *le Jason*, et vint toucher à l'île d'Huaot.

Nous dirons bientôt quelle fut la fin de ce nouvel effort tenté par l'implacable Angleterre, malheureuse et perfide dans le choix des hommes et des moyens qu'elle employait contre nous. Dès que la victoire de Quiberon eût été remportée, Tallien partit en poste pour Paris. Tallien était attendu avec la plus vive impatience. Il arriva le 28 juillet (8 thermidor).

Le 9 était une grande fête, que les députés avaient résolu de célébrer avec pompe, comme une époque de délivrance pour eux. Quand Tallien parut, il fut salué par de vives et bruyantes acclamations. Ses partisans le célébrèrent en héros. Ne méritait-il pas bien ce nom, puisqu'après avoir tué les terroristes, il venait de blesser à mort la royauté? Je ne sais quelle métamorphose il avait subie, il fut ce jour-là éloquent, pathétique même, et révéla un talent qu'on ne lui connaissait pas, et qu'il n'a jamais montré depuis.

Le soir, tous les membres de l'assemblée fraternisèrent dans un grand banquet; Louvet, Lanjuinais, Isnard, et les soixante-treize, les amis de Vergniaud, cette pure victime de la terreur, et ceux qui l'avaient envoyé à l'échafaud, échangèrent des toasts. Lanjuinais en porta un *au 9 Thermidor, et à ceux qui avaient abattu la tyrannie!* Tallien, le héros de la journée, répondit par ce toast : *Aux soixante et treize! aux députés victimes de la terreur!* Louvet se hâta d'ajouter : *A leur union avec les hommes du 9 Thermidor!* Ce fut le lendemain de cette journée, que la Convention, inexorable et craignant d'irriter par sa miséricorde le parti républicain, qui n'eût pas manqué de la blâmer comme une preuve de faiblesse, ordonna que les lois seraient exécutées à l'égard des royalistes pris les armes à la main. Nous avons dit comment cette exécution eut lieu.

CHAPITRE LII.

Paix avec l'Espagne. — Réaction. — Madame de Staël. — Constitution de l'an III. — Intrigues des royalistes. — Acceptation de la constitution. — Expédition de l'Ile-Dieu.

La Convention venait d'apprendre que les nouvelles victoires de Moncey en Espagne, la prise de Bilbao et de Vittoria, avaient déterminé l'Espagne à signer un traité de paix, résultat des négociations déjà entamées à Bâle, entre Barthélemi et l'envoyé espagnol. Les conditions de ce pacte étaient la restitution de toutes les conquêtes faites par la France sur l'Espagne ; mais cette puissance nous cédait la partie de l'île Saint-Domingue qui relevait de la couronne de Madrid. Les Castillans se montrèrent heureux de cette réconciliation, et la république, qui savait bien que ce que Charles IV lui abandonnait était illusoire, éprouva une certaine satisfaction d'orgueil en voyant un Bourbon se détacher de l'alliance de l'Angleterre et de la coalition continentale.

Ces succès du dehors étaient un grand bonheur pour la Convention, qui avait besoin de toute sa force, non pas pour résister aux terroristes, mais au parti contre-

révolutionnaire. A Marseille, on avait égorgé les Jacobins dans les prisons, avec un rafinement d'horreur et de barbarie qui fait frémir. Au milieu de cette épouvantable scène, le député Cadroy jouait à peu près le rôle de Billaud dans les journées de septembre. Toulon avait aussi vu des massacres individuels et d'affreuses exécutions. Le sang coulait à Nîmes, à Avignon et dans le Languedoc. Alors beaucoup de révolutionnaires persécutés allaient dans nos camps chercher un asile sûr ou un trépas glorieux. Là, on ne demandait pas si vous professiez telle ou telle opinion, mais si vous aviez été brave dans la dernière rencontre.

La Convention aurait désiré arrêter le mouvement qui allait trop vite et plus loin qu'elle ne voulait, mais elle cédait aux fureurs des réacteurs, comme elle avait cédé naguère à la violence que lui faisait le conseil général de la commune de Paris. Aussi était-elle tombée dans un égal discrédit auprès des révolutionnaires et des royalistes; les premiers l'accusaient de n'avoir renversé Robespierre que pour proscrire tous les amis de la liberté; les autres blâmaient comme des crimes ses vains efforts pour les retenir. Ce parti répétait partout que l'assemblée serait éternellement terroriste de nature, et qu'il était temps qu'elle laissât à d'autres une place qu'elle n'avait pas occupée pour le bien du pays.

L'agence royaliste active et forte malgré les désastres de Quiberon, poussait à la ruine de toutes les lois énergiques, et la république périssait frappée souvent par des hommes républicains au fond du cœur, mais menés par des gens plus habiles qui se cachaient sous les apparences d'un faux zèle, en ne paraissant que blâmer la terreur et ses excès. Ils rappelaient à dessein cette époque, pour discréditer la république, comme si sous cette forme de gouvernement, le commerce, l'industrie, la richesse, et même la médiocrité bourgeoise, avaient sans cesse à craindre le

retour d'une époque où le peuple armé de sa force, et semblable à une loi vivante, pouvait d'un instant à l'autre ravir au gré de son caprice la fortune et la liberté d'un citoyen. A cette idée mensongère, ces adroits protées joignaient des témoignages d'intérêt pour toute la classe aisée, comme si elle eût souffert seule, et que le peuple n'eût pas éprouvé les plus cruelles privations. On ne conçoit pas comment ce rôle perfide n'ouvrait pas les yeux de certains représentans; mais comme eux-mêmes s'étaient laissés entraîner par l'esprit de réaction, il fallait pour leur dessiller les yeux que le royalisme se portât aux dernières extrémités.

Pendant que ces agens s'efforçaient d'enflammer les passions et d'égarer l'opinion dans une certaine partie de la société, il paraît que des corrupteurs répandaient d'assez fortes sommes parmi les représentans : on a dit et affirmé que Rovère et Saladin étaient du nombre de ceux qui étaient séduits par l'appât de l'or. Tallien lui-même, sans être accusé d'une basse vénalité, n'a jamais pu se laver complètement d'un injurieux soupçon.

Lesage d'Eure-et-Loire, ainsi que Henri Larivière, passaient avec raison pour d'anciens royalistes dont le cœur n'avait pas changé. L'opinion rangeait dans la même catégorie Boissy d'Anglas, Lanjuinais et les soixante et treize, parmi lesquels pourtant les républicains eux-mêmes faisaient des exceptions. Alors une partie de ces hommes, suspects aux patriotes, se réunissaient souvent chez la baronne de Staël. Cette femme, les délices et l'orgueil de son père, unissait toute la vanité de son sexe aux talens d'un écrivain supérieur, une haute philosophie à des regrets sur les jouissances de l'aristocratie, un certain enthousiasme pour la liberté à la haine de la révolution qu'elle n'avait plus comprise depuis la chute du plus grand des ministres à ses yeux. Elle mettait presque du génie dans ses ouvrages, et peu de tenue dans sa conduite poli-

tique ; du reste, accueillant tout le monde et parlant à chacun son langage, elle aimait à entretenir des intelligences dans tous les partis, à s'immiscer dans les intrigues, et se compromettait tantôt envers les révolutionnaires, tantôt envers les royalistes, dont cependant son cœur était bien loin d'approuver les fureurs. Il se forma alors chez cette femme, avide de jouer partout un rôle à part, une coterie si remuante qu'elle devint l'objet d'une violente dénonciation de Legendre, en qui commençait à se réveiller son ancien penchant pour la cause du peuple, trop long-temps désertée par lui, sans qu'il eût jamais formé le dessein de la trahir. Comme lui, les thermidoriens, ses amis et les complices de sa grande faute, avaient conçu des alarmes, et comprenant enfin que si la réaction continuait ; elle finirait par les frapper eux-mêmes, ils cherchaient des points d'appui parmi les républicains qu'ils persécutaient la veille encore avec la plus aveugle imprudence, ils en rendirent quelques uns à une tardive liberté. Toutefois, la Convention ne consentit pas à relâcher les députés détenus : elle voulait, par un pressentiment du besoin qu'elle allait avoir d'eux, gagner les républicains, mais non leur rendre les anciens chefs de la Montagne : elle aurait craint de remettre ceux-ci en présence des soixante et treize, et de ceux des autres de ses membres qui avaient tremblé si long-temps sous le coup des décrets de mise hors la loi.

Telle était la disposition des esprits lorsque la nouvelle constitution fut présentée à la discussion de l'Assemblée par la commission, où, à côté de Lesage, de Boissy-d'Anglas, de Durand Maillane, on voyait des hommes distingués sous plus d'un rapport, tels que Creuzé Latouche, Berlier, Louvet, La Réveillère-Lépaux, Lanjuinais, Baudin des Ardennes et Thibaudeau. De violentes discussions avaient éclaté dans le sein de cette commission, où quatre membres penchaient pour la forme mo-

narchique, mais avec une famille nouvelle. Louvet avait répondu par cet argument : « Adoptez la monarchie, et demain vous aurez un Bourbon. » Alors toute la discussion s'était reportée sur la proposition de l'établissement d'un consulat composé de deux ou trois membres. Après plusieurs jours de discussions, on s'était arrêté à la création de cinq directeurs investis de toutes les attributions de la puissance exécutrice, délibérant et votant à la majorité; à côté de cette institution on établissait un conseil des Cinq-cents qui avait l'initiative de la formation et de la proposition des lois; puis un conseil des anciens, formé de deux cent cinquante membres, veufs ou mariés, auxquels on donnait le droit de sanction et de rejet. Il fallait avoir trente ans pour siéger dans le premier de ces conseils, et quarante pour être admis dans le second. L'un et l'autre corps devaient être renouvelés par tiers, conformément au système consacré par la constitution. Les citoyens âgés de vingt-cinq ans, et payant le cens, étaient convoqués au 1er prairial, pour la nomination du corps électoral; les électeurs, réunis le 20 du même mois, devaient procéder au choix des membres, des deux conseils qui, à leur tour, avaient la mission spéciale de nommer le directoire exécutif. Le pouvoir judiciaire était basé sur l'élection; chaque département avait un tribunal de première instance et un tribunal criminel formé de cinq juges et d'un jury.

Le projet attribuait au corps législatif le droit de siéger dans telle ou telle commune; il supprimait les sociétés populaires délibérantes, de même que les assemblées communales, et ne laissait subsister que des administrations municipales et départementales; c'était porter un coup mortel à la démocratie, et donner un frein puissant à l'esprit de révolution dont nous étions tourmentés. On maintenait la liberté des cultes, mais sans que la république accordât une protection exclusive et un salaire aux

prêtres. Sage en beaucoup de choses, cette constitution était pourtant destinée à périr, parce qu'il y manquait un moyen énergique et sûr pour prévenir les collisions des deux pouvoirs; d'avance il était évident que la guerre inévitable entre les conseils et le directoire amènerait des renversemens.

Instruite par l'exemple de la Constituante, qui commit la grande faute d'abandonner son ouvrage immédiatement après l'avoir créé, en outre dominée de la crainte de se voir remplacée par des royalistes ou par des révolutionnaires, également furieux de ce qu'ils avaient souffert tour à tour, la Convention décréta, le 5 fructidor (22 août), que le nouveau corps législatif, à nommer se composerait de deux tiers de conventionnels, et par conséquent d'un tiers de nouveaux élus : c'était violer et reconnaître en un même jour les droits de la souveraineté du peuple, et paraître cependant se conformer à un article de la constitution sur le renouvellement du corps législatif. Cette résolution, due à quelques thermidoriens revenus à des opinions plus sages, contraria vivement les contre-révolutionnaires et les réacteurs, qui soulevèrent la question de savoir quels députés sortiraient, et par qui l'élimination pourrait se faire? Les deux partis se disputèrent avec violence: les uns voulaient que la Convention se chargeât de cette opération délicate et difficile; d'autres, par respect pour le principe de la souveraineté nationale, demandaient que les assemblées primaires fussent appelées à la réélection des membres que la politique et la nécessité ordonnaient de conserver.

Le parti royaliste et ses pamphlétaires ne se bornèrent pas à cette première objection: ils soutinrent avec autant d'hypocrisie dans leurs sentimens que de violence dans leurs paroles, que les députés se jouaient de la souveraineté du peuple, que l'on ne devait espérer ni liberté, ni constitution, puisque les terroristes demeuraient au

timon des affaires. Une fois entrés dans cette voie, les opposans employèrent tous les moyens possibles pour susciter une de ces tempêtes politiques qui dévorent un pouvoir en compromettant l'état lui-même.

Les agens du royaliste Lemaître intriguèrent dans les sections; et, ralliant à leur cause tous les jeunes ambitieux du temps, ils dénoncèrent avec emportement la Convention comme une assemblée factieuse et usurpatrice des droits du peuple, dont ils s'inquiétaient fort peu, et qu'ils auraient bientôt foulés aux pieds, si les chances de la fortune les eussent portés à la puissance. Ces hommes d'une insigne mauvaise foi parlaient du sénat de Venise, et demandaient aux sectionnaires s'ils s'étaient préparés à subir le joug d'une nouvelle aristocratie, d'autant plus à craindre qu'elle affectait, en paroles, le respect le plus illimité pour les droits du peuple, dont elle proclamait si hautement la souveraineté illusoire jusqu'à ce jour. Les journalistes, presque tous gagnés au parti de la contre-révolution, proclamèrent dans leurs feuilles que l'œuvre de la constitution achevée, la Convention n'avait rien à voir au-delà, et qu'avec l'adoption des nouveaux pouvoirs destinés à régir la république, finissaient les droits et les devoirs d'une assemblée dont le règne avait été marqué par l'effusion d'un sang pur et généreux. Aussitôt tous les agitateurs s'entendirent pour obtenir des sections la double résolution d'adopter la constitution, et de rejeter les décrets relatifs à la réélection des deux tiers de la Convention nationale. Là s'arrêtaient les projets apparens des chefs du parti, mais ils conspiraient en sous mains d'une manière plus sérieuse. Leur plan était de déterminer les sections, aussitôt après le rejet des décrets du 5 et du 13 fructidor, à se maintenir en permanence, et à déclarer les pouvoirs de la Convention expirés. On voulait se procurer les bénéfices d'un interrègne pendant lequel le parti eût pu agir vigoureu-

sement, tout agiter, tout remettre en question, pour présenter ensuite la monarchie comme un refuge au milieu de la conflagration générale. L'intrigue agissait dans les départemens, et prêchait partout le système de la permanence des sections, tandis que, poursuivant surtout ses intrigues séditieuses à Paris, elle entraînait les sections, qui présentèrent à la Convention une pétition dans laquelle on réclamait avec violence contre les décrets. La Convention fit une réponse ferme et mesurée. Mécontent de l'insuccès d'une démarche sur laquelle reposaient beaucoup d'espérances, le parti royaliste résolut de préparer une insurrection. Les comités de salut public et de sûreté générale apprirent bientôt les machinations des ennemis déclarés de la révolution, et ne voulant pas laisser prendre la représentation nationale au dépourvu, appelèrent autour de Paris des troupes qui furent réunies en un camp dans la plaine des Sablons.

L'approche de cette force armée fit pousser les hauts-cris aux journalites et aux contre-révolutionnaires, qui se hâtèrent d'associer les sections entre elles, en donnant le premier rang à la plus violente de toutes, à la section royaliste, qui, par une étrange contradiction, portait encore le nom du Montagnard Lepelletier. Dès que ce commencement d'organisation fut terminé, les sections publièrent un acte de garantie, prévoyance de la faiblesse et de la peur qui marchent rarement avec le succès. Dans cette pièce on convenait de se prêter un mutuel appui pour la réclamation des droits du peuple.

Ces démarches factieuses inquiétèrent la Convention sans l'alarmer trop sérieusement; car elle venait d'apprendre que les départemens restaient sourds aux insinuations perfides des agens du royalisme. Aussi la section centrale, c'est ainsi que s'appelait celle de Lepelletier, ayant invité chaque section à nommer un commissaire pour s'entendre entre elles sur ce qu'il y avait à faire, vit son arrêté cassé

par la Convention, en vertu des décrets qui défendaient toute communication entre les sections. Cet acte de vigueur rendit furieux les royalistes, qui d'ailleurs avaient rencontré quelque résistance. Les patriotes furent expulsés ignominieusement du lieu où se réunissaient les sections; et d'autres furent avertis que s'ils se présentaient pour voter, on leur ferait un mauvais parti. Sous le coup de cette tyrannie, les persécutés se rendirent à la Convention, qui les plaignit sans avoir le courage de défendre en eux les droits d'une fraction du peuple placée injustement hors du droit commun et dépouillée des priviléges attachés au titre de citoyen. Les patriotes avaient redemandé leurs armes; et par une noble générosité, oubliant les insultes et les maux que la Convention elle-même leur avait faits, ils offrirent leurs vies pour défendre les représentans du peuple et la constitution. Le parti patriote, ombrageux de sa nature, souvent turbulent et difficile à conduire, toujours exigeant en fait de liberté, rachète ces défauts par un amour immense pour le pays, amour qui le porte à immoler ses plus justes ressentimens quand il s'agit de l'intérêt général, et à se rallier au gouvernement toutes les fois qu'il le voit ou attaqué par les adversaires de la liberté, ou menacé par l'étranger. Cette remarque s'applique à toutes les époques de la révolution depuis cinquante ans.

Les sections de Paris, une seule exceptée, approuvèrent la constitution, et rejetèrent les décrets de fructidor; mais la France adopta la constitution et les décrets. Nos armées, qui, par une belle et sage exception à un principe conservateur, avaient été appelées aux fonctions de l'élection comme tous les citoyens, se rallièrent aux volontés de la Convention. Dès lors, forte de l'adhésion des départemens, de l'assentiment des soldats et de l'appui des patriotes de Paris, qui pouvaient reprendre promptement leur influence en se mêlant de nouveau avec le peuple, la Convention put braver la colère des contre-révolutionnai-

res de la capitale. Enfin, lorsque les députés eurent reçu les procès-verbaux de chaque département, le président proclama le relevé des votes, le 1er vendémiaire (23 septembre 1795), époque anniversaire de la fondation de la république. La constitution avait obtenu la sanction presque unanime, les décrets avaient passés à une très grande majorité. Ce fait reconnu et constaté en face du peuple, la Convention décréta que le nouveau corps législatif se réunirait le 15 frimaire.

Les opposans, poussés dans leurs derniers retranchemens, prétendirent alors que le compte des votes n'avait pas été fait exactement. L'Assemblée, comprenant qu'il ne fallait pas leur laisser ce moyen de critique et ce prétexte de résistance autorisa des commissaires nommés par les sections de Paris, à compulser les procès-verbaux du comité des décrets. Ils vérifièrent eux-mêmes les calculs, et se retirèrent n'ayant plus dans la pensée qu'un seul parti, violent, dangereux, téméraire, l'insurrection. Alors, comme tous les partis pensent et disent les mêmes choses quand les mêmes circonstances les inspirent, des hommes encore occupés à maudire les jacobins chaque jour, s'emportaient jusqu'à rappeler partout la fameuse formule de la théorie des révolutions rédigée par Saint-Just : *Quand le gouvernement viole les droits du peuple*, etc. Ces imprudens ne voyaient pas que le peuple n'était ni pour, ni avec eux. Toutefois, ils auraient eu, comme nous le verrons bientôt, des chances de succès sans la générosité des patriotes que la Convention avait si cruellement persécutés.

Mais avant de poursuivre le récit des événemens de vendémiaire, nous devons raconter ce qui s'était passé sur nos côtes de l'Ouest après la déroute de Quiberon, due en grande partie à l'impéritie orgueilleuse de quelques émigrés.

Charette, prévenu au moment de l'expédition, avait appelé tous ses braves pour recevoir avec lui le comte d'Artois,

sur le petit rocher d'Huart. Après douze jours perdus en pourparlers, pendant lesquels il eut beaucoup de peine à établir un plan d'opérations, on convint que le prince se rendrait à l'Ile-Dieu, où il attendrait des renforts qui devaient incessamment lui arriver. En voguant de l'Ile-d'Huart à l'Ile-Dieu, l'escadre anglaise somma l'île de Noirmoutier de se rendre aux armes de Louis XVIII; mais le général Cambray ayant répondu qu'il se défendrait jusqu'à la mort, le pavillon britannique s'éloigna, et bientôt la flotte ennemie mouilla devant l'Ile-Dieu, qui ne put faire aucune résistance. Le prince en prit possession le 2 octobre; il descendit accompagné d'une partie de ses affidés. L'Ile-Dieu devint en ce moment le foyer, où, suivant ces fanfarons de guerre, allaient se préparer les armes qui devaient donner le coup de la mort à la république.

Redoutant Puisaye, que les courtisans affectaient de mépriser, tout en lui jurant qu'ils brûlaient de toucher la terre sacrée de l'insurrection vendéenne, le comte d'Artois trompait les hommes de cœur qui l'entouraient, et entretenait sans cesse Vauban, d'Autichamp, La Beraudière de ses projets de victoire. Mais lorsque ceux-ci le pressaient d'agir, le frère de Louis XVI, nouveau Fabius, mais d'une singulière espèce, cherchait à gagner du temps. Quand on aime son pays, on rougit d'avouer qu'un prince français, en quittant Londres, avait laissé au duc d'Harcourt l'ordre de solliciter son rappel. Le duc osa remplir son message, les ministres britanniques, indignés, refusèrent d'écouter le négociateur. A cette nouvelle, le comte d'Artois résolut de prendre sur lui la responsabilité d'une fuite honteuse pour sa vie et mortelle pour son parti. Vers le 15 novembre, le prince déclara que décidément il ne voulait pas aller *chouanner*. Il fit plus, le 17 au matin, il prétendit avoir reçu, dans la nuit, par un cutter arrivé d'Angleterre, l'ordre d'évacuer l'Ile-Dieu et de retourner à Londres. Le 18, le prince, suivi de sa cour, monta sur

le Jason et partit. Charette regarda cette conduite comme la perte des Vendéens et comme un arrêt de mort. Dans l'indignation de son cœur, il écrivit la lettre suivante à Louis XVIII.

« *Sire, la lâcheté de votre frère a tout perdu. Il ne pouvait paraître à la côte que pour tout perdre ou tout sauver. Son retour en Angleterre a décidé de notre sort. Sous peu, il ne me restera plus qu'à périr inutilement pour votre service.* CHARETTE. »

Pour achever de peindre d'un mot le caractère du comte d'Artois, il suffira de dire que les prétendus ordres de rappel dont il s'autorisait étaient des ordres supposés. Quelques émigrés éprouvèrent la même indignation que Charette, et M. de Vauban a écrit des mémoires empreints du mépris et de la colère que méritait une conduite si indigne d'un descendant de Henri IV.

CHAPITRE LVI.

Treize vendémiaire. — Suites du treize vendémiaire. — Armées. — Prise de Mayence et de Luxembourg. — Armée d'Italie. — Pichegru. Jourdan. — Trahison de Pichegru. — Résumé.

Tandis que les Vendéens se décourageaient à la vue de tant de lâcheté, les royalistes de Paris, se confiant dans la puissance de l'intrigue, espéraient enfin triompher de cette assemblée dont la tâche était finie, et qui avait perdu son autorité pour avoir cherché la puissance là où elle ne se trouvait pas. D'ailleurs, si la Convention était forte avec le peuple dont elle tirait sa source, elle ne pouvait être que faible dans une alliance passagère et discordante avec les ennemis qu'elle avait tant combattus. Nous avons vu les sectionnaires décidés à casser, par une insurrection, les décrets de fructidor; mais ce qui leur manquait, c'était une autorité centrale capable de tenir d'une main ferme l'étendard qu'ils voulaient lever comme un signal exposé à tous les regards. Les sections pensèrent que la réunion des électeurs, le 20 vendémiaire, pouvait jouer ce rôle important. Mais, en attendant, incapables de repos, ils agitèrent la population

parisienne par les démonstrations d'une foule de jeunes gens qui parcouraient de nouveau les rues de la grande cité en criant : *A bas les deux tiers* ! La masse du peuple sembla prendre peu de part à ces faibles mouvemens; mais, plus hardis et plus forts à Orléans, à Dreux et Chartres, les réacteurs causèrent de violentes émeutes, et dans la dernière de ces villes, le représentant Tellier, ayant vu son autorité méconnue, se brûla la cervelle.

Les royalistes, cachés derrière les sectionnaires, n'avaient pas encore osé descendre ouvertement dans l'arène où leur présence prématurée eût révélé aux thermidoriens et à la Plaine le danger dans lequel leur imprudence et leurs fautes pouvaient nous précipiter; mais ils se tenaient prêts à paraître quand la guerre civile serait allumée. Malgré cette prudence des royalistes, les députés attentifs regardaient se former l'orage, et prenaient, pour le conjurer, des mesures puisées dans l'esprit et dans le code de la révolution. Ainsi, ayant reconnu que les prêtres réfractaires rentrés servaient de prédicateurs de révolte, la Convention condamna au bannissement, sur la proposition d'Isabeau, tout ecclésiastique qui troublerait l'ordre public. Pour répondre à ce décret, et frapper le premier coup, il paraît qu'à cette époque les royalistes, soit qu'ils voulussent détourner les yeux qui étaient fixés sur eux, soit qu'ils cherchassent à ranimer les préventions de l'assemblée contre les patriotes, inventèrent une prétendue conspiration de la prison de la Bourbe. Cette misérable affaire fut facilement éclaircie, grâce au sang-froid du concierge La Vacquerie. On épargna des poursuites aux auteurs d'une si coupable supposition, mais ils en eurent du moins toute la honte.

Le 22 septembre, la Convention, toujours alarmée et voulant tout prévoir, déclara, dans une adresse aux habitans de Paris, que s'il venait à être commis quelque attentat sur l'un de ses membres, le corps législatif se re-

tirerait à Châlons-sur-Marne. Cette résolution, empruntée à la fameuse loi de police présentée par Sieyès pour comprimer le peuple et les révolutionnaires, s'adressait aujourd'hui à leurs ennemis. En même temps, et encore pour combattre leurs manœuvres, l'assemblée rendit, le 26 septembre (5 vendémiaire) un décret qui défendait aussi de disposer de la force armée sans l'ordre des représentans chargés de sa direction.

La section de Bondi continuant sa permanence illégale, répondit à ce décret par un arrêté portant que, dans le cas de la plus légère violence faite à un citoyen pour fait de délibération, la générale serait battue, le peuple appelé aux armes, et le corps électoral entouré d'une force nationale prête à lui obéir. Les sections Lepelletier, de la Butte-des-Moulins, du Contrat-Social, du Théâtre-Français, de Brutus, du Temple et plusieurs autres se concertèrent sous le prétexte apparent de protéger le corps électoral qui, excité par leurs chefs, s'était réuni avant l'époque fixée par la loi, et avaient formé une assemblée dite par eux *centrale*, que présidait le vieux duc de Nivernois. Le Théâtre-Français, où ils siégeaient, était entouré de bataillons sectionnaires qui prêchaient ouvertement l'insurrection contre la Convention usurpatrice. Celle-ci, placée dans cette position extrême, prononça la dissolution du corps électoral de la Seine. Le directoire du département fut chargé de la publication du décret; mais quand il voulut en faire lecture sur la place de l'Odéon, une foule de jeunes gens en cadenettes interrompirent le magistrat qui proclamait la volonté de la représentation nationale, injurièrent les agens du pouvoir et maltraitèrent l'escorte, qui fut vivement poursuivie par eux. Ce n'était rien que cette démonstration auprès de la colère que le décret rendu contre le corps électoral soulevait dans les sections, on eût dit que c'était la Convention qui avait violé la loi et menacé l'ordre public. Cependant cette assemblée,

bien plus indulgente envers les sectionnaires qu'elle ne l'avait été quelque temps auparavant envers les Jacobins, et voulant d'ailleurs, avec raison, essayer des moyens de conciliation pour ne pas en venir à une lutte ouverte, offrit aux rebelles l'oubli du passé, en invitant tous les citoyens à la concorde.

En même temps, la tribune nationale retentissait d'appels aux vieux patriotes, devenus l'unique providence de cette assemblée qui les avait naguère si cruellement décimés. « Citoyens de toutes les classes, patriotes de 1789, réunissez-vous, s'écriait Tallien ,réunissez-vous à la Convention; il en est temps! » Daunou disait la même chose au nom des comités. « Laissons, disait-il, aux royalistes l'initiative de la guerre civile; que la foule des citoyens accoure autour de la représentation nationale. Patriotes de 89, du 14 juillet, du 10 août, victimes du 31 mai, libérateurs du 9 thermidor, placez-vous dans les rangs des vainqueurs de Fleurus : la patrie vous implore! »

La voix de ce représentant devait être entendue, car si dans quelques grandes journées il avait montré de la faiblesse, du moins il était pur de toute intrigue et de toute corruption; d'ailleurs on ne l'avait jamais vu applaudir aux horribles excès de la réaction.

La section Lepelletier, centre du mouvement qui se préparait, avait organisé un comité ou conseil militaire que dirigeaient des royalistes avoués ainsi que des émigrés. Déjà ils s'étaient emparés du dépôt des chevaux de la république, du magasin des subsistances; déjà même un hussard d'ordonnance, traversant la rue Saint-Honoré, avait été tué. A la nouvelle de ces premières hostilités, les patriotes accoururent à la barre de la Convention pour y présenter une adresse de plus de deux mille républicains enfermés à la Bourbe qui offraient à la Convention de lui faire un rempart de leurs corps. L'assemblée n'hésita plus de s'en remettre à la foi de ces hommes généreux. En même temps, elle

rapporta la loi du 21 germinal sur le désarmement des terroristes ; le comité de sûreté s'empressa de signer des ordres de mise en liberté, en sorte que les prisons furent vides de la plus grande partie des patriotes qu'elles contenaient. L'autorité eut soin de relâcher les anciens canonniers des sections. On savait ce que pouvaient, dans un jour de danger, ces hommes énergiques, entre les mains desquels la dernière raison du peuple avait toujours fait triompher sa cause. Fidèles à la parole qu'ils avaient donnée dans les fers, les patriotes vinrent tous se présenter aux comités, demander des armes et s'enrégimenter pour la défense de la Convention. Devenue plus hardie par l'arrivée de ce renfort, elle déclara coupables d'attentat à la sûreté générale tout président et secrétaire d'assemblée électorale qui mettrait aux voix ou signerait aucun acte étranger à l'objet de la convocation. Irrités de cet acte de résolution, les sectionnaires tonnèrent contre la Convention, parce qu'elle avait réuni des troupes de ligne dans le jardin des Tuileries ; celle-ci répondit que les troupes n'étaient rassemblées que pour maintenir la tranquillité publique que des malveillans voulaient chercher à troubler. Pendant que les députés prenaient toutes ces précautions, de fréquentes rixes s'engageaient dans les rues de Paris. Le triomphe de la jeunesse dorée n'était plus une chose si facile depuis que les révolutionnaires avaient été relâchés, qu'on leur avait rendu leurs armes et qu'ils se sentaient soutenus par l'autorité qui avait besoin d'eux. L'assemblée primaire du Mont-Blanc se présentant à la Convention, vint demander à être admise à la barre afin de se plaindre du réarmement des terroristes. La Convention refusa l'admission, motivant son refus sur la loi rendue dans la séance précédente, qui bornait aux seules élections les fonctions des assemblées primaires. Le lendemain, et par la même raison, les députés refusèrent d'admettre une députation qui voulait lire à la barre de-

la Convention une adresse ayant pour titre : « *Déclaration à la représentation nationale, au nom de la majorité des assemblées primaires de Paris, signée des commissaires de ces assemblées.* » La section Lepelletier, poursuivant plus hardiment le but qu'elle s'était proposé, répandit à profusion un manifeste dans lequel elle disait à la Convention : « Vous avez attenté à la souveraineté du peuple par les décrets des 5 et 13 fructidor ; vous nous avez investis de troupes pour nous effrayer ; vos comités ont revomi dans la société tous les agens et les suppôts de la terreur... Vous avez marqué des victimes ; vous avez renouvelé les proscriptions de Marat et des Montagnards... Vous avez osé traiter d'intrigans et d'assassins les hommes que nous avons honorés de notre confiance... Jetez les yeux sur vous-mêmes : vos vêtemens sont teints du sang de l'innocence ! Des milliers de vos commettans égorgés, des villes détruites, le commerce anéanti, l'immoralité, l'athéïsme et la faim organisés, le trésor public dilapidé : voilà votre ouvrage ! »

Jamais, dans le cours orageux de la terreur, le peuple n'avait tenu un langage plus menaçant ; jamais la Convention entière n'avait reçu un plus sanglant outrage ! Quelle conduite avait donc tenue la représentation nationale pour être ainsi en butte aux insultes de ceux qui, hier encore, se trouvaient ses amis ? La Convention nationale, poussée à la réaction par faiblesse et par esprit de vengeance, avait d'abord immolé avec une imprudence incroyable, non seulement les révolutionnaires les plus coupables, mais ceux qui s'étaient montrés à la fois les plus énergiques, les plus irréprochables et les plus fortement empreints de ces convictions qui demeurent inébranlables au plus profond du cœur. Après cette imprudente persécution, la représentation nationale s'était trouvée impuissante pour résister aux exigences des sections, qui voulurent du sang de patriotes après les journées désastreuses de ger-

minal et de prairial. Alors les députés thermidoriens commencèrent à voir qu'en frappant quelques républicains généreux, et surtout les dernières pures victimes qui fussent sorties du sein de la Convention pour aller à la mort, ils n'avaient fait qu'augmenter l'audace des sectionnaires, qui en voulaient presque également à tous les membres de la représentation nationale. Reconnaissant donc leur faute et voyant leur faiblesse, les réacteurs résolurent d'implorer le concours des républicains, qu'ils connaissaient assez bien pour savoir qu'ils les trouveraient prêts à oublier leur juste ressentiment dès qu'on les appellerait au nom de la patrie. Il était temps, comme on va bientôt le voir par le développement d'un mouvement qui se préparait contre la révolution, et qui aurait réussi peut-être, sans le dévouement des patriotes et les sages et vigoureuses dispositions de l'homme que les circonstances devaient mettre en lumière, et que la fortune allait conduire par ce premier pas à la renommée du plus grand capitaine du siècle.

Les sections de la Butte-des-Moulins, du Contrat-Social, du Théâtre-Français, de la rue Poissonnière, de Brutus, du Temple, réunies à la section Lepelletier, firent battre la générale, en ordonnant à tous les chefs des bataillons sectionnaires de se tenir prêts à marcher. La Convention, convaincue que toute retraite était impossible, enjoignit à ses comités de prendre les mesures propres à maintenir l'ordre et la loi. Menou, chef de la force armée, tira des troupes du camp des Sablons, et leur fit occuper la place de l'Odéon. Louvet, girondin révolutionnaire, proposait à ses amis de demander à la Convention le réarmement des faubourgs; il parlait même d'une nouvelle formation des jacobins. L'ami de Vergniaud oubliait généreusement que si la révolution eût repris son cours interrompu, peut-être le premier acte des vainqueurs aurait été de proscrire les membres de la Gironde, échappés au 31 mai, et les soixante et treize, dont plusieurs, à la vérité,

s'étaient attiré l'animadversion générale par les excès de leur fureur et de leur vengeance. Outre la troupe soldée qui se tenait prête à donner, on avait, comme nous l'avons dit, fourni des armes aux patriotes; ils furent enrégimentés et formèrent *un bataillon sacré*, que l'on mit sous les ordres du général Berruyer. Cet acte de la Convention faillit lui coûter cher. Beaucoup de citoyens avaient refusé de marcher lorsque les agitateurs des sections les avaient harangués; mais dès qu'on leur eût dit que les représentans organisaient des bandes de terroristes, ils coururent aux sections. Les négocians, se rappelant leurs pertes et leurs souffrances, et attribuant aux hommes seuls le mal qui venait surtout des circonstances, voyaient dans les patriotes des ennemis personnels et se distinguaient par un zèle imprudent et coupable. Ce zèle inattendu accrut singulièrement les espérances des rebelles prêts à lever l'étendard. D'ailleurs, le général qui se trouvait à la tête des forces conventionnelles leur inspirait peu de crainte. Brave de sa personne, Menou s'était montré assez résolu contre les Vendéens; mais on savait que la même fermeté ne le soutiendrait pas lorsqu'il aurait à combattre non plus des hommes marchant sous le drapeau blanc, mais toute la brillante jeunesse sur laquelle reposaient les espérances de la grande réaction, dont il partageait les principes avec une certaine modération qui tenait à la nature de son esprit et de son caractère. Cependant il n'y avait plus à tergiverser, il fallait que la Convention ou se retirât, ou triomphât de la résistance qu'elle rencontrait dans Paris.

Le 12 vendémiaire, Menou reçut l'ordre de marcher sur le couvent des Filles-Saint-Thomas, où siégeait la section qui avait pris les armes avec plus d'audace. Menou mit ses colonnes en marche quand déjà la journée était fort avancée; il traînait de l'artillerie après lui. Au lieu d'aborder vivement le lieu où délibérait la section, il amoncela

ses troupes dans la rue Vivienne, et commença à parlementer secrètement avec les ennemis. Ceux-ci continuaient à répandre des proclamations, à faire battre la générale. Reprenant enfin un peu d'énergie, Menou plaça ses canons devant la porte du couvent, qui se trouvait bâti sur l'emplacement qu'occupe aujourd'hui la Bourse. Le général, avec le député Laporte, entra dans la salle de réunion des membres de la section, qu'ils trouvèrent armés et rangés sur une ligne, ayant à leur tête le président Delalot. Laporte somma les sectionnaires de rendre leurs armes; ils refusèrent avec énergie. Menou, au lieu d'agir, faiblit encore, et une capitulation fut signée entre les rebelles et les chefs des forces de la Convention. On promit d'une part que les soldats se retireraient, et de l'autre que la séance de la section serait levée le soir même. A cette heure, la Convention put se croire perdue, car ses troupes reculaient devant les sections fières de ce premier succès qui, dans les luttes civiles, entraîne presque toujours la victoire. En effet, la section Lepelletier, dès que Menou eut replié ses colonnes, rentra en séance, et, comme l'on devait s'y attendre, reprit le cours de ses déclamations et de sa révolte contre la représentation nationale. Celle-ci ayant été informée de la honteuse capitulation et de ses conséquences, plusieurs membres s'écrièrent que Menou trahissait, et qu'il fallait le mander à la barre. On se contenta d'appeler les comités pour qu'ils eussent à rendre compte des événemens qui venaient de se passer, et des moyens d'en prévenir les fâcheux résultats. On voulut d'abord faire arrêter Menou; mais on pensa sagement qu'il serait toujours temps de prendre ce parti après la victoire, qu'il valait mieux pourvoir à la nomination d'un homme capable de faire triompher la cause de la loi. Les comités songèrent à Barras, qui, en acceptant la mission offerte, demanda pour second un jeune officier, général de brigade, maltraité par le réacteur Au-

4.

bry. Cet officier était celui auquel on devait en grande partie la reprise de Toulon.

Bonaparte, que je vis monter à cheval dans la cour des Tuileries, était d'une taille frêle et petite; son corps semblait raide et sans grâce; il avait la figure maigre, le teint pâle; de longs cheveux pendant des deux côtés de son visage, lui donnaient un air inculte et négligé; son front était pensif et sévère; ses yeux, lorsqu'on le regardait attentivement, lançaient de vifs éclairs que la vue avait peine à soutenir; quelque chose de mécontent régnait dans toute sa personne, et rien de son extérieur n'annonçait le grand homme. Connu de Barras, qui l'avait vu dans la société de madame Tallien, il venait d'être remis en activité de service, et le 12 vendémiaire, il se trouvait chargé de la rédaction des dépêches du comité de la guerre. Les membres du gouvernement se présentèrent dans la nuit pour annoncer à la Convention les deux choix qu'ils avaient faits, et qu'elle se hâta de sanctionner.

Vers la pointe du jour, Fréron courut à la section des Quinze-Vingts, pour chercher à ranimer le zèle du faubourg Saint-Antoine, qui se montra assez disposé à oublier le passé. Bonaparte, instruit de cette bonne volonté, envoya sur-le-champ des caisses d'armes aux patriotes du faubourg, et prit toutes les autres dispositions nécessaires pour défendre victorieusement la représentation nationale. L'initiative des hostilités lui était interdite; il devait attendre l'attaque, car, depuis la retraite si maladroite de Menou, les choses avaient, dans les sections, changé complétement d'aspect du côté des rebelles : ils avaient pris de l'audace. Un comité central d'opérations militaires s'était formé. La section Lepelletier, présidée par le journaliste Richer-Serizy, avait osé mettre hors la loi les comités du gouvenement, et créer une sorte de tribunal révolutionnaire destiné à juger ceux qui s'opposeraient

au peuple dont on invoquait le nom. Le comte de Maulevrier, un émigré rentré, nommé Lafond, les généraux Duhoux et Danican, vinrent offrir de se mettre à la tête des bataillons sectionnaires, qui, malheureusement pour leur cause, donnèrent la préférence à un étourdi comme Danican. Bonaparte, de son côté, après avoir reçu le décret de la Convention et les pleins pouvoirs de Barras, s'était hâté d'appeler quelques forces au secours du petit nombre de défenseurs demeurés fidèles à l'assemblée. Par ses ordres, le chef d'escadron Murat était allé, avec trois cents cavaliers, au camp des Sablons, chercher le parc d'artillerie, qui aurait pu causer tant de mal entre les mains des révoltés. Le futur roi de Naples fit une diligence extrême, et déjà il était maître des pièces, lorsqu'un bataillon sectionnaire se présenta pour s'en saisir. Un engagement aurait pu avoir lieu; de part et d'autre, on s'évita: Murat conduisit le parc aux Tuileries, où se trouvaient déjà les quinze cents patriotes qui étaient venus prendre les armes pour la défense de la Convention.

Bonaparte plaça ses troupes et son canon à toutes les issues des Tuileries, au Pont-Neuf, au Pont-Royal, au pont de la Révolution, à la place Vendôme, à l'Impasse Dauphin, dans les rues de l'Échelle et de Rohan. Il ordonna de s'emparer de tous les vivres qui se trouvaient chez les marchands de comestibles, et de les apporter aux Tuileries. Il fit aussi établir une ambulance pour les blessés; en même temps, on occupa la route de Saint-Germain pour intercepter toute l'artillerie qui pourrait arriver aux révoltés; et les hauteurs de Meudon furent garnies de troupes qui devaient protéger la retraite de la Convention en cas de revers.

Les rebelles, de leur côté, se disposaient à prendre l'offensive; ils étaient près de trente mille, et semblaient pouvoir compter sur une victoire facile et complète. Les sections de la rive gauche avaient l'ordre d'enlever les

ponts et d'attaquer les Tuileries par les quais, tandis que les sections de la rive droite déboucheraient par toutes les issues qui mènent de la rue Saint-Honoré au Palais-National. Les forces conventionnelles ainsi enveloppées, les insurgés ne doutaient pas de les voir poser les armes. Bonaparte fut heureux de cette résolution de ses adversaires; il craignait, au lieu d'une attaque générale et par masse, une guerre de tirailleurs dans laquelle tout l'avantage eût été aux révoltés qui, de chaque coin de rue, de chaque maison, de chaque fenêtre, de chaque porte, auraient pu détruire sa petite armée presque sans courir aucun danger.

Dans la matinée du 13, les insurgés obtinrent quelque avantage. Des armes envoyées à la section des Quinze-Vingts furent enlevées par la section Poissonnière, tandis que le jeune Lafond s'emparait du Pont-Neuf, que le général Carteaux n'avait pas voulu défendre pour ne point engager la lutte. Ce chef s'était replié, avec ses quatre cents soldats et ses quatre pièces de canon, sur le quai du Louvre.

Danican, voulant éviter un combat, quoiqu'il en crût le succès assuré, essaya de décider la Convention à capituler. A cet effet, un parlementaire se présenta de sa part à Barras et à Bonaparte; ceux-ci déclarèrent qu'il ne leur appartenait pas d'ouvrir des conférences, et renvoyèrent le sectionnaire devant les comités réunis. Le négociateur demanda le rapport des décrets de fructidor, cause apparente de tout le mouvement, et le désarmement des patriotes, ce qui équivalait, pour la Convention, à un arrêt de mort. C'était déjà un tort d'écouter de semblables propositions. Quoi qu'il en soit, les comités voulaient aussi faire preuve du désir d'éviter une collision; et tout en repoussant les insolentes prétentions, ils envoyèrent vingt-quatre députés pour fraterniser avec les sections. On se rappelait que ce moyen avait déjà tiré la

Convention d'un grand péril, lorsque les faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau avaient, il y a quelques mois, paru en armes devant les Tuileries.

Danican n'ayant pas reçu la réponse qu'il espérait, résolut enfin d'agir, et bientôt les deux camps ennemis commencèrent à échanger quelques coups de fusil : il était quatre heures et demie. Alors Bonaparte fit apporter, dans la salle même de la Convention, huit cents fusils, des gibernes et des caisses de cartouches, pour servir aux députés, si le péril augmentait. Barras et lui montèrent à cheval dans la grande cour, et se précipitèrent au galop vers l'impasse Dauphin, situé en face de Saint-Roch. Ils avaient sous leurs ordres une troupe de patriotes tous résolus à mourir dans le combat; car ils tenaient pour certain que les sectionnaires triomphans ne manqueraient pas de fusiller ou d'envoyer un certain nombre d'entre eux à l'échafaud.

En face de cette troupe courageuse, et sur les degrés même de l'église Saint-Roch, paraissait, dans une attitude menaçante, un bataillon sectionnaire, admirablement placé pour faire feu sur les canonniers de l'artillerie conventionnelle. Ce bataillon était soutenu par une masse considérable de rebelles occupant un grand espace des deux côtés de la rue Saint-Honoré. Pourtant il n'y avait point à balancer; une attaque de vive force était d'autant plus nécessaire, que des secours pouvaient arriver de moment en moment aux ennemis. En conséquence, Bonaparte donne l'ordre d'ouvrir le feu. Le bataillon placé devant Saint-Roch résiste d'abord avec courage; des patriotes tombent blessés grièvement; mais décimé par la mitraille, l'ennemi se débande. Aussitôt Bonaparte fait déboucher ses canons de l'impasse. La troupe de patriotes qui le suit repousse la tête des colonnes sectionnaires; on profite de cet avantage pour remettre les pièces en batterie, de manière à enfiler la rue Saint-Honoré. La mitraille vole de nouveau. Les section-

naires se replient en désordre. A la vue d'une retraite de si bon augure, Bonaparte quitte ce champ de bataille pour un autre, après avoir ordonné à ses officiers de poursuivre la victoire.

Dans le parti opposé, Danican va retrouver, à la tête d'un bataillon rallié par lui, le jeune Lafond, qui occupait le Pont-Neuf, et tous deux, après avoir opéré leur jonction avec le comte Maulevrier, qui s'était mis à la tête d'une partie des sections du quartier Saint-Germain, se dirigent par le quai Voltaire sur le Pont-Royal, qu'ils veulent enlever pour pénétrer par là dans les Tuileries. Bonaparte fait avancer des pièces chargées à mitraille, qui, de l'angle du pont, prennent de front la colonne sectionnaire, tandis que d'autres pièces, placées sur le quai des Tuileries, la prennent en écharpe. En vain le jeune Lafond déploie autant de sang-froid que de courage, en vain il reforme à plusieurs reprises les bataillons qu'il commande, tout fuit; et, à six heures, la victoire demeure à la Convention.

La représentation nationale, pendant ces scènes de carnage, était demeurée calme et silencieuse, comme en tous les jours de grands périls. Bonaparte poursuivit les vaincus, les contraignit d'évacuer la place Vendôme; à la chute du jour, le Palais-Royal et le couvent des Filles-Saint-Thomas se trouvaient cernés. Le jeune général ne voulut pas livrer un combat de nuit, pensant, avec raison, que cette première défaite effraierait les sectionnaires, qui profiteraient de l'obscurité pour retourner chez eux. En effet, le lendemain, après quelques coups de fusil, les troupes de Bonaparte s'emparèrent du Palais-Royal et de la section Lepelletier, où les insurgés avaient formé le vain projet de se retrancher.

La tranquillité de Paris fut rétablie dans la journée du 14; Bonaparte se hâta de faire enlever les cadavres, et d'effacer ainsi les traces du combat.

La veille, à huit heures du soir, Merlin de Douai était venu annoncer à la Convention les succès de la journée. « Ce succès est amer, dit-il d'une voix altérée, puisqu'il a « coûté du sang français; mais au moins les amis de la patrie « n'ont point à se reprocher d'avoir commencé le combat. » Une heure et demi après la déclaration de Merlin, que les députés accueillirent par des cris de joie, Barras vint rendre compte des événemens de la journée. Il obtint un véritable triomphe dans l'assemblée. Deux fois, disait-on avec enthousiasme, il avait sauvé la république et la liberté ! On admirait sa figure noble, sa taille avantageuse, sa parole ferme et hardie.

Mais quel parti allait prendre la Convention après la défaite de ses ennemis? Oubliant la coupable et dangereuse tentative des sections, allait-elle continuer encore la réaction contre les patriotes? ou bien la verrait-on marcher entourée de ceux qui l'avaient défendue si généreusement, et rentrer dans les voies révolutionnaires? Sans doute, le premier de ces partis aurait été aussi coupable que dangereux et insensé; le second n'était ni praticable, ni sûr. La Convention ne devait pas non plus laisser les patriotes victorieux se venger de tous les mauvais traitemens, de toutes les insultes que leur avaient prodigués les royalistes et les réacteurs. En politique, rien de plus funeste que les représailles, car, en faisant de nouvelles victimes, elles sèment de nouveaux germes de discorde et de guerre civile. D'un autre côté, après avoir été si sévère envers les insurgés de prairial, pouvait-on pardonner aux insurgés de vendémiaire, non moins coupables? Les comités, qui avaisnt si long-temps penché pour les sections, dont ils s'étaient servis dans le but de réduire et de désarmer les révolutionnaires, se décidèrent pour la clémence; la raison leur donnait ce conseil, mais ils choisirent malheureusement pour interprète un homme qui, quoique révolutionnaire lui-même et auteur de la fameuse loi des suspects,

s'était laissé entraîner au torrent. Cet homme était Merlin de Douai.

Dans son rapport, Merlin cherchait à pallier les torts des sections, et sembla justifier la Convention du reproche d'avoir armé les terroristes. Il y avait lâcheté dans cette condescendance pour les royalistes qui l'auraient inscrit l'un des premiers sur leur liste de proscription; il y avait aussi ingratitude à ne pas rendre aux patriotes les justes actions de grâces qu'ils avaient méritées en suivant Bonaparte pour défendre, au péril de leur vie, une assemblée si long-temps leur plus cruelle ennemie. Le rapporteur termina pourtant en demandant que la Convention déclarât que tous ceux qui avaient pris les armes pour elle avaient bien mérité de la patrie. Ce premier rapport fut mal reçu dans les deux partis. Les royalistes trouvèrent que l'on applaudissait trop les terroristes, tandis que ceux-ci, indignés, s'éloignèrent d'un gouvernement qui n'était revenu vers eux que par nécessité. Les Thermidoriens comprirent que Merlin les avait compromis; pour réparer cette faute, ils chargèrent Barras de faire un second rapport plus approprié aux convenances et aux besoins du moment. Voici des fragmens de ce discours, qui passa dans le temps pour être l'ouvrage du jeune général auquel Barras devait la victoire du 13 vendémiaire. « Il faut en convenir, disait le député, depuis le 9 thermidor, nous avons fait un pas rétrograde; toutes les lois qu'on vous a arrachées en faveur des émigrés, des prêtres, des amis de la tyrannie royale, la proscription des meilleurs patriotes, les assassinats du midi impunis, la vengeance érigée en vertu civique, toutes les fonctions publiques confiées à des républicains d'un jour, devaient relever l'espoir des amis du despotisme, et leur faire tenter une conspiration pour vous massacrer! »

Après avoir reconnu l'existence d'un comité correspondant de Paris avec l'étranger dans le but de rétablir l'ancien

ordre de choses, Barras reprocha aux sectionnaires d'avoir accusé faussement le peuple et tous les meilleurs patriotes sous l'imputation banale et insignifiante de terrorisme, puis il ajouta en s'adressant à la Convention elle-même : « Vous avez fait appel aux patriotes de 1789. La voix des pères de la patrie a été pour eux le cri de ralliement ; tous ces hommes, brûlans d'amour pour la liberté, se sont empressés d'accourir auprès de vous ! Ah ! qu'il a été consolant de voir en quelques heures la Convention nationale, entourée naguère d'assassins, devenir tout à coup le centre de réunion des vrais amis de la république ! de voir au milieu de ce bataillon sacré les hommes du 14 juillet, du 10 août, les vainqueurs de la Bastille, et une légion d'officiers, porteurs d'honorables cicatrices ! tous destitués par l'intrigue et les complots de la contre-révolution. »

Barras blama énergiquement le général Menou d'avoir appelé *bandits* cette troupe de patriotes, et d'avoir refusé de les commander. En remerciant la Convention de la confiance qu'elle avait montrée en lui, le rapporteur ne faisait que nommer Bonaparte, sans lui rendre la justice qu'il méritait. Barras n'avait pas épuisé ce qu'il avait à dire : arrivant à la peinture de l'état de la France, il attaqua avec emportement ce système, prétendu modéré, qui avait livré la république aux contre-révolutionnaires et aux réacteurs. Il parla de Marseille, où tout ce qui avait un cœur français gémissait sous le fer toujours levé des émigrés et des royalistes, où il s'était établi, sous le nom de *Comédie-Bourgeoise*, un club contre-révolutionnaire. « Pour pénétrer dans cette réunion, dit-il, il faut avoir une carte d'entrée qui porte aux quatre angles une fleur de lys, et sur les revers une croix de Saint-Louis ! »

A la suite de ce discours, accueilli avec enthousiasme par les vainqueurs de vendémiaire, la Convention nomma dans son sein une commission composée de Florent Guyot, de Dubois-Crancé, de Roux de la Marne, de Tallien et de

Pons de Verdun, qui furent chargés de préparer des mesures de salut public.

Barras, en appelant la vengeance des lois sur les émigrés, avait obtenu l'assentiment manifeste de la Convention; aussi, Tallien, rapporteur de la commission des cinq, fut forcé de venir proposer contre les royalistes à peu près le même ensemble de lois qui les contenait avant le 9 thermidor. Il demanda l'exclusion des fonctions publiques, jusqu'à la paix, de tous les provocateurs des mesures séditieuses, des émigrés ainsi que de leurs parens, et en outre, l'exécution des lois de 1792 et 1793 contre les prêtres. La commission ajoutait encore d'autres mesures sévères que la Convention adopta toutes presque sans délibération. Voilà l'extrémité à laquelle se trouvait réduit le héros de thermidor!

Cette conduite, dictée au parti thermidorien par la nécessité, ne semble-t-elle pas justifier les mesures de la terreur? En effet, si après la leçon qu'ils avaient reçue, il fallait encore imposer aux contre-révolutionnaires un frein si dur, n'est-il pas évident que le peuple avait dû se montrer terribile lorsque la lutte s'était engagée la première fois avec eux! Lakanal, qui ne s'était pas jeté à corps perdu, comme Tallien, dans la réaction, alla plus loin que le converti de vendémiaire. Suivant Lakanal, il fallait proclamer, pour ceux qui ne voulaient pas le régime républicain, la liberté de se retirer de France avec leurs propriétés, punir les écrivains royalistes, détruire le rendez-vous des agitateurs, le Palais-Royal, confier le service de Paris à des volontaires nationaux; enfin, bannir de la capitale tous les habitans qui n'y étaient pas domiciliés depuis 1789. Ces propositions furent rejetées. Cependant, pour compléter les mesures répressives proposées par Tallien, le comité de sûreté générale fut autorisé à décerner des mandats d'arrêt contre les auteurs des journées des 12, 13 et 14 vendémiaire. En

même temps, on supprima les assemblées des sections dont on avait si imprudemment invoqué l'appui contre les Jacobins. On ordonna, sur la proposition de Chénier, la poursuite des crimes commis dans le midi par les compagnies de Jésus ; enfin, un décret établit une garde de quinze cents hommes pour le corps législatif, mesure utile et sage qui aurait suffi peut-être à prévenir le 13 vendémiaire, si elle eût été établie avant cette journée. Ces résolutions, si sévères en apparence, épouvantèrent peu les réacteurs, auxquels la faiblesse thermidorienne avait laissé prendre tant d'ascendant. En effet, parmi les chefs principaux de vendémiaire, un seul fut condamné à mort et exécuté. La vengeance tomba sur le jeune Lafond, au courage duquel s'intéressèrent les révolutionnaires eux-mêmes. Il mourut malgré eux. En vain voulut-on lui dicter des réponses capables de le faire acquitter, il se déclara émigré, chef de la colonne qui s'était emparée du Pont-Neuf ; il regretta en termes énergiques la défaite des sections, et rendit, par un excès de franchise, son acquittement impossible. Cet homme généreux, et qu'il faut honorer parce que ses pareils sont rares dans tous les partis, subit sa peine avec un courage digne de sa conduite dans l'action et devant le tribunal. De nombreux mandats furent décernés contre les chefs sectionnaires, mais on les recherchait avec si peu de sévérité qu'ils ne daignèrent pas même se cacher, et l'un d'eux, de la section Lepelletier, rencontrant une patrouille, répondit au qui vive : *Castellane, contumace*. Aussi les royalistes, quoique assez inquiets de l'arrestation du royaliste Lemaître, et de quelques uns de ses principaux affidés dont on avait surpris la correspondance avec le dehors et l'intérieur, ne perdirent pas courage. Ils récriminèrent contre les députés monarchistes qui avaient manqué à leur parole et déserté, au jour du combat, la cause pour laquelle, la veille encore, ils juraient de mourir. Mais n'osant plus lutter ouvertement ni contre

la Convention, ni contre les hommes de l'ancienne terreur qui auraient facilement rallié un peuple mécontent et fidèle aux principes de la révolution, le parti résolut de pousser ses créatures et ses chefs à la nouvelle législature. On ne devait plus rien tenter de définitif qu'au moment où l'on croirait avoir acquis la majorité, ou du moins une de ces minorités imposantes qui finissent souvent par emporter la balance au milieu des orages politiques. Pendant ce temps, le dépouillement des papiers de Lemaître avait jeté un grand jour sur les sociétés royalistes; le gouvernement sut, à n'en pouvoir plus douter, que Rovère et Saladin, et d'autres encore, étaient vendus à la faction. Les Jacobins indignés, firent entendre de violentes paroles, tandis que les journaux contre-révolutionnaires, par leurs imprudentes louanges prodiguées à quelques députés, à bon droit suspects, ne cessaient d'augmenter l'irritation qui bientôt pénétra dans l'intérieur de la Convention. Les éloges des réacteurs tombaient principalement sur Lanjuinais, sur Boissy d'Anglas et les soixante et treize. En même temps, les auteurs de cette faute ne cessaient de lancer chaque jour les plus sanglantes invectives contre les thermidoriens et contre Louvet, qui s'était franchement rallié aux patriotes.

Jusqu'alors pourtant, les soixante et treize ainsi que les thermidoriens s'étaient réunis chez un ami commun, nommé Formalaguez. Legendre, poussé à bout par les déclamations des écrivains royalistes, reprocha aux députés Lesage, Larivière, Lanjuinais, Boissy, leur silence dans la crise de vendémaire. Lanjuinais, quelquefois aussi emporté que celui qui l'interpellait, prononça le mot de *massacre de vendémiaire*. Tallien se leva furieux, et il fallut toutes les supplications de ses amis d'opinion pour l'empêcher d'aller à la Convention dénoncer les quatre députés. Louvet se contenta de faire décréter l'arrestation de Rovère et de Saladin, auxquels on adjoignit un nommé

Lhomont, vendu à Lemaître, et le député Aubry, membre du comité de la guerre, qui, parmi les nombreuses victimes de sa haine contre les officiers patriotes, avait destitué Bonaparte, réduit presqu'à l'indigence par cette criante injustice.

Le nom d'Aubry, odieux alors, nous rend au souvenir de nos armées ; elles n'occupaient plus la première place dans la pensée du gouvernement, comme au temps du comité de salut public ; elles n'étaient plus l'objet d'une incessante sollicitude et d'un intérêt immense. On aurait bien voulu qu'elles fissent encore des prodiges, mais on ne les leur commandait plus avec la puissante voix de la patrie, et surtout on ne veillait plus sur leurs besoins ainsi qu'à l'époque où l'on demandait tout pour elles au peuple qui ne refusait rien ; elles étaient presque nues ; elles manquaient du nécessaire, et se consumaient inutilement dans des souffrances qui ne semblaient pas même être aperçues ou senties par le gouvernement, et peut-être par la France.

Nous avons déjà dit tout ce qu'avait eu à endurer l'armée de Pichegru pendant sa mémorable campagne d'hiver; mais du moins elle avait retrouvé l'abondance en Hollande. Au contraire, c'était au milieu des privations de toute espèce, accrues par les rigueurs de la saison, que l'armée, aux ordres de Michaud, poursuivait, avec Kléber, le siége de Mayence, que, dans un autre temps, ce dernier général avait défendu. Le 26 mars, la garnison autrichienne tenta une attaque sur la ligne française, qui la repoussa, ainsi qu'une autre insulte que l'ennemi hasarda quelques jours plus tard. Michaud, blessé le 26, laissa toute l'autorité à Kléber, son lieutenant le plus habile. Sous le nouveau chef, nos soldats, dont il soutenait l'énergie par ses paroles et ses exemples, resserraient de plus en plus la place attaquée. Vers les derniers jours d'avril, Kléber fut remplacé dans le commandement supérieur par le général Hatry. Dans le même temps, nos soldats resserraient aussi la

place de Luxembourg. Aussi, le 1er juin, le général Bender envoya un parlementaire chargé de propositions d'accommodement. Aussitôt Hatry fit part de cette nouvelle à Jourdan et au représentant Talot, qui signèrent avec le feld-maréchal Bender une capitulation portant que la garnison sortirait avec les honneurs de la guerre, qu'elle aurait la liberté de se retirer au-delà du Rhin, mais qu'elle s'engageait à ne servir contre la France qu'après avoir été échangée. L'armée de siége ne s'élevait guère à plus de 11,000 hommes, tandis que la garnison comptait près de 12,500 baïonnettes. Nous trouvâmes des approvisionnemens immenses dans Luxembourg. La conquête de cette forteresse importante pour la France, sur l'ancien théâtre des succès de Jourdan et de Pichegru, fut presque le seul événement digne de mémoire dans le cours de la campagne de 1795.

Kellermann était devenu, comme nous l'avons rapporté, général en chef de l'armée d'Italie. Pour concentrer ses forces, il avait pris une position un peu plus en arrière de celle qu'il occupait d'abord. Le 9 juillet, les Austro-Sardes, dont tous les efforts se portaient sur la gauche de notre armée, attaquèrent un de nos postes situé à la jonction de la Tinea avec le Bramafard, et l'enlevèrent. Mais ayant voulu poursuivre leur victoire, ils échouèrent devant St.-Étienne. Néanmoins, le 11 juillet, deux fortes colonnes ennemies attaquèrent les cols de Tende et de Fréjus. Le capitaine Gazan, à force de courage, parvint à repousser les assaillans avec une perte considérable. Au centre, nous faisions mieux que de garder une défensive victorieuse; le général Dallemagne reprit le poste de Limone. Nous remportâmes encore des avantages les 16 et 18 juillet. L'ennemi ne réussit pas dans l'attaque des postes de Saint-Barnonil et du Mont-Cenis. Le 24, après avoir renforcé leur gauche, les Sardes s'installèrent dans le village de Sucarello; le lendemain, ils furent plus heureux et parvinrent à enlever

un bataillon qui gardait les approches de l'Inferno. Serrurier, qui sentit toute la gravité de cet échec, s'élança sur les vainqueurs, et leur reprit les positions dont ils s'étaient emparés par surprise.

Le 30 juillet, les Sardes occupèrent le poste d'Issundo; mais ce triomphe fut de courte durée; le général Garnier parvint à les expulser dans une action des plus vives. Quelques jours après, l'armée des Alpes, ou plutôt la division qui portait ce nom, fut attaquée dans les positions qu'elle occupait sur le Mont-Cenis. Moulins reçut si bravement l'ennemi, que la victoire nous resta. Kellermann, qui attendait des renforts, résolut de prendre l'offensive à son tour. Mais il se vit retenu par une dépêche du général Macquart, portant que tout semblait, de la part de l'ennemi, annoncer une prochaine attaque sur notre division de droite. Aussitôt Kellermann envoya des secours à Laharpe. Celui-ci, abordant les Piémontais, occupés à se fortifier dans des positions avancées, les culbuta. Une entreprise tentée par des Croates du côté de Terrano n'ayant pas mieux réussi, Kellermann, rassuré, reprit ses premiers desseins.

Le 24, les Sardes entrèrent dans notre camp de Limone, d'où Dallemagne les chassa avec une perte considérable. Une attaque qu'ils tentèrent contre Saint-Barnouil ne réussit pas mieux. A notre extrême droite, une division de l'escadre anglaise pénétra le 27 dans la rade d'Allessio pour essayer une descente. Le député Chiappe, qui se trouvait dans cette partie du littoral, rassembla à la hâte quelques troupes, avec lesquelles il parvint à contenir l'ennemi jusqu'au moment où Masséna, à la tête de quelques bataillons, le contraignit de se réembarquer précipitamment. Dans les premiers jours de septembre, les Autro-Sardes renouvelèrent vainement leurs entreprises contre l'armée des Alpes. Alors ils restèrent dans une inaction complète que le feld-maréchal Dewins employait à préparer un coup décisif.

En effet, le 19 septembre, l'armée austro-sarde assaillit une position que nous avions retranchée entre Borghetto et la droite du Tanaro, et que nos soldats avaient baptisée du nom de Petit-Gibraltar. Saint-Hilaire commandait ces retranchemens, contre lesquels vinrent se briser tous les efforts du brave Dewins. Kellermann proclama Saint-Hilaire général de brigade sur le champ de bataille. Ce fut une des dernières récompenses accordées par lui à cette époque comme général en chef de l'armée d'Italie, car il fut bientôt remplacé dans le commandement de cette armée par le général Schérer, auquel, grâce aux renforts qui allaient arriver, il laissait une tâche plus facile à remplir. Pendant que Kellermann attendait à Nice l'arrivée de son successeur, le général Moulins fut encore attaqué par les Piémontais, qui enlevèrent les postes du col de la Croix. Cette nouvelle conquête fut arrachée aux ennemis par Chambaud, qui leur tua un grand nombre d'hommes. Le général Poujet repoussa l'ennemi au-delà de la Novalaise, et força ceux qu'il avait devant lui à mettre bas les armes.

Kléber campait toujours avec une armée souffrante et affamée devant Mayence, qu'on lui ordonnait de prendre sans lui en fournir les moyens. Pour les obtenir, le général républicain adressa un mémoire au comité de salut public; mais son avis, combattu par Pichegru, déjà traître aux intérêts de la France, demeura presque sans réponse. A cette époque, le général, couronné des prétendus lauriers de germinal, convaincu qu'il ne pouvait exécuter avec succès ses perfides desseins qu'autant qu'il serait revêtu du titre de général en chef sur la frontière, sollicita et obtint le commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle; on lui subordonna encore l'armée de Sambre-et-Meuse, que conduisait Jourdan, fidèle, mais tombé dans une espèce de disgrâce, parce qu'il avait gémi sur le dénûment des braves soldats de Fleurus. Par cette disposition, les opérations du blocus se trouvaient sous la direc-

tion de Pichegru. Le devoir le plus pressant appelait le nouveau généralissime sur les bords du Rhin, où, quoiqu'il arrivât tardivement, il fut accueilli avec enthousiasme, parce que l'on croyait qu'il frapperait des coups décisifs ; mais Pichegru, trompant la plus légitime attente, resta dans l'inaction. Cependant il cherchait à excuser et à colorer cette conduite en l'attribuant à l'espérance de pouvoir tout pacifier sans avoir besoin de tirer un coup de fusil. Les comités ne tardèrent pas à être fatigués des vaines promesses du général infidèle et parjure, qui ne donnait que trop de prise aux soupçons ; en conséquence, ils ordonnèrent aux armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse de reprendre l'offensive. Dans le plan adopté par le gouvernement, deux grandes attaques devaient avoir lieu : l'une, entre Huningue et Brisach, par l'armée de Rhin-et-Moselle qui avait été augmentée ; l'autre, dans le duché de Berg, par l'armée de Sambre-et-Meuse.

Celle-ci se mit en mouvement ; Jourdan attaqua la position d'Urdingen et le village de Weisenthurn ; mais Pichegru, étant resté immobile sur tous les autres points, permit ainsi à l'armée autrichienne de porter de nombreux renforts sur la rive menacée par Jourdan qui dut se contenter d'enlever l'île de Neuwied, où il s'établit le 1er septembre sans que Clairfayt pût l'en déloger.

Excité par les conseils de Kléber, Jourdan, malgré les obstacles que faisait naître devant ses pas l'inaction de Pichegru, résolut de tenter le passage du fleuve au-dessus de Dusseldorf ; en même temps, il ordonna l'attaque de cette ville dont la possession devait donner à notre armée la facilité de pouvoir traverser le Rhin sans être inquiétée. Toutes les dispositions étant terminées le 5 septembre, Jourdan commanda à son aile gauche de franchir le fleuve au-dessus et en face de Dusseldorf. Le général Kléber, ayant sous ses ordres quarante mille hommes, commandés par Lefebvre, Grenier, Tilly et Championnet,

fut chargé de diriger les deux descentes. Le général Lefebvre s'embarqua le premier, et sans obstacle, aborda avec trois mille hommes à Eichelkamp. A peine à terre, nos soldats se portèrent sur Augerbach, et bientôt, suivis de quelques renforts, ils se virent maîtres de toute cette partie du rivage. Championnet avait une tâche encore plus difficile. Il passa en face de Dusseldorf avec quatorze compagnies de grenadiers, après avoir mis à l'ordre du jour la peine de mort contre quiconque riposterait sans son commandement au feu de l'ennemi. Mais la clarté de la lune trahit la présence de notre flottille, sur laquelle l'ennemi dirigea un feu des plus violens. Nos batteries répondirent à celles des Autrichiens, et protégèrent l'aventureuse expédition. Aussitôt que nous fûmes descendus au-delà du fleuve, le général Legrand culbuta tout ce qui se présentait, et parvint jusque sous les glacis de la place. Championnet, débarqué à son tour, investit Dusseldorf qui, canonné et bombardé de l'autre rive, ouvrit ses portes. Tandis que le général Lefebvre, poursuivant ses succès, chassait les ennemis d'Haberkam, Tilly et Grenier étaient aussi parvenus sur la rive droite; le général Warneck ne crut pas pouvoir attaquer les Français, et se replia vers Ruttingen. Dès que ce passage, admirablement conduit et intrépidement exécuté, fut terminé, Jourdan ordonna à Dejean de jeter un pont de bateaux sur le Rhin à Urdingen. Ce travail achevé dans la journée du 7, notre cavalerie ainsi que l'artillerie rejoignirent le corps d'armée qui, le 8, se porta en avant; mais Jourdan ayant appris que le corps du comte d'Erbach avait opéré sa jonction avec le prince de Wurtemberg, différa tout projet d'attaque jusqu'au moment où il aurait sous sa main toutes les forces dont il pouvait disposer. En attendant, la prudence qui ordonne de tout prévoir, même le cas d'une défaite, lui fit établir deux nouveaux ponts, l'un vis-à-vis de Hamm, l'autre à Cologne.

Plusieurs divisions franchirent encore le fleuve; enfin, le 13, l'armée s'avança sur la Sieg. Lefebvre chassa l'ennemi de Blankenberg; après quelques charges brillantes, effectuées par la cavalerie aux ordres du général d'Haupoult, l'ennemi se retira sur Altenkirchen. Le prince de Wurtemberg, le comte d'Erbach opérèrent leur jonction avec le prince de Wartenslebein. Instruit de cette circonstance, Jourdan appela promptement à lui son aîle droite commandée par le général Hatry, et marcha de nouveau en avant. Le 19, l'armée était sur la Lahn que les Autrichiens ne défendirent pas. Le 25, nous campions aux bords du Mayn. Le 26, Mayence fut investi sur la rive droite comme il l'était depuis long-temps sur la rive gauche.

Pichegru ne pensait guère à suivre les nobles exemples de son rival; étant venu à Paris pour y passer quelque temps, il avait vu de près la division des partis, le discrédit de la Convention, la décadence de la révolution et la faiblesse du gouvernement; il pensa dès-lors que si Dumouriez n'avait pas eu affaire à plus forte partie, il aurait pu réussir dans ses projets; cette réflexion le conduisit à se croire appelé au rôle et au succès de Monck. De son côté, l'Angleterre, instruite de ses dispositions par le prince de Condé qu'elle avait à sa solde, se hâta de l'engager à tâcher de gagner le général républicain. M. de Montgaillard fut chargé de cette mission qu'il confia à M. Fauche-Borel, libraire de Neufchâtel. En ce moment, Pichegru se trouvait à Altkirch; l'envoyé du prince s'y rendit pour commencer les premières démarches toujours délicates et souvent périlleuses. Le négociateur suivit d'abord le général à plusieurs revues, et parvint, par sa persévérante assiduité, autant que par l'expression de ses regards, à fixer l'attention de Pichegru qu'il ne craignit pas d'aborder enfin sous le vain prétexte d'une dédicace à lui présenter. Le général, trop fin pour être dupe d'un semblable stratagème, ne tarda pas à mettre le corrupteur plus à son aise. Celui-ci

s'expliqua, et le général ayant demandé, avant de passer outre, une lettre écrite de la main du prince de Condé lui-même, Fauche-Borel retourna faire part de cette première démarche à Montgaillard. Celui-ci se rendit en toute hâte auprès du prince, qui hésita d'abord, et finit par donner une lettre de quelques lignes, scellée de ses armes, et à l'adresse du général. Avec cette pièce importante, Fauche-Borel revint à Altkirch, où Pichegru entra en conférences avec lui. Les promesses du prince étaient magnifiques : il assurait à Pichegru, au nom du roi Louis XVIII, le gouvernement de la riche province d'Alsace, le grade de maréchal de France, la terre et le château de Chambord, retraite illustrée jadis par la présence du vertueux Catinat; un million en argent, 200,000 liv. de rente, la terre d'Arbois qui prendrait le nom de Pichegru, et qui serait exempte de contributions pendant quinze ans; 12 pièces de canon, et le grand cordon rouge de la croix de Saint-Louis. Les officiers de son armée devaient garder leurs commandemens, ainsi que les gouverneurs des places assez hardis pour en ouvrir les portes aux troupes qui marcheraient contre la capitale. Condé exigeait que l'armée républicaine arborât le drapeau blanc, qu'elle livrât au corps des émigrés l'une de nos forteresses sur le Rhin; n'osant demander Strasbourg, il exigeait Huningue.

Ces demandes étaient folles, et pouvaient causer la perte de celui qui aurait tenté de répondre aux désirs du prince. Le général républicain, avant de prendre un parti décisif, et de faire une première démarche, voulut qu'on le mît en rapport avec l'arméeautrichienne. Le prince, irrité contre les alliés, qui avaient prodigué les humiliations aux siens et à lui-même, repoussait cette proposition d'une manière absolue. Outre la coopération de l'armée autrichienne, Pichegru réclamait de l'argent, et le prince n'en avait malheureusement pas. « Je ne ferai rien d'incomplet, disait le général à Fauche-Borel; je ne veux pas être le troisième tome

de Lafayette ou de Dumouriez... Mes moyens sont grands tant à l'armée qu'à Paris ; mais il faut, en faisant crier *vive le roi* au soldat français, lui donner du vin et lui mettre un écu dans la main! » Fauche - Borel alla et vint plusieurs fois de la résidence du général français à celle du prince. Rien ne se terminait; chacun tenait à sa pensée, et bientôt Pichegru, inquiet, s'étant aperçu que les représentans qui le surveillaient commençaient à soupçonner ce qui se passait, interrompit une correspondance devenue aussi périlleuse que coupable.

Mais, comme le foyer principal de toutes ces intrigues se trouvait à Paris, et que Pichegru, quoiqu'isolé, tendait au même but que les conspirateurs royalistes de l'intérieur, voyons dans quelle situation se trouvaient les partis dans la capitale. Tallien, à peine revenu de Quiberon, sembla comprendre qu'il n'y avait plus de refuge et de sûreté pour lui que dans la révolution. Le mouvement de vendémiaire lui montrant la gravité du péril que la république avait couru, acheva de le déterminer à quitter le côté droit.

Passant d'une extrêmité à l'autre, il vint s'asseoir au sommet de la Montagne qu'il avait, plus que tout autre, contribué à dépeupler. Ce changement effraya singulièrement les modérés de la Convention. Les uns prétendirent que le thermidorien visait à obtenir la dictature par le peuple; les autres qu'il voulait ramener le temps où un homme dominant la Convention, lui demandait chaque jour la tête de quelques uns de ses membres. Aussi les soixante et treize tonnaient-ils contre les thermidoriens, désormais ralliés complètement aux vieux débris de la Montagne. Les réacteurs royalistes continuaient de se réunir chez madame de Staël, qui avait épousé l'ambassadeur de Suède à Paris. Dans ses salons, on ne cessait d'attaquer la révolution, ses principes et son but populaire. C'était là que les journalistes royalistes puisaient des inspirations et des conseils pour la guerre qu'ils faisaient aux

jacobins. Les imprudences en vinrent au point que, sur une insinuation du comité de salut public, madame de Staël fut obligée de se retirer dans une maison de campagne aux environs de Paris. Cette marque d'obéissance ne suffit pas au comité; il insista pour que la fille de Necker quittât le territoire de la république. M. de Staël se présenta devant le comité pour réclamer contre une résolution qui violait le droit des gens. Soutenu par Boissy, l'ambassadeur obtint le rapport de l'arrêté. On décida que tout ce qui concernait cette affaire serait remis au comité des relations extérieures, qui entamerait à ce sujet une négociation avec la cour de Suède.

Les partis se contrebalançaient à la Convention, où les deux camps étaient à peu près d'égale force; mais depuis leur victoire de vendémiaire, les patriotes semblaient avoir, sinon la majorité, au moins, cette influence qui fait triompher la minorité, lorsqu'elle se montre énergique et prête à tout oser. Le midi de la France se trouvait toujours livré aux sanglantes fureurs des compagnies de Jésus, qui ne prenaient plus la peine de cacher leurs opinions royalistes. L'Ouest se calmait, tandis que le Nord, une partie de l'Est et du centre de la France, se montraient disposés à soutenir, sinon toutes les institutions révolutionnaires, du moins la cause de la liberté. D'après ce tableau fidèle de la situation, il était facile de prévoir que l'Assemblée qui allait se former aurait plus d'un orage à essuyer, plus d'un péril à affronter.

Le terme des travaux de la Convention était arrivé, elle voulut les couronner par des actes dignes de souvenir; elle abolit la peine de mort pour l'époque de la paix générale, que l'on pouvait croire prochaine. Un décret, qui était un conseil et un exemple, fit donner à la place de la Révolution le nom de place de la Concorde. Heureuse la France, si tous les partis avaient pu pratiquer ce conseil! En même temps, on proclama une amnistie générale

pour les hommes de vendémiaire; mais l'arrêt de déportation lancé contre Collot-D'Herbois, Billaud-Varenne et Barrère fut maintenu. On pouvait ou devait pardonner aux rebelles des sections, dans le sein desquelles beaucoup d'hommes avaient cru soutenir des principes et conjurer le retour d'un régime effrayant; mais en usant de cette indulgence envers des rebelles qui avaient commencé la guerre civile dans Paris, en se contentant de retenir dans les fers un conspirateur envoyé par Louis XVIII et soldé par l'étranger, comment osait-on persévérer dans la proscription de trois hommes qu'on avait absous deux fois, et qui avaient tant contribué au salut de la France? Frappés de ce dernier décret, les trois membres du grand comité allaient expier d'une manière cruelle le 9 thermidor, et surtout les conséquences de cette journée qui devait coûter tant de sang à la France et porter le coup mortel à la république, abandonnée du génie de la révolution, seul capable de la maintenir après l'avoir sauvée.

Enfin, le 4 brumaire an IV (26 octobre 1795), à deux heures et demie, le président prononça la formule suivante : La Convention nationale déclare *que sa mission est remplie et que sa session est terminée*. Aussitôt les membres se séparèrent. C'était disparaître de la scène politique sans éclat et sans grandeur; jamais ni la brillante Gironde ni le grand comité de salut public n'auraient laissé la Convention s'effacer ainsi elle-même et se précipiter dans l'abîme du néant ou de l'oubli, avant d'illustrer les derniers momens de son existence par le compte de ses travaux rendu au peuple, au siècle et à la postérité.

« Français, aurait pu dire cette mémorable assemblée, avec une franchise qui devait tout avouer sans détour, le mal comme le bien; c'est avant le canon victorieux de Valmi et en présence des Prussiens campés dans les plaines de Champagne, que nous sommes venus apporter nos

qu'elle va prendre datera des décrets rendus par la Convention, et témoignera ainsi de sa prévoyance et de sa sollicitude. Au milieu des périls, des orages, des calamités, nous avons appelé le génie de la science à concourir au salut du pays; nous l'avons excité à se rendre populaire pour vous éclairer et vous doter de tous les bienfaits de la civilisation; les beaux-arts, qui sont la plus innocente gloire d'un peuple, ont reçu de nous la plus éclatante protection, ils ont consolé votre infortune et embelli les fêtes de vos triomphes; de là l'établissement du conservatoire de musique, destiné à répandre dans toutes les classes de la société le goût de cet art consolateur, qui adoucit les mœurs et charme la vie des peuples qui le cultivent avec amour. Rien, pas même la guerre générale, pas même l'insurrection furieuse et la mort présente, n'ont pu nous détourner du devoir de vous préparer en silence un Code hypothécaire, un Code civil, et une foule de décrets qui règlent les intérêts généraux et particuliers. Nous vous avons donné un conservatoire des arts et métiers, c'est-à-dire une école d'industrie où les artisans deviendront des ouvriers habiles, appréciés enfin à leur juste valeur, et appelés à devenir un jour des chefs d'établissemens qui contribueront à la gloire et à la prospérité de leur pays. Nous vous léguons tout un système d'instruction publique, des écoles de différens degrés, une école normale, destinée à réparer les ruines du professorat et à remettre en honneur l'enseignement public; à côté de toutes ces créations s'élève une école polythecnique, qui sera une pépinière d'hommes supérieurs dans toutes les parties du service militaire et de la haute administration. Nous avons couronné le faîte de l'édifice par un institut national, où toutes les sciences auront des représentans chargés de répandre les lumières sur le monde entier, par l'entremise de la France, désormais placée à la tête de la civilisation.

« Enfin cette France que Louis XIV avait réduite aux dernières extrémités, que Louis XV avait abaissée devant une puissance du second ordre, que Louis XVI allait ouvrir aux étrangers en courant le risque de la voir foulée sous leurs pieds avec sa propre couronne, cette France qu'on espérait partager comme la malheureuse Pologne, nous la remettons entre vos mains, agrandie, triomphante, en paix avec la plus grande partie des princes de l'Europe, obligés de traiter avec elle et de reconnaître son gouvernement. Après avoir opéré toutes ces choses avec vous, Français, nous nous retirons décimés, calomniés, en butte à des ressentimens qui ne s'éteindront qu'avec notre vie, presque tous plus pauvres que nous n'étions venus, et peut-être réservés à des persécutions dans l'avenir. Pour toute récompense, nous vous demandons d'éteindre les divisions qui vous affaiblissent, de déposer sur l'autel de la patrie les haines qui vous tourmentent, et de vous rallier tous autour du pacte social que vous venez d'adopter; embrassez-le comme l'arche du salut. Si vous oubliez nos services, nous pourrons en gémir tout bas; mais on ne nous entendra pas nous plaindre, car nous avons travaillé pour la France, et non pour un salaire quelconque. Au reste, la postérité nous distinguera peut-être, parce que nous avons aimé le peuple par-dessus tout, et que ses vrais amis sont rares sur la terre. »

Tel est à peu près le langage que la Convention aurait pu tenir si, forte de la conscience de ses services, elle eût plané de haut sur sa position, et osé parler au peuple en face des princes, ses vaincus, comme elle l'aurait fait après les triomphes inouis de 1794. Mais cette assemblée, qui pourtant devait ressentir un légitime orgueil de la paix conclue avec ces mêmes princes humiliés par ses armées, n'était plus que l'ombre d'elle-même. Les talens supérieurs de la tribune et les généreuses inspirations de l'enthou-

siasme avaient péri avec la Gironde; les prodiges de l'audace révolutionnaire, qui défie et surmonte tous les obstacles, la force qui soulève les masses et répand la terreur, étaient entrés dans la tombe avec Danton, héritier de la puissance de Mirabeau, moins habile que son maître à cacher la main qui remue le peuple, mais plus redoutable dans les jours d'action et de colère. Robespierre avait emporté avec lui la persévérance, l'esprit de conduite, la popularité inviolable, et cette dictature de l'opinion qui donnait tant d'autorité aux décrets de l'assemblée ainsi qu'aux ordres du gouvernement. De cet ancien comité de salut public, dont Robespierre était la parole vivante et le représentant auprès du peuple et de l'assemblée, il ne restait, après le supplice de ses trois principaux membres, que des exilés, des captifs et deux ou trois hommes réduits à rester dans l'ombre comme si c'eût été un crime d'avoir contribué de tout son dévouement au grand œuvre du salut d'une nation. La proscription des députés de prairial avait glacé les courages qui survivaient encore. Le silence de la mort régnait à la commune dont les révoltes, souvent salutaires, avaient forcé les mandataires du peuple à tout tenter pour son salut, à tout immoler aux intérêts de la patrie. Enfin, le peuple lui-même n'était plus dans les mains de la Convention comme un instrument de prodiges. Après tant de pertes successives, après tant de mutilations cruelles, on ne saurait conserver la parole haute et affronter l'opinion avec les seules armes de la vérité; on se tait, parce qu'on ne sait quel ton prendre, et qu'on n'ose pas se rendre témoignage, tandis qu'intérieurement on s'accuse et on se désavoue soi-même, comme si l'on tremblait devant le souvenir du passé.

Malgré toutes ses fautes, malgré ses crimes mêmes que nous n'avons jamais dissimulés, la Convention, à la juger par l'ensemble de ses travaux, mérite une

distinction particulière, et même beaucoup de reconnaissance. La Constituante aurait frémi à la seule pensée d'encourir une faible partie de la responsabilité que les membres de la Convention acceptèrent sans pâlir, et supportèrent avec courage pendant trois années d'épreuves inouïes; la Législature recula d'effroi devant les conséquences d'un pareil dévouement, et ses chefs les plus renommés, les Girondins, qui moururent avec tant d'héroïsme, aimèrent mieux s'exposer à monter sur l'échafaud que de partager ce terrible fardeau avec les athlètes de la Montagne. L'histoire ne tarirait pas sur les éloges d'un prince qui serait sorti victorieux de tous les obstacles que la Convention a surmontés. La plus impérieuse des fatalités avait ordonné de déchaîner le peuple pour l'opposer tout entier aux débordemens de l'Europe, cependant la Convention parvint à contenir, à modérer, à conduire aux plus grandes choses ce peuple souvent rebelle et toujours orageux. Si elle a souffert, permis, autorisé même beaucoup d'excès, elle en a prévenu ou arrêté un bien plus grand nombre. Pour apprécier la force et l'utilité de son influence, il suffit de représenter tout ce qu'auraient pu faire vingt-cinq millions d'hommes sans frein, sans direction, et abandonnés au souffle d'une révolution. A cette époque, gouverner les Français, c'était gouverner tous les jours une tempête. Que la fortune eût mis le plus grand des hommes à la place de la Convention, emporté par la première bourrasque populaire, ou dévoré dès ses premiers pas par la révolution, il aurait eu le sort des victimes qui ne savaient pas expliquer l'énigme du Sphynx de la fable. Une assemblée sortie du peuple, des chefs nés dans son sein, grandis à ses côtés, placés à sa tête ainsi que des drapeaux dans les journées révolutionnaires, pouvaient seuls le comprendre, en être compris, et conquérir sa confiance, en combattant au milieu de lui comme un vaillant capitaine qui commande encore même au mo-

ment où il se jette dans la mêlée pour remporter la victoire.

La Convention présente le plus étonnant des spectacles : tandis que vous prendriez son gouvernement pour une fournaise ardente où l'on forge des armes de toute espèce qui doivent frapper sans examen, sans distinction, sans pitié les ennemis connus ou présumés du peuple, et souvent blesser à mort ses propres amis ; tandis qu'elle même ressemble à une espèce de Sinaï qui lance, au milieu des éclairs et de la foudre, des arrêts non moins effrayans que les prodiges et le bruit qui les annoncent, on voit à côté d'elle une réunion d'hommes instruits, habiles, se retirer un moment de la tourmente pour élaborer en silence des lois dignes de ce nom sacré, des lois justes et populaires, des lois d'avenir, qu'elle-même discute ensuite avec calme, adopte ou modifie avec sagesse, des lois enfin qui servent de base à tous nos Codes, et régissent encore des peuples violemment séparés de l'alliance de la république ou du faisceau de l'empire ! En relisant tous les discours prononcés depuis l'origine de la révolution, et particulièrement à la tribune de la Convention, pendant le cours d'une époque tant méconnue, tant calomniée, on s'étonne de ce qu'ils contiennent de sage, d'utile, d'applicable à tous les temps, de digne d'être consacré à l'enseignement moral et politique d'une nation. Ces discours respirent surtout un amour de la patrie, un dévouement à la cause du peuple, un désir de son affranchissement et de son bonheur, qui n'avaient jamais eu une pareille tribune dans le monde.

La guerre, conduite par la Convention et par son comité de salut public, surpasse peut-être à plusieurs égards la guerre de génie du plus grand des capitaines modernes ; c'est la Convention qui lui a donné des soldats et des lieutenans avec lesquels on pouvait tout entreprendre. Napoléon lui-même est un élève et un fruit de la révolution ; il a été frappé de son empreinte ineffaçable ; il s'est senti grandir

avec les grands spectacles qu'elle a offerts au monde. Napoléon est, sous un autre aspect, un élève de la Convention, dont il a reçu la plus importante leçon. Ce sont les désastres de 1793 et les incroyables succès de 1794; ce sont les prodiges que la Convention et le Comité de Salut public obtinrent des Français à cette époque sublime, qui lui imprimèrent à jamais dans le cœur la conviction qu'il n'y a point de revers irréparables avec les Français, et qu'en eux habite un génie qu'il suffit de réveiller pour les élever tout à coup au rang du premier peuple du monde, surtout dans la guerre qui est sa vocation. La dictature de Napoléon vient de la dictature du Comité de Salut public; toutes deux ont sauvé la France par des moyens qui se ressemblent à beaucoup d'égards, et diffèrent sous un rapport immense. Le grand capitaine a vaincu sans le fatal secours de la terreur et des échafauds; toutefois, un grand avantage reste au Comité de Salut public : appuyé sur le peuple, il vit la France victorieuse et sur le point de dicter la paix à ses ennemis, tandis que Napoléon, après nous avoir rendus maîtres de l'Europe, nous a laissés à sa merci et en proie à l'occupation étrangère, parce qu'il a cru que le génie d'un homme pouvait remplacer la force et le concours d'une nation.

CHAPITRE LX.

Mise en activité de la constitution de l'an III. — Les deux conseils se forment. — Nomination des directeurs. — Portrait des cinq directeurs. — Misère publique. — Journaux. — Finances — Revers. — Alpes. — Vendée. — Pacification. — Angleterre.

Quoique le terme des travaux de la Convention parût arrivé, cependant on peut dire qu'elle se retirait trop tôt peut-être. En effet, l'action révolutionnaire, modérée par des hommes qui avaient passé par tant d'épreuves, était encore nécessaire, indispensable même, pour préparer par degrés les esprits au règne des lois. Une constitution, lancée tout à coup au sortir d'une tempête politique, ne pouvait guère parvenir en même temps à éteindre la réaction dans le Midi, à pacifier la Vendée ainsi que la Bretagne, et à gouverner en France deux partis aussi divisés et aussi hostiles à l'autorité que les Jacobins et les royalistes. En effet, les premiers étaient mécontens du peu de fruit qu'on avait retiré de la journée de vendémiaire; et si une partie d'entre eux se ralliait franchement au Directoire comme à une arche de salut, l'autre le repoussait comme une sorte de royauté, une dictature en cinq personnes, qu'ils appelaient une multiplication de la tyran-

nie; les seconds, fiers de l'impunité de la révolte de leurs amis des sections, attaquaient le Directoire comme un pouvoir révolutionnaire, et se flattaient de trouver dans les élections une majorité conforme à leurs vœux, animée des sentimens de la Convention, avant les excès qui lui avaient enfin dessillé les yeux sur le bord de l'abîme.

Les élections ne répondirent à l'attente d'aucun des deux partis : elles n'amenèrent point, au gré des patriotes, de ces hommes puissans qui s'emparent d'un peuple et marchent à la tête d'une révolution; elles ne donnèrent point aux royalistes un renfort de ces tempéramens de feu, de ces têtes volcaniques qui, comme Isnard et quelques autres, mettent chaque jour le feu aux poudres, et ébranlent tout un édifice, au risque d'être écrasés avec leurs ennemis sous ses ruines. Sauf quelques royalistes, placés en quelque sorte dans les chambres comme des pierres d'attente, ou des signes de ralliement, les membres du nouveau tiers étaient des hommes modérés, calmes, attachés à la république, parce qu'elle existait, et à la nouvelle constitution comme ils l'eussent été à tout autre qui aurait promis quelque stabilité.

Les deux camps opposés, qui formaient le fond de la législature et le tiers nouvellement élu, comprirent bien vite la nécessité de presser les opérations immédiatement après la formation de l'assemblée en deux conseils. Dès que cette division fut opérée, les deux corps législatifs se constituèrent; les anciens nommèrent pour leur président Laréveillère-Lépaux, et pour secrétaires Baudin, Lanjuinais, Bréard, Ch. Lacroix; le Conseil des Cinq-Cents porta Daunou au fauteuil, et désigna comme secrétaires Rewbell, Chénier, Cambacérès, et Thibaudeau, qui venait d'être réélu par trente-deux départemens.

Le nouveau tiers avait voté séparément; cette hostilité engagea les conventionnels, d'ailleurs éveillés par l'audace

des journaux royalistes, à s'entendre et à s'accorder sur le choix des candidats auxquels on devait confier les fonctions de directeurs. Dans une réunion chez Villetard, l'une de ces médiocrités actives et cauteleuses qui, après les grands chocs et la mort des premiers chefs populaires, usurpent une certaine influence, on résolut de ne porter au pouvoir exécutif que des hommes éprouvés, et on réunit les suffrages sur Sieyes, Laréveillère-Lépaux, Rewbell, Letourneur et Barras. Le nouveau tiers acceptait volontiers Laréveillère et Letourneur; mais il repoussait de toutes ses forces les autres choix, et voulait Barthélemy et Cambacérès : l'un que l'on croyait faible et facile à circonvenir; l'autre que, malgré ses antécédens révolutionnaires, on espérait trouver accessible à des ouvertures comme celles de Lemaître. Pour prévenir toute erreur et toute divagation, on arrêta une liste de cinquante candidats, sur laquelle, après les cinq directeurs proposés, on ne porta que quarante-cinq noms exclus d'avance par leur obscurité. La veille de la séance décisive, Génissieux ayant aperçu, parmi les quarante-cinq nullités, le nom d'un aristocrate, lui substitua un autre candidat. On n'eut pas le temps d'instruire tous les votans de ce changement, et grâce à la division qui en fut la conséquence, le nouveau tiers parvint à glisser le nom de Cambacérès sur la liste.

Lorsque les choix des Cinq-Cents furent présentés au Conseil des anciens, Dupont de Nemours découvrit la manœuvre des conventionnels; mais comme leur conduite n'offrait rien d'illégal, et que, dans le conseil, les révolutionnaires avaient aussi la majorité, les cinq candidats furent adoptés Sur deux cent dix-huit votans, Laréveillère obtint deux cent seize voix; Letourneur cent quatre-vingt-dix-neuf; Rewbell, cent soixante et seize; Sieyes, cent cinquante-six; Barras n'eut que cent vingt suffrages.

On doutait beaucoup que le modeste et bon Laré-

veillère-Lépaux voulût accepter les fonctions si graves que l'on confiait à sa probité plus encore qu'à ses lumières. Mais dès qu'on lui eut dit que la patrie exigeait de lui ce dévouement, il se hâta de sacrifier son repos aux exigeances de la chose publique. La résistance de Sieyes, à laquelle on s'était bien attendu, mais que l'on avait conservé l'espoir de vaincre, demeura inébranlable. Ce publiciste célèbre boudait le pouvoir qui n'avait point été organisé d'après ses plans : il se regardait, avant tout, comme un législateur destiné à instituer la France, et l'injure faite à son génie ne lui permettait pas d'accepter la puissance, qu'il craignait d'ailleurs comme un fardeau ou un danger, et surtout comme une source de travaux qui le distrairaient de ses méditations habituelles. Il fallut alors remplacer Sieyes, et faire une nouvelle élection. Bien au-dessus de la réputation du timide et méticuleux Solon, s'élevait celle de Carnot, dont peut-être on s'exagérait alors l'énergie républicaine, mais dont on ne pouvait trop louer la haute probité. Les modérés et les royalistes le repoussaient avec colère, parce qu'il avait été collègue de Robespierre dans le grand comité, et qu'il avait osé défendre Billaud-Varennes. Le nouveau tiers appuyait toujours la candidature de Cambacérès, qui fut encore porté sur la liste, mais après Carnot. Les anciens préférèrent le candidat des conventionnels, et Carnot, sur deux cent treize votans, obtint cent dix-sept suffrages. Cambacérès, qui brûlait d'être nommé, ne se connaissait pas bien; sa bonne étoile le préserva d'une élévation qui l'aurait perdu, parce que toute sa prudence n'aurait pu l'empêcher de laisser voir la faiblesse de son caractère, et de se compromettre gravement par ce défaut entre Carnot et Barras.

La première fois que les directeurs se réunirent au Luxembourg, il n'y avait pas un meuble : on trouva seulement dans un cabinet une petite table boiteuse, sur laquelle

ils déposèrent un cahier de papier à lettre et une écritoire à calumet, que l'un d'eux avait eu l'heureuse précaution de prendre au Comité de Salut public ; c'est là que siégeant sur des chaises de paille, en face de quelques bûches mal allumées, le tout emprunté au concierge, les nouveaux membres du gouvernement, après avoir examiné les difficultés de leur situation, s'arrêtèrent à la résolution de faire face à tous les obstacles, et de périr plutôt que de ne pas rétablir la France dans un état prospère et tranquille..... Ils rédigèrent sur une feuille volante l'acte par lequel ils se déclaraient constitués, et l'adressèrent aussitôt aux deux conseils législatifs. De quelque manière que l'on juge l'ensemble de la conduite du Directoire, il est impossible de ne pas reconnaître dans les auteurs de cette audacieuse résolution des héritiers de la dictature populaire, habitués à voir s'opérer des prodiges ; mais les directeurs ne pouvaient l'ignorer, tous les moyens qui avaient produit ces prodiges étaient brisés d'avance entre leurs mains. Ils se hâtèrent de se partager entre eux la grande tâche qu'ils avaient à remplir.

Laréveillère, l'ami des Girondins lorsqu'ils avaient été malheureux, fut chargé de l'instruction publique, des arts, des sciences et des manufactures. On ne pouvait mieux employer un homme de savoir, d'étude, rempli de courage et de bonnes intentions ; cependant, dès l'origine du Directoire, il fut en butte à des sarcasmes qui avaient peu de convenance, sur sa taille contrefaite, et sur le peu de dignité de son extérieur. Letourneur, officier du génie qui avait adopté la révolution et voté la mort du roi, s'étant principalement occupé de travaux et de missions militaires, fut d'abord chargé de la guerre, mais aussitôt après la nomination de Carnot, Letourneur se borna à ce qui regardait la marine. Au premier coup d'œil, Carnot paraissait un des meilleurs choix que l'on pût faire ; cette opinion était une erreur. Sans doute Carnot se recomman-

dait par des connaissances étendues, il savait la guerre et l'administration ; mais né pour la contradiction, habitué à marcher seul, irascible, sujet à des préventions incurables, craignant en secret les révolutionnaires, ayant je ne sais quel penchant à préférer aux généraux patriotes et fidèles les généraux douteux et suspects aux yeux de l'opinion qui se trompait rarement à cet égard, incapable enfin de supporter les blessures de la presse, ce directeur apportait au gouvernement des causes de division et de ruine. Il allait d'ailleurs trouver devant lui un adversaire qui, quoique paresseux, ignorant, inappliqué, avait dans l'esprit de manége et d'intrigue, dans l'aptitude à jouer un double rôle, dans l'art de se concilier des partisans et de se faire des créatures, tous les moyens de ruiner ses rivaux. Barras, révolutionnaire et Montagnard, quoique noble, s'était signalé par des barbaries à Toulon. Menacé par Robespierre, il avait contribué sans audace au 9 thermidor, et s'était fait réacteur comme Tallien, et avait dirigé avec Fréron, son ami, la jeunesse dorée. Les journées du 12 germinal et de prairial l'avaient vu marcher en ennemi contre les patriotes. Mais le 13 vendémiaire venait d'effacer toutes ses fautes aux yeux des révolutionnaires qu'il parut adopter de nouveau et sans retour. Tel était l'homme que Carnot allait avoir à combattre, et qui prit sous sa direction le mouvement des armées et la police générale de la république. Barras avait de la prévoyance en se réservant ces attributions spéciales à l'aide desquelles il ne tarda point à se créer une espèce de direction générale des affaires d'autant plus grande qu'elle était sans limites précises.

Rewbel ayant une instruction solide, surtout dans le droit, un esprit juste et capable d'affaires, une volonté ferme jusqu'à l'entêtement, et un caractère sujet à l'emportement, avec toutes les apparences du sang-froid, embrassa dans ses attributions la justice, les finances et les relations extérieures.

Ces hommes offraient sans doute des garanties à la révolution; mais comme il n'y avait pas d'homogénéité entre eux, on pouvait aisément prévoir que bientôt la discorde les désunirait. La première chose que firent les directeurs fut de composer le ministère. Faypoult, ancien agent diplomatique, fut appelé aux finances; Benesech, administrateur plein de talent, à l'intérieur; Aubert Du Bayet, commandant de l'armée des côtes de Cherbourg, à la guerre; Merlin de Douai à la justice; C. Lacroix, secrétaire de Turgot, aux affaires étrangères; Truguet à la marine.

Lorsque les directeurs et les nouveaux ministres nommés par eux saisirent le pouvoir, la famine régnait à Paris, et le discrédit du papier-monnaie laissait le gouvernement sans ressources pour y mettre un terme. L'échelle de proportion, que l'on avait voulu établir sur les assignats, n'admettait la baisse que d'un cinquième de la valeur nominale, tandis que la dépréciation réelle se trouvait bien autrement considérable. Aussi, la seule perception productive du trésor était la contribution foncière, dont le gouvernement recevait la moitié en nature. Pour subvenir aux dépenses, il avait donc fallu, dans le dernier temps de la Convention, émettre une quantité énorme d'assignats; et plus le papier-monnaie augmentait sur la place, plus, par une fatale conséquence, il baissait de valeur. Lorsque le 9 thermidor arriva, on avait créé pour plus de huit milliards d'assignats; depuis cette époque, la valeur nominale des émissions s'était élevée à la somme exorbitante de trente-huit millards. Les transports des approvisionnemens, l'équipement et l'armement de nos soldats, la nourriture de Paris avaient absorbé la plus grande partie de cet énorme capital. On croit rêver en songeant à cette masse de papier; ceux qui l'ont vue peuvent à peine y croire. On ne conçoit pas comment il était possible de vivre en France, lorsqu'on payait quatre cents francs la livre de sucre,

deux cent trente francs la livres de savon, et cent quarante francs les seize onces de chandelle.

Au milieu de cette ruine générale, les fonctionnaires publics ne recevant pas même leur salaire en assignats, donnaient leur démission; les soldats sans solde rentraient dans leurs foyers; beaucoup d'officiers, dégoûtés par la misère des volontaires auxquels ils commandaient, et ne les voulant voir ni mourir de faim ni piller, demandaient à quitter un service qu'ils croyaient trop mal apprécié : car les armées ne pouvaient se douter de la profonde misère de l'intérieur, et attribuaient leurs privations à la mauvaise volonté des hommes placés à la tête des affaires. Comme on le voit, la grande source du mal se trouvait dans la vicieuse organisation des finances. Cependant le premier message du Directoire auprès des conseils réclama l'autorisation d'émettre trois milliards en assignats. Cette demande, qui ne souffrait pas de discussion, fut adoptée sans délai, et le gouvernement chargea le trésorier de négocier ce nouveau papier qui ne devait guère produire en numéraire plus de vingt millions, faible ressource pour les besoins de cette époque!

Outre cette demande, les directeurs obtinrent encore le droit de prélever dans les départemens voisins de la capitale deux cent cinquante mille quintaux de blés, à compte de la moitié de l'impôt foncier qui devait être soldé en nature. Tout en prenant ces mesures capables de satisfaire aux besoins des premiers momens, le Directoire cherchait à rendre quelque énergie et quelque dévouement à l'opinion publique. Carnot et ses collègues se souvenaient de ce temps où l'on supportait sans se plaindre tant de misères, ou le peuple semblait acheter avec bonheur la liberté par les sacrifices les plus pénibles. « Vous, écrivaient-ils à leurs agens, vous, que nous appelons pour partager nos travaux, vous qui devez avec nous faire marcher cette constitution républicaine, votre première vertu,

votre premier sentiment doit être cette volonté bien prononcée, cette foi patriotique qui a fait aussi ses heureux enthousiastes, et produit ses miracles! Tout sera fait quand, par vos soins, ce sincère amour de la liberté qui sanctifie l'amour de la révolution viendra ranimer le cœur de tous les Français... Juste tribut payé par l'administration nouvelle au sentiment profond de force, de résolution et de grandeur qui avait sauvé la patrie et la cause plus sainte encore de la civilisation et de la liberté... Malheureusement les premiers actes du Directoire ne répondirent pas à ces belles paroles d'une sage reconnaissance. Il y avait en général, dans cette autorité, de la tiédeur pour les patriotes : Rewbel les tenait pour suspects, Letourneur était indifférent, Larevellière avait des ombrages, Barras seul était prononcé en faveur de ses amis de vendémiaire; tandis que par un souvenir du rôle secondaire qu'il avait joué dans le grand comité de gouvernement, et semblable à ces gens qui n'ont peur que lorsqu'ils sont sortis du péril, Carnot, dont le nom semblait une garantie au parti de la révolution, ne le soutenait pas comme il aurait dû le faire. D'un autre côté, pendant que le Directoire organisait les élémens de l'autorité, un nouveau parti se formait dans les deux conseils législatifs. Ses chefs étaient le conventionnel Thibaudeau, qui avait reçu dans la réaction le surnom de Barre-de-fer, et deux nouveaux élus, Siméon et Portalis, qui passèrent bientôt pour des royalistes. Ce parti, suspect dès sa naissance, et ensuite entraîné à de déplorables erreurs, fit le plus grand mal en commençant par se séparer du Directoire : c'est à l'opposition de ces hommes que l'on doit attribuer en partie, la nécessité du déplorable coup d'état de fructidor. En effet, si le Directoire eût été sûr d'un appui ferme et certain dans le Corps-Législatif, il n'aurait pas été entraîné à décimer par la force les Clichiens. Mais toujours flottant, le parti constitutionnel par ses fréquentes hostilités contre

les directeurs, hostilités dont profitaient les royalistes, lança l'autorité dans des mesures de violence qui l'entraîneront à sa propre perte.

Les principaux chefs du parti monarchiste aux Cinq-Cents étaient Lemerer, Henri Larivière, Jourdan des Bouches-du-Rhône, Job Aymé, Gilbert Desmolières, André; aux anciens, les députés Dumas, Lebrun, Dupont de Nemours.

L'attitude de la nouvelle administration à l'extérieur ne convint point aux patriotes habitués à la hauteur du grand comité, parlant aux rois comme un sénateur romain à un prince barbare. Pour les satisfaire, il fallut accorder quelques places à leurs protégés. Léonard Bourbon, homme sans talent, d'un républicanisme fort douteux, mais déclamateur assez violent, reçut une mission importante; Antonelle, le président du jury qui avait envoyé d'Orléans à l'échafaud, fut chargé du Journal officiel *le Rédacteur*. Au milieu des débordemens des journaux, les directeurs avaient réellement besoin d'un organe; mais il fallait choisir autrement l'homme que l'on voulait charger d'une tâche si délicate. Antonelle déplaisait aux membres de l'Assemblée nationale, et en outre il avait des opinions si démocratiques et si tranchées, une telle indépendance d'esprit, qu'il ne pouvait servir d'interprète à un gouvernement. Les royalistes opposaient au Directoire *la Quotidienne*, *l'Eclair*, *le Véridique*, *le Postillon*, *le Messager*, journaux écrits avec la passion de l'esprit de parti tout à la fois le plus perfide et le plus violent. Les révolutionnaires émettaient leurs opinions dans *le Tribun du peuple*, dans *l'Ami du peuple*, dans *l'Eclaireur du peuple*, dans *le Journal des Hommes libres*. Comme les royalistes, ils lançaient des diatribes contre l'autorité trop faible pour les réprimer, et indécise entre deux partis qu'elle ne voulait pas suivre. Chacun des actes du gouvernement, interprété par ces deux opinions opposées, se répandait dans le peu-

ple avec des couleurs propres à dégrader le Directoire, qui, regardant néanmoins les royalistes comme ses plus dangereux adversaires, s'égara au point d'interdire la circulation de plusieurs journaux de cette couleur, et ordonna des poursuites non-seulement contre les auteurs de ces feuilles, mais encore contre les courriers ou messagers qui les porteraient. En France, il ne faut pas beaucoup d'actes de cette nature pour donner de la consistance à un parti. Les pamphlets remplacèrent les journaux défendus, et firent un mal considérable; tant la voix des persécutés a de l'influence sur les esprits! Les Jacobins ne furent pas frappés dans leurs publications quotidiennes, parce qu'ils se réfugiaient derrière Barras et ses agens, pris presque tous dans leurs rangs. Barras ne dirigeait pas le *Journal des Hommes libres*, mais il ne cessait d'y entretenir des intelligences, au moyen desquelles il soutenait sa popularité en répandant des nuages sur celle de Carnot. Quand un acte déplaisait aux patriotes, les agens de Barras leur venaient dire à l'oreille : « Le directeur s'est opposé à cela de toutes ses forces, il a combattu long-temps; mais Carnot est toujours là pour entraîner le gouvernement dans la mauvaise voie. » Au milieu de ces discordes naissantes, l'état des finances exigeait encore de prompts remèdes. Les fournisseurs, non payés, suspendaient leurs envois aux armées. Les maîtres de poste, soldés par le gouvernement en assignats, déclaraient unanimement qu'ils allaient quitter un service devenu pour eux une source de ruine. Il nous restait un facile moyen de débarrasser la France de la masse énorme d'assignats qui lui causait tant d'embarras : il fallait ne recevoir le papier monnaie que d'après la valeur de son cours, que l'on pouvait facilement relever par la vente de propriétés foncières, dont le prix serait stipulé payable en assignats. Cette ressource de salut s'élevait encore, y compris les biens de la Belgique, à la somme de sept milliards. Toutefois, la mesure hardie dont il était

question, déplaisait aux patriotes qui la repoussaient avec colère comme une banqueroute véritable. En effet, il y avait bien de la part de l'état une faillite, puisqu'il avait émis des papiers qu'il ne pouvait rembourser au taux de l'émission. Mais ce malheur était inévitable, et plus la situation financière se prolongeait, plus elle empirait, plus elle compromettait la nouvelle administration, héritière malheureuse des mesures dictées par la nécessité à la Convention.

Toutefois, quoique n'osant pas adopter des moyens aussi énergiques et seuls capables de remédier à tout le mal, le Directoire présentait à la commission du Conseil des Cinq-Cents le plan de finances dont voici les principales résolutions. Porter l'émission, non compris ce qui avait été brûlé à la somme totale de trente milliards, et briser ensuite, le 30 nivôse, la planche aux assignats; consacrer à l'extinction de cette dette nationale un milliard de biens nationaux, en accorder un autre témoignage comme de la gratitude nationale aux soldats de nos armées; remplir ainsi la promesse de la Convention, et rester maîtres de cinq milliards de biens nationaux pour faire face à l'avenir.

Maintenant, pour liquider le papier-assignat et faciliter sa suppression, on proposait d'émettre des cédules hypothécaires en manière d'emprunt. Ces cédules accordaient un droit d'hypothèque sur tel ou tel bien, dont le cadastre avait préalablement estimé la valeur. Ainsi, comme sous la Législative, on en revenait à mettre en circulation la valeur des biens confisqués. C'était d'abord avec cette garantie que l'assignat avait paru; aujourd'hui, c'était la même opération que l'on tentait sous un autre nom. En même temps, par une mesure de sagesse et de prudence qui réservait à l'état quelques fonds pour des circonstances imprévues, on se proposait encore de n'établir aucune hypothèque sur les forêts dont les revenus en coupes réglées seraient seulement aliénés à des compagnies pour un certain nom-

bre d'années. Ce plan fut accueilli par les Cinq-Cents après de violentes discussions, dans lesquelles les ennemis du Directoire ne poussèrent que trop loin leurs mauvaises intentions, et montrèrent jusqu'à la dernière évidence qu'ils feraient tout pour entraver la chose publique. Quand le premier projet, approuvé par le conseil des Cinq-Cents, fut présenté à la sanction des Anciens, ceux-ci ne crurent pas devoir l'adopter, et furent d'avis de continuer le système des assignats. Ils disaient qu'ils ne voyaient rien de nouveau dans la proposition du Directoire, et aucune raison pour émettre une masse nouvelle d'assignats sous une autre dénomination. La résolution du prétendu conseil des sages irrita grandement le Directoire qui, réduit par elle à une détresse effroyable, résolut d'en sortir à quelque prix que ce fût par une mesure extraordinaire. Il sollicita un emprunt forcé en valeur véritable, en numéraire, ou en assignats au cours, c'est-à-dire à cent pour un. La quotité de l'emprunt s'élevait à six cents millions, d'après la baisse que l'on faisait subir aux assignats; le tiers de cette somme devait servir à retirer de la circulation vingt milliards de papiers, et à relever ce qui en resterait sur la place; le reste, montant à quatre cents millions suffirait, suivant les calculs du gouvernement, aux besoins du service de l'état, dans la terrible position où se trouvait la république. La législature consacra ces nouvelles propositions du Directoire; elle décréta, en outre, la mise en vente des maisons, dites nationales, situées dans l'enceinte des villes, des terres au-dessous de trois cents arpens, et de toutes les propriétés appartenant au clergé belge. On résolut aussi d'aliéner toutes les maisons royales, excepté Versailles, Compiègne, Fontainebleau, et de vendre aux enchères le mobilier des émigrés.

Après avoir pris ces mesures financières, le gouvernement voulut remédier à un mal qu'il était temps d'arrêter: c'était la désertion qui détruisait nos armées. La désertion

à l'ennemi; crime très rare parmi nous, fut déclarée passive de la peine capitale ainsi que l'embauchage. On chargea la gendarmerie de réprimer les désertions à l'intérieur, punies de la détention pour la première fois, et des fers à la récidive. Les congés accordés aux jeunes soldats durent expirer dix jours après la publication du décret. Il était temps que Carnot déployât cette vigueur inflexible; car nous venions d'éprouver de terribles revers dont nous devons faire le triste et douloureux récit.

Pendant que Mayence se trouvait investi sur les deux rives, Wurmser avait rallié rapidement, outre les troupes autrichiennes de Clairfayt, quarante mille hommes qui se trouvaient sur ses derrières. Dans le mouvement de concentration, Clairfayt avait écrasé un corps de troupes républicaines postées en avant de Manheim, occupé par Pichegru. L'armée de Sambre-et-Meuse s'étant aventurée, Clairfayt avait résolu de la tourner par sa gauche, et de la ressérrer contre le Rhin. Dans la nuit du 10 au 11 octobre, les Autrichiens, ayant franchi le Mayn à Seligenstadt, s'étaient avancés jusqu'à Wetzlar pour nous envelopper. Jourdan sentit qu'il allait exposer une partie de ses troupes. s'il ne leur ordonnait pas de repasser le Rhin : voilà comment on perdit le fruit de tant de courage, d'audace et de sages combinaisons stratégiques. Les troupes républicaines traversèrent le fleuve par les ponts de Dusseldorf et de Neuwied. Les Autrichiens n'inquiétèrent que faiblement cette retraite, opérée avec aplomb par de braves soldats pleins de confiance dans l'héroïque sagesse de leurs chefs. Néanmoins, un accident faillit tout perdre : un capitaine de génie avait reçu de Marceau l'ordre de mettre le feu à tous les bateaux qui se trouvaient sur la Sieg; il se hâta trop d'exécuter cet ordre; ces bateaux en feu, entraînés par le courant, enflammèrent le pont sur lequel devaient passer nos soldats, poussés par l'ennemi. Nos troupes se trouvaient dans une position des plus déplora-

bles ; mais Kléber était là. En trente heures, un pont fut rétabli ; notre artillerie contint les colonnes ennemies ; les Français effectuèrent leur passage ; le général, sauveur de l'armée, fut le dernier Français qui traversa le fleuve. Jourdan perdit encore la tête du pont de Neuwied, mais il conserva l'île du même nom qu'il avait hérissée de redoutes, ainsi que Neuwied, qu'il fit encore couvrir par deux camps fortement retranchés. Tandis que Jourdan, abandonné de Pichegru, qui trahissait ses sermens et sa patrie, se couvrait de gloire, même dans son malheur, Clairfayt, renonçant à l'espoir de l'entamer, se rendit en toute hâte à Mayence, pour passer sur la gauche du Rhin et attaquer Pichegru. Nos volontaires étaient tranquilles ; rien ne leur révélait un danger prochain ; d'ailleurs leur général les tenait, par un affreux calcul dans la plus complète sécurité. Clairfayt sentit que tout le succès de son agression dépendait de la promptitude des mouvemens. Le 29 octobre, à six heures du matin, il fit passer le Rhin à deux fortes colonnes de ses troupes, l'une au-dessous de Mayence, l'autre vers la chaussée de Manheim, pour nous couper toute retraite; en même temps, trois colonnes de la garnison débouchèrent de Mayence, et abordèrent vivement les troupes françaises, qui ne s'attendaient pas à être attaquées. La première ligne, commandée par le général Schalt, fut enlevée ; la seconde essaya vainement de se défendre, mais se voyant sur le point d'être tournée, nos troupes se précipitèrent en désordre dans le bois de Monbach, où la défense fut énergique et désespérée. Il fallut céder, et le reste de la journée devint une affreuse déroute, dans laquelle nous perdîmes soixante bouches à feu et trois mille soldats braves et aguerris par des victoires. Cette malheureuse journée, due à la trahison d'un général sur lequel la France devait compter, ouvrit la déplorable série des revers que nous allions éprouver.

Jourdan, par un généreux oubli de l'indigne conduite

de Pichegru, et informé *par hasard* des revers essuyés par son collègue, ordonna immédiatement au brave Marceau de tenter une diversion en faveur de l'armée du Rhin. Le jeune général de division, à la tête de quinze mille soldats, se porta rapidement sur le Hunsdruck, et repoussa les Autrichiens sur le Creutznach. Ce mouvement sauva les débris de l'armée de Pichegru. Clairfayt n'osa pas s'élancer à notre poursuite, et dut attendre des renforts que Wurmser lui envoyait sous les ordres de Latour. Marceau reprit son ancienne position dans les gorges de Salm-Valt. Aussitôt Clairfayt, à la tête de troupes fraîches, força toutes les positions de Pichegru, qui profita de la nuit pour se retirer d'abord sur l'Elsbach et ensuite sur le canal de Frankenthal. Clairfayt, fier de ses succès, et agissant contre un général qui semblait n'avoir plus aucune inspiration de son génie, ou qui ne voulait pas s'en servir, nous battit encore dans cette nouvelle position, et força nos soldats à se replier sur la Queich, en appuyant notre gauche à Landau. Les Autrichiens vinrent occuper la ligne de la Speyerbach.

Clairfayt bombarda avec vigueur Manheim, où, par une faute qui serait incroyable si elle n'était qu'une faute, Pichegru avait laissé neuf mille hommes de garnison. Des quartiers entiers de la ville furent détruits. Cependant Montaigu ne capitula que lorsqu'il eut consommé la petite quantité de munitions qu'on lui avait laissée.

Jourdan cherchait en vain à attirer sur lui une partie de l'armée victorieuse de Clairfayt, qui s'était contenté de faire tenir en échec les troupes de Marceau, sachant bien que, lorsqu'il aurait écrasé l'armée du Rhin, il viendrait facilement à bout de Jourdan, dont la position ne serait plus tenable. Celui-ci, ayant deviné les intentions de son adversaire, se fortifia dans le Hunsdruck, et répartit ses troupes à Dusseldorf, Cologne, Coblentz et Andernach. Bientôt d'autres mouvemens portèrent l'armée de Jourdan sur la Nahe et

même au-delà de Manheim; mais après la prise de cette place, Marceau eut à soutenir le choc d'un corps autrichien considérable. Quoique la force numérique de nos soldats fût moitié moindre que celle de l'ennemi, ils se battirent avec résolution, et ne se replièrent qu'après la plus énergique résistance, dans le meilleur ordre possible. Nous nous portâmes alors en arrière de Sohn-Wald, en nous prolongeant vers Manheim et Trarbach, afin de couvrir nos places sur la Moselle. Le 16 décembre, Clairfayt vint se briser contre notre droite, tandis qu'à sa gauche Marceau battait les Autrichiens à Sultzbach, et le général Malèche à Scheffweiler. Les Autrichiens se préparaient à franchir le Rhin vers Coblentz. Pichegru annonçait avec inquiétude cette résolution à Jourdan, lorsque celui-ci reçut de Clairfayt la proposition d'un armistice.

On n'a pas encore pu clairement expliquer le motif de l'acte par lequel un général victorieux demandait à interrompre une suite de succès qu'on ne pouvait plus lui disputer. Il y a pourtant deux manières différentes d'interpréter cette conduite du lieutenant de Wurmser : ou il comptait sur les menées de Pichegru, ou bien il voulait franchement la paix, et profitait d'une heureuse position pour l'obtenir avantageuse. Jourdan, toujours citoyen, refusa de rien conclure avant de s'assurer que l'armistice serait commun aux deux armées. Pichegru, humilié sans doute par la générosité de son collègue, refusa d'abord l'armistice, et ensuite sembla n'y acquiescer qu'avec regret; cependant il détermina la ligne que conserveraient les deux armées. Jourdan exigea que Clairfayt se reportât derrière la Nahe. C'est un fait digne d'être consigné dans l'histoire, qu'un général en retraite dictant des conditions aux troupes victorieuses. Les deux armées, heureuses du repos que cet armistice leur accordait, entrèrent dans leurs quartiers d'hiver. Mais quelle que fut l'issue inespérée de la malheureuse conduite de Pichegru, ce criminel général n'en avait

pas moins causé les plus grands dommages à la république et à la gloire de ses armes. Les patriotes, exaspérés par ces revers inattendus, pensant avec orgueil au temps où le grand comité, leur idole, commandait et obtenait des victoires à jour fixe, mal instruits des détails que Carnot ignorait lui-même, au point de favoriser Pichegru, accusèrent également les deux généraux, tandis que Jourdan avait mérité une de ces belles couronnes que Rome républicaine déposait sur le front des consuls qui avaient sauvé la patrie.

La fortune nous était plus propice sur d'autres points. L'armée des Alpes avait pris ses quartiers d'hiver, son centre se trouvait à Chambéry. Favorisée par un ciel plus doux, l'armée d'Italie espérait encore des victoires ; d'ailleurs sa malheureuse position lui ordonnait de vaincre. Nos soldats, nu-pieds, mal vêtus, sans pain, brûlaient d'attaquer l'ennemi, croyant qu'une bataille gagnée les ferait sortir de la misère affreuse dans laquelle ils se trouvaient. Schérer était arrivé, le 2 octobre, à l'armée dont il venait d'être nommé général en chef. Il amenait des Pyrénées des troupes aguerries, et en tout dignes des braves qu'elles venaient renforcer. Les Autrichiens et les Piémontais, quoique supérieurs en nombre, se retranchaient à Campo-Pétri et à Loano. Leur armée, montant à cinquante-cinq mille hommes, tenait une ligne de positions fortifiées depuis la mer à Loano jusque sur le Tanaro à Garessio. Une vallée très profonde séparait les avant-postes des deux armées. Nous n'avions guère que trente-deux mille hommes. Masséna, au centre, occupait avec deux divisions Sucarello et Castel-Vecchio; Serrurier formait la gauche; Augeeau la droite. Schérer, ne connaissant pas le terrain sur lequel son armée devait agir, eut la sagesse de s'en rapporter à Masséna. Sous l'inspiration de cet enfant chéri de la victoire, on arrêta un plan d'agression : Serrurier fut chargé de diriger une fausse attaque pour attirer

l'attention de l'ennemi. Pendant ce temps, nous devions, sur les deux autres points, charger à fond les Austro-Sardes. Schérer devait conduire une des colonnes, tandis que Masséna se mettrait à la tête de celle qui, au centre, allait frapper les plus grands coups.

Le 22 novembre, Masséna partit de Castel-Vecchio avec ses deux divisions; arrivé en présence de l'ennemi, il harangua ses soldats, qui, échauffés par ses paroles et son exemple, culbutèrent tout devant eux à Rocca-Barbena, à Chalsabena, à Banco et à Bardinetto : sur la droite, Loano fut enlevé par Schérer. Le général Banel s'empara de Tuiano, où il trouva une mort glorieuse. Les Austro-Sardes, battus encore à Monte-Calva par le chef de bataillon Suchet, voulurent chercher à se rallier au mont Camelo; Schérer se préparait à leur faire payer cher ce retour de courage, mais un affreux ouragan sauva les Autrichiens de la furie française : ils se replièrent sur Finale. Massena emporta le poste de San-Piétro del Monte et de Castelare, qui dominait toute la droite des alliés; il était parvenu sur les hauteurs de Gora, lorsqu'il essuya le même orage qui avait arrêté Scéhrer; mais plus prévoyant ou connaissant mieux les localités, il se douta que les Austro-Sardes effecturaient leur retraite par San Giocomo; il fit donc occuper par quatre bataillons la gorge dans laquelle est ce village. Cette manœuvre réussit complètement : poursuivis et se voyant coupés par les soldats de Massena, les ennemis se débandèrent, ensorte que leur retraite dégénéra en une affreuse déroute. Les débris de cette partie de l'armée Austro-Sardes ne se réunirent que vers Alexandrie, dans la vallée de la Bormida.

La gauche avait grandement contribué au succès de Masséna, de Schérer et d'Augereau par les attaques réitérées que Serrurier avait dirigées avec bonheur contre Colli, qui perdit beaucoup de monde. Le lendemain Schérer victorieux détacha vers son lieutenant cinq mille hommes

aux ordres de Joubert et de Ménard. Alors capable d'entreprendre une attaque décisive, Serrurier se rendit maître d'Intrapo de Garessio, des hauteurs de Spinardo, contraignit Colli à se retirer sur le camp retranché de Ceva pour se réunir aux restes des troupes de d'Argenteau. Les résultats de cette attaque, dictée par le génie de Massena, furent immenses : l'armée ennemie perdit toute son artillerie, quatre mille hommes tués, cinq mille prisonniers. Dès ce moment l'Italie fut comme offerte en perspective à l'audace de nos soldats, qui s'établirent sur le territoire de Gênes.

Reportons une dernière fois nos regards sur la malheureuse Vendée !

Après la funeste issue de l'affaire de Quiberon et la misérable conduite du comte d'Artois, les Bretons, avec cette tenacité qui les caractérise, voulurent recommencer la lutte : ils ne désespéraient pas de relever le zèle abattu des populations; Puisaye était retourné parmi eux. De son côté, Charette, malgré la certitude de sa perte, depuis la faute du comte d'Artois, était toujours sous les armes, et déjà il avait réuni dix mille hommes; mais Hoche qui, en apprenant que le prince se trouvait si près des côtes de France, avait compris promptement que l'homme le plus redoutable dans ces circonstances était Charette, dont il avait pu apprécier les talens, l'audace, et les ressources, soit pendant la guerre, soit pendant la paix, résolut d'en finir avec cet adversaire opiniâtre, infatigable, qui ne savait tenir ses sermens qu'à la royauté. Le vainqueur de Quiberon dirigea trois colonnes de troupes, fortes de vingt-deux mille hommes, sur Belleville, qu'il pensait être le quartier-général de Charette, mais celui-ci se portait avec ses paysans sur Luçon. Dans sa marche, il attaqua un poste de deux cents républicains qui se trouvaient à Saint-Cyr, et lui opposèrent une résistance héroïque. La division de Luçon, ayant entendu la canonnade,

accourut, tomba sur les Vendéens qui furent complètement défaits. Dans ce moment, quelques voiles anglaises parurent sur la côte. A cette vue, Hoche éleva un camp retranché à Soullans pour s'opposer à tout débarquement, et ramena la plus grande partie de ses troupes à Challans, Clisson et Sainte-Hermine. Là, ce général, ayant encore reçu des renforts, établit sur les bords de la Sèvre-Nantaise une ligne de post es destinés à séparer Stofflet de Charette, qui tous deux, depuis le départ de la flotte de l'Ile-Dieu, n'espéraient plus la victoire, mais une mort honorable. Charette essaya vainement de se joindre à Stofflet; il ne put y réussir. Sapinaud, après avoir obtenu quelques succès à Montaigu, fut battu devant Châtillon, et forcé d'ordonner à son corps d'armée de s'éparpiller. Le pays entre la Loire et la Vilaine ne remuait pas; Stofflet, isolé, n'osait se déclarer ouvertement; la discorde empêchait les chefs royalistes de faire quelques tentatives en Bretagne. Hoche se hâta de profiter de toutes ces heureuses circonstances pour porter le coup mortel à Charette, que nos colonnes mobiles poursuivaient avec beaucoup de dévouement, mais sans aucune chance de succès. Renonçant donc à d'inutiles tentatives qui harrassaient ses troupes, le général prit deux résolutions : la première, de resserrer son ennemi par une ligne de camps retranchés, très voisins les uns des autres; la seconde, d'effectuer le désarmement général des Vendéens. Pour assurer cette opération délicate, Hoche faisait saisir les bestiaux et les grains des notables dans les villages; les chefs de chacune de ses expéditions avaient ordre de déclarer que les grains et les bestiaux ne seraient rendus qu'après que les habitans auraient déposé toutes les armes qu'ils possédaient. Pour éviter les déclarations mensongères et les soustractions, on se faisait présenter les registres des enrôlemens royalistes, registres déposés dans chaque paroisse, et l'on exigeait un fusil par enrôlé. Dans le cas où ce moyen

ne pourrait pas être employé, à cause de l'absence matérielle des contrôles, il était enjoint aux officiers républicains de ne relâcher les bestiaux que lorsqu'ils auraient obtenu de la paroisse la remise d'un nombre d'armes égal au quart de la population mâle. Par des instructions secrètes, Hoche recommandait aux républicains de traiter avec tous les égards possibles les Vendéens, et de tâcher de leur expliquer ce que voulait le gouvernement, prêt à tout oublier pour faire cesser l'effusion du sang français. Le général prescrivait encore la conduite la plus respectueuse à l'égard des prêtres mis sous la sauve-garde des chefs de corps. Ainsi réglé, le désarmement devait laisser les populations dans le calme de l'impuissance, et assurer la république contre le retour de la guerre civile. Les colonnes une fois mises en marche ne pouvaient manquer, en avançant toujours, de finir par envelopper les noyaux des bandes vendéennes, et de les prendre toutes dans une enceinte de baïonnettes.

L'exécution de ce plan, habilement conçu, et qui attestait une rare maturité de génie dans un jeune homme, commença en brumaire. La ligne de désarmement s'étendit en demi-cercle, s'appuya à la mer par sa droite, et à la rivière du Lay par sa gauche. Les principaux postes furent d'abord placés à Saint-Gilles, Légé, Montaigu, Chantonnay. Les fruits de cette sage mesure ne tardèrent pas à se faire sentir; les Vendéens, voyant de plus près les légions républicaines, qui ne ressemblaient plus aux soldats de Westermann, se familiarisèrent avec elles. Les curés, satisfaits, remercièrent Hoche, et lui rendirent de véritables services. Le général pacificateur parcourait les dépôts où l'on gardait les Vendéens retenus comme otages; il causait familièrement avec eux, écoutait leurs plaintes, parlait de paix; et si quelques uns se plaignaient de la misère, il leur donnait des vêtemens, et parfois un peu de grains pour ensemenser les terres. De retour dans

leurs villages, ces paysans, touchés de la familiarité d'un homme qui jouissait parmi eux d'une réputation immense, disaient qu'ils avaient vu le général, et montraient sans honte ni crainte les dons qu'ils avaient reçus de lui. En même temps, comme Hoche retenait sur les grains saisis une partie de l'impôt en nature, son armée se trouvait dans l'abondance et à l'abri de tout besoin. Maintenus d'ailleurs par l'ordre le plus sévère, nos soldats n'eussent osé dérober la moindre chose; ils s'abstenaient en outre de toute violence; en sorte que les habitans commençaient à les considérer comme des hôtes très commodes. Charette et Sapinaud, réduits au désespoir, se réfugiaient dans les bois; le dernier même demandait à traiter sous la seule condition d'avoir la vie sauve. Stofflet, assisté de Bernier, voulut se porter pour médiateur entre le général républicain et l'infortuné Sapinaud; Hoche lui répondit sévèrement, et le menaça de le faire arrêter s'il ne cessait les enrôlemens. Stofflet, effrayé, essaya de se justifier, et se retira dans sa demeure de Lavoir. Au moment même où Hoche voyait ses opérations couronnées du succès, et Charette se débattre dans un réseau de fer qui tous les jours se resserrait, les généraux des armées de Brest et de Cherbourg lui redemandèrent les troupes qu'ils lui avaient confiées lors de l'expédition de Quiberon. Le Directoire appuyait les réclamations des généraux, et Hoche, qui avait besoin de tous les soldats actuellement sous ses ordres, se voyait à la veille de perdre le fruit de ses savantes combinaisons. Pour conjurer ce malheur, Hoche écrivit au Directoire. Le gouvernement, frappé des raisons du général, le manda à Paris. Bientôt nous verrons adopter son système, et les derniers chefs vendéens tombés au pouvoir de la république, sceller de leur sang leur dévouement à une cause que de plus grands qu'eux semblaient avoir abandonnée.

Ainsi, vers la fin de 95, l'insurrection vendéenne s'é-

teignait comme un incendie qui manque d'alimens. L'armée d'Italie, renforcée des vaillans soldats qu'avaient guidés Dagobert et Dugommier, tenait à Loano les clés de l'Italie ; mais ces importans succès étaient comme voilés par nos revers sur le Rhin. Déjà les esprits inquiets disaient que la campagne de 96 verrait de nouveau les alliés dans les plaines de la Champagne. Au dehors, Pitt s'appliquait à soutenir les espérances des émigrés ; au dedans, il profitait des alarmes de quelques députés, pour faire, par ses émissaires, des prosélytes à la cause de la dynastie fugitive, et acheter quelques hommes, devenus plus faciles à corrompre par l'effet de la peur, qui exerce une étonnante influence sur les imaginations dans les temps de troubles politiques. L'opposition anglaise, réduite à quelques membres, jugeait mieux l'avenir. Pleins du souvenir de l'héroïsme de nos volontaires dans les forêt, de l'Argonne et de Mormal, témoins et admirateurs des prodiges qui avaient réparé les revers de 1793, Fox, Shéridan et leurs amis, riaient des folles tentatives du ministère, qui n'avait réussi qu'à forcer la France à vaincre tous les princes de l'Europe ; ils lui reprochaient, avec une indignation de patriotes et de philantropes, la dispendieuse et fatale expédition de Quiberon. « Du moins, le sang anglais n'y a pas coulé, » leur disait Pitt. A ce mot, marqué du caractère d'un égoïsme si cruel, Shéridan répondit par un trait sublime : « Non, le sang anglais n'a pas coulé ; mais l'honneur anglais a coulé par tous les pores. » Le peuple de Londres, réduit à vivre de la manière la plus misérable, par l'énormité du prix des choses usuelles, était alors du parti de l'opposition : il se réunissait en tumulte, il rédigeait pétitions sur pétitions, et se prononçait avec la plus menaçante fermeté contre le système de Pitt. Ce grand ministre avait été poursuivi par la populace et couvert de boue ; le roi lui-même s'était vu insulté. Forts de toutes ces manifestations de l'opinion,

Shéridan et Fox résolurent, dans le parlement nouvellement assemblé, de ne pas se borner à empêcher le ministère de poursuivre ses plans d'extermination contre la France, mais de l'attaquer sur ce qu'il avait déjà fait pour réaliser des promesses si cruellement déçues. En poursuivant la guerre avec un acharnement sans exemple, Pitt n'avait cessé de dire : « Nous combattons pour Anvers et pour la ligne du Rhin ; c'est à ces deux grands intérêts qu'il faut tout sacrifier. « Mais les Français possèdent une partie du cours du grand fleuve, et la Hollande ainsi que la Belgique obéissent à leur pouvoir. A quoi donc avait servi des impositions si fortes, des emprunts si intolérables et la suspension de la liberté, ce qui est le plus grand de tous les maux pour un peuple?

Pitt répondait avec une apparence de raison que les efforts de la France l'avaient épuisée ; que ses armées, naguère si bien équipées, diminuaient tous les jours, parce que l'état ne pouvait plus ni les habiller, ni les entretenir. Il citait à l'appui de son opinion les nouvelles mêmes de la France, les récits des journaux, les aveux de la tribune, et enfin les victoires de Clairfayt ; et puis, comme s'il eût voulu aujourd'hui défendre le régime qu'il attaquait jadis avec tant de fureur, il disait qu'il ne fallait pas assimiler le Directoire, encore incertain et faible, au comité énergique et terrible qui avait gouverné la France avec tant d'autorité. Du reste, malgré l'assurance qu'il montrait, Pitt se ménageait une issue ; et, cherchant à calmer l'opinion, il promit solennellement que si le nouveau gouvernement français paraissait s'asseoir et prendre une forme régulière, on saisirait la première occasion pour négocier. En attendant, il finit par demander l'autorisation d'ouvrir un nouvel emprunt de trois millions sterling, et des lois sévères contre la presse qui, selon l'opinion du ministère, remuait imprudemment le peuple, gênait le gouvernement, et lui faisait perdre une partie de ses forces.

Fox, non moins attristé qu'indigné de la nouvelle violation du palladium de toutes les franchises de son pays, fulmina contre le fils de Chatam un acte d'acusation quelquefois empreint de toute la violence des cris d'un tribun de Rome dans le Forum; il s'emporta jusqu'à déclarer que si les lois présentées par le gouvernement obtenaient la sanction des deux chambres, le peuple saurait user de son droit jusqu'à la résistance ouverte. L'orateur, qui avait été ministre lui-même, et qui connaissait les dispositions du parlement, manquait aux avis de sa propre expérience, en poussant les choses à cette extrémité; peut-être même servit-il la cause du pouvoir; du moins, après une discussion orageuse, dans laquelle l'éloquence de Shéridan ne faillit pas à son illustre ami, les crédits et les lois réclamés furent votés par le parlement, immédiatement prorogé au 2 février 1796. Pitt, qui ne négligeait aucun moyen de se concilier l'opinion, en la trompant, fit ouvrir en ce moment, par l'Autriche, sous la couverture du Danemark, une négociation simulée avec la France, à laquelle on proposait la formation d'un congrès européen. Le Directoire ne tomba point dans ce piége, et répondit, avec raison, qu'il voulait traiter avec chacun de ses ennemis. La fière et patiente Autriche ne voulait point déposer les armes, et Pitt rejetait la paix bien loin de lui, parce qu'il regardait la république comme bientôt réduite à passer sous les fourches caudines, et près d'entrer dans une dissolution qu'aucune puissance n'était capable de prévenir. Quelque grande que fût cette erreur, commune à tous les membres du cabinet, elle s'appuyait cependant sur des argumens d'un certain poids.

CHAPITRE LXI.

Club Clichy. — Échange de la fille de Louis XVI. — Projet de loi sur la police générale. — Merlin. — Exclusion des députés réacteurs. — Approvisionnement de Paris abandonné au commerce. — Douze municipalités à Paris. — Colère des patriotes. — Gracchus Babeuf. — Fermeture des société royalistes et du club du Panthéon. — Benezech. — Société de Barras. — Madame Tallien, madame de Staël, Benjamin Constant, madame Beauharnais, Bonaparte. — Carnot. — Hoche. — Vendée. — Charette. — Coup d'œil sur les armées de la république.

Le grand ressort de la révolution était brisé ; la république n'avait plus une foi imperturbable en elle-même ; les hommes ardens, quoique conservant toujours un profond sentiment de leurs forces, avaient cependant été vaincus, et la journée de vendémiaire était bien loin de les avoir rétablis dans leur ancienne influence. Le pouvoir ni le peuple n'étaient plus entre leurs mains, et le gouvernement révolutionnaire, que quelques uns rêvaient encore, avait péri au 9 thermidor, pour ne plus renaître, la terreur organisée en système étant désormais impossible. Sous ce rapport, il y avait sécurité pour l'Europe. D'un autre côté, un gouvernement nouveau, assiégé par la disette, diffamé par la banqueroute, réduit à faire ressource de tout, dévorant l'avenir pour nourrir le présent, obligé de soutenir une guerre qui commençait sous de fâcheux auspices, à peine rassuré par un homme de génie sur une guerre civile qui aurait pu renaître terrible, si

un seul des princes Bourbons avait eu le cœur d'un chevalier. Ajoutez à tous ces embarras la tâche la plus difficile du monde, celle de ramener à la vie normale des sociétés un grand peuple jeté par la tempête hors de toutes les voies constitutionnelles; certes, on pouvait espérer la ruine plus ou moins prochaine d'un tel gouvernement: cette situation donnait de grandes espérances au ministre Pitt, qui voyait encore avec joie deux nouveaux foyers de discorde s'élever et se former à côté du Directoire.

D'une part, le club de Clichy, création des réacteurs; de l'autre, le club du Panthéon, refuge des révolutionnaires; mais les royalistes, plus dangereux que leurs adversaires, agissaient par l'intrigue, par la corruption, et grandissaient tous les jours en influence. Plus le royalisme se montrait confiant et audacieux, plus le prétendu parti modéré résistait mollement, plus il semblait prêt à faire des concessions aux réacteurs. Cette conduite coupable d'hommes, en général amis de la révolution, isolait le Directoire, le livrait à toutes les attaques dont il n'osait se plaindre trop vivement aux patriotes, pour ne pas recevoir des conseils énergiques, que le gouvernement n'était pas disposé à suivre. Si le Directoire, dont les royalistes ont eu à bénir la faiblesse, si le Directoire avait seulement usé du contrepoids des révolutionnaires, sans leur abandonner toutes fois les rênes de l'autorité, ceux-ci auraient facilement déjoué les espérances de Pitt et les coupables menées de quelques Français vendus à la cause du prétendant. Aussi, des hommes dévoués à la révolution, pour forcer les Clychiens à se déclarer ouvertement, proposèrent aux Cinq-Cents une résolution portant que l'anniversaire du 21 janvier serait célébré par une fête nationale, et que ce jour-là, les membres des deux conseils prêteraient serment de haine à la royauté. Les Clichyens, ainsi qu'une partie des constitutionnels, s'opposèrent à ce projet; mais la majorité se prononça contre eux, et le décret

obtint la sanction des Anciens. Le moment du serment mit au jour certaines répugnances, particulièrement celle de Dupont de Nemours, ancien ami de Mirabeau, et constituant ainsi que monarchique au fond de l'âme, du reste, homme d'esprit et partisan des doctrines philanthropiques.

A la même époque, c'est-à-dire dans les derniers jours de décembre, la malheureuse fille de Louis XVI, qui avait commencé par de si grandes infortunes sa vie de douleurs et de cruelles déceptions, fut échangée contre les députés Quinette, Bancal, Lamarque, Camus et le ministre Beurnonville, livrés à l'Autriche par Dumouriez : le député Drouet, fait prisonnier à l'armée du Nord, dans une sortie téméraire jusqu'à l'héroïsme; Maret et Sémonville, envoyés diplomatiques, arrêtés dans la Walteline, au mépris du droit des gens, se trouvèrent aussi compris dans ce cartel. La princesse partit de Paris le 28 frimaire; l'échange eut lieu à Richen, près Bâle. Bientôt après, les représentans, rendus à la liberté, parurent au conseil des Cinq-Cents, qui les accueillit avec enthousiasme. Sans doute, la princesse reçut aussi de la famille impériale les témoignages de l'affection et des regrets pour sa personne et ses malheurs; mais on ne sait à quelle cause attribuer la défense qui, suivant certains rapports, lui interdisaient toute communication avec les émigrés français.

En butte aux attaques et aux trames de deux partis également hostiles, le Directoire conçut alors la pensée de demander l'érection d'un ministre de la police générale, institution dont on peut abuser d'une manière si déplorable pour le peuple et pour les gouvernemens eux-mêmes, mais nécessaire dans les circonstances de sa création. C'était une terreur au petit pied contre les royalistes, mais différente de la première, en ce qu'elle tendait à prévenir le mal au lieu d'en punir les auteurs avec

une rigueur inexorable. L'affaire de Quiberon, la journée de vendémiaire, la chute prochaine des chefs de l'Ouest, leur abandon par le comte d'Artois, le résultat des élections, la nomination des directeurs, tous ayant voté la mort de Louis XVI, n'avaient ni instruit, ni corrigé ce parti : il correspondait avec Londres et Vienne, et intriguait dans les cours étrangères : ses trames enveloppaient toute la France; il formait dans chaque département des centres de correspondance et des noyaux d'insurrection, d'autant plus difficiles à saisir, que tout reposait sur une organisation simple, et s'appuyait sur des passions et sur des intérêts qui rendent les hommes fidèles, constans et dévoués. Il était aussi urgent d'éclairer toutes les démarches du parti royaliste et de prévenir les effets de sa funeste influence, qu'il l'avait été de pénétrer tous les mouvemens de Charette et de Stofflet, et d'éteindre la guerre civile au moment de sa renaissance, tentée par ce même parti. Seulement, le Directoire, plus heureux que le général Hoche, pouvait trouver, dans le nouvel élément de pouvoir qu'il sollicitait, pour déjouer leurs manœuvres et mettre un frein à leur audace, les moyens de n'être plus réduit à répandre le sang des rebelles sur la place publique. C'est Merlin de Douai qui avait été l'introducteur du projet de loi, c'est lui qui sera le premier ministre de la police générale. Merlin commit alors deux grandes fautes : la première, de se résoudre à proposer une telle institution, étant le chef suprême de la justice parmi nous; la seconde, de quitter la plus auguste des fonctions pour celles de ministre de la police générale, quelle que dût être l'importance que les circonstances allaient leur donner. Genissieux, le dernier président de la Convention, remplaça Merlin à la justice.

Les patriotes, que la nouvelle institution menaçait, comme elle menaçait tout le monde, comprirent cependant qu'elle était particulièrement dirigée contre leurs

adversaires qui, depuis la journée du 9 thermidor, n'avaient cessé de faire des progrès effrayans. Convaincus de la nécessité du nouveau ministère, ils l'auraient approuvé hautement, s'ils l'eussent vu confié à d'autres mains que celles de Merlin de Douai, naguère réacteur assez violent, et d'ailleurs aussi porté, par la nature de son esprit et de son caractère, à prendre, en matière de conspiration, des ombres pour des corps, qu'à trouver dans la législation des moyens de condamnation contre les accusés, que dans son for intérieur il trouvait coupables. Avec lui, le verdict favorable, même d'une commission militaire, n'était point une garantie pour un accusé absous; cependant on n'aurait pas pu trouver, dans la vie privée, un homme plus droit, plus probe et meilleur. Aujourd'hui, à plus de quatre-vingts ans, il ressemble à une loi vivante qui rend des oracles au barreau.

Les royalistes détestaient l'homme et maudissaient l'institution. Attaqué par eux, ainsi que par certaines feuilles républicaines, le Directiore crut devoir demander des mesures répressives contre la presse qui, ayant à ses ordres vingt journaux royalistes contre cinq ou six feuilles de l'autre parti, n'était, à vrai dire, qu'une tribune élevée au milieu de la France, pour rallier, endoctriner, encourager les ennemis déclarés de la révolution, et les précipiter ensuite contre le gouvernement. Ni les révolutionnaires, ni les hommes enrôlés sous l'étendard de la monarchie, ou qui penchaient vers elle, ne se trompèrent sur les intentions du Directoire et sur ce qu'on pouvait espérer ou craindre de la mesure proposée : les premiers la soutenaient comme nécessaire à l'existence du gouvernement républicain, encore si peu solide sur ses fondemens; les seconds la combattaient comme contraire aux doctrines de la constitution, qu'ils embrassaient dans leurs perfides étreintes. Voilà pourquoi Pitt et le prétendant, le comte d'Artois et l'émigration, d'accord avec les cons-

pirateurs ou les affidés et les séides répandus dans l'intérieur, voulaient la liberté illimitée. Au reste, ce furent des vues sages et élevées qui décidèrent la majorité des deux conseils à ne point adopter la proposition du Directoire, dont les royalistes eux-mêmes regretteront un jour le rejet, lorsqu'ils se verront en présence des suites de leur témérité, long-temps enhardie à tout par l'impunité absolue.

Dès les premières séances du conseil des Cinq-Cents, le député Fayolle, quoique l'un des votans à mort dans le procès de Louis XVI, et l'approbateur du système de sévérité déployée par la Convention nationale, avait demandé le rapport de la loi du 23 brumaire, qui excluait de toutes les fonctions publiques les provocateurs de mesures séditieuses, les émigrés et les parens des émigrés, et ceux qui, dans les dernières assemblées primaires, avaient signé des résolutions contraires aux lois. La proposition avait été repoussée sans même être discutée. Parmi les nouveaux députés, il en existait neuf ou dix que cette loi atteignait. Les patriotes résolurent de s'entendre pour faire exclure ces représentans dont l'élection était invalide, d'après le texte d'un décret non abrogé. Leurs premiers efforts tombèrent sur Jean-Jacques Aymé qui, dans le midi, avait acquis une triste célébrité sous le nom de Job Aymé. Ce fut Génissieux qui souleva cette question, et se prononça contre ce député, l'un des chefs des compagnies de Jésus. Louvet, soutenant énergiquement Génissieux, fit une peinture terrible des malheurs des patriotes, égorgés dans les départemens du sud par des hommes enrôlés sous les bannières des principes d'une religion fanatique. Tallien alla plus loin encore. Comme on avait accusé la loi de brumaire d'être un décret de terreur, Tallien s'écria : « Qu'on cesse de nous effrayer !... les temps sont bien changés !... Aux époques dont on affecte de nous entretenir, les royalistes ne levaient

pas une tête audacieuse; les prêtres fanatiques, les émigrés, n'étaient pas protégés; les chefs de chouans n'étaient pas acquittés!... Il est évident que l'on veut faire le procès au 13 vendémiaire, aux mesures qui ont suivi cette journée mémorable, aux hommes qui, dans ces grands périls, ont sauvé la république. Eh bien! que nos ennemis montent à la tribune, les amis de la liberté nous y défendront!... » Tallien et Treilhard demandèrent formellement l'exclusion de Job, et l'obtinrent. Ce triomphe fut suivi de plusieurs autres: Mersan, Ferrant-Vailland, Polissart, Lecerf, Pallier, Fontenay, Doumerc, Gau, cessèrent de siéger comme députés. Ainsi la discorde régnait au sein des conseils, et chaque parti, irrité de ne pouvoir compter sur l'appui du Directoire, ne prêtait aucune force à cette autorité, qui venait cependant de rendre à la république un service signalé.

S'étant aperçu que, depuis quelque temps, le commerce commençait à reprendre, que les ouvriers obtenaient leur paiement en numéraire, et que les arrivages des grains, devenus considérables, avaient singulièrement diminué le prix du pain, les directeurs, conseillés par le ministre de l'intérieur, Benesech, résolurent de cesser toutes les ruineuses distributions qui se faisaient dans la capitale, et d'en abandonner l'approvisionnement aux soins intéressés du commerce. Benesech ne conservait les rations qu'aux indigens, aux rentiers et aux fonctionnaires dont les appointemens n'excédaient pas mille écus. Cette mesure, sage en elle-même, pouvait causer des soulèvemens et mettre les Directeurs aux prises avec le peuple; ils eurent toutefois le courage de la faire exécuter. Après cette résolution, ils en prirent une autre qui atteignit les classes plus élevées de la société. Une des causes de ruine pour nos armées était la faiblesse numérique de notre cavalerie. Quelques-uns de nos départemens fournissaient bien des hommes éminemment propres à devenir d'excellens cava-

liers; mais l'état manquait complètement de chevaux. Le gouvernement demanda et obtint l'autorisation de s'emparer des chevaux de luxe, en donnant aux propriétaires dépossédés un récépissé du prix du cheval, récépissé que l'on recevrait dans la perception de l'impôt en paiement de la valeur mentionnée. Les riches poussèrent les hauts cris; mais l'opinion publique applaudit à un acte de nécessité qui ne ressemblait aucunement à une spoliation.

Cette dernière mesure ne balança point dans l'esprit des révolutionnaires le tort que la suppression des rations faisait au peuple qui, de son côté, voyait dans les actes de l'autorité une ingratitude pour lui, ou une lâche condescendance pour les réacteurs. Sa colère, que les révolutionnaires avaient épousée avec une passion ardente et peu éclairée, fut bientôt accrue par la formation de douze municipalités à Paris. Encore tout remplis du souvenir des services de la commune, dans les grandes journées depuis le 14 juillet 1789, ils disaient qu'elle avait plus d'une fois sauvé la patrie, et qu'en brisant ce centre d'action, au moment où l'on se trouvait encore exposé, peut-être à une attaque des royalistes, on commettait une imprudence et une faute très grave. Effrayés, au contraire, de la possibilité du retour des scènes qui transportaient d'admiration les Jacobins en leur rappelant le temps de leur puissance, les modérés ou les constitutionnels soutenaient la nouvelle division; ils alléguaient qu'un seul homme ne pouvait jamais porter le fardeau de l'administration municipale de Paris, qui était une espèce de gouvernement, et que rien n'était plus dangereux que de laisser une autorité unique et centrale au milieu d'un million d'habitans, toujours portés à se rallier autour d'elle et à la prendre pour arbitre suprême. Ainsi les Jacobins, incapables d'abdiquer leurs opinions et leurs espérances de révolutionnaires, combattaient pour l'unité de l'autorité municipale, au risque de voir un homme d'audace et

de génie la transformer en une dictature, tandis que le gouvernement semblait combattre pour une réforme dictée par une sage et prudente liberté. Mais en même temps il se donnait le tort de paraître ne revenir sur le passé que pour frapper les révolutionnaires. Par son décret du 9 brumaire, la Convention, en étendant l'amnistie sur toute la France, avait excepté les hommes coupables d'assassinats ou de vols pendant la révolution; en vertu de cette exception, les poursuites contre des septembriseurs étaient reprises avec beaucoup de rigidité ; au même instant, par une étrange condescendance, les conspirateurs de vendémiaire, mis en jugement, se trouvaient aquittés. Cette partialité, aussi injuste qu'impolitique, et l'ensemble de la conduite du pouvoir, qui tendait chaque jour davantage à s'éloigner d'eux par défiance, par crainte, et par un dangereux entraînement, exaspéraient les patriotes et les séparaient en deux partis, dont l'un, tout en le blâmant, voulait continuer à marcher de conserve avec le Directoire, et dont l'autre s'éloignait de lui comme d'une autorité ingrate, perfide et faible, qui laissait périr la république. Le gouvernement, il faut en convenir, ne donnait que trop de prétextes aux mécontentemens des citoyens qui l'avaient élevé en quelque sorte sur leurs épaules, en combattant sous le drapeau de la Convention, au 13 vendémiaire. De leur côté, ils avaient dans leur sein, pour leur malheur et pour celui de la liberté, des hommes ardens, des caractères irascibles et opiniâtres, des convictions d'autant plus inébranlables qu'elles étaient aveugles et sincères, compromettant tout par l'exagération, l'imprudence et l'obstination, des hommes que chacun blâme, et que personne n'ose attaquer en face, surtout quand les révolutions ont perdu les chefs revêtus d'une grande autorité populaire. A la tête de ces exaltés, se distinguait un écrivain d'une humeur difficile, d'un esprit ombrageux, naguère partisan effréné de la faction thermidorienne, puis converti au culte de Robespierre

mort, et l'ennemi déclaré des proconsuls et des réacteurs conventionnels, qu'à l'exemple de Marat déchaîné contre la Gironde, il attaquait comme des destructeurs de la république. Le nouveau tribun n'ayant aucune connaissance des hommes et particulièrement des Français, au caractère desquels on avait déjà fait violence en cherchant à introduire dans leur sein la simplicité de Rome et l'austérité de Sparte, s'avisa de prêcher des idées d'égalité parfaite, une sorte de loi agraire et d'autres doctrines qu'il décorait du nom de bonheur commun. Cet écrivain venait émettre ces opinions au milieu d'une révolution qui n'avait pris racine dans le sol qu'en multipliant le nombre des petits propriétaires. Par une nouvelle imprudence, Babeuf avait ajouté à son nom celui de Gracchus, l'éternel effroi de toutes les aristocraties. On ne saurait taire que si les opinions du tribun indignaient et alarmaient à la fois tous ceux qui possédaient quelque chose, elles avaient un singulier attrait pour ceux qui n'avaient rien, et même pour des personnes de la classe aisée qui se laissaient entraîner par des chimères dans l'espoir d'une amélioration du sort de l'espèce humaine. Le Directoire et ses amis, la majorité des deux conseils et d'autres citoyens regardaient Babeuf comme un incendiaire capable de mettre le feu au peuple, déjà singulièrement échauffé par un contact de tous les jours avec une société de Jacobins récemment élevée sous le nom de club du Panthéon. Cette société, d'abord renfermée dans les limites de la constitution, sans président, sans secrétaire, sans délibération régulière, étant parvenue au nombre de quatre mille membres, et avait pris un plus libre essor; elle délivrait des certificats de civisme, entretenait une correspondance très étendue, et prolongeait fort avant dans la nuit des séances pendant lesquelles on attaquait avec la dernière fureur les actes et les hommes du Directoire. D'anciens révolutionnaires, retirés dans les départemens après le 9 thermidor, n'avaient pas tardé à

reparaître dans Paris et dans la société du Panthéon, qui semblait être à leurs yeux le dernier refuge de la liberté proscrite. Le Directoire commença par révoquer toutes les permissions de séjour délivrées aux individus non domiciliés à Paris, et renvoya ces permissions au ministre de la police pour les renouveler s'il y avait lieu. Puis, se fondant sur un article de la constitution qui interdisait toute espèce d'association et de corporation, l'autorité fit fermer les clubs *du Panthéon* et des *Patriotes*, ainsi que les sociétés royalistes du *Salon des Princes*, de la maison de Sérilly, et de la *Société des Echecs*. En donnant aux deux conseils avis de ces mesures, le Directoire dans son message protestait de son ardent amour pour la liberté et demandait une loi qui réglât l'existence et la forme des sociétés populaires. Les royalistes se moquèrent des mesures du Directoire; les réunions qu'on leur interdisait étaient peu nombreuses et ne servaient que de masque à leurs comités et à leurs affiliations également cachées dans l'ombre; ainsi la loi les frappait pour ainsi dire sans les atteindre; il n'en était pas de même des patriotes. La clôture de leur club, tout à la fois leur arsenal et leur quartier-général, les mit en fureur; mais il fallut céder. Alors ne pouvant consentir à rester dans un isolement qui les aurait affaiblis en les privant du contact avec le peuple, les principaux meneurs résolurent de se réunir dans les cafés Godeau, Corazza et Chrétien. Plusieurs députés se joignirent à eux ou les appuyèrent de leur influence. Les patriotes se rassemblaient aussi en plein air sur les places publiques, où ils exhalaient leurs plaintes contre l'autorité qui violait les droits des citoyens en détruisant les sociétés populaires, le plus ferme appui de la liberté. Le Directoire, effrayé de ces démonstrations, se hâta de demander au Corps législatif de nouveaux pouvoirs pour dissiper ces attroupemens; l'autorité avait cependant à sa disposition un grand nombre de décrets, et spécialement la loi Sieyès

sur la haute police, qui, certes, ne manquaient pas de mesures sévères et de moyens de coërcition. En présence de ces précautions hostiles, Babeuf, poussé par un mauvais génie qui l'entraînait à sa perte, et portait par lui les plus graves atteintes aux intérêts bien entendus de la cause populaire, traitait le Directoire en ennemi, et semblait le menacer d'un mouvement prochain, à l'instar de ceux que les journaux jacobins annonçaient jadis à l'avance, et que la commune dirigeait après les avoir fait éclore. Les conseils répondirent à Babeuf en décrétant que les assemblées populaires ne pourraient être composées de plus de soixante membres; de son côté, les Directeurs en refusant d'accepter la démission du ministre Benezech, l'homme le plus attaqué par les mécontens, achevèrent d'exaspérer les patriotes portés à se défier de cet homme malgré les services rendus par lui, soit à la commission des armes sous le comité de salut public, soit dans le ministère de l'intérieur. Benezech était un grand travailleur; il avait l'esprit juste, il obéissait avec docilité, il exécutait avec précision; mais quoiqu'il eût donné des gages par son zèle dans l'administration, avant et pendant la terreur, il était dissimulé, cauteleux, royaliste au fond du cœur; trop timide pour laisser paraître ses vrais sentimens, il n'aimait point la révolution; il la craignait au point de ménager les révolutionnaires, qui d'ailleurs l'avaient sauvé de la proscription dans le département de Seine-et-Oise, où il avait singulièrement contribué au prodige de la levée de quatorze bataillons de volontaires au moment de l'invasion des Prussiens. Mais placé près du pouvoir, il ne pouvait que lui donner de dangereux conseils et contribuer à le faire dévier de sa véritable route.

Sans doute on avait raison de chercher à rasseoir la société, à établir le gouvernement sur un terrain solide, à rassurer les esprits sages par un ensemble de mesures qui pro-

mettait le repos à une grande partie de la société que le spectre de la terreur poursuivait encore. Mais, au sortir des rangs des révolutionnaires, avec lesquels on venait de faire une seconde alliance sous le canon de vendemaire, au lieu de les craindre comme on aurait craint des royalistes, il fallait leur conserver de la reconnaissance, les ménager, ne pas destituer, dans les départemens, parce qu'il y avait des fous à Paris, les fonctionnaires qu'on avait nommés en arrivant au pouvoir; enfin éviter de faire une réaction contre son propre parti, quand on se montrait indulgent ou faible envers d'irréconciliables ennemis. J'ai vu de près la marche du gouvernement à cette époque; et si j'ai déploré vivement les fautes que Babeuf et ses pareils firent commettre aux révolutionnaires, je me rappelle très bien qu'il y eut sous un rapport aussi essentiel que celui de se maintenir en harmonie avec les siens et avec les principes de la révolution : ingratitude, faiblesse, défaut d'habileté de la part du Directoire. Dès sa naissance, des germes de mort se glissèrent dans son sein, parce qu'il laissa s'altérer tout d'abord le principe de vie d'un gouvernement républicain, l'union intime avec le peuple.

D'autres causes inaperçues, ou cachées sous les plus brillantes apparences, contribuèrent de loin à sa ruine. Tandis qu'une partie des membres de cette autorité se livrait au travail, examinait avec soin les affaires, veillait au dedans et au dehors, s'appliquait à rétablir l'ordre, à réorganiser les armées, à conduire la guerre, il s'élevait chez Barras une espèce de cour qui parut annoncer dans l'origine la renaissance des mœurs élégantes et polies que les Français ne sauraient jamais abdiquer. Les femmes qui donnaient le ton à cette société n'étaient pas de mœurs très pures; toutes n'avaient pas reçu le même genre d'éducation; mais toutes cherchaient à plaire, et plusieurs excellaient dans cet art, qui semble être un des

de leur sexe. Madame Tallien, née en quelque sorte pour relever le culte de la beauté, était la merveille de cette cour et l'entretien de tout Paris; elle attirait particulièrement les hommages. Mais sa bonté naturelle tempérait tellement l'éclat de son triomphe, qu'elle n'inspirait pas de jalousie aux autres femmes, qui d'ailleurs ne manquaient pas d'adorateurs. Les hommages rendus au sexe n'étaient pas tous du même prix; car la société en hommes était fort mêlée : on y voyait des aventuriers, des hommes à fortunes subites, des fournisseurs avides et peu scrupuleux, quelques gens perdus de mœurs que Barras affectionnait, des intrigans d'affaires et de révolution; mais aussi une grande partie des célébrités de l'époque, surtout parmi les militaires; Barras les débauchait de loin à Carnot, dans des desseins que cet aveugle Directeur ne soupçonnait même pas. Au milieu de ces représentans de l'armée auprès de la nouvelle société de Paris, Hoche, si jeune encore, beau malgré une cicatrice qui lui sillonnait le front, entouré d'une auréole de gloire, ami des plaisirs sans participer à la corruption dont Barras et ses affidés offraient l'exemple, attirait tous les regards; il était surtout l'idole des femmes. Madame de Staël l'admirait comme un homme supérieur et comme l'une des plus grandes espérances de la patrie, dont elle aspirait à régler les destinées par des théories qu'elle avait adoptées, et que venait de mettre au jour Benjamin-Constant. Cet écrivain était alors sous le charme de cette espèce de Circé, qui exerçait, par les séductions de l'esprit, l'empire qu'elle ne pouvait obtenir autrement; car la nature, en lui accordant presque du génie, lui avait refusé le don de la beauté. Benjamin Constant, que nous avons vu depuis avec une tête vraiment remarquable, n'avait point alors un exterieur favorable; il était presque roux; une maigreur extrême rendait sa taille démesurée; il était sans attitude, sans tenue, sans feu dans les regards; sa figure paraissait terne et sans mouvement; rien

n'annonçait en lui le talent dont il a fait preuve, mais qui ne venait pas du cœur. Madame de Staël et lui étaient deux intelligences qui s'aimaient. L'écrit de Benjamin ayant pour titre, de la Force du Gouvernement, fit sensation, et méritait à beaucoup d'égards d'être distingué.

A côté de madame Tallien, reine par la beauté, de madame de Staël, qui dominait les salons par l'ascendant et la magie de la parole, brillait d'un éclat plus doux la veuve du général Beauharnais; elle venait de se marier avec Bonaparte, que tant de douceur, d'urbanité, de grâces et un certain charme de mollesse et d'abandon, particulier aux femmes créoles, avait touché, en lui promettant le bonheur domestique.

Dans cette société, étincelante d'esprit, quelquefois sérieuse comme les choses qu'on avait vues passer devant soi et que l'avenir promettait encore, mais plus souvent frivole et tout occupée de plaisirs, Bonaparte, naturellement très timide avec les femmes, parce qu'il n'avait pas vécu dans la sphère brillante où elles exercent leur empire, plaisait peu sans doute; mais se trouvait-il avec des hommes capables de l'entendre, il ne tardait pas à les étonner par des traits profonds ou par des éclairs de génie qui sortaient de lui à mesure qu'il s'échauffait. On sentait alors la présence d'un esprit original et supérieur; toutefois, dans ces révélations imprévues, personne ne devinait le maître futur de la France et de l'Europe; lui-même ignorait sa destinée.

Des bruits de marchés scandaleux, de gains illicites, de spoliations de toute espèce couraient sur une partie de la société de Barras et même sur lui; en général, on ne croyait pas plus à sa délicatesse qu'à la régularité de ses mœurs; mais comme il avait soin d'entretenir sa popularité parmi les révolutionnaires, en plaçant les uns, en maintenant les autres dans leur emploi, surtout en faisant répandre par ses nombreux affidés que lui seul défendait les patriotes au

Directoire, non seulement l'indulgence, mais encore une espèce de faveur s'attachait à lui; on se croyait d'autant plus heureux de l'avoir dans le conseil que ses disputes avec Carnot semblaient témoigner en faveur de cette opinion. En effet, tandis que Barras soutenait que toutes les démarches des patriotes étaient connues, et par conséquent peu redoutables, Carnot, tourmenté du souvenir des mouvemens et des insurrections populaires, et des dangers qu'ils avaient fait courir à la Convention, irrité contre la presse en général et spécialement contre le *Journal des Hommes libres*, qui l'attaquaient par conviction et aussi par entraînement vers Barras, penchait de plus en plus vers les Clichyens; ceux-ci, cachant leur véritable opinion, le trompaient sans pudeur. Tout le monde autour de Carnot voyait les intrigues de ce parti, sa tendance, son esprit évidemment contre-révolutionnaire sous des apparences constitutionnelles; Carnot, quoique averti par ses anciens collègues, restait aveugle et sourd. Il faisait plus: il paraissait aimer son erreur, et répudiait ou faisait destituer de vrais amis qui voulaient lui dessiller les yeux. J'ai connu beaucoup de ces hommes, dont plusieurs étaient des républicains probes, sincères, attachés à la révolution, mais aussi à l'ordre; et cependant il les repoussait. Les révolutionnaires étaient devenus pour Carnot des spectres qui lui cachaient les royalistes. Nous le verrons porter cet aveuglement jusqu'à un point inconcevable. Pendant que le parti encouragé par Carnot, à son insu, ourdissait une vaste trame qui couvrait une grande partie de la France, où tout s'organisait pour enlacer les républicains dans des cercles mortelles, les derniers chefs de la Vendée allaient mourir en combattant pour la cause qu'ils avaient défendue avec un courage digne d'un meilleur sort.

Hoche n'était pas resté long-temps à Paris; il aimait à briller dans nos salons, mais son ame avait trop d'activité pour rester dans une inaction stérile, et d'ail-

leurs la gloire de pacificateur lui apparaissait comme la plus pure récompense des travaux d'un homme. Il était retourné dans l'Ouest après avoir fait adopter toutes ses vues aux Directeurs, qui avaient augmenté son pouvoir militaire d'une autorité civile assez étendue. A son retour, Hoche trouva une partie des résultats qu'il avait assurés, complètement perdus par l'incapacité de Villot; ce général avait laissé traverser le cordon de désarmement par Charette, qui se trouvait alors sur les derrières de l'armée républicaine. Sapinaud avait traité de puissance à puissance avec Villot, et obtenu une paix que la république ne pouvait approuver. L'armée, que Hoche avait laissée dans un état prospère, manquait de vivres, et par conséquent elle s'était livrée à des excès et avait perdu beaucoup dans l'esprit des habitans du pays. Toutefois, grâce à la prévoyance et aux sages dispositions du pacificateur, ils étaient dépourvus d'armes, et se trouvaient encore assez heureux, en comparaison du passé, pour refuser de s'unir à Charette. Ce chef menaçant et la crainte qu'inspirait une nouvelle levée de boucliers de ses anciens compagnons d'armes, excitaient les murmures des citoyens contre le Directoire et contre Hoche. Dans les ville patriotes de l'ouest, les Nantais, les Angevins, toujours prêts à accuser les Vendéens et à les combattre, parlaient de former des colonnes infernales comme au temps du fougueux Westermann. Dès que Hoche eut parlé, tout prit un autre aspect, il déclara les villes en état de siége, afin de les tenir sous la loi militaire; il refusa de ratifier la paix accordée à Sapinaud, envahit son territoire et ne lui laissa que deux partis, ou de franchir la frontière, ou de se mettre à chouaner dans les bois, sous peine d'être fusillé s'il était pris. Hoche ferma les clubs d'Angers et de Nantes, qui, sans le vouloir et par la seule impulsion électrique que les passions politiques donnent à toutes les craintes, à toutes les exagérations, surtout aux indiscré-

tions de la tribune, si dangereuses en de pareilles circonstances, ne pouvaient que contrarier et ruiner les plus sages mesures. En même temps, le général fit surveiller Stofflet, et lança sur les traces de Charette des colonnes sous les ordres de Travot, officier courageux autant qu'infatigable.

Charette ne commandait plus d'armée; suivi d'une centaine d'hommes dévoués à sa personne, il errait au hasard dans des campagnes, devenues inhospitalières pour celui qu'elles avaient jadis aidé avec tant de dévouement. Chaque jour il échappait, à force de ruses, à Travot, qui, dans diverses rencontres, lui avait tué la moitié de sa petite troupe. Chaque jour dénoncé, toujours en fuite comme un proscrit, il ne pouvait tarder à tomber entre les mains de nos soldats. Cependant, effrayé de la manière dont Hoche venait de se conduire à l'égard de Sapinaud, et de l'acharnement avec lequel Charette était poursuivi, Stofflet leva l'étendard de la révolte. Au moment même, les troupes républicaines l'assaillirent, dispersèrent ses soldats et le forcèrent à fuir comme son collègue; mais moins heureux ou moins habile que lui, trahi d'ailleurs par le curé Bernier, qui n'en deviendra pas moins évêque, il fut pris, conduit à Angers et fusillé le 7 ventôse. Parjure à la fois du serment, et coupable de l'assassinat de Marigny, il méritait la mort, mais tout ce qui fut royaliste doit honorer son dévouement, admirer son courage. Nous n'avions plus que Charette à saisir pour assurer la paix que Hoche avait donnée aux provinces de l'ouest. Le Vendéen, réduit aux abois, pensa qu'en gagnant du temps il pourrait reformer son armée; en conséquence, il essaya de faire cesser l'inévitable poursuite de Travot, en sollicitant l'autorisation de se retirer en Angleterre; Hoche eut la faiblesse ou la générosité de donner son consentement. Mais l'incorrigible et imprudent Charette ne tarda point à répandre dans le pays que son seul but avait été de reprendre des forces,

dant ni proie, ni butin, ni récompenses, elles offraient un spectacle unique dans l'histoire des peuples modernes. Nos volontaires étaient sans doute les premiers soldats du monde par le courage, mais surtout par des sentimens et des pensées qui rappelaient alors les plus belles époques des républiques anciennes. Les chefs, qui avaient grandi avec eux sur les champs de bataille, avaient acquis, aux dépens de toutes les renommées militaires de l'Europe, une haute réputation que relevaient encore la modestie et la simplicité. On citait dans cette élite guerrière Kellermann, qui avait donné le baptême de gloire à la république; Dumouriez, né avec le génie de la guerre, mais infidèle à la patrie et déchu de l'honneur de la servir; Dugommier, plein de talens et de vertus, mais enseveli dans son triomphe; Pérignon, son brillant successeur; le sage et audacieux Moncey; Jourdan, le héros de Watignies et de Fleurus, modeste dans sa gloire comme dans sa vie privée; Pichegru, qui, après avoir procuré des triomphes à son pays, est descendu jusqu'à trahir l'armée confiée à sa garde; Moreau réservé à une grande illustration militaire, et qui, coupable comme Condé, mais moins heureux, tombera les armes à la main contre la France. De tous ces hommes auxquels la liberté avait révélé leur génie et fourni un grand théâtre pour le développer, peut-être, le plus étonnant était Lazare Hoche, simple soldat avant la révolution, général en chef à vingt-cinq ans, libérateur de l'Alsace et pacificateur de la Vendée ainsi que de la Bretagne, né pour tout ce qu'il y a de grand dans la guerre et dans la paix, si la mort n'était pas venue l'interrompre au moment de monter les derniers degrés de l'échelle de la fortune. Après lui venaient Desaix, également capable d'être le lieutenant de Condé et de Turenne, Desaix, que les Arabes du désert appelleront le sultan juste; Kléber, le bras droit de tous les généraux en chef, Kléber, si grand à la bataille d'Héliopolis; et enfin Masséna,

le premier des généraux de division sous Dugommier, et qui comptait déjà tant d'actions éclatantes avant de s'illustrer encore par la défense de Gênes et de se placer au rang des capitaines du siècle par la bataille de Zurich; Gouvion-Saint-Cyr, presque égal à Moreau; Championnet, digne de succéder à Jourdan, et qu'attend la conquête de Naples pendant l'exil de Bonaparte en Orient. Après ces hommes d'élite, on distinguait au second rang une pépinière de généraux célèbres, Leval, Ferrand, Delmas, Ambert, Meunier, Bonneau, Chérin, Grenier, Duquesnoi, Klein, Richepanse, D'Hautpoul, Morlot, Hatry, Sainte-Susanne, Hédouville, Debelle, Lecourbe, Dejean, Legrand, Macdonald, Lefebvre, Dallemagne, Ney, qui doit expier par la fin la plus tragique une gloire acquise dans plus de cinq cents combats; Laharpe, Cervoni, Laborde, Morand, Merle, Harispe; La Tour d'Auvergne, qui, vingt fois général désigné, tombera sur le champ de bataille sous le titre unique de premier grenadier de la république; et enfin Augereau qui semblait alors marcher de pair avec Masséna. La France renfermait encore une foule d'officiers dont les noms vivront à jamais dans ses annales militaires. Le moins célèbre de ces chefs avait une réputation, lorsque Bonaparte, inconnu de nos armées, excepté de celle d'Italie, ignoré de la France, sans appui que l'estime de Carnot et la bienveillance mobile de Barras, apparut tout à coup sur la scène pour marquer sa place entre les plus grands capitaines, et préluder à la domination de l'Europe qu'il devait soumettre par ses armes et régir par ses lois : suivons cette fortune qui commence.

CHAPITRE LXII.

Bonaparte commandant de l'armée d'Italie. — Conspiration Babeuf. — Directoire attaqué. — Armée du Nord, de Sambre-et-Meuse. — Passage du Rhin. — Fautes de Moreau. — Sardaigne. — Proclamation de Bonaparte. — Bataille de Mondovi. — Paix avec le Piémont. — Entrée à Milan.

Bonaparte prit le commandement de l'armée à Nice, le 20 mars 1796, époque dont l'anniversaire a été marqué dans sa vie par de si grands événemens pendant le cours de vingt années. Sa position se trouvait difficile. Il devait craindre l'orgueil des généraux qui auraient pu s'offenser de la rapidité de son avancement, que l'on attribuait à la faveur. On a parlé de la jalousie de Masséna et d'Augereau, mais il est constant que ces deux officiers, à la nouvelle de sa nomination, lui avaient écrit pour le féliciter. Leur lettre portait : « Depuis long-temps vous connaissez la justice que nous rendons à vos talens militaires. » Néanmoins; il n'en fallut pas moins un rare mélange d'adresse, de courage et d'autorité pour apaiser des prétentions rivales et en imposer à tous. Bonaparte obtint du succès dans ce premier début de son commandement, mais d'autres soins plus pressans appelaient toute sa sollicitude. L'armée éparse dans les rochers qui bordent la rivière de Gênes,

sans vivres, sans habits, sans souliers, sans armes, privée de paie, dépourvue d'artillerie, livrée à l'indiscipline par suite de sa détresse, offrait un aspect déplorable. Les arsenaux de Nice et d'Antibes étaient bien pauvres en artillerie, et ne possédaient pas de moyens de transport; tous le chevaux de trait avaient péri de misère; l'argent manquait et le Directoire n'en faisait guère espérer, du moins à une époque prochaine. La pénurie des finances se trouvait telle que malgré tous ses efforts le gouvernement ne put donner que dix mille louis en espèces au trésor de l'armée, pour l'ouverture de la campagne, et un million en traites, qui furent presque toutes protestées. Dans cet état de dénûment, nos quarante mille soldats voyaient devant eux quatre-vingt-dix mille combattans, abondamment pourvus de tout, protégés par deux cents bouches à feu, secondés par la facilité des communications, retranchés dans des positions inexpugnables, et commandés par un vieillard habile et vigilant, qui avait tout le feu de la jeunesse. A la vérité, notre armée, accoutumée à faire de grandes choses devant les grands spectacles et dans la guerre difficile des Pyrénées et des Alpes, était capable de tout; mais il fallait s'emparer de l'esprit des soldats : c'est ce que fit habilement Bonaparte, après avoir pourvu à leurs premiers besoins. Debout sur les hauteurs des montagnes, et leur montrant l'Italie comme Annibal l'avait montrée à ses Carthaginois, il leur dit, en donnant un premier exemple de son éloquence militaire : « *Soldats!* vous êtes nus, mal nourris, le gouvernement vous doit beaucoup, il ne peut rien vous donner. Votre patience, le courage que vous montrez au milieu de ces rochers sont admirables, mais ne vous procurent aucune gloire; aucun éclat ne rejaillit sur vous. Je veux vous conduire dans les plus belles plaines du monde. De riches provinces, de grandes villes seront en votre pouvoir; vous y trouverez honneur, gloire et richesses. Soldats d'Italie! manqueriez-vous de courage et de cons-

tance? Les riantes contrées qui sont à vos pieds vous appartiennent : allons-en prendre possession. » A ces mots, toutes les voix répétèrent le cri fameux de *vive la république!* ce cri précurseur de la victoire, et la conquête de l'Italie fut jurée par tous entre les mains du général. Prompt à saisir le moment de leur enthousiasme, il résolut de frapper un grand coup. Par ses ordres, Serrurier prit position à Garessio. afin d'observer Colli, campé près de Céva; Masséna et Augereau occupèrent Loano, Finale et Savone; Laharpe dut menacer Gênes, son avant-garde occupait Voltri. Pour tromper son adversaire, Bonaparte, par l'entremise du ministre de la république à Gênes, fit demander au sénat le passage par la Bochetta, et les clefs de Gavi, déclarant que les Français étaient résolus à porter la guerre en Lombardie, en s'appuyant sur la position de Gênes.

Notre demande effraya le gouvernement génois. Trompé par cette feinte, Beaulieu, après avoir porté son quartier-général à Novi, enjoignit à d'Argenteau d'établir le sien à Sasello, et de marcher sur Montenotte pour couper l'armée française dans sa marche sur Gênes en tombant sur son flanc gauche, et intercepter à Savone la route de la Corniche. Beaulieu, quittant bientôt Novi, vint se porter avec sa gauche par la Bocchetta sur Voltri, où il attaqua, le 11 avril, le général Cervoni qui se replia sur Laharpe. Dans la nuit du 11 au 15, Bonaparte, à la tête des divisions Masséna et Augereau, enveloppa d'Argenteau à Montenotte. La déroute de l'ennemi fut complète: quatre drapeaux, cinq canons, deux mille prisonniers furent les trophées de la journée.

Pendant ce temps, Beaulieu marchant en avant, entrait dans Voltri qui se trouvait abandonné; il apprit la perte de la bataille de Montenotte, et l'entrée des Français dans le Piémont. Alors il se retira en toute hâte sur Millésimo, prenant toutes les précautions pour faire évacuer les magasins de Voltri et de la Bocchetta.

Dans leur nouvelle position, les alliés occupaient Millésimo et Dégo, et défendaient les hauteurs de Biastro avec une brigade qui liait ces deux positions. Les Sardes gardaient ainsi le chemin du Piémont, tandis que les Autrichiens interceptaient les avenues d'Acqui, route directe du Milanais. Augereau, le 13, avec des troupes impatientes de combattre, parce qu'elles n'avaient pas donné à Montenotte, enleva les gorges de Millésimo. Le général Provera fut coupé avec son arrière-garde, forte de deux mille hommes. Réfugié dans les ruines d'un vieux castel d'où il voyait l'aile droite de l'armée sarde se préparer au combat, l'Autrichien espérait être dégagé le lendemain. Bonaparte, qui tenait à s'emparer du vieux château de Cossario, le fit vainement assaillir. Le lendemain, Masséna et Labarpe, attaquant les Sardes, prirent Dégo; Ménard et Joubert, occupaient Biastro, et tous les efforts de Colli pour dégager Provera furent inutiles. Le lendemain, ce général déposa les armes, tandis que nos soldats victorieux poursuivaient les débris de l'armée ennemie dans les gorges de Spigno, lui prenaient trente canons, quinze drapeaux et six mille hommes. Dès lors l'armée sarde fut complètement séparée des troupes autrichiennes.

Cependant les grenadiers de Wukassowich, dirigés de Voltri à Sassello, arrivèrent sur Dégo le 15 avril, à trois heures du matin; ils nous attaquèrent et faillirent enlever le quartier-général. Nous reprîmes bientôt la position de Dégo sur les grenadiers allemands, qui furent presque tous tués ou faits prisonniers. Après l'affaire de Dégo, Bonaparte résolut de se contenter de tenir en échec les Autrichiens, et de poursuivre vivement les Piémontais.

Serrurier, ayant appris à Garessio le succès des batailles de Montenotte et de Millésimo, s'empara des hauteurs de Saint-Jean, et entra dans Céva au moment où Augereau paraissait sur les hauteurs de Montezemoto. Le 17, Colli évacua le camp retranché de Céva, repassa



le Tanaro, et se retira derrière la Corsaglia. Bientôt tous nos soldats se trouvant sur les hauteurs de Montezemoto, virent enfin l'Italie. Ils la saluèrent par les cris mille fois répétés de vive la république! « Annibal a forcé les Alpes; nous les avons tournées, » s'écria Bonaparte, sur le front de son armée, doublement émerveillée de voir les Alpes derrière elle et sous ses yeux la magnifique Italie tout à coup dévoilée.

Les nouvelles victoires d'Italie ranimaient chez nous l'enthousiasme de la gloire, électrisaient les patriotes des conseils, déconcertaient les chefs du parti clichyen, et semblaient raffermir la confiance du Directoire; mais cependant il n'était pas tranquille, puisqu'au fait il tremblait devant la présence de Babeuf et les projets de conspiration rêvés par ses amis, tout aussi incapables que lui de donner des sujets de craintes sérieuses pour la stabilité d'un gouvernement qui ne se livrerait pas lui-même pieds et poings liés à ses adversaires. Carnot, si brave devant l'ennemi, mais si susceptible de prendre l'alarme depuis qu'il était monté au pouvoir, ne cessait de déclamer et de demander des mesures contre Babeuf. Les autres directeurs, quoique enclins à craindre aussi cet écrivain, se demandaient avec quelle force on ferait contre-poids à la violence des réacteurs et des royalistes, si, au lieu de les contenir, on frappait encore, comme on l'avait fait avec tant de dommages pour la république, les hommes exagérés d'un parti qui était l'appui de la révolution. Barras surtout, que l'on cherchait à ébranler sans cesse par des révélations, Barras, qui appréciait à leur juste valeur des tentatives insensées et faciles à réprimer, soutenait que la police n'avait entendu que des bruits vagues, recueilli que des projets sans consistance, et qu'il suffisait de publier pour leur ôter toute espèce de puissance et d'espoir de succès : Barras avait raison. Une police vigilante et habile, un ministre habitué à manier les esprits, des avis directs aux uns, des menaces

aux autres, des démonstrations d'autorité, et enfin des révélations faites au public pour l'associer à la défense de l'ordre public, et le rallier à un gouvernement occupé de prévenir et d'empêcher au lieu de vouloir effrayer et frapper, aurait suffi pour faire évanouir le complot. J'ai vu naître ce complot dont on a fait tant de bruit ; j'ai été frappé de l'exaltation de ses auteurs, mais en même temps de toute leur impuissance à exécuter le projet de renverser le Directoire et les deux conseils. Babeuf ne possédait pour toute arme que la plume d'un pamphlétaire, et pour tout moyen de succès que la violence d'un tribun qui s'échauffant chaque jour davantage, ne sait rien ménager, ne mesure aucun obstacle, dépasse toutes les bornes, multiplie à chaque heure le nombre de ses ennemis par des menaces plus effrayantes que des actions, et, sourd à tous les avis, compromet gravement le parti auquel il appartient. Loin d'être capable de se mettre à la tête d'une insurrection, Babeuf n'avait pas même en lui cet enthousiasme du moment qui saisit Camille Desmoulins, au 12 juillet 1789, lorsqu'un pistolet à la main, il appela le peuple de Paris aux armes. Jamais cet homme n'aurait été un drapeau.

Buonarotti, gentilhomme florentin, l'un des derniers descendans de l'illustre Michel-Ange, ami des lettres, des sciences et des arts, assez habile compositeur de musique, plus convaincu et plus révolutionnaire que Babeuf, professait les doctrines de la démocratie absolue et de l'égalité parfaite ; mais froid à l'extérieur, quoiqu'il brûlât au-dedans, n'ayant qu'une voix faible et douce au lieu de l'organe puissant d'un tribun, il n'était pas connu du peuple, de manière à ce qu'on pût dire dans une journée : « Le voilà, marchons! » A côté de lui, Germain, officier de hussards, ardent, généreux, né avec beaucoup d'esprit, révolutionnaire par effervescence de tête, n'était qu'un de ces enfans perdus qui se précipitent dans le danger sans prendre aucun soin de leur vie, et qui

pourraient faire un coup de main hardi, s'ils se trouvaient là des hommes de cœur pour les suivre. Darthé seul réunissait les opinions, le caractère et la décision du vrai révolutionnaire qui fauche tout devant lui, comme faisait le cardinal de Richelieu. C'est lui qui disait un jour : «Nous avons conçu des inquiétudes sur un tel; nous pensons qu'il nous trahit, mais notre résolution est prise. En revenant du comité, nous passerons sur le Pont-Neuf avec lui, et nous le jetterons à l'eau : de cette manière il n'en sera plus question.» Darthé, ancien compagnon de Joseph Lebon, détenu au Plessis, ainsi que les membres du comité révolutionnaire de Lille et d'Arras, avait fait connaissance avec les patriotes prisonniers comme lui, mais il était aussi inconnu du peuple de Paris, et par conséquent sans influence. Toutefois, ses pareils deviennent quelquefois redoutables dans une journée par leur audace et leur fermeté. Le petit Bouin, ancien juge de paix de la section des Marchés, avait au contraire l'avantage d'être très populaire dans son quartier; sous un extérieur faible et un air de douceur, il cachait d'abord et ne tardait pas à montrer beaucoup d'énergie; pourtant ce n'était point là un homme à craindre. Antonnelle avait rappelé un moment Mirabeau dans les troubles d'Arles et du Midi; mais retombé dans ses mœurs épicuriennes, homme de plaisir que rien n'aurait pu désheurer, il se bornait à exposer des doctrines démocratiques dans un style abondant et fleuri. Sa paresse et son esprit répugnaient à l'intrigue, et son caractère n'était en rien celui du conspirateur. Félix Lepelletier, son disciple, déployait une assez grande activité; jeté depuis la mort de son frère dans les opinions révolutionnaires, républicain avec des mœurs et des formes aristocratiques, ouvert, imprudent, désireux de popularité, il était au courant du tout, et se sentait du goût pour les conspirations; mais il ne s'y enfonçait pas. Il lui manquait, pour devenir à craindre, le baptême révolutionnaire, reçu dans quelque journée qui

l'eût fait connaître du peuple. Quant au représentant Drouet, on pouvait attendre de son caractère un acte de fermeté, mais il n'y avait nul conseil en lui, et rien n'était plus facile que de le ramener par la persuasion. D'autres conventionnels eussent été bien autrement à craindre que ce député. Tels étaient, avec quelques autres révolutionnaires du troisième rang, les adversaires que le Directoire semblait redouter comme des géans, et dont il dénonçait les horribles machinations comme sur le point d'éclore.

Les deux conseils ne se doutaient aucunement de l'imminence du péril, lorsque le 21 floréal (10 mai), Rouhier vint, au nom de la commission des inspecteurs de la salle, faire un rapport dans lequel il demandait que l'on se hatât d'organiser la garde accordée par la loi au Corps législatif, et, qu'en attendant, on renforçât par quelques troupes les grenadiers alors affectés au service des palais des deux conseils. La proposition de Rouhier fut ajournée, parce que les députés attendaient un message du Directoire, annoncé comme un document de la plus haute importance. Le message arrive enfin, et c'est au milieu du plus profond silence que l'on écoute les révélations suivantes :

« Un horrible complot devait éclater demain dès le point du jour; son objet était de renverser la constitution française, d'égorger le Corps législatif, tous les membres du gouvernement, l'état-major de l'armée de l'intérieur, toutes les autorités constituées de Paris, et livrer cette grande commune à un pillage général et à un massacre plus affreux encore.

« Le Directoire exécutif, informé du lieu où les chefs de cette affreuse conspiration étaient rassemblés et tenaient leur comité de révolte, a donné des ordres pour les faire arrêter. Plusieurs d'entre eux le sont en effet, et c'est avec douleur que nous vous apprenons que parmi

aux se trouve un de vos collègues, le citoyen Drouet, pris en flagrant délit. » Le Directoire terminait son message en demandant comment il devait procéder à l'égard de ce représentant et de tout autre député qui se trouverait compromis.

Par un second rapport, qui suivit de près le premier, le Directoire réclamait une loi portant que tout membre de la Convention nationale sans emploi à Paris, et qui n'y résidait pas habituellement avant l'époque de sa nomination, que tout ex-fonctionnaire public et militaire, destitué ou licencié, dont le domicile n'était point établi dans cette commune; tout homme prévenu d'émigration ou non rayé définitivement, fût-il même de Paris; tous les particuliers nés hors de France qui ne seraient pas attachés par leurs fonctions au corps diplomatique, ou qui ne seraient pas établis à Paris avant le 14 juillet 1789, seraient tenus d'en sortir dans l'espace de trois fois vingt-quatre heures, et de se tenir à dix lieues au moins de la capitale. Une commission immédiatement créée fit sur-le-champ son rapport, consentit à la demande du Directoire, et y ajouta l'éloignement des individus libérés de condamnations ou d'accusations par l'amnistie.

Cette mesure, qui frappait les hommes de la révolution, les révolta au dernier point; mais ils n'osèrent se plaindre. Chazal, par une sorte de représailles en faveur des conventionnels, proposa d'étendre le décret aux membres des assemblées constituantes et législatives. Cet amendement fut rejeté après une vive discussion, dans laquelle Larivière, parlant contre sa conviction, donna de grands éloges au Directoire qui avait arraché la république vivante encore des mains des brigands qui voulaient l'égorger.

Le Hardi proposa de réduire la mesure d'expulsion aux ex-conventionnels qui avaient été déclarés non rééligibles; cette modification n'en fut pas moins rejetée par le nouveau tiers, à cause de sa haine contre les convention-

nels, et par la majorité. Les assemblées, lorsqu'elles sont atteintes de la contagion de la peur, ne respectent plus aucun principe, et accordent aveuglément au pouvoir tout ce qu'il demande dans les prévisions de sa terreur, presque toujours exagérée.

Le Directoire, ne voulant pas laisser effacer l'impression de ses premières mesures, s'empressa d'adresser à l'assemblée d'autres rapports pour lui donner les détails du prétendu plan des conjurés, dont quelques uns étaient déjà arrêtés. On trouvait dans les pièces transmises aux deux conseils les révélations suivantes : « Un comité d'insurrection, organisé par Babeuf, s'assemblait à Paris sous le nom de *Directoire secret de salut public*, et correspondait avec des agens répartis dans Paris, qui ne se connaissaient pas les uns les autres et ne devaient jamais nommer les quatre membres du Directoire. Ces agens avaient pour mission d'exciter les patriotes, de les enrôler, de les tenir prêts à tout événement, de les faire connaître du directoire secret. Ces agens lui rendaient compte des magasins de subsistances, des dépôts d'armes et de munitions qui pouvaient exister dans chaque arrondissement; des ateliers qui s'y trouvaient, du nombre des ouvriers, du genre de leurs travaux et de la nature de leurs opinions. Ils étaient encore chargés de faire un recensement des patriotes aisés qui pouvaient donner l'hospitalité aux frères que l'on avait fait venir des départemens. Par suite du plan général, on s'était entendu avec un certain nombre de conventionnels destinés à former le noyau de la nouvelle assemblée; des sociétés secrètes s'étaient formées dans Paris et dans les départemens. On désignait pour général Rossignol, qui n'en savait rien, et pour ministres des hommes dont les noms avaient été choisis à leur insu. Le Directoire avait connu la conspiration par le capitaine Grisel, qui révélait jour par jour les paroles et les démarches des conjurés; l'autorité avait

encore trouvé des indices graves dans une lettre tombée entre les mains de la police, et adressée par Babeuf à Joseph Bodson. On y lisait :

« Il est essentiel d'évoquer la cendre et les principes de Robespierre et de Saint-Just pour étayer notre doctrine. D'abord, nous ne faisons que rendre hommage à une grande vérité sans laquelle nous serions trop au-dessous d'une équitable modestie : cette vérité est que nous ne sommes que les seconds *Gracques* de la révolution française...

« D'ailleurs, réveiller Robespierre, c'est réveiller tous les patriotes énergiques de la république, et avec eux le peuple qui long-temps n'écouta, ne suivit qu'eux.

« Ils sont nuls, et pour ainsi dire morts, ces patriotes énergiques, ces premiers disciples de celui qui chez nous fonda le premier la liberté. L'injuste diffamation qui pèse sur la mémoire de Robespierre cause cette stupeur. Rendez-lui sa gloire légitime, tous ses disciples releveront la tête et bientôt ils triompheront. Le robespierrisme qui attéra toutes les factions ne ressemble à aucune d'elles : il n'est ni factice ni limité; le robespierrisme et la démocratie, ces deux mots sont identiques; en relevant l'un, vous relevez l'autre... » Voici encore quelques fragmens de l'acte d'insurrection rédigé par Babeuf, et destiné à être affiché dès les premiers mouvemens des conjurés. Après de longs considérans écrits avec talent, le chef du complot disait : « Le peuple est en insurrection contre la tyrannie; l'insurrection a pour but le rétablissement de la constitution de 1793, de la liberté, de l'égalité et du *bonheur de tous*..... A l'instant même, les citoyens et les citoyennes partiront en désordre de tous les points de la capitale sans attendre le mouvement des quartiers voisins, qu'ils feront marcher avec eux. Il se rallieront au son du tocsin et des trompettes sous la conduite des patriotes, auxquels le comité insurrecteur aura confié des guidons portant l'inscription : *Égalité, Liberté, Bonheur commun*. Les généraux du peuple seront distingués

par des rubans tricolores, flottant très visiblement autour de leurs chapeaux.

« Tous les citoyens se rendront partout avec leurs armes, ou à défaut d'armes avec d'autres instrumens offensifs. Les armes de toute espèce seront enlevées par les insurgés partout où elles se trouveraient. Les barrières et le cours de la rivière seront soigneusement gardés. Nul ne pourra sortir de Paris sans un ordre spécial du comité insurrecteur, etc... La Convention se réunira à l'instant et reprendra ses fonctions... Toute opposition sera vaincue sur-le-champ par la force... Le peuple ne prendra de repos qu'après la destruction du gouvernement tyrannique..... Les biens des émigrés, des conspirateurs et de tous les ennemis du peuple, seront distribués sans délai aux défenseurs de la patrie et aux indigens; les indigens de toute la république seront immédiatement logés et meublés dans toutes les maisons des conspirateurs. Les effets appartenant au peuple, déposés au Mont-de-Piété, seront sur-le-champ gratuitement rendus, etc... »

Babeuf, malgré la découverte de cette pièce saisie dans son domicile, niait avoir fait partie du comité insurrecteur, attendu qu'aucuns papiers signés de lui et capables de compromettre ou sa personne ou ses complices n'avaient été saisis; le gouvernement se trouvait dans le plus grand des embarras, lorsque le conspirateur, dans l'interrogatoire qu'il subit au ministère de la police, changeant brusquement de conduite, reconnut comme de lui tous les papiers trouvés dans sa demeure, ainsi qu'un cachet particulier sur lequel était écrit : *salut public*, qu'il déclara être le signe reconnu dans sa correspondance entre les membres de la nombreuse coalition des démocrates, qui tous haïssaient également l'horrible oppression sous laquelle gémissait le peuple français. Continuant le rôle audacieux qu'il venait d'adopter, Babeuf écrivit au Directoire : « Je suis une puissance; ne craignez donc pas de traiter avec

moi d'égal à égal. Je suis le chef d'une secte formidable que vous ne détruirez pas en m'envoyant à la mort. Vous n'avez qu'un fil de la conspiration ; ce n'est rien d'avoir arrêté quelques chefs. » Babeuf conseillait aux directeurs de gouverner populairement ; à ce prix, il leur promettait son appui et l'attachement des patriotes. Cette lettre énergique, quelquefois aussi noble qu'éloquente, mais marquée au coin du délire et de l'orgueil, l'une des passions de Babeuf, prouve à quel point il se faisait illusion sur ses ressources, sur sa force et son influence ; néanmoins, elle contenait des choses très justes sur la marche du Directoire dans une route qu'il n'aurait jamais dû prendre. Paris, en apprenant l'arrestation de Gracchus et de ses amis, ne laissa percer aucune pensée de colère et de regret. Une partie des révolutionnaires fut mécontente, mais n'éprouva point une profonde douleur. Quelques femmes attachées au parti essayèrent de soulever les faubourgs sans pouvoir réussir dans cette entreprise, naguère encore si facile : le peuple n'avait point donné sa démission, mais il manquait une ame pour inspirer désormais ce grand corps qui n'avait plus son élan et son audace d'autrefois. Le représentant du peuple Drouet se trouvant impliqué dans cette conjuration, ce ne furent ni une commission militaire ni un tribunal ordinaire qui durent en connaître : aux termes de la nouvelle constitution, il fallut former une haute cour nationale qui fut convoquée à Vendôme, par acte du Corps législatif ; et, d'après les principes qu'une procédure criminelle ne doit pas être scindée, tous les citoyens impliqués dans l'affaire se trouvèrent traduits devant ce tribunal.

La découverte de la conspiration de Babeuf devint l'occasion d'un véritable triomphe pour les Clichyens. « Vous connaissez enfin vos véritables et cruels ennemis ? » s'écria Pastoret. Lenoir-Laroche voulait que l'on déclarât que le Directoire avait bien mérité de la patrie. Sa proposition fut

rejetée, et devait l'être. Le Directoire, en effet, n'avait fait que remplir un devoir, et en fouillant au fond des choses, on aurait pu prouver qu'il avait commis beaucoup de fautes, et surtout celle de déployer tant d'appareil contre une conspiration qu'il pouvait dissiper et braver. Pendant le temps de la discussion, le représentant Drouet s'échappa de sa prison, ou plutôt on lui ouvrit les portes; il avait des intelligences avec Barras, qui en avait lui-même avec les patriotes. D'ailleurs, le Directoire, composé de cinq votans à mort dans le procès de Louis XVI, ne voulut pas donner à l'Europe le spectacle de la fin tragique du citoyen qui avait arrêté ce prince au moment de sa fuite, et qui sortait à peine des longues souffrances endurées dans les prisons de l'Autriche. L'évasion de Drouet satisfit et le Directoire et les patriotes; mais les royalistes ne cachèrent pas leurs regrets; ils auraient voulu voir l'homme de Varennes porter sa tête sur l'échafaud.

D'après la constitution, la haute cour ne devait se former que sur une proclamation du Corps législatif, rédigée et publiée par le conseil des Cinq-Cents. Ce mode extraordinaire de publication fit naître de vives discussions; mais, pour se conformer à la lettre de la loi, le conseil décida, en comité secret, que son président ferait cette proclamation. Le Directoire ne tint aucun compte de la loi ni de la délibération des Cinq-Cents, et publia la proclamation dans les formes ordinaires. Aussitôt il fut dénoncé comme ayant violé la constitution et outrepassé ses pouvoirs : on lui demanda compte de sa conduite; il essaya de se justifier; et, considérant néanmoins toute concession même faite à la loi comme une preuve de faiblesse, il persista dans sa résolution. Le parti constitutionnel, irrité par cette tenacité, blama les directeurs. Les Clichyens l'attaquèrent avec plus de colère; en sorte que le lendemain de la découverte d'une conspiration, le

gouvernement se trouvait plus faible que la veille. Presque tous les pouvoirs perdent ou compromettent ainsi par des fautes immédiates le fruit des victoires que la fortune leur procure. L'arrestation de Babeuf, qui aurait dû intimider les royalistes, effrayer les révolutionnaires, consolider le Directoire et relever le crédit, laissa les choses dans le même état que quelques jours auparavant. Les Jacobins recommencèrent leurs réunions, et les agens royalistes continuèrent à attirer dans leur parti un nombre assez considérable de députés, qui cependant n'étaient point encore assez engagés pour ne pouvoir pas se retirer. Mais si le gouvernement manquait de puissance, il ne touchait pas au moment de tomber, car aucune faction n'était alors capable de le renverser; il tirait d'ailleurs une certaine force des triomphes de nos armées, appui toutefois bien moins solide que celui du peuple, la première des garanties de durée pour un gouvernement libre.

Après avoir dit les rapides merveilles de Bonaparte, la persévérante sagesse de Hoche, et les événemens de Paris, retournons sur les bords du Rhin.

Nos généraux avaient employé avec bonheur le temps de l'amnistie pour réorganiser nos armées et compléter les cadres des différens corps. Enfin, la rupture de la trève ayant été dénoncée par l'Autriche, la campagne recommença. Moreau, remplacé dans le commandement de l'armée du Nord par Kellermann, succéda à Pichegru, dont le Directoire avait, avec raison, soupçonné la loyauté. L'armée de Rhin-et-Moselle, dont Moreau prenait le commandement, se trouvait forte de soixante-dix-sept mille hommes. Wurmser en avait sous ses ordres quatre-vingt-dix mille.

L'armée de Jourdan (Sambre-et-Meuse) présentait un effectif de soixante-seize mille soldats, tandis que les troupes du prince Charles, qui lui étaient opposées, s'élevaient à quatre-vingt-douze mille combattans. L'Autriche,

en dénonçant la rupture de l'armistice, était résolue à reprendre l'offensive et à tenter une nouvelle invasion en France. Heureusement les victoires de Bonaparte forcèrent nos ennemis à détacher vingt-cinq mille hommes de l'armée de Wurmser pour couvrir le Tyrol et protéger Mantoue, forteresse principale de la domination autrichienne en Italie. Malgré cette diminution de ses forces, il eut été sage au général de l'empire de ne point rester sur la défensive, comme il crut devoir le faire.

Le général Jourdan, ayant reçu l'ordre de conduire l'armée de Sambre-et-Meuse sur la rive droite du Rhin, chargea Kléber de s'avancer sur la Sieg et de culbuter le général Kienmayer qui en défendait le passage. Kienmayer fut battu le même jour par Lefebvre, qui, après avoir passé l'Agger, se rendit maître du pont de Siegberg. Ces brillans succès, bientôt suivis de la prise d'Altinkirchen, enlevèrent trois mille hommes à l'ennemi, et atteignirent le but du mouvement concerté de nos deux généraux. En effet, dès que le prince Charles connut l'issue du combat d'Altenkirchen, il envoya onze bataillons et vingt-deux escadrons à Hambourg, rappela une division de l'armée du Haut-Rhin, fit couvrir Mayence, se dirigea, avec le reste de son armée, sur la Lahn, et repassa le Rhin le 10 juin. En apprenant cette nouvelle, Jourdan courut au secours de Kléber. Dès le 12, étant arrivé sur la Lahn, le général français commit la faute de ne pas attaquer le prince Charles avant que ses troupes ne fussent toutes réunies. Cette inaction nous coûta cher; en vain nos soldats voulurent résister, partout ils furent repoussés; et dans une retraite pleine de dangers, il fallut tout le talent de Bernadotte, de Championet, de Collaud, de l'adjudant-général Ney et de l'héroïque Kléber, pour sauver nos troupes.

Quoi quere poussés, nous avions pourtant rempli notre dessein, puisque Jourdan, en attirant sur lui la principale

force des ennemis, avait secondé les opérations de Moreau qui, après avoir simulé une attaque sur le camp de Manheim, pour faciliter le passage du Rhin, ordonna au général Desaix de tenter cette entreprise avec vingt-deux mille vieux soldats. On ne pouvait choisir un général plus propre à cette périlleuse opération. A dix heures du soir, le 23, des embarcations préparées pour quatre divisions qui devaient attaquer Kell, arrivèrent au point où nos troupes se trouvaient réunies. A une heure, l'embarquement étant terminé, Desaix donna le signal du départ; les bateaux traversèrent silencieusement le fleuve. Bientôt descendus à terre, les Français enlevèrent à la baïonnette les positions de l'ennemi, qui lança en vain contre nous plusieurs charges de cavalerie; jamais il ne put entamer nos bataillons. A six heures, le génie avait établi un pont-volant, et à dix heures, nos soldats, maîtres des redoutes de l'ennemi, du château et du village de Kell, poursuivaient l'ennemi sur la route d'Offembourg.

Le 25 juin, le pont de bateaux se trouvant terminé, toute notre armée franchit le Rhin. Moreau ne profita pas en grand capitaine de la terreur et de la dispersion des ennemis; il y avait parfois dans ce général je ne sais quoi de timide et d'indécis qui ne ressemblait en rien à la prudence de Turenne, si prompt, si habile à tirer parti des succès qu'il avait préparés avec sagesse et remportés avec éclat. Les hautes inspirations et les audacieuses résolutions du génie manquaient à l'âme et aux talens de Moreau. Cependant, instruit de la présence de Moreau sur la rive droite du Rhin, le général Latour ne voulut pas quitter Manheim; car il croyait que le passage du fleuve n'était qu'une fausse manœuvre pour l'entraîner à lever son camp. Il se contenta donc d'envoyer contre nous un corps de son armée, en laissant le reste de ses troupes disséminées le long du fleuve. Moreau ne sut pas encore tirer parti de cette double faute. Au lieu d'écraser Stain et Staray, il

laissa le premier de ces généraux se retirer intact, et le second s'échapper sans être poursuivi, après une défaite qui le livrait à notre merci. Moreau, qui permit ainsi à l'archiduc Charles de faire sa jonction avec Latour, n'en fut pas moins heureux à Reuchen, à la bataille de Rastadt, où ses lieutenans et ses soldats, plus que lui-même, remportèrent une glorieuse victoire. Decaen, Lecourbe, Duhesme, Desaix, Saint-Cyr, auraient porté Moreau à Vienne, si ce général eût possédé l'audace, le coup-d'œil et la rapidité du jeune capitaine dont les phalanges victorieuses s'étaient précipitées du haut des Alpes.

Les Autrichiens, comme on l'a vu, s'appliquaient à couvrir le Milanais, et les Piémontais à préserver Turin. Bonaparte se mit en mouvement pour attaquer la droite de l'armée de Colli, en même temps que Masséna franchissait le Tanaro, pour tourner la gauche des Piémontais; mais ceux-ci, se doutant de nos projets, marchèrent par leur droite sur Mondovi, pour y prendre position. A l'instant où Serrurier achevait de franchir le pont Saint-Michel, il rencontra, par hasard, Colli qui le força à se replier. Serrurier, le 22, déboucha par le pont de Torre, Masséna par celui de Saint-Michel, et le général en chef par Lezegno. Ces trois colonnes se dirigeaient sur Mondovi, où Colli, plein d'activité, avait déjà élevé quelques redoutes. Sa droite se trouvait appuyée à Notre-Dame de Vico, sa gauche à la Bicoque. Serrurier enleva avec intrépidité la redoute de la Bicoque, défendue courageusement par les Piémontais, et décida ainsi la journée. Plusieurs charges de cavalerie piémontaise furent reçues avec bravoure par nos cavaliers, à la tête desquels se distingua le brave général Stingel, l'une des espérances de Bonaparte, qui a fait le plus grand éloge de cet officier.

La perte des Piémontais, vivement poursuivis par trois régimens de cavalerie aux ordres du colonel Murat, fut

de trois mille hommes, huit pièces de canon, dix drapeaux, quinze cents prisonniers, dont trois généraux. Après la bataille de Mondovi, le général en chef marcha sur Cherasco, Serrurier sur Fossano, Augereau sur Alba. Beaulieu, pour faire une diversion favorable à ses alliés, avait marché d'Acqui sur Nezza-della-Paglia avec la moitié de son armée; mais ce mouvement tardif n'eut aucun résultat. L'Autrichien ne tarda pas à se replier sur le Pô, aussitôt qu'il apprit le traité de Cherasco, que nous allons voir conclure. Colli, déconcerté par la défaite de Mondovi, s'était replié à Fossano, d'où Serrurier le délogea promptement.

L'armée française franchit la Stura et se porta en avant de la petite ville de Bra. Tel était le résultat de nos victoires, que notre armée possédait alors un parc de soixante bouches à feu, approvisionnées et bien attelées, tandis que les soldats avaient d'abondantes rations. Exempts de toutes les misères, ils laissaient éclater, plus vive que jamais, cette gaîté française qui ne les avait pas abandonnés un seul instant. C'est alors que, pleins de confiance en eux-mêmes et d'admiration pour le jeune général qui venait de leur procurer tant de succès en si peu de temps, ils se regardèrent comme tout-à-fait supérieurs à leurs ennemis. Dès-lors, ils se disaient les uns aux autres ce que Bonaparte disait du prince Charles : « Partout où nous trouverons ces hommes-là, nous les battrons. »

La cour de Sardaigne ne savait que résoudre. Son armée était découragée, détruite même en grande partie: on ne pouvait plus compter sur les troupes autrichiennes, uniquement occupées à couvrir Milan. D'ailleurs, des levains de révolution fermentaient dans les villes piémontaises, voisines de l'armée républicaine, qui ne se trouvait plus qu'à dix lieues de Turin et à quinze d'Alexandrie. Les généraux français excitaient de toutes leurs forces Bonaparte à s'avancer vers cette capitale ; celui-ci temporisait. Certain de l'impossibilité où était le roi de Sar-

daigne de prolonger la lutte, il paraissait attendre que ce prince se décidât enfin à capituler. C'est à Cherasco, que, comptant sur le fruit de ses étonnans succès, Bonaparte mit à l'ordre du jour de l'armée cette immortelle proclamation, tout empreinte du feu de son génie : « Soldats ! vous avez remporté, en quinze jours, six victoires, pris vingt-et-un drapeaux, cinquante-cinq pièces de canon, plusieurs places fortes, et conquis la partie la plus riche du Piémont ; vous avez fait quinze mille prisonniers, tué ou blessé plus de dix mille hommes. Vous vous étiez jusqu'ici battus pour des rochers stériles, illustrés par votre courage, mais inutiles à la patrie ; vous égalez aujourd'hui, par vos services, l'armée de Hollande et du Rhin. Dénués de tout, vous avez suppléé à tout. Vous avez gagné des batailles sans canons, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers, bivouaqué sans eau-de-vie et souvent sans pain. Les phalanges républicaines, les soldats de la liberté étaient seuls capables de souffrir ce que vous avez souffert ; grâces vous en soient rendues, soldats ! La patrie reconnaissante vous devra sa prospérité ; et si, vainqueurs de Toulon, vous présageâtes l'immortelle campagne de 1793, vos victoires actuelles en présagent une plus belle encore. Les deux armées, qui naguère vous attaquaient avec audace, fuient épouvantées devant vous ; les hommes pervers, qui riaient de votre misère et se réjouissaient dans leur pensée des triomphes de vos ennemis, sont confondus et tremblans. Mais, soldats, vous n'avez rien fait, puisqu'il vous reste quelque chose à faire : ni Turin ni Milan ne sont à vous ; les cendres des vainqueurs de Tarquin sont encore foulées par les assassins de Basseville ! On dit qu'il en est parmi vous dont le courage mollit, qui préféreraient retourner sur les sommets des Apennins et des Alpes ! Non, je ne puis le croire : les vainqueurs de Montenotte, de Millesimo, de Dego, de Mondovi, brûlent de porter au loin la gloire du nom français !... »

Le roi de Sardaigne, prenant enfin un parti, ouvrit des conférences pour une suspension d'armes. Le général piémontais Latour et le colonel Lacoste étaient chargés des pouvoirs du prince, et signèrent les conditions suivantes :

« Le roi quittera la coalition, et enverra à Paris un plénipotentiaire pour y traiter de la paix définitive ; jusque-là il y aura armistice; Ceva, Coni, Tortone, où, à son défaut, Alexandrie, seront remis sur-le-champ à l'armée française, avec toute l'artillerie et les magasins ; l'armée continuera d'occuper tout le terrain qui se trouve en sa possession ; les routes militaires, dans toutes les directions, permettront la libre communication de l'armée avec la France et de la France avec l'armée ; Valence sera immédiatement évacué par les Napolitains et remis au général français jusqu'à ce qu'il ait effectué le passage du Pô. Enfin, les milices du pays seront licenciées, et les troupes régulières disséminées dans les garnisons, de manière à ce qu'elles ne puissent donner aucun ombrage à l'armée française. »

Désormais, Bonaparte, avec toutes ses forces, était libre de s'élancer dans la Lombardie à la poursuite des Autrichiens ; l'armée d'Italie allait se trouver renforcée par les troupes qui composaient l'armée des Alpes, devenue inutile. Toutefois, beaucoup d'excellens esprits voyaient avec terreur les projets du jeune général, assez téméraire pour aller pénétrer en Italie, laissant derrière lui l'oligarchie de Gênes, le Piémont qui, vaincu aujourd'hui, pouvait demain rompre le traité, couper les communications avec la France, et tomber sur les derrières de notre armée, combattue de front par l'armée autrichienne. A ces objections et à ces alarmes d'une prudence vulgaire, Bonaparte répondait : « Les oligarques de Gênes ne sont pas à craindre ; la meilleure garantie contre eux ce sont les profits immenses qu'ils retireront de leur neutralité. Si nous avons des succès en Italie, le Piémont subira la loi de la néces-

sité, et sera trop heureux de la paix qu'il aura signée. Le mot *Italiam! Italiam!* proclamé à Milan, à Bologne, à Vérone, produira un effet magique; proclamé sur la droite du Tésin, les Italiens diront: *Pourquoi n'avancez-vous pas?* »

Aussitôt la signature de l'armistice de Cherasco, Bonaparte fit partir pour Paris le colonel Murat, porteur des vingt-et-un drapeaux conquis sur l'ennemi et des conventions signées avec la cour de Turin, qui, de son côté, envoyait en France le comte de Revel pour traiter de la paix définitive. Elle se conclut le 15 mai 1796. Par ce traité, Alexandrie et Coni furent remis à l'armée d'Italie; Suze, la Brunette, Exilles, démolies, et les Alpes ouvertes. Dès-lors le Piémont se trouvait à la merci de la république, puisqu'il ne lui restait plus de places fortes autres que Turin et le fort de Bard.

Les portes de Coni, Tortone, Ceva s'ouvrirent devant les Français. Dans les premiers jours de mai, Masséna partit avec sa division pour Alexandrie, qui lui livra les nombreux magasins réunis par l'armée autrichienne. Bonaparte plaça son quartier-général à Tortone, tandis que Beaulieu se disposait, malgré tous les coups de la fortune, à défendre le passage du Pô. Le général en chef français, après avoir attiré l'attention de son adversaire sur divers points, le 7 mai, à neuf heures du matin, fit embarquer à Plaisance les premières troupes destinées à franchir le fleuve. Le colonel Lannes, avec neuf cents grenadiers, passa d'abord; bientôt toute notre avant-garde l'eut rejoint, grâce au zèle d'Andréossy, qui, le 9, avait déjà fait établir un pont sur lequel notre artillerie put arriver en ligne. Dès le premier jour du succès de cette opération, Laharpe, commandant les grenadiers réunis, établit son quartier-général entre Fombio et le Pô.

Le passage de ce fleuve, à Plaisance, était une opération pleine d'audace; car le Pô, près de cette ville, a deux

cent cinquante toises de largeur, mais Bonaparte connaissait nos soldats, il savait que c'est précisément dans les entreprises les plus périlleuses que l'on peut attendre d'eux les plus audacieux efforts. La division de l'Autrichien Liptay, partie de Pavie, arriva le 8 à Fombio, dont il se hâta de créneler toutes les maisons; il disposa aussi des canons sur toutes les chaussées par lesquelles l'armée française pouvait venir à lui. Bonaparte se résolut tout d'abord de déloger son adversaire de cette position où à chaque instant il allait être rejoint par des renforts. Le général français, craignant d'ailleurs de se voir contraint, s'il temporisait, à recevoir une grande bataille, ayant le Pô derrière lui, enjoignit à Lannes, à Lanusse, à Dallemagne, d'attaquer Liptay, qui, après s'être bravement défendu, perdit ses canons, trois drapeaux et deux mille cinq cents prisonniers. L'avant-garde française poussa jusqu'à Molleo, à une demi-portée de canon de la forteresse de Pizzighittone.

Cependant Beaulieu, instruit trop tard de notre projet de passer le Pô, avait ordonné à toute son armée de se rendre, à marche forcée, vers Fombio. Ne se doutant pas de la célérité du passage de l'armée française et de la défaite de Liptay, plusieurs colonnes autrichiennes continuèrent à suivre la direction qui leur avait été imprimée... Un régiment de cavalerie tomba sur la division Laharpe et y jeta l'alarme. Nos soldats coururent aux armes, et, après quelques décharges, ils n'entendirent plus que le bruit des cavaliers qui s'éloignaient. Aux premiers coups de fusil, Laharpe, à cheval et à la tête de son état-major, s'était porté en dehors des lignes pour tâcher de découvrir à quels ennemis il avait affaire. Il sut bientôt, par quelques paysans, que les Autrichiens étaient en marche sur Lodi. Le général voulut alors rentrer dans son camp. Les soldats, apercevant à travers les ombres de la nuit la cavalcade qui approchait, firent feu sur elle. Le général tomba mortellement blessé. La désolation des troupes était sans bornes; Laharpe mé-

ritait ces nobles regrets; intrépide sur le champ de bataille, et, quoique d'un caractère inquiet, adoré de ses soldats, dont il protégeait soigneusement la vie et prévenait les besoins avec l'amour d'un père, il semblait réservé à un brillant avenir. La veille de sa mort, son esprit parut plein de tristesse et de noirs présages aux personnes qui l'entouraient. Nous avons entendu plus d'une fois raconter à nos militaires, que quelques heures avant la mort, plusieurs de leurs camarades s'étaient senti entraînés aux plus sombres pensées par une sorte de préscience du malheur : les grandes ames surtout sont profondément sensibles à toutes les clartés de l'avenir.

Napoléon, pénétrant dans les états de Parme, reçut du prince des envoyés qui vinrent lui demander la paix et sa protection. Le traité fut signé le 9, à Plaisance. Le duc s'engageait à payer deux millions, une forte contribution en grains, et à établir des hôpitaux militaires. Aimant les arts comme un homme du midi, et n'ignorant pas l'effet de cette conquête sur la capitale, où l'art de David jouissait d'une gloire populaire, Bonaparte exigea vingt tableaux au choix des commissaires français. De toutes les conditions du traité, la remise des chefs-d'œuvres de leurs grands peintres fut la plus douloureuse au cœur des Italiens. Ils offraient un million pour garder la *Communion de saint Jérôme*. Bonaparte répondit : « Ce million, nous l'aurions bientôt dépensé, et nous en trouverons bien d'autres à conquérir : un chef-d'œuvre éternel parera notre patrie ! »

Bonaparte se remit aussitôt sur les traces de Beaulieu. Réduit à la dernière extrémité, ce général s'était hâté de rappeler à lui toutes les troupes qu'il avait laissées sur le Tésin, tandis qu'il chargeait Colli, qui avait pris du service dans l'armée autrichienne, de jeter une garnison dans la citadelle de Milan, de se replier ensuite sur Cassano, afin de rallier les troupes qui se trouvaient sur l'Adda, et

dont elles devaient défendre le passage avec la plus grande vigueur, car de la victoire des Français sur ce point dépendait la possession de l'Italie.

Le 10, l'armée française marcha de Casal-Posterlengo sur Lodi, où Beaulieu avait réuni les divisions Sebottendorf et Roselmini, pendant que, par ses ordres, Colli et Wukassowich se portaient sur Milan et Cassano. Nos soldats ayant rencontré, sur la route de Lodi, des grenadiers autrichiens qu'ils débusquèrent après un combat opiniâtre, entrèrent pêle-mêle avec les fuyards dans Lodi, petite ville entourée de murailles. Mais quand les vainqueurs voulurent s'élancer sur le pont, l'ennemi, qui occupait l'autre rive, démasqua vingt à trente bouches à feu. Les Français établirent sur-le-champ le même nombre de pièces en face des Autrichiens. Toutes les divisions étant successivement arrivées devant Lodi, celles d'Augereau et de Masséna reçurent l'ordre de se préparer à l'attaque. Bonaparte voulait étonner l'ennemi par un coup d'audace. Après quelques heures de repos accordées aux troupes, il ordonna au général Beaumont, commandant la cavalerie, de passer l'Adda à un gué praticable au-dessous de Lodi, et, parvenu sur l'autre rive, d'engager, avec une batterie d'artillerie légère, qui devait traverser au gué, une canonnade sur le flanc de l'ennemi. Cet ordre donné, le général en chef français forma les grenadiers en colonne serrée derrière le rempart de Lodi qui bordait l'Adda. Notre artillerie, considérablement augmentée, ouvrit un feu terrible sur les pièces ennemies. Dès que Bonaparte vit les artilleurs autrichiens se ralentir, et qu'il aperçut les escadrons français sur la rive opposée, il fit battre la charge. La terrible colonne déboucha au pas de course, franchit le pont sous une grêle de fer et de plomb, tomba de tout son poids sur la ligne ennemie, la rompit et s'empara de plusieurs drapeaux, de toute l'artillerie et de deux mille cinq cents prisonniers. Les débris des deux divisions

de Sebottendorf et Roselmini s'enfuirent en désordre sur Crema.

Les Français marchèrent sur Pizzighittone, qui se rendit faute d'approvisionnemens. Pendant ce mouvement, notre cavalerie, après avoir poursuivi l'arrière-garde autrichienne jusqu'à l'Oglio, fit son entrée à Crémone. L'armée ennemie, complètement démoralisée, ne pouvait plus tenir devant nous, et ses chefs ne comprenaient rien à cette guerre de génie, et surtout à la rapidité des marches du nouveau César. Un seul fait montrera mieux que nous ne saurions le faire l'abattement des méthodiques tacticiens du nord.

Bonaparte, dans une ronde, vint à passer dans un bivouac de prisonniers où se trouvait un vieil officier hongrois. Le général républicain, qui lui était inconnu, l'ayant interrogé sur les affaires de l'armée, dont jadis il faisait partie, il ne dissimula pas qu'elles n'allassent très mal : « Mais, ajouta-t-il, il n'y a plus moyen d'y rien comprendre, nous avons affaire à un jeune général qui est tantôt devant nous, tantôt sur notre queue, tantôt sur nos flancs ; on ne sait jamais comment il faut se placer. Cette manière de faire la guerre est insupportable et viole tous les usages. »

Bonaparte songea enfin à faire son entrée à Milan, que l'archiduc, ainsi que les partisans de l'Autriche, avaient abandonné. La municipalité et les états de Lombardie envoyèrent au vainqueur une députation à la tête de laquelle se trouvait le jurisconsulte Melzi, pour protester de l'obéissance et de la soumission de Milan et des états Lombards. Bonaparte répondit aux envoyés avec cette adresse italienne et cette éloquence inspirée qui lui furent si utiles à plusieurs époques de son étonnante carrière, mais qui lui manquèrent dans plusieurs circonstances importantes, parce que souvent la colère l'emportait, et qu'il n'était pas toujours maître de gouverner ses paroles avec sang-froid. Aussitôt, tous les patriotes de l'Italie accoururent à Milan

pour voir le général en chef, le restaurateur de l'Italie.

Le 15 mai, le vainqueur de Lodi, au milieu d'un peuple immense, fit son entrée à Milan. Sa figure calme, quoique avec l'expression du bonheur, frappa vivement l'ardente imagination des Milanais; ils l'accompagnèrent avec des cris de joie jusqu'au palais du prince Serbelloni qui, en qualité de chef de la garde nationale milanaise, s'était chargé du soin de recevoir le conquérant. Les traditions du temps s'accordent à dire que jamais peut-être il n'obtint de l'enthousiasme de ses contemporains un plus éclatant triomphe. Après avoir joui un instant des témoignages de l'admiration et de l'amour de tout un peuple, Bonaparte fit aussitôt investir le château de Milan, en même temps qu'il créa une autorité municipale et une garde nationale. Il se vit contraint de frapper une contribution de vingt millions sur les Milanais, dont la plupart payèrent, sans regret, ce qu'ils regardaient comme la rançon de leur délivrance. Le général ne tarda pas à trouver d'autres ressources. Le duc de Modène, prince avare et timide, lui envoya des députés pour traiter aux mêmes conditions que le prince de Parme; Bonaparte, sachant à quel homme il avait affaire, exigea dix millions, des provisions de toute espèce et des objets d'art. La prospérité de ses finances lui permit alors d'envoyer au Directoire quelques millions. Dans le même moment, ayant appris que l'armée du Rhin manquait du stricte nécessaire, il se hâta d'adresser, par la Suisse, un million à Moreau. C'était se conduire généreusement envers un collègue moins heureux que soi, mais Bonaparte, dans cette circonstance, agissait encore sagement, car il importait beaucoup au succès de nos armes en Italie, que le cabinet autrichien ne pût pas renforcer ses troupes avec des soldats pris dans d'autres armées.

La correspondance établie entre le général et le Directoire est une étude curieuse et dans laquelle se révèlent

toute la netteté, la finesse, l'intelligence et l'audace du génie de Bonaparte. Le Directoire lui écrivait des lettres de félicitation, osait à peine lui donner des ordres, et semblait regarder comme son plus ferme appui l'homme qui devait un jour renverser ce gouvernement dégénéré. Barras, insouciant par habitude, ne songeait point à l'ambition de Bonaparte; il se croyait d'ailleurs assuré de le trouver fidèle à leur liaison, et disposé à le seconder; les autres directeurs n'en étaient encore qu'à l'admiration. Les patriotes ne se montraient pas sans quelques inquiétudes ; un journal révolutionnaire, celui des *Hommes libres*, semblait déjà avoir deviné ce que la France pouvait attendre ou craindre d'un homme qui paraissait sitôt s'affranchir de toute dépendance, et peser plus que la république, son gouvernement et ses citoyens les plus élevés par leurs talens, leurs services et leur fortune.

Malgré toutes ces victoires qui auraient dû lui donner de l'éclat et de la puissance, le Directoire n'en était pas plus fort et plus respecté au dedans. Les royalistes continuaient à le miner sourdement, à pratiquer les esprits, à corrompre les opinions, à s'emparer des autorités et à faire impunément, par leurs journaux, une guerre active aux principes de la révolution. Ils tournaient les bienfaits de la liberté contre elle-même. Pendant ce temps, le gouvernement, qu'ils détestaient, qu'ils aspiraient à détruire, s'exagérant à lui-même le danger de la conspiration de Babeuf, et, entraîné par l'esprit de réaction, expulsait par degrés les patriotes de toutes les administrations dans lesquelles il les avait placés, et, par une pente inévitable qui jette toujours le pouvoir dans des fautes graves lorsqu'il se sépare des siens, il admettait des hommes douteux, et dont un certain nombre inclinant pour le royalisme, ne manquaient pas de laisser éclater leurs dispositions hostiles contre les patriotes. Beaucoup de conventionnels non réélus, que le Directoire aurait dû ménager par pu-

deur, étaient irrités de s'être vu chasser de la capitale comme des émigrés par leurs collègues de la Convention. Il y avait effectivement impudeur, ingratitude et maladresse dans cette conduite. La police du ministre Cochon, successeur de Merlin, qui avait repris les sceaux après la démission de Genissieux, était surtout odieuse aux patriotes, qu'elle poursuivait bien plus activement que les royalistes, parce que le gouvernement redoutait bien plus les premiers que les seconds. Lancée dans une mauvaise voie, oubliant entièrement le principe et l'origine du gouvernement, à la fois irritante et provocatrice, elle faisait beaucoup de mal et portait les esprits ardens aux extrémités qu'elle était chargée de prévenir. Il existait d'ailleurs de justes sujets de plaintes qui détruisaient toute affection pour le gouvernement, enflammaient les mécontentemens et aliénaient les cœurs. La ruine des assignats, la chute des mandats qui leur avaient succédé, la cherté des vivres, le défaut d'ouvrage, rendaient la condition du peuple extrêmement dure; il accusait violemment les directeurs, en regrettant l'époque à laquelle il recevait des distributions de vivres et quarante sous par jour; aussi était-il merveilleusement disposé à écouter les conseils des anciens révolutionnaires, qu'il regardait à bon droit comme ses amis, tandis qu'il sentait fort bien que le gouvernement n'avait pas d'entrailles pour lui. D'autre part, des hommes modérés, irrités de voir les royalistes appelés aux affaires, appuyaient les révolutionnaires et se montraient disposés à les soutenir si leur audace obtenait la victoire. Cette tendance de quelques hommes sages à se rallier aux patriotes, avait été encore accrue par une fausse démarche des royalistes, qui avaient follement tenté un petit mouvement avec des cocardes blanches à leurs chapeaux. Cette insurrection sans peuple fit tourner en ridicule les royalistes assez mal avisés pour avancer alors que les cocardes blanches avaient été arborées par des républicains qui voulaient

attirer sur leurs ennemis politiques les soupçons et la haine du Directoire. Ce misérable subterfuge, qu'on leur attribuait faussement, était bien loin de la pensée des patriotes, dont les plus exaltés s'apprêtaient à tenter un mouvement pareil à celui qu'avait médité Babeuf.

Le Directoire avait alors près de Paris deux corps de troupes, l'un campé dans la plaine de Grenelle, l'autre dans le parc de Vincennes. Les chefs du parti révolutionnaire projetèrent de séduire une partie de ces soldats pour en former un noyau d'insurrection et une force capable de rassurer tous ceux qui pourraient hésiter à se montrer au jour du péril. Les trois ex-conventionnels Huguet, Javoque et Cusset, exclus du Corps Législatif par le sort, se trouvaient à la tête du complot avec d'autres citoyens; c'est de cette espèce de direction insurrectionnelle que sortit une adresse qui excitait les troupes à se lever enfin pour aider le peuple à écraser les tyrans. Les députés s'étaient adjoints le général Fion, né en Belgique, homme de résolution, destiné à prendre le commandement des corps qui se déclareraient pour le mouvement. Quelques autres officiers généraux, destitués comme lui, prenaient parti dans l'affaire. Après avoir longuement concerté leur plan, les chefs de la conspiration résolurent d'agir dans la nuit du 24 au 25 fructidor. Réunis d'abord dans divers lieux publics, ils se divisèrent en plusieurs bandes, et, sous la conduite de quelques militaires sans service, ils se dirigèrent sur les différens points que les hommes à la tête du mouvement avaient désignés. Le nombre des conjurés se trouvait de mille à douze cents, la plupart armés de pistolets et de poignards.

Une première troupe se porta sur le Luxembourg; mais ceux qui la guidaient ne tardèrent pas à s'apercevoir que les approches de ce palais, dans lequel demeuraient les directeurs, étaient mieux gardées que de coutume; alors ils n'osèrent tenter l'attaque prescrite, et se replièrent sur

leurs camarades, qui marchant vers le camp de Grenelle, sous le prétexte de fraterniser avec les soldats qu'ils avaient gagnés, espéraient forcer les autres à se prononcer pour le peuple, ou les désarmer s'ils se montraient hostiles. Mais les officiers savaient ce qui devait avoir lieu; et comme on soupçonnait le vingt-unième de dragons, composé presque tout entier de la légion de police, de s'être laissé corrompre, ils l'avaient transporté sur un autre point que celui de l'attaque prévue, car la police connaissait tout dans le plus grand détail; et d'ailleurs, un officier de la garde du Directoire avait donné l'éveil au camp. Au lieu de trouver des amis, les révolutionnaires rencontrèrent des avant-postes hostiles qu'ils eurent bientôt désarmés, et pénétrèrent dans le camp en criant : A bas les tyrans du peuple! vive la constitution de 93! Un certain nombre d'officiers et de dragons, ralliés par le chef d'escadron Malo, et bientôt secondés par d'autres soldats, fondirent sur les insurgés comme sur des Anglais ou sur des Autrichiens, et les dispersèrent à coups de sabre. Les uns moururent sur la place, d'autres, poursuivis comme des bêtes fauves, se noyèrent dans la Seine; on fit en outre cent trente-trois prisonniers, parmi lesquels se trouvaient les députés Huguet, Javogue, Cusset et le général Fion. Le reste des conjurés échappa à la mort par miracle; l'un d'eux, que j'ai connu, frappé d'un coup de baïonnette sur son portefeuille qui en avait amorti la violence, parvint à sortir du camp.

Un fait assez singulier mérite de trouver place ici. Les conjurés avaient répandu le bruit que le député Goujon n'était pas mort. Comme nous avions lieu de croire qu'il avait survécu au moins quelques jours au coup qu'il s'était porté, j'accueillis avec avidité ce bruit, et je courus dans une maison, rue Montorgueil, où je devais, disait-on, revoir mon ami. Là, se trouvaient plusieurs hommes de l'insurrection projetée; leur hôte était un cordonnier, dont

j'ai retenu les singulières paroles à sa femme. « Ma chère amie, voici ma dernière paire de souliers; demain le peuple se lève, après demain les sans-culottes sont logés aux Tuileries, et nous n'avons plus besoin de rien. » Je me hâtai de sortir de cet étrange comité, non sans avoir averti ses membres qu'ils couraient à leur perte. C'était la veille du mouvement; le soir, je rentrai de très bonne heure chez moi, où je fus assez heureux pour donner à deux patriotes de bonne foi, qui vinrent me voir, un avis qui empêcha trois cents d'entre eux d'aller à la boucherie; voici comment je m'expliquai : « Si vous attaquez le camp, demain un grand nombre d'entre vous seront tués à coup de baïonnette, les autres noyés, le reste pris, traduit à une commission militaire et fusillé à Grenelle. Et pour comble de malheur, en périssant d'une manière cruelle, vous aurez fait un mal immense à votre parti. » Mes paroles rapportées dissipèrent le rassemblement. J'avais la conviction que l'autorité, instruite de tout, ne voulait pas laisser échapper une occasion de frapper un coup décisif sur les révolutionnaires, et qu'une partie de la police les encourageait au mouvement. Je ne me trompais pas : le ministre Cochon publia qu'il connaissait l'affaire, et qu'il l'avait laissée éclater à dessein. Carnot, qui le soutenait, joua un rôle fâcheux dans cette circonstance : il a, depuis, accusé ses collègues Rewbel et Barras d'une certaine complicité dans la conspiration; mais quel que soit le plus ou moins de fondement de cette accusation qui, dans tous les cas, tombait plus spécialement sur Barras, initié à tous les secrets des partis, Carnot ne se justifiera pas d'avoir souffert à dessein une entreprise qu'il pouvait prévenir; malheureusement pour lui et pour nous, il en était venu au point de croire et de dire qu'avec les royalistes montrer la baïonnette suffisait, qu'avec les républicains il fallait s'en servir. Voilà jusqu'où un patriote, un révolutionnaire, et un très honnête homme, peut s'emporter

quand il est parvenu à avoir peur de son propre parti et à déserter son drapeau ! Carnot, cependant, voulait la gloire et le bonheur de la France : il était républicain par ses mœurs, et prêt à donner sa vie pour son pays ; mais, je le répète, il n'était pas fait pour gouverner.

Aussitôt après cette triste victoire, le Directoire, dans un message adressé aux conseils, demanda que les prisonniers faits sur le champ de bataille fussent jugés militairement. Il sollicita aussi, en s'appuyant sur un article de la constitution, le droit de faire des visites domiciliaires pour découvrir tous les coupables. Les conseils accordèrent la première demande ainsi que la seconde, mais ils spécifièrent la durée du temps pendant lequel ces visites pourraient se faire, et, sur la proposition de Favart, ils déclarèrent que l'asile des citoyens était inviolable la nuit.

Le conseil de guerre envoya trente des conjurés à la mort; ils furent exécutés à la plaine de Grenelle : parmi ces victimes se trouvaient les trois ex-conventionnels. Trente autres citoyens furent déportés et vingt-cinq condamnés à une détention plus ou moins longue. Quelques hommes du parti prétendirent que Barras entrait dans le complot. La supposition n'était pas invraisemblable, mais la haine que Carnot portait à son collègue contribua plus que tout le reste à accréditer cette opinon. On crut, avec plus de raison, que Drouet était à la tête du mouvement ; on disait même l'avoir vu dans l'échauffourée du camp. Il n'y avait rien là que de probable ; Drouet était assez imprudent, assez exalté pour se commettre ainsi ; on a prétendu, et je le crois, que Tallien et Fréron attendaient sur le quai Voltaire le résultat de l'attaque.

Mais telle était la force du parti révolutionnaire que tant de batailles perdues ne le décourageaient pas ; voici la source de cette constance : on se souvient de cette grande époque où les Jacobins de Paris, proclamant sans cesse les dangers de la patrie, appelaient aux armes tous les hommes

de cœur et de tête, et correspondaient avec toutes les sociétés populaires qui couvraient alors la France. Après la révolution de thermidor et la clôture du grand club de France, les rapports semblèrent brisés entre la capitale et les départemens; mais quelques patriotes, échappés à la tourmente, restèrent debout dans Paris, et comme leurs noms étaient connus, les révolutionnaires des provinces avaient les yeux sur eux et se montraient prêts à obéir. Effectivement, ils accouraient toujours au signal donné; d'un autre côté, les deux conseils, et surtout celui des Cinq-Cents, renfermaient un certain nombre de représentans qui conservaient l'esprit et les traditions de la révolution : le feu sacré de l'insurrection vivait encore dans le cœur d'un assez grand nombre de conventionnels dépossédés du pouvoir, et assez impolitiquement délaissés par le Directoire, qui aurait dû prévenir les effets de leur ressentiment; d'un autre côté, les journaux jacobins, quoique retenus par une certaine prudence, entretenaient les espérances et l'exaltation du parti. Les alarmes du Directoire tendaient encore à l'accroître, en donnant aux Jacobins une haute idée d'eux-mêmes, puisqu'ils faisaient trembler un gouvernement victorieux de l'Europe. Enfin, les révolutionnaires avaient, ou croyaient avoir, par la secrète accession de Barras, des intelligences jusque dans le camp ennemi, c'est-à-dire dans le sanctuaire du pouvoir. De toutes ces causes, et plus encore de cette ineffaçable caractère d'activité, de conviction, d'espérance, d'illusions, de sentiment de sa force, de foi politique, d'esprit de prosélytisme, qu'une révolution imprime aux hommes qu'elle a saisis et occupés tout entiers, venaient l'audace, la force, l'incorrigible imprudence et les entreprises sans cesse renaissantes des débris du parti dont Babeuf et ses doctrines étaient venus rallumer la fureur.

CHAPITRE LXIII.

Finances. — Proclamation de Bonaparte. — Projet de division de l'armée d'Italie. — Projet de Hoche. — Passage du Rhin par Jourdan. — Lenteur de Moreau. — Insurrection de Pavie. — Combats sur les bords du Mincio. — Passage de ce fleuve. — Prise de Vérone. — Situation de notre armée. — Naples. — Gênes. — Rome. — Toscane. — Mantoue. — Prise de Livourne. — Belle conduite de Hoche. — Directoire. — Situation de la France.

PENDANT que le Directoire triomphe des insurrections à l'intérieur par lui-même, et des étrangers par les armées et par les jeunes généraux, l'orgueil de la patrie, jetons un coup d'œil sur notre état financier.

La création des mandats hypothéqués sur les biens des émigrés, et destinés à remplacer les assignats, ainsi qu'à relever le crédit, n'avait atteint ni l'un ni l'autre but. Rien n'était capable de rendre à la France quelque confiance dans le papier : l'argent seul avait cours. Les ouvriers touchaient leurs salaires en numéraire, et sur les marchés le papier n'était même plus présenté. Il ne servait qu'aux spéculateurs, qui le recevaient de l'état pour le rendre à l'état, en acquérant les biens nationaux. Ainsi, en définitive, cette monnaie remplissait les vues de ceux qui l'avaient émise : elle contribuait à la vente et au morcellement des immeubles des émigrés. Mais si la classe des propriétaires se multipliait, si la condition des petits cultivateurs devenait plus douce dans les campagnes, le gouvernement demeurait toujours aussi pauvre. Il avait émis

des mandats et déclaré leur cours forcé. Ces mandats, après avoir servi à l'acquisition des biens nationaux, rentraient dans le trésor, et le gouvernement se voyait dépossédé des biens nationaux livrés par lui contre une monnaie qui se trouvait sans valeur. Aussi, tous les services étaient-ils dans l'état le plus déplorable. Les armées du Rhin et d'Italie, vivant sur le territoire de l'ennemi, avaient du moins d'abondantes rations; mais celles qui occupaient l'intérieur étaient tombées dans un état de misère impossible à décrire. La gendarmerie, mal payée et dont on ne remplaçait pas les chevaux morts, laissait les routes infectées de brigands, qui, à chaque instant, arrêtaient les diligences et les dépêches. Le service des postes se faisait aussi mal que tous les autres; le gouvernement s'était même vu forcé, plus d'une fois, de retarder le départ des courriers, faute de pouvoir leur donner ce qui eût été nécessaire pour leurs frais de route. Les fournisseurs, auxquels des sommes considérables étaient dues pour des approvisionnemens de toute espèce, refusaient de faire de nouvelles avances. Par suite de ce refus, le service des étapes manquait souvent, et des hôpitaux militaires avaient été fermés parce que l'état ne pouvait les entretenir.

La classe des gens riches autrefois en rentes sur l'état, se trouvait complétement ruinée, ainsi que le gouvernement, tandis que le commerce et l'industrie ne faisaient que de commencer à se relever un peu, grâce au retour du numéraire dans les transactions. Le Directoire, fatigué d'une crise aussi déplorable, et comprenant enfin l'inutilité de vouloir maintenir le cours forcé des mandats, déclara, le 28 messidor (16 juillet), que tout le monde traiterait avec le signe monétaire qu'il lui plairait de stipuler, et que lui-même ne recevrait en paiement des impôts que du numéraire ou les mandats au cours. Les Anciens comprirent que c'était une faute que de vouloir accepter

des mandats, puisque leur valeur, variant sur toute la surface de la France, allait compliquer d'une manière extraordinaire les comptes du trésor, qui en outre ne retirerait aucune utilité de ce papier monnaie. Il fut décrété que le gouvernement, dans les départemens frontières, pourrait percevoir l'impôt en nature. Ainsi tombait chaque jour le papier-monnaie, qui se trouvait remplacé par degrés.

Cependant, malgré cette détresse du gouvernement, le trésor possédait des ressources immenses; mais la difficulté se trouvait dans la réalisation et l'émission des valeurs. Les dépenses pour la fin de l'exercice courant exigeaient quatre cent millions. Pour couvrir ces dépenses, il restait à l'état : trois cent millions de la contribution foncière de l'année, vingt-cinq millions de la contribution mobiliaire, tous les fermages des biens nationaux, et l'arriéré de ces fermages s'élevant en tout à soixante millions; enfin trois cents millions de l'impôt forcé, plus quatre-vingts millions de papier sur l'étranger, formant une masse de onze cents millions. Pourtant, avec cette somme, on était grandement embarrassé de trouver les quatre cents millions en valeur *émissible et réelle*. Les conseils, pour aider le Directoire, l'autorisèrent à engager les biens nationaux, jusqu'à la concurrence de cent millions en numéraire. Mais en attendant la rentrée des contributions, le fruit des autres perceptions et les cent millions en numéraire, le Directoire n'avait pour toute ressource présente qu'un papier presque sans valeur et les envois d'argent du jeune triomphateur de l'Italie.

Au milieu d'une semblable misère dans l'intérieur, on comprend sans peine la déconsidération, la faiblesse du gouvernement, la tiédeur des fonctionnaires, le relâchement de tous les ressorts, la facilité que les corrupteurs royalistes et les agens de l'étranger avaient pour gagner une partie des employés, égarer l'opinion, discréditer le

pouvoir, et présenter la monarchie comme une ressource contre tant de maux. La fureur des plaisirs, qui s'était emparée d'une partie de la société à laquelle la cour de Barras semblait donner le signal et l'exemple, ajoutait encore un dangereux ferment à la haine des patriotes et à la colère du peuple, dont il semblait qu'on voulût braver le malheur. Aussi prenait-il secrètement parti pour Babeuf, que la haute cour, assemblée à Vendôme, allait enfin juger, et surtout pour les victimes du coupe-gorge du camp de Grenelle, si funeste à des hommes qu'il regardait comme des martyrs de leur attachement à sa cause. Nous reviendrons bientôt sur le procès de Babeuf.

De Milan, Bonaparte, qui avait vu l'élan qu'une parole de lui imprimait à ses soldats, mit à l'ordre du jour une proclamation dont voici la plus grande partie : « Soldats, vous vous êtes précipités comme un torrent du haut de l'Apennin. Vous avez culbuté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre marche. Le Piémont, délivré de la tyrannie autrichienne, s'est livré à ses sentimens naturels de paix et d'amitié pour la France. Milan est à vous, et le pavillon républicain flotte dans toute la Lombardie. Les ducs de Parme et de Modène ne doivent leur existence politique qu'à votre générosité..... Le Pô, le Tésin, l'Adda, n'ont pu vous arrêter un seul jour; ces boulevarts vantés de l'Italie ont été insuffisans; vous les avez franchis aussi rapidement que l'Apennin. Tant de succès ont porté la joie dans le sein de la patrie; vos représentans ont ordonné une fête dédiée à vos victoires, célébrée dans toutes les communes de la République. Là, vos pères, vos mères, vos épouses, vos sœurs, vos amantes, se réjouissent de vos succès et se vantent avec orgueil de vous appartenir!.. Oui, soldats, vous avez beaucoup fait..... Mais ne vous reste-t-il donc rien à faire?... La postérité nous reprochera-t-elle d'avoir trouvé Capoue dans la Lombar-

die?.... Partons, nous avons encore des marches forcées à faire, des ennemis à soumettre, des lauriers à cueillir, des injures à venger. Que ceux qui ont aiguisé les poignards de la guerre civile en France, qui ont lâchement assassiné nos ministres, incendié nos vaisseaux à Toulon tremblent... l'heure de la vengeance a sonné. Mais que les peuples soient sans inquiétude. Nous sommes amis de tous les peuples, et plus particulièrement des descendans des Brutus, des Scipions et des grands hommes que nous avons pris pour modèles. Rétablir le Capitole, y placer avec honneur les statues des héros qui le rendirent célèbre; réveiller le peuple romain engourdi par plusieurs siècles d'esclavage, tel sera le fruit de nos victoires; elles feront époque dans la postérité : vous aurez la gloire immortelle de changer la face de la plus belle partie de l'Europe. Le peuple français, libre, respecté du monde entier, donnera à l'Europe une paix glorieuse, qui l'indemnisera des sacrifices de toute espèce qu'il a faits depuis six mois. Vous rentrerez alors dans vos foyers, et vos concitoyens diront avec admiration, en vous montrant : *Il était de l'armée d'Italie*! »

Effrayé de ce langage, dans lequel Bonaparte révélait toute la grandeur de son génie, le Directoire voulut diviser l'armée d'Italie entre deux chefs. Bonaparte devait, suivant les plans de Carnot, passer le Pô avec vingt mille hommes et marcher sur Naples, tandis que Kellermann, à la tête d'une force égale, commanderait sur la rive gauche du Pô, et couvrirait le blocus de Mantoue. Bonaparte, en recevant l'avis de ce nouveau plan, conçu par l'ombrageuse inquiétude des directeurs, leur envoya sa démission, se refusant à un partage qui pouvait faire perdre à la République le fruit de tant de courage et de travaux. « Un mauvais général, disait-il, vaut mieux que deux « bons. » Effectivement, le projet de division aurait été mauvais, même quand le second général en chef se serait

trouvé un homme supérieur; mais c'était une véritable dérision que d'envoyer Bonaparte au fond de l'Italie avec la moitié de l'armée française, et de confier la garde de la haute Italie, et la fortune de nos armes sur ce point, à un homme tel que Kellermann, qui n'avait rien d'un grand capitaine et manquait surtout des qualités nécessaires pour appeler à lui et retenir sous notre drapeau les peuples de la péninsule. On ne concevra jamais cette invention de Carnot. Tout était perdu si Bonaparte avait eu la faiblesse d'obéir. Il résista en parlant le langage de la raison. Le Directoire insista de nouveau, mais Bonaparte ne tint aucun compte de cette tentative faite pour le détourner du projet qu'il avait conçu. Le Directoire sentit enfin que l'ouvrage de la conquête de l'Italie ne pouvait être achevé que par celui qui l'avait commencé avec tant d'éclat, et auquel on devait laisser le commandement de toutes les forces françaises dans la péninsule. Il ne s'occupa plus des troupes sous les ordres de Bonaparte que pour louer leur courage et applaudir au talent du général en chef qui les guidait.

Les triomphes de Bonaparte semblaient avoir donné un nouvel élan à l'ame ardente et généreuse de Hoche. Pacificateur de la Vendée, ainsi que du Morbihan et de la Bretagne tout entière, le général n'avait plus qu'à distribuer ses cent mille hommes en divers cantonnemens pour surveiller le pays, et faire subsister plus aisément les soldats chargés de maintenir l'ordre. Cette précaution prise, il avait employé toutes les ressources de son esprit, et l'influence de son autorité morale et politique à rattacher les cœurs à la cause de l'ordre. Dans ses négociations avec les rebelles, il avait tiré un grand parti de plusieurs femmes, belles, habiles et dévouées; il sut se concilier un secours encore plus puissant, celui du clergé, qui donnait à son bienfaiteur tous les renseignemens dont il avait besoin pour consommer son glorieux ouvrage : la

conduite de Hoche dans cette circonstance est un modèle de sagesse, et fera toujours bénir son nom. Mais en même temps qu'il méritait ainsi de son pays et de l'humanité, il roulait dans sa tête une de ces entreprises héroïques et périlleuses qui laissent un éternel souvenir : il suggéra au Directoire la pensée de reporter en Angleterre, par de trop justes représailles, la guerre qui avait si long-temps désolé la France. La proposition de Hoche fut acceptée avec enthousiasme par le gouvernement, qui sentait combien l'expédition projetée serait nationale à une époque où la France entière croyait qu'un duel à mort était commencé entre les deux peuples, et que nul espoir de tranquillité n'était permis tant qu'on n'aurait pas été attaquer Carthage dans Carthage même. Nos triomphes nous avaient d'ailleurs rendu des alliés. L'Espagne, insultée fréquemment par l'Angleterre, inquiétée en Amérique par l'agrandissement que prenait chaque jour la domination britannique, conclut avec le Directoire, le 19 août, un traité offensif et défensif. Outre des troupes qu'elle mettait à nos ordres, l'Espagne, encore puissance maritime, promettait à la République quinze vaisseaux de haut-bord, quinze vaisseaux de 74, six frégates et quatre corvettes. Cet accroissement de forces augmentait beaucoup les chances de succès qu'offrait l'entreprise projetée par l'habile Hoche. Il voulait, d'après son plan, débarquer en Irlande, soulever le pays opprimé depuis si long-temps, et allumer une Vendée plus terrible que la nôtre dans le sein des trois royaumes.

Truguet, ministre de la marine au moment de la proposition de Hoche, se hâta de réunir à Brest tous les moyens de transport. Pendant ce temps, Hoche rassemblait tout ce qu'il y avait de meilleures troupes dans son armée et les rapprochait de Brest. Pitt fut bientôt informé de ces préparatifs ; mais comme le Directoire avait eu soin de répandre le bruit que l'expédition devait être dirigée

d'abord sur Saint-Domingue, ensuite contre Lisbonne, pour s'emparer du Portugal de concert avec l'Espagne, le cabinet de Saint-James, quoique soupçonnant les intentions de Hoche, était livré à la plus fatigante incertitude. Il avait d'ailleurs de très grands embarras : les finances de l'état ne se trouvaient pas dans un état prospère; la banque éprouvait une gêne véritable; on avait arrêté l'emprunt ouvert par l'Autriche, de peur de laisser sortir des capitaux qui devenaient de jour en jour plus rares. En outre, le premier ministre pressentait avec terreur que l'Italie allait être interdite au commerce anglais, ainsi que l'Espagne et les Pays-Bas. Il voyait de plus s'approcher l'époque de la réunion du nouveau parlement, où le peuple ne portait que des ennemis du ministère. Enfin l'empire abandonnait par degré la coalition : les princes de Bade et de Wurtemberg venaient de traiter avec la République. Tout autre homme que l'inflexible fils de lord Chatam aurait fléchi devant la grandeur des obstacles ; Pitt persista dans la résolution de les braver : il mettait alors toute sa confiance dans les armées de l'Autriche, et se flattait de l'espoir qu'une défaite, soit sur le Rhin, soit vers l'Italie, forcerait le Directoire à rappeler ses troupes sur les Alpes ou aux environs de la Meuse. Pitt ne connaissait ni Moreau, ni Hoche, ni Bonaparte, ni ces soldats français avec lesquels il y a toujours une moisson de triomphes assurée toutes les fois qu'on sait leur parler la langue de leur génie, et gouverner leur audace en l'excitant.

Jourdan, qui ne savait pas encore le passage du Rhin par Moreau, résolut de le franchir, conformément à la volonté du gouvernement. Le 2 juillet, presque toute son armée avait passé le fleuve, Neuwied était de nouveau en notre pouvoir, et l'ennemi fuyait en déroute. Collaud, Championnet, Lefebvre, se montrèrent braves, résolus et pleins de cette activité intelligente, l'un des premiers

caractères des chefs de nos armées républicaines. Bientôt, malgré la résistance de Werneck, de Kray et du généralissime Wartensleben, la Lahn fut franchie. Un combat, livré dans la plaine de Butzbach, mit au jour la supériorité de nos soldats et l'inconcevable intrépidité de l'adjudant-général Ney.

Wartensleben rétrogradait toujours pour éviter une action générale. Cependant le combat de Friedberg, dans lequel notre aile gauche, engagée seulement, écrasa l'ennemi, eut tous les résultats d'une grande bataille. L'armée autrichienne fut forcée de se replier jusque dans les environs de Francfort; puis, profitant d'une inaction forcée de nos soldats, elle traversa le Mein à Francfort, à Costheim, à Russelheim, à Offenbach. Jourdan, au contraire, pressé d'agir, résolut d'attaquer Francfort, où Wartensleben avait laissé deux mille quatre cents hommes.

Le 12 juillet, l'artillerie commença son feu, et fit taire les batteries ennemies. Le général français somma les magistrats d'ouvrir les portes de la ville, qui, sans une prompte obéissance à cet ordre, allait être réduite en cendres. Le 16, Francfort s'était rendu par capitulation.

Pendant que la vigueur de Jourdan faisait une diversion si utile pour l'armée du Rhin, Moreau laissait le prince Charles se retirer d'abord à Pforzheim, ensuite derrière le Necker, et préparer tranquillement l'exécution d'un plan qui devait être si fatal aux Français. Férino, chargé du commandement de l'aile droite de l'armée de Rhin et Moselle, et trop fidèle aux exemples de la funeste lenteur de Moreau, ne se hâtait pas d'opérer le mouvement qu'on lui avait ordonné pour gagner la droite du Danube et traverser les montagnes de la Forêt-Noire. Cependant, après la bataille d'Ettlingen, ce général reprit de l'énergie. Admirablement secondé par les Laborde Abatucci, les Vandamme, il emporta de vive force la

vallée de Kintzig, s'empara des villes forestières et chassa l'ennemi du Brisgaw et du Margraviat.

Le 18 juillet, le centre de notre armée se rendit maître de Stuttgard; mais, pour se donner le temps de faire ses dispositions sur l'autre côté du Necker, le prince Charles avait laissé sur la rive gauche de cette rivière un corps nombreux occupant une position formidable sur les hauteurs de Felsbach et de Canstadt. Douze bataillons et vingt-six escadrons défendaient les approches d'Esslingen.

Moreau sentit qu'il fallait vaincre ce corps, et qu'il était impossible de le faire en l'attaquant de front; en conséquence, il eut recours à d'habiles manœuvres, et parvint à balayer la gauche du Necker. L'archiduc, abandonné successivement par les contingens de l'Empire, quitta les bords de la rivière, où il n'était plus en sûreté. Jusque-là tout est succès pour Jourdan et Moreau. Ne nous hâtons pas d'attrister nos lecteurs par le tableau des revers qui vont arriver; retournons en Italie, où la fortune prend plaisir à marcher de compagnie avec l'un de ces hommes extraordinaires qu'elle aime à suivre dans leur rapide ascension vers la gloire et la puissance.

Bonaparte, pendant le repos qu'il avait été forcé d'accorder à ses soldats et à l'ennemi, s'était occupé à bien connaître les intérêts divers des petits états de l'Italie. Le 22 mai, il leva les cantonnemens de l'armée française. Le général Despinois fut laissé à Milan en qualité de gouverneur. Une brigade investit la citadelle. Les divisions d'infanterie et de cavalerie formèrent de petits dépôts de convalescens et d'hommes fatigués qui tinrent garnison dans les points les plus importans. Le dépôt de la division Augereau, fort de 300 hommes, demeura dans la citadelle de Pavie, pour garder cette ville et le pont du Tésin. Le quartier-général se trouvait, le 24, à Lodi; c'est là que Bonaparte apprit l'insurrection de Pavie, et la légère commotion qui s'était manifestée à Milan. Aussitôt, pénétré de

l'imminence du péril qui pouvait s'agraver à chaque heure, il accourut avec trois cents chevaux, six pièces d'artillerie et un bataillon de grenadiers à Milan, où tout venait de rentrer dans le calme. Impatient de tout retard, il continua sa route sur Pavie, ayant soin de se faire précéder par le respectable archevêque de Milan. Les insurgés de Pavie, qui devaient faire leur jonction avec la garnison du château de Milan, avaient poussé une avant-garde de huit cents hommes à Binasco. Lannes les attaqua, brûla la ville après l'avoir pillée. On avait espéré terrifier Pavie par cet exemple ; il n'en fut rien.

Le 26, les Français quittèrent les cendres de Binasco, et arrivèrent à quatre heures devant les portes de Pavie. Bonaparte n'avait que quinze cents hommes; comment oser assaillir, avec si peu de monde, une ville de trente mille ames entourée de murs, en pleine révolte, défendue encore par huit à dix mille paysans armés, qui s'étaient rendus maîtres de la citadelle à la suite d'une capitulation? Le tocsin sonnait dans tous les villages environnans; Bonaparte sentit qu'un pas en arrière augmenterait la violence de l'insurrection, et qu'il ne pouvait sortir de ce grand danger que par un coup d'audace. A l'instant même six pièces d'artillerie furent mises en position, et ne tardèrent pas à forcer les insurgés à abandonner les remparts; mais elles ne purent abattre les portes de la ville, que la hache de nos intrépides sapeurs parvint enfin à renverser. Cette issue ouverte, notre faible troupe s'élança au pas de charge, déboucha sur la place, tandis que la cavalerie continuant sa course, se porta au pont sur le Tésin. Les insurgés, doublement effrayés par la brusque attaque de l'infanterie, et par l'arrivée de la cavalerie qui pouvait leur couper toute retraite, gagnèrent la campagne où ils furent sabrés sans miséricorde. Alors les magistrats et le clergé de Pavie vinrent demander grâce. La réponse du général fut menaçante. Sur ces entrefaites, les prison-

niers faits à la citadelle parurent tout à coup ; ils avaient bientôt reconquis leur liberté à la faveur de la diversion opérée par leurs camarades. « Lâches, leur dit Bonaparte, je vous avais confié un poste essentiel au salut de l'armée, vous l'avez abandonné à de misérables paysans sans opposer la moindre résistance ! » Aussitôt il fit arrêter le capitaine qui avait signé la capitulation, et le livra à un conseil de guerre : ce malheureux officier paya de son sang sa coupable faiblesse.

Cependant des feux étaient allumés dans les carrefours de Pavie, comme si le général eût résolu d'incendier cette importante cité. Les soldats frémissans réclamaient le pillage. Bonaparte l'accorda pendant trois heures, afin de jeter l'épouvante dans les populations qui seraient tentées de se révolter. Les maisons de Spallanzani et de Volta furent préservées par la généreuse admiration de nos officiers, qui gardèrent eux-mêmes ces demeures qu'illustrait la présence de deux hommes célèbres dans la science. A la suite de cette vengeance, nécessaire peut-être, mais qui tient pourtant à un reste de barbarie dont l'humanité s'indigne, des colonnes mobiles envoyées dans les campagnes opérèrent un désarmement général, et prirent des ôtages dans toutes les principales familles de la Lombardie.

Après avoir assuré ainsi la sécurité de ses soldats et la liberté de ses opérations ultérieures, Bonaparte, revenant sur ses pas, rejoignit son armée qui avait continué de marcher sur l'Oglio. Il entra avec elle à Brescia, l'une des plus grandes villes de la terre ferme vénitienne : il y fit afficher une proclamation dans laquelle il disait que nous combattions pour affranchir l'Italie, et que les peuples devaient demeurer sans inquiétude. Le sénat de Venise envoya au conquérant des provéditeurs pour protester de la neutralité de la république. Bonaparte demanda aussitôt qu'on lui fournît des subsistances qu'il

paierait plus tard. De son côté, Beaulieu, sans avoir égard aux protestations des Vénitiens, força les portes de la forteresse de Peschiera. Résolu à défendre les bords du Mincio pour empêcher l'investissement de Mantoue, il appuya sa droite à Peschiera ; son centre fut placé à Valleggio et Borghetto. Sebattendorf occupa Pozzolo, Colli, Goïto ; Mélas, avec une belle réserve de quinze mille hommes, campait à Villa-Franca.

Le 29, l'armée française s'étendait de Dezenzano à Castiglione ; son centre était à Montechiaro.

Le 30, à la pointe du jour, ayant, après des démonstrations habiles, attiré la réserve de son adversaire du côté de Peschiera, où il semblait vouloir franchir le Mincio, Bonaparte fit déboucher ses soldats sur Borghetto. Aux approches de ce village, notre avant-garde trouva trois à quatre mille chevaux napolitains et autrichiens, et quatre mille fantassins qui avaient crénelé toutes les maisons et élevé des retranchemens sur les hauteurs de Valleggio. Murat s'élança sur l'ennemi avec quelques régimens, qui, dans une charge brillante et vigoureuse, lui prirent deux étendards, neuf pièces de canon, deux mille chevaux, et en outre le général commandant de la cavalerie napolitaine. Non moins heureux, le colonel Gardanne enleva Borghetto au pas de charge ; l'ennemi se retira en brûlant le pont qu'il fut impossible de penser à rétablir sous le feu des hauteurs de Valleggio. Gardanne se précipita dans l'eau, ses soldats le suivirent ; l'ennemi cru voir la terrible colonne de Lodi et battit en retraite ; à dix heures, Valleggio était à nous. Bientôt le pont rétabli, les troupes françaises purent franchir le Mincio. A leur tête, le général Serrurier se mit à la poursuite des Autrichiens, qui, abandonnant Valleggio, se repliaient sur Villa-Franca. Bonaparte suivit la division Serrurier tant que les Allemands furent en vue ; dès qu'on ne les aperçut plus, il revint à Valleggio, où était indiqué le quartier-général. La

division Masséna, qui devait le garder, s'était arrêtée sur la droite du Mincio pour se reposer un peu et faire la soupe. Sebattendorf, ayant entendu la canonnade de Valleggio, avait marché au feu en remontant la rive gauche du Mincio. Ses coureurs arrivèrent jusqu'au logis de Bonaparte sans rencontrer un seul poste. Le piquet d'escorte n'eut que le temps de fermer la porte cochère en criant : aux faisceaux ! Bonaparte s'élança sur un cheval et sortit par les jardins de derrière. Les soldats de Masséna coururent aux armes, la générale retentit ; la division tout entière renversa les marmites, et chassa vivement Sebattendorf, qui perdit beaucoup de monde. Ce fut à la suite de cette échauffourée que Bonaparte comprit la nécessité de se créer une garde d'hommes d'élite, chargés de veiller à la sûreté de sa personne. Les guides furent institués, et mis sous le commandement du chef d'escadron Bessières, officier brave, calme dans le péril, trop prévoyant peut-être, mais rempli d'affection pour le général en chef.

Pour couvrir le siége de Mantoue, il fallait encore marcher en avant et occuper la ligne de l'Adige, ainsi que les ponts de Vérone et de Legnago. Dès l'instant où Venise put entrevoir que Bonaparte pensait à s'emparer de Vérone, elle envoya le provéditeur Forcarelli au quartier-général.

L'ambassadeur était mal choisi : Bonaparte, doublement mécontent, laissa éclater sa colère contre le gouvernement vénitien qui, ayant juré de garder la neutralité, n'avait pas su arrêter Beaulieu qui voulait s'emparer de Peschiera ; il ajouta que c'était en vain que l'on voudrait empêcher l'armée française d'entrer dans Vérone, pour punir cette ville qui avait donné asile au prétendant à la couronne de France. Le provéditeur eut recours eux prières ; Bonaparte, feignant de s'adoucir un peu, déclara que l'on était venu trop tard, et qu'à l'heure présente Masséna avait déjà fait son entrée dans Vérone. Forcarelli

chercha encore à émouvoir le général, qui répondit qu'il ne pouvait retarder la marche de son lieutenant que de vingt-quatre heures, et que, passé ce délai, il lui ordonnerait de pénétrer, à quelque prix que ce fût, dans Vérone. L'envoyé de Venise, consterné, écrivit aux magistrats de cette ville que toute résistance était inutile, qu'il fallait ouvrir les portes.

Le 3 juin, Masséna entra dans Vérone. Bientôt Porto-Legnagô fut mis en état de défense; et l'armée d'observation, sa gauche à Montebaldo, sa droite au bas Adige, couvrit le siége de Mantoue. Deux sénateurs vénitiens se rendirent à Vérone auprès de Bonaparte. Le gouvernement avait fait choix de deux partisans de la France; aussi le général les reçut-il avec cette grâce pleine de dignité qui le servait si bien quand il voulait imposer et séduire. Il demanda que la république de Saint-Marc reçut les troupes qu'il appelait déjà les siennes; les deux sénateurs consentirent à cette condition sévère; ce fut alors que le vainqueur entretint les envoyés d'un traité d'alliance qu'il leur fit envisager comme capable de rendre à la ville, hors de terre ferme, toute l'ancienne splendeur dont elle avait joui dans les temps de sa prospérité. « Nous voulons, disait-il, refouler la puissance autrichienne dans ses justes limites, et laisser à chaque peuple la liberté et ses richesses. Que ne pourrait pas devenir l'Italie, affranchie du joug de l'étranger par la France! Que Venise, ajoutait-il, arme cinquante mille hommes pour défendre sa neutralité contre les armées de Beaulieu, au moment même je lui rends Vérone et Porto-Legnago! » Les envoyés de la république se retirèrent, frappés d'étonnement et charmés de leur conférence avec Bonaparte, ne sachant ce qu'ils devaient le plus admirer, ou du caractère, ou de l'adresse, ou de la raison éloquente, ou des grandes vues d'un homme de vingt-sept ans, qui ne semblait avoir de la jeunesse que l'audace et l'impétuosité qu'elle met aux ordres du génie pour don-

ner la rapidité de la foudre à ses conceptions. *Cet homme*, écrivirent-ils au sénat, le 5 juin 1796, *aura un jour une grande influence sur sa patrie.* Bonaparte occupait enfin cette ligne de l'Adige tant désirée par lui; à présent il devait commencer le siége de Mantoue, et le presser si vivement, que la forteresse fût réduite avant l'arrivée d'une nouvelle armée que l'Autriche n'allait pas manquer d'envoyer en Italie, pour essayer de chercher à la reconquérir.

Mantoue, assise au milieu d'un lac formé par le Mincio, et ne communiquant avec la terre ferme que par cinq chaussées, passait pour le boulevart de l'Italie. Le 15 prairial, Bonaparte fit attaquer les têtes des chaussées pour rejeter les Autrichiens dans la place. L'attaque ayant réussi, Serrurier se hâta de se fortifier dans les positions qu'il occupait, et qui lui permettaient de tenir les ennemis enfermés, de manière à ne leur laisser aucun moyen de se répandre au-dehors. Dès ce moment, l'Italie fut tout entière conquise; il ne s'agissait plus que de s'y maintenir: mais cette seconde tâche ne paraissait pas moins difficile que la première. En effet, que d'intérêts à concilier, de passions à ménager, que d'obstacles à vaincre! Naples ennemie, Rome disposée à seconder les vues ambitieuses de l'Autriche, et à se servir du prétexte de la religion pour exciter les populations contre nous; Parme, Modène et Florence, qui saisiraient avec joie une occasion de rompre une paix imposée par la terreur; Venise, au fond, presque aussi hostile que l'Autriche elle-même; le Piémont, qu'un revers de nos armées jetterait dans les rangs de cette même Autriche; Gênes, que l'exemple et l'autorité du Piémont ne tarderaient pas à entraîner: par-dessus tout cela, un peuple mobile et passionné dont une partie pouvait être remuée par le fanatisme, et armée du poignard pour de nouvelles Vêpres Siciliennes; en face, les légions sans cesse renaissantes de l'empereur François; sur l'un de nos

flancs, l'insurrection menaçante du Tyrol; derrière nous, les Alpes qui, couronnées de nationaux et d'étrangers, nous fermeraient le chemin de la patrie, si nous éprouvions un de ces revers que Charles VIII, Louis XII, et François Ier nous montraient comme des fatalités de la France! Voilà ce qui occupait profondément la pensée de Bonaparte.

Le général ne pouvait quitter la ligne de l'Adige, si heureusement obtenue; d'un autre côté, il ne devait pas laisser former sur ses derrières des insurrections qui compromettraient son armée. Les dispositions de l'esprit public en Lombardie et dans les états vénitiens le rassuraient sans doute, mais Naples et Rome dissimulaient à peine leur haine; l'aristocratie génoise soldait des bandes de partisans qui parcouraient l'Apennin, pillaient les convois et massacraient les petits détachemens qui venaient de la France pour rejoindre l'armée d'Italie. Les Anglais étaient maîtres du port de Livourne, et promettaient de soutenir la ligue des petits états d'Italie contre ce qu'on appelait la tyrannie française.

Dans ce temps, quelques renforts étant parvenus au général, il détacha une de ses divisions vers le fond de la péninsule italique, afin d'en finir avec toutes les espérances des partisans des cours de Vienne et de Saint-James : ses ordres donnés, il courut à Milan pour faire ouvrir la tranchée autour du château, et prescrivit à Augereau et à Vaubois de se diriger, l'un sur Bologne, l'autre sur Modène. Bonaparte se préparait à agir, lorsque le prince napolitain Belmonte Pignatelli se présenta au quartier-général pour négocier la paix. Le général, ne pouvant traiter définitivement, accorda seulement un armistice, à condition que les ports napolitains seraient ouverts au pavillon français, que la flotte de Caroline cesserait de faire cause commune avec celles d'Angleterre, et que les deux mille quatre cents chevaux napolitains, qui se trouvaient dans

l'armée autrichienne, recevraient l'ordre de s'en séparer, et demeureraient sous la main de Bonaparte, qui les séquestrerait si la cour de Naples manquait à sa parole. Après cette convention, il ne restait plus à Bonaparte, pour assurer ses derrières, que deux mesures à prendre : l'une, de faire cesser le brigandage que les Gênois soudoyaient; l'autre, de mettre un terme à la résistance de la cour de Rome. Il écrivit une lettre énergique et menaçante aux membres du sénat de Gênes, auxquels il adressait cette question : « Avez-vous la force d'empêcher le vol, l'assassinat dirigés contre les Français ? Si vous ne pouvez pas, ajoutait-il, prendre des mesures pour arrêter le mal, j'en prendrai pour vous : je ferai brûler les villes et les villages où se commettra un assassinat; je ferai brûler les maisons qui donneraient asile aux assassins, et punir exemplairement les magistrats qui le souffriront. » Le général chargea son aide-de-camp Murat d'aller lire cette lettre au sénat. Il ne pouvait mieux choisir son envoyé. Murat, jeune et bien fait de sa personne, fastueux dans son costume militaire, doué d'un extérieur imposant et d'un air martial, avait toutes les qualités nécessaires pour séduire, imposer, et au besoin effrayer en même temps. Le général en chef, appuyant ses menaces par des effets, ordonnait à Lannes d'aller punir tous les nobles tenant des fiefs héréditaires, qui, dans l'état de Gênes, avaient encouragé ou accueilli les barbets. Plusieurs de ces brigands furent saisis et fusillés. Le sénat de Gênes, effrayé, congédia l'ambassadeur autrichien, promit de faire veiller à la sûreté des routes, et envoya à Paris un négociateur chargé de s'entendre avec le Directoire sur tous les objets en litige.

Il restait Rome à châtier, et Basseville à venger; Bonaparte marcha sur Modène, où il arriva le premier messidor, tandis qu'Augereau entrait à Bologne. Les Modénais reçurent avec transport le libérateur de l'I-

talie, qui ne fit que traverser cette populeuse cité pour se rendre à Bologne. Le fort d'Urbin se trouvant sur son chemin, il le fit sommer d'ouvrir ses portes, et le gouverneur romain obéit sans délai. Les Bolonais, quand ils apprirent que Bonaparte n'était plus qu'à quelques lieues, se précipitèrent à sa rencontre. La brillante élite des jeunes gens de cette ville savante demanda à grands cris la liberté; ils voyaient dans le capitaine de la république un envoyé presque divin, qui venait affranchir la vieille terre italique, formée en quelque sorte des cendres de tant de peuples et de héros qui avaient combattu pour la cause de la liberté. Bonaparte, qui n'avait rien à ménager, et peut-être électrisé par l'enthousiasme du peuple des légations de Ferrare et de Bologne, proclama leur indépendance provisoire, en promettant de la faire reconnaître au moment de la paix, que le pape se verrait bientôt contraint de signer.

En effet, la cour de Rome se hâta d'envoyer un négociateur auprès du général. Habile dans le choix de son interprète, le Vatican chargea de ses intérêts l'ambassadeur d'Espagne, le chevalier d'Azara, qui vint à Bologne supplier le chef républicain d'accorder le pardon et la paix au gouvernement romain. Bonaparte, qui consentit à traiter, obtint l'indépendance des légations de Bologne et de Ferrare, vingt-un millions, des vivres, cent tableaux ou statues, et enfin le droit d'établir une garnison française à Ancône. Ainsi, avec une seule division, Bonaparte avait forcé à la soumission toutes les puissances qu'il avait laissées derrière lui. Les Italiens, tout en regrettant les chefs-d'œuvre dont le vainqueur dépouillait l'Italie, regardaient cette conduite comme une sorte d'hommage; d'ailleurs, qu'était-ce que la perte de quelques monumens à côté de la liberté de l'Italie que les patriotes rêvaient depuis si long-temps?

Le général, poussé par son penchant, et fidèle aux

ordres du Directoire, montrait les plus grands égards pour les savans et les grands artistes ; à Bologne, il avait écrit, au nom de la République, à Oriani une lettre, dans laquelle on lisait entre autres choses remarquables : « Les sciences qui honorent l'esprit humain, les arts qui embellissent la vie et transmettent les grandes actions à la postérité, doivent être spécialement honorés par les gouvernemens libres. Tous les hommes de génie sont frères, quel que soit le pays qui les ait vus naître. » Admis devant Bonaparte, l'illustre astronome demeura interdit en présence de tant de jeunesse et de gloire. Bonaparte lui fit l'accueil le plus touchant, et le laissa plein de reconnaissance et d'admiration. Dans la suite, le docteur Moscati, le chimiste Dandolo, l'improvisateur Giani, le peintre Appiani, les poètes Saviani et Monti, ne furent pas traités avec moins de distinction que leur compatriote Oriani.

Dès que le général de la République eut terminé l'important traité avec la cour de Rome, il passa l'Apennin et rejoignit à Pistoïa, le 26, la division de Vaubois. Manfredini, premier ministre du grand duc de Toscane, alarmé d'apprendre que les troupes françaises devaient traverser Florence, accourut au quartier-général ; Bonaparte le rassura. Pendant ce temps, une de nos colonnes entrait à Livourne, dans l'espérance de saisir toutes les propriétés des négocians anglais qui s'y trouvaient. Une partie de ces richesses nous échappa ; mais le gouverneur Spannochi, connu par son attachement pour les Anglais, fut saisi par nos soldats et envoyé prisonnier au grand duc. Le consul français Belleville eut le maniement des affaires contentieuses des marchands autrichiens, russes et anglais. Ces derniers payèrent douze millions. Vaubois fut laissé avec deux mille hommes de garnison chargé d'occuper la ville, tandis que les troupes françaises repassaient l'Apennin et le Pô, pour rejoindre l'armée sur l'Adige.

Bonaparte, en annonçant au grand duc la prise de Livourne, se plaignit de l'asile donné à la noblesse émigrée, et des injustices faites à notre commerce pour favoriser le pavillon de la Grande-Bretagne. Le général se rendit ensuite près du grand duc. Il arriva à Florence sans escorte, et se vit accueilli par le prince avec tout l'honneur possible. Ce fut dans cette ville que Bonaparte apprit la reddition du château de Milan. Avant de quitter Florence, il voulut visiter tous les monumens dont cette cité est remplie, et laissa éclater dans toutes ses paroles une profonde admiration pour les œuvres du génie, et une espèce de culte pour les arts, auquel il resta fidèle dans tout le cours de son règne de vingt années; car on ne doit pas s'y tromper, Bonaparte a été roi le jour où il a touché pour la première fois la terre d'Italie. Restait donc à l'Autriche Mantoue, défendue par le commandant Canto d'Irlès, qui avait sous lui les généraux Roccavina, Roselmini, Wukassowich, et quatorze mille braves soldats. On essaya de surprendre la place; mais les eaux du Pô ayant baissé, on dut renoncer à ce projet, et ouvrir la tranchée sur le terrain non inondé. Le 18 juillet, l'ennemi tenta plusieurs sorties meurtrières; il fut toujours repoussé.

Tant de succès remportés par un capitaine qui effaçait tous les autres, et semblait être le général en chef de la république, devaient porter leurs fruits, c'est-à-dire éveiller l'ombrageux esprit de liberté des patriotes, et les craintes du Directoire sur l'ambition naissante du vainqueur. Mais les premiers, saisis d'une certaine prédilection pour Bonaparte, à cause de l'éclat qu'il jetait sur la république, le louaient en public, et ne le blâmaient que dans la confidence intime, tandis que le gouvernement n'osait pas divulguer ses alarmes. Au contraire, les Clichyens, qui regardaient Bonaparte comme la créature de Barras leur ennemi, et n'aimaient ni la personne, ni la gloire du général, l'accusaient, sans pouvoir préciser

exactement les reproches qu'ils voulaient lui adresser, et s'appliquaient à le rabaisser autant que possible. Suivant leurs récits, les ennemis avaient eu ou allaient avoir l'avantage. Les journaux de ce parti, usant d'un perfide stratagème, et cherchant à exciter la jalousie des généraux contre le vainqueur de Beaulieu, répandirent le bruit que Hoche, envoyé par le Directoire, allait partir pour prendre le commandement de l'armée d'Italie et arrêter Bonaparte. Dès que Hoche apprit cette rumeur, il écrivit la lettre suivante au ministre de la police : « Citoyen ministre, des hommes qui, cachés ou ignorés pendant les premières années de la fondation de la république, n'y pensent aujourd'hui que pour chercher les moyens de la détruire, et n'en parlent que pour calomnier ses plus fermes appuis, répandent depuis quelques jours les bruits les plus injurieux aux armées et à l'un des officiers qui les commandent. Ne leur est-il donc plus suffisant, pour parvenir à leur but, de correspondre ouvertement avec la bande conspiratrice résidant à Hambourg? Faut-il que, pour obtenir la protection des maîtres qu'ils veulent donner à la France, ils avilissent les chefs de l'armée? Pensent-ils que ceux-ci, aussi faibles qu'au temps passé, se laisseront injurier sans répondre, et accuser sans se défendre? Pourquoi Bonaparte se trouve-il l'objet de la fureur de ces *messieurs*? Est-ce parce qu'il a battu leurs amis et eux-mêmes en vendémiaire? Est-ce parce qu'il a dissous les armées des rois, et qu'il fournit à la république les moyens de terminer glorieusement cette honorable guerre? Ah! brave jeune homme, quel est le militaire républicain qui ne brûle du désir de t'imiter? Courage, Bonaparte! conduis à Naples, à Vienne, nos armées victorieuses; réponds à tes ennemis personnels en humiliant les rois, en donnant à nos armes un lustre nouveau; laisse-nous le soin de ta gloire.

« J'ai ri de pitié en voyant un homme, qui d'ailleurs a

beaucoup d'esprit, annoncer des inquiétudes qu'il n'a pas, sur les pouvoirs accordés aux généraux français : vous les connaissez à peu près tous, citoyen ministre. Quel est celui qui, en lui supposant même assez de pouvoir sur son armée pour la faire marcher contre le gouvernement? quel est celui, dis-je, qui jamais entreprendrait de le faire, sans être sur-le-champ accablé par ses compagnons? À peine les généraux se connaissent-ils, à peine correspondent-ils ensemble! Leur nombre doit rassurer sur les desseins que l'on prête gratuitement à l'un d'eux. Ignore-t-on ce que peuvent sur les hommes l'envie, l'ambition, la haine; je puis ajouter, je pense, l'amour de la patrie et l'honneur? Rassurez-vous donc, républicains modernes!»

« Quelques journalistes ont poussé l'absurdité au point de me faire aller en Italie pour arrêter un homme que j'estime, et dont le gouvernement a le plus à se louer. On peut assurer qu'au temps où nous vivons, peu d'officiers-généraux se chargeraient de remplir les fonctions de gendarmes, bien que beaucoup soient disposés à combattre les factions et les factieux. »

« Depuis mon séjour à Paris, j'ai vu des hommes de toutes les opinions; j'ai pu en apprécier quelques uns à leur juste valeur. Il en est qui pensent que le gouvernement ne peut marcher sans eux : ils crient pour avoir des places. D'autres, quoique personne ne s'occupe d'eux, croient qu'on a juré leur perte : ils crient pour se rendre intéressans. J'avais vu des émigrés, plus français que royalistes, pleurer de joie au récit de nos victoires; j'ai vu des Parisiens les révoquer en doute. Il m'a semblé qu'un parti audacieux, mais sans moyens, voulait renverser le gouvernement actuel, pour y substituer l'anarchie; qu'un second, plus dangereux, plus adroit, et qui compte des amis partout, tendait au bouleversement de la république, pour rendre à la France la constitution boiteuse de 1791, et une guerre civile de trente années; qu'un troisième enfin, s'il

sait mépriser les deux autres, et prendre sur eux l'empire que lui donnent les lois, les vaincra, parce qu'il est composé de républicains vrais, laborieux et probes, dont les moyens sont les talens et les vertus; parce qu'il compte au nombre de ses partisans tous les bons citoyens, et les armées, qui n'auront sans doute pas vaincu depuis cinq ans pour laisser asservir la patrie. »

Outre cette lettre si honorable pour le pacificateur de la Vendée, le Directoire crut devoir transmettre à Bonaparte les témoignages d'une confiance, douteuse peut-être, mais dont l'expression n'en était que plus pompeuse. Déconcertés par cet apparent accord, les royalistes se virent forcés de renoncer à la folle espérance de faire arrêter un général qui donnait de la gloire à la France, et fournissait de l'argent au gouvernement, toujours pauvre et malheureux au milieu des triomphes. Miné par des divisions intestines, attaqué par deux partis acharnés, dont le dernier, celui des royalistes, avait singulièrement grandi par la défaite des révolutionnaires et la réaction qui s'en était suivie, mal servi, attendu qu'il ne payait pas, et que le ministre des finances, l'homme de probité par excellence dans la vie privée, inspirait, en sa qualité d'homme public, une défiance générale par ses inventions pour ne pas tenir les engagemens, le Directoire perdait chaque jour de son autorité. Tout ne venait pas de sa faute dans cette fâcheuse position. A son origine, les patriotes exagérés, au lieu de se rattacher fortement à lui, et de le regarder comme une ancre de salut, lui avaient déclaré la guerre la plus impolitique; et comme une certaine fatalité, attachée aux partis dans tous les pays du monde, veut que les esprits sages et modérés se laissent toujours entraîner ou intimider par les fous, le reste des patriotes n'embrassa point avec force et résolution la cause du gouvernement qui était la leur propre. Le Directoire s'alarma; il s'aigrit ensuite, et finit par se séparer à la fois et de ses ennemis dé-

clarés, et de ses amis un peu tièdes, mais fidèles, et du reste, attachés à leurs devoirs. La conspiration de Babeuf et l'affaire de Grenelle mirent le comble à cette désunion; en sorte que, même en réprimant avec raison de folles et coupables entreprises, il s'affaiblit encore en s'éloignant du parti de la république.

Les royalistes, on doit en convenir, profitaient habilement des circonstances, et, pour un esprit attentif et clairvoyant, il était déjà démontré que le gouvernement, mis en péril par leurs menées dans toute la république, et par les progrès toujours croissans de leur dangereuse influence, se trouverait obligé de recourir à l'appui de la force militaire. Pour moi, à l'aspect de tout ce qui se passait, et dont je faisais une étude particulière, je me rappelai les paroles de Goujon mourant : « Ne te mêle plus de rien, la république est perdue, c'est un général qui viendra s'emparer de tout. » Et je disais, dans ma pensée, les paroles d'adieu au gouvernement directorial qui ne soupçonnait guère que l'arrêt de sa ruine fût déjà prononcé. Je ne voyais pas encore bien clairement dans Bonaparte l'homme que le Directoire devait implorer, mais je le soupçonnais. Quant à lui, il n'avait fait qu'entrevoir à Lodi l'aurore de sa grandeur, et n'avait pas encore révélé son avenir par ce mot célèbre : « Je serai le Brutus des rois et le César de la France. »

Au milieu de cette décadence commencée réellement, mais encore cachée sous des apparences de grandeur au-dehors, et de force au dedans, puisque le gouvernement venait de triompher des révolutionnaires, qui semblaient être de redoutables ennemis, quel était le pouvoir qui soutenait nos armées et nous rendait si redoutables à l'étranger? Voici la réponse à cette question : l'esprit de liberté qui avait entraîné les premiers volontaires de 1792, s'était transmis comme un héritage à tous les soldats qui vinrent successivement remplir les vides que les blessures

à mort avaient faits dans les rangs des défenseurs de la patrie. Cette patrie, dont ils devaient préserver l'indépendance, ils l'aimaient pour elle, pour les souffrances, pour les privations, pour les dangers qu'ils avaient subis et affrontés à son service, dont rien, pas même la plus affreuse détresse, n'avait pu les détacher. L'égalité, dont nos camps offraient la plus touchante image; les grades, presque donnés par les soldats eux-mêmes, juges impartiaux du mérite des actions; l'orgueil banni du commandement; l'absence d'un luxe qui insulte et offense dans les grades supérieurs; la vie commune sous la tente, resserraient les liens des généraux et des soldats, et augmentaient leur force comme leur dévouement. Ajoutons, qu'électrisés les uns par les autres, et payés également de cette monnaie d'honneur qui n'inspire que des sentimens généreux; enfin, présentés à la France et à l'Europe comme des hommes supérieurs à leurs ennemis, ils avaient la plus haute opinion d'eux-mêmes, et jouaient en quelque sorte avec les prodiges. Si plus tard ils prirent, suivant l'expression d'un grand poète, l'autel de la victoire pour l'autel de la liberté, c'est que l'homme auquel ils se dévouaient, fils de la révolution, avait grandi au milieu d'eux, et porta long-temps sur ses drapeaux les mots sacramentels : *patrie, république et liberté*!

CHAPITRE LVI.

Nouvelle campagne en Italie. — Lonato, Salo, Castiglione. — Allemagne. — Traité avec l'Empire. — Bataille d'Eslingen. — Retraite de Jourdan. — Faute de Moreau. — Sa belle retraite. — Mort de Marceau. — Suites de la victoire de Castiglione. — Roveredoc. — Saint-Georges. — Angleterre. — Lord Malmesbury. — Négociations. — Nouvelle armée autrichienne en Italie. — Arcole. — Davidowich rejeté dans le Tyrol.

La cour de Vienne, dès qu'elle avait appris les succès si rapides de Bonaparte, s'était hâtée de détacher de ses forces du nord une armée destinée, sous les ordres de Wurmser, à chasser les Français de l'Italie. Beaulieu, trop affaibli pour rien entreprendre, s'était établi dans les lignes retranchées qui s'étendent du lac de Garda jusqu'à l'Adige. Wurmser allait bientôt le rejoindre, et porter ainsi l'armée allemande à soixante mille combattans. Napoléon, épuisé par tant de victoires, écrivait lettres sur lettres au Directoire pour demander des renforts. On devait, en effet, juger impossible de tenir tête à la principale armée de Vienne avec quarante mille soldats, dont une partie encore serait contrainte de rester en seconde ligne pour assurer les derrières de nos troupes. Enhardis par la prochaine réunion des deux généraux, les partisans de l'Autriche ne cachaient pas leur joie, et les Italiens, qui s'étaient hardiment montrés favorables à la France, commençaient à concevoir de véri-

tables alarmes. Au milieu de ces diverses dispositions des esprits, Bonaparte comprenait qu'il ne devait compter que sur son génie, et sur les forces qu'il possédait en ce moment; il réunit donc son armée sur l'Adige et sur la Chièse, en ne laissant qu'un bataillon à Ferrare, deux à Livourne, seulement des dépôts à Alexandrie, à Milan, à Tortone, à Coni, et huit mille hommes pour garder les têtes des chaussées de Mantoue. Par suite de ces précautions indispensables, Bonaparte n'avait, pour faire tête à Wurmser, que trente mille soldats : il est vrai que c'étaient les hommes de Garessio, de Lodi et de Valleggio.

La division Sauret, à Salo, couvrait le pays entre les lacs d'Idra et de Garda, interceptant la route de Trente à Brescia, par la vallée de la Chièse; Masséna occupait la Corona, et Monte-Baldo par la brigade Joubert; le reste de la division garnissait le plateau de Rivoli. La division Despinois gardait les ponts de Vérone et l'Adige, jusqu'à Porto-Legnago; la division Augereau s'étendait depuis ce point jusqu'au Bas-Adige; Guillaume campait à Peschiera; le capitaine Lallemand, avec ses six galères, parcourait le lac Garda. Kilmaine avait sous ses ordres la cavalerie, Dammartin l'artillerie; Bonaparte établit son quartier-général à Castel-Novo.

Wurmser réunit son armée dans le Tyrol italien, aux environs de Trente. La gauche des troupes autrichiennes, confiée aux généraux Mezaros, Davidowich, Mitrowski, forte de douze mille soldats, était destinée à déboucher par la vallée de l'Adige. Le centre, aux ordres de Wurmser, devait pénétrer par Monte-Baldo, tandis que la droite, forte de vingt mille hommes, confiée à Quasdanowich, à Ocskay, au prince de Reuss, tournerait l'armée française, et la séparerait de Milan. On voit que le général autrichien voulait une victoire complète et décisive. Cette intention n'était pas fondée sur des espérances chimériques; Napoléon lui-même a loué les conceptions du vieux Wurmser,

qui pouvait en effet se promettre d'anéantir la petite armée française.

Le 29 au matin, la Corona fut attaquée; la division Mezaros déboucha sur les hauteurs de Vérone, et de nombreuses colonnes commencèrent à descendre par Rocca-d'Anfo. Joubert, qui défendait la Corona, se vit obligé de se replier sur Rivoli, où Masséna se trouvait en force; de nombreux corps autrichiens défilaient sur les hauteurs de Sanozetto, se dirigeant sur Brescia. Gavardo était au pouvoir de l'ennemi, dont une autre colonne cherchait à s'emparer de Salo, vivement défendu par nos soldats. Le 30, l'armée de Wurmser entra dans Brescia; elle y fit prisonnières de guerre quatre compagnies. Dans cette situation, il ne nous restait plus qu'une route de Milan, celle qui passe à Crémone.

Bonaparte vit clairement alors les projets de son adversaire, et prit en conséquence les dispositions suivantes: pour déjouer Wurmser, qui avait compté le trouver sur la défensive, il conçut la résolution hardie de lever le siége de Mantoue, et de se porter sur les trois corps de l'ennemi, avant qu'ils se fussent réunis. La droite, sous les ordres de Quasdanowich était la plus engagée; ce fut elle que nos soldats, d'après les ordres de leur chef, devaient écraser la première.

La division Serrurier, occupée devant Mantoue, leva le siége, jeta ses poudres à l'eau, enfouit ses projectiles, et encloua ses pièces dans la nuit du 31 juillet au 1er août. La division Augereau se porta de Legnago sur le Mincio, à Borghetto, tandis que la division Masséna défendait les hauteurs entre l'Adige et le lac Garda. Dallemagne marcha sur Lonato; Sauret, revenant sur Salo, devait dégager le général Guyeux, qui se battait depuis quarante-huit heures contre une division tout entière de l'ennemi. Celui-ci allait tenter un nouvel effort contre les braves soldats de Guyeux, lorsque le général Sauret tomba sur le

flanc de l'ennemi, brisa ses colonnes, lui prit des drapeaux, des canons et des hommes. Dans ce même moment, Bonaparte, à la tête des troupes de Dallemagne, culbutait le général Ocskay qui voulait opérer sa jonction avec Wurmser, sur le Mincio. Ocskay, mis en pleine déroute, éprouva une grande perte, et ne put que se rallier à Gavardo; Sauret s'arrêta dans son mouvement offensif, entre Salo et Dezenzano.

Wurmser avait fait passer l'Adige à son artillerie, ainsi qu'à sa cavalerie; après avoir placé une de ses divisions sur les hauteurs de Peschiera, pour garder ses communications, il dirigea deux divisions sur Borghetto, afin de s'emparer du pont du Mincio, et pouvoir déboucher sur la Chièse, pour se mettre en communication avec sa droite. Enfin, suivi du reste de ses troupes, il s'avança sur Mantoue, dans le dessein de délivrer cette forteresse. Depuis vingt-quatre heures Serrurier était parti, en sorte que Wurmser, à son grand étonnement, trouva les travaux de siége abandonnés, et les tranchées ruinées.

Masséna, après avoir contenu l'ennemi toute la journée du 30, passa le Mincio à Peschiera, et continua sa marche sur Brescia. Les troupes autrichiennes se présentèrent devant Peschiera; elles trouvèrent la rive droite du Mincio garnie de tirailleurs fournis par la garnison et par l'arrière-garde de Masséna, qui avait ordonné au général Pigeon de résister le plus long-temps possible, et de faire ensuite sa retraite sur Lonato. Augereau, se dirigeant sur Brescia, avait coupé le pont de Borghetto, en laissant sur la rive droite une arrière-garde qui devait se replier, quand elle y serait forcée, sur Castiglione. Ces mouvemens, conduits par Bonaparte en personne, à la tête des divisions Masséna et Augereau, s'opéraient pendant la nuit du 31. Le lendemain à dix heures, nos troupes débouchèrent sur Brescia; les Autrichiens, qui l'occupaient, évacuèrent la place avec précipitation. Bonaparte lança tout à coup à

trichien. Rien ne convenait moins au général que d'être forcé d'engager un combat inégal qui pouvait déranger tous ses plans, et tromper toutes ses espérances : aussitôt il fait monter à cheval tout ce qu'il avait d'officiers autour de lui, ordonne qu'on lui amène le parlementaire, et qu'on lui débande les yeux. Celui-ci est saisi de frayeur et de surprise en voyant ce nombreux état-major. « Malheureux, lui dit Bonaparte, vous ne savez donc pas que vous êtes en présence du général en chef, et qu'il est ici avec toute son armée. Allez dire à ceux qui vous envoient que je leur donne cinq minutes pour se rendre, ou que je les ferai passer au fil de l'épée pour les punir de l'outrage qu'ils osent me faire ! » En même temps, notre artillerie s'approchant, menace de faire feu sur les colonnes qui s'avançaient. Harassés par trois jours d'une fuite pleine de périls, errans, ne sachant que devenir, convaincus qu'ils avaient été trompés par les paysans, ces quatre mille hommes posèrent les armes devant les soldats de l'audacieux général. Que serait devenue notre armée, si les chefs autrichiens qui commandaient cette colonne avaient enlevé Lonato et pris Bonaparte ? Quelle influence cet événement n'aurait-il pas exercée sur les destinées futures de l'Europe ? Pendant la nuit du 4 au 5, Bonaparte, ralliant ses forces, rappelant à lui les moindres détachemens, les dirigea sur Castiglione, où, le 5 au matin, plus de vingt mille hommes se trouvaient réunis. La division Serrurier reçut l'ordre de partir de Macaria à la pointe du jour pour tomber sur les derrières de l'aile gauche de Wurmser. Son agression devait donner lieu à la nouvelle bataille qui se préparait. Bonaparte comptait beaucoup sur le succès de son lieutenant. Pour rendre plus sensible le mouvement de la division de Serrurier, la ligne française feignit de se reporter plus en arrière; mais dès qu'elle entendit les premiers coups de canon du corps de Serrurier qui, étant malade, se trouvait remplacé par Fiorella ; elle s'é-

lança en avant, et tomba avec impétuosité sur des troupes déjà ébranlées en se voyant attaquées sur leurs derrières. Verdier enleva le mamelon de Medole; Masséna attaqua la droite, Augereau le centre; notre cavalerie légère surprit le quartier-général. Wurmser faillit tomber entre nos mains. Partout l'ennemi battit en retraite. L'excessive fatigue de nos troupes sauva seule l'armée autrichienne, qui gagna en désordre la rive gauche du Mincio, où elle pouvait espérer de se rallier et de se maintenir, en gardant ses communications avec Mantoue. Mais le lendemain, la poursuite fut tellement vive, que Suchet prit Peschiera, et que Serrurier entra le 7 à Vérone, en sorte que Wurmser se trouva avoir perdu la ligne du Mincio.

Aussi opiniâtre que hardi, le vieux maréchal essaya de conserver la position si importante de Montebaldo et de la Rocca-d'Anfo. Le général Saint-Hilaire assaillit Quasdanowich dans cette position, dont il s'empara, ainsi que de Ladrone et de Riva, et contraignit les ennemis à brûler la flottille qu'ils avaient sur le lac. Masséna reprit la Corona le 11, tandis qu'Augereau, remontant la rive gauche pe l'Adige, arrivait à la hauteur d'Alla. Après tant de revers, Wurmser qui ne pouvait plus compter sur quarante mille soldats démoralisés, se retira sur Roveredo et sur Trente.

Le général autrichien avait ravitaillé Mantoue, mais il ne ramenait que la moitié de sa belle armée. Wurmser aurait sans doute réussi, s'il eût eu affaire à tout autre homme qu'au vainqueur de Beaulieu. Dans les combats et les batailles livrés depuis le 29 jusqu'au 12 août, l'armée française fit quinze mille prisonniers, prit soixante-dix pièces de canon et neuf drapeaux, et tua ou blessa vingt-cinq mille hommes. Nous ne perdîmes que sept mille soldats, dont quatorze cents prisonniers.

Lorsque Bonaparte s'était vu menacé par cette armée, il avait semblé hésiter un instant, comme incertain de pou-

voir résister au choc des masses autrichiennes; Augereau, qui était bien loin de posséder la constance de son général en chef, fut cependant celui qui raffermit la volonté du futur César, en lui promettant la victoire Dès qu'il se fut bien assuré de la retraite définitive de l'ennemi, Bonaparte ramena les Français devant Mantoue, dont il fit faire le blocus par le général Sahuguet, après avoir rejeté les Autrichiens dans la place.

Pendant le mouvement de l'armée de Wurmser, Milan, Bologne, Ferrare, Reggio, Modène, témoignèrent beaucoup d'intérêt pour la cause de la République; à Rome, au contraire, les Français furent insultés. Le cardinal Mattei témoigna sa joie de la levée du siége de Mantoue; il ne craignait pas d'appeler le peuple aux armes, et de prendre possession de la citadelle de Ferrare, où il fit arborer les couleurs des états de l'église. Après la bataille de Castiglione, Mattei vint à Brescia s'humilier devant le vainqueur, qui lui pardonna par une sage politique, et par suite d'une certaine condescendance pour le Saint-Siége, sur lequel il semblait avoir déjà des desseins.

Nous venons de voir des triomphes dus particulièrement à l'audace et à la rapidité de Bonaparte; Moreau ne possédait pas dans un assez haut degré ces deux vertus militaires. Après la victoire de Reuchen, l'armée républicaine allait pouvoir pénétrer dans les montagnes noires, mais il fallait encore vaincre les troupes wurtembergeoises sur les hauteurs de Appenau et au Kreibis. Nos soldats forcèrent l'ennemi à battre en retraite, et à leur laisser le passage libre. De son côté, Jourdan, après avoir passé la Sieg, et franchi la Lahn, battu l'ennemi à Friedberg et pris Francfort, désormais de front avec l'armée de Moreau, marcha sur le Haut-Rhin. Moreau, vainqueur à Rastadt, put rapprocher son aile gauche de la droite de l'armée de Sambre-et-Meuse, qui cerna Kœnigstein, et obliqua par la droite pour se porter sur Mayence. L'archiduc, pressé

sur ses deux flancs, resserra ses troupes entre le Mein et la Neckar; mais nos avant-postes ne se trouvaient déjà plus qu'à huit lieues de Stuttgard lorsque le prince de Wurtemberg envoya des plénipotentiaires à Bâle. Bientôt, à la suite d'une conférence qui eut lieu à Pyrmont, où se rendit le roi de Prusse, l'Empire, comme nous l'avons déjà dit, abandonna l'Autriche et retira ses contingens de l'armée de l'archiduc. Dans cette situation, l'empereur ordonna au général en chef de se borner à couvrir, avec ses soixante mille hommes, la Bavière et les états héréditaires, en se repliant sur la ligne de défense que présentait le Danube, dernière barrière naturelle de l'Autriche. Il paraît même qu'à cette époque, tourmentée par une effervescence certaine dans la capitale, où le peuple réclamait la paix, la cour de Vienne sollicita de Moreau un nouvel armistice, que le général français refusa d'accorder.

Nos divisions marchèrent toujours en avant; celle qui était aux ordres de Férino, cherchait, par les vallées de l'Inn, à se mettre en communication avec l'armée d'Italie. Après le gain de la bataille de Rastadt, où Moreau s'était montré habile tactitien, le prince Charles, effrayé de nos succès, ramena en face de nous toutes ses forces, ne laissant pour résister à Jourdan que trente-six mille hommes en arrière de la Lahn, et vingt-sept mille hommes devant Mayence. L'archiduc prit, avec ses vingt-cinq mille hommes de renforts, une position renommée pour sa force en avant du village d'Ettingen, sa droite vers le Rhin, sa gauche appuyée aux montagnes. Malgré la plus énergique résistance, les Autrichiens perdirent encore la bataille, après laquelle l'archiduc se retira, toutefois en ordre, sur le Necker qu'il traversa bientôt, tandis que Jourdan, profitant de la faiblesse des troupes qui lui étaient opposées, rejetait Wartensleben derrière le Mein, bientôt franchi par nos soldats. Le général autrichien se dirigea sans

s'arrêter sur la Neckar d'abord, ensuite sur le Danube, pour opérer sa jonction avec l'archiduc. Moreau, après avoir rejeté son adversaire au-delà du Neckar, porta en avant sa droite pour prévenir les ennemis sur le Danube, ou pour hâter leur mouvement rétrograde, et refusa sa gauche, qui demeura aux environs de Pforzheim.

Jourdan, moins lent que Moreau, poussa vivement ses colonnes victorieuses : dans la rapidité de sa marche, son aile droite, qui devait se tenir à la hauteur de la gauche de l'armée de Rhin-et-Moselle, la dépassa et se mit ainsi à découvert. Nous paierons bien cher cette faute, que dût rendre plus funeste encore la lenteur méthodique de Moreau. Celui-ci, chassant devant lui l'archiduc, était parvenu, dans les premiers jours d'août (thermidor), sur les bords du Danube ; Jourdan se trouvait sur la Naab. Craignant que nos troupes ne franchissent le Danube, le prince autrichien voulut défendre les bords du fleuve, et tenter la fortune contre Moreau qui le harcelait. Le 11 août, l'archiduc arrêta donc le mouvement rétrograde de son armée. Les troupes françaises étaient à Neresheim, à Dunstelkingen et Dischingen. Le général autrichien, espérant les battre avant qu'elles ne se fussent réunies aux soldats de Jourdan, obtint quelque avantage sur notre droite, mais ce fut vainement qu'il tenta d'enlever Dunstelkingen. Moreau, toujours présent, le repoussa vivement. Le lendemain, le prince Charles fit sa retraite, traversa le Danube et coupa les ponts sur ce fleuve jusqu'à Donawerth ; à cette époque, le prince reçut le corps de Wartensleben qui avait sagement marché pour se réunir à son général en chef. Ainsi renforcé, le prince résolut d'écraser l'une des deux armées françaises, en se bornant à contenir l'autre par une division de trente six mille hommes aux ordres du général Latour. Cette précaution prise, l'archiduc quitta Ingolstadt en faisant connaître ses projets contre Jourdan à Wartensleben, qui reçut l'ordre de se porter

en avant. Cependant, posté entre Naabourg et Schwandorf, Jourdan ne soupçonnait pas le péril qui le menaçait. Bientôt, ayant appris que Bernadotte, malheureusement aventuré à Neumark, venait d'être vaincu et forcé de battre en retraite sur Nuremberg, il voulut se replier, mais, assailli à la fois par le corps du prince et par celui de Wartensleben, il éprouva une sanglante défaite à Amberg, et ne put arriver sur le Mein à Schweinfort que le 29 août (12 fructidor). Après avoir rallié ses forces, la brave armée de Sambre-et-Meuse, pleine de respect et d'attcahement pour son général, frémissait de colère et demandait avec enthousiasme l'honneur de se mesurer encore contre l'ennemi. Jourdan, ayant annoncé la résolution de combattre, prit à cet effet, en arrière du Mein, une position entre Wurtzbourg et Schweinfort. Là, le 17 fructidor, nos soldats, dignes des vainqueurs de Fleurus, firent des prodiges et furent à plusieurs reprises sur le point d'arracher la victoire aux troupes dont la supériorité numérique les écrasait. Si la division Lefebvre, placée à Schweinfort pour protéger la retraite, eût marché de manière à soutenir notre corps de bataille, Jourdan remportait un succès éclatant : faute de secours, il fallut céder à la fortune, et notre armée se retira en bon ordre par Arnstein sur la Lahn, où elle parvint le 24 fructidor (10 septembre). Pendant ce temps, que faisait donc Moreau? Si ce général eût possédé quelque chose de la vigilance et de la rapidité de Bonaparte, qui a sévèrement blâmé sa conduite dans cette circonstance, il aurait connu le mouvement du prince, et s'élançant derrière l'archiduc, il l'aurait placé entre deux armées. Mais, d'un côté, trop fidèle aux instructions du Directoire, qu'il semblait redouter comme un nouveau comité de salut public ; de l'autre, trop circonspect peut-être, Moreau perdit plusieurs jours à explorer le pays. La nouvelle même de la marche des deux généraux ennemis ne le décida ni à traverser

promptement le Danube pour écraser Latour, ni à courir au secours de Jourdan, qu'il savait bien ne pouvoir opposer au prince Charles et à Wartensleben qu'un effectif de quarante-cinq mille soldats. A la fin, Moreau espéra qu'en franchissant le Danube, il rappellerait à lui le prince Charles, qui ne voudrait pas abandonner la Bavière; il fit donc traverser ce fleuve par l'armée de Rhin-et-Moselle, et bientôt après le Lech. Latour éprouva un assez grave échec à Friedberg, et Moreau victorieux s'approcha de Munich. Il se trouvait, le 1er septembre, à Geisenfeld. A cette époque, il apprit la première défaite de son collègue, et lui manda qu'il allait toujours marcher en avant pour forcer le prince Charles à revenir sur ses pas; cependant, ne recevant pas de réponse de Jourdan, il commença à se douter qu'il venait de commettre une grande faute; empressé de la réparer, il mit son armée à cheval sur le Danube, se livrant ainsi, dans la plus fausse de toutes les positions, aux coups du général Latour, qui, heureusement, n'osa pas attaquer notre armée. Ce fut là que Moreau, instruit de la nécessité dans laquelle Jourdan s'était trouvé de repasser la Lahn, vit que, pour rentrer en France, il faudrait probablement traverser l'armée victorieuse du prince Charles. Ici, le général français, certain du danger, placé dans des circonstances favorables au développement de son talent, tout de sang-froid et de calcul, sembla devenir un tout autre homme. Craignant de trouver le prince Charles prêt à lui disputer le passage du Neckar avec trente mille soldats, il se décida à remonter le Danube pour aller joindre directement la vallée du Rhin par les villes forestières. En conséquence, suivi de ses parcs et de tous ses bagages, il remonta le Danube et le côtoya; pendant ce mouvement, son arrière-garde repoussa l'avant-garde de Latour chaque fois que ce général voulut l'entamer. La retraite de nos troupes se trouvait d'ailleurs favorisée par la mésintelligence qui

régnait entre Nauendorf et Latour. Parvenu auprès du lac Federsée, Moreau crut devoir s'arrêter. Voyant que Latour, qui suivait notre arrière-garde, avait eu l'imprudence de disperser ses troupes, il résolut de faire repentir ce général de son imprudence. La bataille de Biberach prouva que le général français avait bien pris ses mesures ; les Autrichiens éprouvèrent de grandes pertes : cinq bataillons entiers furent forcés de se rendre à Desaix.

Le général Nauendorf s'était joint, vers Rothweil, au corps du général Petrasch ; déjà l'archiduc s'avançait pour se joindre à Latour, déjà les troupes du prince victorieux se montraient du côté de Freyburg et du Vieux-Brissach. A cette nouvelle, toujours calme, toujours maître de lui-même, Moreau se dirigea sur le val d'Enfer, passa sur le corps d'une troupe allemande qui voulait lui barrer le passage, et fit marcher ses pièces et ses équipages sur Huningue. Le 12 octobre, nous entrâmes à Freyburg ; Latour, enfin convaincu qu'il lui était impossible de nous empêcher de franchir les défilés, se porta, par la droite, à la rencontre de l'archiduc, s'avançant vers Hornberg. Le dessein de Moreau était de se retirer sur Kehl, mais en gardant la rive droite du Rhin. Il aurait dû passer le Rhin à Brissach, remonter tranquillement le fleuve par le territoire français ; il préféra, on ne sait trop pourquoi, gagner Kehl par la rive droite du Rhin, et s'exposer à recevoir une bataille avec le fleuve à dos. En effet, l'archiduc Charles, ayant opéré le 17 sa jonction avec les généraux Nauendorf, Latour et Petrasch, sachant d'ailleurs le général Frœlich et le corps du prince de Condé réunis à Waldshut, résolut enfin de tenter un dernier effort contre son adversaire. Moreau éprouva un échec à Emmerdingen et à Freyberg. Alors il ordonna à Desaix de passer le Rhin au Vieux-Brisach pour gagner Kehl, et tomber sur les derrières de l'archiduc. Desaix effectua heureusement son passage dans la nuit du 20 au 21 octobre. Moreau se dirigea sur Huningue. Le prince

Charles, devenu plus actif à mesure qu'il voyait son ennemi prêt à lui échapper, nous attaqua le 24 à Schlingen. Il fallut tout l'héroïsme de nos soldats, guidés par les généraux Abbattucci et Montrichard, pour résister aux colonnes autrichiennes. La nuit sépara les combattans. Le prince Charles voulait recommencer le lendemain; mais Moreau se porta sur Hertingen : le 26, notre armée franchit le Rhin sur le pont d'Huningue; l'ennemi n'inquiéta même pas notre arrière-garde. Voilà cette retraite si célèbre, considérée long-temps comme un des plus beaux faits d'armes du futur vainqueur de Hohenlinden. Les jugemens de Bonaparte, du prince Charles et de Jomini, sont venus diminuer de beaucoup la gloire de Moreau dans cette circonstance, où il se vit singulièrement exalté par les éloges immodérés du parti qui haïssait dans Jourdan un général patriote, et dans l'armée de Sambre-et-Meuse une armée qui avait conservé le feu sacré du patriotisme républicain. Carnot lui-même, peu favorable à Jourdan, se mit au nombre de ses détracteurs, pour élever Moreau qui aurait mérité des reproches sévères. En effet, au lieu de faire une savante retraite, ce général pouvait, dans le principe, écraser le prince Charles. Lorsque celui-ci porta ses forces contre l'armée de Sambre-et-Meuse, Moreau devait le prendre en flagrant délit, tomber sur ses derrières, le placer entre deux feux, lui faire éprouver une sanglante défaite, et le forcer peut-être à une capitulation. Sans doute, jusqu'au dernier jour la retraite fut admirablement conduite, avec un calme et un aplomb dont on ne saurait trop louer des généraux chargés de guider, dans une marche rétrograde, les soldats les moins sûrs pour ce genre d'opération militaire; mais pourquoi s'exposer à être jeté dans le Rhin quand le prince Charles eut réuni tous ses corps? Qu'importait à la France que son armée demeurât sur la rive droite du Rhin, puisque nous possédions la tête du pont de Kehl? Malgré ses énormes fautes, malgré

la perte de la campagne dont il était en partie la cause, Moreau obtint une ovation et presque un triomphe.

Pour achever le récit de cette campagne, nous devons revenir sur le passé, en racontant les événemens antérieurs qui signalèrent la retraite de Jourdan après la bataille de Wurtzbourg. Le prince Charles essaya vainement à plusieurs reprises d'entamer notre ligne; Marceau et Bernadotte résistèrent à toutes les attaques de leur ennemi. Parvenu au défilé d'Altenkirchen, Jourdan, qui connaissait bien celui auquel il confiait un ordre si important, chargea l'intrépide Marceau, l'élève et le bras droit de Kléber dans les circonstances difficiles, de défendre le défilé jusqu'à la dernière extrémité, pour donner à l'armée française le temps de passer. Ce général prenait toutes ses dispositions lorsqu'il fut mortellement blessé. A la nouvelle du fatal événement, Jourdan accourut sur le champ de bataille et rencontra la glorieuse victime portée par des grenadiers en pleurs... Il ne put que serrer dans ses bras son héroïque frère d'armes... Après avoir donné des ordres pour que Marceau reçût tous les secours que réclamait son état, le général en chef prit le commandement de l'arrière-garde, qui opéra sa retraite dans le meilleur ordre. Marceau fut transporté à Altenkirchen, où l'armée française désolée se vit contrainte de l'abandonner à la loyauté du prince Charles. Le vieux général Kray et l'archiduc vinrent visiter le mourant. Le premier essuya plusieurs fois ses larmes, tandis que la contenance du généralissime autrichien témoignait assez de sa profonde douleur. Marceau mourut le 25 septembre, à l'âge de 27 ans. Il fut inhumé dans le camp retranché de Coblentz. Le jour de ses funérailles, les troupes ennemies prirent les armes, et notre armée, avertie par l'archiduc, ne cessa de mêler le bruit du canon aux salves de l'artillerie autrichienne. Un magistrat de Coblentz vint, sur la tombe du jeune guerrier, lui payer, en ces termes, le tribut de l'estime

générale : « Marceau ne séduisit jamais nos filles ; il n'outragea point les époux ; et au sein de la guerre, il soulagea les peuples, préserva les propriétés, protégea le commerce et l'industrie des provinces conquises ! » Jourdan repassa le Rhin le 20 septembre, un mois avant Moreau, et reprit ses positions derrière la Sieg.

Puisque nous éprouvions de pareils revers, quel aurait été le sort de nos armes si le génie de Bonaparte n'eût forcé la cour de Vienne d'envoyer en Italie Wurmser avec une armée tirée des troupes du bord du Rhin? Voyons comment le vainqueur de Lonato et de Castiglione profita de ses avantages pour achever d'anéantir ses ennemis. Malgré tant de succès, il n'osait commettre l'imprudence de s'engager à leur poursuite dans les gorges du Tyrol. Son armée avait besoin de repos ; il fallait lui laisser le temps de reprendre haleine, et d'incorporer dans ses rangs les renforts envoyés par la France. De son côté, la cour de Vienne était parvenue à augmenter considérablement, par de nouvelles levées, l'armée vaincue de Wurmser. Le conseil aulique avait conçu le projet et l'espoir de forcer les Français à se reporter beaucoup plus en arrière et à dégager Mantoue. Le principal auteur de ce projet, le général Lauer, fut envoyé auprès de Wurmser comme chef d'état-major. D'après le plan imposé au vieux général, l'armée allemande devait attaquer avec vigueur la ligne de l'Adige, tandis que Davidowich resterait chargé de défendre les gorges du Tyrol avec la milice de ce pays guerrier, et vingt mille soldats allemands. Dans notre première lutte avec les alliés, Wurmser avait déjà éprouvé une défaite pour avoir divisé ses troupes : le même malheur, produit par les mêmes fautes, attendait ce général. Bonaparte reconnut bien vite l'erreur de son adversaire, et pour la rendre irréparable, il résolut d'écraser avec toutes ses forces Davidowich avant que Wurmser pût le secourir. Le 2 septembre, par ordre du général en

chef, les généraux Masséna, Augereau et Vaubois se portèrent ensemble sur le corps de Davidowich. Dans les journées du 3 et du 4, la victoire fut vivement disputée à Caliono et à Roveredo; mais nos braves soldats semblaient se faire un jeu d'escalader les redoutes de l'ennemi sous le feu le plus meurtrier, et rien ne put résister à leurs efforts. Complétement battu, poursuivi la baïonnette dans les reins, l'ennemi perdit vingt-cinq pièces de canons, sept drapeaux avec huit mille hommes, et ne put rallier que la moitié de son monde à Trente. Comme il ne s'y trouvait pas en sûreté, il évacua bientôt cette ville, dans laquelle Masséna fit son entrée le 5 septembre. L'ennemi s'était établi derrière le torrent de Lavis, sur la route de Trente à Botzen. Bonaparte reconnut lui-même la formidable position de Davidowich; mais nos soldats, conduits par Vaubois, par Murat et Dallemagne, l'emportèrent avec leur audace accoutumée, en la présence du grand capitaine, que, dans leur familiarité militaire et au milieu du désordre de la victoire, ils appelaient *le petit caporal*. Le colonel Dessaix et l'adjudant Leclerc, avec quinze grenadiers, profitèrent de la nuit pour faire mettre bas les armes à cent hussards et quatre cents fantassins engagés dans une gorge.

Quoique informé de la défaite de son lieutenant, Wurmser n'en continua pas moins sa marche sur Mantoue. Il apprit à Bassano que Bonaparte s'avançait déjà contre lui par la vallée de la Brenta. Le 7 septembre (20 fructidor), Augereau culbuta l'ennemi à Primolano; réuni à Masséna, il battit les Autrichiens à Solagno; Wurmser faillit même être pris à Bassano; il se retira sur Vérone avec les débris de son armée. Il était perdu sans une faute du général Sahuguet, qui négligea de couper le pont sur la Molinella, seul passage qui restât à l'ennemi pour gagner Mantoue, où il se réfugia effectivement. Mais ayant remporté quelque avantage sur nous à Oerea, à Villa-Impenta, à Due-Castelli, il crut pouvoir tenir encore la campagne.

Sorti de Mantoue, Wurmser établit, entre Saint-Georges et la citadelle, son armée forte encore de trente-cinq mille hommes, dont cinq mille de cavalerie; il espérait trouver l'occasion de gagner Legnago, et de repasser l'Adige. Cette espérance ne devait pas se réaliser : le général Bon, avec la division Augereau, entra dans Legnago le 13 septembre, et arriva, le 16, à Governolo; Masséna formait, à Duo-Castelli, le centre de notre armée, dont la droite, aux ordres de Sahuguet, campait à la Favorite. Cette armée, affaiblie par les combats et les marches, ne présentait qu'un effectif de vingt-quatre mille soldats; mais il n'était pas un républicain qui ne crût valoir dix Autrichiens. Ceux-ci avaient peut-être aussi la même conviction de la supériorité de leurs adversaires.

Le 19 septembre (deuxième jour complémentaire), le général en chef se mit en marche de Governolo sur Saint-Georges, en appuyant sa gauche au Mincio. Les Autrichiens, soutenus par leur réserve, non-seulement résistèrent, mais encore ils nous faisaient perdre du terrain; lorsque Sahuguet tomba sur leur droite, avec une telle vigueur qu'ils crurent avoir affaire à toute l'armée française. Aussi, au moment où déboucha la division Masséna, ils s'enfuirent en désordre sous le canon de Mantoue, laissant entre nos mains trois mille prisonniers, trois drapeaux et onze pièces de canons. Après la bataille de Saint-Georges, Wurmser se répandit dans le Seraglio, jeta un pont sur le Pô, et fit entrer des vivres dans la place. Le 21 septembre, il attaqua Governolo et fut repoussé. A la suite de nos avantages, le 1er octobre 1796, Kilmaine, commandant le blocus, pénétra dans le Seraglio, s'empara de Pradella, de Ceresa, et l'investissement de la place fut terminé. Ainsi se trouvait anéantie la troisième armée que l'Autriche, victorieuse en Allemagne, avait envoyée contre nous en Italie. Mais revenons maintenant au Rhin; quand

l'armée française repassa ce fleuve, elle ne possédait plus sur la rive droite que la place de Dusseldorf, la tête du pont de Kehl et celle du pont d'Huningue. Dusseldorf, au nord, ne fixa pas l'attention des Autrichiens, mais ils résolurent de s'emparer des fortifications en avant des ponts de Kehl et d'Huningue. Le 28 octobre, quarante mille Autrichiens les investirent et élevèrent des lignes de circonvallation devant Kehl. Pendant que les Autrichiens se préparaient à assaillir la tête de pont, les Français en augmentèrent les fortifications avec toute l'activité imaginable. Le 21 novembre, le prince Charles ouvrit la tranchée ; le lendemain, Desaix, à la tête de seize mille fantassins et de trois mille cavaliers, força les lignes ennemies, encloua quinze canons, en prit six, fit quinze cents prisonniers, et rentra dans ses retranchemens après avoir ruiné une partie des travaux de l'ennemi. Mais la tenacité du prince Charles vint à bout de l'héroïque résistance de Desaix, qui repassa le Rhin au commencement de janvier. Les défenseurs des ouvrages avancés de la tête de pont d'Huningue furent aussi forcés d'en abandonner les ruines vers le milieu de février. Dans la défense de ces fortifications, la France perdit le jeune Abbatucci, général de vingt-quatre ans, qui tomba mort dans les bras du capitaine Foy, son compagnon d'armes et son ami..... « Dans un temps si fécond en beaux talens et en grands caractères, je n'ai pas connu, a dit Foy devenu général, un homme plus remarquable qu'Abbatucci. La patrie doit des larmes à ces hommes qui, comme Marceau et Abbatucci, ont emporté avec eux tant d'espérances !... »

Le prince Charles, après avoir rejeté glorieusement nos deux armées en France, prit ses quartiers d'hiver le long de la rive droite du Rhin, dans le Brisgaw et le pays de Bade. Cette heureuse campagne lui permit de détacher de puissans renforts pour l'armée qui se formait derrière la Piave, et dont il alla prendre le commandement en fé-

vrier. Le vainqueur de Jourdan et de Moreau espérait reconquérir Mantoue, le Milanais et l'Italie, en vengeant Beaulieu, Wurmser et Quasdanovich.

Cependant bien plus surpris de nos triomphes en Italie que rassuré par nos revers sur le Rhin, Pitt jetait des regards d'effroi vers le continent. La Hollande, le Danemarck, la Suède, la Prusse, une partie de l'Empire, étaient en paix avec la république. L'Espagne avait déjà déclaré la guerre à la Grande-Bretagne : le commerce anglais, qui se voyait interdire toutes les côtes, depuis le Texel jusqu'à Naples, se plaignait hautement. L'aspect des choses au dehors et au dedans était menaçant, et Pitt redoutait un grand malheur. « Il se peut, disait-il, que l'Autriche, abandonnée par l'Empire, se décourage et traite seule avec la France ; alors que deviendra l'influence du cabinet de Saint-James ? » D'ailleurs, nul doute que, pour engager la république à abandonner les plaines de la Lombardie, l'Autriche ne se décidât à sacrifier les Pays-Bas, provinces de peu de valeur pour elle, mais dont la possession, accordée à la France, pouvait devenir si fatale à notre vieille et irréconciliable ennemie. En outre, Pitt ne voyait point sans inquétude les préparatifs de Hoche et de Truguet à Brest. Occupé de tous ces graves sujets d'alarme, le ministre se décida enfin à nous faire des ouvertures de paix ; il espérait pouvoir tout prévenir et remédier à tout, en engageant le Directoire à traiter de la paix directement avec le cabinet de Saint-James, qui se chargerait de négocier pour toute la coalition. L'amour-propre de Pitt souffrait cruellement de se voir forcé de paraître tendre une main pacifique à un gouvernement dont il avait parlé si souvent comme d'une chose monstrueuse et exécrable ; néanmoins, prenant conseil de la nécessité, il fit demander au Directoire des passeports pour un envoyé revêtu de tous les pouvoirs.

Lord Malmesbury, connu par ses opinions anglo-aristo-

cratiques, arriva à Paris, escorté d'une suite nombreuse, le 23 octobre 1796. Le Directoire chargea Delacroix, alors ministre des relations extérieures, de traiter avec l'envoyé anglais. Les conférences furent ouvertes le 3 brumaire an V (24 octobre 1796). Le ministre de la république commença par exhiber ses pouvoirs. Lord Malmesbury présenta ses lettres, qui n'étaient revêtues que du grand sceau de l'Angleterre; alors Delacroix demanda au plénipotentiaire s'il n'était chargé de stipuler que pour la Grande-Bretagne seulement; lord Malmesbury répondit qu'en effet l'Angleterre seule lui avait confié l'autorisation de traiter; mais il ne doutait pas, qu'une fois les bases proposées par le cabinet de Saint-James, admises par le Directoire, les autres cours ne traitâssent sur le même pied. Immédiatement après, lord Malmesbury annonça que, comme l'Angleterre et la France avaient l'une et l'autre fait des conquêtes pendant la dernière guerre, la paix serait négociée sur des restitutions mutuelles. Aussitôt Delacroix répondit qu'il n'était point autorisé à admettre cette base, et qu'il allait en référer au pouvoir exécutif de la république. Le Directoire, apprenant les propositions de l'envoyé anglais, résolut de jouer cartes sur table, pour mettre la nation française à même de juger de la conduite de son gouvernement. Il fit donc imprimer la note diplomatique de Malmesbury, et la réponse qu'il avait jugé convenable de lui faire. Dans cette pièce, on disait avec raison : que rendre communes à tous les conditions du traité serait vouloir le rendre presque impossible; que d'ailleurs, le principe des restitutions dépendait complètement de la force des puissances après la lutte, et qu'il était inouï de vouloir dicter des lois à une nation triomphante. Cependant, pour prouver aux Anglais un désir sincère de la paix, on se déclara prêt à écouter toutes les propositions de Malmesbury, dès qu'il serait muni des pleins-pouvoirs de toutes les nations sur lesquelles la république avait

fait des conquêtes depuis le commencement de la guerre. Le plénipotentiaire n'osa se plaindre de la publicité donnée à sa note et à la réponse du Directoire ; seulement il annonça qu'il allait en référer au ministère anglais, et la négociation fut interrompue aussitôt que commencée. Lord Malmesbury garda le silence dix-neuf jours ; enfin, il annonça que ses pouvoirs étaient demandés ; mais, avant tout, il fallait que le gouvernement français, disait-il, admît positivement la base de compensation proposée par le ministère anglais. Le Directoire voulait que, sans tarder, le cabinet de Saint-James désignât les provinces conquises sur lesquelles il pensait à faire porter l'échange. Lord Malmesbury répondit qu'il allait consulter son gouvernement. Tout le monde comprit que notre manière franche d'aborder les questions diplomatiques, et de mettre le public dans la confidence des affaires, gênait beaucoup un gouvernement et un ministre qui ne négociaient que pour tromper l'opinion des Anglais par un prétendu désir de la paix.

Le Directoire était certainement dans le droit de retirer les passeports à l'ambassadeur d'une puissance, qui semblait, par ses lenteurs, se jouer de la république, mais voulant faire preuve de modération et de force, il se montra prêt à attendre la réponse de Pitt. Enfin, le 28 frimaire, dans une conférence avec Charles Delacroix, Malmesbury fit connaître les exigences du cabinet anglais. Il stipulait la restitution de toutes les conquêtes faites par nos armées. Cette proposition tendait à nous ravir les Pays-Bas, que le Directoire ne pouvait abandonner sans une honte et une ingratitude également affreuses, et surtout sans sacrifier les intérêts, et, à un certain point, la sûreté de la France. De son côté, l'Angleterre s'engageait à restituer les Antilles, la Martinique, Sainte-Lucie, Tabago, mais une partie seulement de Saint-Domingue. Delacroix écouta avec tout le sang-froid de la politesse

ces injurieuses propositions, dont il se hâta de rendre compte au Directoire.

Comme la note du ministre anglais, non signée par lui, se trouvait seulement contenue dans une lettre signée, le Directoire, à bon droit irrité, exigea que la note anglaise fût revêtue de tous les sceaux, de toutes les signatures qui devaient la rendre authentique en la régularisant; il somma en outre l'ambassadeur de vouloir bien remettre son *ultimatum* dans vingt-quatre heures. Malmesbury, qui, d'après la patience et les égards de Delacroix, ne s'attendait pas à cette réponse énergique du Directoire, répondit que la note était suffisamment authentique; que, quant à un *ultimatum*, il ne s'exigeait pas avec cette promptitude. Le lendemain, 29 frimaire (19 décembre) le Directoire déclara qu'il n'écouterait jamais aucune proposition contraire aux lois et à la dignité de la république, et que, puisque lord Malmesbury était forcé à chaque pas des négociations d'avoir recours à son cabinet, la présence de cet envoyé devenait inutile à Paris, et qu'il devait en conséquence quitter, sous quarante-huit heures, la capitale de la république. La conduite que tint le Directoire dans cette circonstance lui fait le plus grand honneur, et doit être regardée comme une des belles pages de son histoire.

Le Directoire avait d'autant mieux agi, que chaque jour Bonaparte, occupé d'affermir notre influence en Italie, consacrait encore tous les efforts de son génie à conquérir la paix. Mais il ne pouvait achever ce grand ouvrage sans l'envoi de nouveaux secours, car la guerre dévore presque autant d'hommes parmi les vainqueurs que parmi les vaincus, surtout quand un grand capitaine commande chaque jour à ses soldats des prodiges de toute espèce. Les renforts demandés par Bonaparte étaient d'autant plus nécessaires, qu'après la défaite de Wurmser, la cour de Vienne s'était hâtée d'envoyer de nouvelles légions sous les ordres du général Alvinzi. Celui-ci, pressé d'agir, attaqua nos trou-

pes à la fin d'octobre, et obtint d'abord quelques succès : nous fûmes forcés de battre en retraite. Indigné de ce revers inattendu, Bonaparte réunit la division Vaubois sur le plateau de Rivoli, et prononça d'un ton sévère cette harangue : « Soldats ! je ne suis pas content de vous ; vous n'avez montré ni discipline, ni constance, ni bravoure ; aucune position n'a pu vous rallier ; vous vous êtes abandonnés à une terreur panique ; vous vous êtes laissé chasser des positions où une poignée de braves devait arrêter une armée. Soldats de la 39e et de la 85e, vous n'êtes pas des soldats français ! Général chef d'état-major, faites écrire sur leurs drapeaux : *Ils ne sont plus de l'armée d'Italie.* » Des cris de douleur sortirent du cœur de ces braves, jusqu'alors habitués à être traités comme les premiers soldats du monde. « Général ! s'écrièrent-ils, on nous a calomniés ! Mettez-nous à l'avant-garde ! » Content d'avoir produit l'effet qu'il attendait, Bonaparte prononça quelques mots de consolation, et laissa la division Vaubois résolue à mourir plutôt que de faire un pas en arrière. Notre position était critique : au mont Olivetto, le 11, nous avions éprouvé un échec. Des murmures de découragement se faisaient entendre dans les rangs français, effrayés de se voir si peu nombreux en proportion des armées ennemies. Sans s'arrêter à ces fâcheux symptômes, Bonaparte quitte Vérone le 14, prend à gauche, longe l'Adige, et arrive avant le jour à Ronco, où Andréossy achevait de jeter un pont sur la rivière. Trois chaussées partent du pont de Ronco : la première, celle de gauche, se dirige sur Vérone par les villages de Bionde et de Porcil, et débouche en plaine ; la deuxième, celle du centre, conduit à Villa-Nova, en traversant le village d'Arcole, et en passant l'Alpon sur un petit pont ; la troisième, de droite, descend l'Adige et conduit à Albaredo. Les Français s'engagèrent sur ces trois chaussées. La colonne du centre se porta sur Arcole, où se trouvaient deux bataillons de Croates avec

deux pièces de canon, qu'Alvinzi avait laissés pour protéger ses derrières, dans le cas où la garnison de Legnago tenterait une sortie. Les Croates repoussèrent l'avant-garde d'Augereau, qui s'élança lui-même vainement sur le pont pour essayer de le franchir. Alvinzi, instruit de cette attaque, ne la comprit pas et ne put pas imaginer que Bonaparte avait jeté toutes ses troupes dans un pays coupé de marais et presque impraticable; d'ailleurs, comme ses reconnaissances lui rapportèrent que tout était tranquille du côté de Vérone, d'où il pensait à chaque instant voir déboucher les troupes françaises, il jugea important de chasser des marais ce qu'il croyait n'être que quelques troupes légères. Il ordonna donc aux divisions Mitrowski et Provera de balayer la chaussée de gauche et celle d'Arcole. Masséna et Augereau laissèrent engager les troupes ennemies, et les écrasèrent quand une fois elles se furent avancées de manière à ne pouvoir reculer. Alors on se précipita de nouveau sur Arcole; Augereau saisit un drapeau, et, en tête d'une colonne d'attaque, courut le planter sur le pont, mais la mitraille et la fusillade rendirent inutile cet héroïque effort. Bonaparte voulut essayer une dernière entreprise; comme Augereau, il saisit un étendard. Courage sans succès! la tête de colonne qu'il conduisait, parvenue à la moitié du pont, dût rétrograder; les grenadiers entourèrent leur général, et l'entraînèrent au milieu de la fumée, des mourans et des morts. Bonaparte fut précipité dans un marais et dépassé par une colonne ennemie qui s'était élancée à notre poursuite. Quel malheur si cette colonne eût profité d'une telle faveur de la fortune! Mais quelques grenadiers, s'apercevant du danger que courait le chef de l'armée française, s'écrièrent: En avant! en avant! et, reformés aussitôt, ils s'élancèrent au pas de course sur les Autrichiens, qui furent rejetés au-delà du pont. « Cette journée, dit Napoléon dans ses mémoires, fut celle du dévouement militaire: Lannes était accouru

de Milan ; blessé à Governolo, il était encore souffrant ; il se plaça entre l'ennemi et Bonaparte, le couvrit de son corps, et reçut trois blessures sans vouloir jamais le quitter. Muiron, aide-de-camp du général en chef, fut tué en lui faisant un rempart de son corps. Mort héroïque et touchante ! Belliard, Vignoles, tombèrent blessés en ramenant les troupes en avant. Le brave général Robert fut tué ; « c'était un soldat solide au feu. » Le général Guieux ayant passé l'Adige à Albaredo, sur un bac, Arcole se trouva pris à revers, et bientôt évacué avec une perte considérable de la part des troupes autrichiennes. Mais qu'était cet avantage à côté des résultats qu'espérait le général français? Alvinzi, qui avait enfin compris la gravité d'un mouvement qui lui aurait pu faire perdre tous ses parcs, toute son artillerie, et lui couper sa ligne de retraite sans le courage des Croates d'Arcole, abandonna ses positions de Caldiéro; ainsi Vérone fut affranchie de tout péril, et l'armée française, éprouvée par un si rude assaut, sentit renaître en elle l'espérance ainsi que le courage.

Bonaparte, inquiet de ce qui s'était passé à l'aile commandée par Vaubois, et admettant l'événement le plus défavorable, replia son armée victorieuse sur la rive droite de l'Adige, ne laissant sur la rive gauche qu'une brigade et quelques pièces de canon. Il sut le lendemain, à six heures du matin, que Vaubois occupait Bussolino, et que Davidowich n'avait fait aucune attaque contre lui ; mais Alvinzi, instruit du mouvement rétrograde de son adversaire, occupa Porcil et Arcole, et dirigea deux colonnes sur les digues. Les Autrichiens arrivèrent jusqu'à quatre cents pas du pont de Ronco ; alors les républicains marchèrent à eux ; là, deux divisions ennemies furent encore anéanties et laissèrent des drapeaux et des prisonniers entre nos mains. Bonaparte, se repliant encore comme la veille après un succès, apprit avec joie que Davidowich ne faisait aucun mouvement. Alvinzi, persuadé qu'il n'y avait

à Ronco que quelques troupes, se hâta d'attaquer de nouveau cette position. Les colonnes françaises rencontrèrent à moitié des chaussées les bataillons allemands. La lutte devint des plus vives; la 75e demi-brigade fut rompue; mais la 32e, habilement placée en embuscade, fondit sur l'ennemi et précipita dans les marais trois mille Croates, qui furent presque tous tués. Masséna, à la gauche, après avoir combattu avec opiniâtreté, abîma la division qui lui était opposée. Dans l'après-midi, Bonaparte voulut enfin terminer cette bataille. Ayant récapitulé les pertes de l'ennemi, qui devaient s'élever à vingt-cinq mille hommes, il ordonna aux siens de sortir des marais et d'aller attaquer les Autrichiens en plaine. Nos soldats franchirent le pont à l'embouchure de l'Alpon. Elliot, aide-de-camp du général en chef, avait été chargé d'en construire un autre. A deux heures après midi, l'armée française se trouvait en bataille, la gauche à Arcole, la droite à Porto-Legnago. L'adjudant-général Sarret avait reçu l'ordre de partir de Legnago avec six à sept cents hommes, quatre pièces de canon et deux cents chevaux, pour tourner la gauche de l'ennemi appuyé à des marais. Vers trois heures, à l'instant où cette petite colonne commençait à se porter en avant, Bonaparte ordonna au chef d'escadron Hercule de se glisser, avec vingt-cinq guides et quatre trompettes, à travers les roseaux et de charger l'ennemi avec un grand bruit de trompettes. Cet officier, ayant exécuté cet ordre avec toute l'intelligence possible, contribua beaucoup au succès de la bataille. L'ennemi, rompu de tous côtés, se retira devant nos troupes, qui le menèrent battant toute la soirée. Dans cette bataille de trois jours, le malheureux Alvinzi perdit quatre drapeaux, dix-huit pièces de canon et dix-huit mille hommes, dont six mille prisonniers.

Cependant Bonaparte, ayant reçu de ses coureurs la nouvelle que les Autrichiens en désordre ne résistaient dans aucune position, se porta par un à gauche sur Vé-

rone pour surprendre Davidowich, qui ne savait encore rien de ce qui s'était passé. Le 17 avril, Davidowich, après avoir attaqué Bussolino, était parvenu à rejeter Vaubois sur Castel-Novo. Masséna, réuni avec son collègue, aborda Rivoli, tandis qu'Augereau, qui se portait sur la rive gauche de l'Adige, faisait quinze cents prisonniers, s'emparait de deux équipages de pont, de neuf canons et d'une grande quantité de bagages. Au moyen de ces efforts combinés, Davidowich, menacé de toutes parts, fut promptement rejeté dans les gorges du Tyrol. Bonaparte, ne voulant pas le poursuivre jusqu'à Trente, se contenta de faire occuper la Corona et Rivoli. Après cette campagne, l'armée autrichienne, repoussée dans les montagnes, était encore nombreuse, tandis que les troupes victorieuses, décimées par le feu, épuisées de fatigue, et réduites à trente mille hommes, semblaient incapables de résister désormais aux efforts que ferait l'Autriche pour reconquérir la Lombardie. Un voile de gloire dérobait cette situation à tous les regards, excepté à ceux de Bonaparte dont la pensée pénétrait toute la profondeur de nos plaies. Tandis qu'il cachait sous l'air radieux d'un vainqueur ses funestes clartés sur notre danger, l'admiration transportait l'Italie; elle applaudissait tout entière aux triomphes du génie qui se montrait à elle comme un libérateur. Toute la France à son tour ressentait de véritables transports d'allégresse et d'orgueil; le Directoire, s'associant à ces deux sentimens, obtint un décret portant que l'armée d'Italie avait encore bien mérité de la patrie, et que les drapeaux portés par les généraux Bonaparte et Augereau sur le pont d'Arcole, leur seraient remis comme des gages de la reconnaissance de la patrie.

Ce fut après la victoire d'Arcole, que *Clarke*, envoyé du Directoire, proposa à des généraux de l'Autriche un armistice. Cette démarche fut faite malgré Bonaparte, qui, au lieu de traiter avec l'Autriche, voulait qu'on

envoyât en Italie trente mille braves soldats, qui, réunis à l'armée de Lodi et d'Arcole, iraient mettre Vienne à la merci de la république.

Le prince Charles, encore sur le Rhin, répondit à Moreau, ainsi qu'Alvinzi à l'envoyé du Directoire, qu'ils ne pouvaient rien prendre sur eux, et qu'ils étaient forcés d'en référer au Conseil aulique. Clarke ne put même pas obtenir d'eux des passeports pour se rendre à Vienne. Les ministres de l'empereur dévoués à Pitt, et craignant peut-être que le diplomate républicain ne sema sur son passage des paroles et des espérances de liberté, répondirent au général Clarke que, s'il voulait se rendre à Vicence, il y trouverait le baron Saint-Vincent avec lequel il s'aboucherait.

Le 3 janvier 1797, eut lieu la première conférence. L'aide-de-camp de l'empereur déclara que son maître n'avait pas cru devoir autoriser l'envoyé français à venir jusqu'à Vienne, mais qu'il pouvait s'adresser à M. Giraldi, ministre d'Autriche auprès de la cour de Turin. L'Autriche ne voulait point suspendre les hostilités sur le Rhin, mais elle eût accepté un armistice en Italie, parce qu'elle comptait dans une autre campagne achever de détruire les Français à force de combats, et reconquérir enfin la Péninsule.

Le Directoire, alarmé de l'indépendance et des progrès de Bonaparte, qui semblait grandir chaque jour, avait chargé Clarke de tâcher de lire au fond de la pensée du général. Bonaparte fut averti par un ami fidèle; il laissa voir au négociateur qu'il connaissait sa mission secrète, le traita d'abord avec hauteur, et le gagna ensuite par une irrésistible séduction. Dès ce moment Clarke appartint à la fortune du vainqueur. Cependant le Directoire, qui espérait gouverner plus facilement la France s'il n'avait plus à s'occuper de la guerre, espéra, malgré la réponse de Saint-Vincent, pouvoir traiter de la paix; en

conséquence il adressa, dans le courant de janvier, une nouvelle note à Clarke qui l'autorisait à signer la paix à condition que l'empereur renoncerait à la Belgique et au pays de Luxembourg; 2° qu'il reconnaîtrait comme territoire de la république Liége et les autres petits enclaves qui avaient été faits; 3° qu'il promettrait d'user de son influence pour faire donner en Allemagne une indemnité au stathouder; 4° que, de son côté, la république restituerait à l'Autriche tous ses états d'Italie. Ces propositions ne furent heureusement pas acceptées. Bientôt l'épée victorieuse de Bonaparte fera une plus large part à la domination de la république.

Avant de continuer le récit des mouvemens militaires, il nous reste à raconter quelques événemens de l'intérieur, que la rapidité de nos triomphes en Italie nous a empêché de pouvoir faire connaître. Nous avons laissé Babeuf et ses coaccusés déclarés justiciables d'une haute-cour, à cause de la complicité présumée de Drouet, qui, ainsi que nous l'avons dit, était parvenu à s'enfuir de sa prison. Les procédures devant la haute-cour commencèrent en vendémiaire an V (octobre 96). Babeuf débuta par récuser ses juges sans pouvoir leur faire adopter les moyens déclinatoires qu'il présentait. Sa défense, qui attira sur lui seul le poids de l'accusation, sans qu'il fût toutefois déserté par ses compagnons d'infortune, se distingua par le sang-froid, l'adresse, la verve et le courage. Les autres accusés, particulièrement Germain, qui fit preuve de beaucoup d'esprit, montrèrent une rare énergie, qu'ils poussèrent quelquefois trop loin, en se livrant, comme Danton et les siens, à des emportemens toujours dangereux pour des accusés; mais leur défense n'en produisait pas moins beaucoup d'effet sur le peuple, qui, à la fin de chaque séance, répétait avec eux l'Hymne des Marseillais. Réal, alors rédacteur du Journal des Patriotes de 1789, très éloigné de partager les

opinions démocratiques, déploya le plus grand talent dans son oraison pour Babeuf, qui lui-même termina son propre plaidoyer, en montrant les femmes des accusés qui avaient voulu les suivre jusque devant le tribunal : « Elles nous suivront, dit-il, jusque sur le Calvaire, parce que la cause de notre supplice ne saurait les faire rougir. » Malgré le verdict du jury, qui déclara qu'il n'y avait pas eu de conspiration, Babeuf et Darthé furent, sur une question incidente, condamnés à mort, après un procès de cinq mois (le 5 prairial an V, 25 mai 1797).

Lorsqu'on eut fait connaître cet arrêt aux deux condamnés, ils se frappèrent de plusieurs coups de poignard. On laissa celui de Babeuf dans la plaie; par ce raffinement de cruauté, qui prolongea sa vie, on put le conduire, ainsi que son ami, sur l'échafaud ! Tous deux montrèrent beaucoup de calme et de sang-froid dans leurs derniers instans. Quand nous raconterons les événemens de 97, nous verrons si la mort de Babeuf ajouta quelque chose à la puissance directoriale.

Dans l'intervalle qui sépare l'affaire de Grenelle de la triste issue du procès de Babeuf, les royalistes impatiens voulurent mettre à exécution un projet qui avait trompé les espérances de conspirateurs plus fermes et plus habiles qu'eux. L'abbé Brottier, mathématicien et littérateur, Duverne de Presle, ancien officier de marine, conduisant depuis long-temps, sous le nom de Dunan, toutes les intrigues du parti; complices de ces deux hommes, la Villeurnoy, ancien maître des requêtes, et Poly, projetèrent d'attirer à eux une partie de la garnison de la capitale; ils croyaient pouvoir amener une révolution à l'aide de quelques soldats qui seraient bientôt soutenus par les sectionnaires de vendémiaire, qui avaient toujours la révolte dans le cœur. Comme le colonel Malo avait montré beaucoup d'ardeur contre les jacobins, les conspirateurs pensèrent que, détesté des révolution-

naires, cet officier se jetterait avec joie dans les bras des partisans de la cause royale. En conséquence ils résolurent de s'ouvrir à lui, ainsi qu'à l'adjudant-général Ramel, commandant les grenadiers de la garde du Corps législatif. Mathieu Dumas se trouvait très lié avec ces deux officiers; c'était lui qui, comme membre de la commission des inspecteurs de la salle, avait fait attacher au Corps législatif le 21e de dragons, commandé par Malo, et appeler Ramel de l'armée du Rhin, pour le porter au poste de confiance qu'il occupait. Mathieu Dumas, connu par ses combats contre les Girondins et contre la montagne, sous l'Assemblée législative, passait pour un ami de la constitution de 1791 et des Bourbons. Cette circonstance augmentait encore la confiance des imprudens royalistes. Malo et Ramel, après avoir reçu leurs ouvertures, en firent confidence au Directoire, ainsi qu'au ministre de la police, qui les engagea à continuer de feindre des dispositions favorables, d'abonder dans les projets des royalistes, et à rendre compte au gouvernement de tout ce qui se passerait. Par suite de cette ténébreuse manœuvre, Brottier et ses complices s'étant trouvés à une conférence chez Malo, à laquelle ils apportèrent leurs pouvoirs et leurs papiers, furent saisis et jetés en prison. Le plan de ce directoire d'insurrection royale, était le même que celui de Babeuf pour saisir tous les moyens du pouvoir; ils mettaient à prix la tête des directeurs, rétablissaient la juridiction prévôtale et les anciens supplices, et promettaient une amnistie générale après les exécutions qui auraient confirmé la contre-révolution. Dans la formation du nouveau ministère, ils laissaient Benezech à l'intérieur et Cochon à la police générale; le premier choix était bon pour eux, le second, malgré l'indigne conduite de Cochon dans l'affaire de Grenelle, était une erreur; toutefois quand un homme s'est engagé ainsi dans une route contraire à la sienne, elle peut le

mener bien loin. Le message du Directoire sur cette affaire excita une vive discussion dans l'assemblée, où la véracité de Ramel et de Malo fut attaquée, parce que leurs révélations faisaient planer des soupçons sur beaucoup de personnes d'une opinion différente ; et que d'ailleurs un rôle pareil au leur a toujours quelque chose de bas et d'odieux. Le Directoire avait décidé que les accusés seraient jugés militairement comme prévenus d'embauchage ; on les traduisit effectivement devant ce tribunal exceptionnel, malgré de fortes réclamations dans le conseil des Cinq-Cents et un arrêt de cassation annulé par le Directoire. Il y eut quatorze acquittés. Brottier, Duverne de Presle, La Villeurnoy et Poly furent déclarés coupables et condamnés à mort, mais le conseil commua la peine capitale en plusieurs années de détention. Sans doute, après la boucherie de Grenelle, on pouvait voir ici de l'indulgence ; le Directoire n'en commit pas moins une faute en voulant que les condamnés fussent poursuivis de nouveau pour crime de conspiration. Le rapport du ministre de la justice, quoique fondé sur plusieurs raisons assez puissantes, n'en était pas moins un scandale et un tissu des plus effrayantes inventions de l'art de trouver des moyens de condamnation.

Cette malheureuse affaire jeta des germes de divisions sérieuses entre le Directoire, prévenu fortement contre les royalistes, et les conseils où ce parti semblait avoir trouvé de zélés défenseurs. Le bruit s'était répandu, d'après une déclaration de l'un des conjurés à Cochon, qu'il y avait, dans la conspiration, des députés des deux côtés ; et notamment toute la société de Clichy, que cent quatre-vingt-quatre députés avaient traité avec Louis XVIII. Carnot auquel on parla de ces révélations, répondit que le fait était vrai, que le Directoire avait la liste, et que, puisque dans les conseils on voulait attaquer le Directoire, il prendrait les devans. Le 18 fructidor est dans ce mot; mais

qui aura rendu ce coup d'état nécessaire, si ce n'est la réaction conventionnelle, et ensuite la faiblesse du Directoire, qui ne sut pas se mettre franchement à la tête des patriotes pour faire rentrer les royalistes dans le devoir et leur interdire toute espérance de retour ?

Heureux en Italie, malheureux sur le Rhin, le Directoire allait avoir encore un sujet de deuil sur un autre point. Nous voulons parler de l'expédition d'Irlande préparée par le général Hoche et par le Directoire, avec une persévérance, une précision et une activité dignes de celles de Bonaparte, qui excellait dans cette partie de l'art militaire comme dans celles qui jettent le plus d'éclat.

L'escadre, forte de quinze vaisseaux de haut bord, de vingt frégates, de six gabares et de cinquante vaisseaux de transport, placée sous les ordres de Morard de Galles, mit à la voile en frimaire (16 décembre 96). Elle portait à peu près vingt mille hommes qui devaient débarquer dans la baie de Bantry. Protégée par une grosse mer et par une brume épaisse, l'escadre sortit de la rade de Brest sans être aperçue des croisières anglaises; mais malheureusement, dans la nuit du 16 au 17 (26 au 27 frimaire), une tempête violente sépara tous nos bâtimens ; plusieurs souffrirent beaucoup, et l'un d'eux se perdit. Pendant deux jours le contre-amiral Bouvet manœuvra pour rallier la flotte ; il parvint à la réunir tout entière, à l'exception d'un vaisseau et de trois frégates ; c'est sur une de ces dernières que se trouvaient Hoche et Morard de Galles. Bouvet fit voile vers le cap Clear ; il espérait à chaque instant être rejoint par l'amiral. Le 4 nivose l'escadre entra dans la baie de Bantry, et le débarquement fut résolu. Un ouragan vint encore au secours de la Grande-Bretagne ; nos vaisseaux furent forcés de s'éloigner. Bouvet, craignant de manquer de vivres, effrayé de sa responsabilité, et, ne voyant point paraître les deux chefs, tourna ses voiles vers la France. A peine fut-

il parti que Morard et Hoche arrivèrent ; désespérés de ne trouver ni la flotte, ni les troupes de débarquement, ils partirent, et ne parvinrent que par miracle à regagner la terre hospitalière de France. Un des vaisseaux, *les Droits de l'Homme*, commandé par le capitaine La Crosse, rencontré par deux vaisseaux, foudroya l'un, mit en fuite le second, et vint lui-même, entr'ouvert par les boulets ennemis, s'engloutir près de la côte ; une partie de l'héroïque équipage fut sauvée. Hoche, profondément affligé de la malheureuse issue d'une entreprise qu'il jugeait si utile à la France, et même au monde, avait besoin d'être consolé par une récompense qui lui offrît la perspective d'accroître sa gloire en rendant de nouveaux services à son pays. En ce moment, Jourdan qui, trahi par la fortune et par Moreau, trouvait encore un censeur et un ennemi dans Carnot, ayant offert sa démission, fut remplacé provisoirement par Beurnonville, qui transmit bientôt le commandement aux mains de Hoche, chargé de réparer nos défaites. Le premier de ces choix était injurieux pour Jourdan et peu sensé de la part du Directoire; le second était un acte de justice et un hommage rendu au talent supérieur.

L'armée de Sambre-et-Meuse n'avait pas éprouvé de grandes pertes matérielles, mais ébranlée dans sa confiance en elle-même, privée de quelques uns de ses plus illustres chefs, de son vertueux commandant, elle serait peut-être tombée dans un désordre effrayant si les Championnet, les Lefebvre n'avaient maintenu la discipline et soutenu le moral des soldats, mal compris du trop faible Beurnonville. Dès l'arrivée de Hoche tout changea de face : suivant son habitude il commença par pourvoir aux besoins des troupes, soin que Jourdan, par un excès de ménagement pour les pays que l'armée occupait, semblait avoir négligé, en même temps qu'il s'était attiré des haines par des exemples de sévérité contre l'indiscipline. Hoche n'était pas moins disposé à la combattre,

mais il arrivait après les exemples faits, et il était libre de tempérer la rigueur par la bonté, en même temps que son génie et son ascendant réveilleraient tous les sentimens généreux dans le cœur de nos intrépides volontaires.

Quoique forte de ses victoires passées, la république redoutait les chances de la nouvelle lutte qui allait s'engager. Les armées autrichiennes, on le savait, faisaient de grands préparatifs dans le Tyrol, et se proposaient de déboucher des montagnes en nivose (janvier 97). Dans ses lettres, écrites non pas avec découragement, mais avec un accent de douleur où il entrait de l'indignation, le vainqueur d'Arcole disait qu'il ne voyait pas d'espérance, et que, puisque la France abandonnait ses enfans, oubliés et perdus au fond de leur conquête, ils se verraient réduits à rendre à l'Autriche une terre illustrée par leurs triomphes. Ces cris de détresse poussés par un homme tel que Bonaparte, poursuivi à tout moment du cruel spectacle de la vérité, étaient heureusement inconnus des citoyens que nos revers sur le Rhin avaient déjà beaucoup attristés. mais les royalistes, trop bien instruits de l'état des choses par leurs continuels rapports avec l'étranger, et enflammés par l'ardente et coupable espérance de voir bientôt les alliés victorieux, redoublèrent d'intrigues et de menées; les publicistes et les journaux de ce parti attaquaient tous les jours le Directoire, critiquaient tous ses actes, applaudissaient à toutes ses fautes pour l'égarer. Le gouvernement, embarrassé dans sa marche, s'irritait, menaçait de frapper, n'osait rien faire, et vivait ballotté entre les deux majorités des conseils, qui, aujourd'hui, cédaient aux orateurs royalistes animés des plus mauvaises passions, demain suivaient le parti constitutionnel, où il y avait sans doute de l'intelligence et du patriotisme, mais de l'intelligence sans volonté et un patriotisme méticuleux et toujours près de prendre l'alarme. Ces hommes auraient voulu qu'au sortir du plus grand orage, l'état prît tout à

coup une assiette ferme et paisible... Ce que personne ne sentait, c'est que le vaisseau constitutionnel avait été lancé trop tôt, et que la dictature eût été encore nécessaire entre les mains de ceux qui tenaient le gouvernail. Indépendamment de toutes ses fautes, le directoire était faible, parce que la loi était impuissante là où il aurait fallu une force révolutionnaire employée avec sagesse. Sans pénétrer cette vérité, qu'ils auraient d'ailleurs cachée avec soin s'ils l'eussent devinée, les royalistes profitaient de l'état des choses avec d'autant plus d'ardeur que la proximité des nouvelles élections leur faisait entrevoir l'arrivée des leurs aux deux conseils, et par conséquent un grand surcroît d'influence. Les journaux du parti étaient autant de tribunes qui prêchaient et préparaient chaque jour des choix conformes à ses vœux. De leur côté, les patriotes, toujours hostiles au gouvernement qui se montrait bien plus sévère contre eux que contre les royalistes, ne le ménageaient pas. Irrités de ces attaques simultanées, les directeurs demandèrent des lois contre la presse; on les leur refusa avec raison. En même temps, des plans financiers dans lesquels l'opinion publique trouvait beaucoup à reprendre, étaient souvent repoussés dans les conseils, et renvoyés à des bureaux qui ne faisaient leurs rapports que bien long-temps après. De là beaucoup de gêne dans le trésor, presque sans ressources, et des reproches du directoire aux deux conseils, qui ne témoignaient aucune confiance en lui. Il leur adressait des messages alarmans et les rendait publics, dans l'espoir de gagner le peuple et de les discréditer dans son esprit. Les conseils, furieux de cette publicité qui leur semblait une insulte et une perfidie, ne se montraient que plus mal disposés envers le pouvoir exécutif.

Malgré cet état d'hostilités réciproques, comme la nécessité parlait encore plus impérieusement que les passions, il fut apporté de grandes améliorations dans les finances de

l'an V. La dépense ordinaire, fixée à 450 millions, dût être couverte par les contributions foncière, somptuaire et personnelle, par les droits de douane, de timbre et d'enregistrement, tous acquittés en numéraire. On appliquait aux besoins extraordinaires, évalués à 550 millions, l'arriéré de l'impôt et le produit de la vente des biens nationaux. Enfin, en admettant quelques mandats et quelques assignats au paiement de l'arriéré, on fit cesser le désordre causé par le papier. Les impositions arriérées devant être rentrées avant le 15 frimaire (5 décembre), le gouvernement institua des garnisaires pour hâter la perception. L'état avait déjà reçu les cinq sixièmes en trois soumissions; pour le dernier sixième, on résolut d'exiger ler emboursement immédiat par des obligations payables en numéraire, signées par les acquéreurs et mises aussitôt en circulation, la loi déclarant, qu'en cas de protêt, le propriétaire se trouvait exproprié. Après ces opérations, qui réussirent, le gouvernement décida que tous les rentiers et les fonctionnaires publics seraient soldés en numéraire. Seulement, comme on pouvait payer les premiers en argent, on leur donna des billets au porteur, recevables en paiement du prix des biens nationaux.

Après avoir pourvu à un objet aussi essentiel que les finances, il restait au directoire à remplir le plus pressant des devoirs, celui d'envoyer des renforts à l'armée d'Italie; en effet, l'Autriche, instruite à notre école et secondée par une administration vigilante et éclairée, avait déployé une activité infatigable pour augmenter l'armée d'Alvinzi, et la composer d'hommes dévoués à la maison régnante, comme de vieux serviteurs à un bon maître. Si l'Autriche est pleine d'orgueil comme puissance, la simplicité des mœurs, l'absence de toute espèce de faste dans les manières, l'habitude d'écouter tout le monde et de se montrer en public sous un habit modeste, rendent les princes de ce pays très populaires; d'ailleurs les revers mêmes avaient

allumé la flamme du patriotisme dans les cœurs. Le gouvernement avait vu former, sous le nom de volontaires de Vienne, un régiment de jeunes gens auxquels l'impératrice elle-même avait remis des drapeaux brodés de ses mains. Il y avait là une image, affaiblie toutefois, de notre levée de septembre 1792.

Il est curieux ici de voir comment le génie de Bonaparte va sortir victorieux de cette lutte qu'il considérait comme la dernière qu'il aurait à soutenir pour la possession de cette belle terre italique, où il voulait laisser un nom plus grand et plus cher que celui des héros de l'ancienne Rome, qui avaient marché à l'empire du monde sur les ruines de la liberté de tous les peu plesdont nos armes venaient affranchir les descendans. La précédente campagne, cette prodigieuse lutte d'Arcole, les soins de la guerre, de l'administration et du gouvernement, réunis dans une seule main, semblaient avoir épuisé les forces du général. Tourmenté en outre d'une maladie qui depuis long-temps le minait, de cette gale invétérée qu'il avait prise au siége de Toulon, en saisissant un refouloir tombé des mains d'un canonnier mortellement frappé, Bonaparte ne pouvait presque plus se tenir à cheval. Sa figure, amaigrie par la souffrance, ses longs cheveux, qui semblaient augmenter l'expression maladive de ses traits, une pâleur mortelle, tout en lui annonçait un grand dépérissement. Cependant le feu de ses regards, la constance de son attitude, et cet air pensif et sévère que donne l'habitude des grandes choses, la sérénité de son front, qui dissimulait ses agitations intérieures, annonçaient que l'âme avait gardé toute sa vigueur, qu'elle soutenait les ruines du corps, et lui communiquait une activité nouvelle. Cette activité s'étendait à tout; c'est ainsi qu'en attendant le moment de donner la grande bataille que les deux partis attendaient avec la même impatience, il faisait la guerre aux voleurs, aux intrigans de tout genre qui s'étaient jetés sur l'Italie

comme sur une terre promise. Satisfait de voir dominer l'abondance autour de nos soldats, après tant de glorieux efforts, il ne voulait pas que quelques misérables, qui n'avaient pas eu de part à la peine, eussent part à la récompense, et se fissent un jeu d'exploiter au profit de leur cupidité un pays fécond, mais non pas inépuisable. Toutefois, le luxe de ses officiers le tourmentait peu; on lui reproche même d'avoir fait entrer dans ses calculs la permission tacite qu'il leur accordait de s'enrichir; mais du moins, sa conviction lui disait qu'au moindre appel de sa voix de commandement, ils s'arracheraient des délices de Capoue pour redevenir des hommes de bataille et de victoire. Indulgent pour eux, il se montrait inflexible, comme l'aurait été Saint-Just, envers les fournisseurs qui étaient alors devenus une des plaies de la France. Lui-même vérifiait les comptes, et punissait avec toute la sévérité et la puissance d'un dictateur : encore s'accusait-il de n'être pas assez rigide. Chaque jour le voyait inventer de nouveaux moyens pour prendre sur le fait les dilapidateurs qui auraient pu lui échapper. Là, commencent à se montrer à côté de l'ordre, de la précision, de la vigilance, les ombrages, les rigueurs, et aussi les injustices de son administration pendant tout le temps qu'il tînt les rênes de la France et de l'Europe. Sous lui, on eût dit qu'il y avait toujours une chambre ardente pour ceux qui devaient compter avec l'État. Loin de ne pouvoir suffire à tant de travaux, Bonaparte trouvait encore du temps pour se délasser avec ses généraux et les belles italiennes, dont leur gloire avait touché le cœur. Madame Bonaparte, appelée par son époux, qui avait pour elle un ardent amour, donnait le ton à cette société choisie, et reposait le général des fatigues et des soucis du commandement.

Ses yeux étaient toujours fixés sur Mantoue; la résistance obstinée de cette forteresse contrariait tous ses plans; il aurait voulu qu'elle se rendît avant la reprise des hosti-

lités. Il savait que le jour où les Autritrichiens, commandés par Alvinzi, nous attaqueraient, Wurmser devait tomber sur nos derrières, après avoir passé sur le corps chargé du blocus, et s'être réuni aux troupes que la cour de Rome tenait prêtes à agir contre nous. Venise inquiétait aussi Bonaparte; mais il venait de s'emparer de Bergame sous le prétexte que les forces de la république ne suffiraient pas pour défendre ce point stratégique important; mais au moment même de cette violation du droit des gens, dictée par la nécessité, il avait le plus grand soin d'entretenir toutes les liaisons d'amitié contractées avec la cour de Piémont et le duc de Parme ; il fit plus, et pour se concilier le duc de Toscane, il abandonna Livourne moyennant deux millions. Bonaparte aurait bien voulu pouvoir poursuivre ses projets contre la cour de Rome, dont la perfidie et la conduite menaçante le révoltaient. Le gouverneur papal commettait toutes les imprudences capables d'attirer sur lui les forces républicaines; mais leur chef connaissait trop l'importance de la ligne de l'Adige pour s'affaiblir sur ce point; c'était là que devait se décider la querelle. En effet, Alvinzi commença son mouvement dans les premiers jours de janvier 1797 (nivôse). Le 9 janvier tous nos avant-postes furent attaqués. L'armée française se voyait renforcée, depuis Arcole, de deux demi-brigades d'infanterie tirées des côtes de la Provence, et d'un régiment de cavalerie. Joubert, avec une division, occupait Montebaldo, Rivoli et Bussolino; Ray se trouvait en réserve à Dezauzano, Masséna à Vérone et son avant-garde à Saint-Michel; Augereau occupait Legnago et Bevilaqua, Serrurier bloquait Mantoue. Ces cinq divisions formaient un total de quarante-trois mille soldats; tandis que la force numérique des huit divisions qui allaient nous assaillir s'élevait à soixante-dix mille combattans, non compris les vingt-quatre mille soldats exténués, il est vrai, de maladies et de fatigues, que contenait Mantoue,

mais qui pouvaient encore contribuer à notre perte par un dernier effort dans le moment décisif. Aussi, de toutes les différentes opérations que Bonaparte conduisit en Italie, celle que nous allons raconter est-elle la plus extraordinaire. Alvinzi, à la tête de quarante-cinq mille soldats, porta son quartier-général de Bassano à Roveredo ; Provera, avec vingt mille combattans, dut agir sur le Bas-Adige ; il établit en conséquence son quartier-général à Padoue. Le 12 janvier 97 (23 nivôse), sa division de gauche, commandée par Bayalitsch, prit position à Caldiero et à Montagnana ; le général Hohenzollern marcha ensuite sur Bevilaqua, où se trouvait l'avant-garde française, commandée par le brave Duphot, qui, après une légère résistance, se replia et passa l'Adige à Porto-Legnago. La division Bayalitsch ayant assailli Saint-Michel, fut vivement repoussée par le général Masséna, qui accourut au secours de son avant-garde, et chassa les Autrichiens jusqu'à Caldiero. Bonaparte ordonna dans la nuit, à ce général, de reployer toutes ses forces derrière Vérone, où il était arrivé pendant le combat de Saint-Michel. Ce fut là qu'il apprit que Duphot avait été attaqué par douze mille Autrichiens, et qu'il voyait arriver sur lui la première ligne du principal corps de l'ennemi. Bonaparte attendait d'autres nouvelles. Une dépêche de Joubert lui annonça qu'il s'était battu toute la journée contre l'ennemi, qui, quoique plus nombreux, n'avait pu nous faire perdre de terrain.

Le 13 au matin, Bonaparte n'était pas encore décidé, il n'apercevait pas nettement le plan de son adversaire. Les troupes continuèrent à se tenir prêtes à marcher. La division campée à Dezenzano se porta sur Castelnovo. Les soldats attendaient avec confiance les ordres du général. A dix heures de l'après-midi, Bonaparte reçut un rapport de Joubert qui lui mandait que dans la journée il avait été attaqué par des forces très considérables ; que sa position se trouvait critique ; qu'il avait eu pourtant le

bonheur de se maintenir jusqu'à ce que, s'étant aperçu que deux colonnes le tournaient par sa gauche et par sa droite, et craignant de voir les ennemis s'emparer du plateau de Rivoli qui se trouvait sur ses derrières, il s'était vu forcé de s'affaiblir en faisant occuper cette position importante, sur laquelle il s'était replié dans la soirée. A la lecture de ce rapport, Bonaparte comprit aussitôt que la victoire était sur le plateau de Rivoli. On ne pouvait plus douter qu'Alvinzi n'opérât avec deux corps, le principal sur Montebaldo, et le moindre sur le Bas-Adige. La division Augereau parut suffisante pour empêcher Provera de franchir la rivière. Il n'y avait pas une minute à perdre pour voler au devant d'Alvinzi qui menaçait Rivoli, et forcer ainsi l'armée autrichienne à combattre sans sa cavalerie et sans son artillerie hors d'état de suivre l'infanterie dans les chemins escarpés qui traversent le Montebaldo; mais si Alvinzi parvenait à occuper le célèbre plateau, tout lui devenait facile; alors il pouvait espérer, par sa grande supériorité numérique, de porter un coup mortel à son rival. Préoccupé des desseins de l'ennemi, Bonaparte partit dans la nuit du 24 au 25 nivôse (13-14 janvier). Pour secourir Joubert, il ordonna à la 75e, à la 18e, à la 32e demi-brigade de la division de Masséna, de se diriger à marches forcées sur Rivoli, où lui-même les précéda de quelques heures.

Le temps s'était éclairci, la lune permettait de reconnaître les positions des Autrichiens; Bonaparte monta sur les différentes hauteurs, observa les lignes d'Alvinzi et la disposition des feux de leurs bivouacs. A juger par les apparences, ses forces pouvaient s'élever à quarante-cinq mille combattans; nous n'avions pas plus de vingt-deux mille hommes à leur opposer; mais Bonaparte comptait pour vaincre sur sa formidable artillerie et sur la cavalerie qu'il allait lancer contre l'ennemi privé de la sienne. Les troupes d'Alvinzi ne devaient pas commencer l'action

avant dix heures du matin. La première colonne, celle de Lusignan à sa droite, se trouvait très éloignée et paraissait manœuvrer pour couper la retraite à l'armée républicaine; Liptay se montrait prêt à aborder la gauche du plateau de Rivoli, tandis que la colonne de Koblos rasait le pied de Monte-Magone; Coskay, suivant la crête de cette montagne, se dirigeait sur la chapelle Saint-Marc. La cinquième colonne se composait de quatorze bataillons, de l'artillerie, de la cavalerie et des bagages de l'armée autrichienne; après avoir passé l'Adige à Dolce, elle avait descendu la rive droite au pied du Monte-Magone, et se trouvait vis-à-vis Osteria, en échelons près le hameau d'Incanole, au pied du plateau; elle devait déboucher par cette chaussée. La sixième colonne, sous les ordres de Wukassowich, longeait la rive gauche de l'Adige, en face de la Chièse vénitienne.

Bonaparte, qui comprit toute la pensée de son adversaire, prescrivit à Joubert, qui avait évacué sur Monte-Magone la Chapelle Saint-Marc, de se reporter en avant, de reprendre sa position avant le jour, et de refouler Okskay aussi loin qu'il le pourrait. A quatre heures du matin, le général Vial avait occupé de nouveau la Chapelle de Saint-Marc; au jour, les Croates se trouvaient repoussés jusqu'au milieu de la crête de Monte-Magone. Koblos, pressant sa marche, déboucha, vers neuf heures, sur les hauteurs à la gauche du plateau. Aussitôt les 14me et 85me demi-brigades ouvrirent leur feu; la 14me occupait la droite, elle repoussa les attaques de l'ennemi; la 85me debordée fut rompue aussitôt; l'intrépide 14me, au lieu de se laisser intimider, forma un coude, et reçut, sans perdre un pouce de terrain, le choc de l'ennemi qui se croyait victorieux. Bonaparte, dont le regard d'aigle embrassait tout le champ de bataille, d'ailleurs peu étendu, s'élançant vers la division Masséna qui prenait un peu de repos, la précipita sur l'ennemi, enfonça la colonne de

Koblos et la mit dans le plus affreux désordre. Liptay accourut au secours de ses compagnons. Quasdanowick apercevant du fond de la vallée que Joubert n'avait laissé aucune troupe à la Chapelle, crut le moment opportun pour déboucher; il détacha cinq bataillons, dont trois devaient gravir la côte et occuper la Chapelle, tandis que deux autres protégeraient le passage de la cavalerie et de l'artillerie. A la vue de ce mouvement, Joubert ordonna à trois bataillons de retourner au pas de course à la Chapelle; les trois bataillons ennemis furent précipités dans le fond de la vallée; une batterie de quinze pièces écrasa tout ce qui voulut déboucher par la gorge; Lassale et Leclerc, à la tête de quelques centaines de chevaux, prirent tout ce qui étant parvenu sur le plateau, cherchait à s'y maintenir.

Quasdanowich et Wakaossowich ne pouvant déboucher, devinrent ainsi inutiles à Alvinzy. Pendant ce temps, Lusignan à cheval sur le chemin de Vérone, sur les hauteurs de Pépols, croyait avoir fermé toute issue à l'armée française; mais voyant bientôt la déroute d'Ocksay, de Koblos, de Liptay, il pressentit le sort qui l'attendait. La plus grande partie de cette division posa les armes : il était deux heures, la journée était complète, l'ennemi battu sur tous les points; on put croire un moment que toute l'armée d'Alvinzy allait être prise, car il faillit perdre la rampe qui descend à la route d'Incanole, son unique voie de retraite. Les Français victorieux avaient fait sept mille prisonniers, enlevé plusieurs drapeaux et douze pièces de canon qui étaient enfin parvenues à déboucher.

Pendant cette bataille de Rivoli, si glorieuse pour nos armes, Provera passa l'Adige près de Legnago, et marcha sur Mantoue, après avoir laissé une forte réserve pour garder les ponts. Bonaparte fut informé de ce passage : aussitôt, laissant à Masséna, à Murat, à Joubert, le soin d'achever Alvinzy, il partit avec quatre demi-brigades pour se rendre à Mantoue; nous en étions à treize lieues.

Provera ne put forcer Miollis dans Saint-Georges : le 15 et le 16, Wurmser tenta une sortie, Bonaparte plaça sous les ordres de Serrurier les quatre régimens, de manière à résister au vieux maréchal, qui fut rejeté dans Mantoue après un combat opiniâtre ; la division de Victor se jeta sur Provera. Ce fut dans cette journée que la 57me demi-brigade conquit son surnom de *terrible* ; elle traversa, la baïonette au bout du fusil, toutes les lignes de l'ennemi ; incapable de résister à cette furie, investi par Augereau, Victor et Masséna, inquiété par une sortie de Miollis, Provera capitula ; six mille prisonniers, au nombre desquels se trouvaient les jeunes volontaires de Vienne, tombèrent en notre pouvoir.

Le général Point de la division Augereau attaqua l'arrière-garde que Provera avait laissée à la Mollinella ; il ne s'échappa de cette division autrichienne, que deux mille soldats qui n'avaient pas franchi l'Adige ; les débris des troupes allemandes traversèrent la Piave : ainsi donc le génie de Bonaparte, aidé de l'intrépidité de nos jeunes et braves soldats, avait dévoré une nouvelle armée ennemie. Les trophées de cette merveilleuse campagne furent vingt-cinq mille prisonniers, vingt-quatre drapeaux, soixante pièces de canon. Bonaparte se hâta de faire connaître à Wurmser la défaite d'Alvinzy ; dès lors le brave gouverneur de Mantoue dut songer à ouvrir ses portes au vainqueur. Pourtant il répondit à une première sommation : « J'ai des vivres pour un an. » Mais à quelques jours de là, Klenau, son premier aide-de-camp, se rendit au quartier-général de Serrurier, qui avant de s'expliquer, allégua la nécessité de prendre les ordres du général en chef. Bonaparte se rendit à Roverbella, accorda une noble capitulation au maréchal, qui, par gratitude, dénonça au général français un projet d'empoisonnement qui devrait être tenté contre lui en Romagne. Wurmser espérait déposer son épée entre les mains du général en chef ; mais il était

déjà parti pour en finir avec la cour de Rome, aussi hostile que déloyale. Serrurier présida aux détails de la reddition de Mantoue, et vit défiler devant lui le maréchal et tout l'état-major de son armée. Il paraît malheureusement trop vrai qu'un homme, dont je ne veux pas troubler la cendre en le nommant, concourut pour le prix de cinq millions à la prise de Mantoue, sa patrie. Bonaparte, qui s'était servi du traître, ne voulut jamais l'employer, et le laissa vieillir et mourir au milieu de ses coupables richesses. La garnison prisonnière s'élevait encore à vingt mille hommes, dont douze mille combattans, trente généraux, quatre-vingt commissaires et employés de toute espèce. Depuis le mois de juin, vingt-sept mille cinq cents soldats avaient succombé dans les hôpitaux, ou étaient tombés dans divers sorties.

Il est impossible d'énumérer les preuves d'audace, d'activité, de constance et d'héroïsme que firent alors nos soldats et leurs chefs, entre lesquels Joubert, Augereau et Masséna brillent au premier rang; quant à Bonaparte, jamais les marches de César et de Frédéric II n'eurent rien de comparable à celles que nos troupes firent sous ses ordres dans les affaires qui précédèrent la reddition de Mantoue : les savantes combinaisons de Turenne réunies aux illuminations soudaines du prince de Condé ne donneraient qu'une faible idée de leur rival.

Après avoir rappelé notre envoyé Cacault, indignement joué par la cour de Rome, que dirigeait le cardinal Basca, Bonaparte ordonna au général Victor de passer le Pô à Borgo-Forte avec quatre mille fantassins et six mille chevaux; il réunit ensuite la division du général Lahoz à Bologne, et de cette ville, il lança son manifeste contre le Vatican, violateur des paroles données et de l'armistice.

Le 2 février, le quartier-général s'établit à Imola, et bientôt sa petite armée forte au plus de neuf mille combattans français, se trouva en face des troupes papales

rangées en bataille sur la rive droite du Sénio pour en défendre le passage. Les soldats du saint Père formaient sept mille combattans réguliers; ils étaient flanqués de masses de paysans soulevés par les prêtres. Comme les Français avaient fait une longue marche, ils prirent position; au moment où ils plaçaient leurs grandes gardes, un parlementaire se présenta et déclara d'une manière burlesque, de la part de son éminence monseigneur le cardinal général en chef, « *que si l'armée française continuait d'avancer, il ferait feu sur elle.* Après avoir beaucoup ri de cette menace, on répondit : *qu'on ne voulait pas s'exposer aux foudres du cardinal, et qu'on allait prendre position pour passer la nuit.*

Cependant le cardinal Busca, qui avait dit à Cacault : Nous ferons une Vendée de la Romagne, nous en ferons une des montagnes de la Ligurie, nous en ferons une de toute l'Italie! pouvait croire avoir réussi. Les Romagnoles s'étaient levés au bruit du tocsin. Mais Bonaparte pensait avec raison, qu'une fois maître de Rome, il calmerait aisément cette effervescence populaire. En un moment, l'armée papale fut culbutée; Faenza prise allait être livrée au pillage; les ordres du général en chef préservèrent cette ville. Il y réunit tous les révoltés, tous les prisonniers faits par nos troupes, et dit à ces hommes qui attendaient la mort : « Je suis l'ami de tous les peuples, et surtout de ceux de Rome! Vous êtes libres. » Ces malheureux tombèrent aux genoux de Bonaparte, en pleurant de joie et de reconnaissance. Cette conduite sage et politique changea les esprits; à Forli, à Césène, à Rimini, à Pezaro, à Sinigaglia nous trouvames le peuple prêt à nous seconder. Le Piémontais Colli, qui commandait l'armée du pape, avait pris une bonne position sur les hauteurs en avant d'Ancône; rien ne put nous résister; nos soldats firent leur entrée à Ancône et prirent le célèbre couvent de Lorette où l'on trouva, quoique la cour de Rome eût fait enlever les

objets les plus précieux, pour plus d'un million en matières d'or et d'argent. Beaucoup de prêtres français qui s'étaient refugiés dans les états romains, se croyaient arrivés à leur dernière heure; Bonaparte les rassura; il semblait ne garder son courroux que contre le Vatican, où régnait la plus grande consternation.

« Les Français ne marchent pas, s'écriaient les prélats, ils courent. » L'avant-garde de notre armée, après avoir franchi l'Apennin, se trouvait à trois journées de Rome. Le quartier-général était, le 13 février, à Tolentino, où arrivèrent enfin le cardinal Mattei, monseigneur Galeppi, le duc de Braschi, le marquis Massimi ministres plénipotentiaires du pape. Au bout de cinq jours de pourparlers, on arrêta les conditions suivantes : que la cour de Rome, après avoir revoqué toute adhésion, consentement et accession patente ou secrète contre la république française, contracterait l'engagement de ne fournir aucun secours à nos ennemis, renoncerait à tous les droits qu'elle pourrait avoir sur Avignon et le comté Venaissin, sur les Légations de Bologne, Ferrare et la Romagne; qu'elle paierait en outre au trésorier de l'armée française dix millions en numéraire et cinq millions en diamans, enfin qu'elle rétablirait l'école des arts instituée à Rome pour les Français, et ravagée par le peuple. L'armée française devait garder Ancône comme garantie des clauses du traité de Tolentino. Rien ne convenait moins au Directoire, qu'une paix avec Rome. Dans toute cette affaire mettant sa politique à la place du gouvernement, Bonaparte montra pour le pontife des égards et prit une autorité qui n'annonçaient que trop ses espérances et ses desseins. Depuis la journée de Lodi, il se regardait comme appelé à régler les destinées de la France; il secouait déjà le joug de l'autorité. Aussitôt la signature de ce traité, Bonaparte se rendit à Mantoue d'où il fit partir de beaux tableaux pour Paris, où il projetait de former un immense musée, enrichi des dépouilles de

l'Europe, et destiné à devenir le temple des arts. On eut dit d'un roi qui pensait à orner sa capitale.

Ce fut au milieu de ces soins, que le général, secouru trop tard, mais vainqueur à force de genie, reçut les belles divisions de Bernadotte et de Delmas. « Dès lors l'armée d'Italie, dit-il lui-même, était en état de tout entreprendre; elle pouvait forcer seule le cabinet de Vienne à rompre l'alliance avec l'Angleterre. »

Nous avons exposé comment cette dernière puissance avait pris possession de la Corse : Bientôt des mécontentemens éclatèrent dans l'île, en sorte que Paoli qui les partageait, reçut un ordre d'exil. Il partit et alla rendre son dernier soupir à Londres. C'était un homme fort courageux, et pénétré d'amour pour sa sauvage patrie. En octobre 1796, Bonaparte, alors à Milan, lança contre les oppresseurs de la Corse, les réfugiés qui s'étaient montrés, comme Paoli, peu dociles aux volontés de la Grande Bretagne. Gentili les commandait, et bientôt les Anglais durent abandonner cette île qu'ils n'avaient possédée que deux ans.

La France alors rentra en possession de la Corse dont le général Vaubois reçut le commandement. Il apaisa une révolte en faisant fusiller celui qui la commandait. C'était le descendant d'un Corse fameux, le brave Giafferi. Peut-être le général français eut-il bien fait de pardonner.

Cependant la cour de Vienne avait été d'abord effrayée au-delà de toute expression, par la défaite de l'armée d'Alvinzi et la chûte de Mantoue ; mais voyant que l'armée française ne se décidait pas à reprendre l'offensive sur le Rhin, le conseil aulique pensa pouvoir faire un grand détachement et envoyer à la tête de quarante mille soldats le prince Charles, pour prendre le commandement des armées autrichiennes. L'archiduc arriva, le 6 février (18 pluviose), à Inspruck ; d'où il porta bientôt son quartier général d'abord à Villach ensuite à Gorizia. Par ses ordres, des ingénieurs parcoururent les débouchés des Alpes Ju-

liennes et Noriques pour y élever des fortifications dès que les neiges seraient fondues. Bonaparte brûlait d'impatience de prévenir son nouvel adversaire, surtout avant l'arrivée des troupes qui accouraient à marches forcées des bords du Rhin. L'armée d'Italie était forte de cinquante-trois mille hommes, de cinq mille chevaux; son artillerie formidable se composait de cent vingt bouches à feu. La mauvaise volonté de Venise obligea le général français à laisser dix mille soldats en réserve sur l'Adige, pour surveiller cette république; il ne pouvait donc entrer sur le territoire autrichien qu'avec quarante-trois mille hommes. Il avait pensé que les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin devaient être réunies en une seule armée de cent vingt mille combattans qui, partant de Strasbourg, pénétrerait en Bavière, passerait l'Inn, arriverait sur l'Ens, et se réunirait à l'armée d'Italie : celle-ci, traversant le Tagliamento, les Alpes Juliennes, la Carinthie, la Drave, et la Muer pour se porter sur la Simmering. Bonaparte soutenait qu'avec un tel ensemble d'efforts, la France dicterait la paix sous les murs de Vienne. Le Directoire obstiné dans la vieille routine, et plus que jamais poursuivi de la crainte de voir l'influence de Bonaparte grandir outre mesure, persista dans la résolution de tenir séparées les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin qui, dans la campagne précédente, auraient obtenu des succès décisifs, si elles n'eussent obéi qu'à une seule volonté, qu'à un seul chef.

L'armée autrichienne dans le Tyrol, comptait cinquante mille hommes; quinze mille gardaient le Tyrol proprement dit; le reste, en bataille derrière la Piave, couvrait le Frioul. Elle attendait encore six divisions du Rhin qui élèveraient ses forces numériques à quatre-vingt-dix mille soldats.

Voici les positions qu'occupaient au commencement de mars (ventose) les troupes françaises. Les divisions Del-

mas, Baraguay-d'Hilliers, Joubert et la brigade de cavalerie du général Dumas, occupaient le Tyrol italien. Joubert avait le commandement supérieur de ces troupes, qui pouvaient s'élever à dix-sept mille combattans. Masséna, Serrurier, Guieux, Bernadotte et la cavalerie de réserve aux ordres de Dugua, présentaient un effectif de trente-quatre à trente-cinq mille soldats réunis dans le Bassanais et le Trévisan; leurs avant-postes garnissaient la rive droite de la Piave. Victor, encore sur l'Apennin, se dirigeait vers l'Adige où il devait prendre le commandement de l'armée de réserve, que Bonaparte, prêt à s'engager dans les montagnes, voulait laisser sur ses derrières.

Le général en chef se porta le 9 mars (19 ventose) à Bassano, où il adressa à ses soldats une proclamation dans laquelle respire tout l'orgueil de ses victoires passées et toute la confiance qu'il avait dans l'avenir.

« Vous avez été, leur disait-il, victorieux en quatorze batailles rangées et dans soixante-dix combats; vous avez fait cent mille prisonniers, pris cinq cents pièces de canons de campagne, deux mille de gros calibre, quatre équipages de pont... Vous avez enrichi le muséum de Paris de trois cents chefs-d'œuvre de l'ancienne et nouvelle Italie, qu'il a fallu trente siècles pour produire... Les plus hautes destinées vous attendent !!! Vous en serez dignes!! »

Aussitôt nos soldats se mirent en mouvement. Masséna passa la Piave dans les montagnes, battit la division Lusignan dont il jeta les débris au-delà du Tagliamento, s'empara de Feltre, de Cadore, de Bellune; Serrurier, franchissant aussi la Piave le 12, marcha sur Conégliano; Guieux exécuta son passage à Ospitaletto en avant de Trévise, à deux heures après midi.

L'ennemi avait choisi pour son champ de bataille la plaine du Tagliamento, favorable à sa belle et nombreuse cavalerie. L'arrière-garde autrichienne, ayant voulu tenir à Sacélo, fut enfoncée. Le 16, les deux armées se trou-

vèrent en présence. Les troupes françaises occupaient la rive droite du Tagliamento, Guieux la gauche, Serrurier le centre, Bernadotte la droite. La canonnade s'engagea d'une rive à l'autre du fleuve. Bonaparte voyant l'ennemi bien préparé pour combattre, se retira en arrière et fit établir les bivouacs. L'archiduc trompé par cette ruse rentra dans son camp, alors les Français reprirent les armes. Duphot à la tête de la vingt-septième, Murat avec la quinzième, franchirent le Tagliamento ; Bernadotte et Guieux les suivirent ainsi que leurs divisions. Serrurier et Dugua, appuyant le mouvement, vinrent aussi se mettre en ligne. En vain le prince Charles voulut rompre nos bataillons ; sa cavalerie qu'il lança sur nous, fut battue. Les villages de Gradisca et de Codropa ne purent être repris par son infanterie : il se mit donc en retraite, abandonnant au vainqueur huit pièces de canons. Cependant, au bruit des premières décharges de l'artillerie, Masséna exécuta son passage à San-Daniel, il s'empara d'Oropo ; et maître ainsi de l'importante chaussée de Pontéba et de la Chiusa vénitienne, il poussa vivement sur Tarvis les débris de la division Ocskay. L'archiduc, dont la retraite sur la Carinthie se trouvait coupée par le mouvement de Masséna, résolut de gagner la chaussée de Pontéba par Udine et la Chiusa autrichienne. Il envoya sur Tarvis trois divisions, placées sous le commandement de Bayalitsch, tandis que le gros des troupes allemandes se dirigeait de manière à défendre l'Isonzo. Mais Masséna n'était plus qu'à deux journées de marche; le prince Charles courut à Klagenfurt, se mit à la tête d'une belle division de grenadiers qui arrivaient du Rhin, et prit position en avant de Tarvis afin d'arrêter le général français. Il fallut toute l'intrépidité de la division Masséna pour résister au choc des grenadiers allemands, excités par le prince Charles qui, plusieurs fois, se prodigua comme un simple soldat ; enfin les grenadiers ennemis complètement battus, ne purent se

rallier que derrière la Drave. Masséna s'établit à Tarvis.

Les divisions qui avaient donné à la bataille sur les rives du Tagliamento, se portèrent rapidement en avant, s'emparèrent de Palma-Nova, et voulurent pénétrer dans Gradisca où elles espéraient passer l'Isonzo ; mais Bernadotte, reçu à coups de canons, ne put même pas parlementer; alors Bonaparte se porta sur la rive gauche de l'Isonzo par le chemin de Montefalcone. Il aurait fallu beaucoup de temps pour construire un pont ; l'intrépide audace des Français y suppléa, ils franchirent la rivière ayant de l'eau jusqu'à la ceinture. Gradisca, que Bernadotte avait vainement cherché à forcer, capitula lorsque le gouverneur autrichien vit Serrurier qui avait franchi le torrent. Le quartier-général fut établi à Gorizia. La division Bernadotte marcha sur Laybach, Dugua prit possession de Trieste. Le général Guieux avait marché de Tagliamento sur Udine, et avait tué beaucoup de monde à la division Bayalitsch ; ce corps vivement poursuivi par Guieux, coupé par la division Masséna, se fit battre à la Chiusa ; bagages, canons, drapeaux, tout fut pris.

L'armée française passa la Drave sur le pont de Willach que l'ennemi n'eut pas le temps de brûler ; nous nous trouvions alors en Allemagne. Les deux divisions autrichiennes de Kaim et de Mercantin, nouvellement arrivées, furent battues à Klagenfurt, qu'elles tentèrent inutilement de défendre. Après avoir cherché à rassurer les Tyroliens et les paysans allemands par une adroite proclamation, et organisé dans ce pays un gouvernement provisoire, Bonaparte continua son mouvement en avant. On trouva dans les magasins impériaux de la mine d'Idrya, pour plusieurs millions de vif-argent. Joubert n'avait pas encore attaqué Kerpen ; les ordres de Bonaparte lui prescrivaient de se contenter de garder sa position de Lavis ; mais dès que Masséna se fut rendu maître de la chaussée de Carinthie, le général en chef expédia à Joubert l'ordre de battre l'enne-

mi, de le rejeter au-delà du Brenner, et de rejoindre ensuite l'armée à Spital. Le 20 mars Joubert commença le mouvement prescrit ; la Lavis fut franchie et le général Kerpen battu à St.-Michel, le général Laudon à Tramis. Dans ces deux batailles qui nous ouvrirent le Tyrol, l'armée ennemie perdit trois mille morts et six mille prisonniers. Rejoint par la première division autrichienne venue des bords du Rhin, le général Kerpen voulut essayer de nouveau une lutte contre le vainqueur. L'attaque fut vive, la défense intrépide ; mais l'expérience de nos tirailleurs, et le sang-froid des colonnes d'action triompha de la ténacité allemande. Kerpen fit sa retraite sur Mitterwald ; Joubert l'assaillit dans son camp. Une charge de cavalerie, conduite par l'audacieux Dumas, décida le succès de cette affaire ; l'ennemi évacuant Sterzing se retira sur le Brenner.

Le quartier-général de Bonaparte se trouvait à soixante lieues de Vienne. Tout portait à croire que dans un mois, l'armée française victorieuse, occuperait cette capitale. Au milieu de ses victoires, à Klagenfurth, Bonaparte avait appris que le Rhin n'était pas franchi par nos armées du nord ; alors, sans être pourtant effrayé de son audacieuse expédition, Bonaparte crut devoir offrir la paix aux vaincus et profiter de la terreur que son apparition en Allemagne avait répandue jusque dans les palais de Vienne. Il adressa donc, à cet effet, une lettre au prince Charles, qui lui répondit qu'il n'avait aucun pouvoir pour traiter de la paix.

Sans perdre de temps, Bonaparte marcha en avant ; Masséna dut se porter sur Freisach dont il s'empara. L'archiduc vint à nous avec quatre divisions du Rhin, qui n'avaient été que faiblement engagées (c'étaient celles de Kaim et de Mercantin, celle du prince d'Orange et la réserve de grenadiers) ; un combat furieux s'engagea dans les gorges. Il y eut émulation de courage entre nos soldats

du Rhin, et les vétérans de l'armée d'Italie. Les républicains ne combattirent qu'à la baïonnette, et emportèrent toutes les positions, malgré les efforts désespérés du prince Charles. Bientôt Bonaparte battit les Autrichiens à Unzmark, entra dans Knittelfed, et ne rencontra plus d'obstacles jusqu'à Léoben, où l'avant-garde pénétra le 7 avril. Le même jour, Bellegarde et le général-major Nerfeld demandèrent une suspension d'armes de dix jours; Bonaparte ne voulut accorder que la moitié de ce temps. Il s'établit à Léoben, et porta son avant-garde sur le Simmering, à vingt-cinq lieues de Vienne. La désolation était générale dans cette grande ville; les partisans de l'Angleterre baissaient la tête, Thugut semblait à la veille d'une disgrâce. Le prince Charles conseillait la paix comme le seul refuge de la puissance autrichienne; la cour se décida donc à envoyer en toute hâte le comte de Merfeld et le marquis de Gallo, pour s'entendre sur un traité définitif. Les deux plénipotentiaires arrivèrent à Léoben, le 24 germinal (13 avril) au matin. Quoique Clarke, qui avait reçu du Directoire le droit de négocier, ne fût pas encore au camp français, Bonaparte passa outre, et les conférences commencèrent; nous en verrons plus tard les résultats.

LXV.

Effets produits en France par les victoires de Bonaparte. — Dissensions dans le pouvoir. — Agence royaliste. — Elections. — Sortie d'un directeur. — Rapport du décret du 3 brumaire. — Réaction. — Venise.

Les brillantes batailles de Castiglione, d'Arcole, de Rivoli, de la Favorite; la chute de l'imprenable boulevard de Mantoue, les nouveaux succès remportés sur le prince Charles qui semblait n'être accouru en Italie que pour déclarer Bonaparte invincible, excitèrent dans Paris un enthousiasme universel. Dans les transports de son orgueil et de sa joie, le peuple crut revoir l'époque où il avait célébré avec ses représentans cette fête des victoires, à laquelle quatorze armées avaient envoyé leurs brillans tributs. Dans ce moment un reflet de la gloire des soldats d'Italie et de leur chef rejaillissait sur le Directoire; il était l'allié d'une partie de l'Europe et la terreur de l'autre; tout le monde penchait à lui demander la paix, on cherchait à l'obtenir en sauvant le mieux possible les intérêts de l'amour-propre humilié. Si, profitant de cette attitude, il avait su habilement rattacher à lui les patriotes, en leur faisant comprendre par un retour sincère qu'il n'avait voulu frap-

per que les hommes implacables qui avaient juré sa ruine; si d'un autre côté ses membres avaient fait et tenu le serment de marcher d'accord dans les voies de la liberté, il pouvait aspirer aux plus hautes destinées, et affermir la république en la préservant du danger d'avoir besoin du secours d'un seul homme. Mais par malheur, la crainte avait glacé dans le cœur des directeurs cette espèce de sympathie et de fraternité qui, dans une autre époque, unissaient les patriotes entre eux, les fonctionnaires aux citoyens, et prenaient leur source dans le même attachement pour le peuple. Les directeurs voulaient sincèrement le bonheur de ce peuple, mais ils n'avaient point d'entrailles et d'affection pour lui, et n'auraient accepté son concours que dans un péril extrême. Ainsi, par une étrange anomalie, nous possédions un gouvernement républicain qui, sans être aristocratique, manquait entièrement de popularité. Il faut aussi convenir que les patriotes eux-mêmes, comprenant mal leur position et leur intérêt, avaient contribué singulièrement à jeter l'autorité dans une mauvaise route, et opposaient de grands obstacles à une réconciliation nécessaire. Dans les deux premières années, on avait joui, en France, d'une vraie liberté sous le Directoire; tout ami de son pays, tout homme sensé devait accepter et soutenir ce gouvernement. Les patriotes voulurent davantage, ils ébranlèrent l'édifice; les royalistes, oubliant leurs revers passés, tentèrent de le renverser par tous les moyens, et tout fut perdu. A la vérité, le gouvernement en butte aux attaques des patriotes, ses défenseurs naturels, et à celles de ses ennemis irréconciliables, les royalistes, travaillait lui-même à sa ruine, par ses divisions intestines. Il était partagé en deux fractions : dans la première, on remarquait Barras, Rewbel et Laréveillère, contre lesquels Carnot et Letourneur, sa créature soumise, formaient une opposition constante. Carnot jalousait et craignait Rewbel, plus capable que lui de

conduire les affaires, parce qu'il avait la vue plus nette, le caractère plus résolu et presque point de petites passions; Carnot se défiait des intrigues de Barras, méprisait sa vie de Sardanapale, et le redoutait comme propre à un coup de main dans un moment décisif; et en effet, Barras, qui parlait toujours de monter à cheval, aurait fort embarrassé, dans une journée des barricades, ce même Carnot, doué du reste d'un grand courage personnel, très révolutionnaire en fait de mesures de gouvernement, mais aussi malhabile à former des pratiques secrètes, que peu propre à se faire bien venir du peuple. Par une fatalité attachée à son caractère, Carnot qui aurait dû s'emparer de Laréveillère, dont la fermeté, les intentions droites et la moralité irréprochable auraient pu lui être si utiles dans le conseil et auprès de l'opinion publique, avait pris en inimitié ce collègue, et l'avait ainsi rejeté du côté de Rewbell et de Barras. Cependant, porté par son caractère et par son amour de la chose publique au rôle de conciliateur, Laréveillère était un espèce de juge de paix officieux entre ses collègues, tendait surtout à la réunion, et n'y parvenait que difficilement. Les dissensions n'empêchaient pas les directeurs de marcher ensemble et de rester d'accord dans toutes les affaires qui ne touchaient point aux passions; et comme, en définitive, tous voulaient le maintien du gouvernement, les choses allaient assez bien, ainsi qu'on l'a vu par tout ce qui précède: mais les germes de la dissolution n'en étaient pas moins au cœur même du gouvernement. Le royalisme développait avec soin ces germes mortels : il attaquait avec violence Rewbel, Barras ainsi que Laréveillère, et flattait Carnot en vantant la sagesse et la modération de celui que peu de temps auparavant il aurait voulu faire monter sur l'échafaud de Robespierre.

La même division régnait dans le ministère : Truguet, lié avec Hoche, défenseur de tous les officiers patriotes,

l'honnête et modéré Charles Delacroix, ami sincère de la liberté; le révolutionnaire Merlin de Douai, qui, averti par son danger, avait ouvert les yeux sur les trames des royalistes, se rangeaient du côté des trois directeurs unis ensemble, et partageaient en conséquence avec eux les anathêmes lancés par le parti des Bourbons; ce même parti au contraire accordait sa faveur hypocrite à Benezech, à Cochon, et au ministre de la guerre Petiet, qui semblaient marcher de concert avec Carnot. Nous avons dit l'opinion du temps sur les deux premiers de ces ministres; le troisième, injustement suspect aux patriotes, n'était pas sans doute un révolutionnaire, mais attaché à son pays, religieusement fidèle à ses devoirs, il avait mérité la réputation d'un homme sage et d'un administrateur habile; Carnot lui rendait justice, en même temps qu'il se sentait attiré par un caractère facile et des mœurs douces, dons particuliers à Petiet. Trop heureux de ces dissensions du pouvoir, encore agravées chaque jour par leurs journaux incendiaires, les royalistes continuaient leurs intrigues de toute espèce, au-dehors et au-dedans.

Ce parti, adoptant une organisation nouvelle, avait divisé la France en deux grandes agences; dans l'une se trouvaient le midi et les frontières de l'est; dans l'autre, l'ouest et le nord. M. de Précy était placé à la tête de la première; le grand comité central correspondait avec tous les agens secondaires de la division du nord.

Il était ordonné aux affidés de ne laisser percer d'aucune façon leur espérance d'un rétablissement prochain du prétendant sur le trône; ils devaient se contenter de critiquer le Directoire, de l'entraver dans sa marche, de le pousser aux fautes pour les censurer, et profiter de l'irritation répandue de cette manière dans les esprits, pour faire nommer aux conseils des représentans sur lesquels on pût compter. Voilà les instructions transmises aux hommes

qui n'en étaient encore qu'au second degré de l'initiation. A d'autres, plus prononcés et plus sûrs, on recommandait d'avoir des armes, de se tenir prêts à tout événement, de cacher les émigrés et les prêtres, et d'enlever pièce à pièce, aux hommes de la révolution, toute l'influence et toute l'autorité qu'ils avaient pu acquérir pendant le temps orageux de la terreur. Outre les secours qu'on attendait de toute cette organisation intérieure, les agens de Paris espéraient parvenir à rallumer les feux de la guerre civile, en écrivant à Rochecot et à Frotté, pour les exciter à soulever les populations de la Bretagne et de la Normandie.

L'agence royaliste qui, pendant un temps, en était venue à douter de Pichegru, s'attendait maintenant à voir bientôt ce général, auquel on avait donné d'assez fortes sommes d'argent, entreprendre les grandes choses qu'il avait promises. La correspondance de ce traître avec le prince de Condé et l'anglais Wickam, avait lieu par Strasbourg et par Bâle. Des hommes sûrs partaient de ces villes et se rendaient auprès du général autrichien Kinglin.

Le Directoire, autant pour se débarrasser de Pichegru que pour le récompenser, l'avait nommé à l'ambassade de Suède; le général n'avait pas refusé, mais il n'était point parti, et continuait à trahir la France et à tromper ceux qui négociaient avec lui; car il était évident qu'on ne pouvait s'appuyer sur celui qui n'avait rien osé à la tête d'une armée. L'agent anglais indigné, dissimulait peu le mépris qu'il éprouvait pour le renégat politique qui s'était fait payer par avance des services qu'il n'avait pas voulu rendre. L'Autriche continuait à envoyer de l'argent, comme un joueur qui expose son reste pour essayer de regagner ce qu'il a perdu. Mais si l'étranger ne se fiait guère à Pichegru, les conspirateurs de l'intérieur, plus ardens et enclins à se tromper eux-mêmes,

comme tous les esprits passionnés, croyaient fermement que le vainqueur de la Hollande sortirait bientôt de sa tente où il semblait sommeiller. Ils comptaient encore plus sur la nouvelle loi électorale qu'on venait de faire adopter, et dont ils pensaient tirer les plus favorables conséquences; aussi se donnaient-ils des peines infinies pour obtenir des choix en harmonie avec leurs projets. A Paris, les électeurs se proposèrent de repousser absolument tous les hommes de la révolution. Animés de la même intention, et ne connaissant aucun frein dans leur audace, les journalistes, d'accord avec les royalistes acharnés à le renverser, attaquèrent avec violence le Directoire, qui demandait contre les perturbateurs et contre les jacobins, des lois que les conseils lui refusaient. Sur ces entrefaites, il proposa, par un nouveau message, d'exiger des fonctionnaires de renouveler leur serment de haine à la royauté. Il voulait écarter les royalistes et les réacteurs, par la crainte d'avoir à prêter un pareil serment, ou les déshonorer par le scandale du parjure. Après des débats pleins d'outrages, la majorité des conseils statua que chaque citoyen appelé aux fonctions publiques, déclarerait qu'il était également opposé à l'anarchie et à la royauté. Dans ce moment de lutte avec et le pouvoir, ses adversaires s'occupaient beaucoup de savoir quel serait, aux termes de la loi, le membre du Directoire qui sortirait de fonction. Pour le remplacer, le club royaliste de Clichy proposait ou Barthélemy ou le ministre Cochon, qui, par un étrange calcul, faisait pour les élections des listes où il ne portait que des hommes dévoués à la réaction. Le Directoire, et surtout le triumvirat, commençait à regarder avec une sorte d'effroi, toutes ces menées contre-révolutionnaires; il se demandait comment il contiendrait tous ces fougueux royalistes, comment il sauverait la république, lorsqu'un nouveau tiers dévoué à leurs intérêts viendrait don-

ner à ce parti la majorité dans les conseils? Aussi ne négligeait-il aucun moyen d'influencer les élections dans un sens favorable à ses vues. Merlin, ministre de la justice, écrivit aux autorités de la Belgique, une lettre dans laquelle il leur indiquait des conventionnels qui seraient agréables au Directoire ; Cochon imita cet exemple; des commissaires, entre lesquels Léonard Bourdon et Mallarmé, furent envoyés sur les lieux. En ce moment le ministre de l'intérieur demanda par l'ordre du Directoire une somme de 750,000 fr. pour maintenir l'ordre pendant les élections. En même temps le gouvernement rendit compte de l'effet qu'avait produit la loi qui imposait aux fonctionnaires, le serment de haine à la royauté et à l'anarchie ; il profitait de cette circonstance pour proposer que le serment fut aussi exigé des électeurs. Après une discussion très vive, dans laquelle Boissy et Thibaudeau, qui repoussaient l'extension de la loi du 3 brumaire, furent vaillamment combattus par Lehardy, Ludot et Jean Debry; le conseil des Cinq-Cents adopta la proposition.

Le Directoire ne se trompait pas en craignant des choix royalistes. En effet, des noms célèbres dans ce parti sortirent de l'urne électorale. Paris choisit Fleurieu, Murinais, Dufresne, Quatremère, Desbonnière, Emery et Boissy-d'Anglas, c'est-à-dire cinq royalistes et deux républicains fort douteux.

Versailles, naguère si patriote, et maintenant envahi par le parti contre-révolutionnaire, porta le savant Vauvilliers compromis gravement dans la conspiration de Brottier et de Poly; Lyon, Imbert Colomès l'un des agens royalistes dans le midi, et Camille Jordan, jeune homme de bonne foi, mais qu'une haine ridicule contre le Directoire et la plus ardente exaltation pouvaient jeter hors de toute mesure. Colmar accorda ses suffrages au nommé Chérublé, l'un des correspondans de Wicham ; Pichegru fut nommé dans le Jura ; enfin, *Marseille* envoya Villot, général sans

talent, l'un des chefs de la réaction du midi et pourtant protégé de Carnot. Par un contraste inattendu, Barrère se vit nommer dans les Hautes-Pyrénées, où il s'était acquis des amis par le bien qu'il avait fait et le mal qu'il avait empêché. La Haute-Vienne, qui s'honorait d'avoir vu naître Jourdan, le nomma député au conseil des Cinq-Cents; c'était payer noblement de grands services, honorer l'armée dans l'un de ses chefs, et placer un homme de bien parmi les législateurs de la France. A ces temps se rapporte l'assassinat de Sieyès par l'abbé Poule, neveu du prédicateur de ce nom. Le Directoire et quelques membres des Cinq-Cents essayèrent de faire tourner cet attentat en une accusation générale contre le royalisme, mais le procès démentit la prétendue complicité de ce parti dans le crime. Sieyès se rétablit de ses blessures, et dit assez plaisamment aux gens de sa maison : « Si l'abbé Poule revient, vous direz que je n'y suis pas. »

Il s'agissait maintenant de savoir quel serait le membre sortant du Directoire; les Clichyens voulaient ardemment écarter Rebwel, Barras, ou Laréveillère, et non Letourneur ou Carnot. On tenait surtout à ce dernier, qui semblait avoir oublié tous ses antécédens et s'enfoncer plus avant chaque jour dans son erreur, et l'on souhaitait conserver Letourneur parce qu'il ne faisait qu'un avec Carnot. Ces deux directeurs restant au pouvoir, le parti se tenait assuré de porter son candidat au Directoire, et par conséquent d'y obtenir la majorité, comme il l'avait déjà dans les deux conseils. Alarmés par des bruits qui avaient couru à ce sujet, les Clichyens redoutaient beaucoup de voir le Directoire prendre des arrangemens qui donneraient l'exclusion à l'un de leurs protégés. En conséquence, ils firent présenter aux conseils une proposition tendant à forcer les Directeurs à tirer publiquement au sort le nom du membre destiné à quitter le pouvoir. Cette proposition passa, mais la considérant comme in-

constitutionnelle et outrageante, Laréveillère-Lépaux engagea ses collègues à ne pas reconnaître la légalité du décret, qu'en effet ils refusèrent d'exécuter. Aussitôt les conseils irrités demandèrent de quel droit le pouvoir exécutif s'opposait à une disposition adoptée par la représentation nationale. Le gouvernement aurait pu répondre que la faculté de toucher aux lois organiques était interdite au pouvoir législatif; mais Letourneur et Carnot s'étant soudainement prononcés en faveur de la résolution, les trois autres aimèrent mieux céder qu'entrer en lutte ouverte avec leurs deux collègues.

Après cette première victoire, les Clichyens se concertèrent afin d'anéantir quelques lois importunes et gênantes pour eux, surtout celle du 3 brumaire, qui excluait de toute place les parens des émigrés, et fermait l'entrée des conseils à plusieurs députés du premier et du second tiers. La lutte engagée à ce sujet, quelques jours avant prairial, mit les deux partis aux prises; la discussion dégénéra en une récrimination pleine d'invectives réciproques; mais cette fois encore, quoique le conseil des Cinq-Cents renfermât deux cent cinquante conventionnels, la majorité adopta la proposition des députés Clichyens. Plus modérés et plus prudens, les Anciens la rejetèrent. Ce fut le dernier effort tenté par les royalistes avant l'arrivée du renfort qu'ils attendaient. Le 1er prairial, les deux cent cinquante nouveaux élus entrèrent au Corps législatif et le même nombre de conventionnels quitta les fonctions de législateur. Les Cinq-Cents honorèrent d'une sorte d'ovation le général Pichegru, au moment de son entrée dans le conseil. La plupart des députés sans doute étaient loin de soupçonner que le vainqueur de la Hollande trahissait sa gloire et son pays. Les hommes modérés auraient voulu voir le général Jourdan occuper le fauteuil, mais la presque majorité porta ses suffrages sur Pichegru, dont la nomination avait été arrêtée dans le club de Clichy. Siméon,

Vaublanc, H. Larivière, Parisot devinrent secrétaires. Dans l'orgueil de leur premier succès, les députés nouveaux cassèrent l'élection de Barrère au Corps législatif; ce même jour les Clichyens éprouvèrent un douloureux désappointement; ils apprirent que la décision du sort avait exclu Letourneur du Directoire; ainsi, même, en nommant un des leurs au pouvoir exécutif, ils ne pouvaient pas espérer d'y avoir la majorité. Cochon et Burnonville, que présentaient les modérés, ne réussirent pas. Le premier obtint pourtant dans le conseil des Cinq-Cents deux cent trente voix, et Barthélemy candidat du club royaliste deux cent trente-neuf. On vit aussi figurer sur la liste, Masséna, Kléber et Augereau. Barthélemy choisi par les Anciens vint remplacer Letourneur et faire cause commune avec Carnot. C'était encore là une étrange et mauvaise alliance pour l'ancien membre du comité de salut public. Barthélemy qui avait servi la république en Suisse, n'en avait pas moins des opinions et des penchans monarchiques. Il gardait cette espèce de réserve et de neutralité qui, dans la révolution, dénotaient toujours un ennemi caché prêt à se révéler dès que l'occasion se présenterait de le faire avec un certain espoir de sécurité. Les Clichyens trop certains désormais de n'avoir pas la prépondérance au Directoire, résolurent de commencer par attaquer cette tête de colonne de la révolution. Quelques uns transportés de colère, et ne calculant aucune des conséquences de leurs projets, voulaient mettre les conseils en permanence, éloigner les troupes présentes à Paris, s'emparer de la police, porter un décret d'accusation contre Barras et ses deux collègues, abroger en masse les lois révolutionnaires; mais d'autres députés, plus prudens, sans être plus modérés au fond, parvinrent à réprimer ces fougueux élans; il fut convenu que la majorité refuserait les lois propres à favoriser la marche du gouvernement, et qu'on la contrarierait par tous les moyens possibles.

Les Clichyens commencèrent par rappeler les députés qui, l'année précédente, avaient été exclus comme atteints par le décret du 3 brumaire. Job Aymé, Ferrand-Vaillant, Polissot, Mersan, et Gault revinrent siéger à la législature dont on déclara qu'ils avaient été illégalement exclus. Les Clichyens triomphans obtinrent la création de commissions chargées d'examiner les affaires des colonies, de reviser les lois révolutionnaires, ainsi que celles qui régissaient l'instruction publique, la marine, et les armées. Le parti opposé voyait avec frayeur ce qui se préparait Un modéré, que naguère on accusait de royalisme, fut le premier qui osa protester avec énergie contre la funeste direction que l'on voulait donner aux conseils; ce modéré était Ducoudray qui s'exprima ainsi dans la séance du 22 mai. « Les membres des deux anciens tiers et du nouveau sont tous républicains et gens d'honneur. Nous tiendrons tous notre serment, et s'il est diverses espèces, je ne dis pas de contre-révolutionnaires, mais de fous qui osent concevoir l'idée de renverser la république, nous saurons bien les contenir. » Les royalistes riaient de cette vaine démonstration d'énergie et se confiaient beaucoup dans la force des réunions où ils préparaient une iniquité. Non contens de leur grand club de Clichy, ils en formèrent un autre moins nombreux mais plus compacte chez Gilbert-Desmolière. Là ils avaient créé un comité de neuf membres ayant les secrets du parti qu'il devait guider dans toutes les circonstances : chaque jour cependant la tribune occupée par des Clichyens tels que Henri Larivière, Tarbé, Boissy, retentissait de vociférations contre la révolution. Bailleul, Boulay de la Meurthe, Pontécoulant, Chénier luttèrent courageusement contre tous ces furieux et parvinrent, sinon à les retenir, du moins à leur faire comprendre que les républicains étaient décidés à se défendre. Il faut savoir gré à ces députés et à leurs collègues des efforts qu'ils firent alors en faveur de

la liberté, car on ne sait jusqu'où la réaction aurait pu s'emporter si elle n'eût pas trouvé une courageuse résistance. Chaque jour elle tentait quelque nouvelle attaque. C'est ainsi qu'on vit le fougueux Henri Larivière, secondé par l'avocat de Bonnières, homme faible qui s'était laissé tenter par les périlleux honneurs de la députation, se prononcer contre le divorce et demander, à grands cris, l'indissolubilité du mariage. Les intérêts de la morale mis en avant n'étaient pour rien dans cette levée de boucliers, on n'avait voulu que saisir une occasion de diffamer la révolution. Dans l'ancien régime rien ne pouvait égaler les désordres et le scandale qui accompagnaient les unions mal assorties et plus encore les procès en séparation ; mais du moins dans la discussion soulevé par l'esprit de parti, il y avait une grave question qui méritait un mûr examen. Les royalistes étaient loin d'avoir souvent de pareils motifs pour servir de voile aux calculs de leurs passions et de leurs intérêts.

Le 30 prairial (18 juin), le Conseil des Cinq-Cents ayant dépouillé le Directoire du droit de surveiller et d'autoriser les négociations que faisait la trésorerie, le lendemain le député Leclerc, de Maine-et-Loire, demanda le rapport du décret. Dès les premières phrases qu'il osa prononcer, les Clichyens se portèrent à la tribune pour en précipiter l'orateur qui, dans cette lutte, fut défendu par ses amis d'opinion. Le réacteur de Labaye, saisissant Mialès à la gorge, voulut le renverser et lui déchira ses vêtemens ; un désordre épouvantable s'éleva. Le président Pichegru ne put rétablir le calme qu'avec beaucoup de peine. De pareilles scènes avaient lieu chaque jour, pendant lesquelles le parti clichyen, qui soutenait au-dehors une opinion d'autant plus ardente qu'elle se sentait en minorité, prenait de nouvelles forces qui l'enhardissaient dans la résolution de paralyser le Directoire par tous les moyens ; c'est ainsi qu'on parvint à lui

enlever le droit de déclarer en état de siége une commune de l'intérieur, et même la faculté de destituer les officiers de l'armée. Cette dernière proposition venait d'Aubry qui après le 9 thermidor, avait poussé l'abus des destitutions arbitraires jusqu'au scandale. En même temps le fameux Imbert Colomès faisait adopter un décret pour rapporter celui qui permettait au Directoire de contrôler les lettres venant de l'étranger. Sans doute les conseils, par cette résolution, rendaient hommage au principe de l'inviolabilité du secret des familles; mais le but véritable des royalistes était de dérober au gouvernement les traces de la correspondance qu'ils entretenaient avec nos ennemis du dehors. Tandis que les conspirateurs du dedans n'étaient occupés qu'à menacer, à dépouiller, à flétrir, à démembrer le Directoire, la presse déchaînée se mêlait aux emportemens de la tribune qu'elle surpassait encore. A voir l'audace de tous ces complices, on aurait cru que le Directoire allait être mis en accusation, ou obligé de céder la place aux précurseurs de la dynastie proscrite. Mais il restait à la république un parti qu'il suffisait d'appeler, et des armées que les conjurés oubliaient de compter dans les calculs de leurs téméraires espérances.

Quand nous avons interrompu le récit des événemens d'Italie, Bonaparte signait des préliminaires de paix. Il n'avait conclu aussi rapidement que dans la persuasion où il était que nos armées du Rhin, affaiblies et manquant de tout, ne pouvait franchir le fleuve. Cette persuasion de Bonaparte, trompé par les lettres du Directoire lui-même, fut un grand malheur pour nous; car si le général de l'armée d'Italie eût connu le véritable état des choses, au lieu d'interrompre le cours de ses victoires, il aurait continué à marcher sur Vienne, et dicté une paix définitive et à des conditions bien plus avantageuses pour la France. Cependant Hoche avait enfin obtenu la permission qu'il sollicitait depuis long-temps, de prendre l'ini-

tiative. Par une innovation qui lui paraissait utile, l'illustre général de l'armée de Sambre-et-Meuse avait fait de chaque arme une division distincte. Les dragons commandés par Klein, les chasseurs par Richepanse, les hussards par Rey, la grosse cavalerie par d'Hautpoult, formaient chacun une division. L'infanterie admirablement équipée se trouvait divisée en six divisions. Au moment où l'armée allait se mettre en mouvement, Hoche, ayant été informé par les ennemis qu'un armistice avait été conclu en Italie pour traiter de la paix, répondit qu'il avait ordre d'avancer, et qu'il allait le faire. Il écrivit aussitôt au Directoire : « Quelle que soit votre décision, citoyens, je crois devoir vous exposer que l'armée étant forte de 86,000 hommes, j'en peux porter à l'instant 70,000 sur le Danube, et contraindre l'ennemi à une paix plus avantageuse pour la république. »

Le 27 germinal (16 avril), la gauche aux ordres de Championnet franchit la Wupper et vint prendre position dans les pleines de Mulheim, vis-à-vis Cologne; le lendemain 28, elle passa la Sieg et vint camper à Weyenbach. Le 29, l'avant-garde du corps de bataille traversa le pont de Neuwied, et bientôt toutes les troupes, appuyant ce mouvement, se trouvèrent sur l'autre rive. Kray fit demander un armistice; Hoche n'ayant pu s'entendre avec l'officier parlementaire, aussitôt les batteries ennemis commencèrent leur feu. Hoche lança ses colonnes sur les redoutes autrichiennes; tout céda à notre impétuosité. Lefebvre, Watrin, Rey, se couvrirent de gloire. Montabauer fut enlevé à l'ennemi, qui voulait résister pour protéger sa retraite; mais la vivacité de nos attaques rompit ses desseins, et Hoche, se jetant à la poursuite des Autrichiens avec une rapidité digne du vainqueur de Rivoli, leur prit huit mille hommes, vingt-sept bouches à feu, cinq cents chevaux, une quantité considérable de munitions et de bagages, avec sept drapeaux

conquis par la division Lefebvre. Le 30, Watrin passa la Lahn à Nassau et à Dietz, et Hoche vint s'établir à Hackembourg; nos hussards poussèrent l'ennemi jusqu'au-delà de la Lister.

L'ennemi semblait perdu, et peut-être le vieux et brave Kray, enveloppé par son habile adversaire, allait être réduit à déposer les armes, lorsqu'un courrier sorti de Francfort, apprit au vainqueur que des préliminaires de paix avaient été échangés à Léoben. Hoche dit en souriant au courrier : « Tu aurais bien dû t'amuser en route à boire une bouteille de vin ! » Mais il arrêta le mouvement des colonnes de son armée.

Pendant que Hoche avait agi avec tant d'énergie et de succès, Desaix, conformément aux ordres de Moreau, avait franchi le Rhin un peu au-dessous de Strasbourg. Échoué pendant vingt-quatre heures avec ses troupes sur un banc de gravier au milieu du fleuve, il était parvenu à gagner l'autre rive, où, n'ayant qu'une poignée d'hommes, il avait eu à soutenir un combat de douze heures contre l'armée allemande; mais malgré la supériorité de ses forces, l'ennemi ne put nous empêcher d'établir un pont, sur lequel toute notre armée passa. Alors Desaix fondit sur les Autrichiens, les dispersa, et les rejeta enfin dans les montagnes Noires. De son côté, Moreau s'était emparé de Kehl, et l'avant-garde française se trouvait déjà à Offenbourg, lorsque la nouvelle des préliminaires de Léoben contraignit aussi Desaix à remettre dans le fourreau sa victorieuse épée.

Après avoir fait le court récit de notre campagne sur le Rhin, voyons ce qu'était devenue l'Italie. On se rappelle la haine profonde de l'oligarchie vénitienne pour les principes révolutionnaires des Français : si elle avait ordonné à Monsieur, frère de Louis XVI, d'évacuer le territoire de la sérénissime république, la crainte et l'égoïsme de la faiblesse étaient les seules causes de cette apparente défé-

rence envers la république. A une autre époque, le lion de Saint-Marc eût sans doute maintenu l'inviolabilité de son territoire, et tenté de garder le prince exilé; mais nous étions victorieux, et d'ailleurs les villes de terre ferme s'étaient prononcées depuis long-temps contre la domination de l'aristocratie vénitienne. De quel droit Venise refuse-t-elle, disait la noblesse de terre ferme, de nous compter parmi ses chefs? Sommes-nous moins braves, moins éclairés, moins riches? Quoiqu'ainsi menacée d'une guerre civile, Venise était encore à craindre. En effet, elle se trouvait défendue par les lagunes, par des bâtimens bien armés, enfin par dix mille Esclavons courageux et fidèles. Maîtresse de l'Adriatique, il lui était facile de recevoir des renforts; elle gardait de plus le prestige de sa vieille gloire et d'un gouvernement qui avait été long-temps regardé comme un modèle de force et de prudence. Bonaparte comprenait toutes ces choses mieux que personne; aussi avant d'aller combattre le prince Charles, il prit de sages précautions pour assurer les derrières de l'armée, et fit occuper les châteaux de Vérone. Mêlant les conseils de la politique aux préparatifs de la guerre, il voulut avoir un entretien avec Pesaro qui, dans ce moment, dirigeait les affaires de la république. Il lui promit de maintenir la paix dans les possessions de terre ferme, dépendantes de la république, mais à condition qu'elle fournirait à notre armée un contingent de 10,000 hommes d'infanterie, de 2.000 cavaliers, et de vingt-quatre bouches à feu. Pesaro ne parut pas trop éloigné d'accepter ces propositions, seulement il réclama quinze jours de délai, en s'engageant à rejoindre ensuite le général français pour traiter avec lui d'une manière définitive. Mais à peine l'armée républicaine à la poursuite du prince Charles eut-elle franchi la Piave, que le sénat de Venise ne craignit pas d'expédier à Bergame l'ordre d'arrêter quatorze chefs du parti français. Ceux-ci pré-

venus à temps, interceptèrent le courrier, arrêtèrent le provéditeur lui-même, proclamèrent la liberté de Bergame, et envoyèrent à Bonaparte des députés qui l'atteignirent sur les rives du Tagliamento qu'il venait d'illustrer par une victoire. Brescia imita bientôt la conduite de Bergame, et, comme cette ville, elle se fédéra avec Milan, capitale de la république Lombarde, et Bologne, capitale de la Transpadane. Battaglia qui commandait à Brescia, fut respecté. Le général vénitien Fioravanti ayant voulu marcher sur les villes révoltées, le général milanais Lahoz courut à la rencontre des troupes de la sérénissime république, et les battit. Alors Pesaro se rendit en toute diligence au quartier-général de Bonaparte, qui voyait déjà flotter ses drapeaux victorieux sur le sommet des Alpes Juliennes. « Ai-je tenu parole ? dit Bonaparte au Vénitien ; votre territoire est couvert de mes troupes, les Autrichiens fuyent devant moi. Dans peu de jours je serai en Allemagne. Que veut votre république ? je lui ai offert l'alliance de la France, l'accepte-t-elle ? » — Venise veut rester neutre, dit Pesaro. — Eh bien, puisque votre république veut rester neutre, j'y consens, mais qu'elle cesse ses armemens ; mais, si mes soldats étaient assassinés, mes convois inquiétés, mes communications interrompues sur le territoire vénitien, votre république cesserait d'exister ; elle aurait prononcé sa sentence. »

Cependant Joubert suivant le mouvement général de l'armée française, avait ordonné au général Serrurier de couvrir avec douze cents hommes la route de Trente ; Laudon laissé par Kerpen à la garde du Tyrol, n'ayant que deux mille soldats, parvint à réorganiser un corps de dix mille chasseurs tyroliens, avec lesquels il nous expulsa des bords de la Lawis, et parvint à occuper Trente. Maître du Tyrol, le général autrichien inonda l'Italie de proclamations incendiaires. Laudon disait que nous étions perdus, et qu'il débouchait sur les derrières

de Bonaparte pour anéantir son armée défaite par l'archiduc. Adoptant avec la crédulité de la haine la nouvelle de la défaite des Français, l'oligarchie vénitienne ne garda plus de mesures. En vain le ministre de France essaya-t-il de désiller les yeux du sénat, sa voix ne fut pas écoutée; il parlait à des furieux qui, depuis longtemps, nourrissaient des pensées d'insurrection et de massacres. Le 15 avril, jour de la seconde fête de Pâques, le tocsin sonna dans Vérone, où commandait le provéditeur Émile, homme dévoué au parti autrichien. Partout les Français furent massacrés, la fureur du peuple alla jusqu'à égorger quatre cents malades dans les hôpitaux. En cette extrémité, le général français Balland chargé du commandement des forts, dirigea le feu sur la ville, contraignit les autorités véronaises à demander un arrangement. Mais l'approche de deux mille Esclavons et du général autrichien Neiperg ayant accru la démence du peuple fanatisé par les moines, il se vengea des ravages du bombardement, en égorgeant la garnison de la Chiusa déjà contrainte à capituler par la levée en masse des montagnards.

Au premier avis de ce soulèvement, Kilmaine, commandant supérieur de la Lombardie, fit ses dispositions pour délivrer le général Balland. Bientôt les généraux Chabran, Lahoz, Chevalier, eurent investi Vérone, qui apprit en même temps les préliminaires signés à Léoben. Cependant non moins cruelle et insensée que la populace véronaise, l'oligarchie vénitienne laissa massacrer sous ses yeux l'équipage d'un corsaire français qui s'était réfugié sous les batteries du Lido. Le sénat se rit des protestations et des menaces du ministre de France, et accorda des récompenses aux misérables qui avaient trempé leurs mains dans le sang du capitaine Laugier et dans celui de ses soldats. Bonaparte instruit de l'affreuse conduite des Vénitiens, envoya vers le sénat son aide-de-

camp Junot, qui fut présenté par le ministre français Lallemant. Junot se conduisit en véritable soldat d'un général victorieux et irrité. Il lut d'une voix rude et menaçante, au milieu de l'assemblée, cette lettre de Bonaparte : « Dans toute la terre ferme les sujets de la sérénissime république sont sous les armes ; leur cri de ralliement est *mort aux Français* ! Le nombre des soldats d'Italie qui ont été leurs victimes remonte déjà à plusieurs centaines. Vous affectez en vain de désavouer des attroupemens que vous-mêmes avez formés. Croyez-vous donc, parce que je suis éloigné et au cœur de l'Allemagne, que je n'aurai pas le pouvoir de faire respecter les soldats du premier peuple du monde ? Pensez-vous que les légions d'Italie puissent laisser impunis les assassins couverts du sang de nos frères d'armes ? Il n'est pas un Français qui, chargé de remplir cette vengeance, ne sente tripler son courage et ses moyens... Vous seriez-vous imaginé être encore au siècle de Charles VIII ? Mais les esprits ont depuis ce temps bien changé en Italie ! ! »

Ces paroles terrifièrent les sénateurs, tandis qu'au contraire les partisans de la liberté commencèrent à relever la tête. Les patriciens, pour calmer le courroux du général, lui envoyèrent à Gratz des députés, en même temps qu'ils expédiaient au ministre vénitien à Paris l'ordre de gagner, à quelque prix que ce fût, les meneurs du Directoire. Cette intrigue réussit, mais les ordres du pouvoir exécutif n'étaient pas revêtus de toutes les formes exigées. Bonaparte, qui venait de saisir la liste de toutes les sommes que Venise avait dépensées dans cette circonstance, annula les ordres du Directoire. Le 3 mai (14 floréal), de Palma Nova il publia la déclaration de guerre contre Venise. Après avoir énuméré les justes sujets de plaintes de l'armée française, le général concluait ainsi : « Vu les griefs ci-dessus, le général en chef requiert le ministre de France près de la république de Venise, de sortir de ladite ville, ordonne aux différens agens de la

république de Venise, dans la Lombardie et dans la terre ferme vénitienne, de l'évacuer sous vingt-quatre heures; ordonne aux différens généraux de division de traiter en ennemis les troupes de la république de Venise; de faire abattre dans toutes les villes de la terre ferme le lion de Saint-Marc. »

L'oligarchie vénitienne, plus épouvantée que jamais, vit enfin l'abîme qu'elle avait creusé sous ses pas, elle voulut apaiser la colère du vengeur des assassinats de Vérone. Il y eut chez le doge une longue et sérieuse conférence, à laquelle assistèrent les six conseillers, les trois présidens de la quarantie criminelle, les six sages grands, les cinq sages de terre ferme, et tous les autres chefs du pouvoir. Après une délibération pleine d'indécision, de tumulte et d'effroi, on s'arrêta au projet de modifier l'antique constitution de la république. Le grand conseil fut ensuite convoqué; là, sur la proposition du doge, on décida l'envoi de deux commissaires auprès de Bonaparte pour négocier avec lui et débattre en même temps des objets dépendans du grand conseil, c'est-à-dire les questions constitutionnelles. Le général se trouvait à Marghara, et déjà les boulets de nos artilleurs commençaient à voler sur les chaloupes vénitiennes. L'exposé de la mission des deux députés vénitiens, parut lui causer quelque surprise, mais après un moment de silence, il se hâta de dire avec colère : « les trois inquisiteurs d'état et le commandant du Lido sont-ils arrêtés? Il me faut leurs têtes. Point de traité jusqu'à ce que le sang français soit vengé. Vos lagunes ne m'effrayent pas. Dans quinze jours je serai à Venise. Vos nobles ne se déroberont à la mort qu'en allant, comme les émigrés français, traîner leur misère par toute la terre. » Bonaparte n'accordait d'abord que vingt-quatre heures pour convenir des satisfactions exigées par la France; cependant il finit par consentir à une suspension d'armes de six jours. Au bout de ce délai, on devait lui apporter le consentement du grand conseil à toutes les

conditions imposées, ou s'attendre aux plus terribles représailles. Après avoir ainsi effrayé les délégués de la sérénissime république, Bonaparte certain de tout obtenir de la faiblesse et de la peur, partit pour Mantoue. Avec de la constance et le sentiment de ses forces, Venise pouvait résister, mettre Bonaparte dans un grand embarras, troubler de nouveau l'Italie, et rendre l'espoir à l'Autriche qui n'aurait pas manqué d'intervenir en faveur de son alliée. Mais Venise n'était plus Venise, et il n'y a rien de si misérable qu'une aristocratie en décadence en face d'un peuple qui commence à sentir ses forces. Le 13 floréal, 4 mai, le grand conseil vénitien décida que des commissaires serait nommés pour traiter avec Bonaparte à quelque condition que ce fût; qu'une procédure serait immédiatement commencée contre les trois inquisiteurs d'état et le commandant du Lido. Les trois commissaires suivirent Bonaparte à Milan, mais la trève expirait avant leur retour, et l'effroi régnait tellement dans Venise, que, d'après le consentement donné par le sénat, au commandant des lagunes, Baraguay-D'Hilliers entra, le 27 floréal (15 mai), dans le palais des doges, occupa les forts et les batteries. Il y eut alors de fréquentes conférences des chefs de la bourgeoisie qui voulaient renverser leurs orgueilleux aristocrates, avec Villetard, chargé d'affaires de France. Plein de la ferveur révolutionnaire et d'enthousiasme pour le rôle de libérateur d'un peuple, ce jeune homme, orgueilleux d'ailleurs d'exécuter ce qu'il regardait comme les ordres et la pensée intime du grand capitaine, poussait à la révolution qui devait mettre Venise à notre merci, et la ranger sous notre drapeau. Enfin déterminée par la nécessité des circonstances, par une insurrection populaire, qui faisait craindre un bouleversement, l'aristocratie elle-même, c'est-à-dire le grand conseil, rendit la souveraineté à la nation tout entière, et fit proclamer la constitution démocratique de 1200. Dandolo, homme d'un esprit prompt et enthousiaste, se

vit placer à la tête des affaires. Pendant cette révolution Bonaparte signait à Milan, avec les envoyés du sénat, un traité qui consacrait tout ce que le peuple et ses amis venaient de faire. Des contributions, toute la marine vénitienne, composée de douze vaisseaux de soixante-quatre, d'un pareil nombre de frégates et de corvettes, Corfou, Zante, Cérigo, Céphalonie, Saint-Maur, tombèrent en notre pouvoir. Bonaparte s'empressa de demander au Directoire le prompt envoi de l'amiral Brueys pour venir rallier toute la flotte vénitienne et occuper les îles de la Grèce; en même temps il expédiait à Toulon deux millions destinés à pourvoir aux besoins de l'expédition; mais en outre craignant des retards funestes, il équipa lui-même une flotille avec deux mille hommes de débarquement qui prirent possession de nos nouvelles acquisitions.

Suivant l'usage des héros de l'ancienne Rome, qui se faisaient une gloire d'enrichir la ville éternelle des monumens de leurs triomphes, Bonaparte envoya le général Bernadotte porter au Directoire les trophées de l'armée d'Italie. Il fit partir pour Paris les chevaux de Corinthe, le lion de Saint-Marc. Ces chevaux attelés à un char brillant d'or, et placé sur l'arc de triomphe du Carrousel, rappelaient, à tous les yeux le temps de la gloire de Venise; mais ce lion de Saint-Marc, qui paraissait si petit et si grêle au milieu de la vaste place des Invalides, ce monument sans éclat et sans majesté, m'a toujours fait dire avec un sourire de pitié : « Voilà bien l'emblême de la puissance vénitienne, telle que le temps et les Français l'ont faite! » et je n'ai pu m'empêcher de pousser un soupir sur cette république, plus vieille que notre monarchie, et qui périssait comme elle, mais sans espérance de renaître à la gloire et à la liberté.

La chute de Venise, motivée par les pâques véronaises, nous a empêché de rapporter les différentes conférences diplomatiques de Léoben, et les conditions que la France dictait à son ennemi vaincu.

CHAPITRE LXVI.

Bonaparte à Montébello. — Italie. — Jugement sur le directoire. — Barthélemy. — Camille Jordan. — Hoche. — Position du gouvernement — Conspiration royaliste. — Découverte du directoire. — Situation des esprits. — Hoche. — Préparatifs du coup d'etat. — Talleyrand. — Recomposition du ministère. — Mouvement de troupes.

Les préliminaires avec l'Autriche avaient été signés le 18 avril au matin; le général Clarke, plénipotentiaire, se trouva à Turin; Bonaparte ne prenant conseil que de lui-même, n'avait point hésité à signer comme s'il en avait eu l'ordre écrit du Directoire. Les ministres autrichiens abandonnaient à la république française la Belgique et la ligne du Rhin, mais ils réclamaient des indemnités et la garantie de l'existence de Venise dans son intégrité; Bonaparte, au contraire, voulait la reconnaissance des nouvelles républiques italiennes; l'Autriche céda.

Ce fut à Montébello que Bonaparte établit son quartier-général après son expédition contre Venise. Ce quartier-général était une véritable cour en même temps que le centre d'un mouvement extraordinaire de négociations et d'affaires d'une haute importance, puisqu'il ne s'agissait de rien moins que de régler les rapports politiques, de

l'Allemagne, et de décider du sort du roi de Sardaigne, de la Suisse, des républiques de Venise et de Gênes. Bonaparte etait le centre et le régulateur de tout. On attendait d'un acte de sa volonté, d'une parole de sa bouche, les conditions de l'existence qu'il devait accorder à chacun. Les négociations se poursuivaient au milieu des plaisirs d'une société choisie que Joséphine recevait avec une grâce, des formes et un à-propos de langage dont tout le monde était charmé. Autour d'elle, les femmes les plus distinguées par le rang, l'esprit et la beauté se trouvaient réunies chaque jour avec les ministres d'Autriche, de Rome, de Naples, de Sardaigne et de plusieurs états d'Allemagne. Dans cette foule on remarquait à leur air martial, à leur assurance, en même temps qu'à leur désir de faire les honneurs du caractère français, une foule de généraux qui représentaient l'armée devant toutes ces notabilités de l'Europe. On faisait des excursions au lac Majeur, au lac de Côme, aux îles Borromées, on se reposait dans de délicieuses *villa*, dont les souverains de cette cour guerrière et diplomatique étaient en possession comme d'une propriété où tout avait été mis à leur disposition. Les avantages d'une autorité absolue, les honneurs du rang suprême, les jouissances de la popularité, les récompenses d'une gloire sans trouble, les marques de l'enthousiasme d'un peuple passionné, les respects, toutes les admirations de l'Europe représentée autour de lui, toutes les jouissances domestiques environnaient alors Bonaparte qui, pour comble de bonheur, était dans l'âge des belles illusions, des grands desseins et des espérances illimitées. C'est à Montébello qu'il commença véritablement à être roi, aussi se regardera-t-il comme un prince détrôné, quand il reparaîtra comme perdu dans notre immense capitale, qu'il ne verra point accourir sur son passage comme le peuple de Milan.

Cependant Gênes abandonnant son ancienne forme de

gouvernement et les institutions de Doria, établissait une nouvelle constitution que Bonaparte, qui la trouvait trop démocratique, corrigea en rendant une certaine influence à la noblesse, et au clergé. Cette conduite contraire aux principes de la révolution, fut regardée de mauvais œil par les patriotes en général; peut-être ne prenaient-ils pas assez en considération les préjugés, les habitudes et les mœurs de l'Italie, où d'ailleurs l'aristocratie n'était pas partout aussi despotique et aussi fière qu'à Venise. Mais les censeurs du général ne se trompaient pas quand ils crurent reconnaître dans sa politique un certain désir de relever de leur abaissement les deux ordres privilégiés. Partisan des doctrines de Montesquieu, il regardait la noblesse et le clergé comme des élémens de sécurité pour un état, et sentait d'ailleurs en lui un certain penchant pour les classes supérieures, mais sans avoir toutefois la haine et le mépris qu'elles n'affectent que trop souvent pour le peuple, dont il voulait au contraire assurer le bonheur par une bonne administration et des lois protectrices; il voyait en outre dans ce même peuple un élément de force qu'un gouvernement sage devait toujours tenir en réserve pour le trouver prêt dans les grandes circonstances où lui seul peut sauver un état ou un prince en danger.

Dans le moment où Bonaparte servait de modérateur à la nouvelle démocratie de Gênes, Clarke signait une alliance offensive avec le roi de Sardaigne; le Directoire hésita long-temps à ratifier ce traité, et ne le fit que lorsque Bonaparte qui en sentait toute l'importance pour la sûreté de notre armée en Italie, eut tranché la question en signant la paix de Campo-Formio.

Bonaparte cédant aux vœux pressans de la Lombardie, l'avait constituée en une démocratie tempérée, sous le nom de république Transpadane. Ce nouvel état comprenait toute la rive gauche du Pô, depuis le Mincio jusqu'à

l'Adige ; le général, depuis la rive droite du Pô jusqu'à l'Adriatique, non compris les états de Parme, avait formé un autre gouvernement populaire sous le nom de république Cispadane. Cette division et le régime que ces deux états s'étaient imposés ne convenant pas à Bonaparte, il créa avec eux la grande république Cisalpine, à laquelle vint se réunir la Romagne, bientôt après la Vénitie. Milan devint la capitale de la haute Italie. Le Directoire imposa aux Italiens la constitution française de 95. Les premiers directeurs, Serbelloni, Alessandri, Paradisi, Moscati, Contarini, furent installés au palais de Milan, le 30 juin (12 messidor). Bonaparte fit organiser trente mille gardes nationaux, et remit aux officiers cisalpins les clefs de Milan et des places fortes.

Arrivés au point où nous en sommes, il est curieux pour l'histoire de voir comment un homme tel que le vainqueur de l'Italie jugeait alors, au milieu du pays conquis, de la marche des affaires et du gouvernement de France. Les Mémoires de Napoléon révèlent tout le mépris qu'il avait pour des institutions dans lesquelles il ne reconnaissait pas cette unité de principes et d'action dans laquelle seule se trouvaient, selon lui, la force et la stabilité d'une nation. « Un directeur, dit-il, n'était ni un ministre, ni un préfet, ni un général; il n'était que le cinquième d'un tout... Le Directoire adopta la politique funeste connue sour le nom de *bascule :* elle était fondée sur le désir de comprimer également les deux partis, de sorte que lorsque l'un des deux s'était compromis et avait attiré la rigueur de l'autorité, dans le même moment et par le même acte, elle frappait le parti opposé, quand bien même il aurait, dans cette circonstance, secondé les intentions du gouvernement. Le sentiment de la fausseté, de l'injustice et de l'immoralité de ce système, porta au plus haut degré le dégoût et l'exaspération dans tous les esprits. Les partis s'aigrirent chaque jour davantage ; il s'opéra entre eux une espèce de

rapprochement. L'éclat que les victoires d'Italie répandaient sur le Directoire ne pouvait effacer l'*ingénérosité* de son administration ; son sceptre était de plomb. » Sans doute plusieurs de ces reproches ne manquaient pas de vérité ; mais quand Bonaparte ajoute que Carnot, Pichegru et Barthélemy étaient des choix populaires, on se voit forcé d'avouer que l'éloignement du théâtre des mouvemens politiques nuisait à la justesse de son coup d'œil. Carnot avait de la réputation comme un homme auquel l'opinion attribuait une grande influence sur nos victoires, mais il n'avait jamais eu et ne pouvait jamais avoir de popularité ; son caractère et sa personne la repoussaient également. D'ailleurs, sa conduite au Directoire, sa faiblesse apparente pour les Clichyens l'avaient décrédité au point que le peuple aurait marché volontiers contre lui dans une insurrection. De son côté, Pichegru excitait depuis longtemps les alarmes des patriotes qui avaient parfaitement compris les causes de son inaction à l'armée. Quant à Barthélemy, inconnu de la multitude, quoiqu'il eût participé à plusieurs traités de paix, il passait pour un homme tiède jusqu'à la froideur et pour une créature du club de Clichy. Suspect sous les mêmes rapports, et prenant un rôle assez difficile à expliquer dans un homme qui avait donné des gages à la révolution, Thibaudeau, toutefois, apercevant le but où tendaient les coryphées de ce club, se réunissait souvent avec le centre au parti patriote. « Il n'est pas question sans doute, disait-il, de faire le procès à ceux qui ont servi la révolution. Punissez le crime, il ne peut jamais avoir d'excuse ; il n'en a pas même dans les orages qui nous ont agités. Punissez ! mais ne comprenez pas dans la punition des hommes qui s'honorent d'avoir fondé la république et qui sauront la maintenir. Je le déclare, si l'on veut bannir de cette enceinte la liberté, étouffer les voix, enchaîner les suffrages, on n'y réussira pas ; et si ce joug affreux nous menaçait de nouveau, nous saurions encore le briser. » Mais

cet appui du parti modéré de la législature n'était jamais certain, et lorsque le centre semblait soutenir les hommes de la révolution, il avait bien soin de leur faire sentir, avec une certaine aigreur, qu'il ne les défendait que par crainte des réacteurs. En ce moment, le Directoire haïssait presque également les Clichyens et les constitutionnels. Aussi presque toutes ses propositions étaient-elles rejetées par les conseils. Saisi d'une juste indignation, il demanda des lois contre les compagnies de Jésus et du Soleil organisées à Lyon pour assassiner les patriotes et incendier leurs maisons; Camille Jordan prétendit qu'on calomniait Lyon, qu'il y avait eu très peu d'assassinats dans cette cité; il s'aventura jusqu'à dire : «La réaction qui a eu lieu, et que je blâme avec vous, n'avait-elle pas quelque chose de naturel? n'était-elle pas, jusqu'à un certain point, digne de pardon?» Du reste, pour arrêter des maux que sans doute, au fond de son cœur, il déplorait, mais pour lesquels sa position et son entraînement de parti lui imposaient une certaine indulgence, l'orateur inexpérimenté proposait de rétablir immédiatement la liberté des cultes, d'abolir les sermens imposés aux prêtres, de leur accorder une certaine confiance; il insistait particulièrement sur la nécessité de rendre les cloches aux temples, comme si c'était là un des plus grands besoins et le plus pressant des vœux du peuple. La jeunesse et l'exaltation du député lyonnais peuvent seules expliquer comment il ne sentit pas combien ce moment de réaction royaliste, de résurrection du fanatisme, encore excité par la politique, était mal choisi pour un rapport et des propositions qui, en d'autres temps, et présentées avec des paroles sages et mesurées, auraient dû obtenir tous les suffrages. Camille Jordan ne fit que se rendre odieux et ridicule, en exaltant des passions qu'il aurait fallu calmer. Les royalistes reprirent de l'audace, et les patriotes, qui croyaient entendre dans les cloches le tocsin de la contre-révolution,

préparèrent leurs armes. Le rapport de Camille Jordan fut un vrai manifeste de guerre, et son imprudent auteur, qui avait au fond des intentions droites, figura dans ce moment parmi ces fous dangereux, dont la conduite contribua le plus à précipiter le moment de la déplorable scission qui devait amener la journée du 18 fructidor. Au reste, les bons s'éclairent et se corrigent; ce même Jordan se montra depuis digne de l'estime et des regrets des amis de la vraie liberté; il partagea cet honneur avec Monnier de la Constituante, qui avait paru démentir si hautement sa première conduite dans la révolution. Le parti auquel Jordan se rattachait alors avait de si mauvaises intentions, que déçu et irrité par les préliminaires de Léoben, il empruntait l'organe de Dumolard pour insulter à nos victorieux soldats. C'était ce même député qui, se targuant de prétendues connaissances financières, se dévouait à la mission de combattre le budjet, et de le restreindre au point de mettre le Directoire dans l'impossibilité de subvenir aux dépenses du service. D'accord avec leur organe favori, les royalistes, lorsque le Directoire, en exposant au vrai la situation des finances, sollicita de nouvelles impositions, devenues nécessaires pour achever la conquête de la paix, s'opposèrent de toutes leurs forces à ce que l'on accordât les subsides demandés. Bailleul et Thibaudeau défendirent avec énergie la proposition du gouvernement, mais ce fut en vain; par bonheur les anciens refusèrent de sanctionner la résolution des Cinq-Cents. Mécontens de cet échec, mais non découragés, les mêmes hommes renouvelèrent leurs attaques contre les chefs de nos armées. Villemanzy, commissaire ordonnateur en chef de l'armée d'Italie, fut accusé d'avoir envoyé à Toulon, pour une opération secrète de la marine, un million provenant des contributions destinées au trésor public. Le fait était vrai, comme nous l'avons vu; mais Bonaparte, quoique ayant outrepassé ses pouvoirs, ne méritait, au fond, que des

éloges pour une mesure des plus utiles à la république. Au reste, les royalistes montraient beaucoup plus d'acharnement contre le général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, qu'ils cherchaient à convaincre de dilapidations, en lui imputant à crime ses sages précautions. Hoche était trop sûr de lui-même, il avait trop de caractère et de probité pour souffrir une pareille inculpation, sans se hâter de la détruire. Voici un extrait de sa réponse : « J'ai imposé une contribution de 3,715,000 fr., mais elle a été réduite à 2,840,000. J'ai, dites-vous, une caisse particulière; où est-elle? qui la tient? faites-la moi connaître. Vous dites que j'ai donné sur elle des délégations à des fournisseurs : nommez-m'en un, un seul auquel j'aie fait donner un écu. Devez-vous ignorer que depuis trois mois et demi je fais vivre cent cinquante mille hommes sur la rive droite du Rhin, sans qu'il ait été délivré, je ne dis pas de l'argent, mais des bons aux fournisseurs. Et voilà la récompense des économies que j'ai faites! j'ai poursuivi l'agiotage, les fripons, et c'est moi que l'on ose accuser! » Hoche aurait mérité des remercîmens au lieu d'accusations; sa conduite était irréprochable, et son désintéressement au-dessus du soupçon; mais il ne disait pas, et il ne pouvait pas dire que des ordres secrets du Directoire lui avaient prescrit de verser le moins de sommes possible dans les mains des agens de la trésorerie; il avait effectivement dans la caisse de l'armée, à Bonn, une réserve pour une opération dont nous parlerons plus tard. Dans la querelle suscitée aux généraux, la rigueur des principes administratifs et même des considérations d'ordre public étaient en faveur des orateurs du conseil des Cinq-Cents; il est certain qu'aucun gouvernement et surtout celui d'une république ne peut souffrir que des chefs d'armée disposent, à leur gré, des contributions levées sur l'ennemi, qui doivent toutes rentrer au trésor public, ou recevoir du gouvernement une destination; mais pour maintenir la règle,

il aurait fallu fournir aux besoins des armées, et ne pas placer les généraux entre l'alternative de les laisser mourir de faim, ou de passer par-dessus les règles de la comptabilité. Dans leur affreuse pénurie, nos soldats du Rhin, de Sambre-et-Meuse, ceux de l'intérieur et de la marine avaient été sur le point de se révolter. Les Clichyens savaient tout cela, et par conséquent leur conduite, avec les apparences de la raison, n'en était pas moins insensée, factieuse et criminelle.

Pendant ces débats entre les deux pouvoirs, tout dans l'intérieur semblait marcher à la contre-révolution. Les émigrés rentraient en foule et par toutes les portes à l'aide de manœuvres frauduleuses, par lesquelles ils se procuraient de faux passeports et de faux certificats de résidence. Une fois revenus, ils trouvaient, encore, grâce à l'agiotage sur les papiers admis en paiement des biens nationaux, et à la complaisance des administrateurs, les plus grandes facilités pour rentrer dans leurs patrimoines, rachetés par eux à vil prix. Les prêtres n'abondaient pas moins en France que les autres émigrés, protégés par une espèce de révolte religieuse, que le gouvernement avait laissé se former comme la révolte politique par sa faiblesse pour le parti royaliste; ils avaient rétabli leur hiérarchie, leur discipline, leur ascendant; ils administraient tous les sacremens sous les ordres de leurs anciens chefs qui, de concert avec la cour de Rome, réglaient et gouvernaient l'Eglise de France. Il y avait ainsi dans l'état et hors de l'état, un clergé rebelle et fort puissant, uniquement occupé à prêcher et à tenter de rétablir l'antique union du trône et de l'autel qui s'étaient perdus en se divisant. A la même époque, tous les chouans et tous les émigrés accouraient dans la capitale, attirés par l'espoir d'une journée prochaine et favorable à leur cause. L'œil le moins exercé à connaître les mouvemens de la population de Paris, les reconnaissait d'abord; ils

étaient d'ailleurs trop imprudens et se croyaient trop autorisés pour ne pas se trahir par une sorte d'insolence et d'audace. Trompés par les espérances dont les lettres de ces exaltés étaient remplies, le prince de Condé en Pologne, le prétendant à Blankembourg, le comte d'Artois en Écosse, rêvaient déjà les honneurs d'une rentrée triomphale. Cette confiance était accrue par l'organisation intérieure du parti royaliste, et par la conspiration permanente dont l'arrestation de Duverne de Presle n'avait point coupé la trame. Plus vivante que jamais, la conspiration marchait avec d'autant plus d'ardeur, qu'elle se sentait appuyée au sein des conseils, où, suivant la déclaration de ce même Duverne, plus de quatre-vingts députés avaient des engagemens avec elle. Le Directoire voyait et savait toutes ces choses, mais il allait bientôt recevoir de nouvelles lumières sur les menées des ennemis de la république.

Le comte d'Antraignes qui, dans les premières années de la révolution, s'était montré comme un ami de la liberté, n'avait pas tardé à se démentir en émigrant. Naturellement porté à l'intrigue, il était devenu l'agent de Monsieur, et l'intermédiaire de la correspondance des membres du club de Clichy avec ce prince habile à former des pratiques secrètes. Au moment de notre entrée à Venise, où il était attaché en apparence à la légation anglaise, il vit sa personne arrêtée, ses papiers visités par Berthier et Clarke, puis immédiatement envoyés à Paris, suivant l'ordre de Bonaparte. Entre les pièces saisies, il s'en trouvait une très importante, contenant une longue conversation de d'Antraignes avec le comte de Montgaillard, dans laquelle celui-ci racontait la première négociation de Pichegru avec le prince de Condé. En réponse, le Directoire prescrivit au général de traduire d'Antraignes devant une commission militaire, pour être jugé suivant la sévérité des lois de la république; mais, avant l'arrivée

de cet ordre, Bonaparte, dans plusieurs entrevues avec le captif, était parvenu à lui arracher la plupart des secrets de l'émigration, et s'était contenté de lui assigner la ville de Milan pour prison. D'Antraignes violant bientôt sa parole, avait fait route pour la Suisse. Les royalistes de Paris savaient, à n'en pas douter un moment, que Bonaparte possédait le secret de leurs intrigues; ils étaient d'ailleurs dans une espèce de doute sur son compte, ils ne le regardaient pas comme irrévocablement lié par ses principes et ses antécédens à la cause de la république; ils croyaient même entrevoir quelque chose de monarchique dans les formes qui l'entouraient en Italie; toutes ces causes réunies les portaient en ce moment à ménager un homme dont on pourrait peut-être tirer parti, si la chance venait à tourner en faveur des Bourbons; ils réservaient donc toute leur colère contre le chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, républicain aussi incorruptible qu'il était habile capitaine.

Un autre général, tenait entre ses mains les preuves matérielles de la trahison de Pichegru; en effet, lors de son dernier passage du Rhin, Moreau étant devenu maître des équipages de l'émigré Kinglin, avait trouvé dans les fourgons de cet officier supérieur les lettres mêmes du député d'Arbois; mais soit calcul politique, soit égards pour son ancien supérieur, il avait gardé le secret sur une découverte de cette importance. Quoique les ménagemens du parti clichyen rendissent alors et rendent encore aujourd'hui très suspect le chef de l'armée du Rhin, d'ailleurs si hautement préféré par Carnot et par eux à Jourdan, on ne doit pas omettre de dire que Pichegru l'avait dénoncé à son parti comme un homme dont il n'y avait rien à espérer. Toutefois, on ne saurait expliquer le silence de Moreau de manière à le justifier complètement. Dans tous les pays, en Angleterre particulièrement, une telle dissimulation, traitée de trahison, aurait au moins attiré une éclatante disgrâce au coupable.

Une fois en possession de la pièce révélatrice contenue dans la correspondance de d'Ant aignes, les trois directeurs révolutionnaires par position, jugèrent que le temps d'agir était venu, mais ils ne savaient comment faire pour attaquer un parti à la tête duquel se trouvait un général illustre qu'on ne pouvait frapper légalement, puisque, soutenu de ses complices des conseils, il devenait en quelque sorte inviolable sur le fauteuil des Cinq-Cents où il se trouvait assis. Rewbell et Barras ne doutaient pas que Carnot ne fût vendu comme Pichegru, et ne concevaient pour sortir de leur terrible position et sauver la France, qu'un parti désespéré, l'emploi de la force et un coup d'état. Deux projets se présentaient à leur pensée, le premier d'appeler des troupes autour de Paris pour mettre à la raison les deux conseils dominés par le parti clichyen; le second moyen dont Barras effrayait ses propres collègues, était de réveiller les vieux patriotes, d'arrêter Pichegru avec quatre-vingts de ses complices, de les dénoncer au Corps législatif épuré, de lui demander ensuite contre eux un décret de bannissement. Carnot qui s'était rendu si suspect par son rôle de chef de l'opposition dans les deux conseils et au sein du Directoire, devait être frappé ainsi que Letourneur, c'est-à-dire réduits à l'impossibilité de nuire, car toute mesure sanglante inspirait une répugnance invincible, surtout à Rewbell et à Laréveillère; et pour dire la vérité, les royalistes au contraire méditaient des arrêts de vengeance et de mort qu'ils auraient appelé des actes d'une juste sévérité contre des rebelles à l'autorité légitime. Parmi les révolutionnaires, les uns effrayés de ce que leur parti et eux-mêmes avaient osé attenter, se trouvaient convertis à l'humanité par la terreur et par la raison, et ne voulaient plus que le règne des lois, qui donne la sécurité à tous. J'ai vu souvent l'espèce d'hommes dont je parle, et si, au lieu de les craindre et de les éloi-

gner, on leur eût donné des preuves de confiance, ils auraient rendu de grands services, parce qu'ils étaient probes autant qu'énergiques. Restait quelques hommes auxquels le régime de la terreur s'était incorporé en quelque sorte, et qui regardaient la journée du 9 thermidor comme le tombeau de la liberté, Robespierre, Couthon et Saint-Just comme des martyrs, les réacteurs comme des apostats et des traîtres, les Clichyens comme autant de complices des trames des chefs de l'émigration, le Directoire comme une autorité pusillanime et incapable de sauver la république; ceux-là sans être méchans et cruels de leur nature, auraient tout recommencé, si la nécessité des moyens terribles leur eût paru démontrée; mais, chose remarquable, tandis que les royalistes bouillonnaient de fureur, ces hommes restaient calmes et froids, comme inébranlables dans leurs convictions; leur temps n'était pas venu, ils attendaient.

Les directeurs craignaient également toutes les nuances de révolutionnaires, ils redoutaient encore plus le peuple, quoique ce peuple ne renfermât pas les mêmes élémens de colère et de vengeance, et qu'il eût surtout une horreur marquée pour les échafauds. Les conventionnels restés dans les conseils pouvaient seconder une entreprise, mais il fallait qu'une force hors de leur sein prît l'initiative, vînt leur faire une violence et leur dicter des mesures de salut public qu'ils invoquaient en secret. Au milieu de toutes ces complications de difficultés, c'est aux armées et à leurs chefs que le Directoire devait avoir recours.

Trois hommes se trouvaient en perspective et sur le premier rang. Bonaparte, il était loin, on ne pouvait encore se passer de lui en Italie, et sa dictature commencée dans la Péninsule ne devait pas rassurer un gouvernement qui avait besoin de secours; Moreau ménagé ou vanté par les royalistes, cher à Carnot, incertain en poli-

tique, placé à la tête d'une armée dans laquelle Pichegru avait laissé refroidir l'enthousiasme républicain, n'offrait pas les caractères de garantie et de conviction révolutionnaire que l'on devait chercher dans un général appelé à seconder une entreprise du gouvernement contre le Corps-Législatif. Talent, caractère, audace, prudence, activité, influence sur les soldats, opinion prononcée, Hoche réunissait tout ce qu'on devait désirer. Il était d'ailleurs indigné de voir les deux conseils refuser au gouvernement et aux armées les moyens de conquérir la paix. Chaque jour il s'affligeait du triomphe du royalisme, et se trouvait disposé à réprimer l'essor de ce parti qui ne lui semblait propre qu'à déchirer la France, et à la jeter faible et sanglante entre les bras de l'étranger. D'ailleurs il s'occupait toujours d'un projet de descente en Irlande; car, ainsi que Bonaparte, il regardait l'abaissement de l'Angleterre comme l'une des premières conditions de la gloire, du repos et de la liberté de notre pays. Mais en même temps il sentait profondément qu'une si grande entreprise ne rencontrerait que des obstacles de la part des deux conseils, animés d'un si mauvais esprit, et capables de faire avorter les desseins les plus utiles par haine pour le Directoire. Au moment où la trève générale avait arrêté sa marche victorieuse sur Vienne, où il espérait peut-être entrer le premier, Hoche s'était rendu au Texel pour y surveiller les préparatifs de la conquête de l'Irlande. Bientôt instruit des projets du Directoire, il répondit à Barras qu'on pouvait compter sur lui, et que rien ne serait plus facile que de détourner un peu de leur route de Brest où il espérait les embarquer, vingt mille soldats de l'armée de Sambre-et-Meuse qu'il amènerait au secours du gouvernement déterminé à étouffer un complot de jour en jour plus menaçant. Alors Hoche, dans l'épanchement de l'amitié, disait à ses compagnons d'armes : « Je vaincrai : quand j'aurai sauvé la patrie, je briserai mon épée ».

Il fallait de l'argent aux trois directeurs conjurés, Hoche leur en offrit; voici comment il fit pour s'en procurer. Les provinces comprises entre le Rhin et la Meuse n'avaient pas encore été réunies à la république; le général espérait que l'on organiserait ce territoire en gouvernement séparé de la France, sous le nom de république cis rhénane. Une commission centrale établie à Bonn, administrait ce pays dont l'organisation n'était point définitive. L'esprit de Hoche, sa pensée d'ordre, sa haute probité, avait présidé à la direction des finances de ces provinces. Deux millions et quelques cent mille francs se trouvaient dans la caisse de la commission de Bonn, à laquelle Hoche défendit de verser ses fonds au payeur de l'armée. Disposant lui-même de cette somme, il solda les troupes qu'il pensait mobiliser, et garda en réserve deux millions pour le Directoire.

Laréveillère et Barras, fiers de l'appui d'un général tel que Hoche, s'efforcèrent de réveiller un peu l'esprit des Jacobins, de les enrégimenter dans de nouveaux clubs; mais Rewbell craignant de recourir à ce secours, disait qu'il fallait sans doute résister aux réacteurs, les expulser, sauver la république, mais non se jeter dans la terreur. Barras répondait avec raison à son collègue, que sans les patriotes l'affaire aurait mal ourné en vendémiaire; alors il fut convenu qu'on l'appellerait, s'il en était besoin, le jour de la lutte.

De leur côté, résolus à agir, les Clichyens voulant disposer d'une force armée capable de lutter contre les soldats du Directoire, songèrent à réorganiser la garde nationale qui, aux derniers jours de la tempête révolutionnaire s'était montrée si dévouée à tous les projets des réacteurs royalistes. Les Clichyens espéraient que les suffrages des citoyens habilement travaillés par leurs intrigues, se reporteraient sur Pichegru, qui deviendrait chef de cette milice citoyenne.

La pensée des Clichyens ne manquait pas d'une certaine portée ; aussi espéraient-ils, avec cette folle confiance des partis, se voir bientôt puissans comme l'avait été leur faction avant son échec sur les marches de l'église de Saint-Roch. La proposition de réorganiser la garde nationale fut présentée au conseil des Cinq-Cents, et Pichegru chargé de faire un rapport sur cet objet important. En voyant ce coup de parti, les Directeurs ne se dissimulèrent pas la gravité du péril dans lequel ils allaient se trouver s'ils laissaient agir leurs adversaires ; ils résolurent en conséquence de les prévenir et de tout préparer pour un coup décisif, en commençant par une nouvelle composition du ministère, où ils voulaient faire entrer, comme associé à leurs vues révolutionnaires, un émigré célèbre dont Chénier avait obtenu la rentrée en France, et que madame de Staël, d'accord avec Benjamin Constant, avait pris dans une singulière faveur. Présenté par ces deuxprotecteurs, M. de Talleyrand n'avait pas tardé à faire la conquête du facile Barras, et même celle de Laréveillère dont les mœurs étaient si pures. Beaucoup de choses parlaient en sa faveur. Dès l'aurore de la révolution, il avait pris des engagemens sérieux avec elle, proposé la vente des biens du clergé, prêté serment d'obéissance à la constitution civile de ce corps; il avait sacré les premiers évêques constitutionnels, et officié pontificalement dans la cérémonie religieuse de la fédération, sur l'autel de la patrie élevé au milieu du Champ-de-Mars. Ainsi que plusieurs hommes du temps, il avait appliqué son esprit à l'étude des questions de finances dont l'opinion s'occupait avec tant d'ardeur depuis le compte rendu de M. Necker et les disputes de ce ministre avec M. de Calonne ; il appartenait aussi à la secte philosophique du dix-huitième siècle. Mirabeau mourant avait, en quelque sorte, confié ses dernières pensées à l'évêque d'Autun, dès long-temps désigné par lui dans sa correspondance de Berlin, comme un des esprits les plus puissans et les plus déliés de

l'époque. Il revenait d'Amérique, où il semblait avoir été chercher au sein de la nouvelle république un asile contre la haine de l'émigration armée sur les bords du Rhin. Avec tant d'avantages, M. de Talleyrand, on doit l'avouer, ne jouissait pas de la considération publique ; mais doué d'un caractère flexible et pourtant plein de persévérance, monarchique par principes, constitutionnel par une suite de ses idées anglaises, révolutionnaire au besoin, capable de s'accommoder tour à tour avec Mirabeau, avec Danton, avec Barras et Laréveillère, comme avec Napoléon et Louis XVIII, sans être un moment embarrassé de la transition ; facile à vivre, d'un sang-froid imperturbable, porteur d'un masque qui ne laissait voir sur sa figure aucun des mouvemens de l'intérieur, dissimulé quand sa position le voulait, parlant peu et à voix basse, il passait pour habile aux yeux d'une certaine classe, et l'était sous plusieurs rapports. D'ailleurs, sa naissance, son nom, ses mœurs de l'ancien régime, ses airs de grand seigneur qu'il laissait percer à travers un voile d'élégante simplicité ; les liaisons qu'il pouvait renouer avec les membres du corps diplomatique, qui forment une caste à part dont il faut avoir les mœurs, les habitudes et les goûts pour traiter avec elle, favorisaient singulièrement l'ascendant de son esprit à une époque de retour vers l'ancien régime luttant au milieu de nous avec la révolution pour en effacer l'empreinte. Rewbel et Barras, déterminés à choisir cet homme de ressources, se proposaient aussi d'évincer du ministère de la guerre le citoyen Petiet, qu'ils considéraient comme totalement dévoué à Carnot ainsi qu'au parti clichyen. Assurément, Petiet était trop sincère pour desservir ou abandonner les membres du triumvirat directorial, si ceux-ci lui eussent confié tout ce qu'ils savaient des trahisons des meneurs des conseils, mais épouvantés par la grandeur du complot, Barras et ses deux amis voyaient des conspirateurs partout. Les chefs du gouvernement voulaient encore éloigner

Bénézech, royaliste déguisé, qui obéirait sans doute, mais d'une manière molle et timide; Charles Delacroix, homme de courage et de foi, mais auquel on voulait donner Talleyrand pour successeur; Truguet, ministre de la marine, qui plaisait bien aux Directeurs par son attachement à la révolution; mais il désirait lui-même aller en Espagne remplir une mission diplomatique, et se flattait de décider cette puissance à se réunir à la république française pour attaquer dans les Indes même la puissance anglaise. Ainsi les Directeurs ne conservaient que Merlin de Douai qui, au ministère de la justice, avait depuis quelque temps montré un front sévère aux royalistes, et Ramel, patriote sans tergiversation, et regardé comme nécessaire aux finances depuis la retraite de Cambon. Les Clichyens, qui n'étaient pas dans le secret de leurs chefs, poussèrent des cris de colère; les meneurs ne portèrent pas grande attention à ce projet de remaniement ministériel. Mais Pichegru et les siens, feignant d'être effrayés, s'étaient adressés à Carnot, pour sonder ses dispositions. Celui-ci, revenu d'un engouement nuisible à la république, n'avait pas témoigné à Pichegru la même confiance que par le passé. Il avait même répondu dans une lettre au président des Cinq-Cents : « *Je périrais plutôt que de laisser entamer la constitution ou déshonorer les pouvoirs qu'elle a institués.* » Belles paroles, sans doute, mais pour en assurer l'efficacité, il aurait fallu, comme c'était un devoir de le faire, reconnaître le dangereux complot des Clichyens, et ne pas s'exposer à leur donner gain de cause, en voulant éloigner du minis tère les hommes que ce parti avait juré d'écarter. Telle était pourtant la faute que persistaient à commettre Carnot et les modérés qui, n'étant pas initiés aux trames secrètes des chefs et des séides du royalisme, ne regardaient les uns et les autres que comme des intrigans et des fous sans influence. Lorsqu'il fut définitivement question du change-

ment ministériel, les constitutionnels firent des démarches auprès de Rewbel et Laréveillère, qui, tous deux éclairés sur la conspiration que Carnot semblait ignorer, refusèrent de se prêter à leurs vues. Le second leur répondit : « Le jour où vous nous attaquerez, vous nous trouverez prêts. Nous vous tuerons, mais politiquement. Vous voulez notre sang, mais le vôtre ne coulera pas ; vous serez réduits seulement à l'impossibilité de nuire. » Carnot leur conseilla, par ses amis, de s'adresser à Barras. Villaret-Joyeuse, homme de plaisirs opposé au Directoire, mais doué de beaucoup de dextérité, fut chargé de cette négociation. Barras promit d'appuyer Carnot, et le décida par ce mensonge forcé peut-être dans une circonstance si délicate, à demander lui-même un changement ministériel, pour placer à la tête des affaires des hommes dévoués aux constitutionnels. Cependant, après quelques réflexions, Barthélemy et Carnot, ajoutant peu de foi aux promesses de leur collègue, et soupçonnant quelques tromperies, le sollicitaient de prendre l'initiative ; Barras se refusait à se compromettre ainsi. Enfin, le 28 messidor, Rewbell, fatigué d'attendre et irrité chaque jour davantage par le déchaînement des journaux, demanda qu'on procédât immédiatement et par scrutin secret au renouvellement du ministère. Carnot et Barthélemy comptaient à toute force sur Barras, mais le scrutin tourna contre eux ; car si Truguet et Delacroix sortirent de fonctions, Cochon, Petiet et Bénézech se trouvèrent aussi évincés, tandis que Merlin et Ramel restèrent en possession de leurs portefeuilles, malgré les deux voix qui se prononcèrent contre eux. Aussitôt cette première victoire, Rewbell voulut, malgré Carnot, que l'on nommât sur-le-champ les nouveaux ministres. Voici la composition définitive que donna le scrutin directorial : aux affaires étrangères, Talleyrand ; aux finances, Ramel ; Merlin à la justice ; à la marine, Pleville le Peley, loyal et brave officier ; à l'intérieur, le voltairien François de Neu-

château, qui prêtait des formes élégantes et polies au langage de la liberté ; à la police générale, Lenoir-Laroche, homme d'une rare candeur, qui se trompait en acceptant des fonctions de cette nature; à la guerre, Hoche, prévenu il est vrai entre le parti royaliste et les auteurs de la guerre civile, mais qui apportait aux affaires, avec des lumières naturelles et acquises, avec un admirable esprit d'ordre, avec la connaissance des hommes et le talent de se faire obéir, un singulier penchant pour les mesures conciliatrices.

A l'exception de Merlin de Douai, alors irrité contre les royalistes, et tenace dans sa haine, le ministère ne renfermait que des hommes modérés, mais tous, à la vérité, résolus à ne pas laisser périr la république faute de secours. En le voyant surgir, les constitutionnels, qui n'avaient rien à en craindre, conçurent de l'effroi ; ils sentirent l'inévitable nécessité d'une crise qu'ils s'étaient flattés de prévenir par leur influence, que leur orgueil s'exagérait. Au contraire, les imprudens Clichyens et les royalistes se réjouirent ; ils avaient redouté par dessus tout une alliance entre le parti du Directoire et celui qui reconnaissait Thibaudeau pour chef. Pichegru et d'autres conspirateurs plus éclairés firent bientôt comprendre à leurs aveugles collègues le danger qui les menaçait. Ceux qui avaient pu douter de la justesse des prédictions de Pichegru durent ouvrir les yeux lorsqu'ils apprirent que la division de chasseurs de Richepance, venue des bords du Rhin, se trouvait à la Ferté-Alais, à onze lieues de Paris. Cette cavalerie n'était que l'avant-garde d'un corps de quatorze mille hommes, composé de la légion des Francs, qui avait pour chef le brave Humbert, de la division d'infanterie du général Lemoine, et, en outre, d'un régiment d'artillerie, arme connue du général par son patriotisme et son zèle républicain. Sur l'avis de l'arrivée de cette colonne, Carnot, furieux, annonça que tout avait été fait à

son insu, et qu'il n'avait jamais donné à Hoche l'ordre de faire avancer ses troupes. Les Clichyens voulaient suspendre le Directoire, le faire arrêter, le mettre hors la loi! «Avec quelle force?» demanda Pichegru. Et cette simple question força les réacteurs à s'en tenir aux mesures constitutionnelles. Le 30 messidor, la marche des troupes fut dénoncée aux Cinq-Cents par le député de La Haye. Le plus violent tumulte éclata dans le sein du conseil; il fut décidé que le surlendemain on entendrait le rapport sur l'organisation de la garde nationale; Pichegru comme nous l'avons dit, en avait été chargé. Son plan, tout en faveur de l'aristocratie, fut couvert d'applaudissemens; il proposait de le voter sans désemparer, pour éviter, disait-on, un nouveau 31 mai. Sur une observation de Thibaudeau, on adopta l'ajournement à vingt-quatre heures.

Hoche cependant était arrivé à Paris; fort du témoignage d'une conscience sans reproche, il se présenta devant le Directoire, qui se trouvait présidé par Carnot. Celui-ci demanda au général de nommer l'autorité qui l'avait fait agir. Un instant abandonné par Barras, qui lui avait donné des ordres, Hoche trouva un zélé défenseur dans Laréveillère, qui lui dit qu'il avait bien mérité de la patrie. Barras jouait alors un fort mauvais rôle, car il n'avait pas prévenu ses deux collègues des ordres qu'il avait transmis au général, et dans ce moment il n'osait le soutenir. Cette conduite pénétra le général Hoche d'indignation. Du reste, son âge ne lui permettant pas d'accepter le ministère qu'on venait de lui confier, il s'empressa de retourner à son quartier-général de Wetzlar, où ses compagnons d'armes et lui, prononcèrent, dans un banquet, des paroles menaçantes contre le parti clichyen. Pendant ces manifestations, l'armée du Rhin et son chef gardèrent un silence qui offensa le Directoire.

CHAPITRE LXVII.

Bonaparte en Italie. — Invitation des Clichyens. — Approches du 18 fructidor. — Déportation. — Mesures révolutionnaires. — Lorp Malmesbury à Lille. — Bonaparte traite avec l'Autriche. — Campo-Formio. — Bonaparte général de l'armée d'Angleterre. — Bonaparte à Paris. — Mort de Hoche. — Insurrection à Rome. — République du Leman. — Coup-d'œil sur l'intérieur.

Après avoir compromis Hoche et reçu de Moreau une réponse évasive, le Directoire fut tenté de recourir à Bonaparte, et lui fit faire des propositions auxquelles il éluda de répondre sous des prétextes plausibles. On se contenta de lui demander l'un de ses divisionnaires pour exécuter le mouvement projeté. Cette demande ne pouvait que lui convenir, comme l'attestent la célébration de l'anniversaire du 14 juillet et la proclamation foudroyante par laquelle il ouvrait en quelque sorte la route des Alpes à ses soldats, prêts à marcher sous ses ordres contre les ennemis de l'intérieur. Après la fête, il y eut un banquet, durant lequel on porta les toasts les plus énergiques. Les divisions Joubert, Masséna, Augereau, rédigèrent des adresses aussitôt couvertes de plusieurs milliers de signatures. *O conspirateurs*, disait la division Augereau, *tremblez, vos iniquités sont comptées, et le prix en est au bout de nos baïonnettes.* »

Ces violentes protestations alarmèrent les plus hardis des directeurs. Bonaparte lui-même craignit l'exaltation dont il était environné. « Quant à moi, disait-il, j'emploie toute mon influence à contenir le patriotisme brûlant qui est le caractère distinctif de tous les soldats de l'armée d'Italie. « Au reste, voyant se former tant d'intrigues, et curieux de connaître au vrai l'état de choses à Paris, il y envoya son aide-de-camp Lavalette, homme délié, prudent, et bien capable de juger toutes les chances des différens joueurs de la grande partie politique. Les Clichyens s'élevèrent avec raison contre l'audace des soldats, qui jetaient le poids de leurs épées dans la balance politique; mais ils durent tirer les plus fâcheux pronostics de l'arrivée du fougueux Augereau, et surtout de sa nomination au commandement en chef de la 17e division militaire. Dès ce moment, les Clichyens comprirent que le moment de les frapper était venu pour le Directoire. Dans une telle extrémité, ils parlaient de faire décréter d'accusation Barras qui, par une conduite digne de tel duc de l'ancien régime, avait fait fustiger dans ses antichambres le journaliste Poncelin, insolent et contre-révolutionnaire, mais qui n'en était pas moins sous la garde des lois. Cependant ces mêmes Clichyens déclamaient beaucoup et n'agissaient pas. Pendant le tumulte de leurs orageuses délibérations, le Directoire prenait toutes ses mesures : il confiait l'artillerie de la division de Paris au général Dammartin; Verdier était nommé commandant de la place; Chérin, l'ami de Hoche, se voyait mis à la tête de la garde du Directoire. Par une décision non moins significative, et très propre à rassurer le gouvernement sur le Midi, la 9e division militaire se trouva sous le commandement de Bonaparte, qui ne tarda point à y envoyer des troupes après la journée de fructidor.

Cependant le conseil des Cinq-Cents avait demandé des explications relativement à la marche de la colonne diri-

gée sur Paris. Le Directoire attribua ce mouvement à l'inadvertance d'un commissaire des guerres. Vingt jours se passèrent en messages sur cette question entre les deux autorités. Les Cinq-Cents, chaque jour plus effrayés, nommaient commissions sur commissions. Willot le réacteur royaliste, le traître Pichegru, non encore dévoilé, semblaient être les chefs que le parti voulait opposer à Hoche et à Bonaparte. Le premier de ces deux généraux, plein de dédain pour ses adversaires et pour la conduite du Directoire à son égard, dans la dernière occurrence, écrivait : « Vous avez dû être invité, par un message du conseil de Cinq-Cents, à traduire devant les tribunaux les signataires des ordres donnés aux troupes pour leur marche vers l'intérieur. Cette fois, *Monsieur* Willot a été, sans s'en douter, mon organe auprès de la représentation nationale et de vous.... Permettez-moi donc de vous supplier de m'indiquer le tribunal auquel je dois m'adresser ? »

Tout rapprochement entre les partis était devenu impossible. Benjamin Constant, qui, quoique brave de sa personne, n'avait rien de l'audace des révolutionnaires, et tendait par incertitude de caractère à flotter entre les deux partis, se montrait décidé à une rupture ouverte entre le Directoire et les deux conseils. Plus exaltée, plus enthousiaste, secondée de Talleyrand, qui voulait se faire jour, en harmonie avec Barras, qui promettait de monter à cheval comme au 9 thermidor et au 13 vendémiaire, madame de Staël poussait au mouvement de toutes ses forces, après avoir vainement essayé des moyens de conciliation vis-à-vis des constitutionnels, qu'elle voulait rallier au Directoire pour le coup-d'état préparé contre le royalisme ; mais le parti mitoyen de Thibaudeau, qui prétendait détester les Clichyens, méprisait le Directoire, ne marchait pas avec les conventionnels des conseils, et n'avait pas voulu se prononcer. La vérité est que Thibaudeau

et les siens ne savaient quelle résolution prendre, parce qu'ils se trouvaient dans une position fausse, et isolés de tout le monde, comme il arrive aux transfuges qui ont déserté leur drapeau et passé dans le camp ennemi.

Le 30 thermidor (17 avril), l'artillerie et la cavalerie de Paris furent augmentées; à ces préparatifs de guerre, Camille Jordan répondait en demandant aux Cinq-Cents des mesures repressives de la tyrannie vers laquelle s'avançait le pouvoir. Une partie de ses propositions fut adoptée, l'autre rejetée. Les Clichyens furieux se prononcèrent avec encore plus de violence dans leurs journaux. Les armées surtout étaient le but de leurs attaques; Joubert, Bernadotte, Kléber, qui se trouvaient à Paris, se moquaient des conseils, et se prononçaient en faveur du Directoire avec toute la véhémence de militaires habitués à la franchise et de citoyens indignés. Bernadotte, dans les entretiens particuliers, blâmait les adresses des armées, et semblait prendre les intérêts de la constitution; mais, mobile comme un homme du Midi, et prêt à devenir révolutionnaire par ambition, il devait bientôt embrasser la cause du gouvernement.

Les Clichyens n'avaient plus d'espoir que dans l'organisation de la garde nationale que redoutaient, avec raison, les constitutionnels, parce que les souvenirs de vendémiaire auraient pu lui donner des conseils hostiles, et que Pichegru qui aspirait à la commander, était un ennemi déclaré du Directoire et un agent du prétendant Louis XVIII. Sur ces entrefaites, le thermidorien Bailleul, le modéré Bailleul, arrivé par la conviction des mauvais desseins du parti de Clichy, à vouloir une journée de révolution, ou plutôt un coup-d'état, Bailleul, l'un des hommes que j'ai vus les plus attachés au maintien de l'ordre établi, publia une adresse à ses commettans, que l'opinion considéra justement comme le manifeste du Directoire. Bailleul et sa brochure furent dénoncés par Duprat le Gi-

rondin ; Hardy défendit Bailleul. L'éternel Dumolard, dont les déclamations faisaient bondir de colère Bonaparte, attaqua Tallien réduit maintenant à défendre sa vie révolutionnaire, et à combattre les royalistes qui poursuivaient son ami Barras. Henri Larivière, en lui succédant, déploya toute sa violence contre les clubs, ainsi que contre les terroristes, et prononça le mot de *septembre*. On ne reconnaissait plus les rôles. Dumas lui-même, très suspect en ce moment aux Jacobins et au Directoire, se plaignit de l'arrivée à Paris d'une bande de chouans, que les royalistes avaient fait venir pour un coup de main.

Sans mépriser cette levée de boucliers, et frappés au contraire plus qu'ils n'auraient dû l'être des dangers d'une lutte avec le Corps législatif, les directeurs complétaient l'ensemble de leurs mesures, et Barras avait achevé de gagner la garde des Cinq-Cents. Tout était prêt. Benjamin Constant ne doutait pas du succès; madame de Staël le souhaitait avec tant d'ardeur, que, comme toutes les personnes passionnées, elle concevait parfois des craintes; mais, suivant les récits du temps, Talleyrand, quoique d'une rare circonspection, rassurait la trop timide révolutionnaire par ces paroles, qui firent trembler les Clichyens : « L'attaque est résolue, le succès infaillible ; le Corps législatif n'a pas d'autre parti que de se rendre à discrétion au Directoire. » Le 16 fructidor, un bruit plus effrayant se répandit, on parlait de l'arrestation de soixante-quinze députés ; madame Tallien et les autres femmes de la cour de Barras avaient quitté Paris ; madame de Staël, qui restait pour assister à la journée, fit avertir Boissy-d'Anglas de prendre garde à lui et de serrer ses papiers. L'indiscrétion était grave, mais madame de Staël conspirait avec sa tête; son cœur n'était pas de la partie.

La veille, Augereau ayant donné un grand repas dans lequel avaient été portés plusieurs toasts, entre autres celui-ci : *A la minorité des conseils* ! quelques députés ar-

rivèrent dans la séance du soir, annonçant que le Directoire allait faire égorger 186 députés et six cents Clichyens. » Thibaudeau ne croyait pas sans doute à ces folles exagérations, mais il voyait bien que le parti des Clichyens était perdu, et que lui-même se trouvait dans une position au moins très équivoque; aussi disait-il à ceux qui parlaient de résistance : « Nous nous débattons comme des malades à l'agonie ! Républicains vertueux, enveloppez-vous! »

Le 17, la séance des Cinq-Cents fut très calme; mais le soir, les commissions des conseils éprouvèrent une vive agitation. Thibaudeau, auquel on venait de remettre quelques placards imprimés par ordre du Directoire, s'approcha de Pichegru, et lui apprit que le gouvernement l'accusait d'avoir entamé des négociations avec le prince de Condé. Pichegru, sans changer de contenance, répondit : « Je monterai demain à la tribune pour nier tout cela ! » Thibaudeau le quitta en lui disant : « Il n'y aura plus de tribune demain. »

Les faubourgs avaient été pratiqués par Barras et ses amis; mais le Directoire, qui, en le désirant, redoutait l'appui du peuple, n'avait pas encore donné le mot d'ordre aux révolutionnaires le 17 au soir; le 18, sur les deux heures du matin, il envoya l'ordre à l'un d'eux de faire armer le faubourg Saint-Antoine. Le citoyen auquel on s'adressait, répondit qu'il ne se mêlait pas d'une affaire qu'on lui confiait au moment même de l'exécution : toutefois, les intentions du Directoire se répandirent promptement dans ce quartier populeux, qui entra bientôt en fermentation. Quoique les choses fussent arrivées à la dernière extrémité, des hésitations avaient encore paru dans les résolutions du Directoire; enfin, décidé par les révélations du prince de Carency, assez mauvais sujet qui déshonorait son nom par un rôle très vil, Barras avait déterminé ses collègues à agir sans plus de retard... Ils

étaient réunis chez Rewbel, où Merlin de Douay, oubliant qu'il était ministre de la justice pour ne se rappeler que son rôle de révolutionnaire, avait apporté les projets de décret, les arrêtés, les proclamations qui devaient assurer et justifier le coup d'état; les ordres à donner étaient également prêts. Carnot et Barthélemy, retirés au Luxembourg, ignoraient ce qui se passait; aussi ce dernier, qui, apparemment était destiné à se laisser jouer, comme une autre circonstance très importante ne le prouvera que trop bien, fit dire aux Clichyens de se rassurer, qu'ils ne seraient pas attaqués cette nuit. A trois heures du matin, un coup de canon chargé à poudre donna le signal aux troupes d'Augereau; elles se mirent en marche aussitôt. Les grenadiers du Corps législatif ne firent aucune résistance. Ramel, leur chef, qui voulut rester fidèle à sa consigne, fut saisi au collet et envoyé aux arrêts par Augereau, son supérieur. Dès cinq heures, la salle et les commissions se trouvèrent investies. Augereau, ayant demandé à Pichegru et à Willot leurs épées, les fit conduire au Temple. D'après les ordres de leurs collègues, les deux directeurs devaient être arrêtés, mais Carnot, averti à temps, s'échappa; Barthélemy, moins heureux, se vit emprisonné, ainsi que les députés arrêtés dans la commission des inspecteurs. A huit heures, tout était consommé. Siméon, le président des Cinq-Cents, Lafond-Ladebat, celui des Anciens, vinrent occuper les fauteuils : l'invitation de plusieurs officiers ne leur laissa même pas le temps de déclarer la représentation dissoute. Dans la matinée, quelques députés résolurent de se présenter au palais du Corps législatif; mais ayant sommé les troupes de les laisser pénétrer dans les salles des conseils, ils furent repoussés et poursuivis jusqu'à leur entière dispersion. La foule, agglomérée dans les rues, regardait tous ces mouvemens avec curiosité quoiqu'avec indifférence; et en effet, quoi de commun entre elle et des hommes qui lui paraissaient vouloir dé-

pouiller le peuple de toutes ses conquêtes de la révolution? Quelques Clichyens se réunirent alors chez Lafond-Ladebat; ils commençaient à délibérer, lorsqu'un officier vint arrêter Lafond, Barbé-Marbois, Tronçon-Ducoudray, Bourdon de l'Oise et Goupil que l'on conduisit aussi au Temple. Les débris des deux conseils mutilés par la force se rassemblèrent, les Anciens à l'École de Médecine, les Cinq-Cents à l'Odéon, et se déclarèrent en permanence. Ces derniers, sur la proposition de Poulain-Grandpré, votèrent la formation d'une commission extraordinaire de cinq membres, qui furent pris parmi les fidèles du Directoire, c'est-à-dire parmi les vainqueurs, suivant la coutume. Le soir, un message du gouvernement faisait connaître aux conseils les menées conspiratrices des Pichegru, des Imbert-Colomès, des Mersan, des De Lemerer et de leurs amis. Appuyé sur des pièces officielles, ce message produisit une très vive sensation. Immédiatement après cette communication, organe de la commission des Cinq, Boulai de la Meurthe prit la parole, et proposa, sous l'inspiration du Directoire, d'annuler les opérations électorales dans quarante-huit départemens, et de faire déporter un certain nombre de ses collègues. Nul doute que les Clichyens victorieux n'eussent été cruels; mais ces actes de rigueur, voulus par le Directoire, et adoptés par les conseils, n'en violaient pas moins l'acte constitutionnel. On excepta de la déportation Thibaudeau, Doulcet de Pontécoulant, Tarbé, Crécy, Detorcy, Normand, Dupont de Nemours, Rémusat, Bailly; on prononça cette peine contre Job Aymé, Aubry, Bayard, Blain, Boissy-d'Anglas, Borne, Bourdon de l'Oise, Cadroi, Couchery, Delahaye, Delarue, Doumère, Dumolard, Duplantier, Duprat, Gilbert-Desmolières, Larivière, Henri Imbert-Colomès, Camille Jordan; Jourdan des Bouches-du-Rhône, Gau, Lacarrière, Lemarchant-Gomicourt, Lemaire, Mésan, Madier, Maillard, Noailles, André, Mac-Eurtain, Pavée,

Pastoret, Pichegru, Polissart, Prairé-Montaud, Quatremère-Quincy, Saladin, Siméon, Vauvilliers, Vaublanc, Villaret-Joyeuse, Willot. Parmi les Anciens, la proscription atteignit Barbé-Marbois, Dumas, Ferrant-Vaillant, Lafond-Ladebat, Laumont, Muraire, Murinais, Paradis, Portalis, Rovère, Tronçon-Ducoudray. Carnot, Barthélemy, l'ex-ministre Cochon, Dossonville, ancien employé de la police; Ramel, commandant de la garde des conseils; les trois royalistes Brottier, Laville-Heurnois, Duverne Dupresle, se virent aussi inscrits sur la liste fatale. On condamna de même à la déportation les auteurs, propriétaires, éditeurs de journaux du parti royaliste. L'autorité fit plus, elle permit ou toléra le brisement des presses de la *Quotidienne* et de quelques autres feuilles. Rien n'excusait cette violation de la propriété. Quant à la conduite des écrivains de l'époque, il n'y en eût jamais de plus folle, de plus coupable. Ils avaient amené les choses à un point tel qu'un coup d'état devenait inévitable pour le salut du gouvernement, et jamais il ne fut mieux prouvé qu'un parti peut être perdu par quelques écervelés qui, n'écoutant que leurs emportemens, s'abandonnent à une audace qui ne calcule aucunes des conséquences inévitables de leurs conduite.

Dans la journée du 18, dès la naissance du jour, le faubourg Saint-Antoine était debout; on lui distribua des armes de bonne heure, et bientôt il se mit à défiler pour se rendre autour du palais du Luxembourg. Ce rassemblement formait une masse considérable qui s'accrut encore par l'arrivée du faubourg Saint-Marceau, que le Directoire, ou plutôt Barras, avait fait appeler au secours du gouvernement. Un entier dévouement régnait parmi les patriotes; ils offrirent leurs bras aux trois Directeurs, et jurèrent de le défendre, en répétant sans cesse les cris de vive la République! vive le Directoire! On a fait un insigne mensonge en les représentant comme une troupe de bri-

gands affamés de meurtre et de pillage, et furieux de se voir enlever leur proie. Rien de pareil n'eût lieu à cette époque, et je dois rendre aux chefs du peuple, tous hommes pris dans son sein, la justice de dire qu'ils montrèrent alors une raison et une modération dignes des plus grands éloges; seulement, dans la section des Gravilliers, qui comptait vingt-deux mille hommes armés, il se répandit des bruits de projets sinistres contre la vie des captifs du Temple. La présence du ministre de la police Sotin, qui se rendit seul sur les lieux, suffit pour prévenir des excès suggérés par certaines personnes qui se cachaient dans l'ombre. « Tout est perdu, si la révolution remet les mains dans le sang, avait dit un citoyen à ce ministre; allez, et mourez plutôt que de souffrir un pareil malheur. »

Pour compléter le coup d'état, le conseil des Cinq-Cents porta différens décrets contre les émigrés et le prêtres; il faillit même adopter une résolution proposée par Boulay de la Meurthe, tendant à bannir de la république les nobles ou annoblis qui avaient fait partie des maisons royales, leurs femmes, même divorcées, si elle n'étaient pas remariées, enfin tous les premiers fonctionnaires de l'ordre civil sous l'ancien régime; le projet de décret contenait quelques exceptions, notamment une en faveur de Talleyrand. Le Directoire obtint le droit de nommer les magistrats dans les quarante-huit départemens qu'on accusait de tendance révolutionnaire, et dont on venait d'annuler les élections sous ce prétexte. On accorda encore au Directoire l'autorisation de rouvrir les clubs, et de censurer les journaux.

Rewbel et ses deux collègues firent partir pour l'exil quinze des déportés qui passaient pour les plus dangereux. Dans la route, ces infortunés éprouvèrent mille avanies de la part d'une espèce de général nommé Dutertre, homme ignoble et grossier, que le Directoire, honteux de l'avoir employé, se hâta de rappeler. Les captifs, arrivés à Ro-

chefort s'embarquèrent pour la Guyane française, où Billaud-Varennes et Collot d'Herbois les avaient dévancés. Ainsi, deux membres du Comité de salut public, et des chefs du parti royaliste, se trouvèrent réunis par le même genre de proscription. Les autres déportés furent envoyés captifs à l'île d'Oléron. Ainsi s'accomplit l'événement du 18 fructidor, l'une des plus déplorables nécessités de notre histoire révolutionnaire, et qui ne prouva que trop clairement deux choses également tristes: la première, que l'acte constitutionnel manquait d'élémens de force pour gouverner les Français; la seconde, que le premier général qui oserait se mettre à la tête d'un corps de troupes recueillerait sans peine l'héritage de la révolution. Ce dernier fait si clairement exprimé par l'influence d'Augereau, devenu le bras droit du Directoire, ne fut pas perdu pour celui qu'on n'appelait plus alors que l'*Italique*, comme Rome appelait Scipion l'*Africain*.

Bonaparte avait obtenu que les négociations définitives seraient ouvertes en Italie, au lieu de s'entamer à Berne. La cour de Vienne s'était d'abord opposée à cette résolution, mais avait fini par consentir à ce que les plénipotentiaires s'abouchassent à Udine le 17 juillet (15 messidor). Bonaparte envoya Clarke dans cette ville, en annonçant qu'il s'y rendrait dès que les principales bases du traité seraient arrêtées. Le général commençait à se méfier du cabinet autrichien, alors travaillé par les agens du prétendant, qui annonçaient presque ouvertement qu'une révolution, inévitable en France (on était encore avant fructidor), allait dispenser l'empereur de signer un traité humiliant pour lui. Prompt à saisir l'espérance la plus légère comme une réalité, les ministres de François II envoyèrent des notes datées du 30 messidor (18 juillet) qui annonçaient que définitivement la cour de Vienne, s'en tenant au texte même des préliminaires, demandait un congrès général de toutes les puissances à Berne, et se plaignait avec chaleur de la

conduite de l'armée française, qu'elle accusait d'avoir excité les événemens de Venise et de Gênes.

En apprenant cette déloyauté de l'Autriche, Bonaparte eut envie de dénoncer l'armistice, et de précipiter ses divisions sur Vienne consternée. Mais il retint sagement sa colère, et se contenta de faire rédiger une note vigoureuse qui réfutait victorieusement et avec hauteur tous les prétendus griefs de l'Autriche. Le motif qui avait influé particulièrement sur la modération de Bonaparte, était la connaissance des nouvelles conférences ouvertes pour la paix. En effet, Pitt, effrayé de l'ascendant victorieux de la France, avait envoyé à Lille lord Malmesbury, et imposé à celui-ci, comme négociateur secret, M. Ellis. Les envoyés de la Grande-Bretagne étaient arrivés en grand appareil le 4 juillet (16 messidor).

Les trois négociateurs chargés, par la république, de s'entendre avec lord Malmesbury, se trouvaient être l'ex-directeur Letourneur, Préville-le-Pelay, qui avait bientôt quitté les négociations pour le ministère de la marine, et Hugues-Bernard Maret, devenu depuis duc de Bassano.

Dès que lord Malmesbury eût signifié ses pouvoirs et demandé les conditions de la France, les négociateurs commencèrent par déclarer que la république exigeait que Georges III cessât de prendre le titre de roi de France, qu'il rendît à nous et à nos alliés toutes les colonies dont les armes d'Angleterre s'étaient emparées, tous les vaisseaux que la trahison avait livrés dans le port de Toulon, au pavillon britannique. La France ne voulait faire aucune concession. Malmesbury s'adressa, pour avoir des entrevues particulières, à Maret qui n'y consentit que sur l'autorisation du Directoire. Après des pourparlers assez longs, Maret, heureusement servi par la diversion du Portugal, qui venait de rompre son alliance avec l'Angleterre, obtint à peu près tout ce qu'on pouvait désirer. Le Directoire, instruit de ce succès, répondit que la répu-

blique ne pouvait donner une réponse définitive avant d'avoir consulté ses alliés, l'Espagne et la Hollande. Effectivement, il eût été odieux de ne pas interroger ces deux pays sur des questions de la plus haute importance pour eux. L'événement de fructidor avait enflé l'orgueil du Directoire, il ne montra aucun esprit de conciliation. Maret fut appelé à Paris et remplacé par Treilhard et Bonnier porteurs de notre ultimatum. Cet ultimatum exigeait la restitution pure et simple de toutes les colonies de la France, de la Hollande et de l'Espagne; dans le même temps, on expédiait de nouveaux ordres à nos plénipotentiaires à Udine. Nous ne nous bornions plus à vouloir les bords de l'Oglio pour limite de la puissance autrichienne, nous exigions que l'Italie fût entièrement libre jusqu'aux rives de l'Izonzo. Ce fut alors que le Directoire rappela le général Clarke, afin de confier tous les pouvoirs du gouvernement à Bonaparte que l'on voulait achever de conquérir.

Lord Malmesbury quitta Lille avec douleur; il croyait la paix utile à sa patrie, et voulut charger Maret de tenter d'obtenir du Directoire des propositions plus acceptables; il offrit même au négociateur républicain plusieurs millions pour acheter la voix de l'un des directeurs. Maret rejeta les propositions du lord.

Quoique le Directoire parût avoir donné une grande preuve d'estime au général de l'armée d'Italie, il se méfiait de lui, et craignait que l'illustre capitaine ne se fît appeler au commandement des républiques italiennes, ou ne prît, dans un accès d'ambition, la route de France avec les légions qui lui étaient si dévouées. Le Directoire cherchait donc en sous main à séparer l'armée d'Italie de son chef. Bonaparte ne tarda pas à découvrir cette ténébreuse manœuvre, et à s'en plaindre avec colère. Trop certain qu'on n'oserait pas l'accepter, il donna sa démission aux directeurs, sous prétexte d'un excès de fatigue qu'il ne pouvait

plus supporter. Pour toute réponse, on se hâta de déclarer que la confiance nationale lui demeurait invariablement acquise. Alors, revenant sur sa démarche, il se contenta de solliciter son remplacement en qualité de plénipotentiaire, et d'organisateur des républiques italiennes. Il demandait qu'on lui envoyât Sieyes, mais le Directoire ne voulut point accéder à ce désir, il fit bien; on ne pouvait confier les destinées de l'Italie à des mains plus fermes et plus habiles que celles du négociateur de Leoben. Ce fut alors que Bonaparte conçut la grande idée de disposer les bords de la Méditerranée de manière à ce que notre pavillon y dominât sans rival. Il voulait que la France gardât les îles Ioniennes, détruisît le gouvernement de la vieille Malthe, pour en faire une colonie française, et s'empara de l'Égypte. « Maîtres de cette contrée, écrivait-il au Directoire, nous pourrons laisser aux Anglais le cap de Bonne-Espérance, car nous aurons une route plus directe pour aller aux Indes : c'est en Égypte qu'il faut attaquer l'Angleterre. »

Les conférences avaient été rouvertes avec l'Autriche, le 14 fructidor, à Udine, d'abord entre Bonaparte et MM. de Gallo, Meerweld, Degelman, et bientôt avec M. de Cobentzel. Ce ministre était accouru à Udine immédiatement après la nouvelle de la journée du 18 fructidor, qui venait de renverser complétement les espérances malheureusement trop fondées des royalistes. Quelle que critique que fût en réalité la position de l'Autriche, le principal négociateur n'en crut pas moins pouvoir afficher des prétentions extravagantes. Cobentzel ne voulait accorder à la république qu'une partie très minime de ce qui avait été convenu dans les préliminaires de Leoben. Bonaparte, méprisant la présomption du ministre allemand, lui répondit en demandant pour la France le cours du Rhin avec Mayence, et l'Izonzo pour l'Italie,

Armé d'une inflexible volonté, il avait résolu d'acquérir encore pour la nouvelle république, son ouvrage, Mantoue et l'Adige, par la concession de Venise. A ce prix, il comptait infailliblement amener le plénipotentiaire à faire ce qu'il désirait. Quoique l'abandon de Venise fût contraire aux volontés du gouvernement, le général, espérant que les directeurs n'oseraient rejeter ce qu'il aurait signé, présenta fièrement son ultimatum. Le 16 octobre, (18 vendémiaire) eut lieu la dernière entrevue. Les voitures des négociateurs autrichiens étaient attelées, et Cobentzel déclarait que rien ne pourrait le décider à signer des conditions si onéreuses. Oubliant la circonspection de son rôle, le ministre ajouta, avec aigreur, que Bonaparte sacrifiait sa patrie et l'humanité à l'envie de guerroyer. Le vainqueur d'Alvinzi, de Wurmser, du prince Charles, parut souffrir patiemment cet insolent discours; mais, tout à coup, saisissant un magnifique cabaret de porcelaine donné par Catherine à Cobentzel, il le jeta contre terre en s'écriant : « *La guerre est déclarée ! mais souvenez-vous qu'avant trois mois j'aurai brisé votre monarchie, comme j'ai brisé cette porcelaine* !.... Après cette action, qui déconcerta la gravité allemande, Bonaparte, rentrant dans le calme dont il venait de sortir comme malgré lui, salua M. Cobentzel ainsi que ses collègues, et se retira. En montant dans sa voiture, il chargea un de ses aides-de-camp d'aller apprendre au prince Charles que les hostilités allaient recommencer. Cobentzel, effrayé, envoya sur-le-champ à Passeriano l'ultimatum français, revêtu de l'adhésion des plénipotentiaires de l'empereur.

Le traité fut signé le 26 vendémiaire (15 octobre), et se trouve daté, non de Passeriano, mais d'un petit village, Campo-Formio, situé entre la résidence des négociateurs allemands, à Udine, et celle de Bonaparte à Passeriano.

Aussitôt, le général inquiet de la manière dont le Di-

rectoire accepterait le traité conclu, envoya, pour le porter à Paris, le chef d'état-major Berthier et l'illustre Monge, vieux républicain, séduit par son admiration pour tant de gloire dans un si jeune capitaine. Sans doute le traité de Campo-Formio ajoutait un beau fleuron à la couronne de Bonaparte; sans doute, négociateur aussi habile qu'il s'était montré grand général, il venait de rendre un service signalé à son pays; cependant, plaignons-le d'avoir pu se résoudre au parti de placer Venise sous le joug de l'Autriche. Venise renfermait des ames généreuses et d'excellens citoyens. Le premier jour où le pavillon impérial flottait sur la place Saint-Marc, une femme du sang patricien s'empoisonna de douleur. Le doge mourut de désespoir au moment de prêter serment d'obéissance entre les mains du délégué de l'empereur.

Dans les discussions relatives à la paix, La réveillère et Rewbel, soutenus par Barras, embrassaient toujours les intérêts de l'Espagne et de la Hollande : au contraire, Barthélemy et Carnot ne cessaient de proclamer la nécessité de traiter même aux dépens de ces deux fidèles alliées. De là des débats assez vifs dans lesquels Rewbelé et Barras reprochaient à Carnot une espèce de sollicitude pour l'Autriche et même pour l'Angleterre. Carnot aimait cependant son pays, dont il voulait la gloire et la liberté; mais d'autres dissentimens et l'esprit de contradiction le poussaient alors dans une voie qui ne pouvait que l'égarer. Carnot et Barthélemy avaient dû céder la place à Merlin et à François de Neufchâteau.

Arrivés à Paris dans la nuit, Monge et Berthier se rendirent chez Laréveillère, président du Directoire, et lui présentèrent, avec les lettres du général, le traité de Campo-Formio. Monge, doué d'un courage qu'il manifesta depuis si hautement dans les périls de l'expédition d'Égypte, avait cependant le caractère timide; Berthier était faible comme tous les hommes incertains en politique : tous

deux, quoique entièrement satisfaits de la conclusion de la paix, se trouvaient fort embarrassés d'annoncer que les ordres du Directoire avaient été enfreints. Ils prirent les plus grandes précautions pour révéler la teneur du traité. Laréveillère accueillit les commissaires avec tous les égards dus à leur caractère et à leur gloire, et, sans s'expliquer sur le traité, il répondit que le Directoire prononcerait. Mais Paris reçut avec une telle joie la nouvelle de la paix, que les membres du gouvernement ne pouvaient guère résister à l'opinion qui le confirmait d'avance. Ils avaient, toutefois, quelque raison d'être mécontens et de refuser leur ratification; mais ils n'en obéirent pas moins aux plus graves considérations en acceptant le traité aux applaudissemens de toute la capitale. En annonçant que la paix était signée, le Directoire, par un arrêté dont, à cette époque, on fit honneur à Talleyrand, appela Bonaparte au commandement supérieur de l'armée d'Angleterre, et le nomma plénipotentiaire de la république à Rastadt, où la France devait négocier la paix avec l'empire. Prêt à quitter l'Italie, Bonaparte adressa, par une belle et simple proclamation, ses adieux à la république qu'il avait fondée; il partit accompagné des regrets de toute l'Italie. Sa marche jusqu'à Rastadt fut une suite de triomphes; partout des harangues, des couronnes, le bruit du canon et les applaudissemens de l'enthousiasme des populations pressées sur son passage. Il ne voulut demeurer à Rastadt que le temps nécessaire à l'échange des ratifications du traité de Campo-Formio, et aux arrangemens de notre entrée en possession de Mayence. Aussitôt après, il prit la route de Paris. Peu de mois s'était écoulé depuis qu'il avait quitté cette capitale avec un nom inconnu de la gloire; il allait y rentrer précédé d'une réputation immense et populaire.

Arrivé le 15 décembre 1797 (an VI), il descendit dans une petite maison qu'il avait fait acheter rue Chan-

tereine, surnommée depuis cette époque, rue de la Victoire. Le premier qui le visita dans ce modeste asile fut M. de Talleyrand ; le général se dispensa poliment de recevoir le ministre, et le prévint le lendemain matin. Ces deux hommes, en se voyant pour la première fois, ne se doutaient pas qu'ils allaient commencer ensemble une liaison dont la rupture aboutirait au renversement d'une grande fortune et à la ruine d'un empire.

Les salons du ministère des affaires étrangères étaient remplis d'un grand nombre de personnages célèbres. Bonaparte entra avec une contenance grave et posée ; ayant aperçu l'illustre Bougainville, il lui adressa des paroles dans lesquelles l'éloge semblait se mêler au respect. Après cette entrevue, Talleyrand présenta le vainqueur de l'Autriche au Directoire qui, faisant habilement taire ses justes ressentimens, voulut donner une certaine pompe à la réception publique du traité de Campo-Formio. On choisit pour théâtre de l'imposante cérémonie la grande cour du Luxembourg que l'on avait ornée avec faste, et qui était surmontée d'une toile semblable à un dais immense ; un vaste amphithéâtre contenait une foule de fonctionnaires et de citoyens assis sur des gradins et ombragés par les drapeaux conquis sur toutes les armées du continent. Les fenêtres de l'édifice se trouvaient remplies de spectateurs ; on en voyait jusque sur les toits. On avait placé de distance en distance des corps de musiciens qui devaient chanter l'un des plus beaux hymnes républicains de Chénier.

Le 10 décembre, les directeurs, en costume romain, assis au fond de la cour sur une estrade au pied de l'autel de la patrie, entourés des ministres, des membres des deux conseils, des ambassadeurs étrangers et de toutes les autorités civiles et militaires, reçurent Bonaparte présenté par le ministre des relations extérieures. Peut-être le peuple n'avait-il pas montré, sur le passage du conquérant de la paix, tout l'enthousiasme qu'il mé-

ritait, et que lui avaient si justement témoigné les nouveaux citoyens de l'Italie; mais la société d'élite qui était accourue pour se rassasier du plaisir de le contempler, ne put maîtriser la profonde émotion que lui causait la présence de l'homme d'Arcole, de Rivoli, de Leoben : des cris de vive la république ! vive Bonaparte ! retentirent de tous côtés. Quand l'assemblée, qui s'était levée tout entière, eut repris sa place, Talleyrand, dans un discours peu convenable à la gravité ministérielle, célébra, avec une sorte d'exaltation, non seulement la gloire de Bonaparte, mais encore son amour de la retraite; il fit presque un Cincinnatus ou un Catinat de l'homme qui avait une ambition plus vaste que celle d'Alexandre ou de César. Était-ce enthousiasme véritable? était-ce calcul politique et dessein formé de s'emparer de Bonaparte par ces démonstrations de dévouement absolu qui plaisent à ses pareils? je laisse au lecteur le soin de répondre à ces questions. Après le ministre, Bonaparte, au milieu de cette assemblée qui fit un profond silence pour ne perdre aucune de ses paroles, s'exprima ainsi :

« Citoyens,

« Le peuple français, pour être libre, avait les rois à combattre ; pour obtenir une constitution fondée sur la raison, il y avait dix-huit siècles de préjugés à vaincre. — La constitution de l'an III et vous, avez triomphé de tous ces obstacles. — La religion, la féodalité, le royalisme, ont successivement, depuis vingt siècles, gouverné l'Europe; mais de la paix que vous venez de conclure date l'ère des gouvernemens représentatifs. — Vous êtes parvenus à organiser la grande nation dont le vaste territoire n'est circonscrit que parce que la nature en a posé elle-même les limites. — Vous avez fait plus : les plus belles parties de l'Europe, jadis si célèbres par les arts, les sciences et les grands hommes dont elles furent

le berceau, voient avec les plus grandes espérances le génie et la liberté sortir du tombeau de leurs ancêtres. Ce sont deux piédestaux sur lesquels les destinées vont placer deux puissantes nations. — J'ai l'honneur de vous remettre le traité signé à Campo-Formio, et ratifié par sa majesté l'empereur. — La paix assure la liberté, la prospérité et la gloire de la république. — Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur de meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre. »

A peine ce discours était-il achevé, que les acclamations retentirent de nouveau. Barras répondit à Bonaparte, dont il traçait aussi un brillant éloge au milieu duquel il avait adroitement mêlé un tribut à la mémoire de Hoche. C'est dans ce moment que l'hymne de Chénier fut chanté en chœur et avec l'accompagnement d'un magnifique orchestre. Barras embrassa le général, les autres Directeurs en firent autant. — Alors le ministre de la guerre présenta au Directoire les généraux Joubert et Andréossy, qui s'avançèrent en portant le drapeau triomphal dont la république reconnaissante avait fait don à son armée d'Italie, et sur lequel on lisait le résumé des prodiges de nos soldats :

« L'armée d'Italie a fait cent cinquante mille prisonniers, elle a pris cent soixante-dix drapeaux, cinq cent cinquante pièces d'artillerie de siége, six cents pièces de campagne, cinq équipages de pont, neuf vaisseaux, douze frégates, douze corvettes, dix-huit galères. — Armistices avec les rois de Sardaigne, de Naples, le pape, les ducs de Parme, de Modène. — Préliminaires de Leoben. — Convention de Montebello avec la république de Gênes. — Traités de paix de Tolentino, de Campo-Formio. — Donné la liberté aux peuples de Bologne, de Ferrare, de Modène, de Massa-Carrara, de la Romagne, de la Lombardie, de Brescia, de Bergame, de Mantoue, de Crémone, d'une partie du Véronais, de Chiavenna, de Bormio et de la

Valteline; aux peuples de Gênes, aux fiefs impériaux, aux peuples des départemens de Corcyre, de la mer Egée et d'Ithaque. — Envoyé à Paris les chefs-d'œuvre de Michel-Ange, du Guerchin, du Titien, de Paul Veronèse, du Corrège, de l'Albane, de Carrache, de Raphaël, de Léonard de Vinci, etc. — Triomphé en dix-huit batailles rangées, à Montenotte, Millesimo, Mondovi, Lodi, Borghetto, Lonato, Castiglione, Roveredo, Bassano, Saint-Georges, Fontana-Niva, Caldiero, Arcole, Rivoli, la Favorite, le Tagliamento, Tarwis, Neumarckt. — Livré soixante-dix-sept combats. » Joubert et Andréossy parlèrent après le ministre, et reçurent du président du Directoire de justes éloges pour leurs belles actions.

Cette réception triomphale était fort belle, sans doute; mais, renfermée dans l'enceinte d'un palais, elle n'eut rien du caractère des fêtes populaires; Bonaparte avait témoigné le désir d'entrer dans Paris à la tête des chefs-d'œuvre des arts conquis en Italie pour la France; le Directoire ne voulut point accéder à ce vœu, dont l'accomplissement aurait attiré tous les regards sur un seul homme.

De toutes les fêtes que prodiguèrent à Bonaparte les membres du gouvernement, la plus remarquable par la variété, la magnificence et le bon goût, fut celle que Talleyrand lui offrit au ministère des affaires étrangères, toutes les femmes remarquables par leur beauté, toutes les célébrités, tous les talens de l'époque, tous les étrangers de distinction, se réunirent pour donner le plus grand éclat à cette fête. Au milieu des démonstrations de l'ivresse générale, le héros se montrait simple, affable, quoique sévère, peu porté aux plaisirs, excepté à celui de converser avec les généraux, les savans, les hommes d'état, les artistes. Comme Italien, il aimait la musique, et la recherchait; sensible à la poésie, il avait deux admirations assez disparates, l'une pour Ossian, qui semblait être son Homère; l'autre pour Cor-

neille, dont il parlait à Talma en homme de génie. Dans sa conversation, il laissait souvent échapper des mots profonds comme ceux de Montesquieu, quand il est à la fois grand et simple. Il s'adressait peu aux femmes, et n'aimait point en elles l'ambition du succès. Madame de Staël, accoutumée à se mettre de pair avec les hommes supérieurs de l'époque, à les dominer même par la parole, voulut s'attirer un éloge de Bonaparte, en lui adressant cette question : « Général, quelle est à vos yeux la première des femmes? Madame, répondit-il, celle qui fait le plus d'enfans. » Du reste, il paraissait peu en public, pour ne pas s'user, précaution sage dans un pays qui dévore si vite les renommées. Mais la déportation de Carnot ayant fait vaquer une place à l'Institut, il s'empressa de l'accepter. Le jour de sa réception, il vint s'asseoir avec sa gloire entre Laplace et Lagrange, et ne cessa plus de porter, dans les cérémonies, le costume des membres de l'illustre compagnie. Cette manière de les flatter n'était pas sans dessein, car il songeait déjà à choisir parmi eux les savans de sa colonie d'Égypte.

La France pleurait encore la perte récente du général Hoche, que le Directoire avait investi du commandement des armées réunies du Rhin et de Sambre-et-Meuse, par une juste reconnaissance, et par suite des ombrages qu'inspirait la conduite plus qu'équivoque de Moreau, qui n'avait livré qu'après la journée du 18 fructidor, la correspondance de Pichegru avec le prince de Condé, saisie dans les fourgons de l'émigré Klinglin. Hoche, surpris tout à coup par un mal imprévu, au milieu des soins du commandement et des préparatifs de son expédition d'Irlande, était mort en d'horribles souffrances, dans le cours desquelles on l'avait entendu plusieurs fois s'écrier : « Otez-moi la robe de Nessus. » On a prétendu qu'il avait été empoisonné à Nantes, par les royalistes, qui ne pouvaient lui pardonner leur défaite, et surtout la clémence par laquelle il avait

tant contribué à désarmer la guerre civile. On ne saurait rien prouver à cet égard ; mais après l'autopsie du cadavre, l'Académie de Médecine n'osa point affirmer que la mort n'eût point été causée par des substances vénéneuses. Quoi qu'il en soit de cette mort, l'armée de Sambre-et-Meuse, privée de son général, témoigna sa douleur de la manière la plus touchante. Hoche obtint d'abord les honneurs funèbres à Coblentz, où les généraux autrichiens et leurs soldats s'associèrent à nos regrets Les cendres de la noble victime furent déposées auprès de celles de Marceau. A Paris, on célébra les funérailles de Hoche au Champ de Mars, en présence des autorités constituées et d'un concours immense de spectateurs. Une armée tout entière suivait le convoi, tandis que le vieux père du général conduisait le deuil. On aurait pu, comme faisaient les Romains aux obsèques d'un triomphateur, porter devant l'illustre mort la statue de la patrie éplorée. Depuis les obsèques de Mirabeau, jamais aucune cérémonie funèbre n'avait offert une pompe aussi imposante et un pareil caractère de tristesse populaire. Tout le monde versait des larmes comme sur un malheur public. Les discours prononcés sur le cercueil furent entendus dans un religieux silence, que suivirent bientôt de nouvelles marques de la douleur générale.

La mort de Hoche était un grand malheur, non seulement parce qu'elle enlevait à la France un homme qui promettait de lui rendre de plus grands services que tous ceux auxquels il devait sa brillante renommée, mais encore parce que, seul de tous les généraux de l'époque, il pouvait peut-être arrêter le vol de l'ambition de Bonaparte, et lever au besoin l'étendard contre lui au moment où il voudrait usurper l'autorité. Bonaparte dit, dans le *Mémorial de Saint-Hélène*, que Hoche et lui auraient eu des démêlés sérieux. Nous ne savons pas ce qu'il pensait sur les bruits accrédités de l'empoisonnement de son géné-

reux émule; mais on a remarqué qu'il dînait le plus rarement possible hors de chez lui, et qu'il prenait, même à la table du Directoire, les précautions les plus minutieuses, n'acceptant que des viandes dont ses hôtes avaient mangé devant lui, et du vin qui leur avait été présenté. Sans vouloir remarquer ces singularités, les directeurs lui montraient la plus grande confiance, l'appelaient souvent à leurs délibérations qu'il éclairait avec les lumières de sa haute raison. Du reste, il gardait toute son indépendance; ainsi, quand vint le cinquième anniversaire du 21 janvier, il ne voulut point figurer à cette cérémonie; on entra, sur ce sujet, en négociation avec lui, et il finit par consentir à y paraître, mais seulement parmi ses collègues et en habit de l'Institut.

Bonaparte quitta Paris en pluviose (janvier 1798) pour aller visiter les côtes de l'Océan, où se préparait une expédition contre la Grande-Bretagne. La France croyait alors tout possible à son audace et à sa fortune; mais comme le budget, fixé à 616 millions, ne pouvait suffire au surcroît de dépenses nécessitées par une telle entreprise, on eut recours à un emprunt volontaire hypothéqué sur l'état. Les principales maisons de commerce prirent l'initiative de la proposition qui devait créer ainsi une nouvelle ressource au gouvernement. Les deux conseils, dévoués au Directoire, approuvèrent la proposition, et dans les quinze premiers jours qui la suivirent, on toucha plus de vingt millions qui aidèrent le gouvernement à imprimer une plus grande activité aux travaux commencés. Notre première expédition en Irlande, qui avait présenté tant de chances de succès, la résistance opposée par le général Humbert, avec ses quinze cents soldats, à une armée de trente mille hommes commandés par lord Cornwalis, firent croire à la possibilité de pénétrer au cœur de l'Angleterre. Tout le monde voyait déjà la nouvelle Carthage abaissée devant nous. Il est douteux que Bonaparte voulût ainsi attaquer

de front une puissance si redoutable ; mais il nourrissait la pensée de lui porter le coup mortel par la conquête de l'Egypte, qui nous livrerait le commerce des Indes et tarirait ainsi les sources de la prospérité de notre rivale.

Pendant qu'il rêvait à l'Egypte sur les bords de l'Océan, Joubert prenait le commandement de l'armée de Hollande, Augereau celui de l'armée d'Allemagne, qui était peut-être une disgrâce ; Berthier avait sous ses ordres les troupes laissées en Italie. En même temps, les plénipotentiaires Treilhard et Bonnier se trouvaient à Rastadt en présence des négociateurs allemands chargés des intérêts de l'empire. La Hollande suivait l'impulsion donnée par la révolution, tandis que les ambassadeurs de la république française, Ginguéné, Cacault, Joseph Bonaparte refusaient de prêter l'oreille aux projets et aux espérances des patriotes du Piémont, de la Toscane et de Rome. Le Directoire enjoignait à tous ses agens dans la péninsule de tenir la conduite la plus réservée, et d'éviter à la France la responsabilité terrible d'une rupture, que les cours d'Italie semblaient audacieusement rechercher.

Le Piémont ne dissimulait pas sa haine pour la France. Naples, plus loin de notre bras, et fière d'ailleurs de n'avoir pas été vaincue, insultait notre ambasseur, décachetait les lettres venant de France, et ne faisait même pas saisir les assassins de quelques Français indignement égorgés. Rome, oubliant ses défaites, voyait son gouvernement prêcher une nouvelle croisade contre nous. Heureusement, une partie de la population de cette ville était imbue de nos principes ; chaque jour les démocrates venaient chez J. Bonaparte lui demander de les soutenir dans leurs attaques contre le gouvernement papal. Notre ambassadeur, respectant son caractère et ses devoirs, ne voulut jamais accéder aux vœux des conjurés ; il leur déclara même que la France ne les aiderait d'aucune façon, et s'empressa de prévenir le cardinal secrétaire d'état.

Cependant, malgré le refus de tous secours de notre part, le 8 nivose, des insurgés, décorés de la cocarde française, qu'ils distribuaient aux passans, se réunirent devant le palais de l'ambassadeur; dispersés une première fois par les dragons, ils revinrent à la charge; repoussés de nouveau, plusieurs cherchèrent un asile dans l'enceinte protégée par l'inviolabilité de l'ambassade. Au tumulte qui se faisait sous les arcades du palais Corsini, Joseph Bonaparte et le brave général Duphot accoururent, avec quelques militaires français, pour éviter un massacre. Sans respect pour la présence de l'ambassadeur, les dragons de sa sainteté firent feu, et tuèrent Duphot, qui était à la veille d'épouser la belle-sœur de Joseph. Cet événement déplorable produisit une vive sensation. Le ministre d'Espagne courut chez Bonaparte. La cour de Rome garda un dédaigneux silence. L'ambassadeur, furieux, demanda ses passeports, qui lui furent accordés; il partit aussitôt pour la Toscane, où la souplesse italienne descendit bientôt aux plus humbles supplications pour le rappeler et prévenir les effets de la colère du Directoire. La république cisalpine, en apprenant les événemens de Rome, ainsi que la mort du jeune Duphot, fit éclater des transports d'indignation. L'armée républicaine d'Italie demandait à grands cris à marcher sur Rome. Le Directoire, informé de l'odieuse conduite du saint-siége, s'empressa de faire arrêter, comme otage, le marquis de Massimi, ambassadeur du pape à Paris, et prescrivit à Berthier, qui commandait nos troupes en Italie, d'occuper Rome. Le 10 février 1798, Berthier, victorieux sans combat, fit par la porte du Peuple, son entrée dans la ville éternelle, et fut conduit au Capitole comme les anciens triomphateurs. Le peuple se constitua en république. On vit le clergé tout entier remercier Dieu de cet heureux événement, et quelques cardinaux chantaient eux-mêmes un *Te Deum* dans la basilique de Saint-Pierre, pour cé-

lébrer la révolution qui détrônait le chef de l'Église. Le pape, traité avec égard dans le palais du Vatican, où il avait voulu rester, refusa courageusement d'abdiquer, et se vit conduit dans un couvent de Toscane. Nos soldats respectèrent les propriétés; aussi furent-ils indignés de voir les officiers supérieurs piller, sans pudeur, les maisons, et y enlever les objets précieux. Il y eut une révolte contre Masséna, qui venait à peine de prendre le commandement. Les officiers se réunirent dans une église, et déclarèrent qu'ils ne voulaient pas servir sous lui. De son côté, le peuple montrait de mauvaises dispositions. Masséna fit sortir l'armée de Rome, en mettant garnison au château Saint-Ange, et laissa le commandement au général Dallemagne. Alors, un massacre général se préparait; l'armée rentra dans les murs du Rome pour le prévenir. Le général Masséna, de retour, adressa une proclamation aux soldats pour les désabuser et les ramener à l'ordre. Dans ce temps, on vit paraître en qualité de commissaires du Directoire, le conventionnel Florent-Guyot, le savant Daunou, son collègue, l'administrateur Faypoult et le célèbre Monge, chargés d'organiser la nouvelle république. Par suite de la chute du gouvernement pontifical, on envoya Bernadote à la cour de Vienne pour lui donner des explications sur l'événement, et Garat à la cour de Naples, qui ne voulait pas moins que deux provinces de l'état papal pour calmer ses craintes et satisfaire son ambitieuse avidité.

De Rome, la révolution passe en Suisse. Zurich, Bâle, Genève, étaient agités par des idées révolutionnaires. Les Vaudois gémissaient sous le joug de fer de l'aristocratie de Berne; ils demandèrent que, conformément au traité de 1565, la France les protégeât. Le Directoire, qui avait un grand intérêt à s'emparer de la Suisse, foyer d'intrigues et de corruption, où nos émigrés, le prétendant et les étrangers conspiraient impunément contre nous, fit avancer des troupes. Aussitôt l'insurrection éclata dans le pays de

Vaud. Les baillifs, devenus odieux par les actes multipliés d'une tyrannie de tous les jours et de toutes les heures, furent expulsés, et au bout de quelques jours les Vaudois organisèrent *une république lémanique.* A Bâle, eut lieu une mutation pareille, et Ochs, esprit non moins avancé qu'énergique, rédigea pour son pays une constitution sur le modèle de celle de France. Les aristocrates de Berne avaient réuni une armée, convoqué le contingent, et cherchaient à faire descendre des hautes montagnes les paysans ignorans et fanatiques. Les troupes fédérales s'avançaient contre nous; un parlementaire français les somma de ne pas s'approcher de nos avant-postes; deux des cavaliers de son escorte furent tués par les soldats ennemis. Cet événement amena la guerre immédiate. Brune s'empara de Fribourg; le général Shawembourg se rendit maître de Soleure. Le 15 octobre, d'Erlach, qui commandait l'armée bèrnoise, fut battu dans la position de Neueneck. Les Suisses se défendirent héroïquement; mais vaincus sur cette montagne, ainsi que sur un autre point, leur défaite laissa Berne à découvert. Dans leur marche sur cette ville, nos soldats rencontrèrent une multitude armée qui se jetait en désespérée sur nos baïonnettes. Berne tomba en notre pouvoir. Dès lors les soldats suisses ne montrèrent plus qu'une aveugle fureur. On les vit massacrer une partie de leurs officiers et leur commandant d'Erlach lui-même. L'avoyer de Berne, Steiger, n'évita que par la fuite cette mort affreuse. Dès lors l'aristocratie fut vaincue, et les patriotes obtinrent de Brune de constituer la Suisse en un seul état républicain. Le Directoire envoya sur les lieux l'ex-conventionnel Lecarlier pour s'entendre avec les Suisses sur les bases de leur nouvelle république. Les Français s'emparèrent des caisses du gouvernement, comme il arrive toujours dans toute conquête. Cependant l'aristocratie a fait naître de cette circonstance naturelle une foule de calomnies contre le

gouvernement français, qui n'aurait fait envahir la Suisse que pour s'emparer d'un trésor de trente millions, amassé par le sénat de Berne, et devenu nécessaire à l'expédition d'Égypte; la vérité est que la caisse de Berne ne renfermait que huit millions.

Quand on se rappelle l'invasion de la Suisse, on ne peut refuser des larmes aux petits cantons d'Appenzel, d'Uri, et d'Underwalden, qui, poussés par le fanatisme et par des intrigues étrangères, se précipitèrent dans un abîme de maux avec une fureur sans exemple. Malheureusement, ces courageuses victimes mêlèrent à leurs incroyables exploits d'affreux excès contre leurs compatriotes; ils eurent aussi à se reprocher l'égorgement de nos soldats surpris pendant le sommeil chez leurs hôtes, circonstances qui donnèrent lieu à notre intervention. Il n'en faut pas moins déplorer le sort de tous ces Décius de l'Helvétie. Et si les commissaires Lecarlier et Maugourit, si le général Brune et quelques excellens citoyens réunis autour de lui, n'avaient pas tenté tous les moyens d'éclairer le peuple, de le calmer par tous les bons procédés, notre victoire passerait en quelque sorte à nos propres yeux pour une impiété.

Le Directoire, qui étendait partout son influence, et formait autour de nous une ceinture de républiques, n'était pas sans inquiétude au dedans, vers le commencement de l'an VI. Entre lui et les deux conseils une opposition s'était formée; l'une de mécontens par ambition, l'autre de mécontens par opinion. Les seconds, après cinq mois d'une harmonie parfaite en apparence, se plaignaient avec amertume de ce qu'on ne tirait pas les dernières conséquences du 18 fructidor pour assurer à jamais le triomphe des patriotes; les premiers voulaient des places, des richesses et du pouvoir, et s'irritaient de la préférence accordée à un certain nombre d'entre eux par le Directoire. A ces ennemis restés debout devant lui, se joi-

gnait une autre opposition qui, sans avoir le même esprit que Thibaudeau et les siens, se montrait jalouse de s'attacher, avec une espèce de jansénisme politique, à la loi écrite : Joseph et Lucien Bonaparte, l'un qui tenait un grand état de maison, l'autre qui se créait des cliens par beaucoup d'esprit, de souplesse et de talent pour la parole, semblaient diriger cette fraction de l'assemblée. Cependant la paix régnait encore entre les deux pouvoirs, et les forces se balançaient; mais les élections de l'an VI allaient avoir lieu, et le Directoire craignait qu'une opinion très prononcée ne lui amenât des républicains sévères et hostiles. En conséquence, il eut recours à des missionnaires secrets, dont j'eus occasion de connaître les instructions. Ces missionnaires furent signalés de Paris, et partout où ils se présentèrent, on les tourna en dérision. Ils parvinrent cependant à s'insinuer ou à favoriser le système des scissions dans les assemblées électorales. De là des élections doubles, qui devaient prêter des armes à l'autorité pour exclure ses adversaires et admettre ses amis. Le Directoire eût même l'impudence de faire opérer, sous ses yeux, dans le corps électoral de Paris, une scission qui n'avait aucun prétexte. Il est pénible d'avoir à dire que quelques gens de bien, quelques hommes distingués, ne rougirent pas d'aller se montrer au milieu de la faible minorité que le Directoire avait attirée de l'Oratoire à l'Institut. Le mouvement était donné ; la peur entraîna les aveugles et les tièdes. Ces deux sortes de conjurés, dociles aux ordres du pouvoir, firent triompher dans les conseils la funeste résolution de briser les élections de la majorité quand elles sembleraient à craindre, et de consacrer les choix de la minorité, c'est-à-dire de ruiner le principe fondamental de tout gouvernement où le peuple nomme ses représentans. Le Directoire se frappa lui-même d'un coup funeste par ce coup d'état, véritable diminutif du 18 fructidor.

CHAPITRE LXVIII.

Egypte. — Malte. — Egypte. — Bataille des Pyramides. — Entrée au Caire. — Bataille d'Aboukir. — Egypte. — Europe. — Traité avec l'Empire.

A l'époque dont nous parlions tout à l'heure, François de Neufchâteau, homme d'esprit, animé des meilleures intentions, sincèrement attaché à son pays, mais sans force dans le caractère, fut remplacé au Directoire par Treilhard, l'un des plénipotentiaires de Rastadt, révolutionnaire dans la même mesure que Laréveillère, Rewbel, et Merlin, aussi honnête homme que le premier, moins ferme et moins habile que le second, et pourtant capable d'affaires, n'ayant pas les profondes connaissances du troisième en jurisprudence, mais plus de rectitude dans le jugement.

A regarder le dedans, le Directoire était une autorité faible : le choix même des remèdes dangereux qu'il employait pour se maintenir ne prouvait que trop cette vérité; à regarder le dehors, il imposait par une sorte de grandeur, par les révolutions qui lui faisaient des alliés au sein d'une paix conquérante, et enfin par cette menace

d'une descente en Angleterre, que l'Europe estimait possible. Bonaparte n'y croyait pas et n'y voulait pas croire; armé de tous les documens propres à éclairer la matière et à prouver la possibilité du succès d'une entreprise sur l'Égypte, encore appuyé sur les lumineux rapports du consul Magalon, qui connaissait à fond le pays, il discuta son projet avec les membres du gouvernement. On les accusa depuis d'avoir voulu se débarrasser de Bonaparte; mais ils opposèrent au contraire des objections très fortes contre l'expédition. Laréveillère surtout exposa qu'on allait commettre au hasard d'une bataille navale quarante mille soldats, l'élite de l'armée, se priver du général le plus redouté de l'Autriche, et courir les chances d'un désastre irréparable. Bonaparte répondit alors comme un homme qui a tout prévu, et qui compte entièrement sur son étoile. Les discussions furent assez vives pour que, dans un moment d'impatience, Bonaparte laissât échapper le mot de démission. « Je ne suis pas d'avis qu'on vous la donne, dit Laréveillère fatigué par les prétentions d'un homme qui ne voulait pas de contradiction; mais, si vous l'offrez, je suis d'avis qu'on l'accepte. » Bonaparte, mettant plus d'adresse dans ses raisonnemens, développant sous de nouvelles faces les avantages de l'expédition, emporta les suffrages des directeurs, qui se décidèrent à tenter ce que voulait l'aventureux général. Bonaparte promettait d'être de retour à l'entrée de l'hiver, pour essayer alors la descente dans les îles britanniques. Le secret fut convenu et religieusement gardé entre lui et les directeurs seuls admis à le connaître. Une fois la résolution prise, le gouvernement se hâta de mettre les plus grands moyens possibles à la disposition du général, en voilant toujours le dessein véritable par celui d'une descente en Angleterre, pour laquelle on semblait armer dans tous les ports de l'Océan et de la Méditerranée.

Du milieu de Paris, d'où son génie s'étendait sur tous

les points de la France, Bonaparte déploya dans les préparatifs de l'expédition une vigilence, une précision, une activité, un ensemble de précautions, une fécondité de ressources et une autorité dans le commandement qui étonnent encore la pensée aujourd'hui, et qu'il devait surpasser un jour.

Aux ordres de Bonaparte, les troupes se dirigèrent vers Toulon et Gênes, Ajaccio, Civita-Vecchia, où se trouvèrent bientôt rassemblés quatre cents navires du commerce nolisés par l'État. En même temps, une nombreuse artillerie se réunissait dans les ports de la Méditerranée. Des ouvriers habiles étaient appelés aussi dans les villes d'où devaient sortir nos flottes, et destinés à partir avec elle. A Rome, Bonaparte avait fait enlever les imprimeries grecques et arabes de la propagande. Il formait une collection complète d'instrumens de physique et de mathématiques. Enrôlée sous son drapeau, sans connaître son secret et le but de l'entreprise, une colonie de savans illustres, Monge, Bertholet, Fourier, Dolomieu, Desgenettes, Larrey, Dubois, se disposaient à le suivre. Il emmenait aussi, sur la seule foi de son génie, Regnier, Dugua, Vaubois, Dammartin, Menou, Barraguais d'Hilliers, Belliard, Cafarelli-Dufalgua, Desaix, qui reviendra mourir à Marengo; Lannes, que nous perdrons à la bataille d'Esseling; Kléber, qu'un assassin immolera après l'immortel triomphe d'Héliopolis; Murat, qui sera roi et périra fusillé; Berthier, qui mourra prince et capitaine des gardes de Louis XVIII, alors caché dans l'exil sous le nom du comte de Lille. Comment des préparatifs aussi considérables auraient-ils pu se faire sans éveiller l'attention de l'Europe? On les savait, et on ne parlait que de l'expédition. Suivant les uns, nos drapeaux allaient bientôt flotter à côté des étendards de Tipoo-Saëb, suivant d'autres nos voiles se dirigeraient contre Constantinople. Quelques uns disaient avec assurance : « Bonaparte va dégager la flotte

espagnole, bloquée dans Cadix par les Anglais, et la conduire à Brest, où la jonction des forces maritimes des deux puissances nous mettra en état de jeter une armée sur les côtes de la Grande Bretagne. » On ne s'explique pas pourquoi ce fut cette dernière supposition qu'adopta le cabinet de Saint-James. L'Angleterre avait conçu un tel effroi, que l'opposition se rallia aux torys. Shéridan lui-même tonna contre nous. Pitt fit armer en toute diligence plusieurs escadres. Sur ces entrefaites, un incident inattendu lui donna l'espérance de voir une nouvelle rupture éclater entre la France et l'Autriche. Les habitans de Vienne se disposaient à célébrer l'anniversaire du jour où des volontaires s'étaient voués à la défense de la capitale menacée par les Français. Notre ambassadeur crut voir dans la célébration de cette solennité nationale une démonstration hostile pour la France; il fit à ce sujet des représentations auxquelles l'Autriche n'eut aucun égard. Bernadotte, irrité, fit célébrer le même jour une fête en l'honneur de l'une des victoires de l'armée d'Italie, et arbora sur son hôtel le drapeau tricolore. Le gouvernement autrichien s'offensa de cette espèce de représaille, imprudente sans doute. La populace, excitée, dit-on, par des agens anglais, se précipita sur l'hôtel qu'elle menaçait de forcer, et prodigua toutes sortes d'outrages à notre pavillon et à notre représentant, sans que la force armée se mît en devoir de réprimer de pareils excès. Bernadotte se plaignit de cette atteinte aux droits des gens, et n'ayant pu obtenir satisfaction, il demanda ses passeports et partit. Cet événement semblait être du plus fâcheux augure; mais l'Autriche, quoique très mal disposée en secret, promit d'envoyer M. Degelman comme ministre à Paris, et M. de Cobenzel comme négociateur à Rastadt. Elle parut même disgracier le baron de Tughuet, notre ennemi le plus déclaré.

Bonaparte, que le nuage élevé sur l'horizon politique avait retenu dans la capitale, arriva à Toulon, le 20

floréal an VI (9 mai 1798), où il adressa les paroles suivantes à son armée réunie :

« Soldats, vous êtes une des ailes de l'armée d'Angleterre; vous avez fait la guerre de montagnes, de plaines, de siéges; il vous reste à faire la guerre maritime. Les légions romaines, que vous avez quelquefois imitées, mais pas encore égalées, combattaient Carthage tour à tour sur cette mer et aux plaines de Zama..... Soldats, l'Europe a les yeux sur vous; vous avez de grandes destinées à remplir, des batailles à livrer, des dangers, des fatigues à vaincre; vous ferez plus que vous n'avez fait encore pour la prospérité de la patrie, et pour votre propre gloire... Le génie de la République, qui a rendu, dès sa naissance, la République l'arbitre de l'Europe, veut qu'elle le soit des mers et des nations les plus lointaines! »

L'escadre de Brueys, forte de quinze vaisseaux de ligne, dont un, *l'Orient*, de 120, et deux de 80, de quatorze frégates, de soixante-douze autres petits vaisseaux de guerre, appareilla le 30 floréal, rallia les convois de Gênes, d'Ajaccio, de Civita-Vecchia, et, protégeant quatre cents bâtimens de transports, prit la route de Malte. La flotte portait quarante mille hommes de débarquement et dix mille marins. La première résolution de Bonaparte était d'insulter l'île de Malte, dans laquelle il avait dès long-temps formé des pratiques secrètes, et de s'emparer de cette position qui commande les eaux de la Méditerranée. Le 21 prairial (9 juillet), les cinq cents voiles françaises parurent en face de la ville; Bonaparte demanda l'autorisation de faire de l'eau. Le grand-maître, Hompesch, refusa. Le général français, feignant d'être irrité par cette preuve de mauvaise volonté, ordonna un débarquement. Le 22 prairial (10 juillet), Lavalette, l'une des plus fortes places de l'Europe, fut investie, l'artillerie débarquée et la canonnade engagée avec les forts. Les chevaliers tentèrent une sortie, et se virent battus. Alors

des chevaliers de la langue française se révoltèrent; le grand-maître jeta quelques uns d'entre eux dans les fers; mais, songeant bientôt à ses intérêts, il traita lâchement pour lui, fit bon marché des droits de ses frères, et, riche de promesses, céda l'île de Malte à la république victorieuse. Cafarelli-Dufalgua, commandant l'armée du génie dans l'expédition, ne put s'empêcher de dire, en parcourant la forteresse que l'on venait de nous remettre : « Nous sommes bien heureux qu'il y ait eu quelqu'un dans la place pour nous en ouvrir les portes. »

Bonaparte leva l'ancre le 1er thermidor, laissant, dans l'île, Vaubois avec trois mille hommes de garnison, et Regnault de Saint-Jean-d'Angely pour organiser la nouvelle conquête. Nelson, détaché par l'amiral Vincent, de l'escadre qui bloquait la flotte espagnole de Cadix, avait long-temps croisé devant la rade de Toulon; mais à l'instant même où notre flotte en sortit, il fut chassé de cette station par le gros temps, et forcé d'aller se radouber aux îles Saint-Pierre, où dix vaisseaux de haut-bord vinrent le rejoindre. Lorsqu'il revint avec ses treize bâtimens, devant Toulon, il s'aperçut du départ de notre escadre. Aussitôt il vogua vers la rade de Tagliamon, puis vers Naples. Il y apprit que les Français avaient paru à Malte, et s'élança à notre poursuite avec la résolution de nous livrer un combat à mort, s'il parvenait à nous joindre. L'affaire eût été terrible, car Bonaparte avait fait passer son ame dans chacun de nos soldats, et donné des ordres admirables pour que chaque vaisseau français, abordant un vaisseau, s'appliquât à détruire son ennemi dans une lutte corps à corps. Du reste, il attendait dans un calme héroïque un événement dont il mesurait toutes les conséquences. *L'Orient*, qu'il montait avec l'amiral, était déjà le théâtre et l'image des discussions de l'Institut d'Égypte.

Un instant l'escadre anglaise se trouva dans les eaux de la nôtre. Mais, nous dépassant rapidement, elle vint se

présenter devant le port d'Alexandrie. Ne nous y trouvant pas, elle vira de bord et courut aux Dardanelles. Le surlendemain du jour où Nelson s'était éloigné du port d'Alexandrie, notre flotte paraissait devant cette rade, et nos soldats saluèrent, par des cris de joie, la terre nouvelle qui s'offrait à leurs yeux.

On savait que Nelson avait apparu la veille devant la ville; en conséquence, Bonaparte résolut de descendre sur-le-champ. Dans le moment périlleux du débarquement, une frégate parut à l'horizon; on la prit pour une voile anglaise qui précédait une escadre : « Fortune, s'écria Bonaparte, tu m'abandonnes! Quoi, pas même cinq jours! » Mais avant de quitter son bord, il voulut donner cette belle consigne à l'armée entière :

« Soldats, les peuples avec lesquels nous allons vivre sont mahométans; leur premier article de foi est celui-ci : Il n'y a pas d'autre Dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète. Ne les contredites pas; agissez avec eux comme vous avez agi avec les Juifs et avec les Italiens... Les légions romaines protégeaient toutes les religions. » Nos soldats marchèrent sur Alexandrie; Bon, Kléber et Menou attaquèrent la vieille cité à demi ruinée, enlevèrent le mur qui l'entourait; mais le combat menaçait de se continuer dans les rues, lorsque Bonaparte adressa une proclamation aux Égyptiens : « N'est-ce pas nous qui avons détruit le pape qui disait qu'il fallait faire la guerre aux Musulmans? N'est-ce pas nous qui avons détruit les chevaliers de Malte? Trois fois heureux ceux qui seront avec nous! malheur à ceux qui seront pour les Mamelucks et combattront contre nous! » Les armes tombèrent des Egyptiens, qui résistaient par peur de la domination des infidèles.

Après le débarquement de l'armée, Brueys se rendit dans la rade d'Aboukir, où s'étant embossé, il se croyait inexpugnable.

Au milieu de ce pays nouveau, sous ce ciel d'airain et de feu, dans ces sables mouvans, un sombre désespoir s'empara de nos vaillans soldats. Ils regrettaient la belle et féconde Italie, cette terre de verdure et de fleurs. On était en juillet. Le Nil allait bientôt inonder l'Égypte, et Bonaparte voulait arriver au Caire avant le moment de ce phénomène. Il organisa promptement Alexandrie, y laissa trois mille hommes qu'il mit sous les ordres de Kléber, qui avait été atteint d'une balle au front. La flottille, destinée à longer la côte jusqu'à Rosette, remonta le Nil; elle devait fournir, pendant la marche que nous allions faire, des munitions et surtout des vivres à nos pauvres soldats, qui en avaient un si grand besoin. Pour arriver d'Alexandrie à Ramanieh, deux routes s'offraient à Bonaparte, il prit la plus courte, celle qui traverse le désert. Nous quittâmes le Caire le 18 messidor; Desaix commandait l'avant-garde. Une fois entrés dans cette mer de sables, nos soldats, épuisés de chaleur, souffrirent tout ce qu'il est humainement possible à l'homme de supporter. Les généraux les plus braves et les plus énergiques, les Lannes, les Murat, tous ces guerriers éprouvés par tant de batailles, jetaient, dans des momens de rage, leurs chapeaux contre terre. Plus d'une fois les soldats voulurent s'emparer de leurs drapeaux et retourner avec eux à Alexandrie; leur colère était à son comble, et leur arrachait des imprécations contre le général en chef. Cependant, des plaisanteries se mêlaient encore aux expressions de leur emportement. Ils disaient, en parlant du brave Dufalgua, qui avait perdu une jambe sur le Rhin : « Il se moque bien de ce qui arrivera; il est toujours sûr d'avoir un pied en France. » Il se riaient aussi des savans, et par moquerie, ils appelaient les ânes, dont l'Egypte abondent, des demi-savans.

Enfin, après les plus affreuses épreuves, nous arrivâmes, le 22 messidor, sur les bords du Nil, dans lequel tous nos soldats se précipitèrent en poussant des cris de

joie. Desaix rencontra un premier corps de Mamelucks à Chebrheis, le 13 juillet (23 messidor). Après une canonnade assez vive, ces brillans cavaliers, tout couverts d'or et de soie, portant des armes d'une richesse extraordinaire et d'une trempe excellente, montés sur les chevaux les plus légers du monde, se reployèrent sur le gros des forces des beys campées au pied des Pyramides.

Notre escadrille eut un rude combat à soutenir contre les djermes (vaisseaux légers) de Mourad-Bey. Les ennemis furent battus, et deux bâtimens pris. Le 21 juillet, l'armée partit d'Omedinar, à une heure du matin, et rencontra une avant-garde de Mamelucks qui se retira en bon ordre sur le corps d'armée, que l'on aperçut bientôt. Sa droite se trouvait appuyée au Nil et à un camp retranché armé de quarante bouches à feu. Au milieu, la cavalerie des Mamelucks, cette merveille de luxe, de bravoure, d'audace et de vitesse, comptait dix mille hommes, soutenus par un nombre double de fellahs destinés à combattre derrière les retranchemens. Son flanc du côté des Pyramides se trouvait couvert par un petit corps de trois mille Arabes. Le 5 messidor (21 juillet), les Français arrivèrent en vue des Pyramides. C'est là que Bonaparte, en passant sur le front de son armée, s'écria : « Soldats, songez que du haut de ces pyramides quarante siècles vous contemplent. » Après avoir prononcé ces belles paroles, le général rangea ses troupes en bataille. Desaix eut le commandement de la droite. Bonaparte forma ses cinq divisions en cinq carrés, au centre desquels on plaça les bagages et l'état-major; l'artillerie garnissait les angles. On vit bientôt Mourad-Bey à la tête de huit à dix mille hommes s'élancer de toute la vitesse de ses chevaux sur les phalanges françaises. La division Desaix fut un instant compromise; mais les carrés s'étant affermis, reçurent, immobiles, le choc des plus audacieux cavaliers du monde. Arrêtés par une fusillade non interrompue, ceux-ci galopaient autour

de la citadelle vivante et enflammée. Quelques uns des plus braves, entraînés par un bey intrépide, se précipitèrent sur les baïonnettes, puis, retournant leurs chevaux, les poussant en arrière contre nos fantassins, parvinrent à faire brêche et vinrent expirer aux pieds de Desaix, au milieu du carré. La masse, tournant bride, se rejeta sur le carré de Regnier, et perdit un grand nombre de cavaliers sous le feu des deux divisions qui, étant trop près l'une de l'autre, se tuèrent une vingtaine d'hommes. On vit alors plusieurs Mamelucks, renversés de cheval, se traîner à terre et pousser la rage jusqu'à venir essayer de couper les jambes de nos soldats, au risque d'être horriblement mutilés par cent glaives levés sur leurs têtes. Ce qui s'échappa de la colonne d'attaque voulut revenir au point d'où elle était partie; mais elle trouva sur ses derrières la division Dugua, que Bonaparte avait envoyée vers le Nil. Dès ce moment la défaite des Mamelucks devint une déroute. Mourad-Bey lui-même fut entraîné par les fuyards, et se retira vers le Caire, mais non pas sans avoir montré dans l'action une sorte de génie militaire, et la plus éclatante valeur. Quant aux Mamelucks, on doit avouer que leur audace étonna les soldats français, et leur fit connaître le sentiment de la crainte, qu'ils avaient depuis long-temps surmonté au milieu de tant de batailles, dans lesquelles le courage sublime était devenu une habitude pour tous. Le camp d'Embaheb tomba en notre pouvoir avec ses immenses richesses; durant plusieurs jours, l'armée française ne fut occupée qu'à retirer du Nil les cadavres des Mamelucks, dont les dépouilles et les armes étaient du plus grand prix. Cette journée décida du sort de l'Egypte.

Après la défaite des Pyramides, le pacha avait quitté le Caire; son kiaya vint conférer avec Bonaparte. Ibrahim-Bey abandonna aussi la capitale, et les janissaires ayant déclaré qu'ils n'avaient pas intention de combattre, le général Dupuy, en qualité de commandant de place,

prit possession de la citadelle de la grande cité de l'Egypte moderne. Le général en chef y fit son entrée le 26 juillet. Il alla loger sur la place El-Bekir, dans la maison d'Elfy-Bey, où il transporta son quartier-général. Nos soldats regardaient avec étonnement cette ville immense et inconnue, qui leur semblait être d'un autre âge. Cependant, les deux principaux beys, Ibrahim et Mourad, se retiraient lentement, l'un vers la Syrie, l'autre sur la Haute-Egypte. Bonaparte se lança à la poursuite d'Ibrahim, le battit à Salahié, et le rejeta en Syrie. Desaix fut chargé, après l'inondation, de s'emparer de la Haute-Egypte et d'y poursuivre Mourad-Bey à toute outrance.

A peine maître du Caire, Bonaparte s'était hâté d'ordonner sa conquête. Il visita les scheiks et leur fit espérer que la vieille domination des Arabes reprendrait sa splendeur. Un divan fut créé dans la ville, la justice laissée aux cadis. Aussi, voyant ce conquérant si humain, si doux, des soldats, trop vifs pour la gravité musulmane, mais bons et faciles, les Arabes commencèrent à célébrer la gloire *des favoris de la Victoire* et *des braves d'Occident*. D'un autre côté, touchés de nos égards pour leur culte, les prêtres de la grande mosquée publièrent une déclaration en notre faveur.

Le 18 août, Bonaparte eut soin d'assister à la fête du Nil, ce père nourricier de l'Égypte. Le général français, voulant lui-même distribuer les prix aux vainqueurs des joutes, captiva le peuple par son affabilité; il se l'attacha encore bien davantage en célébrant avec pompe la fête du grand prophète. Le jour de la cérémonie, on le vit assister à toutes les prières dans la grande mosquée, prendre part à toutes les cérémonies prescrites par la religion. Grâce à une conduite si sage, et qui ne coûtait aucun effort à sa raison, il se fit presque vénérer comme un saint musulman par les adorateurs du grand Allah.

Mais ce n'était pas tout d'avoir vaincu l'ennemi et de

gagner les cœurs, il fallait féconder la conquête par les travaux du génie et du savoir. En conséquence, le général ordonna aux savans qu'il avait amenés avec lui de former l'Institut d'Égypte, et de commencer le cours de leurs travaux, pour faire renaître la civilisation du milieu même des ruines de la barbarie. Monge fut élu président par ses collègues. Bonaparte, porté à la vice-présidence, proposa au nouveau corps constitué un assez grand nombre de questions qui embrassaient tous les besoins présens et le sort à venir de la colonie qu'il avait résolu de créer et de fonder à jamais. Au moment où tout semblait répondre à la prévoyance et sourire au génie du nouvel Alexandre, qui ne cessait d'avoir les yeux fixés sur l'Asie, les côtes d'Égypte étaient pour nous le théâtre d'un affreux désastre.

En quittant le rivage pour marcher sur le Caire, Bonaparte avait expressément recommandé à l'amiral Brueys de mettre son escadre à l'abri des Anglais, jusqu'au moment de faire voile vers Corfou, s'il ne trouvait pas un mouillage commode et sûr. Brueys s'était rendu dans la rade d'Aboukir et avait cru s'embosser de manière à n'être pas pris entre deux feux. Ses treize vaisseaux de ligne formaient un demi-cercle, dont l'une des extrémités s'appuyait à un îlot qui portait le nom de l'îlot d'Aboukir. Brueys ne pensant pas qu'un vaisseau pût passer entre sa ligne et cet îlot, s'était contenté d'y placer une batterie de douze pièces. Pendant ce temps, Nelson, instruit de notre débarquement devant Alexandrie, envoya des frégates pour observer la flotte française; lui-même suivait avec le ferme dessein de l'anéantir si elle était attaquable. Le 14 thermidor (1er août), vers trois heures après midi, le vaisseau *l'Heureux* signala douze voiles, et bientôt on reconnut l'escadre ennemie, composée de quatorze vaisseaux de haut-bord et de trente bricks. Aussitôt Brueys

fit donner le signal du combat; on avait si peu prévu un engagement que malheureusement la plus grande partie des équipages se trouvait à terre. Des officiers partirent aussitôt pour ramener promptement tous les matelots à leur bord. L'escadre de Nelson arrivait à toutes voiles vers notre mouillage; bientôt elle diminua sa toile, et l'ont vit clairement que l'intention de l'intrépide chef anglais était de nous attaquer sans retard.

Par une manœuvre hardie, il résolut d'aborder notre fer à cheval vers la gauche, et de passer entre l'îlot et notre escadre. A cinq heures trois quarts, la galiote française *l'Hercule* commença à jeter des bombes sur les vaisseaux les plus avancés de l'escadre ennemie. A six heures, les deux têtes de ligne se canonnèrent. L'évolution que tentait Nelson n'eut pas d'heureux commencemens. *Le Culloden* s'échoua sur les bas-fonds, mais *le Goliath*, *le Zélé*, *l'Audacieux*, *le Thésée*, *l'Orion*, furent plus heureux et filèrent jusqu'au *Tonnant*, qui était le huitième de la ligne française. Dans cet état, notre gauche et notre centre, pris des deux côtés, avaient à supporter tout l'effort de l'escadre ennemie.

Nos deux premiers vaisseaux furent bientôt désemparés et démâtés. Mais Brueys, monté sur *l'Orient*, menaçait, avec ses cent vingt canons, d'écraser tout ce qui l'approcherait. Enfin, voulant appeler toute la flotte à prendre part au combat, l'amiral français fit signe à ses vaisseaux de la droite de se porter sur les Anglais; cette manœuvre eût mis les vaisseaux ennemis, qui nous assaillaient en dedans, dans une position désespérée. Les signaux de l'amiral ne furent pas aperçus, et Villeneuve, auquel devaient toujours manquer les inspirations qui sauvent une armée et la gloire d'un pays, attendit immobile l'issue d'un combat où sa présence pouvait décider la victoire. Plus tard, une indécision pareille dans le maréchal Grouchy perdra

Napoléon et l'empire à Waterloo. Cependant Brueys repoussait victorieusement les efforts de son redoutable adversaire.

Notre feu se soutint toute la nuit; le matin encore il était temps pour Villeneuve d'écraser l'ennemi en se portant au combat avec ses vaisseaux intacts; il n'en fit rien. Brueys reçut deux blessures graves; bientôt après un boulet le renversa. Dans cet état, ayant entendu le contre-amiral Gantheaume ordonner de le transporter au poste des blessés, il eut encore le courage de dire, d'une voix ferme et en serrant la main à Gantheaume : « Non, un amiral français doit mourir sur son banc de quart. » La mort ne se fit pas attendre. *L'Orient* résistait toujours; *le Bellérophon*, un des principaux vaisseaux des Anglais, abîmé par le feu de l'amiral et entièrement démâté, se vit contraint d'amener; mais il ne resta pas en notre pouvoir. Seize ans plus tard, ce vaisseau, qui aurait dû être notre conquête et servir contre nos ennemis, portera Napoléon à Sainte-Hélène. Cependant, *le Franklin*, *le Tonnant* ne se battaient pas avec moins d'héroïsme que le vaisseau amiral; déjà le bâtiment anglais, à tribord de *l'Orient*, ne tirait plus qu'à de longs intervalles. Gantheaume venait de faire prendre à ce dernier une meilleure position, lorsqu'il aperçut tout à coup le feu sur la dunette. Il ordonna de courir aux pompes; malheureusement elles se trouvaient brisées par les boulets. L'incendie fit en peu de temps d'effroyables progrès. Une demi-heure après, à dix heures et demie, *l'Orient* embrasé sauta en l'air avec un horrible fracas. Les deux armées demeurèrent immobiles pendant plus d'un quart d'heure. Le combat ne reprit que faiblement jusqu'à six heures. A ce moment le feu redoubla de part et d'autre. *Le Franklin*, *le Tonnant*, *l'Aquilon*, se couvrirent de gloire. *Le Peuple Souverain*, *le Spartiate*, ne furent pas moins héroïques. Le 15 thermidor, à midi, le combat durait encore; il se ralentit peu à peu.

Thévenart, commandant de *l'Aquilon*, fut tué; Dupetit-Thouars, l'un des plus braves officiers de notre marine, tomba mort. Il eut d'abord les deux cuisses emportées, puis le bras coupé : « Equipage du *Tonnant*, s'écria-t-il en sentant sa fin approcher, ne vous rendez jamais! » Et, comme il voulait mourir libre, il ordonna qu'on le jetât à la mer. Il fut obéi!... Casabianca tombe mort auprès de l'amiral, son fils, après avoir donné des preuves de la plus insigne valeur, attacha le corps de son père à un débris de mâts, et se précipite dans la mer avec lui. Peut-être eût-il sauvé ce précieux dépôt, mais il périt lui-même dans l'explosion de *l'Orient*.

A une heure après midi, Villeneuve coupa ses câbles, prit le large avec le *Guillaume-Tell*, *le Généreux*, et les frégates *la Diane* et *la Justice*. Trois autres vaisseaux se jetèrent à la côte, et s'échouèrent sans s'être battus. Ces deux inconcevables fautes sauvèrent Nelson, qui tremblait d'être attaqué. Abîmé par notre escadre, et incapable de nous résister, il se trouvait réduit à un état tel qu'il se vit obligé d'aller se réparer dans les ports de Sicile, après avoir mis à terre sept à huit mille matelots, mousses et soldats, pris sur nos vaisseaux pendant l'action.

Kléber qui, placé sur le phare d'Alexandrie, avait contemplé avec la plus vive douleur toute cette scène de carnage, se hâta d'envoyer son aide-de-camp Loyer au général en chef, pour lui apprendre la désastreuse nouvelle. Bonaparte voyait l'Asie lui échapper et tous ses grands desseins tombés par terre. Désormais captif dans sa conquête, à peine s'il pouvait conserver l'espérance de s'y maintenir. Cependant aucune marque de surprise ou de trouble ne parut en lui : « Nous n'avons plus de flotte, dit-il, eh bien! il faudra rester dans ces contrées ou en sortir grands comme les anciens ». Il répondit à Kléber : « Les Anglais nous obligeront peut-être à faire de plus grandes choses que nous n'en voulions faire. » Kléber était

digne d'entendre ce langage; il lui écrivit : « *Oui, nous les ferons ces grandes choses, et je prépare déjà toutes mes facultés.* »

Dans cette terrible épreuve, Bonaparte ne cessa pas un moment de se montrer maître de lui-même. La sérénité de son front, sa constance sans effort, rendirent le courage et même la sécurité à presque tous. Son premier soin, à son retour au Caire, fut de rassembler les débris de notre marine, qu'il plaça sous les ordres du vigilant Gantheaume, sauvé par miracle de l'explosion du vaisseau amiral. L'organisation de l'Egypte, la direction de la société savante, la suite des opérations de l'armée, la police de l'Egypte, les travaux de la haute administration, les vivres, l'habillement et l'équipement des troupes, la correspondance avec les généraux, la direction suprême de la guerre, des rapports assidus avec les chefs des autorités du pays, surtout avec les ministres de la religion, remplissaient les journées et souvent les nuits de Bonaparte. Il ne s'occupait pas moins de soutenir le moral et d'enflammer l'imagination de ses soldats, en leur faisant oublier le désastre d'Aboukir par de nouvelles expéditions proposées à leur courage, et par des actes et des cérémonies qui leur retraçaient des souvenirs de gloire. C'est ainsi qu'il fit graver, devant eux, sur la colonne de Pompée, les noms des quarante premiers soldats morts en Egypte; c'est ainsi qu'il voulut célébrer la fête du septième anniversaire de la république, avec une pompe extraordinaire qui ravit le peuple égyptien et l'armée française, confondus pour la première fois dans les mêmes plaisirs et les mêmes sentimens.

Les relations du dehors attiraient également l'attention constante de Bonaparte. Il cherchait partout les moyens d'ouvrir des conférences avec la Porte ottomane, invitait le pacha d'Egypte à venir reprendre son poste au Caire, et s'efforçait de nous concilier le pacha de Damas. En

même temps, il assurait aux négocians musulmans la plus grande sécurité pour leur commerce; il captait par des caresses et par des actes d'une sage politique la bienveillance du bey de Tripoli, du schérif et du sultan de la Mekke. Le schérif Galed, fils de ce sultan, répondit dans les termes de la plus honorable confiance à l'émir Bonaparte, le protecteur des ulémas et l'ami des vrais croyans. Parmi les pachas de la Porte, celui avec lequel il importait le plus à Bonaparte de maintenir la paix, était le fameux Achmet, pacha de Saïd (Sidon) et de Saint-Jean d'Acre, surnommé *Djezzar* ou *le Boucher*. Cet homme entreprenant et féroce commandait, avec le titre de visir, tout le pays situé entre le Nahr-el-Kech et Césarée. C'est à ce monstre de cruauté que Bonaparte adressa son aide-de-camp Beauvoisin avec des lettres amicales. Achmet ne voulut ni recevoir l'envoyé, ni correspondre avec Bonaparte. Ce dernier avait là un irréconciliable ennemi, qui seul contribuera plus que toutes les forces de la puissance ottomane à ruiner l'expédition d'Egypte. Pour tout délassement à une vie si pleine et si sévère, Bonaparte s'entretenait des sciences avec Monge et Bertholet, ses deux amis; de hautes mathématiques avec Fourier ou Costas; des arts avec Denon, le curieux investigateur des merveilles de l'Egypte, et de poésie avec Parseval-Grandmaison, qui avait à combattre certaines préventions du général contre Homère.

Bonaparte était aussi grand administrateur que grand capitaine; cependant malgré son expérience, malgré l'habileté des hommes chargés de l'exécution de ses ordres, souvent admirables de prévoyance et de précision, le plus difficile des travaux était la répartition de l'impôt. Faute de connaître les habitudes, les ressources du pays, et ce que le peuple pouvait supporter le moins impatiemment, on commit d'abord des fautes graves; mais Bonaparte, qui cherchait le vrai en tout, et savait le découvrir prompte-

ment, parce qu'il avait la double habitude de bien regarder par lui-même, et de bien s'enquérir, parvint à établir un système convenable. Bientôt les rentrées, se faisant avec régularité, suffirent aux besoins de l'armée comme à ceux du gouvernement du pays, sans que les charges fussent trop onéreuses pour les habitans. Le produit net des contributions territoriales fut, l'an VII (1213 de l'hégire), de 8,084,227 fr.; l'an VIII, de 9,357,414 fr. Bonaparte prit de sages mesures pour le commerce, le système monétaire; enfin, en somme totale, il fut perçu en Egypte durant les trois années de l'occupation française, la somme de 59,332,279 fr. Pendant que Bonaparte ordonnait et réglait tout, ses habiles lieutenans achevaient la conquête. Vial prit possession de Mansourah et de Damiette. Sur quelques points on vit alors des soulèvemens partiels, mais Dugua, Zayonschek et Vial réprimèrent ces germes d'une révolte dangereuse, par des mesures aussi sages qu'énergiques, et quelquefois terribles. Julien, aide-de-camp de Bonaparte, envoyé par lui le 14 thermidor, au général Menou, était tombé assassiné sur la route dans le village d'Alqam. Lanusse fut chargé de la punition de ce crime. Le village coupable, après avoir été pillé, se vit livrer aux flammes. Bonaparte fit aussi quelques exemples sévères et justes contre des schérifs qui avaient violé envers nous la foi jurée. Koraïm, schérif d'Alexandrie, fut décapité.

L'esprit reste étonné devant la magique promptitude avec laquelle toutes les créations civiles et militaires de la civilisation européenne, surgirent tout à coup dans la vieille Egypte. Le Caire vivifié par l'abondance des choses nécessaires, même par la fabrication des choses de luxe, offrait une image de Paris. En même temps, une flottille équipée sur le Nil servait à tous les transports comme à toutes les communications.

Mais tandis que la colonie prospérait ainsi, sur le conti-

nent, on nous croyait perdus, et la nouvelle du désastre d'Aboukir réveillait les espérances ainsi que les complots des ennemis de la république. Au mépris des promesses du Directoire, Talleyrand n'avait point paru à Constantinople. La Porte travaillée par l'or et les conseils de la Grande-Bretagne, nous déclara la guerre et fit cause commune avec nos plus grands ennemis, l'Angleterre et la Russie. De son côté, la cour de Naples violant ses traités avec nous, prodiguait tous les secours possibles à la flotte de l'amiral Nelson. Partout nos ennemis se montraient hardiment; dans la Toscane, en Piémont, dans une grande partie de l'Italie, à Vienne, dans toute l'Allemagne, les envoyés anglais cherchaient à rallumer la guerre, ils s'efforçaient d'entraîner l'Autriche par l'espoir de reconquérir ce qu'elle avait perdu. Pétersbourg était surtout un grand foyer d'intrigues contre nous. Catherine-*le-Grand*, tout en se prononçant avec violence contre la révolution et son gouvernement, n'avait jamais voulu envoyer une armée sur le Rhin ou sur le Pô. On s'efforça de pousser à cette extrémité l'empereur Paul, son fils, prince emporté, bizarre et généreux, dont on pouvait obtenir beaucoup en flattant son orgueil ou ses caprices. Suivant les prétendus amis de sa gloire, il devait devenir en quelque sorte le Godefroy d'une nouvelle croisade européenne, conjurée pour anéantir la révolution française. La démarche de l'ordre de Malte qui le prit pour protecteur, exalta sa tête; il promit le secours de ses troupes. Mais, d'autre part, la Prusse, par intérêt et par raison, se tenait dans une sage réserve. L'Empire, à l'exception des princes ecclésiastiques, menacés de la sécularisation, désirait la paix. Cependant l'Autriche avait ouvert avec la France de nouvelles conférences à Setz, non loin de Rastadt. François de Neufchâteau, chargé des intérêts de la république, insistait pour obtenir la réparation de l'insulte essuyée par notre ambassadeur Bernadotte,

tandis que le diplomate autrichien, M. de Cobentzel, qui n'avait plus devant lui l'impérieux vainqueur de Lodi, revenait sans cesse sur le grief de la formation de deux nouvelles républiques, l'une à Rome, l'autre en Suisse; il prétendait que la France avait violé le traité de Campo-Formio; pour dédommagement, l'empereur voulait une nouvelle ligne en Italie, il demandait que la puissance autrichienne s'étendît jusqu'au Pô et à l'Adda. Cobentzel proposait d'indemniser la république cisalpine par un agrandissement aux dépens d'une partie du territoire piémontais, dont le reste eût formé un duché qui eût été gouverné par l'archiduc de Toscane. On reconnaît ici la maison d'Autriche, son système constant de s'enrichir à tout prix. Le Directoire refusait de violer tous ses engagemens, soit avec le Piémont, soit envers la Cisalpine, et de s'exposer à perdre son influence sur l'Italie qui aurait pu lui reprocher de l'abandonner après l'avoir poussée à conquérir sa liberté. Les deux négociateurs ne purent s'entendre; il parut évident que l'Autriche, toujours si prompte à réparer ses défaites, et si habile à saisir ses avantages, était résolue à nous attaquer; aussi la vit-on bientôt envoyer à Berlin d'abord, et ensuite à Saint-Pétersbourg deux négociateurs avec la mission d'obtenir le concours de l'une et de l'autre puissance. Nos ambassadeurs Jean de Bry et Roberjot avaient obtenu de l'Empire à peu près tout ce qu'ils désiraient; ils cherchaient seulement à se faire concéder, sur la rive du Rhin qui devait rester ennemie, des positions capables de permettre à nos troupes de franchir le fleuve, si jamais nous étions forcés d'avoir recours aux armes. L'Empire répondait que le Rhin devait, pour être une barrière, offrir aux puissances limitrophes d'égales sûretés; il consentait à prendre pour véritable ligne de partage le milieu du cours du fleuve, et à permettre la libre navigation. Ces conditions furent admises en septembre 1798 (vendémiaire an VI).

La France souscrivit à la démolition de Cassel et de Kelh. L'Empire germanique nous cédait l'île de Péterson, mais ce ne fut pas sans douleur qu'il consentit à la destruction de la belle forteresse d'Ehrenbreisten.

La Russie avait pour ambassadeur auprès du roi de Prusse, le prince Repnin, et la France l'ex-conventionnel Sieyes. On ne saurait marquer d'une manière plus caractéristique la révolution survenue dans les rapports diplomatiques, et l'irrésistible puissance de la loi de la nécessité, que par la présence simultanée de ces deux ministres à la cour d'un monarque absolu, de l'héritier de Frédéric II. Malgré des répugnances et des oppositions, Sieyes contribua plus qu'on ne pense à balancer l'ascendant du prince Repnin qui, voulant faire au nom de son maître une espèce de violence au roi, en reçut, dit-on, cette réponse : « Que le cabinet de Pétersbourg, depuis dix ans, poussait toute l'Europe à la guerre, et ne la faisait pas lui-même. »

Nous avions de l'autorité en Italie. Rome, constituée en république française par Daunou, Florent, Monge, Guyot, et Faypoult, qui avaient succédé au pouvoir absolu des généraux, essayait d'asseoir ses destinées sur des bases pareilles à celles de notre constitution. Il y avait dans Rome une certaine exaltation qui venait du souvenir des grandes choses qu'elle avait faites autrefois au nom de la liberté. Les Romains relevaient la tête avec fierté en parlant du Capitole et des Paul-Emiles; mais les ames n'étaient plus taillées sur ces grands modèles. Il semblait que ce climat, amolli depuis la disparition de la race de fer qui foulait autrefois le sol des sept collines, eût amolli à son tour les caractères, excepté les Transteverins qui conservaient l'énergie antique ; à peine pouvait-on trouver des hommes pour remplir les fonctions publiques, quelque peu fatigantes qu'elles fussent ; il leur fallait des jours de repos comme à un Napolitain qui passe une partie de son temps à dormir au soleil. A ce vice incurable de la paresse, se joi-

gnaient une inexpérience et une incapacité absolue en fait d'administration et de gouvernement. Sans nous, la république romaine ne pouvait pas vivre un moment, et le premier choc l'aurait renversée. La commission avait mis fin à toutes les malversations, et fondé un système d'impôts, capable de suffire aux nécessités du pays et à celles de l'occupation militaire, l'autorité militaire, exercée par Saint-Cyr, était subordonnée à l'autorité civile, comme le veut le véritable système constitutionnel. Saint-Cyr, quoique attaché aux principes, murmurait cependant de cette dépendance nécessaire; mais le Directoire, qui voulait la maintenir à Rome comme à Milan, persistait dans ses résolutions. Trouvé avait été envoyé en Lombardie avec l'ordre de modifier les lois organiques de la jeune république, avec laquelle nous avions conclu récemment une alliance offensive et défensive. Toucher aux lois d'un peuple, et y toucher surtout quelques jours après les avoir promulguées, était un tort que le Directoire aurait dû sentir. Les patriotes italiens, très liés avec les officiers de l'état-major, résolurent de tenir tête au diplomate français, dont la présence était d'ailleurs peu agréable aux citoyens, parce qu'on le connaissait pour un homme prêt à changer sans cesse de masque et de rôle : d'abord révolutionnaire violent et auteur de poésies pleines de jacobinisme, puis ardent réacteur, et enfin créature du gouvernement. Brune et son état-major prirent parti pour ces jeunes patriotes, et il y eut conflit. L'ambassadeur et ceux de son parti se virent dénoncés avec violence, et même insultés par nos officiers. Brune et Lahoz, tous deux démocrates, se rendirent à Paris pour chercher à prévenir les desseins du malencontreux ambassadeur; ils ne réussirent pas. Le Directoire leur ordonna de retourner à leurs postes.

En conséquence, Trouvé, le 30 août, assembla le Directoire et les deux conseils de la république cisalpine, et

leur soumit le plan de la nouvelle constitution préparée par Faypoult. Les conseils approuvèrent tout malgré les efforts et la rage des patriotes cisalpins. Mais après ce succès, telle était l'irritation du peuple contre l'envoyé de la France, que le gouvernement français dût le rappeler. On lui donna Fouché pour successeur. Il y eut, avant l'arrivée de ce nouveau chargé d'affaires et le départ du premier, un interrègne dont les patriotes italiens et Brune se hâtèrent de profiter. Ce dernier poussa l'audace jusqu'à faire arrêter les directeurs crées par Trouvé au nom du gouvernement français, le général se permit même de modifier la dernière constitution qu'il se hâta de soumettre ainsi réformée aux assemblées primaires, qui l'approuvèrent. Brune fut rappelé et remplacé par Joubert, et la nouvelle constitution cassée, malgré les efforts de Fouché qui dut rentrer en France. Remarquons en passant que cet homme étourdi, peu sincère et peu d'accord avec lui-même, secondait en Italie les ardens révolutionnaires qu'il était sur le point de trahir en France. Les vicissitudes que venaient d'éprouver la cisalpine et l'orage qu'il eût été facile de prévenir, firent beaucoup d'ennemis au Directoire, que l'on commença dès lors à accuser d'avoir fait dans l'expédition d'Egypte une entreprise ruineuse pour la France. Les partisans du vainqueur de l'Italie, peut-être pour détourner le blâme que la tournure des affaires, n'aurait pas manqué de déverser sur lui, s'accordèrent à répandre dans le public que le Directoire, par jalousie, avait exilé le seul homme capable de sauver la république. Cette opinion paraissait fondée en raison; mais malheur aux états républicains qui n'ont d'espérance que dans un homme et qui le proclament indispensable!

Tandis que l'Italie s'agitait, l'esprit de démocratie remuait aussi la Hollande. Le gouvernement français avait eu d'abord beaucoup de peine à faire adopter, avec l'appui de Joubert et de nos troupes, une constitution uni-

taire. Enfin l'aristocratie fédéraliste, obstinément déterminée à la repousser, avait été renversée avec violence; et le 3 pluviose (22 janvier) avait ressemblé à notre fructidor. Les patriotes triomphans maîtres de tous les pouvoirs, après avoir exclu de l'assemblée les députés opposans, s'étaient constitués en deux conseils, et n'avaient pas craint de nommer un directoire sans recourir à de nouvelles élections; mais le Directoire français ne voulait pas que l'on passât sa mesure en fait de liberté, et il s'entendit surtout avec le général Daendels qui partageait ses principes. Joubert et ce général, trop docile instrument d'une violence qui devait coûter à son patriotisme, dispersèrent les pouvoirs démocratiques, formèrent un gouvernement provisoire, et convoquèrent les électeurs pour faire de nouveaux choix. Delacroix, ministre de France, citoyen zélé qui s'était montré favorable aux sentimens et aux actes des patriotes, fut rappelé à Paris; et la Hollande, intimidée par les baïonnetes françaises, se vit rejetée violemment dans une route parallèle à celle de notre gouvernement. On ne saurait dissimuler que ces mesures, en causant les plus justes mécontentemens aux révolutionnaires bataves, ne dussent contribuer singulièrement à nous enlever l'affection et la confiance.

Comme on le voit, la situation se compliquait au dehors: au dedans elle empirait aussi. Outre toutes les querelles politiques, le recouvrement des impôts et la situation des finances suscitaient beaucoup d'embarras au Directoire, et fournissaient des sujets d'attaque à ses ennemis, entre lesquels Lucien Bonaparte, fidèle à un rôle secret et convenu entre lui et son frère, figurait au premier rang. Le budget de l'an VI avait été arrêté à 616 millions; mais malheureusement les rentrées n'avaient pas répondu complètement à l'attente du gouvernement. L'impôt territorial surtout avait été difficile et long à percevoir. Il fallut, pour l'an VII, alléger le fardeau, et chercher à

reverser sur d'autres objets des impositions capables de fournir à l'état le moyen de faire face aux besoins. Ramel demanda de nouvelles ressources pour fournir au gouvernement 600 millions, dont on allait avoir besoin durant le cours de l'année qui s'annonçait d'une manière hostile pour nous, surtout depuis que Paul Ier avait signé un traité d'alliance offensive et défensive avec l'Autriche.

Ramel proposa l'impôt des portes et fenêtres, ressource immense dont on a peut-être cruellement abusé. Cette proposition du ministre, d'abord vivement combattue, finit par être adoptée ; elle était indispensable, et les partisans du Directoire objectaient avec raison aux membres de l'opposition, déclarée contre lui, que le moment était mal choisi pour entraver un gouvernement sur lequel allait fondre sans doute une nouvelle coalition. D'un autre côté, nos armées se trouvaient beaucoup diminuées, car nous avions éprouvé des pertes immenses sur tous les champs de bataille ; et depuis la grande levée en masse du mois d'août 1793, peu de citoyens avaient quitté leurs foyers pour se rendre dans les camps, tandis qu'un bon nombre de ceux qu'une guerre si dévorante avait épargnés, étaient restés dans leurs familles. Une loi devenait donc indispensable pour remplir les cadres. Jourdan fut chargé de faire le rapport sur le projet présenté par le Directoire. On pouvait difficilement choisir un homme plus honnête et plus expérimenté dans la matière. Voici les principales dispositions de cette grande loi qui fut adoptée sans opposition. Tout Français était déclaré soldat, de 20 à 25 ans; les jeunes gens de cet âge se trouvaient divisés en cinq classes. Le gouvernement pouvait les appeler une à une, en commençant par la première de vingt ans, ou les convoquer toutes ensemble. En temps de paix, les conscrits étaient tenus de servir cinq ans; en temps de guerre, la durée du service devenait illimitée. La loi statuait aussi que dans un grand péril, le gouvernement gardait le

droit de lever en masse la population du pays, pour la jeter tout entière devant l'ennemi. Le Directoire réclama sur-le-champ deux cents mille conscrits pour compléter l'armée; les conseils législatifs souscrivirent à cette demande qui fut votée par acclamation. Il fallait équiper et armer ces nouvelles troupes. Le 23 septembre 1798 (2 vendémiaire an VII), on autorisa le Directoire à mettre en vente 125 millions de biens nationaux. Le gouvernement avait raison de se préparer ainsi des ressources; en effet, la nouvelle coalition, formée par le ministre Pitt, nous annonçait une lutte non moins terrible que la première. C'était en Italie surtout que la guerre paraissait près d'éclater. A Naples, la reine, femme sans dignité, sans pudeur comme sans véritable énergie, poussait le peuple à des imprudences. Elle fêtait Nelson avec transport et cherchait à décider la Toscane et le Piémont à lever l'étendard contre nous. En même temps, et comme s'ils eussent voulu servir nos ennemis, les patriotes de la république ligurienne que le ministre Sotin ne pouvait arrêter, malgré les plus sages remontrances, avaient déclaré la guerre au roi de Piémont. Le Directoire français se hâta d'intervenir, et d'ordonner au nouvel état démocratique de modérer un zèle dangereux. D'un autre côté, la France, pour prix de sa conduite officieuse, demanda au roi de Sardaigne les clefs de la citadelle de Turin. Après des réclamations bien faciles à comprendre, le Directoire menaçant obtint ce qu'il désirait.

Championnet commandait l'armée de Rome, qui pouvait s'élever de quinze à seize mille baïonnettes. La cour de Naples comptait surprendre ces soldats dispersés en diverses parties de états romains et les anéantir. La haines et l'orgueil, conseillers dangereux, furent seules écoutées par la reine Caroline, sœur de Marie-Antoinette. Elle s'emporta jusqu'à sommer les troupes françaises d'évacuer le territoire de la république du Tibre. A l'appui de cette

sommation, l'armée impériale se mit en marche; elle était forte de quarante mille soldats, et commandée par le présomptueux Mack, qui se flattait d'envelopper Championnet. La prudence ordonnait au général français de prendre une position militaire; il évacua Rome. Le roi de Naples fit une entrée triomphale à Rome, le 29 novembre 98 (9 frimaire). La populace romaine, qui malheureusement ne fait que ressembler à toutes les autres, exhuma les restes de Duphot et les outragea sous les yeux du vainqueur, assez lâche et assez malavisé pour ne pas réprimer ces indignités. Bientôt la fortune changea, et les Napolitains apprirent à leurs dépens à connaître les soldats de la république. Ascoli fut battu par Casa-Bianca; Lemoine repoussa les Napolitains sur la route de Terci. Le 14 frimaire (4 décembre), Mack, voulant attaquer la position de Civita-Vecchia où se trouvait Macdonald, fit assaillir Borghetto, Nepi, Rignano. Partout les soldats républicains, se riant du nombre, écrasèrent les colonnes ennemies. Mack avait dessein de faire repasser le Tibre à son armée pour attaquer Terci; mais, pendant ce mouvement, le général Metsch, enveloppé par nous, déposa les armes avec quatre mille hommes qu'il commandait. Mack alors se replia sur Rome, dont le roi de Naples sortit furtivement. Bientôt son général abandonna lui-même au désordre cette ville, dont Championnet reprit possession dix-sept jours après l'avoir quittée. Justement irrité contre un gouvernement sans foi, le général français résolut de l'attaquer jusque dans sa capitale. Rapide dans sa marche, comme naguère Bonaparte, il fit à l'ennemi un grand nombre de prisonniers. Mack et son armée désorganisée s'enfuirent jusque devant Capoue. Les Napolitains, qui s'étaient prononcés avec tant de violence et de forfanterie contre nous, se laissèrent aller au plus aveugle désespoir; la populace criait à la trahison, menaçait d'égorger les généraux, les ministres et les par-

tisans des Français; elle demandait des armes. Dans leur épouvante mutuelle, Ferdinand et son ministre Acton, le favori de la reine, songèrent à se retirer en Sicile. Nelson prêta ses vaisseaux. Tous les meubles que l'on ne put pas emporter furent brûlés. Caroline, furieuse jusqu'à la rage, laissa, dit-on, au prince Pignatelli, qui restait investi de l'autorité en l'absence du prince, l'ordre d'égorger la haute bourgeoisie, soupçonnée de favoriser les Français. Cependant Mack avait fait tous les préparatifs possibles pour repousser les colonnes françaises qui allaient assaillir Capoue. Un premier effort de Championnet échoua parce que la plus grande partie de ses troupes n'était pas encore arrivée. Mack offrit un armistice. Championnet le refusa hardiment, et ne voulut traiter que lorsque toutes ses forces réunies lui donnèrent le droit de dicter les conditions. Mack consentit à se retirer derrière la ligne des Regi-Lagni et de l'Ofanto. Outre la cession d'une partie du territoire napolitain, Championnet exigea encore une contribution de huit millions; ce traité fut signé le 22 nivôse (11 janvier). Les lazzaroni furieux en apprenant cette convention, se révoltèrent pour empêcher l'armistice. Le tumulte fut si violent, que le prince Pignatelli prit la fuite pour éviter la mort. Après trois jours d'une terrible confusion, on parvint à lui donner pour successeur le prince de Malitorne, le seul homme qui eût quelque influence sur la populace. Le même esprit de vertige et de colère qui avait soulevé les lazzaroni, s'empara des soldats du camp de Mack; ils crièrent à la trahison comme s'ils avaient été braves dans le combat. Le général autrichien, sur le point d'être massacré, se vit forcé d'aller chercher un refuge sous la tente de Championnet, qui le reçut noblement et lui laissa son épée. Dégagé de toute obligation par le refus que la révolte avait fait de ratifier le traité conclu avec Mack, le général républicain s'avança rapidement sur Naples. Les lazzaroni commandés par deux d'entre eux,

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troupes françaises plus courageusement que les soldats napolitains. Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisie, secondant une entreprise de Championnet, s'empara du fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra aux Français. Retranchés dans quelques maisons les lazzaroni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'engagea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-être mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonheur de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons procédés envers lui, on promit de respecter les autels et le culte de Saint-Janvier ; alors les lazzaroni posèrent les armes, et Championnet, maître du royaume de Naples, s'empressa, conformément aux intentions du gouvernement français, de proclamer la république parthénopéenne. L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pendant la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas facile, le Directoire avait conçu un instant les plus vives inquiétudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Championnet, devenu possesseur des papiers de la reine Caroline, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piémontais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meilleure fortune entraînerait facilement le roi à nous attaquer. Décidé par cette circonstance à exciter les républicains du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Directoire qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les contenir, ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Alexandrie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès des insurgés, le gouvernement français, poussé par la nécessité de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vraiment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capitale, une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 1798. Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Le Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'Europe sur les bras, différa l'organisation du Piémont en

république, et déclara qu'en attendant ce pays serait administré par la loi française. La précaution était sage; car aux yeux de l'observateur le moins attentif, l'agression de Naples n'était pas un fait isolé, et tout en reconnaissant la folie de cette cour, on ne pouvait douter qu'elle n'eût espéré l'appui de l'Autriche qui faisait des levées et armait en toute hâte. En outre un corps russe s'était même avancé en Moravie.

Pour soutenir la nouvelle campagne, la France aurait pu tirer de grandes ressources de l'Italie; mais les compagnies de fournisseurs et les états-majors dévoraient tout. La probité de Joubert et le talent financier de Faypoult ne pouvaient sauver la fortune publique. Laréveillère, Rewbell, Merlin, Treilhard étaient furieux. Le premier de ces directeurs fit adopter un nouveau plan d'organisation civile et financière qui devait mettre un terme aux dilapidations et aux brigandages, en régularisant les services et en ne laissant aucun maniement de fonds aux chefs militaires : la mesure, toute sage qu'elle était, irrita ceux qu'elle semblait accuser de dilapidation et désarmer. Championnet résistait à Faypoult qu'il osa chasser de Naples. Le Directoire, appuyant son ministre avec vigueur, destitua l'audacieux général. Joubert, qui avait joui de la confiance illimitée de Bonaparte, fut révolté par l'arrêté du Directoire, et offrit sa démission; on voulut le remplacer par Bernadotte; ce général refusa. Le Directoire ne se laissa point intimider par cet esprit de résistance dans les généraux; mais en soutenant les fonctionnaires civils, pour assurer la répression des désordres financiers, il ne fit pas attention au fâcheux effet que produisait leur mauvaise direction politique, qui du reste venait de lui. C'est ainsi que Faypoult pouvait avoir raison sous plusieurs rapports; mais causa beaucoup de troubles et nous aliéna les cœurs en s'opposant au général en chef qui entretenait l'énergie des patriotes napolitains, et s'appliquait à méri-

ter leur confiance par des égards, par des témoignages d'estime, et surtout par un zèle sincère pour la république parthénopéenne. La réaction politique opérée dans les pays conquis par nos armées et ralliés à la France produisit partout des effets fâcheux, qui ne tardèrent pas à retomber sur nous. Du reste, occupé d'achever l'organisation de ses armées pour prendre promptement le parti de l'offensive, comme le plus convenable au génie de la France, et à celui de la révolution, le gouvernement ne semblait pas voir les résultats de sa politique.

Les directeurs eurent la pensée de mettre Moreau à la tête de l'armée d'Italie; Barras, qui haïssait ce général, eut le tort grave de contredire ce choix, d'ailleurs peu agréable aux républicains, et, pour notre malheur, ce fut à Schérer que, sur l'avis même de Bernadotte et de Joubert, trop prévenus en la faveur de cet officier, on confia le sort de l'Italie. Schérer, bon général de division, avouait lui-même que la tâche du commandement était au-dessus de ses forces; il se résigna pourtant à obéir aux ordres du gouvernement. Championnet, disgrâcié au milieu de sa victoire, et livré à une commission militaire, eut Macdonald pour successeur. L'intrépide Masséna se vit chargé du commandement de l'armée d'Helvétie. Personne ne devinait alors que le salut de la France viendrait de cette armée. Jourdan dut commander sur le Danube, Bernadotte sur le Rhin, et Brune en Hollande. L'Autriche nous opposait à elle seule une armée de deux cent cinquante mille hommes; la Russie lui fournissait un contingent de soixante mille soldats conduits par Suwarow. Ainsi, sans compter l'Angleterre, la France allait avoir trois cent dix mille baïonnettes devant elle. Voici comment étaient distribuées les troupes de la coalition : cinquante-quatre mille fantassins et vingt-quatre mille chevaux, étaient sous les ordres du prince Charles en Bavière; dans le Voralberg et sur les rives du Rhin, jusqu'à Constance, Hotze com-

mandait un armée de vingt-six mille hommes. Bellegarde, dans le Tyrol, avait quarante-six mille combattans, et Kray, sur l'Adige, se voyait à la tête d'une belle armée de soixante-quinze mille hommes, auxquels devaient venir se joindre le contingent russe dont on espérait des miracles. Dix mille hommes étaient aux hôpitaux ou dans les places fortes.

Alors partagés en deux factions, les Grisons, que le Directoire considérait avec raison comme faisant partie de la Suisse, avaient hésité long-temps à prononcer entre la domination des Français et celle des Autrichiens; ils avaient pourtant fini par appeler ces derniers. Mécontent et alarmé de cette préférence donnée à notre ennemi, le Directoire prescrivit à Masséna de s'emparer des vallées, après avoir sommé préalablement les Autrichiens d'évacuer le pays. Le Directoire fit en même temps notifier à la cour de Vienne que, si les Russes ne cessaient pas leur mouvement, la France considérerait l'empereur en état de guerre avec elle. En conséquence, Jourdan fut averti de se tenir prêt à passer le Rhin. Les deux notes du gouvernement français étant restées sans réponse, Jourdan franchit le fleuve. De son côté, Masséna somma le corps autrichien d'évacuer les Grisons, et franchit aussi le Rhin, le 6 mars, avec le corps qu'il commandait près du lac de Constance; Lecourbe en fit autant vers les sources du fleuve, tandis que Dessoles dut, pour seconder ce double passage, se porter de la Valteline dans la vallée du Haut-Adige. Tout nous réussit. Masséna prit à l'ennemi cinq mille hommes et quinze pièces de canon. Lecourbe, franchissant de hautes montagnes encore toutes couvertes de neige, se précipita dans la vallée de l'Inn. Laudon voulut nous couper la retraite, mais l'habile général, sans s'intimider, revint sur ses pas, écrasa Laudon, et reprit ensuite sa marche en avant. Pendant ce temps, Jourdan se formait derrière l'Ostrach et l'Aach. Le prince Charles, qui avait traversé

le Lech, résolut d'attaquer vigoureusement l'armée française. Après une résistance héroïque de Saint-Cyr et de Ferino, qui se trouvaient à une des extrémités de notre ligne malheureusement trop étendue, Jourdan, forcé de se replier, vint prendre une bonne position entre Singen et Tutlingen, mais il ne tarda pas pourtant à vouloir reprendre l'offensive. Le 5 germinal, l'archiduc et lui en vinrent aux mains. Soult, à la gauche, mit les Autrichiens en déroute, tout nous présageait une grande et belle victoire; les troupes ennemies devaient être jetées dans le ravin de la Stokach, lorsque Jourdan, commettant la faute de vouloir envelopper son adversaire, fit faire à la division Saint-Cyr un immense circuit. Le prince Charles, conservant son sang-froid, tomba impétueusement sur nous. Les cuirassiers autrichiens abîmèrent quatre de nos régimens de cavalerie; les Français, épuisés de fatigue et accablés sous le nombre, se débandèrent; heureusement, les troupes ennemies avaient tant souffert qu'elles ne purent poursuivre leur avantage. Saint-Cyr, gravement compromis, exécuta merveilleusement sa retraite, et les deux armées gardèrent les positions qu'elles occupaient avant la bataille. Jourdan, affaibli par cette lutte inégale, se replia sur les défilés de la Forêt-Noire, laissa le commandement de son armée au chef d'état-major, Ernouf, homme peu capable de soutenir un tel fardeau, et se rendit à Paris pour se plaindre de l'état d'infériorité dans lequel on l'avait placé en face de l'ennemi.

CHAPITRE LXIX.

Italie. — Assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt. — Fête funèbre à Paris en leur honneur. — Affaire de Cassano en Italie. — Belle retraite de Moreau. — Attaque de Suwarow. — Bataille de la Trebbia. — Dénonciation contre le Directoire. — Rewbel sort du Directoire. — Nomination de Sieyes. — Elections de l'an VII. — Divisions entre les pouvoirs. — Démission de Treilhard. — Gohier lui succède. — Laréveillère et Merlin de Douai sortent du Directoire. — Robert Lindet. — Cambacérès. — Loi des Otages. — Journaux. — Armées. — Egypte. — Bonaparte à Suez. — Saint-Jean-d'Acre. — Mont-Thabor. — Bataille d'Aboukir.

La victoire ne nous abandonnait pas dans les hautes montagnes des Alpes : Lecourbe et Dessoles exécutaient des prodiges d'audace et de stratégie ; mais en Italie, Schérer, avec cinquante mille soldats, n'espérait pas la victoire. Les républicains n'avaient aucune confiance dans leur chef, et le général n'en avait pas en lui-même. Les Autrichiens comptaient soixante mille combattans sur la forte ligne de l'Adige, qu'il fallait passer devant eux. Aussi la prudence ordonnait-elle alors de garder la défensive ; mais les ordres du Directoire voulaient le contraire. Schérer, opérant par la gauche, résolut d'essayer d'occuper le camp autrichien de Pastrengo. Delmas, Serrurier, Grenier, furent chargés de cette entreprise, tandis que Moreau, simple général de division, devait faire une fausse démonstration sur Vérone. L'attaque eut lieu le 6 germinal. Le camp de Pastrengo fut enlevé ; on y prit quinze cents Autrichiens, et ce fut avec une perte considérable

que les débris du corps ennemi purent repasser l'Adige, à Polo, dont ils détruisirent le pont. Moreau assaillit sous Vérone le camp de San-Massimo; Kaim le défendit avec opiniâtreté, mais, malgré ses efforts, son adversaire, aussi obstiné que lui, le chassa de la position et parvint à le resserrer dans la place. L'action avait été sanglante, mais l'avantage demeurait aux Français. Si Bonaparte eût commandé au lieu de Schérer, il n'aurait pas manqué de rétablir en toute hâte le pont de Polo, et de le franchir au moment où Moreau attirait sur lui l'attention de l'armée ennemie et des généraux autrichiens qui le redoutaient; mais Schérer, n'ayant aucune activité d'esprit, perdit trois jours. Après un conseil de guerre, il s'arrêta au projet de jeter, au-delà de l'Adige, en face de Polo, la division Serrurier, tandis qu'avec le reste de l'armée, lui-même chercherait à franchir la rivière entre Vérone et Legnago. Ce singulier plan fut executé en partie. Le 10 germinal, Serrurier se trouvait sur l'autre rive; attaqué par des troupes supérieures en nombre, le général français fut battu, perdit quinze cents hommes, et dut se trouver trop heureux de pouvoir repasser le pont de Polo.

Cependant Schérer avait réuni toute son armée vers le Bas-Adige; Kray jugea le moment opportun pour déboucher en masse de Vérone, afin de nous prendre en flanc. Heureusement, Moreau, averti de ce projet, engagea Schérer à faire remonter ses colonnes pour tomber sur Kray, tandis que ce dernier opérerait son mouvement agressif. Les deux armées se rencontrèrent le 5 avril. Victor et Grenier écrasèrent Mercantin; mais abordés à leur tour par la plus grande partie des forces de Kray, les deux divisions françaises furent repoussées. Le général autrichien, poursuivant ses avantages, vint se jeter sur Moreau, sans pouvoir toutefois faire perdre à cet homme habile un pouce de terrain. Schérer, après la perte de la

bataille, ne conserva pas de sang-froid; il fit une retraite précipitée, et, sans vouloir tenir ni sur le Mincio ni sur l'Oglio, il ne s'arrêta, le 21 avril, que derrière l'Adda.

Par suite de nos revers sur le Rhin et en Italie, Masséna, pour ne pas être coupé, se vit contraint de se replier.

Au milieu de ces combats, on continuait toujours de négocier à Rastadt. Nos ambassadeurs, lorsqu'ils avaient vu la conduite de l'empereur, n'avaient pas craint de laisser deviner les articles secrets du traité conclu avec Bonaparte, par lesquels la maison autrichienne, négligeant les intérêts de l'empire, avait abandonné Mayence pour garder Palma-Nova dans le Tyrol. Dès lors, le cabinet autrichien conçut l'affreuse pensée de faire assassiner nos négociateurs, qui montraient une grande fermeté dans les conférences, et très peu de crainte pour l'issue de la campagne.

Après avoir vu leurs dépêches interceptées, les plénipotentiaires républicains déclarèrent, le 6 floréal, qu'ils partiraient le 9 pour Strasbourg. Le congrès réclama vivement contre la déloyauté de l'Autriche qui avait osé violer les principes du droit des gens. Le 7 floréal, un nouveau courrier français fut arrêté, et comme une nouvelle plainte s'élevait, le colonel autrichien des hussards de Szecklers répondit que les envoyés de la république pouvaient partir dans vingt-quatre heures. Quelques membres du congrès demandèrent une escorte pour les ministres français; on la leur refusa en affirmant qu'ils n'avaient rien à redouter. Sur cette assurance, Jean Debry, Bonnier et Roberjot partirent le 28 avril (9 germinal), à neuf heures du soir. Chacun d'eux se trouvait, avec sa famille, dans une voiture séparée. Ils éprouvèrent quelques difficultés pour sortir de Rastadt, mais cet obstacle fut bientôt levé. A peine étaient-ils à cinquante pas de la ville, qu'une bande de hussards de Szecklers enveloppa les voi-

tures. On ouvrit violemment la portière du carrosse de Jean Debry; on lui demanda son nom, et lorsqu'il l'eut prononcé, il se vit traîné hors de sa voiture et renversé à coups de sabre. Les assassins le croyant mort, coururent aux autres voitures, dans lesquelles il égorgèrent Roberjot et Bonnier. Les effets et les papiers des députés français furent indignement pillés; Jean Debry, qui vivait encore, reprit ses sens à la naissance du jour, et se traîna sanglant jusqu'à Rastadt. Les députés allemands le recueillirent avec tous les soins imaginables, veillèrent sur les familles des victimes, et protestèrent avec énergie contre l'infamie d'un crime dont ils ne voulurent pas partager la terrible solidarité. L'Europe, indignée, accusa l'Autriche; celle-ci ne répondit pas. Le prince Charles, dont le noble caractère ne pouvait que repousser avec horreur toute apparence de complicité dans une pareille infamie, annonça au général Masséna, dans une lettre, qu'on allait faire poursuivre les hussards de Szecklers. Mais cette promesse resta sans exécution, parce que les vrais coupables siégeaient au conseil impérial, et protégeaient les aveugles instrumens de leur cruelle politique. La cour de Vienne ne retira de cette affreuse exécution qu'une honte que les plus brillans succès ne purent effacer. Ils étaient cependant tels que l'on regardait comme impossible alors que nous pussions résister à ses forces et à celles de la Russie.

Pressé par son indignation et par celle de la France, le Directoire s'empressa de dénoncer le crime de Rastadt à tous les peuples, et en cela il donna un grand et utile exemple. En effet, si, à défaut de la vengeance que la justice humaine ne peut pas toujours en tirer, de pareils attentats suscitaient quelque part dans le monde des voix accusatrices pour les charger de malédictions, ils seraient plus rares, et du moins leur impunité morale ne donnerait pas le plus odieux scandale. Honneur donc à Garat, à Bailleul, à Chénier, et aux au-

tres membres du Corps législatif, qui se firent alors les interprètes de la justice offensée, de l'humanité blessée dans ses plus saintes lois. Honneur au Directoire et aux deux conseils qui, par une loi vengeresse et pleine de dispositions à la manière antique, associèrent à leur profonde douleur le peuple et l'armée. La fête funèbre du 8 juin, en l'honneur des plénipotentiaires, répondit à la loi qui en était pour ainsi dire le programme; elle eut un caractère triste et religieux, et servit singulièrement à réveiller l'ardeur des patriotes, en leur annonçant la renaissance prochaine d'une lutte implacable entre la France et les rois de l'Europe, que l'Angleterre venait de prendre encore une fois à sa solde.

Suwarow avait opéré sa jonction avec les troupes victorieuses de Kray, qui remit alors son commandement à Mélas. Le général russe, avec ses trente mille soldats, agissait d'une manière dédaigneuse envers les Allemands, auxquels il se permit de donner des officiers pour leur apprendre le maniement de la baïonnette. Apre comme le climat de son pays, endurci à la fatigue, grossier dans ses mœurs comme un lieutenant d'Attila, il traitait les Autrichiens de *petits-maîtres*, et ceux-ci gardaient le silence devant ce sauvage qui commandait l'admiration par la gloire et la terreur.

Tout semblait tourner contre nous : après son dernier malheur, Schérer, réduit à vingt-huit mille hommes, avait pris une fausse position sur l'Adda; Serrurier était à Secco, Grenier à Cossano, Victor à Lodi; Montrichard maintenait nos communications avec la Toscane, par où devait déboucher Macdonald, qui accourait du fond de la Péninsule.

La ligne de Schérer se trouvait beaucoup trop étendue, aussi nous ne pûmes pas résister; l'Adda fut forcé, et Schérer, qui à chaque revers ne savait que résoudre, remit son commandement à Moreau le 8 floréal. L'apparí-

tion de ce nouveau général, qui acceptait par dévouement un périlleux honneur, comme Bayard s'était autrefois chargé de sauver l'armée de François Ier, mise en danger par l'ineptie du favori Bonnivet, rendit toute leur énergie à nos braves soldats. Suwarow, en franchissant l'Adda à Brivio et à Trezzo, venait d'envelopper la division Serrurier qui, avec neuf mille soldats, lutta intrépidement contre vingt mille Russes, leur tua beaucoup de monde, sans pouvoir toutefois se faire jour à travers les masses ennemies. Moreau fit des prodiges pour parvenir à dégager son lieutenant, il ne put en venir à bout. Serrurier, pressé entre les colonnes russes, se défendit encore long-temps; mais écrasé sous le nombre, il posa les armes après un combat plus glorieux peut-être pour lui que pour son adversaire triomphant : à la suite de cette fatale affaire de Cossano, qui eut lieu le 9 floréal, il ne resta plus à Moreau que vingt mille soldats.

Toujours calme dans le danger et conservant son imperturbable sang-froid, le général français vit sans en être effrayé la gravité de sa situation. Dans ce péril il s'arrêta au parti de choisir une position qui lui permît de couvrir nos communications avec la France, et d'attendre Macdonald qui s'avançait avec lenteur. Occupé de ce dessein, Moreau se porta sur le versant des montagnes de Gênes. Suwarow aurait dû écraser Moreau dans son mouvement; il n'eut pas le génie de la circonstance, en sorte que Moreau put arriver à Turin, emmenant avec lui d'Italie toutes les familles que la contre-révolution n'aurait pas manqué de proscrire. La citadelle fut armée; nous occupâmes Valence, Casale, Alexandrie, avec des postes nombreux sur le Pô et sur le Tanaro. Pendant le cours de ces opérations, Bagration descendant du Tyrol était venu rejoindre Suwarow qui, malgré ses pertes, se trouvait à la tête de près de cent mille hommes. Heureusement pour nous, l'imprudent général faisait à la fois les siéges de Peschiera,

de Mantoue, de Pizzighitone. Avec le reste de ses forces disponibles, c'est-à-dire avec quarante ou cinquante mille hommes, il vint enfin se placer à Tortone. Après plusieurs jours de repos, il essaya de franchir le Pô, pendant qu'un corps détaché faisait une fausse démonstration sur le Tanaro. Moreau laissa les Russes agir; puis quand il fut bien assuré que la véritable tentative avait lieu sur le Pô, il tomba à la baïonnette sur les soldats qui se trouvaient déjà sur la rive droite, et en jeta deux mille dans le fleuve. Renonçant à forcer Moreau, Suwarow courut avec une partie de ses troupes à Turin, pour révolutionner cette capitale dans le sens du pouvoir absolu. De son côté, le général français, soupçonnant les projets de l'ennemi, attaqua les corps russes qui se trouvaient devant lui; mais reçu bravement, et ne doutant pas que toute l'armée russe ne se trouvât présente, il n'osa faire exécuter une charge à fond, remettant une opération décisive à l'époque où il aurait fait sa jonction avec Macdonald. Dans l'intention de s'approcher davantage de ce dernier général, Moreau occupa les crêtes de l'Apennin; après des fatigues et des travaux inouïs, le général et son principal corps d'armée se trouvèrent dans la rivière de Gênes. Dès lors on put croire que la fortune allait changer, car il avait, par d'admirables combinaisons stratégiques, préparé sa jonction avec l'armée qui arrivait de Naples. Placé sur le flanc de Suwarow, il méditait de s'élancer sur l'ennemi dès l'instant où celui-ci ferait mine de vouloir attaquer Macdonald. En effet, après avoir laissé des garnisons dans quelques villes du royaume napolitain, ce général était parvenu, par des marches habiles, à Florence (le 6 prairial). Il y perdit quelques jours, et ne déboucha au-delà des Apennins qu'à la fin de prairial. Suwarow, averti de la marche de Macdonald, montra beaucoup de tact en réunissant rapidement ses troupes pour faire face au nouvel adversaire qui arrivait en ligne. Toutefois, Macdonald eut le temps

d'écraser le corps de Hohenzollern qui gardait le Bas-Pô; Suwarow accourut avec une bonne partie de ses troupes dans les plaines de Plaisance. Les deux armées se rencontrèrent sur les bords de la Trebbia le 17 juin. La lutte fut terrible, elle dura trois jours. Les soldats français se virent plusieurs fois sur le point de détruire les Russes, contre lesquels ils combattirent avec une sorte de rage. On en vint jusqu'à se prendre aux cheveux, au collet, corps à corps. Dans cette affaire nous perdîmes douze mille hommes. L'armée russe n'eut pas moins de funérailles à déplorer; mais Suwarow avec ses nombreux soldats pouvait supporter une perte qui était énorme pour nous, dans notre état d'infériorité numérique. Macdonald, sentant qu'il ne pouvait plus résister, prit le parti de regagner Gênes : poursuivi vivement, il fit bonne contenance. La division Victor fut héroïque, et notre armée franchit enfin l'Apennin. Nous perdîmes ainsi le fruit des savantes manœuvres de Moreau. Macdonald commit, suivant l'opinion de quelques militaires, des fautes qui nous ravirent la possession de l'Italie; mais du moins Moreau recueillit promptement les débris des divisions écrasées sur les bords de la Trebbia.

Les partis sont plus ou moins sensibles aux désastres publics; mais, même en les déplorant avec sincérité, ils les exploitent, ainsi que les victoires, au profit de la cause qu'ils veulent faire triompher. Les deux opinions qui étaient aux prises en France trouvèrent, dans nos défaites de la Péninsule, de nouveaux élémens d'opposition contre le Directoire; les royalistes charmés de nos désastres par haine pour la république, les révolutionnaires qui s'affligeaient du mal dont ils croyaient posséder seuls le remède, s'accordaient pour attaquer les membres du gouvernement; on leur reprochait de nouveau, et avec plus de sévérité que jamais, la déportation, l'exil de Bonaparte et des quarante mille hommes qu'il avait

conduits en Égypte. On les accusait d'avoir provoqué la guerre, à laquelle ils avaient été entraînés malgré leurs efforts pour conserver la paix. On leur imputait à crime la disgrâce de Joubert et celle de Championnet victorieux, et surtout la nomination de Schérer dont on faisait à la fois un désorganisateur et un voleur comme ministre, en même temps qu'un imbécile ou un traître comme général en chef. Vainement les directeurs avaient tout tenté pour réprimer le brigandage des fournisseurs et les dilapidations effrontées des états-majors, par des mesures qui avaient obtenu la plus grande publicité; on leur imputait le mal qu'ils n'avaient pu empêcher. Mais par une singulière anomalie, tandis qu'en général on ménageait Barras, l'ami des fournisseurs et le soutien des officiers qui avaient encouru le blâme du gouvernement, on se déchaînait contre Rewbel. A en croire ses détracteurs, Rewbel possédait une partie de l'Alsace, sa province. Cette calomnie était établie partout; Bonaparte lui-même, en partant pour l'Orient, avait chargé l'un de ses amis du soin de la répandre, comme un moyen de renverser l'homme qu'il craignait, et qu'il ne voulait pas retrouver au Directoire. Les cris de l'aristocratie bernoise répétés par la nôtre avaient transformé en un Verrès subalterne aux ordres de Rewbel, son beau-frère Rapinat qui, en sa qualité de commissaire, avait enlevé les caisses de l'aristocratie bernoise, mais sans détourner un denier à son profit. Rapinat et Rewbel étaient devenus les boucs émissaires de l'époque; aussi quand le sort désigna le dernier de ces deux hommes comme devant sortir du Directoire, les révolutionnaires et même les amis du pouvoir se livrèrent à une espèce d'exaltation de joie. Rewbel, dépouillé du pouvoir, ne tarda point à se justifier avec éclat du haut de la tribune des anciens, mais il laissa dans le Directoire un vide qui ne put être rempli. Sous tous les rapports, Rewbel valait infiniment mieux que Sieyes qui

le Lech, résolut d'attaquer vigoureusement l'armée française. Après une résistance héroïque de Saint-Cyr et de Ferino, qui se trouvaient à une des extrémités de notre ligne malheureusement trop étendue, Jourdan, forcé de se replier, vint prendre une bonne position entre Singen et Tutlingen, mais il ne tarda pas pourtant à vouloir reprendre l'offensive. Le 5 germinal, l'archiduc et lui en vinrent aux mains. Soult, à la gauche, mit les Autrichiens en déroute, tout nous présageait une grande et belle victoire; les troupes ennemies devaient être jetées dans le ravin de la Stokach, lorsque Jourdan, commettant la faute de vouloir envelopper son adversaire, fit faire à la division Saint-Cyr un immense circuit. Le prince Charles, conservant son sang-froid, tomba impétueusement sur nous. Les cuirassiers autrichiens abîmèrent quatre de nos régimens de cavalerie; les Français, épuisés de fatigue et accablés sous le nombre, se débandèrent; heureusement, les troupes ennemies avaient tant souffert qu'elles ne purent poursuivre leur avantage. Saint-Cyr, gravement compromis, exécuta merveilleusement sa retraite, et les deux armées gardèrent les positions qu'elles occupaient avant la bataille. Jourdan, affaibli par cette lutte inégale, se replia sur les défilés de la Forêt-Noire, laissa le commandement de son armée au chef d'état-major, Ernouf, homme peu capable de soutenir un tel fardeau, et se rendit à Paris pour se plaindre de l'état d'infériorité dans lequel on l'avait placé en face de l'ennemi.

CHAPITRE LXIX.

Italie. — Assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt. — Fête funèbre à Paris en leur honneur. — Affaire de Cassano en Italie. — Belle retraite de Moreau. — Attaque de Suwarow. — Bataille de la Trebbia. — Dénonciation contre le Directoire. — Rewbel sort du Directoire. — Nomination de Sieyes. — Elections de l'an VII. — Divisions entre les pouvoirs. — Démission de Treilhard. — Gohier lui succède. — Laréveillère et Merlin de Douai sortent du Directoire. — Robert Lindet. — Cambacérès. — Loi des Otages. — Journaux. — Armées. — Egypte. — Bonaparte à Suez. — Saint-Jean-d'Acre. — Mont-Thabor. — Bataille d'Aboukir.

La victoire ne nous abandonnait pas dans les hautes montagnes des Alpes : Lecourbe et Dessoles exécutaient des prodiges d'audace et de stratégie ; mais en Italie, Schérer, avec cinquante mille soldats, n'espérait pas la victoire. Les républicains n'avaient aucune confiance dans leur chef, et le général n'en avait pas en lui-même. Les Autrichiens comptaient soixante mille combattans sur la forte ligne de l'Adige, qu'il fallait passer devant eux. Aussi la prudence ordonnait-elle alors de garder la défensive ; mais les ordres du Directoire voulaient le contraire. Schérer, opérant par la gauche, résolut d'essayer d'occuper le camp autrichien de Pastrengo. Delmas, Serrurier, Grenier, furent chargés de cette entreprise, tandis que Moreau, simple général de division, devait faire une fausse démonstration sur Vérone. L'attaque eut lieu le 6 germinal. Le camp de Pastrengo fut enlevé ; on y prit quinze cents Autrichiens, et ce fut avec une perte considérable

le Lech, résolut d'attaquer vigoureusement l'armée française. Après une résistance héroïque de Saint-Cyr et de Ferino, qui se trouvaient à une des extrémités de notre ligne malheureusement trop étendue, Jourdan, forcé de se replier, vint prendre une bonne position entre Singen et Tutlingen, mais il ne tarda pas pourtant à vouloir reprendre l'offensive. Le 5 germinal, l'archiduc et lui en vinrent aux mains. Soult, à la gauche, mit les Autrichiens en déroute, tout nous présageait une grande et belle victoire; les troupes ennemies devaient être jetées dans le ravin de la Stokach, lorsque Jourdan, commettant la faute de vouloir envelopper son adversaire, fit faire à la division Saint-Cyr un immense circuit. Le prince Charles, conservant son sang-froid, tomba impétueusement sur nous. Les cuirassiers autrichiens abîmèrent quatre de nos régimens de cavalerie; les Français, épuisés de fatigue et accablés sous le nombre, se débandèrent; heureusement, les troupes ennemies avaient tant souffert qu'elles ne purent poursuivre leur avantage. Saint-Cyr, gravement compromis, exécuta merveilleusement sa retraite, et les deux armées gardèrent les positions qu'elles occupaient avant la bataille. Jourdan, affaibli par cette lutte inégale, se replia sur les défilés de la Forêt-Noire, laissa le commandement de son armée au chef d'état-major, Ernouf, homme peu capable de soutenir un tel fardeau, et se rendit à Paris pour se plaindre de l'état d'infériorité dans lequel on l'avait placé en face de l'ennemi.

CHAPITRE LXIX.

Italie. — Assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt. — Fête funèbre à Paris en leur honneur. — Affaire de Cassano en Italie. — Belle retraite de Moreau. — Attaque de Suwarow. — Bataille de la Trebbia. — Dénonciation contre le Directoire. — Rewbel sort du Directoire. — Nomination de Sieyes. — Elections de l'an VII. — Divisions entre les pouvoirs. — Démission de Treilhard. — Gohier lui succède. — Laréveillère et Merlin de Douai sortent du Directoire. — Robert Lindet. — Cambacérès. — Loi des Otages. — Journaux. — Armées. — Egypte. — Bonaparte à Suez. — Saint-Jean-d'Acre. — Mont-Thabor. — Bataille d'Aboukir.

La victoire ne nous abandonnait pas dans les hautes montagnes des Alpes : Lecourbe et Dessoles exécutaient des prodiges d'audace et de stratégie ; mais en Italie, Schérer, avec cinquante mille soldats, n'espérait pas la victoire. Les républicains n'avaient aucune confiance dans leur chef, et le général n'en avait pas en lui-même. Les Autrichiens comptaient soixante mille combattans sur la forte ligne de l'Adige, qu'il fallait passer devant eux. Aussi la prudence ordonnait-elle alors de garder la défensive ; mais les ordres du Directoire voulaient le contraire. Schérer, opérant par la gauche, résolut d'essayer d'occuper le camp autrichien de Pastrengo. Delmas, Serrurier, Grenier, furent chargés de cette entreprise, tandis que Moreau, simple général de division, devait faire une fausse démonstration sur Vérone. L'attaque eut lieu le 6 germinal. Le camp de Pastrengo fut enlevé ; on y prit quinze cents Autrichiens, et ce fut avec une perte considérable

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troupes françaises plus courageusement que les soldats napolitains. Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisie, secondant une entreprise de Championnet, s'empara du fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra aux Français. Retranchés dans quelques maisons les lazzaroni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'engagea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-être mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonheur de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons procédés envers lui, on promit de respecter les autels et le culte de Saint-Janvier; alors les lazzaroni posèrent les armes, et Championnet, maître du royaume de Naples, s'empressa, conformément aux intentions du gouvernement français, de proclamer la république parthénopéenne. L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pendant la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas facile, le Directoire avait conçu un instant les plus vives inquiétudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Championnet, devenu possesseur des papiers de la reine Caroline, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piémontais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meilleure fortune entraînerait facilement le roi à nous attaquer. Décidé par cette circonstance à exciter les républicains du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Directoire qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les contenir, ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Alexandrie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès des insurgés, le gouvernement français, poussé par la nécessité de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vraiment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capitale, une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 1798. Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Le Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'Europe sur les bras, différa l'organisation du Piémont en

république, et déclara qu'en attendant ce pays serait administré par la loi française. La précaution était sage; car aux yeux de l'observateur le moins attentif, l'agression de Naples n'était pas un fait isolé, et tout en reconnaissant la folie de cette cour, on ne pouvait douter qu'elle n'eût espéré l'appui de l'Autriche qui faisait des levées et armait en toute hâte. En outre un corps russe s'était même avancé en Moravie.

Pour soutenir la nouvelle campagne, la France aurait pu tirer de grandes ressources de l'Italie ; mais les compagnies de fournisseurs et les états-majors dévoraient tout. La probité de Joubert et le talent financier de Faypoult ne pouvaient sauver la fortune publique. Laréveillère, Rewbell, Merlin, Treilhard étaient furieux. Le premier de ces directeurs fit adopter un nouveau plan d'organisation civile et financière qui devait mettre un terme aux dilapidations et aux brigandages, en régularisant les services et en ne laissant aucun maniement de fonds aux chefs militaires : la mesure, toute sage qu'elle était, irrita ceux qu'elle semblait accuser de dilapidation et désarmer. Championnet résistait à Faypoult qu'il osa chasser de Naples. Le Directoire, appuyant son ministre avec vigueur, destitua l'audacieux général. Joubert, qui avait joui de la confiance illimitée de Bonaparte, fut révolté par l'arrêté du Directoire, et offrit sa démission; on voulut le remplacer par Bernadotte; ce général refusa. Le Directoire ne se laissa point intimider par cet esprit de résistance dans les généraux; mais en soutenant les fonctionnaires civils, pour assurer la répression des désordres financiers, il ne fit pas attention au fâcheux effet que produisait leur mauvaise direction politique, qui du reste venait de lui. C'est ainsi que Faypoult pouvait avoir raison sous plusieurs rapports; mais causa beaucoup de troubles et nous aliéna les cœurs en s'opposant au général en chef qui entretenait l'énergie des patriotes napolitains, et s'appliquait à méri-

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troupes françaises plus courageusement que les soldats napolitains. Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisie, secondant une entreprise de Championnet, s'empara du fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra aux Français. Retranchés dans quelques maisons les lazzaroni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'engagea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-être mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonheur de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons procédés envers lui, on promit de respecter les autels et le culte de Saint-Janvier ; alors les lazzaroni posèrent les armes, et Championnet, maître du royaume de Naples, s'empressa, conformément aux intentions du gouvernement français, de proclamer la république parthénopéenne. L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pendant la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas facile, le Directoire avait conçu un instant les plus vives inquiétudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Championnet, devenu possesseur des papiers de la reine Caroline, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piémontais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meilleure fortune entraînerait facilement le roi à nous attaquer. Décidé par cette circonstance à exciter les républicains du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Directoire qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les contenir, ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Alexandrie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès des insurgés, le gouvernement français, poussé par la nécessité de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vraiment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capitale, une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 1798. Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Le Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'Europe sur les bras, différa l'organisation du Piémont en

république, et déclara qu'en attendant ce pays serait administré par la loi française. La précaution était sage; car aux yeux de l'observateur le moins attentif, l'agression de Naples n'était pas un fait isolé, et tout en reconnaissant la folie de cette cour, on ne pouvait douter qu'elle n'eût espéré l'appui de l'Autriche qui faisait des levées et armait en toute hâte. En outre un corps russe s'était même avancé en Moravie.

Pour soutenir la nouvelle campagne, la France aurait pu tirer de grandes ressources de l'Italie; mais les compagnies de fournisseurs et les états-majors dévoraient tout. La probité de Joubert et le talent financier de Faypoult ne pouvaient sauver la fortune publique. Laréveillère, Rewbell, Merlin, Treilhard étaient furieux. Le premier de ces directeurs fit adopter un nouveau plan d'organisation civile et financière qui devait mettre un terme aux dilapidations et aux brigandages, en régularisant les services et en ne laissant aucun maniement de fonds aux chefs militaires : la mesure, toute sage qu'elle était, irrita ceux qu'elle semblait accuser de dilapidation et désarmer. Championnet résistait à Faypoult qu'il osa chasser de Naples. Le Directoire, appuyant son ministre avec vigueur, destitua l'audacieux général. Joubert, qui avait joui de la confiance illimitée de Bonaparte, fut révolté par l'arrêté du Directoire, et offrit sa démission; on voulut le remplacer par Bernadotte; ce général refusa. Le Directoire ne se laissa point intimider par cet esprit de résistance dans les généraux; mais en soutenant les fonctionnaires civils, pour assurer la répression des désordres financiers, il ne fit pas attention au fâcheux effet que produisait leur mauvaise direction politique, qui du reste venait de lui. C'est ainsi que Faypoult pouvait avoir raison sous plusieurs rapports; mais causa beaucoup de troubles et nous aliéna les cœurs en s'opposant au général en chef qui entretenait l'énergie des patriotes napolitains, et s'appliquait à méri-

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troupes françaises plus courageusement que les soldats napolitains. Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisie, secondant une entreprise de Championnet, s'empara du fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra aux Français. Retranchés dans quelques maisons les lazzaroni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'engagea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-être mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonheur de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons procédés envers lui, on promit de respecter les autels et le culte de Saint-Janvier ; alors les lazzaroni posèrent les armes, et Championnet, maître du royaume de Naples, s'empressa, conformément aux intentions du gouvernement français, de proclamer la république parthénopéenne. L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pendant la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas facile, le Directoire avait conçu un instant les plus vives inquiétudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Championnet, devenu possesseur des papiers de la reine Caroline, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piémontais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meilleure fortune entraînerait facilement le roi à nous attaquer. Décidé par cette circonstance à exciter les républicains du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Directoire qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les contenir, ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Alexandrie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès des insurgés, le gouvernement français, poussé par la nécessité de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vraiment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capitale, une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 1798. Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Le Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'Europe sur les bras, différa l'organisation du Piémont en

république, et déclara qu'en attendant ce pays serait administré par la loi française. La précaution était sage; car aux yeux de l'observateur le moins attentif, l'agression de Naples n'était pas un fait isolé, et tout en reconnaissant la folie de cette cour, on ne pouvait douter qu'elle n'eût espéré l'appui de l'Autriche qui faisait des levées et armait en toute hâte. En outre un corps russe s'était même avancé en Moravie.

Pour soutenir la nouvelle campagne, la France aurait pu tirer de grandes ressources de l'Italie ; mais les compagnies de fournisseurs et les états-majors dévoraient tout. La probité de Joubert et le talent financier de Faypoult ne pouvaient sauver la fortune publique. Laréveillère, Rewbell, Merlin, Treilhard étaient furieux. Le premier de ces directeurs fit adopter un nouveau plan d'organisation civile et financière qui devait mettre un terme aux dilapidations et aux brigandages, en régularisant les services et en ne laissant aucun maniement de fonds aux chefs militaires : la mesure, toute sage qu'elle était, irrita ceux qu'elle semblait accuser de dilapidation et désarmer. Championnet résistait à Faypoult qu'il osa chasser de Naples. Le Directoire, appuyant son ministre avec vigueur, destitua l'audacieux général. Joubert, qui avait joui de la confiance illimitée de Bonaparte, fut révolté par l'arrêté du Directoire, et offrit sa démission; on voulut le remplacer par Bernadotte; ce général refusa. Le Directoire ne se laissa point intimider par cet esprit de résistance dans les généraux; mais en soutenant les fonctionnaires civils, pour assurer la répression des désordres financiers, il ne fit pas attention au fâcheux effet que produisait leur mauvaise direction politique, qui du reste venait de lui. C'est ainsi que Faypoult pouvait avoir raison sous plusieurs rapports; mais causa beaucoup de troubles et nous aliéna les cœurs en s'opposant au général en chef qui entretenait l'énergie des patriotes napolitains, et s'appliquait à méri-

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troupes françaises plus courageusement que les soldats napolitains. Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisie, secondant une entreprise de Championnet, s'empara du fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra aux Français. Retranchés dans quelques maisons les lazzaroni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'engagea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-être mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonheur de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons procédés envers lui, on promit de respecter les autels et le culte de Saint-Janvier; alors les lazzaroni posèrent les armes, et Championnet, maître du royaume de Naples, s'empressa, conformément aux intentions du gouvernement français, de proclamer la république parthénopéenne. L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pendant la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas facile, le Directoire avait conçu un instant les plus vives inquiétudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Championnet, devenu possesseur des papiers de la reine Caroline, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piémontais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meilleure fortune entraînerait facilement le roi à nous attaquer. Décidé par cette circonstance à exciter les républicains du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Directoire qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les contenir, ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Alexandrie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès des insurgés, le gouvernement français, poussé par la nécessité de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vraiment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capitale, une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 1798. Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Le Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'Europe sur les bras, différa l'organisation du Piémont en

république, et déclara qu'en attendant ce pays serait administré par la loi française. La précaution était sage; car aux yeux de l'observateur le moins attentif, l'agression de Naples n'était pas un fait isolé, et tout en reconnaissant la folie de cette cour, on ne pouvait douter qu'elle n'eût espéré l'appui de l'Autriche qui faisait des levées et armait en toute hâte. En outre un corps russe s'était même avancé en Moravie.

Pour soutenir la nouvelle campagne, la France aurait pu tirer de grandes ressources de l'Italie ; mais les compagnies de fournisseurs et les états-majors dévoraient tout. La probité de Joubert et le talent financier de Faypoult ne pouvaient sauver la fortune publique. Laréveillère, Rewbell, Merlin, Treilhard étaient furieux. Le premier de ces directeurs fit adopter un nouveau plan d'organisation civile et financière qui devait mettre un terme aux dilapidations et aux brigandages, en régularisant les services et en ne laissant aucun maniement de fonds aux chefs militaires : la mesure, toute sage qu'elle était, irrita ceux qu'elle semblait accuser de dilapidation et désarmer. Championnet résistait à Faypoult qu'il osa chasser de Naples. Le Directoire, appuyant son ministre avec vigueur, destitua l'audacieux général. Joubert, qui avait joui de la confiance illimitée de Bonaparte, fut révolté par l'arrêté du Directoire, et offrit sa démission; on voulut le remplacer par Bernadotte; ce général refusa. Le Directoire ne se laissa point intimider par cet esprit de résistance dans les généraux; mais en soutenant les fonctionnaires civils, pour assurer la répression des désordres financiers, il ne fit pas attention au fâcheux effet que produisait leur mauvaise direction politique, qui du reste venait de lui. C'est ainsi que Faypoult pouvait avoir raison sous plusieurs rapports; mais causa beaucoup de troubles et nous aliéna les cœurs en s'opposant au général en chef qui entretenait l'énergie des patriotes napolitains, et s'appliquait à méri-

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troupes françaises plus courageusement que les soldats napolitains. Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisie, secondant une entreprise de Championnet, s'empara du fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra aux Français. Retranchés dans quelques maisons les lazzaroni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'engagea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-être mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonheur de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons procédés envers lui, on promit de respecter les autels et le culte de Saint-Janvier; alors les lazzaroni posèrent les armes, et Championnet, maître du royaume de Naples, s'empressa, conformément aux intentions du gouvernement français, de proclamer la république parthénopéenne. L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pendant la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas facile, le Directoire avait conçu un instant les plus vives inquiétudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Championnet, devenu possesseur des papiers de la reine Caroline, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piémontais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meilleure fortune entraînerait facilement le roi à nous attaquer. Décidé par cette circonstance à exciter les républicains du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Directoire qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les contenir, ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Alexandrie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès des insurgés, le gouvernement français, poussé par la nécessité de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vraiment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capitale, une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 1798. Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Le Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'Europe sur les bras, différa l'organisation du Piémont en

république, et déclara qu'en attendant ce pays serait administré par la loi française. La précaution était sage; car aux yeux de l'observateur le moins attentif, l'agression de Naples n'était pas un fait isolé, et tout en reconnaissant la folie de cette cour, on ne pouvait douter qu'elle n'eût espéré l'appui de l'Autriche qui faisait des levées et armait en toute hâte. En outre un corps russe s'était même avancé en Moravie.

Pour soutenir la nouvelle campagne, la France aurait pu tirer de grandes ressources de l'Italie; mais les compagnies de fournisseurs et les états-majors dévoraient tout. La probité de Joubert et le talent financier de Faypoult ne pouvaient sauver la fortune publique. Laréveillère, Rewbell, Merlin, Treilhard étaient furieux. Le premier de ces directeurs fit adopter un nouveau plan d'organisation civile et financière qui devait mettre un terme aux dilapidations et aux brigandages, en régularisant les services et en ne laissant aucun maniement de fonds aux chefs militaires : la mesure, toute sage qu'elle était, irrita ceux qu'elle semblait accuser de dilapidation et désarmer. Championnet résistait à Faypoult qu'il osa chasser de Naples. Le Directoire, appuyant son ministre avec vigueur, destitua l'audacieux général. Joubert, qui avait joui de la confiance illimitée de Bonaparte, fut révolté par l'arrêté du Directoire, et offrit sa démission; on voulut le remplacer par Bernadotte; ce général refusa. Le Directoire ne se laissa point intimider par cet esprit de résistance dans les généraux; mais en soutenant les fonctionnaires civils, pour assurer la répression des désordres financiers, il ne fit pas attention au fâcheux effet que produisait leur mauvaise direction politique, qui du reste venait de lui. C'est ainsi que Faypoult pouvait avoir raison sous plusieurs rapports; mais causa beaucoup de troubles et nous aliéna les cœurs en s'opposant au général en chef qui entretenait l'énergie des patriotes napolitains, et s'appliquait à méri-

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troupes françaises plus courageusement que les soldats napolitains. Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisie, secondant une entreprise de Championnet, s'empara du fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra aux Français. Retranchés dans quelques maisons les lazzaroni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'engagea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-être mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonheur de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons procédés envers lui, on promit de respecter les autels et le culte de Saint-Janvier; alors les lazzaroni posèrent les armes, et Championnet, maître du royaume de Naples, s'empressa, conformément aux intentions du gouvernement français, de proclamer la république parthénopéenne. L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pendant la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas facile, le Directoire avait conçu un instant les plus vives inquiétudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Championnet, devenu possesseur des papiers de la reine Caroline, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piémontais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meilleure fortune entraînerait facilement le roi à nous attaquer. Décidé par cette circonstance à exciter les républicains du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Directoire qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les contenir, ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Alexandrie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès des insurgés, le gouvernement français, poussé par la nécessité de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vraiment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capitale, une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 1798. Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Le Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'Europe sur les bras, différa l'organisation du Piémont en

république, et déclara qu'en attendant ce pays serait administré par la loi française. La précaution était sage; car aux yeux de l'observateur le moins attentif, l'agression de Naples n'était pas un fait isolé, et tout en reconnaissant la folie de cette cour, on ne pouvait douter qu'elle n'eût espéré l'appui de l'Autriche qui faisait des levées et armait en toute hâte. En outre un corps russe s'était même avancé en Moravie.

Pour soutenir la nouvelle campagne, la France aurait pu tirer de grandes ressources de l'Italie; mais les compagnies de fournisseurs et les états-majors dévoraient tout. La probité de Joubert et le talent financier de Faypoult ne pouvaient sauver la fortune publique. Laréveillère, Rewbell, Merlin, Treilhard étaient furieux. Le premier de ces directeurs fit adopter un nouveau plan d'organisation civile et financière qui devait mettre un terme aux dilapidations et aux brigandages, en régularisant les services et en ne laissant aucun maniement de fonds aux chefs militaires : la mesure, toute sage qu'elle était, irrita ceux qu'elle semblait accuser de dilapidation et désarmer. Championnet résistait à Faypoult qu'il osa chasser de Naples. Le Directoire, appuyant son ministre avec vigueur, destitua l'audacieux général. Joubert, qui avait joui de la confiance illimitée de Bonaparte, fut révolté par l'arrêté du Directoire, et offrit sa démission; on voulut le remplacer par Bernadotte; ce général refusa. Le Directoire ne se laissa point intimider par cet esprit de résistance dans les généraux; mais en soutenant les fonctionnaires civils, pour assurer la répression des désordres financiers, il ne fit pas attention au fâcheux effet que produisait leur mauvaise direction politique, qui du reste venait de lui. C'est ainsi que Faypoult pouvait avoir raison sous plusieurs rapports; mais causa beaucoup de troubles et nous aliéna les cœurs en s'opposant au général en chef qui entretenait l'énergie des patriotes napolitains, et s'appliquait à méri-

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troupes françaises plus courageusement que les soldats napolitains. Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisie, secondant une entreprise de Championnet, s'empara du fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra aux Français. Retranchés dans quelques maisons les lazzaroni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'engagea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-être mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonheur de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons procédés envers lui, on promit de respecter les autels et le culte de Saint-Janvier; alors les lazzaroni posèrent les armes, et Championnet, maître du royaume de Naples, s'empressa, conformément aux intentions du gouvernement français, de proclamer la république parthénopéenne. L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pendant la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas facile, le Directoire avait conçu un instant les plus vives inquiétudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Championnet, devenu possesseur des papiers de la reine Caroline, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piémontais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meilleure fortune entraînerait facilement le roi à nous attaquer. Décidé par cette circonstance à exciter les républicains du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Directoire qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les contenir, ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Alexandrie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès des insurgés, le gouvernement français, poussé par la nécessité de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vraiment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capitale, une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 1798. Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Le Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'Europe sur les bras, différa l'organisation du Piémont en

république, et déclara qu'en attendant ce pays serait administré par la loi française. La précaution était sage; car aux yeux de l'observateur le moins attentif, l'agression de Naples n'était pas un fait isolé, et tout en reconnaissant la folie de cette cour, on ne pouvait douter qu'elle n'eût espéré l'appui de l'Autriche qui faisait des levées et armait en toute hâte. En outre un corps russe s'était même avancé en Moravie.

Pour soutenir la nouvelle campagne, la France aurait pu tirer de grandes ressources de l'Italie ; mais les compagnies de fournisseurs et les états-majors dévoraient tout. La probité de Joubert et le talent financier de Faypoult ne pouvaient sauver la fortune publique. Laréveillère, Rewbell, Merlin, Treilhard étaient furieux. Le premier de ces directeurs fit adopter un nouveau plan d'organisation civile et financière qui devait mettre un terme aux dilapidations et aux brigandages, en régularisant les services et en ne laissant aucun maniement de fonds aux chefs militaires : la mesure, toute sage qu'elle était, irrita ceux qu'elle semblait accuser de dilapidation et désarmer. Championnet résistait à Faypoult qu'il osa chasser de Naples. Le Directoire, appuyant son ministre avec vigueur, destitua l'audacieux général. Joubert, qui avait joui de la confiance illimitée de Bonaparte, fut révolté par l'arrêté du Directoire, et offrit sa démission; on voulut le remplacer par Bernadotte; ce général refusa. Le Directoire ne se laissa point intimider par cet esprit de résistance dans les généraux; mais en soutenant les fonctionnaires civils, pour assurer la répression des désordres financiers, il ne fit pas attention au fâcheux effet que produisait leur mauvaise direction politique, qui du reste venait de lui. C'est ainsi que Faypoult pouvait avoir raison sous plusieurs rapports ; mais causa beaucoup de troubles et nous aliéna les cœurs en s'opposant au général en chef qui entretenait l'énergie des patriotes napolitains, et s'appliquait à méri-

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troupes françaises plus courageusement que les soldats napolitains. Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisie, secondant une entreprise de Championnet, s'empara du fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra aux Français. Retranchés dans quelques maisons les lazzaroni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'engagea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-être mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonheur de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons procédés envers lui, on promit de respecter les autels et le culte de Saint-Janvier; alors les lazzaroni posèrent les armes, et Championnet, maître du royaume de Naples, s'empressa, conformément aux intentions du gouvernement français, de proclamer la république parthénopéenne. L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pendant la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas facile, le Directoire avait conçu un instant les plus vives inquiétudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Championnet, devenu possesseur des papiers de la reine Caroline, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piémontais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meilleure fortune entraînerait facilement le roi à nous attaquer. Décidé par cette circonstance à exciter les républicains du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Directoire qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les contenir, ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Alexandrie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès des insurgés, le gouvernement français, poussé par la nécessité de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vraiment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capitale, une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 1798. Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Le Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'Europe sur les bras, différa l'organisation du Piémont en

république, et déclara qu'en attendant ce pays serait administré par la loi française. La précaution était sage; car aux yeux de l'observateur le moins attentif, l'agression de Naples n'était pas un fait isolé, et tout en reconnaissant la folie de cette cour, on ne pouvait douter qu'elle n'eût espéré l'appui de l'Autriche qui faisait des levées et armait en toute hâte. En outre un corps russe s'était même avancé en Moravie.

Pour soutenir la nouvelle campagne, la France aurait pu tirer de grandes ressources de l'Italie ; mais les compagnies de fournisseurs et les états-majors dévoraient tout. La probité de Joubert et le talent financier de Faypoult ne pouvaient sauver la fortune publique. Laréveillère, Rewbell, Merlin, Treilhard étaient furieux. Le premier de ces directeurs fit adopter un nouveau plan d'organisation civile et financière qui devait mettre un terme aux dilapidations et aux brigandages, en régularisant les services et en ne laissant aucun maniement de fonds aux chefs militaires : la mesure, toute sage qu'elle était, irrita ceux qu'elle semblait accuser de dilapidation et désarmer. Championnet résistait à Faypoult qu'il osa chasser de Naples. Le Directoire, appuyant son ministre avec vigueur, destitua l'audacieux général. Joubert, qui avait joui de la confiance illimitée de Bonaparte, fut révolté par l'arrêté du Directoire, et offrit sa démission; on voulut le remplacer par Bernadotte; ce général refusa. Le Directoire ne se laissa point intimider par cet esprit de résistance dans les généraux; mais en soutenant les fonctionnaires civils, pour assurer la répression des désordres financiers, il ne fit pas attention au fâcheux effet que produisait leur mauvaise direction politique, qui du reste venait de lui. C'est ainsi que Faypoult pouvait avoir raison sous plusieurs rapports ; mais causa beaucoup de troubles et nous aliéna les cœurs en s'opposant au général en chef qui entretenait l'énergie des patriotes napolitains, et s'appliquait à méri-

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troupes françaises plus courageusement que les soldats napolitains. Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisie, secondant une entreprise de Championnet, s'empara du fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra aux Français. Retranchés dans quelques maisons les lazzaroni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'engagea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-être mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonheur de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons procédés envers lui, on promit de respecter les autels et le culte de Saint-Janvier; alors les lazzaroni posèrent les armes, et Championnet, maître du royaume de Naples, s'empressa, conformément aux intentions du gouvernement français, de proclamer la république parthénopéenne. L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pendant la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas facile, le Directoire avait conçu un instant les plus vives inquiétudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Championnet, devenu possesseur des papiers de la reine Caroline, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piémontais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meilleure fortune entraînerait facilement le roi à nous attaquer. Décidé par cette circonstance à exciter les républicains du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Directoire qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les contenir, ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Alexandrie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès des insurgés, le gouvernement français, poussé par la nécessité de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vraiment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capitale, une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 1798. Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Le Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'Europe sur les bras, différa l'organisation du Piémont en

république, et déclara qu'en attendant ce pays serait administré par la loi française. La précaution était sage; car aux yeux de l'observateur le moins attentif, l'agression de Naples n'était pas un fait isolé, et tout en reconnaissant la folie de cette cour, on ne pouvait douter qu'elle n'eût espéré l'appui de l'Autriche qui faisait des levées et armait en toute hâte. En outre un corps russe s'était même avancé en Moravie.

Pour soutenir la nouvelle campagne, la France aurait pu tirer de grandes ressources de l'Italie; mais les compagnies de fournisseurs et les états-majors dévoraient tout. La probité de Joubert et le talent financier de Faypoult ne pouvaient sauver la fortune publique. Laréveillère, Rewbell, Merlin, Treilhard étaient furieux. Le premier de ces directeurs fit adopter un nouveau plan d'organisation civile et financière qui devait mettre un terme aux dilapidations et aux brigandages, en régularisant les services et en ne laissant aucun maniement de fonds aux chefs militaires : la mesure, toute sage qu'elle était, irrita ceux qu'elle semblait accuser de dilapidation et désarmer. Championnet résistait à Faypoult qu'il osa chasser de Naples. Le Directoire, appuyant son ministre avec vigueur, destitua l'audacieux général. Joubert, qui avait joui de la confiance illimitée de Bonaparte, fut révolté par l'arrêté du Directoire, et offrit sa démission; on voulut le remplacer par Bernadotte; ce général refusa. Le Directoire ne se laissa point intimider par cet esprit de résistance dans les généraux; mais en soutenant les fonctionnaires civils, pour assurer la répression des désordres financiers, il ne fit pas attention au fâcheux effet que produisait leur mauvaise direction politique, qui du reste venait de lui. C'est ainsi que Faypoult pouvait avoir raison sous plusieurs rapports; mais causa beaucoup de troubles et nous aliéna les cœurs en s'opposant au général en chef qui entretenait l'énergie des patriotes napolitains, et s'appliquait à méri-

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troupes françaises plus courageusement que les soldats napolitains. Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisie, secondant une entreprise de Championnet, s'empara du fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra aux Français. Retranchés dans quelques maisons les lazzaroni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'engagea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-être mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonheur de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons procédés envers lui, on promit de respecter les autels et le culte de Saint-Janvier; alors les lazzaroni posèrent les armes, et Championnet, maître du royaume de Naples, s'empressa, conformément aux intentions du gouvernement français, de proclamer la république parthénopéenne. L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pendant la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas facile, le Directoire avait conçu un instant les plus vives inquiétudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Championnet, devenu possesseur des papiers de la reine Caroline, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piémontais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meilleure fortune entraînerait facilement le roi à nous attaquer. Décidé par cette circonstance à exciter les républicains du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Directoire qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les contenir, ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Alexandrie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès des insurgés, le gouvernement français, poussé par la nécessité de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vraiment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capitale, une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 1798. Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Le Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'Europe sur les bras, différa l'organisation du Piémont en

république, et déclara qu'en attendant ce pays serait administré par la loi française. La précaution était sage; car aux yeux de l'observateur le moins attentif, l'agression de Naples n'était pas un fait isolé, et tout en reconnaissant la folie de cette cour, on ne pouvait douter qu'elle n'eût espéré l'appui de l'Autriche qui faisait des levées et armait en toute hâte. En outre un corps russe s'était même avancé en Moravie.

Pour soutenir la nouvelle campagne, la France aurait pu tirer de grandes ressources de l'Italie ; mais les compagnies de fournisseurs et les états-majors dévoraient tout. La probité de Joubert et le talent financier de Faypoult ne pouvaient sauver la fortune publique. Laréveillère, Rewbell, Merlin, Treilhard étaient furieux. Le premier de ces directeurs fit adopter un nouveau plan d'organisation civile et financière qui devait mettre un terme aux dilapidations et aux brigandages, en régularisant les services et en ne laissant aucun maniement de fonds aux chefs militaires : la mesure, toute sage qu'elle était, irrita ceux qu'elle semblait accuser de dilapidation et désarmer. Championnet résistait à Faypoult qu'il osa chasser de Naples. Le Directoire, appuyant son ministre avec vigueur, destitua l'audacieux général. Joubert, qui avait joui de la confiance illimitée de Bonaparte, fut révolté par l'arrêté du Directoire, et offrit sa démission; on voulut le remplacer par Bernadotte; ce général refusa. Le Directoire ne se laissa point intimider par cet esprit de résistance dans les généraux; mais en soutenant les fonctionnaires civils, pour assurer la répression des désordres financiers, il ne fit pas attention au fâcheux effet que produisait leur mauvaise direction politique, qui du reste venait de lui. C'est ainsi que Faypoult pouvait avoir raison sous plusieurs rapports ; mais causa beaucoup de troubles et nous aliéna les cœurs en s'opposant au général en chef qui entretenait l'énergie des patriotes napolitains, et s'appliquait à méri-

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troupes françaises plus courageusement que les soldats napolitains. Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisie, secondant une entreprise de Championnet, s'empara du fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra aux Français. Retranchés dans quelques maisons les lazzaroni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'engagea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-être mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonheur de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons procédés envers lui, on promit de respecter les autels et le culte de Saint-Janvier ; alors les lazzaroni posèrent les armes, et Championnet, maître du royaume de Naples, s'empressa, conformément aux intentions du gouvernement français, de proclamer la république parthénopéenne. L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pendant la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas facile, le Directoire avait conçu un instant les plus vives inquiétudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Championnet, devenu possesseur des papiers de la reine Caroline, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piémontais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meilleure fortune entraînerait facilement le roi à nous attaquer. Décidé par cette circonstance à exciter les républicains du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Directoire qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les contenir, ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Alexandrie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès des insurgés, le gouvernement français, poussé par la nécessité de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vraiment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capitale, une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 1798. Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Le Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'Europe sur les bras, différa l'organisation du Piémont en

république, et déclara qu'en attendant ce pays serait administré par la loi française. La précaution était sage; car aux yeux de l'observateur le moins attentif, l'agression de Naples n'était pas un fait isolé, et tout en reconnaissant la folie de cette cour, on ne pouvait douter qu'elle n'eût espéré l'appui de l'Autriche qui faisait des levées et armait en toute hâte. En outre un corps russe s'était même avancé en Moravie.

Pour soutenir la nouvelle campagne, la France aurait pu tirer de grandes ressources de l'Italie; mais les compagnies de fournisseurs et les états-majors dévoraient tout. La probité de Joubert et le talent financier de Faypoult ne pouvaient sauver la fortune publique. Laréveillère, Rewbell, Merlin, Treilhard étaient furieux. Le premier de ces directeurs fit adopter un nouveau plan d'organisation civile et financière qui devait mettre un terme aux dilapidations et aux brigandages, en régularisant les services et en ne laissant aucun maniement de fonds aux chefs militaires : la mesure, toute sage qu'elle était, irrita ceux qu'elle semblait accuser de dilapidation et désarmer. Championnet résistait à Faypoult qu'il osa chasser de Naples. Le Directoire, appuyant son ministre avec vigueur, destitua l'audacieux général. Joubert, qui avait joui de la confiance illimitée de Bonaparte, fut révolté par l'arrêté du Directoire, et offrit sa démission; on voulut le remplacer par Bernadotte; ce général refusa. Le Directoire ne se laissa point intimider par cet esprit de résistance dans les généraux; mais en soutenant les fonctionnaires civils, pour assurer la répression des désordres financiers, il ne fit pas attention au fâcheux effet que produisait leur mauvaise direction politique, qui du reste venait de lui. C'est ainsi que Faypoult pouvait avoir raison sous plusieurs rapports; mais causa beaucoup de troubles et nous aliéna les cœurs en s'opposant au général en chef qui entretenait l'énergie des patriotes napolitains, et s'appliquait à méri-

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troupes françaises plus courageusement que les soldats napolitains. Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisie, secondant une entreprise de Championnet, s'empara du fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra aux Français. Retranchés dans quelques maisons les lazzaroni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'engagea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-être mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonheur de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons procédés envers lui, on promit de respecter les autels et le culte de Saint-Janvier; alors les lazzaroni posèrent les armes, et Championnet, maître du royaume de Naples, s'empressa, conformément aux intentions du gouvernement français, de proclamer la république parthénopéenne. L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pendant la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas facile, le Directoire avait conçu un instant les plus vives inquiétudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Championnet, devenu possesseur des papiers de la reine Caroline, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piémontais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meilleure fortune entraînerait facilement le roi à nous attaquer. Décidé par cette circonstance à exciter les républicains du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Directoire qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les contenir, ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Alexandrie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès des insurgés, le gouvernement français, poussé par la nécessité de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vraiment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capitale, une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 1798. Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Le Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'Europe sur les bras, différa l'organisation du Piémont en

république, et déclara qu'en attendant ce pays serait administré par la loi française. La précaution était sage; car aux yeux de l'observateur le moins attentif, l'agression de Naples n'était pas un fait isolé, et tout en reconnaissant la folie de cette cour, on ne pouvait douter qu'elle n'eût espéré l'appui de l'Autriche qui faisait des levées et armait en toute hâte. En outre un corps russe s'était même avancé en Moravie.

Pour soutenir la nouvelle campagne, la France aurait pu tirer de grandes ressources de l'Italie ; mais les compagnies de fournisseurs et les états-majors dévoraient tout. La probité de Joubert et le talent financier de Faypoult ne pouvaient sauver la fortune publique. Laréveillère, Rewbell, Merlin, Treilhard étaient furieux. Le premier de ces directeurs fit adopter un nouveau plan d'organisation civile et financière qui devait mettre un terme aux dilapidations et aux brigandages, en régularisant les services et en ne laissant aucun maniement de fonds aux chefs militaires : la mesure, toute sage qu'elle était, irrita ceux qu'elle semblait accuser de dilapidation et désarmer. Championnet résistait à Faypoult qu'il osa chasser de Naples. Le Directoire, appuyant son ministre avec vigueur, destitua l'audacieux général. Joubert, qui avait joui de la confiance illimitée de Bonaparte, fut révolté par l'arrêté du Directoire, et offrit sa démission; on voulut le remplacer par Bernadotte; ce général refusa. Le Directoire ne se laissa point intimider par cet esprit de résistance dans les généraux; mais en soutenant les fonctionnaires civils, pour assurer la répression des désordres financiers, il ne fit pas attention au fâcheux effet que produisait leur mauvaise direction politique, qui du reste venait de lui. C'est ainsi que Faypoult pouvait avoir raison sous plusieurs rapports ; mais causa beaucoup de troubles et nous aliéna les cœurs en s'opposant au général en chef qui entretenait l'énergie des patriotes napolitains, et s'appliquait à méri-

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troupes françaises plus courageusement que les soldats napolitains. Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisie, secondant une entreprise de Championnet, s'empara du fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra aux Français. Retranchés dans quelques maisons les lazzaroni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'engagea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-être mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonheur de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons procédés envers lui, on promit de respecter les autels et le culte de Saint-Janvier ; alors les lazzaroni posèrent les armes, et Championnet, maître du royaume de Naples, s'empressa, conformément aux intentions du gouvernement français, de proclamer la république parthénopéenne. L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pendant la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas facile, le Directoire avait conçu un instant les plus vives inquiétudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Championnet, devenu possesseur des papiers de la reine Caroline, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piémontais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meilleure fortune entraînerait facilement le roi à nous attaquer. Décidé par cette circonstance à exciter les républicains du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Directoire qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les contenir, ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Alexandrie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès des insurgés, le gouvernement français, poussé par la nécessité de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vraiment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capitale, une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 1798. Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Le Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'Europe sur les bras, différa l'organisation du Piémont en

république, et déclara qu'en attendant ce pays serait administré par la loi française. La précaution était sage; car aux yeux de l'observateur le moins attentif, l'agression de Naples n'était pas un fait isolé, et tout en reconnaissant la folie de cette cour, on ne pouvait douter qu'elle n'eût espéré l'appui de l'Autriche qui faisait des levées et armait en toute hâte. En outre un corps russe s'était même avancé en Moravie.

Pour soutenir la nouvelle campagne, la France aurait pu tirer de grandes ressources de l'Italie ; mais les compagnies de fournisseurs et les états-majors dévoraient tout. La probité de Joubert et le talent financier de Faypoult ne pouvaient sauver la fortune publique. Laréveillère, Rewbell, Merlin, Treilhard étaient furieux. Le premier de ces directeurs fit adopter un nouveau plan d'organisation civile et financière qui devait mettre un terme aux dilapidations et aux brigandages, en régularisant les services et en ne laissant aucun maniement de fonds aux chefs militaires : la mesure, toute sage qu'elle était, irrita ceux qu'elle semblait accuser de dilapidation et désarmer. Championnet résistait à Faypoult qu'il osa chasser de Naples. Le Directoire, appuyant son ministre avec vigueur, destitua l'audacieux général. Joubert, qui avait joui de la confiance illimitée de Bonaparte, fut révolté par l'arrêté du Directoire, et offrit sa démission; on voulut le remplacer par Bernadotte; ce général refusa. Le Directoire ne se laissa point intimider par cet esprit de résistance dans les généraux; mais en soutenant les fonctionnaires civils, pour assurer la répression des désordres financiers, il ne fit pas attention au fâcheux effet que produisait leur mauvaise direction politique, qui du reste venait de lui. C'est ainsi que Faypoult pouvait avoir raison sous plusieurs rapports ; mais causa beaucoup de troubles et nous aliéna les cœurs en s'opposant au général en chef qui entretenait l'énergie des patriotes napolitains, et s'appliquait à méri-

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troupes françaises plus courageusement que les soldats napolitains. Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisie, secondant une entreprise de Championnet, s'empara du fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra aux Français. Retranchés dans quelques maisons les lazzaroni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'engagea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-être mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonheur de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons procédés envers lui, on promit de respecter les autels et le culte de Saint-Janvier; alors les lazzaroni posèrent les armes, et Championnet, maître du royaume de Naples, s'empressa, conformément aux intentions du gouvernement français, de proclamer la république parthénopéenne. L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pendant la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas facile, le Directoire avait conçu un instant les plus vives inquiétudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Championnet, devenu possesseur des papiers de la reine Caroline, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piémontais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meilleure fortune entraînerait facilement le roi à nous attaquer. Décidé par cette circonstance à exciter les républicains du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Directoire qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les contenir, ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Alexandrie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès des insurgés, le gouvernement français, poussé par la nécessité de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vraiment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capitale, une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 1798. Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Le Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'Europe sur les bras, différa l'organisation du Piémont en

république, et déclara qu'en attendant ce pays serait administré par la loi française. La précaution était sage; car aux yeux de l'observateur le moins attentif, l'agression de Naples n'était pas un fait isolé, et tout en reconnaissant la folie de cette cour, on ne pouvait douter qu'elle n'eût espéré l'appui de l'Autriche qui faisait des levées et armait en toute hâte. En outre un corps russe s'était même avancé en Moravie.

Pour soutenir la nouvelle campagne, la France aurait pu tirer de grandes ressources de l'Italie ; mais les compagnies de fournisseurs et les états-majors dévoraient tout. La probité de Joubert et le talent financier de Faypoult ne pouvaient sauver la fortune publique. Laréveillère, Rewbell, Merlin, Treilhard étaient furieux. Le premier de ces directeurs fit adopter un nouveau plan d'organisation civile et financière qui devait mettre un terme aux dilapidations et aux brigandages, en régularisant les services et en ne laissant aucun maniement de fonds aux chefs militaires : la mesure, toute sage qu'elle était, irrita ceux qu'elle semblait accuser de dilapidation et désarmer. Championnet résistait à Faypoult qu'il osa chasser de Naples. Le Directoire, appuyant son ministre avec vigueur, destitua l'audacieux général. Joubert, qui avait joui de la confiance illimitée de Bonaparte, fut révolté par l'arrêté du Directoire, et offrit sa démission; on voulut le remplacer par Bernadotte; ce général refusa. Le Directoire ne se laissa point intimider par cet esprit de résistance dans les généraux; mais en soutenant les fonctionnaires civils, pour assurer la répression des désordres financiers, il ne fit pas attention au fâcheux effet que produisait leur mauvaise direction politique, qui du reste venait de lui. C'est ainsi que Faypoult pouvait avoir raison sous plusieurs rapports ; mais causa beaucoup de troubles et nous aliéna les cœurs en s'opposant au général en chef qui entretenait l'énergie des patriotes napolitains, et s'appliquait à méri-

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troupes françaises plus courageusement que les soldats napolitains. Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisie, secondant une entreprise de Championnet, s'empara du fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra aux Français. Retranchés dans quelques maisons les lazzaroni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'engagea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-être mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonheur de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons procédés envers lui, on promit de respecter les autels et le culte de Saint-Janvier; alors les lazzaroni posèrent les armes, et Championnet, maître du royaume de Naples, s'empressa, conformément aux intentions du gouvernement français, de proclamer la république parthénopéenne. L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pendant la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas facile, le Directoire avait conçu un instant les plus vives inquiétudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Championnet, devenu possesseur des papiers de la reine Caroline, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piémontais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meilleure fortune entraînerait facilement le roi à nous attaquer. Décidé par cette circonstance à exciter les républicains du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Directoire qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les contenir, ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Alexandrie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès des insurgés, le gouvernement français, poussé par la nécessité de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vraiment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capitale, une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 1798. Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Le Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'Europe sur les bras, différa l'organisation du Piémont en

république, et déclara qu'en attendant ce pays serait administré par la loi française. La précaution était sage; car aux yeux de l'observateur le moins attentif, l'agression de Naples n'était pas un fait isolé, et tout en reconnaissant la folie de cette cour, on ne pouvait douter qu'elle n'eût espéré l'appui de l'Autriche qui faisait des levées et armait en toute hâte. En outre un corps russe s'était même avancé en Moravie.

Pour soutenir la nouvelle campagne, la France aurait pu tirer de grandes ressources de l'Italie ; mais les compagnies de fournisseurs et les états-majors dévoraient tout. La probité de Joubert et le talent financier de Faypoult ne pouvaient sauver la fortune publique. Laréveillère, Rewbell, Merlin, Treilhard étaient furieux. Le premier de ces directeurs fit adopter un nouveau plan d'organisation civile et financière qui devait mettre un terme aux dilapidations et aux brigandages, en régularisant les services et en ne laissant aucun maniement de fonds aux chefs militaires : la mesure, toute sage qu'elle était, irrita ceux qu'elle semblait accuser de dilapidation et désarmer. Championnet résistait à Faypoult qu'il osa chasser de Naples. Le Directoire, appuyant son ministre avec vigueur, destitua l'audacieux général. Joubert, qui avait joui de la confiance illimitée de Bonaparte, fut révolté par l'arrêté du Directoire, et offrit sa démission; on voulut le remplacer par Bernadotte; ce général refusa. Le Directoire ne se laissa point intimider par cet esprit de résistance dans les généraux; mais en soutenant les fonctionnaires civils, pour assurer la répression des désordres financiers, il ne fit pas attention au fâcheux effet que produisait leur mauvaise direction politique, qui du reste venait de lui. C'est ainsi que Faypoult pouvait avoir raison sous plusieurs rapports; mais causa beaucoup de troubles et nous aliéna les cœurs en s'opposant au général en chef qui entretenait l'énergie des patriotes napolitains, et s'appliquait à méri-

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troupe françaises plus courageusement que les soldats napolitain: Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisi secondant une entreprise de Championnet, s'empara fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra a Français. Retranchés dans quelques maisons les lazz roni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'en gea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-ê mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonh de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons p cédés envers lui, on promit de respecter les autels e culte de Saint-Janvier; alors les lazzaroni posèrent armes, et Championnet, maître du royaume de Nap s'empressa, conformément aux intentions du gouvernen français, de proclamer la république parthénopéer L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pen la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas fa le Directoire avait conçu un instant les plus vives inq tudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Ch pionnet, devenu possesseur des papiers de la reine C line, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piér tais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meill fortune entraînerait facilement le roi à nous attaq Décidé par cette circonstance à exciter les républic du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Direct qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les conte ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Alex drie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès insurgés, le gouvernement français, poussé par la néces de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vı ment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capita une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 179 Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'E rope sur les bras, différa l'organisation du Piémont

éclara qu'en attendant ce pa
oi française. La précaution é
bservateur le moins attentif, l
as un fait isolé, et tout en rec
our, on ne pouvait douter qu
Autriche qui faisait des levées
n outre un corps russe s'ét
e.

a nouvelle campagne, la Fra
s ressources de l'Italie ; mais l
urs et les états-majors dévor
bert et le talent financier de
ver la fortune publique. La
Treilhard étaient furieux. Le
adopter un nouveau plan d'o
e qui devait mettre un terme
gandages, en régularisant les
un maniement de fonds aux
e, toute sage qu'elle était,
accuser de dilapidation et
istait à Faypoult qu'il osa
toire, appuyant son ministr
audacieux général. Joubert,
e illimitée de Bonaparte, fut
oire, et offrit sa démission; o
nadotte; ce général refusa. Le
intimider par cet esprit de
mais en soutenant les fonctio
la répression des désordres fi
n au fâcheux effet que prod
politique, qui du reste vena
poult pouvait avoir raison sous
sa beaucoup de troubles et n
osant au général en chef qui e
otes napolitains, et s'appliqua

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troupe françaises plus courageusement que les soldats napolitain: Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisi secondant une entreprise de Championnet, s'empara fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra a Français. Retranchés dans quelques maisons les lazz roni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'en gea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-ê mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonh de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons p cédés envers lui, on promit de respecter les autels e culte de Saint-Janvier ; alors les lazzaroni posèrent armes, et Championnet, maître du royaume de Nap s'empressa, conformément aux intentions du gouvernen français, de proclamer la république parthénopéer L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pen la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas fa le Directoire avait conçu un instant les plus vives inq tudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Ch pionnet, devenu possesseur des papiers de la reine C line, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piér tais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meill fortune entraînerait facilement le roi à nous attaq Décidé par cette circonstance à exciter les républic du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Direct qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les conte ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Ale drie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès insurgés, le gouvernement français, poussé par la néces de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vi ment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capit une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 179 Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'E rope sur les bras, différa l'organisation du Piémont

éclara qu'en attendant ce pays serait
oi française. La précaution était sage;
bservateur le moins attentif, l'agression
as un fait isolé, et tout en reconnaissant
our, on ne pouvait douter qu'elle n'eût
Autriche qui faisait des levées et armait
n outre un corps russe s'était même
.

a nouvelle campagne, la France aurait
s ressources de l'Italie; mais les compa-
urs et les états-majors dévoraient tout.
bert et le talent financier de Faypoult
ver la fortune publique. Laréveillère,
Treilhard étaient furieux. Le premier de
adopter un nouveau plan d'organisation
e qui devait mettre un terme aux dilapi-
gandages, en régularisant les services et
un maniement de fonds aux chefs mili-
, toute sage qu'elle était, irrita ceux
accuser de dilapidation et désarmer.
istait à Faypoult qu'il osa chasser de
oire, appuyant son ministre avec vi-
udacieux général. Joubert, qui avait
e illimitée de Bonaparte, fut révolté par
oire, et offrit sa démission; on voulut le
nadotte; ce général refusa. Le Directoire
intimider par cet esprit de résistance
mais en soutenant les fonctionnaires ci-
la répression des désordres financiers, il
n au fâcheux effet que produisait leur
politique, qui du reste venait de lui.
poult pouvait avoir raison sous plusieurs
usa beaucoup de troubles et nous aliéna
osant au général en chef qui entretenait
otes napolitains, et s'appliquait à méri-

:hel et Paiggoo, soutinrent le choc des troupe
us courageusement que les soldats napolitain:
fut à son comble. Toutefois la bourgeoisi
ne entreprise de Championnet, s'empara
me et des portes de la ville qu'elle livra a
etranchés dans quelques maisons les lazz
feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'en
eur fureur, ces misérables auraient peut-ê
la ville, lorsque Championnet eut le bonh
onnier un de leurs chefs. On usa de bons p
lui, on promit de respecter les autels e
nt-Janvier; alors les lazzaroni posèrent
ampionnet, maître du royaume de Nap
conformément aux intentions du gouvernen
e proclamer la république parthénopéer
Rome prit le nom d'armée de Naples. Pen
de Championnet que l'on ne croyait pas fa
e avait conçu un instant les plus vives inq
dispositions de la cour de Sardaigne. Ch
venu possesseur des papiers de la reine C
nvoyé des lettres de Piocca, ministre piér
uvaient assez que l'espérance d'une meill
:aînerait facilement le roi à nous attaq
cette circonstance à exciter les républic
dans leur projet d'insurrection, le Direct
e temps auparavant, aurait voulu les conte
point de les aider à se rendre maîtres d'Ale
arre, de Suze, de Chivasso. Après le succès
gouvernement français, poussé par la néces
outes ses sûretés en Italie, exigea du roi, v
é à toutes sortes de dangers dans sa capita
ion qui fut signée par lui le 9 décembre 17
létrôné ne gardait que l'île de Sardaigne.
prévoyant que nous allions avoir toute l'E
bras, différa l'organisation du Piémont





éclara qu'en attendant
oi française. La préca
bservateur le moins at
as un fait isolé, et tout
our, on ne pouvait do
Autriche qui faisait de
n outre un corps ru
s.

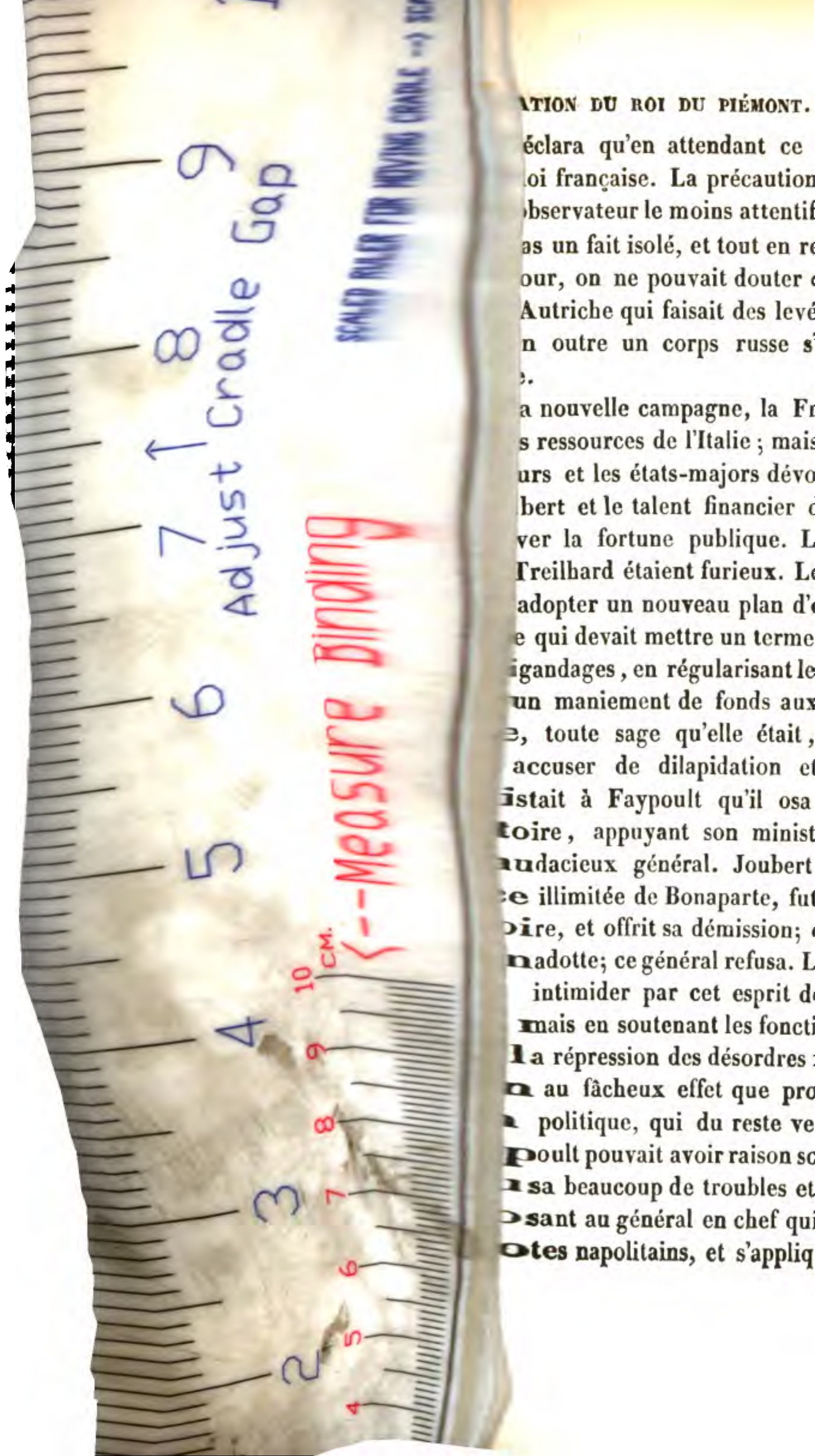
a nouvelle campagne,
s ressources de l'Italie
urs et les états-major
bert et le talent finan
ver la fortune public
Treilhard étaient furie
adopter un nouveau
e qui devait mettre un
gandages, en régular
un maniement de for
e, toute sage qu'elle
accuser de dilapida
istait à Faypoult qu
oire, appuyant son
udacieux général. J
e illimitée de Bonapar
oire, et offrit sa démis
nadotte; ce général re
intimider par cet es
mais en soutenant les
la répression des déso
n au fâcheux effet qu
politique, qui du res
poult pouvait avoir rai
usa beaucoup de troub
osant au général en che
otes napolitains, et s'a

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troup
françaises plus courageusement que les soldats napolitain
Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisi
secondant une entreprise de Championnet, s'empara
fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra a
Français. Retranchés dans quelques maisons les lazz
roni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'en
gea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-ê
mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonh
de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons p
cédés envers lui, on promit de respecter les autels e
culte de Saint-Janvier; alors les lazzaroni posèrent
armes, et Championnet, maître du royaume de Nap
s'empressa, conformément aux intentions du gouvernem
français, de proclamer la république parthénopéen
L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pen
la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas fa
le Directoire avait conçu un instant les plus vives inq
tudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Ch
pionnet, devenu possesseur des papiers de la reine C
line, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre pié
tais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meill
fortune entraînerait facilement le roi à nous attaq
Décidé par cette circonstance à exciter les républic
du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Direct
qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les conte
ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Ales
drie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès
insurgés, le gouvernement français, poussé par la néces
de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vi
ment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capit
une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 17
Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne.
Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'E
rope sur les bras, différa l'organisation du Piémont

éclara qu'en attendant ce pays se
oi française. La précaution était sa
bservateur le moins attentif, l'agress
as un fait isolé, et tout en reconnais
our, on ne pouvait douter qu'elle n
Autriche qui faisait des levées et arı
n outre un corps russe s'était m
.

a nouvelle campagne, la France au
s ressources de l'Italie ; mais les com
urs et les états-majors dévoraient t
bert et le talent financier de Fayp
ver la fortune publique. Laréveill
Treilhard étaient furieux. Le premie
adopter un nouveau plan d'organisa
e qui devait mettre un terme aux dil
igandages, en régularisant les servic
un maniement de fonds aux chefs r
e, toute sage qu'elle était, irrita
accuser de dilapidation et désarn
istait à Faypoult qu'il osa chasser
toire, appuyant son ministre avec
audacieux général. Joubert, qui a
e illimitée de Bonaparte, fut révolté
oire, et offrit sa démission; on voul
nadotte; ce général refusa. Le Direct
intimider par cet esprit de résist
mais en soutenant les fonctionnaire
la répression des désordres financie
n au fâcheux effet que produisait
a politique, qui du reste venait de
poult pouvait avoir raison sous plusi
a sa beaucoup de troubles et nous al
sant au général en chef qui entret
otes napolitains, et s'appliquait à n

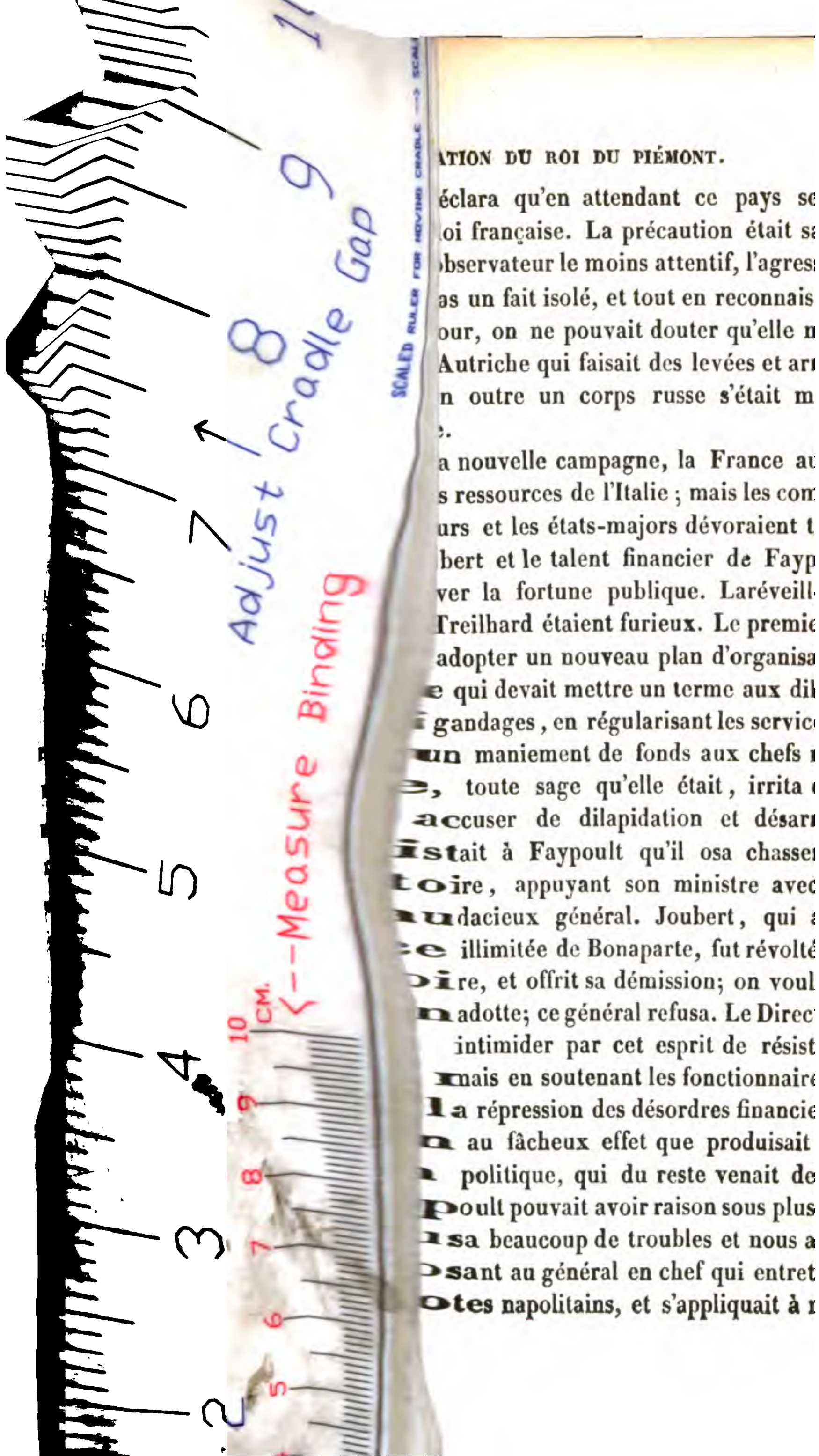
ıutinrent le choc des troupı
ıt que les soldats napolitain
e. Toutefois la bourgeoisi
Championnet, s'empara
le la ville qu'elle livra a
juelques maisons les lazz
es. Une lutte terrible s'en
isérables auraient peut-ê
Championnet eut le bonh
s chefs. On usa de bons p
le respecter les autels e
les lazzaroni posèrent
re du royaume de Nap
intentions du gouvernen
république parthénopéeı
d'armée de Naples. Pen
ue l'on ne croyait pas fa
nstant les plus vives inq
ı cour de Sardaigne. Cł
es papiers de la reine C
le Piocca, ministre piéı
l'espérance d'une meill
ıt le roi à nous attaq
e à exciter les républic
d'insurrection, le Direct
ıt, aurait voulu les conte
ı se rendre maîtres d'Ales
Chivasso. Après le succès
ıçais, poussé par la néces
n Italie, exigea du roi, v
le dangers dans sa capita
par lui le 9 décembre 17
que l'île de Sardaigne.
us allions avoir toute l'E
rganisation du Piémont.



éclara qu'en attendant ce
oi française. La précaution
bservateur le moins attentif
as un fait isolé, et tout en re
our, on ne pouvait douter
Autriche qui faisait des levé
n outre un corps russe s'
.

a nouvelle campagne, la Fr
s ressources de l'Italie ; mais
urs et les états-majors dévo
bert et le talent financier
ver la fortune publique. L
Treilhard étaient furieux. Le
adopter un nouveau plan d'
e qui devait mettre un terme
igandages, en régularisant le
un maniement de fonds aux
e, toute sage qu'elle était,
accuser de dilapidation et
istait à Faypoult qu'il osa
toire, appuyant son minist
audacieux général. Joubert
e illimitée de Bonaparte, fut
ire, et offrit sa démission;
nadotte; ce général refusa. L
intimider par cet esprit d
mais en soutenant les foncti
la répression des désordres
n au fâcheux effet que pro
politique, qui du reste ve
poult pouvait avoir raison sc
sa beaucoup de troubles et
sant au général en chef qui
otes napolitains, et s'appliq

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troup françaises plus courageusement que les soldats napolitain Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisi secondant une entreprise de Championnet, s'empara fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra a Français. Retranchés dans quelques maisons les lazz roni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'en gea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-ê mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonh de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons p cédés envers lui, on promit de respecter les autels e culte de Saint-Janvier; alors les lazzaroni posèrent armes, et Championnet, maître du royaume de Nap s'empressa, conformément aux intentions du gouvernen français, de proclamer la république parthénopée L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pen la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas fa le Directoire avait conçu un instant les plus vives inq tudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Ch pionnet, devenu possesseur des papiers de la reine C line, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piér tais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meill fortune entraînerait facilement le roi à nous attaq Décidé par cette circonstance à exciter les républic du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Direct qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les conte ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Ale drie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès insurgés, le gouvernement français, poussé par la néces de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, v ment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capit une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 17 Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'E rope sur les bras, différa l'organisation du Piémont

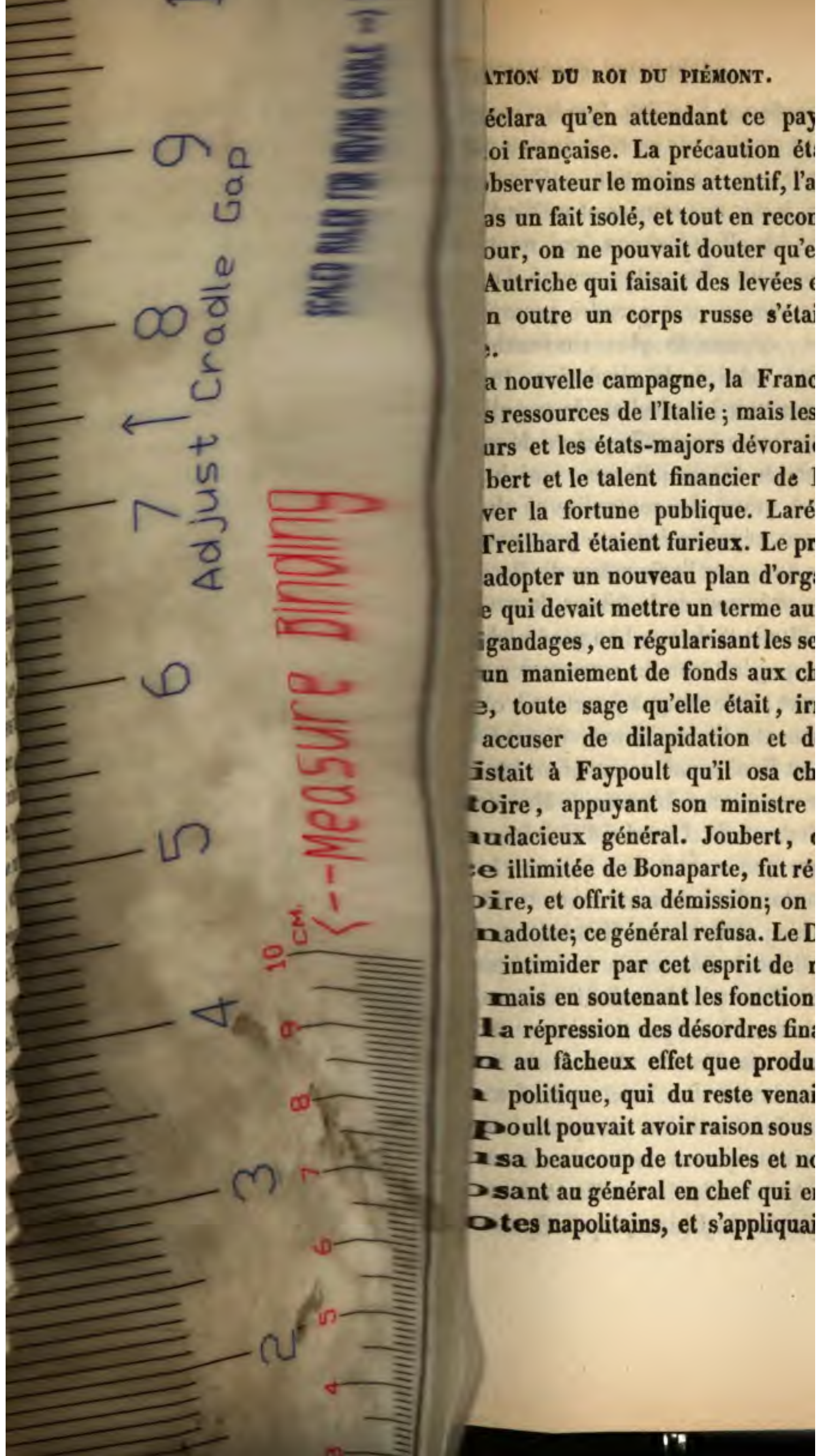


éclara qu'en attendant ce pays se
oi française. La précaution était sa
bservateur le moins attentif, l'agres
as un fait isolé, et tout en reconnais
our, on ne pouvait douter qu'elle n
Autriche qui faisait des levées et ar
n outre un corps russe s'était m
.

a nouvelle campagne, la France au
s ressources de l'Italie ; mais les com
urs et les états-majors dévoraient t
bert et le talent financier de Fayp
ver la fortune publique. Laréveill
Treilhard étaient furieux. Le premie
adopter un nouveau plan d'organisa
e qui devait mettre un terme aux dil
gandages, en régularisant les servic
un maniement de fonds aux chefs
e, toute sage qu'elle était, irrita
accuser de dilapidation et désar
istait à Faypoult qu'il osa chasser
toire, appuyant son ministre avec
audacieux général. Joubert, qui
ce illimitée de Bonaparte, fut révolté
oire, et offrit sa démission; on voul
nadotte; ce général refusa. Le Direc
intimider par cet esprit de résist
mais en soutenant les fonctionnaire
la répression des désordres financie
n au fâcheux effet que produisait
politique, qui du reste venait de
poult pouvait avoir raison sous plus
sa beaucoup de troubles et nous a
sant au général en chef qui entret
otes napolitains, et s'appliquait à r



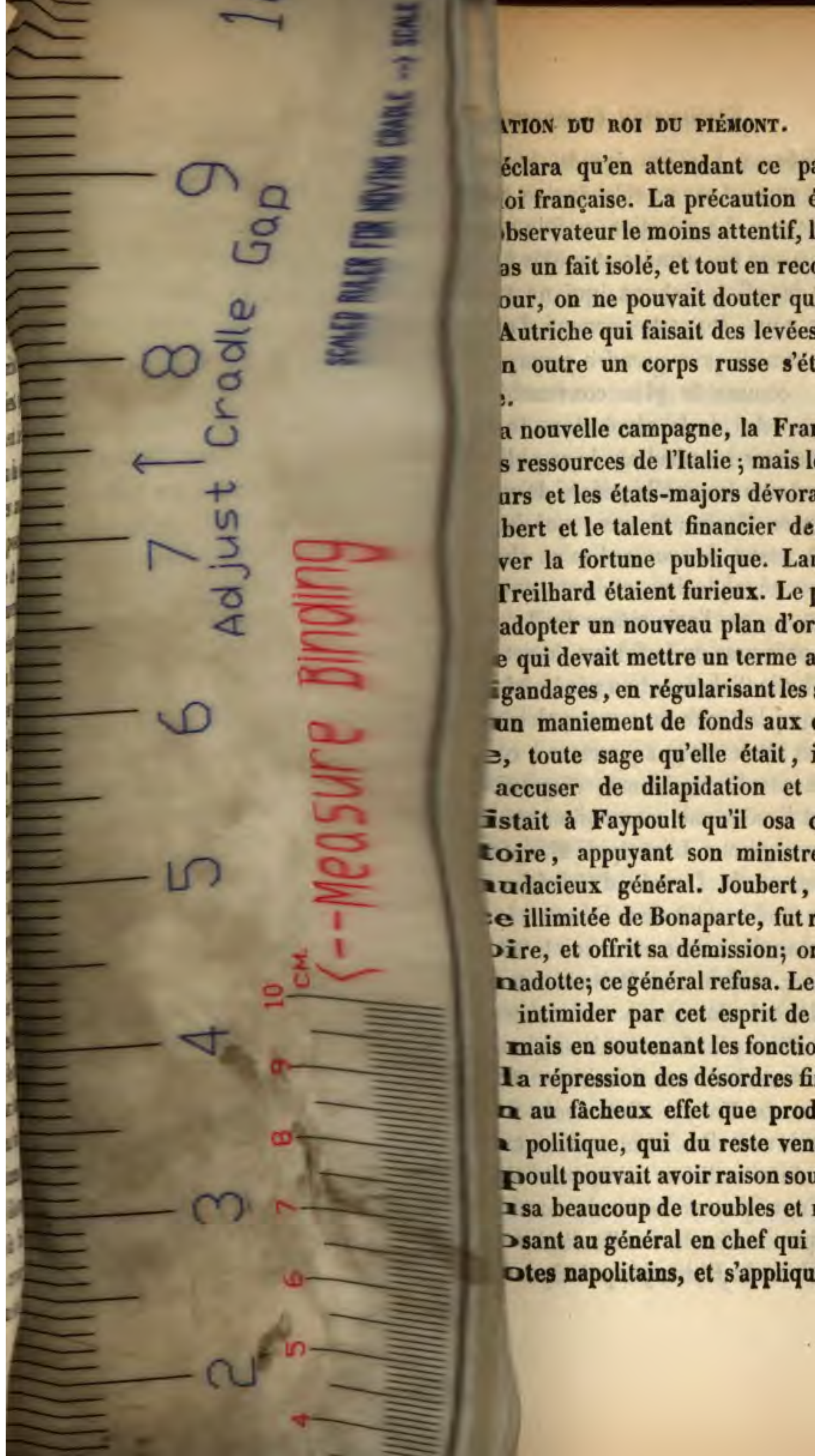
nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troup françaises plus courageusement que les soldats napolitain Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisi secondant une entreprise de Championnet, s'empara fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra a Français. Retranchés dans quelques maisons les laz roni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'en gea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-ê mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonh de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons p cédés envers lui, on promit de respecter les autels e culte de Saint-Janvier ; alors les lazzaroni posèrent armes, et Championnet, maître du royaume de Nap s'empressa, conformément aux intentions du gouvernen français, de proclamer la république parthénopéer L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pen la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas fa le Directoire avait conçu un instant les plus vives inq tudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Cł pionnet, devenu possesseur des papiers de la reine C line, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piér tais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meill fortune entraînerait facilement le roi à nous attaq Décidé par cette circonstance à exciter les républic du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Direct qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les conte ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Ales drie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès insurgés, le gouvernement français, poussé par la néces de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vı ment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capit une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 17 Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne.; Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'E rope sur les bras, différa l'organisation du Piémont



éclara qu'en attendant ce pay
oi française. La précaution ét
bservateur le moins attentif, l'a
as un fait isolé, et tout en recon
our, on ne pouvait douter qu'e
Autriche qui faisait des levées
n outre un corps russe s'étai
.

a nouvelle campagne, la Franc
s ressources de l'Italie ; mais les
urs et les états-majors dévoraie
bert et le talent financier de
ver la fortune publique. Laré
Treilhard étaient furieux. Le pr
adopter un nouveau plan d'orga
e qui devait mettre un terme au
igandages, en régularisant les se
un maniement de fonds aux ch
e, toute sage qu'elle était, ir
accuser de dilapidation et d
istait à Faypoult qu'il osa ch
toire, appuyant son ministre
udacieux général. Joubert,
e illimitée de Bonaparte, fut ré
ire, et offrit sa démission; on
nadotte; ce général refusa. Le D
intimider par cet esprit de
mais en soutenant les fonction
la répression des désordres fin
au fâcheux effet que produ
politique, qui du reste venai
poult pouvait avoir raison sous
sa beaucoup de troubles et n
sant au général en chef qui e
tes napolitains, et s'appliquai

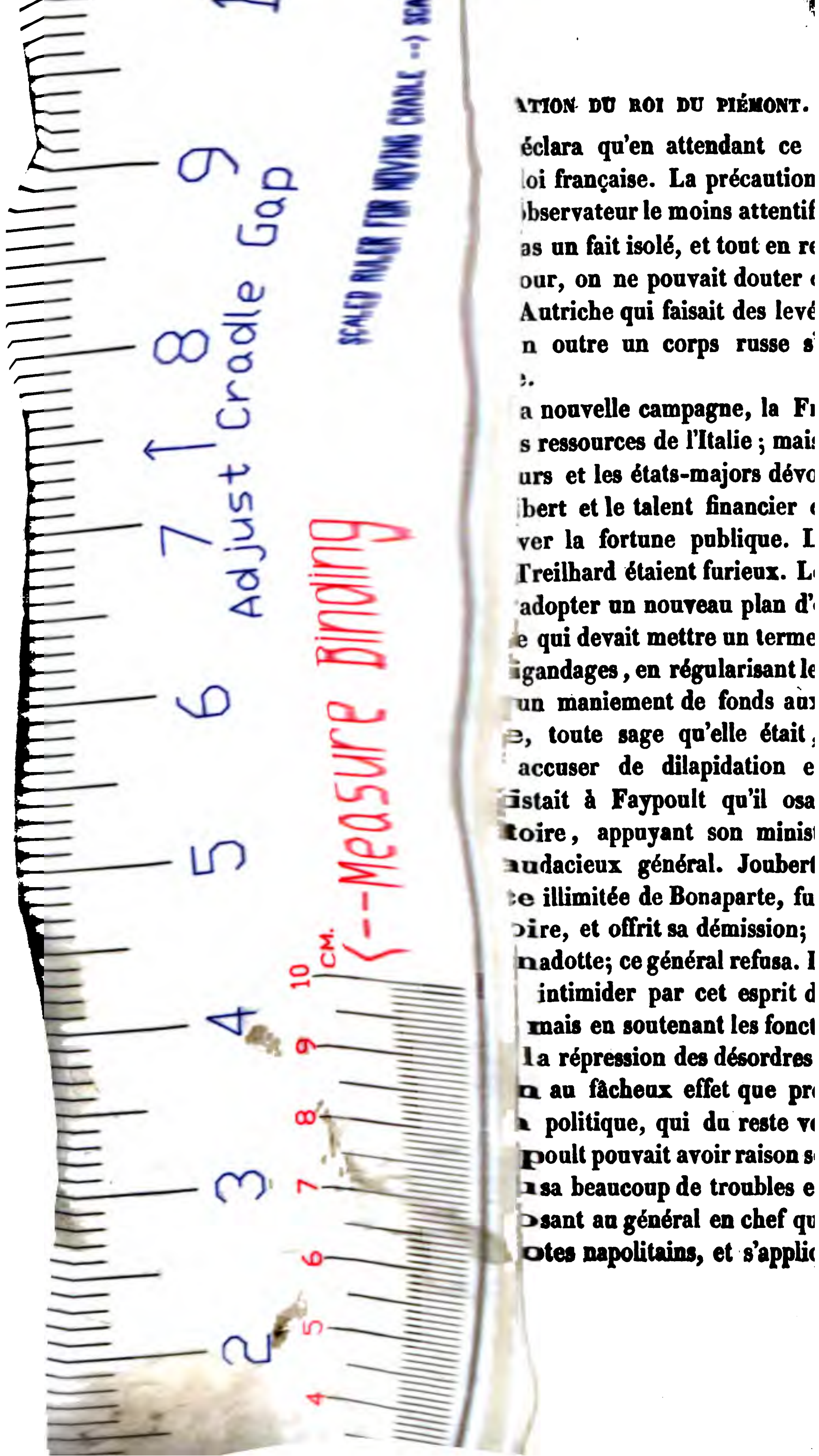
nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troup françaises plus courageusement que les soldats napolitain Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisi secondant une entreprise de Championnet, s'empara fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra a Français. Retranchés dans quelques maisons les laz roni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'en gea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-ê mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonh de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons p cédés envers lui, on promit de respecter les autels e culte de Saint-Janvier ; alors les lazzaroni posèrent armes, et Championnet, maître du royaume de Nap s'empressa, conformément aux intentions du gouvernen français, de proclamer la république parthénopée L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pen la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas fa le Directoire avait conçu un instant les plus vives inq tudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Ch pionnet, devenu possesseur des papiers de la reine C line, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre pié tais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meill fortune entraînerait facilement le roi à nous attaq Décidé par cette circonstance à exciter les républic du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Direct qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les conte ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Ale drie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès insurgés, le gouvernement français, poussé par la néces de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, v ment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capit une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 17 Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'E rope sur les bras, différa l'organisation du Piémont



éclara qu'en attendant ce pa
oi française. La précaution é
bservateur le moins attentif, l
as un fait isolé, et tout en rec
our, on ne pouvait douter qu
Autriche qui faisait des levées
n outre un corps russe s'ét
.

a nouvelle campagne, la Fra
s ressources de l'Italie ; mais l
urs et les états-majors dévora
bert et le talent financier de
ver la fortune publique. La
Treilhard étaient furieux. Le
adopter un nouveau plan d'or
e qui devait mettre un terme a
igandages, en régularisant les
un maniement de fonds aux
e, toute sage qu'elle était, i
accuser de dilapidation et
istait à Faypoult qu'il osa
toire, appuyant son ministre
audacieux général. Joubert,
e illimitée de Bonaparte, fut r
oire, et offrit sa démission; on
nadotte; ce général refusa. Le
intimider par cet esprit de
mais en soutenant les fonctio
la répression des désordres fi
n au fâcheux effet que prod
politique, qui du reste ven
poult pouvait avoir raison sou
sa beaucoup de troubles et
sant au général en chef qui
otes napolitains, et s'appliqu

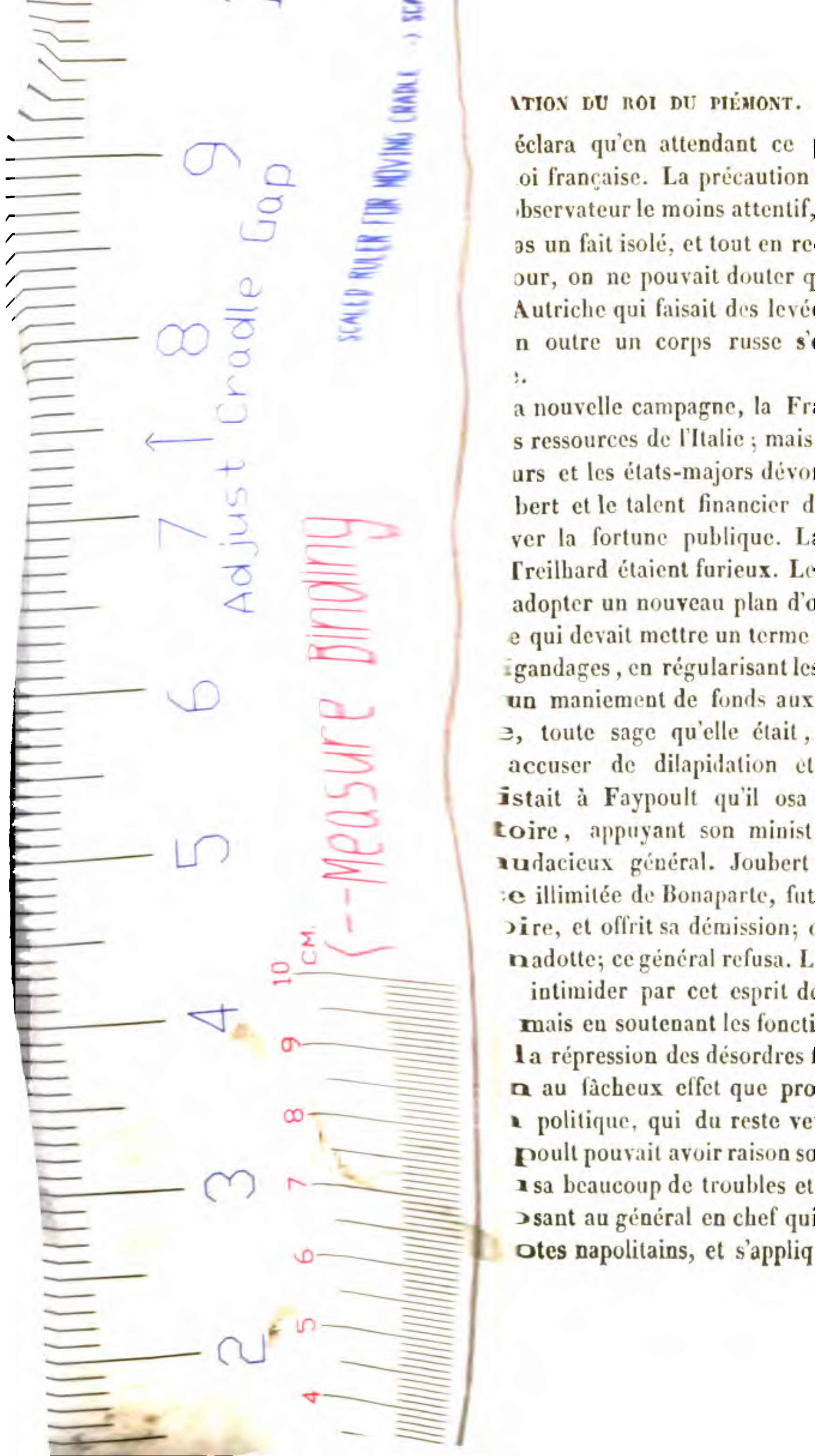
nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troup françaises plus courageusement que les soldats napolitain Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisi secondant une entreprise de Championnet, s'empara fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra a Français. Retranchés dans quelques maisons les lazz roni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'en gea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-ê mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonh de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons p cédés envers lui, on promit de respecter les autels e culte de Saint-Janvier; alors les lazzaroni posèrent armes, et Championnet, maître du royaume de Nap s'empressa, conformément aux intentions du gouvernen français, de proclamer la république parthénopéei L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pen la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas fa le Directoire avait conçu un instant les plus vives inq tudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Ch pionnet, devenu possesseur des papiers de la reine C line, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piér tais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meill fortune entraînerait facilement le roi à nous attaq Décidé par cette circonstance à exciter les républic du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Direct qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les conte ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Ale drie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès insurgés, le gouvernement français, poussé par la néces de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vi ment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capit une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 17 Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'E rope sur les bras, différa l'organisation du Piémont



éclara qu'en attendant ce
loi française. La précaution
bservateur le moins attentif
as un fait isolé, et tout en re
our, on ne pouvait douter
Autriche qui faisait des levé
n outre un corps russe s
.

a nouvelle campagne, la Fr
s ressources de l'Italie ; mais
urs et les états-majors dévo
bert et le talent financier
ver la fortune publique. L
Treilhard étaient furieux. Le
adopter un nouveau plan d'
e qui devait mettre un terme
igandages, en régularisant le
un maniement de fonds aux
e, toute sage qu'elle était,
accuser de dilapidation e
istait à Faypoult qu'il osa
toire, appuyant son minist
audacieux général. Joubert
te illimitée de Bonaparte, fu
oire, et offrit sa démission;
nadotte; ce général refusa. I
intimider par cet esprit d
mais en soutenant les fonct
la répression des désordres
n au fâcheux effet que pr
politique, qui du reste v
poult pouvait avoir raison s
isa beaucoup de troubles e
osant au général en chef qu
otes napolitains, et s'applic

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troup
françaises plus courageusement que les soldats napolitain
Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisi
secondant une entreprise de Championnet, s'empara
fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra a
Français. Retranchés dans quelques maisons les lazz
roni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'en
gea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-ê
mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonh
de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons p
cédés envers lui, on promit de respecter les autels e
culte de Saint-Janvier; alors les lazzaroni posèrent
armes, et Championnet, maître du royaume de Nap
s'empressa, conformément aux intentions du gouvernen
français, de proclamer la république parthénopéei
L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pen
la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas fa
le Directoire avait conçu un instant les plus vives inq
tudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Ch
pionnet, devenu possesseur des papiers de la reine C
line, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre pié
tais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meill
fortune entraînerait facilement le roi à nous attaq
Décidé par cette circonstance à exciter les républic
du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Direct
qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les conte
ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Ales
drie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès
insurgés, le gouvernement français, poussé par la néces
de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, v
ment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capit
une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 17
Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne.
Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'E
rope sur les bras, différa l'organisation du Piémont



éclara qu'en attendant ce
oi française. La précaution
bservateur le moins attentif,
as un fait isolé, et tout en re
our, on ne pouvait douter q
Autriche qui faisait des levé
n outre un corps russe s'
.

a nouvelle campagne, la Fr
s ressources de l'Italie ; mais
urs et les états-majors dévo
bert et le talent financier d
ver la fortune publique. L
Treilhard étaient furieux. Le
adopter un nouveau plan d'
e qui devait mettre un terme
gandages, en régularisant le
un maniement de fonds aux
e, toute sage qu'elle était,
accuser de dilapidation et
istait à Faypoult qu'il osa
toire, appuyant son minist
udacieux général. Joubert
e illimitée de Bonaparte, fut
ire, et offrit sa démission;
nadotte; ce général refusa. L
intimider par cet esprit d
mais en soutenant les foncti
la répression des désordres
n au fâcheux effet que pro
politique, qui du reste ve
poult pouvait avoir raison s
sa beaucoup de troubles et
sant au général en chef qu
otes napolitains, et s'appliq

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troup
françaises plus courageusement que les soldats napolitain
Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisi
secondant une entreprise de Championnet, s'empara
fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra a
Français. Retranchés dans quelques maisons les laz
roni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'en
gea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-ê
mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonh
de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons p
cédés envers lui, on promit de respecter les autels e
culte de Saint-Janvier; alors les lazzaroni posèrent
armes, et Championnet, maître du royaume de Nap
s'empressa, conformément aux intentions du gouvernen
français, de proclamer la république parthénopée
L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pen
la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas fa
le Directoire avait conçu un instant les plus vives inq
tudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Ch
pionnet, devenu possesseur des papiers de la reine C
line, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre pié
tais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meill
fortune entraînerait facilement le roi à nous attaq
Décidé par cette circonstance à exciter les républic
du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Direct
qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les conte
ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Ale
drie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès
insurgés, le gouvernement français, poussé par la néces
de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vi
ment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capit
une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 17
Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne.
Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute *l'E*
rope sur les bras, différa l'organisation du Piémont

éclara qu'en attendant ce pays ser
oi française. La précaution était sag
bservateur le moins attentif, l'agressi
as un fait isolé, et tout en reconnaissa
our, on ne pouvait douter qu'elle n'e
Autriche qui faisait des levées et arm
n outre un corps russe s'était mêr
.

a nouvelle campagne, la France aur
s ressources de l'Italie ; mais les comp
urs et les états-majors dévoraient to
bert et le talent financier de Faypo
ver la fortune publique. Laréveillèr
Treilhard étaient furieux. Le premier
adopter un nouveau plan d'organisati
e qui devait mettre un terme aux dila
gandages, en régularisant les services
un maniement de fonds aux chefs mi
e, toute sage qu'elle était, irrita ce
accuser de dilapidation et désarm
istait à Faypoult qu'il osa chasser
oire, appuyant son ministre avec
audacieux général. Joubert, qui av
e illimitée de Bonaparte, fut révolté
ire, et offrit sa démission; on voulut
adotte; ce général refusa. Le Directo
intimider par cet esprit de résistan
mais en soutenant les fonctionnaires
la répression des désordres financiers
au fâcheux effet que produisait le
politique, qui du reste venait de l
poult pouvait avoir raison sous plusie
sa beaucoup de troubles et nous alié
sant au général en chef qui entreten
otes napolitains, et s'appliquait à mé

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troup françaises plus courageusement que les soldats napolitain Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisi secondant une entreprise de Championnet, s'empara fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra a Français. Retranchés dans quelques maisons les laz roni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'en gea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-ê mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonh de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons p cédés envers lui, on promit de respecter les autels e culte de Saint-Janvier ; alors les lazzaroni posèrent armes, et Championnet, maître du royaume de Nap s'empressa, conformément aux intentions du gouvernem français, de proclamer la république parthénopée L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pen la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas fa le Directoire avait conçu un instant les plus vives inq tudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Ch pionnet, devenu possesseur des papiers de la reine C line, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre pié tais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meill fortune entraînerait facilement le roi à nous attaq Décidé par cette circonstance à exciter les républic du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Direct qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les conte ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Ale drie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succè insurgés, le gouvernement français, poussé par la néces de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, v ment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capit une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 17 Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'E rope sur les bras, différa l'organisation du Piémont

éclara qu'en attendant ce pay
oi française. La précaution éta
bservateur le moins attentif, l'a
as un fait isolé, et tout en recon
our, on ne pouvait douter qu'el
Autriche qui faisait des levées e
n outre un corps russe s'étai
.

a nouvelle campagne, la Franc
s ressources de l'Italie ; mais les
urs et les états-majors dévoraie
bert et le talent financier de
ver la fortune publique. Laré
Treilhard étaient furieux. Le pr
adopter un nouveau plan d'orga
e qui devait mettre un terme au
igandages, en régularisant les se
un maniement de fonds aux ch
, toute sage qu'elle était, ir
accuser de dilapidation et d
istait à Faypoult qu'il osa ch
toire, appuyant son ministre
audacieux général. Joubert, q
e illimitée de Bonaparte, fut rév
ire, et offrit sa démission; on
nadotte; ce général refusa. Le Di
intimider par cet esprit de r
mais en soutenant les fonctionn
la répression des désordres fina
au fâcheux effet que produis
politique, qui du reste venait
oult pouvait avoir raison sous p
sa beaucoup de troubles et nou
sant au général en chef qui ent
tes napolitains, et s'appliquait

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troupes françaises plus courageusement que les soldats napolitains. Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisie, secondant une entreprise de Championnet, s'empara du fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra aux Français. Retranchés dans quelques maisons les lazzaroni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'engagea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-être mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonheur de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons procédés envers lui, on promit de respecter les autels et le culte de Saint-Janvier; alors les lazzaroni posèrent les armes, et Championnet, maître du royaume de Naples, s'empressa, conformément aux intentions du gouvernement français, de proclamer la république parthénopéenne. L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pendant la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas facile, le Directoire avait conçu un instant les plus vives inquiétudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Championnet, devenu possesseur des papiers de la reine Caroline, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piémontais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meilleure fortune entraînerait facilement le roi à nous attaquer. Décidé par cette circonstance à exciter les républicains du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Directoire qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les contenir, ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Alexandrie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès des insurgés, le gouvernement français, poussé par la nécessité de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vraiment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capitale, une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 1798. Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Le Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'Europe sur les bras, différa l'organisation du Piémont en

république, et déclara qu'en attendant ce pays serait administré par la loi française. La précaution était sage; car aux yeux de l'observateur le moins attentif, l'agression de Naples n'était pas un fait isolé, et tout en reconnaissant la folie de cette cour, on ne pouvait douter qu'elle n'eût espéré l'appui de l'Autriche qui faisait des levées et armait en toute hâte. En outre un corps russe s'était même avancé en Moravie.

Pour soutenir la nouvelle campagne, la France aurait pu tirer de grandes ressources de l'Italie; mais les compagnies de fournisseurs et les états-majors dévoraient tout. La probité de Joubert et le talent financier de Faypoult ne pouvaient sauver la fortune publique. Laréveillère, Rewbell, Merlin, Treilhard étaient furieux. Le premier de ces directeurs fit adopter un nouveau plan d'organisation civile et financière qui devait mettre un terme aux dilapidations et aux brigandages, en régularisant les services et en ne laissant aucun maniement de fonds aux chefs militaires : la mesure, toute sage qu'elle était, irrita ceux qu'elle semblait accuser de dilapidation et désarmer. Championnet résistait à Faypoult qu'il osa chasser de Naples. Le Directoire, appuyant son ministre avec vigueur, destitua l'audacieux général. Joubert, qui avait joui de la confiance illimitée de Bonaparte, fut révolté par l'arrêté du Directoire, et offrit sa démission; on voulut le remplacer par Bernadotte; ce général refusa. Le Directoire ne se laissa point intimider par cet esprit de résistance dans les généraux; mais en soutenant les fonctionnaires civils, pour assurer la répression des désordres financiers, il ne fit pas attention au fâcheux effet que produisait leur mauvaise direction politique, qui du reste venait de lui. C'est ainsi que Faypoult pouvait avoir raison sous plusieurs rapports; mais causa beaucoup de troubles et nous aliéna les cœurs en s'opposant au général en chef qui entretenait l'énergie des patriotes napolitains, et s'appliquait à méri-

nommés Michel et Paiggoo, soutinrent le choc des troupes françaises plus courageusement que les soldats napolitains. Le désordre fut à son comble. Toutefois la bourgeoisie, secondant une entreprise de Championnet, s'empara du fort Saint-Elme et des portes de la ville qu'elle livra aux Français. Retranchés dans quelques maisons les lazzaroni firent feu sur nos troupes. Une lutte terrible s'engagea. Dans leur fureur, ces misérables auraient peut-être mis le feu à la ville, lorsque Championnet eut le bonheur de faire prisonnier un de leurs chefs. On usa de bons procédés envers lui, on promit de respecter les autels et le culte de Saint-Janvier ; alors les lazzaroni posèrent les armes, et Championnet, maître du royaume de Naples, s'empressa, conformément aux intentions du gouvernement français, de proclamer la république parthénopéenne. L'armée de Rome prit le nom d'armée de Naples. Pendant la conquête de Championnet que l'on ne croyait pas facile, le Directoire avait conçu un instant les plus vives inquiétudes sur les dispositions de la cour de Sardaigne. Championnet, devenu possesseur des papiers de la reine Caroline, avait envoyé des lettres de Piocca, ministre piémontais, qui prouvaient assez que l'espérance d'une meilleure fortune entraînerait facilement le roi à nous attaquer. Décidé par cette circonstance à exciter les républicains du Piémont dans leur projet d'insurrection, le Directoire qui, quelque temps auparavant, aurait voulu les contenir, ne craignit point de les aider à se rendre maîtres d'Alexandrie, de Novarre, de Suze, de Chivasso. Après le succès des insurgés, le gouvernement français, poussé par la nécessité de prendre toutes ses sûretés en Italie, exigea du roi, vraiment exposé à toutes sortes de dangers dans sa capitale, une abdication qui fut signée par lui le 9 décembre 1798. Le prince détrôné ne gardait que l'île de Sardaigne. Le Directoire, prévoyant que nous allions avoir toute l'Europe sur les bras, différa l'organisation du Piémont en

république, et déclara qu'en attendant ce pays serait administré par la loi française. La précaution était sage; car aux yeux de l'observateur le moins attentif, l'agression de Naples n'était pas un fait isolé, et tout en reconnaissant la folie de cette cour, on ne pouvait douter qu'elle n'eût espéré l'appui de l'Autriche qui faisait des levées et armait en toute hâte. En outre un corps russe s'était même avancé en Moravie.

Pour soutenir la nouvelle campagne, la France aurait pu tirer de grandes ressources de l'Italie; mais les compagnies de fournisseurs et les états-majors dévoraient tout. La probité de Joubert et le talent financier de Faypoult ne pouvaient sauver la fortune publique. Laréveillère, Rewbell, Merlin, Treilhard étaient furieux. Le premier de ces directeurs fit adopter un nouveau plan d'organisation civile et financière qui devait mettre un terme aux dilapidations et aux brigandages, en régularisant les services et en ne laissant aucun maniement de fonds aux chefs militaires : la mesure, toute sage qu'elle était, irrita ceux qu'elle semblait accuser de dilapidation et désarmer. Championnet résistait à Faypoult qu'il osa chasser de Naples. Le Directoire, appuyant son ministre avec vigueur, destitua l'audacieux général. Joubert, qui avait joui de la confiance illimitée de Bonaparte, fut révolté par l'arrêté du Directoire, et offrit sa démission; on voulut le remplacer par Bernadotte; ce général refusa. Le Directoire ne se laissa point intimider par cet esprit de résistance dans les généraux; mais en soutenant les fonctionnaires civils, pour assurer la répression des désordres financiers, il ne fit pas attention au fâcheux effet que produisait leur mauvaise direction politique, qui du reste venait de lui. C'est ainsi que Faypoult pouvait avoir raison sous plusieurs rapports; mais causa beaucoup de troubles et nous aliéna les cœurs en s'opposant au général en chef qui entretenait l'énergie des patriotes napolitains, et s'appliquait à méri-

le Lech, résolut d'attaquer vigoureusement l'armée française. Après une résistance héroïque de Saint-Cyr et de Ferino, qui se trouvaient à une des extrémités de notre ligne malheureusement trop étendue, Jourdan, forcé de se replier, vint prendre une bonne position entre Singen et Tutlingen, mais il ne tarda pas pourtant à vouloir reprendre l'offensive. Le 5 germinal, l'archiduc et lui en vinrent aux mains. Soult, à la gauche, mit les Autrichiens en déroute, tout nous présageait une grande et belle victoire; les troupes ennemies devaient être jetées dans le ravin de la Stokach, lorsque Jourdan, commettant la faute de vouloir envelopper son adversaire, fit faire à la division Saint-Cyr un immense circuit. Le prince Charles, conservant son sang-froid, tomba impétueusement sur nous. Les cuirassiers autrichiens abîmèrent quatre de nos régimens de cavalerie; les Français, épuisés de fatigue et accablés sous le nombre, se débandèrent; heureusement, les troupes ennemies avaient tant souffert qu'elles ne purent poursuivre leur avantage. Saint-Cyr, gravement compromis, exécuta merveilleusement sa retraite, et les deux armées gardèrent les positions qu'elles occupaient avant la bataille. Jourdan, affaibli par cette lutte inégale, se replia sur les défilés de la Forêt-Noire, laissa le commandement de son armée au chef d'état-major, Ernouf, homme peu capable de soutenir un tel fardeau, et se rendit à Paris pour se plaindre de l'état d'infériorité dans lequel on l'avait placé en face de l'ennemi.

CHAPITRE LXIX.

Italie. — Assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt. — Fête funèbre à Paris en leur honneur. — Affaire de Cassano en Italie. — Belle retraite de Moreau. — Attaque de Suwarow. — Bataille de la Trebbia. — Dénonciation contre le Directoire. — Rewbel sort du Directoire. — Nomination de Sieyes. — Elections de l'an VII. — Divisions entre les pouvoirs. — Démission de Treilhard. — Gohier lui succède. — Laréveillère et Merlin de Douai sortent du Directoire. — Robert Lindet. — Cambacérès. — Loi des Otages. — Journaux. — Armées. — Egypte. — Bonaparte à Suez. — Saint-Jean-d'Acre. — Mont-Thabor. — Bataille d'Aboukir.

La victoire ne nous abandonnait pas dans les hautes montagnes des Alpes : Lecourbe et Dessoles exécutaient des prodiges d'audace et de stratégie ; mais en Italie, Schérer, avec cinquante mille soldats, n'espérait pas la victoire. Les républicains n'avaient aucune confiance dans leur chef, et le général n'en avait pas en lui-même. Les Autrichiens comptaient soixante mille combattans sur la forte ligne de l'Adige, qu'il fallait passer devant eux. Aussi la prudence ordonnait-elle alors de garder la défensive ; mais les ordres du Directoire voulaient le contraire. Schérer, opérant par la gauche, résolut d'essayer d'occuper le camp autrichien de Pastrengo. Delmas, Serrurier, Grenier, furent chargés de cette entreprise, tandis que Moreau, simple général de division, devait faire une fausse démonstration sur Vérone. L'attaque eut lieu le 6 germinal. Le camp de Pastrengo fut enlevé ; on y prit quinze cents Autrichiens, et ce fut avec une perte considérable

que les débris du corps ennemi purent repasser l'Adige, à Polo, dont ils détruisirent le pont. Moreau assaillit sous Vérone le camp de San-Massimo; Kaim le défendit avec opiniâtreté, mais, malgré ses efforts, son adversaire, aussi obstiné que lui, le chassa de la position et parvint à le resserrer dans la place. L'action avait été sanglante, mais l'avantage demeurait aux Français. Si Bonaparte eût commandé au lieu de Schérer, il n'aurait pas manqué de rétablir en toute hâte le pont de Polo, et de le franchir au moment où Moreau attirait sur lui l'attention de l'armée ennemie et des généraux autrichiens qui le redoutaient; mais Schérer, n'ayant aucune activité d'esprit, perdit trois jours. Après un conseil de guerre, il s'arrêta au projet de jeter, au-delà de l'Adige, en face de Polo, la division Serrurier, tandis qu'avec le reste de l'armée, lui-même chercherait à franchir la rivière entre Vérone et Legnago. Ce singulier plan fut executé en partie. Le 10 germinal, Serrurier se trouvait sur l'autre rive; attaqué par des troupes supérieures en nombre, le général français fut battu, perdit quinze cents hommes, et dut se trouver trop heureux de pouvoir repasser le pont de Polo.

Cependant Schérer avait réuni toute son armée vers le Bas-Adige; Kray jugea le moment opportun pour déboucher en masse de Vérone, afin de nous prendre en flanc. Heureusement, Moreau, averti de ce projet, engagea Schérer à faire remonter ses colonnes pour tomber sur Kray, tandis que ce dernier opérerait son mouvement agressif. Les deux armées se rencontrèrent le 5 avril. Victor et Grenier écrasèrent Mercantin; mais abordés à leur tour par la plus grande partie des forces de Kray, les deux divisions françaises furent repoussées. Le général autrichien, poursuivant ses avantages, vint se jeter sur Moreau, sans pouvoir toutefois faire perdre à cet homme habile un pouce de terrain. Schérer, après la perte de la

bataille, ne conserva pas de sang-froid; il fit une retraite précipitée, et, sans vouloir tenir ni sur le Mincio ni sur l'Oglio, il ne s'arrêta, le 21 avril, que derrière l'Adda.

Par suite de nos revers sur le Rhin et en Italie, Masséna, pour ne pas être coupé, se vit contraint de se replier.

Au milieu de ces combats, on continuait toujours de négocier à Rastadt. Nos ambassadeurs, lorsqu'ils avaient vu la conduite de l'empereur, n'avaient pas craint de laisser deviner les articles secrets du traité conclu avec Bonaparte, par lesquels la maison autrichienne, négligeant les intérêts de l'empire, avait abandonné Mayence pour garder Palma-Nova dans le Tyrol. Dès lors, le cabinet autrichien conçut l'affreuse pensée de faire assassiner nos négociateurs, qui montraient une grande fermeté dans les conférences, et très peu de crainte pour l'issue de la campagne.

Après avoir vu leurs dépêches interceptées, les plénipotentiaires républicains déclarèrent, le 6 floréal, qu'ils partiraient le 9 pour Strasbourg. Le congrès réclama vivement contre la déloyauté de l'Autriche qui avait osé violer les principes du droit des gens. Le 7 floréal, un nouveau courrier français fut arrêté, et comme une nouvelle plainte s'élevait, le colonel autrichien des hussards de Szecklers répondit que les envoyés de la république pouvaient partir dans vingt-quatre heures. Quelques membres du congrès demandèrent une escorte pour les ministres français; on la leur refusa en affirmant qu'ils n'avaient rien à redouter. Sur cette assurance, Jean Debry, Bonnier et Roberjot partirent le 28 avril (9 germinal), à neuf heures du soir. Chacun d'eux se trouvait, avec sa famille, dans une voiture séparée. Ils éprouvèrent quelques difficultés pour sortir de Rastadt, mais cet obstacle fut bientôt levé. A peine étaient-ils à cinquante pas de la ville, qu'une bande de hussards de Szecklers enveloppa les voi-

tures. On ouvrit violemment la portière du carrosse de Jean Debry ; on lui demanda son nom, et lorsqu'il l'eut prononcé, il se vit traîné hors de sa voiture et renversé à coups de sabre. Les assassins le croyant mort, coururent aux autres voitures, dans lesquelles il égorgèrent Roberjot et Bonnier. Les effets et les papiers des députés français furent indignement pillés ; Jean Debry, qui vivait encore, reprit ses sens à la naissance du jour, et se traîna sanglant jusqu'à Rastadt. Les députés allemands le recueillirent avec tous les soins imaginables, veillèrent sur les familles des victimes, et protestèrent avec énergie contre l'infamie d'un crime dont ils ne voulurent pas partager la terrible solidarité. L'Europe, indignée, accusa l'Autriche ; celle-ci ne répondit pas. Le prince Charles, dont le noble caractère ne pouvait que repousser avec horreur toute apparence de complicité dans une pareille infamie, annonça au général Masséna, dans une lettre, qu'on allait faire poursuivre les hussards de Szecklers. Mais cette promesse resta sans exécution, parce que les vrais coupables siégeaient au conseil impérial, et protégeaient les aveugles instrumens de leur cruelle politique. La cour de Vienne ne retira de cette affreuse exécution qu'une honte que les plus brillans succès ne purent effacer. Ils étaient cependant tels que l'on regardait comme impossible alors que nous pussions résister à ses forces et à celles de la Russie.

Pressé par son indignation et par celle de la France, le Directoire s'empressa de dénoncer le crime de Rastadt à tous les peuples, et en cela il donna un grand et utile exemple. En effet, si, à défaut de la vengeance que la justice humaine ne peut pas toujours en tirer, de pareils attentats suscitaient quelque part dans le monde des voix accusatrices pour les charger de malédictions, ils seraient plus rares, et du moins leur impunité morale ne donnerait pas le plus odieux scandale. Honneur donc à Garat, à Bailleul, à Chénier, et aux au-

tres membres du Corps législatif, qui se firent alors les interprètes de la justice offensée, de l'humanité blessée dans ses plus saintes lois. Honneur au Directoire et aux deux conseils qui, par une loi vengeresse et pleine de dispositions à la manière antique, associèrent à leur profonde douleur le peuple et l'armée. La fête funèbre du 8 juin, en l'honneur des plénipotentiaires, répondit à la loi qui en était pour ainsi dire le programme; elle eut un caractère triste et religieux, et servit singulièrement à réveiller l'ardeur des patriotes, en leur annonçant la renaissance prochaine d'une lutte implacable entre la France et les rois de l'Europe, que l'Angleterre venait de prendre encore une fois à sa solde.

Suwarow avait opéré sa jonction avec les troupes victorieuses de Kray, qui remit alors son commandement à Mélas. Le général russe, avec ses trente mille soldats, agissait d'une manière dédaigneuse envers les Allemands, auxquels il se permit de donner des officiers pour leur apprendre le maniement de la baïonnette. Apre comme le climat de son pays, endurci à la fatigue, grossier dans ses mœurs comme un lieutenant d'Attila, il traitait les Autrichiens de *petits-maîtres*, et ceux-ci gardaient le silence devant ce sauvage qui commandait l'admiration par la gloire et la terreur.

Tout semblait tourner contre nous : après son dernier malheur, Schérer, réduit à vingt-huit mille hommes, avait pris une fausse position sur l'Adda; Serrurier était à Secco, Grenier à Cossano, Victor à Lodi; Montrichard maintenait nos communications avec la Toscane, par où devait déboucher Macdonald, qui accourait du fond de la Péninsule.

La ligne de Schérer se trouvait beaucoup trop étendue, aussi nous ne pûmes pas résister; l'Adda fut forcé, et Schérer, qui à chaque revers ne savait que résoudre, remit son commandement à Moreau le 8 floréal. L'appari-

tion de ce nouveau général, qui acceptait par dévouement un périlleux honneur, comme Bayard s'était autrefois chargé de sauver l'armée de François Ier, mise en danger par l'ineptie du favori Bonnivet, rendit toute leur énergie à nos braves soldats. Suwarow, en franchissant l'Adda à Brivio et à Trezzo, venait d'envelopper la division Serrurier qui, avec neuf mille soldats, lutta intrépidement contre vingt mille Russes, leur tua beaucoup de monde, sans pouvoir toutefois se faire jour à travers les masses ennemies. Moreau fit des prodiges pour parvenir à dégager son lieutenant, il ne put en venir à bout. Serrurier, pressé entre les colonnes russes, se défendit encore long-temps; mais écrasé sous le nombre, il posa les armes après un combat plus glorieux peut-être pour lui que pour son adversaire triomphant : à la suite de cette fatale affaire de Cossano, qui eut lieu le 9 floréal, il ne resta plus à Moreau que vingt mille soldats.

Toujours calme dans le danger et conservant son imperturbable sang-froid, le général français vit sans en être effrayé la gravité de sa situation. Dans ce péril il s'arrêta au parti de choisir une position qui lui permît de couvrir nos communications avec la France, et d'attendre Macdonald qui s'avançait avec lenteur. Occupé de ce dessein, Moreau se porta sur le versant des montagnes de Gênes. Suwarow aurait dû écraser Moreau dans son mouvement; il n'eut pas le génie de la circonstance, en sorte que Moreau put arriver à Turin, emmenant avec lui d'Italie toutes les familles que la contre-révolution n'aurait pas manqué de proscrire. La citadelle fut armée ; nous occupâmes Valence, Casale, Alexandrie, avec des postes nombreux sur le Pô et sur le Tanaro. Pendant le cours de ces opérations, Bagration descendant du Tyrol était venu rejoindre Suwarow qui, malgré ses pertes, se trouvait à la tête de près de cent mille hommes. Heureusement pour nous, l'imprudent général faisait à la fois les siéges de Peschiera,

de Mantoue, de Pizzighitone. Avec le reste de ses forces disponibles, c'est-à-dire avec quarante ou cinquante mille hommes, il vint enfin se placer à Tortone. Après plusieurs jours de repos, il essaya de franchir le Pô, pendant qu'un corps détaché faisait une fausse démonstration sur le Tanaro. Moreau laissa les Russes agir; puis quand il fut bien assuré que la véritable tentative avait lieu sur le Pô, il tomba à la baïonnette sur les soldats qui se trouvaient déjà sur la rive droite, et en jeta deux mille dans le fleuve. Renonçant à forcer Moreau, Suwarow courut avec une partie de ses troupes à Turin, pour révolutionner cette capitale dans le sens du pouvoir absolu. De son côté, le général français, soupçonnant les projets de l'ennemi, attaqua les corps russes qui se trouvaient devant lui; mais reçu bravement, et ne doutant pas que toute l'armée russe ne se trouvât présente, il n'osa faire exécuter une charge à fond, remettant une opération décisive à l'époque où il aurait fait sa jonction avec Macdonald. Dans l'intention de s'approcher davantage de ce dernier général, Moreau occupa les crêtes de l'Apennin; après des fatigues et des travaux inouïs, le général et son principal corps d'armée se trouvèrent dans la rivière de Gênes. Dès lors on put croire que la fortune allait changer, car il avait, par d'admirables combinaisons stratégiques, préparé sa jonction avec l'armée qui arrivait de Naples. Placé sur le flanc de Suwarow, il méditait de s'élancer sur l'ennemi dès l'instant où celui-ci ferait mine de vouloir attaquer Macdonald. En effet, après avoir laissé des garnisons dans quelques villes du royaume napolitain, ce général était parvenu, par des marches habiles, à Florence (le 6 prairial). Il y perdit quelques jours, et ne déboucha au-delà des Apennins qu'à la fin de prairial. Suwarow, averti de la marche de Macdonald, montra beaucoup de tact en réunissant rapidement ses troupes pour faire face au nouvel adversaire qui arrivait en ligne. Toutefois, Macdonald eut le temps

d'écraser le corps de Hohenzollern qui gardait le Bas-Pô; Suwarow accourut avec une bonne partie de ses troupes dans les plaines de Plaisance. Les deux armées se rencontrèrent sur les bords de la Trebbia le 17 juin. La lutte fut terrible, elle dura trois jours. Les soldats français se virent plusieurs fois sur le point de détruire les Russes, contre lesquels ils combattirent avec une sorte de rage. On en vint jusqu'à se prendre aux cheveux, au collet, corps à corps. Dans cette affaire nous perdîmes douze mille hommes. L'armée russe n'eut pas moins de funérailles à déplorer; mais Suwarow avec ses nombreux soldats pouvait supporter une perte qui était énorme pour nous, dans notre état d'infériorité numérique. Macdonald, sentant qu'il ne pouvait plus résister, prit le parti de regagner Gênes : poursuivi vivement, il fit bonne contenance. La division Victor fut héroïque, et notre armée franchit enfin l'Apennin. Nous perdîmes ainsi le fruit des savantes manœuvres de Moreau. Macdonald commit, suivant l'opinion de quelques militaires, des fautes qui nous ravirent la possession de l'Italie; mais du moins Moreau recueillit promptement les débris des divisions écrasées sur les bords de la Trebbia.

Les partis sont plus ou moins sensibles aux désastres publics; mais, même en les déplorant avec sincérité, ils les exploitent, ainsi que les victoires, au profit de la cause qu'ils veulent faire triompher. Les deux opinions qui étaient aux prises en France trouvèrent, dans nos défaites de la Péninsule, de nouveaux élémens d'opposition contre le Directoire; les royalistes charmés de nos désastres par haine pour la république, les révolutionnaires qui s'affligeaient du mal dont ils croyaient posséder seuls le remède, s'accordaient pour attaquer les membres du gouvernement; on leur reprochait de nouveau, et avec plus de sévérité que jamais, la déportation, l'exil de Bonaparte et des quarante mille hommes qu'il avait

conduits en Égypte. On les accusait d'avoir provoqué la guerre, à laquelle ils avaient été entraînés malgré leurs efforts pour conserver la paix. On leur imputait à crime la disgrâce de Joubert et celle de Championnet victorieux, et surtout la nomination de Schérer dont on faisait à la fois un désorganisateur et un voleur comme ministre, en même temps qu'un imbécile ou un traître comme général en chef. Vainement les directeurs avaient tout tenté pour réprimer le brigandage des fournisseurs et les dilapidations effrontées des états-majors, par des mesures qui avaient obtenu la plus grande publicité; on leur imputait le mal qu'ils n'avaient pu empêcher. Mais par une singulière anomalie, tandis qu'en général on ménageait Barras, l'ami des fournisseurs et le soutien des officiers qui avaient encouru le blâme du gouvernement, on se déchaînait contre Rewbel. A en croire ses détracteurs, Rewbel possédait une partie de l'Alsace, sa province. Cette calomnie était établie partout; Bonaparte lui-même, en partant pour l'Orient, avait chargé l'un de ses amis du soin de la répandre, comme un moyen de renverser l'homme qu'il craignait, et qu'il ne voulait pas retrouver au Directoire. Les cris de l'aristocratie bernoise répétés par la nôtre avaient transformé en un Verrès subalterne aux ordres de Rewbel, son beau-frère Rapinat qui, en sa qualité de commissaire, avait enlevé les caisses de l'aristocratie bernoise, mais sans détourner un denier à son profit. Rapinat et Rewbel étaient devenus les boucs émissaires de l'époque; aussi quand le sort désigna le dernier de ces deux hommes comme devant sortir du Directoire, les révolutionnaires et même les amis du pouvoir se livrèrent à une espèce d'exaltation de joie. Rewbel, dépouillé du pouvoir, ne tarda point à se justifier avec éclat du haut de la tribune des anciens, mais il laissa dans le Directoire un vide qui ne put être rempli. Sous tous les rapports, Rewbel valait infiniment mieux que Sieyes qui

fut rappelé pour lui succéder. Avec un sentiment exalté de sa supériorité intellèctuelle, avec de certaines combinaisons politiques assez profondes, avec des ressources dans l'esprit et de la puissance de méditation, Sieyes n'apportait au gouvernement qu'un caractère fâcheux, un esprit mécontent, une peur extrême des révolutionnaires, et des projets de renversement de la constitution qu'il voulait modifier à son gré. Il se joignait alors, par des plaisanteries amères et peu généreuses, aux calomniateurs de Rewbel. Par une suite de ses dispositions secrètes, Sieyes parut tout à coup hostile à Larévellière, à Merlin et à Treilhard : ces trois directeurs menacés de sa haine avaient cependant montré de grands égards pour lui : fascinés par l'espèce de réputation qu'il s'était acquise, ils lui pardonnaient son caractère difficile, ses prétentions au moins ridicules dans un homme d'esprit, qui ne doit pas affecter la supériorité par le mépris des autres. S'il a de bonnes idées, nous en profiterons, disaient-ils, et nous lui passerons ses humeurs. Mais aucune déférence ne pouvait contenter Sieyes ; il blâmait tout le passé, sans tenir aucun compte des grandes difficultés qu'on avait eu à surmonter; et quand on lui demandait instamment les remèdes qu'exigeait notre situation, il répondait avec une étrange insolence : « Vous ne me comprendriez pas ; il est inutile que je vous parle, faites comme vous avez coutume de faire. » Plein de lui-même, et retenant les vérités utiles dont il croyait avoir les mains pleines, le contempleur Sieyes ne s'expliquait pas parce qu'il voulait un changement à tout prix. On ne sait pas bien si ce fut Barras ou lui qui jeta les yeux sur Joubert pour le commandement de la 17e division militaire, mais une intrigue, à laquelle concourut Sémonville, avait fait choix de ce général pour le mettre à la tête d'un mouvement encore caché dans l'ombre. Quoique l'un des officiers qui avaient approuvé le 18 fructidor, quoique patriote comme un soldat de l'armée d'Ita-

lie, Joubert, qui d'ailleurs ne connaissait ni Paris, ni la révolution, ni les hommes dont elle avait eu un si grand besoin, avait pour eux une assez forte antipathie. Sémonville qui s'insinuait par de petits mots progressifs et sans cesse répétés, le mystérieux Sieyès qui se donnait surtout l'air d'un penseur qui ne prononce que des oracles, seraient parvenus sans peine à faire marcher Joubert le sabre à la main contre les Jacobins. J'ai pu juger à cette époque des dispositions de Joubert, par des paroles au moins très imprudentes, mais les unes et les autres ont été ignorées de presque tout le parti qu'elles menaçaient.

Le résultat des élections qui venaient d'avoir lieu pour le renouvellement du tiers des députés, aux termes de la loi constutionnelle, n'était pas propre à calmer les discussions naissantes entre le Directoire et les deux parties de la législature. Écartés des affaires par la violence, furieux contre le système des scissions, affligés des malheurs de la France, les patriotes ardens avaient repris leur revanche, et choisi des citoyens connus par leur attachement à la République, et qu'on avait toujours vus en ligne pendant la grande bataille révolutionnaire, les Garat, les Chénier, les Lamarque, les Jean Debry; après eux venaient Stevenotte, Jourdan, le général Blin, Moreau, Bigonnet, Grocassand-Dorimond, Quirot, Marquésy, le colonel Dessaix, Boulay-Paty, et d'autres encore. Parmi ces nouveaux élus, il y avait de la probité, du patriotisme et des lumières, mais aussi des ressentimens, de l'inexpérience, un excès de zèle, et dans quelques uns seulement une ardeur extrême de se produire, un esprit turbulent, des talens médiocres et beaucoup d'intrigues. Du reste, les journalistes, accoutumés à se jeter tête baissée dans une opinion à laquelle ils se cramponnent ensuite, prirent parti pour les députés, sans oser toutefois pousser les choses à l'extrémité, dans la crainte des peines prononcées par la loi du 19 fructidor, dont chaque parti demanda le rap-

port. La discussion sur cette loi, qui conférait au Directoire le droit d'enchaîner la presse et de fermer à volonté les journaux, prit un caractère très sérieux, présage trop certain d'une collision prochaine entre les deux grandes autorités de la république.

Le Directoire comptait un assez bon nombre de partisans et de défenseurs parmi les membres du Corps législatif, mais leur force commençait à s'user, et l'opinion ne leur était pas favorable ; elle appuyait au contraire l'énergie de ses adversaires, qui attaquaient surtout son système financier avec chaleur, et presque jamais avec cette raison éclairée qui, avant de blâmer une administration, se demande d'abord ce qui est nécessaire, ce qui est possible, et surtout ce que l'on doit substituer aux mesures que l'on blâme. Sous ce rapport, les patriotes, avec des vues de conservation pour la république, faisaient ce que les Clichyens avaient fait dans des intentions de renversement de l'ordre établi. Ramel, ministre des finances, eut des contestations très violentes avec Génessieux, homme de loi, mais non pas homme de chiffres, et bien plus zélé qu'instruit. Le cointre-Puiraveaux, Chénier, Bailleul, tous trois hommes du 18 fructidor, fidèles aux principes de cette journée, et d'ailleurs effrayés comme des partisans du 9 thermidor, par l'essor que prenait le parti jacobin, soutenaient la nécessité de la dictature du gouvernement dans des circonstances plus difficiles que celles qui avaient motivé les mesures exceptionnelles consacrées par une loi révolutionnaire. Ces députés, Bailleul surtout, jugeaient bien la position ; ils avaient raison en refusant de désarmer le pouvoir en face de l'Europe victorieuse ; beaucoup de leurs collègues, même parmi les exaltés, pensaient de même ; mais la loi qu'on voulait abolir avait été tournée contre eux, bien plus encore que contre le parti royaliste : la fermeture des sociétés populaires, l'insulte faite au peuple

après les élections de l'an VI, cassées par le Directoire, les avaient justement irrités. Ils réclamaient la liberté de la presse et les sociétés populaires, comme des moyens d'irrésistible influence. Cette opinion avait pour organes dans le conseil des Cinq-Cents les Arena, les Briot, les Destrem, les Talot, les Bertrand du Calvados, les Boulay de la Meurthe, les Grandmaison, les Lucien Bonaparte et une foule d'autres qui, sans être de la trempe des vieux Jacobins, embrassaient leur cause avec d'autant plus de zèle qu'ils comparaient la conduite modérée de ces patriotes, au milieu de la persécution, à la violence, à l'audace et aux attentats impunis des royalistes, qui les assassinaient de tous côtés. Dans la question de la presse, les modérés soutenaient la nécessité d'en revenir aux principes constitutionnels, et d'empêcher le gouvernement d'abuser plus long-temps d'une arme terrible qu'on lui avait confiée dans une tempête. C'était fort bien dit assurément, mais il fallait être bien aveugle pour ne pas voir qu'une nouvelle tempête s'élevait, et qu'elle nous menaçait des plus grands dangers. Les opposans vainquirent *les directoriaux*. La loi de fructidor, dans ses articles les plus importans, fut abrogée. Le Directoire dut, après cette décision, comprendre qu'à chaque pas les conseils lui susciteraient des difficultés de toute espèce. La commission des dépenses et des fonds de la guerre, qui aurait dû être la plus circonspecte, donna la première le signal de nouvelles hostilités. Boulay de la Meurthe, rapporteur, proposa aux Cinq-Cents de demander au gouvernement la source du mal dont il se plaignait, et la nature des remèdes qu'il prétendait nécessaires. Le Directoire s'occupait sérieusement de répondre à ce message, lorsque, lassés d'attendre, les Cinq-Cents se déclarèrent en permanence jusqu'après la satisfaction qu'ils avaient droit d'exiger. Les Anciens, invités par leurs collègues de l'autre conseil, annoncèrent

le Lech, résolut d'attaquer vigoureusement l'armée française. Après une résistance héroïque de Saint-Cyr et de Ferino, qui se trouvaient à une des extrémités de notre ligne malheureusement trop étendue, Jourdan, forcé de se replier, vint prendre une bonne position entre Singen et Tutlingen, mais il ne tarda pas pourtant à vouloir reprendre l'offensive. Le 5 germinal, l'archiduc et lui en vinrent aux mains. Soult, à la gauche, mit les Autrichiens en déroute, tout nous présageait une grande et belle victoire; les troupes ennemies devaient être jetées dans le ravin de la Stokach, lorsque Jourdan, commettant la faute de vouloir envelopper son adversaire, fit faire à la division Saint-Cyr un immense circuit. Le prince Charles, conservant son sang-froid, tomba impétueusement sur nous. Les cuirassiers autrichiens abîmèrent quatre de nos régimens de cavalerie; les Français, épuisés de fatigue et accablés sous le nombre, se débandèrent; heureusement, les troupes ennemies avaient tant souffert qu'elles ne purent poursuivre leur avantage. Saint-Cyr, gravement compromis, exécuta merveilleusement sa retraite, et les deux armées gardèrent les positions qu'elles occupaient avant la bataille. Jourdan, affaibli par cette lutte inégale, se replia sur les défilés de la Forêt-Noire, laissa le commandement de son armée au chef d'état-major, Ernouf, homme peu capable de soutenir un tel fardeau, et se rendit à Paris pour se plaindre de l'état d'infériorité dans lequel on l'avait placé en face de l'ennemi.

CHAPITRE LXIX.

Italie. — Assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt. — Fête funèbre à Paris en leur honneur. — Affaire de Cassano en Italie. — Belle retraite de Moreau. — Attaque de Suwarow. — Bataille de la Trebbia. — Dénonciation contre le Directoire. — Rewbel sort du Directoire. — Nomination de Sieyes. — Elections de l'an VII. — Divisions entre les pouvoirs. — Démission de Treilhard. — Gohier lui succède. — Laréveillère et Merlin de Douai sortent du Directoire. — Robert Lindet. — Cambacérès. — Loi des Otages. — Journaux. — Armées. — Egypte. — Bonaparte à Suez. — Saint-Jean-d'Acre. — Mont-Thabor. — Bataille d'Aboukir.

La victoire ne nous abandonnait pas dans les hautes montagnes des Alpes : Lecourbe et Dessoles exécutaient des prodiges d'audace et de stratégie ; mais en Italie, Schérer, avec cinquante mille soldats, n'espérait pas la victoire. Les républicains n'avaient aucune confiance dans leur chef, et le général n'en avait pas en lui-même. Les Autrichiens comptaient soixante mille combattans sur la forte ligne de l'Adige, qu'il fallait passer devant eux. Aussi la prudence ordonnait-elle alors de garder la défensive ; mais les ordres du Directoire voulaient le contraire. Schérer, opérant par la gauche, résolut d'essayer d'occuper le camp autrichien de Pastrengo. Delmas, Serrurier, Grenier, furent chargés de cette entreprise, tandis que Moreau, simple général de division, devait faire une fausse démonstration sur Vérone. L'attaque eut lieu le 6 germinal. Le camp de Pastrengo fut enlevé ; on y prit quinze cents Autrichiens, et ce fut avec une perte considérable

deux conseils et le gouvernement, avait été accueilli avec un calme trompeur; mais le lendemain Bertrand du Calvados, prenant plusieurs traits du message pour des attaques réelles au Corps législatif, récrimina avec la plus grande violence contre le Directoire. Son discours était un acte d'accusation tout entier, qui contenait quelques vérités parmi ces odieuses calomnies que les passions politiques répandent en toute sécurité, comme elles dirigeraient sans pitié un glaive contre le coupable qu'elles croient atteint et convaincu des crimes énormes qu'elles lui supposent. Rien n'est plus effrayant et plus douloureux à la fois que la crédulité ardente et cruelle des partis; c'est elle qui fait tant d'holocaustes humains dans le cours des révolutions. Bertrand du Calvados, soutenu par l'honneur du rôle de défenseur de la représentation nationale, tonnait contre les directeurs, c'est-à-dire contre Larévellière et Merlin, pour leur arracher leur démission. « Vous avez proposé une réunion, disait-il, et moi je vous propose de réfléchir si vous-mêmes pouvez encore conserver vos fonctions. Vous êtes dans l'impuissance de faire le bien, vous n'aurez jamais ni la confiance de vos collègues, ni celles du peuple, ni celle de nos représentans... Vous n'avez plus même la confiance de vos flagorneurs, de ces vils courtisans qui ont creusé votre tombeau politique; terminez votre carrière par un acte de dévouement que le bon cœur des républicains saura seul apprécier. » Boulay de la Meurthe va plus loin : « Vous voilà, dit-il, en présence du peuple français : le Directoire vous accuse, vous accusez le Directoire; il est évident pour quiconque a observé les faits et suivi la marche des événemens, que le Directoire voulait mutiler la représentation nationale. Nous jurons tous qu'elle ne sera pas mutilée. » *Nous le jurons !* s'écrient tous les membres en se levant simultanément. Alors, reprochant aux directeurs leur dictature et l'asservissement continuel du

Corps législatif, il s'emporte jusqu'à dire : « Abusant de la puissance qui vous a été confiée, vous avez tout fait pour nous perdre au dehors, et nous faire égorger au dedans ». En attribuant tous nos malheurs à Laréveillère et à Merlin, Boulay de la Meurthe leur ordonnait en quelque sorte de quitter leurs fonctions, comme des hommes frappés de l'anathème populaire. Boulay parlait à la plus contagieuse des passions, à la peur qui tremble devant les fantômes qu'elle a créés, il obtint un succès d'enthousiasme, que suivit un décret de mise hors la loi contre tout individu et toute autorité qui attenterait à la sûreté du Corps législatif. Chose remarquable, Boulay de la Meurthe était un homme de sens et d'un esprit rassis, et cependant les passions politiques le transportaient au point de l'égarer, et l'empêchaient même de voir dans ce qu'il faisait la ruine du gouvernement constitutionnel qu'il ne voulait pas renverser. Au milieu des exagérations dont l'exemple était donné par des hommes judicieux, il est curieux de voir le rôle de Bailleul, dont le caractère mérite une attention particulière, comme marqué à un type original et presque unique dans l'assemblée. Craignant à l'excès les révolutionnaires, et pourtant réacteur modéré, car en lui l'exaltation de la tête était tempérée par la bonté d'une ame expansive, ami de la constitution, et pourtant coupable de l'avoir violée au 18 fructidor, l'un des complices du coup d'état contre ses collègues, mais parce qu'il ne trouvait dans la loi fondamentale aucun moyen de maintenir le gouvernement, et de désarmer le parti qui allait envahir la république, et la plonger dans un abîme de maux, Bailleul soutenait alors le gouvernement menacé de sa ruine contre le parti des anciens et des nouveaux Jacobins, qu'il accusait de vouloir détruire sans avoir rien à établir sur les ruines qu'ils auraient faites. Il voyait en outre le Directoire menacé de périr, ainsi que Louis XVI, par les finances; et comme il avait des lumières

dans cette partie, il défendait les propositions de Ramel contre l'ignorance et la passion des uns, ainsi que contre les refus systématiques des autres, qui suivaient la même marche que les opposans abattus par le 18 fructidor. C'est alors qu'il s'écriait dans une espèce d'inspiration : « Avec le système d'administration actuelle, avec l'esprit qui dirige le Corps législatif, et particulièrement le conseil des Cinq-Cents, il me paraît impossible de soutenir la république. » L'oracle était précis et sûr, mais il ne fallait pas ajouter avec cette imprudence, qui soulève les esprits et renflamme les passions : « Je crains plus les Russes qui sont au Corps législatif, que ceux qui sont sur nos frontières. » Au lieu d'éclairer, de convaincre et de ramener ses fougueux adversaires, qui se trompaient de bonne foi et voulaient ardemment le salut de la république, le violent orateur ne faisait que les aliéner et décréditer ses paroles. Aussi ne le croyait-on pas, et l'on se jetait de plus en plus dans l'exagération, dont il prévoyait et craignait les funestes suites. Le Directoire tout entier, le Directoire uni par des liens indissolubles, aurait eu peine à soutenir un pareil orage; Merlin et Laréveillère à moitié trahis ou abandonnés par Sieyes et Barras, n'osant compter que faiblement sur Gohier, qui sympathisait davantage avec les révolutionnaires du conseil des Cinq-Cents, n'avaient pas les moyens de résister. Sur ces entrefaites, des membres du conseil, attachés au parti du Directoire, vinrent solliciter Laréveillère, au nom des dangers que courait la république, au nom de son propre salut menacé par des furieux, de donner sa démission. Cet honnête homme, alors méconnu des patriotes, comme il l'avait été de l'injuste Carnot, devenu réactionnaire, essaya d'abord les moyens d'éclairer ses anciens collègues sur les fatales conséquences du succès de leur aveuglement, et répondit enfin avec douceur à leurs nouvelles instances : « Mes fonctions me sont à charge; si je me suis obstiné à les garder jusqu'ici,

c'est parce que je voulais opposer une barrière insurmontable aux factions ; cependant si vous croyez que ma résistance vous expose à des périls, je vais me rendre, mais je vous le déclare, la république est perdue. »

Merlin et Larévellière donnèrent leur démission dans la nuit, et se retirèrent, l'un dans son cabinet, pour y devenir l'oracle de la législation ; l'autre pour montrer dans la vie privée le modèle de toutes les vertus que la liberté demande à ceux qui veulent la conserver. Contagieuse comme un mauvais exemple, la faiblesse de Treilhard semblait avoir tout perdu ; mais ni Merlin, ni Barras, ni Sieyes, ni aucun homme alors en France n'était capable de sauver la république ; elle avait été frappée au cœur le 9 thermidor, et maintenant elle était tombée dans une langueur mortelle, seulement elle allait périr plus tôt et dans un état misérable, grâce aux erreurs des conseils, à l'aveuglement des patriotes, et à la mauvaise composition du Directoire, mutilé à son tour comme il avait mutilé les deux conseils au 18 fructidor. Le général Moulin, homme honnête et droit, sincèrement patriote, mais sans talent ; Roger-Ducos, l'un de ces gens de bien dont on fait tout ce qu'on veut parce que leur droiture n'est pas soutenue par le caractère, et que leur esprit manque de portée, remplacèrent au Directoire Larévellière et Merlin. Sieyes qui préparait ses voies et ne voulait pas d'opposition, Barras qui espérait dominer à l'aide des deux nouveaux élus qu'il tromperait, et de Gohier qui était doué d'une imperturbable confiance, quelques brouillons, quelques petits ambitieux des deux conseils qui se flattaient de l'espoir de gouverner sous le manteau d'un directoire de leur choix, concoururent à ces deux élections misérables, et qui amenèrent évidemment la décadence du parti patriote et la perte du gouvernement. Plus aveugle que tous ces hommes, malgré la supériorité de son esprit à certains égards, le présomptueux Sieyes

croyait gouverner seul la république; il comptait bien aussi triompher de Barras en lui substituant un général victorieux, que sa jeunesse rendrait docile aux conseils et au vouloir du législateur de la république. L'instant n'est pas loin où il sera relégué lui-même sans honneur dans les obscurs emplois d'un sénat conservateur qui ne conservera rien, pas même le citoyen Sieyes, qui voulait être le grand électeur de la république et absorber le vainqueur de l'Italie et de l'Orient.

C'était le Corps législatif qui venait de prendre sa revanche dans la journée du 30 prairial et dans l'élection des nouveaux membres du pouvoir exécutif; c'est aussi son esprit qui parut dominer dans la marche du Directoire. Joubert, auquel on imposait in-petto la condition de quelque grande victoire avant de l'appeler, comme nous l'avons dit, à couvrir de l'éclat de son nom et de son influence sur l'armée les changemens politiques médités par Sieyes, fut chargé de remettre l'armée d'Italie dans la voie des triomphes. Championnet, dégagé de ses fers, reçut le commandement d'une nouvelle armée que l'on voulait former derrière les Alpes. Il en était de même pour les choix au civil : en rendant les plus grands services, surtout pendant la transition si difficile du papier-monnaie au numéraire, Ramel s'était attiré de nombreux ennemis, autant par sa juste sévérité que par ces iniquités que les gouvernemens se trouvent réduits à faire, quand le salut de l'état semble compromis, et ne permet pas le choix des moyens; on ne voulait pas partager la responsabilité morale de ses actes, et l'espèce de réprobation dont il était frappé, malgré la plus exacte probité personnelle. En conséquence, on lui donna pour successeur un autre conventionnel, Robert Lindet, qui s'était fait une réputation d'administrateur au Comité de salut public. Il eut la plus grande peine à se charger du portefeuille des finances. Talleyrand, avec sa prudence ordinaire, se retira devant

l'orage suscité par les patriotes contre les régulateurs de notre diplomatie, et fit nommer à sa place le citoyen Reinhard, dont il connaissait la portée d'esprit, et dont il n'avait rien à craindre, si l'occasion se présentait de remonter au pouvoir. Cambacérès, que l'affaire de Lemaître avait écarté du Directoire lors de la première nomination, et qui avait dû reprendre son cabinet d'avocat, parce qu'on le laissait en oubli, Cambacérès, que j'ai vu si joyeux d'avoir obtenu les suffrages des patriotes dans le corps électoral de l'an VI, où il fut nommé en même temps que moi député de Paris, avait été remis en honneur par cette élection tant désirée dont il sentait toute importance pour son avenir, obtint le portefeuille du ministère de la justice, résigné par Lambrecht alors malade. Le directeur Gohier se félicita d'avoir pu porter à la police générale son ami Bourguignon, jurisconsulte éclairé, patriote honnête et sincère, qui avait beaucoup plus de capacité que ne semblaient l'annoncer son air simple et quelque chose d'emprunté dans toute sa personne. Fouché qui, sentant son propre génie, convoitait déjà la place de Bourguignon, accepta, en attendant, le poste d'ambassadeur à La Haye, qui le relevait d'une disgrâce. Il s'étayait alors de la faveur de Barras; il avait encore obtenu l'appui de Moulin et de Gohier, qui croyaient servir en lui un ardent patriote; et d'un autre côté, pressentant de loin la révolution nouvelle qui ne pouvait manquer d'éclater avec un homme du caractère de Sieyes, il s'était ménagé l'assentiment de ce directeur, qui se disait tout bas en voyant ce Mazarin au petit-pied : « Voilà mon ministre de la police »; comme il avait dit en parlant de Joubert : « Voilà mon général. » Personne ou presque personne alors ne fit attention à ce manège, qui me frappa beaucoup et dont je vis clairement toutes les conséquences.

Ces changemens à peine opérés, les conseils se croyant en sécurité vis-à-vis du Directoire, s'empressèrent de lui

remettre entre les mains toutes les ressources de la France, dont la situation venait d'être exposée sous leurs yeux dans un message éloquent de vérité. C'est ainsi que sur le rapport du général Jourdan, interprète de la commission des onze, au lieu de deux cent mille hommes à prendre sur les différentes classes de la conscription, le Directoire fut autorisé par un décret à les appeler toutes à la fois; c'est ainsi, qu'au lieu des impôts proposés par l'ancien Directoire et repoussés avec tant d'acharnement par les deux oppositions réunies, on accorda au nouveau gouvernement un emprunt forcé de cent millions. Jourdan servit encore d'organe à la proposition de cette mesure. Conformément au système des patriotes, naturellement portés à faire peser sur les riches la plus grande partie des charges de l'état, la taxe, de proportionnelle qu'elle était, devint progressive. Les principes révolutionnaires triomphèrent aussi dans l'adoption de la loi des otages : voici les motifs graves et malheureusement trop entraînans qui déterminèrent cette terrible résolution. Depuis quelques mois de relâchement dans le pouvoir, et à la faveur des dissentions élevées entre les conseils et le Directoire, la plupart des villes du Midi étaient désolées par d'affreux excès. On y égorgeait partout, ainsi que dans les campagnes, les patriotes, les fonctionnaires publics et les acquéreurs de domaines nationaux. En même temps, les grandes routes, infestées de brigands, n'offraient plus de sûreté pour les voyageurs, malgré les escortes de soldats placés sur le haut des diligences. Ces bandes de brigands et d'assassins se trouvaient pour la plupart composées de conscrits réfractaires, de chouans, de Vendéens et des membres les plus gangrenés des compagnies de Jésus et du Soleil. Les amis de la république, attribuant tous ces attentats au parti contre-révolutionnaire, et croyant en tarir la source, voulurent rendre les ci-devant nobles et les parens d'émigrés responsables des excès commis au nom du royalisme. De là,

toutes les rigueurs personnelles et financières que l'on emprunta au gouvernement du Comité de salut public, comme si le temps permît encore de recourir à des armes pareilles, et que l'opinion, encore tremblante ou furieuse au souvenir de la terreur, pût rien supporter de ce qui tendait à la ressusciter parmi nous. L'erreur était grande; car les hommes mêmes qui proposaient ces remèdes extrêmes auraient tremblé au moment de les appliquer, et reculé surtout devant les conséquences du régime qu'il aurait fallu adopter pour les rendre efficaces. Les patriotes de l'époque commirent une faute énorme, qui contribua singulièrement à la ruine de leur influence.

S'ils méconnurent alors l'état des choses et la mesure de leurs propres forces, on leur doit au moins la justice de dire qu'ils adoptèrent aussi plusieurs mesures sages en elles-mêmes, mais qui n'étaient que de vains palliatifs. Destinés à modérer la puissance du gouvernement, ils ne pouvaient contribuer en rien au salut de l'état; voici les dispositions prises par la juste jalousie et par la prévoyance des conseils. Pour prévenir le retour du scandale des scissions commandées par le pouvoir, on mit les élections sous la sauve-garde d'une loi qui punissait toute entreprise de ce genre comme un attentat à la souveraineté du peuple; on interdit au Directoire la faculté de faire entrer des troupes dans le rayon constitutionnel sans l'autorisation du Corps législatif, comme aussi de destituer arbitrairement les officiers, de fermer les clubs au gré de son caprice, et de déléguer à ses agens le droit de lancer des mandats d'arrêt. Par une décision qui avait pour but de remettre la probité en honneur, les conseils décrétèrent qu'aucun fonctionnaire quelconque ne pourrait être fournisseur ou intéressé dans les fournitures. Si l'on ne parvint pas à affranchir entièrement la presse par une loi qui en réglât les franchises, l'article de la loi du 19 fructidor, qui permettait au Directoire de supprimer les journaux,

n'en demeura pas moins aboli, c'est-à-dire que les écrivains périodiques recouvrèrent de fait toute leur indépendance.

Tout semblait remis en ordre et raffermi, mais rien ne se trouvait changé dans le fond des choses, et la France était si malade, le gouvernement tellement ébranlé, l'intérieur avait été travaillé avec tant de persévérance et d'habileté par le parti royaliste, ce parti avait si bien profité des malheurs publics pour rendre la république odieuse, l'administration avait tant d'obstacles à vaincre, les partis en étaient venus à un tel degré d'irritation, que les plus grands succès militaires n'auraient fait qu'ajourner la ruine du régime constitutionnel, violé d'ailleurs tour à tour par les deux pouvoirs que leur devoir et la loi lui donnaient pour gardiens. Néanmoins les nouveaux directeurs et leurs ministres se mirent à l'œuvre, comme s'ils avaient eu la plus ferme espérance de réussir et de sauver la chose publique. Aux prises avec une situation d'autant plus difficile, qu'ennemi des remèdes violens, il n'avait pas, comme Ramel, l'imperturbable sang-froid qui ne s'émeut pas un moment des manques de foi d'un gouvernement, Robert Lindet prit des mesures de conciliation, auxquelles le portait la nature de son caractère et de son esprit, parfaitement d'accord entre eux. Il eut recours aux principaux banquiers et commerçans de l'époque, qui prêtèrent leur signature et leur crédit au gouvernement, en formant un syndicat, dont les billets avaient pour hypothèque les impositions, au fur et mesure des recettes. De son côté, Bernadotte, secondé par le zèle ardent de tous ses employés, travaillait sans relâche à réorganiser une armée, surtout à faire cesser le dénûment des troupes qui était extrême. Soigneux de cultiver sa popularité, il adressait aux fonctionnaires, aux armées, aux généraux, des proclamations brûlantes de patriotisme et d'énergie républicaine, attribuées à Rousselin-Saint-Albin, alors secrétaire-général de l'administration de

la guerre ; mais ce langage qui plaisait aux citoyens n'avait plus la même influence qu'au temps où chaque appel du gouvernement remuait le peuple tout entier. Jamais je n'ai mieux senti que ces paroles sont comme une monnaie de circonstance, dont l'opinion fixe le titre et le poids, et qui augmente ou diminue de valeur suivant le temps où elle a cours.

Le ministre de la police, Bourguignon, veillait nuit et jour sur les menées de l'intérieur. Les patriotes avaient confiance en lui, comme dans un honnête homme incapable de les tromper et surtout de leur dresser des embûches; mais il avait beaucoup à faire pour couper la vaste trame ourdie par les royalistes dans toute la France, avec une audace et une persévérance peu communes. L'une de ses plus fatigantes occupations était le soin de rassurer chaque jour le directeur Sieyes, qui se croyait sans cesse sur le point d'être assassiné par quelque démocrate. Plus on cherchait à le détromper, en réduisant ses prétendus dangers à leur juste mesure; plus il s'obstinait dans sa terreur, poussée au point de rendre Gohier et Moulin suspects à ses yeux, presque comme des complices des Jacobins.

Pendant que nous faisions en France un malheureux et dernier essai du gouvernement constitutionnel, qui courait à sa perte par une foule de causes trop connues, l'homme déjà rappelé de tous côtés par l'opinion publique, s'occupait d'achever la conquête de l'Egypte, et d'y établir notre puissance, grâce à un mélange de force qui impose, de sagesse qui concilie, et de cette vigilance toujours prête à prévenir le mal ou à le combattre. Il n'avait qu'à s'applaudir du succès de ses travaux, mais la Porte ottomane venait de nous déclarer la guerre; cette nouvelle, répandue en Égypte par des émissaires envoyés de Syrie, excita une fermentation générale dans le pays. Le chef des croyans étant devenu notre ennemi, le peuple ne nous regardait plus que comme des chiens d'infidèles, que Dieu

ordonnait d'exterminer. A l'abri du libre exercice de la religion, et pendant que Bonaparte était au vieux Caire, les mécontens excitèrent une rebellion. Le général Dupuy, gouverneur de la ville, le Polonais Sulkowski, aide-de-camp du général en chef, et l'une des plus grandes espérances de l'armée, furent égorgés avec trois cents soldats. A cette nouvelle, le sultan Kebir (sultan du feu), c'était le nom donné à Bonaparte par les Orientaux, court à la vengeance, pénètre dans la ville par la porte Boulac, à la tête de ses colonnes et de notre redoutable artillerie. Quoique sûr de l'emporter de vive force, il offre un généreux pardon aux révoltés; mais sur leur refus de mettre bas les armes, nos soldats s'avancent avec plusieurs pièces de canons. Assiégés dans leurs temples, les révoltés font un feu terrible. Les mosquées sont aussitôt enfoncées, un combat terrible s'engage entre les assiégeans et les assiégés. Des batteries placées sur différentes hauteurs et le canon de la citadelle tirent sur la ville, foudroient le quartier des rebelles ainsi que la grande mosquée. Alors les chérifs et les principaux du Caire viennent implorer la générosité des vainqueurs et la clémence de Bonaparte. Un pardon général est accordé à la ville, quelques scheiks seulement paient pour les coupables. Mais le Caire, dépouillé de son divan, se voit assujéti à la seule autorité militaire, et mis dans un tel état de défense qu'un seul bataillon suffisait pour nous mettre à l'abri des mouvemens séditieux d'une population orageuse et redoutable.

La paix de l'Egypte inférieure étant assurée, Bonaparte envoya le général Bon à Suez avec quinze cents hommes; il partit bientôt lui-même accompagné d'une partie de son état-major, de Monge, de Berthollet, de Costaz, de Bourienne; arrivé à Suez, il reconnaît la côte et la ville qu'il fait fortifier. Le 8 nivose il passe la mer Rouge à pieds secs et va visiter les sources de Moïse; au retour, surpris par la nuit et la marée montante, il est près de

périr comme le Pharaon de la Bible et ne parvient qu'avec la plus grande peine, à sortir de ce danger. Après avoir rendu plusieurs décisions favorables aux commerce, il quitte Suez pour s'enfoncer dans le désert, il y trouve les restes du canal de Sésostris qu'il suit pendant plusieurs lieues, et dont il ordonne à l'ingénieur Peyre de faire le lever géométrique et le plan tout entier; l'ancienne communication de la Méditerrannée avec la mer Rouge est retrouvée; il pense à la rétablir et se voit déjà maître du commerce du monde.

De retour à Suez, Bonaparte apprend que la Turquie se prépare à lancer deux armées contre nous, l'une doit débarquer sur le rivage d'Aboukir près d'Alexandrie; l'autre venir nous attaquer en traversant le désert qui sépare l'Égypte de la Syrie. Aussitôt il se décide à prévenir les ennemis en pénétrant lui-même dans cette province; il avait formé des intelligences avec les peuplades du Liban; les Druses autre peuplade chrétienne, des musulmans schismatiques lui offrirent leur secours; il pouvait trouver un jour dans ces alliances une armée très considérable, mais nous devions avant tout nous emparer de la Syrie; en conséquence, après avoir pris au Caire toutes les dispositions nécessaires à la garde de l'Égypte, pendant son absence, il se met à la tête de dix mille fantassins commandés par les généraux Kléber, Reynier, Lannes, Bon, de la cavalerie française et de plusieurs escadrons de dromadaires, aux ordres de Murat, de l'artillerie confiée à Dammartin, du corps du génie conduit par le brave et savant Cafarelli. Bientôt El-Arich et son château sont tombées en notre pouvoir; une marche de soixante lieues à travers les déserts et au milieu de beaucoup de souffrances, nous conduit à Jaffa, l'antique Joppé; cette ville ne résiste que quelques jours à la furie de nos soldats indignés de l'assassinat d'un parlementaire envoyé par le général en chef; une résolution terrible, celle de massacrer

quelques mille prisonniers qu'on ne pouvait envoyer en Égypte, est exécutée à regret et même avec une sorte d'effroi, par l'armée conquérante. Pendant notre séjour à Jaffa, les premiers symptômes de la peste se manifestent, et causent de grands ravages dans l'armée qu'ils remplissent de consternation et d'épouvante; là Bonaparte, se souvenant de ses devoirs de général en chef, va visiter les malades, les console, touche leurs plaies sans hésiter, et ranime tous les courages. Non moins intrépide encore, le médecin en chef Desgenettes s'inocule la peste, qu'il déguise sous le nom d'une autre maladie, pour guérir d'abord le moral des soldats atteints par le redoutable fléau.

Maîtres de Jaffa, de Kaiffa, victorieux de tous les corps ennemis qui sont venus attaquer nos colonnes, les Français arrivent enfin devant Saint-Jean d'Acre (l'ancienne Ptolémaïs).

Bonaparte, qui sent l'importance de la prise de cette place et la nécessité de s'en rendre maître avant qu'elle ne soit secourue par les Turcs, fait ouvrir la tranchée; mais Sydney, arraché du Temple à prix d'or, et sur un faux ordre du Directoire, nous a enlevé une partie de notre grosse artillerie, avec trois bâtimens de la flottille du contre-amiral Perrée; nous n'avons que quelques pièces de siége et un certain nombre de pièces de campagne. Les boulets nous manquent; mais Bonaparte, par une invention prise dans la connaissance du caractère français, propose une prime à chaque soldat qui apportera l'un des boulets que l'amiral anglais et Djezzar nous envoient, l'un de sa flotte embossée non loin de la plage, l'autre des remparts de la ville d'où notre propre artillerie, remise au pacha par Sydney-Smith, tire sur nous. Nous tentons un premier assaut, nous sommes arrêtés par une contrescarpe et un fossé; alors l'ingénieur Samson fait pratiquer la mine sous le feu de tous les remparts. Vingt cinq grenadiers montent à un

second assaut, leur chef tombe mort; deux bataillons surviennent, le feu continuel des Turcs et la mort du commandant Laugier font encore manquer cette troisième tentative, où nos soldats avaient déployé la plus rare intrépidité. Cependant, après d'incroyables efforts, les français, soutenus par la présence de Bonaparte, sont parvenus sur la brêche; un moment l'alarme répandue est telle que Djezzar prend le parti extrême de s'embarquer; revenu de sa frayeur, et secouru par les Anglais, il se hasarde à une sortie générale, et se voit rejeté dans la place avec une grande perte. La lèçon donnée au pacha était forte; le général français vole au secours de la division Kléber qu'il avait envoyé à Nazareth avec la mission d'observer les Turcs accourant de Damas pour nous faire lever le siége de Saint-Jean d'Acre. Parti le 15 avril et arrivé le lendemain sur les hauteurs, il découvre Fouli, le mont Thabor, et aperçoit son intrépide lieutenant qui, avec trois mille soldats, résiste à l'armée turque dont il est environné. Douze mille cavaliers se sont élancés contre Kléber et sa petite phalange; mais conservant tout son sang-froid, il a ouvert le feu à portée de pistolet et formé ainsi devant son front un rempart de cadavres d'hommes et de chevaux. A cette vue, Bonaparte range ses troupes en trois carrés, se porte avec deux pièces d'artillerie légère sur le camp des Mamelucks; les deux colonnes d'infanterie marchent pour tourner l'ennemi, à une demi-lieue du champ de bataille. Bonaparte envoie aussitôt le général Rampon à la tête de la 32e, qui doit, en prenant l'ennemi en flanc et à dos, soutenir et dégager Kléber. Le général Vial se dirige avec la 18e, vers la montagne des Noures pour forcer les Turcs à se jeter dans le Jourdain, en même temps que les guides à pied s'élancent au pas de course sur Jenin, pour leur couper la retraite sur ce point.

Au moment du départ des différentes colonnes, le général en chef fait tirer un coup de canon : « C'est Bona-

parte! » s'écrient les soldats. A ce signal, Kléber quitte la défensive, enlève Fouli à la baïonnette, passe au fil de l'épée tout ce qu'il rencontre, et marche au pas de charge sur la cavalerie, qui est aussi attaquée par la colonne de Rampon, coupée vers les montagnes de Naplouse par Vial, et fusillée vers Jenin par les guides à pied. En un instant, la plaine n'offre plus que les débris d'une armée en fuite. Murat, de son côté, avait parfaitement rempli les intentions du général en chef. La bataille du mont Thabor nous livre tous les magasins des Turcs, leur camp, les trois queues du pacha, un butin immense et quatre cents chameaux.

Bonaparte rentre au camp de Saint-Jean d'Acre, où il apprend que le contre-amiral Perrée vient de débarquer à Jaffa neuf pièces de siége et des munitions. Les travaux du siége recommencent avec une indomptable énergie; les assauts succèdent aux assauts. Des prodiges d'audace et de valeur de la part de nos soldats produisent une résistance désespérée. Le 18 floréal, une flotte est signalée; elle apporte aux assiégés des vivres, des munitions et un renfort de troupes considérable. Bonaparte veut prévenir l'arrivée de ce secours; de nouvelles attaques sont ordonnées; elles réussissent, en nous coûtant beaucoup de sang. Une brèche paraît praticable; Bonaparte ordonne l'assaut; on s'élance : nous sommes déjà dans la place; mais l'ennemi revient avec fureur, on se bat corps à corps. Malgré les efforts réunis de Lannes et de sa colonne, les Turcs reprennent la brèche; ce général a reçu une grave blessure; le général Rambaud et d'autres officiers supérieurs sont tués. En outre, l'ennemi vient de débarquer des troupes. La retraite devient nécessaire : Bonaparte ne cède point encore; il ordonne un nouvel assaut; mais la garnison, les matelots turcs, les équipages des vaisseaux anglais, les habitans excités par leur présence, une formidable artillerie placée sur les remparts, se réunissent

contre nous ; il faut encore reculer. Enflé de ses succès, l'ennemi fait une sortie générale : il est vigoureusement repoussé ; ce succès ne nous rendra pas maître de la place. Pendant ce temps, la peste recommençait ses ravages, la Basse-Égypte s'insurgeait de proche en proche; on annonçait l'arrivée d'une armée turque vers les bouches du Nil; Bonaparte dut enfin renoncer à une ville qui nous avait déjà coûté si cher, et que nous ne pouvions espérer de conquérir. Bonaparte se décida enfin à lever le siége, mais, avant de partir, il fit des adieux terribles à la ville qui avait résisté à ses armes. L'artillerie française y vomit la destruction et la mort, et ne laissa subsister de Saint-Jean d'Acre que des murailles renversées et des ruines fumantes. Profondément affligé d'un revers, dont il sentait toutes les conséquences, Bonaparte, disait, en parlant de Sidney : « cet homme m'a fait manquer ma fortune! » Voici l'explication de ce mot si étonnant dans celui dont la fortune s'éleva si haut, après son retour d'Égypte. Rival d'Alexandre, et concevant des projets plus gigantesques encore que ceux du héros de la Macédoine, il voulait s'emparer de l'Orient, revenir par Constantinople, et prendre l'Europe à revers pour arriver à Paris après avoir changé la face du monde. Arrêté dans de si vastes desseins par l'échec de Saint-Jean d'Acre, force lui fut de se borner, pour le moment, à la conservation de l'Égypte. Dans sa retraite, Bonaparte fit sauter les fortifications de Jaffa. Ne pouvant évacuer la grande ambulance de pestiférés qui se trouvait dans cette ville, il dit avec douleur à Desgenettes : « Il serait plus humain de donner de l'opium à ces malheureux, que de les exposer à mourir de la peste ou égorgés par un ennemi féroce. — Mon métier, répondit le médecin, est de guérir et non de tuer. » Telle est la circonstance qui a fourni au cabinet britannique le sujet d'une dénonciation calomnieuse contre Bonaparte, comme coupable d'avoir empoisonné

ses propres soldats. Cette calomnie, assez long-temps triomphante, n'est plus aujourd'hui qu'une fable tombée dans le mépris.

Le retour par le désert fut pour nos soldats une épreuve terrible, et pour Bonaparte une occasion de déployer toute la sollicitude et toute la constance d'un général qui veille sur ses soldats avec un cœur de père, et les soutient par d'héroïques exemples. Monge, déjà vieux, se fit remarquer par son courage; mais sans les soins que lui prodigua son ami, le savant Berthollet, il serait mort dans le désert. Notre retraite fut signalée par le ravage des villes et des villages qui avaient attaqué ou trahi les Français, par l'incendie des moissons, par la destruction de tout ce qui pouvait offrir des ressources à l'ennemi.

Pendant l'expédition de Bonaparte en Syrie, les partisans de la domination turque avaient répandu le bruit que le *Sultan de Feu* était mort et son armée détruite. A ces fausses nouvelles, l'insurrection, qui couvait toujours en secret dans le cœur des Musulmans, si habiles à dissimuler leurs mauvais desseins jusqu'au moment de l'explosion, avait envahi le Delta. L'ange Elmody, imposteur plein d'audace, que suivait déjà une grande foule d'insurgés, fut tué à Damanhour, dont il avait fait égorger la garnison. Cet exemple dissipa les insurgés et rétablit le calme dans notre conquête, mais pour peu de temps. Nous avions fait une admirable campagne et remporté de brillans succès; mais ils avaient abouti à un échec devant une bicoque de Syrie; il fallait dissimuler ce revers. Bonaparte accoutumé, comme tous ses pareils, à s'emparer des imaginations, célèbra, au Caire, ses victoires par des fêtes magnifiques, qui le firent regarder des peuples comme l'invincible épée du prophète. Mais il ne pouvait tromper de même ni l'armée qu'il ramenait, ni ses généraux indignés d'avoir vu prodiguer inutilement le sang de tant de braves soldats. D'ailleurs, les Français, dans leur exil,

étaient atteints de ce qu'on appelle la maladie du pays; les officiers les plus braves étaient repris de ces accès de découragement dont ils avaient ressenti les effets dans la première marche d'Alexandrie sur le Caire : la France! la France! était le cri général. On dit même qu'un jour l'armée voulut s'emparer des drapeaux au Caire et marcher sur Alexandrie pour s'embarquer.

On était sans nouvelles de l'Europe et de la France, seulement on savait, par des bruits confus, qu'une nouvelle guerre avait éclaté sur le continent. Inquiété par des rumeurs qui, quoique vagues, prenaient chaque jour une nouvelle consistance, Bonaparte s'attendait encore à une nouvelle lutte avec les Ottomans, obstinés à reconquérir l'Égypte où ils espéraient nous ensevelir jusqu'au dernier.

En effet, le 12 juillet, l'escadre anglaise, commandée par Sydney-Smith, portant à son bord l'armée turque, aux ordres de Mustapha-Pacha, vint toucher dans la rade d'Aboukir. Le 14, à la réception de cette importante nouvelle, Bonaparte écrivit à Desaix pour lui donner l'ordre d'évacuer la Haute-Égypte, où il avait assuré la paix par la victoire décisive de Sédiman; à Kléber et à Régnier, qui occupaient le Delta, de se rapprocher d'Aboukir. De son côté, le fameux Mourad-Bey, apprenant aussi le débarquement, voulut venir se joindre aux Turcs avec sa brave cavalerie; mais Murat l'ayant rencontré, le battit et l'empêcha d'effectuer une jonction qui serait devenue funeste à l'armée française. Bonaparte réprimanda sévèrement Marmont, qui ne s'était pas porté rapidement sur les débarqués pour les jeter à la mer avant qu'ils fussent solidement établis. Le général en chef français partit d'Alexandrie le 6 thermidor; le 7 (25 juillet), il se trouvait à l'entrée de la presqu'île, ayant en face de lui dix-huit mille hommes d'une infanterie redoutable qui occupait deux lignes de retranchemens, dont la plus grande partie avait été construite par le génie français. Un des flancs

de l'ennemi s'appuyait à la mer ; l'autre au lac de Madich.

Bonaparte, craignant que des troupes anglaises n'eussent été mises à terre avec les Turcs, avait résolu de rester à l'extrémité de la presqu'île dans une position formidable, et d'attendre le choc de ses adversaires jusqu'au moment de l'arrivée de ses divisions encore éloignées ; mais bientôt, certain qu'il n'avait devant lui que les Musulmans, le général français se décida promptement à les assaillir. Par ses ordres, Destaing, Lannes, Murat s'élancèrent sur l'ennemi. Dans cette attaque, quatre ou cinq mille Turcs furent jetés à la mer. Après ce premier succès, Bonaparte, suivant sa maxime de ne jamais s'arrêter tant qu'il restait quelque chose à faire, prescrit à Lanusse de soutenir les généraux Destaing et Lannes, et d'attaquer la seconde ligne du pacha. La dix-huitième demi-brigade, malgré le feu qui part des retranchemens, parvient au pied des parapets ; mais là, elle se voit repoussée, tandis que le brave adjudant-général Leturcq, qui ne veut pas céder, est renversé d'un coup mortel, et que Fugières perd un bras. La cavalerie de Murat elle-même recule, après plusieurs charges vigoureuses. Notre attaque semblait manquée au moment où les Turcs sortirent de leurs retranchemens pour venir, suivant leur usage, couper la tête des morts et des blessés. Attentif à ce mouvement, Bonaparte lance aussitôt deux bataillons, l'un de l'intrépide 69e, l'autre appartenant à la 22e, qui s'emparèrent des retranchemens ; la 28e seconde ce mouvement et entre dans la redoute. Murat guide une nouvelle charge et pénètre avec un escadron dans le village d'Aboukir. Les Turcs effrayés fuient de toutes parts : on en fait un carnage horrible. A la tête de ses cavaliers qui courent de toute la vitesse de leurs chevaux, Murat envahit le camp de Mustapha-Pacha ; celui-ci, sommé de se rendre, fait feu sur le général français, le manque, et reçoit un coup de sabre

qui lui coupa deux doigts de la main. L'infanterie, marchant en colonne et au pas de charge, presse la masse des Turcs qui tourbillonne sur elle-même, et la pousse tout entière dans la mer, où l'on vit bientôt flotter dix mille cadavres. Quelques Turcs, enfermés dans le fort d'Aboukir, ne tardèrent pas à se rendre. Le soir de cette grande journée, la division de Kléber, accourant à marches forcées, arriva en ligne. Le général, à la vue du champ de bataille, fut frappé d'admiration, et, s'adressant à Bonaparte, lui dit avec enthousiasme : « Général, venez que je vous embrasse; *vous êtes grand comme le monde !* »

L'Orient nous voyait triompher; mais en Europe, chaque jour quelque nouveau revers semblait annoncer que Bonaparte avait emmené avec lui, sur les bords du Nil, la fortune qui nous avait donné tant de victoires. Après la bataille de la Trebbia, Suwarow voulait continuer à frapper l'armée française démoralisée, mais l'Autriche lui ordonna de se rendre maître des places fortes. Peschiera, Pizzighitone, le château de Turin, celui de Milan étaient tombés au pouvoir de l'ennemi; mais Mantoue résistait à Kray et Alexandrie à Bellegarde. Cependant ces deux places, qui ne se trouvaient pas défendues comme elles étaient susceptibles de l'être, ne firent pas la défense qu'on devait attendre d'elles. Moreau, à la tête de quarante mille hommes, allait essayer de réparer nos malheurs, lorsqu'il reçut, avec l'avis de la nomination de Joubert, l'ordre de ne rien tenter jusqu'à l'arrivée de son successeur; il dut souffrir d'autant plus de cet ordre, que l'armée, qui avait si héroïquement résisté aux forces combinées de la Russie et de l'Autriche, demandait à grands cris le signal de marcher de nouveau contre un ennemi pour lequel elle éprouvait la plus violente haine. Ce fut de ces braves soldats que Joubert vint prendre le commandement. En quittant Paris, où il s'était vu retenu trop long-temps par le jeu des intrigues politiques

et par les soins de son mariage, il avait dit à sa jeune épouse : « *Tu me reverras mort ou victorieux.* » Triste et bel adieu ! En arrivant au camp, Joubert témoignant pour Moreau la plus respectueuse déférence, le supplia de l'aider de ses conseils dans les efforts qu'il avait résolu de faire pour arrêter Suwarow. Hélas ! le mouvement d'agression qu'allait tenter l'armée républicaine venait trop tard, et nous devions payer bien cher la prolongation du séjour de Joubert dans la capitale. Kray et Bellegarde, après la prise d'Alexandrie et de Mantoue, venaient de rejoindre le gros des troupes alliées, fortes alors de soixante mille combattans. Joubert, à cette fâcheuse nouvelle, eut la sage pensée de rentrer dans l'Apennin et de se borner à une défensive énergique, en attendant des secours. Malheureusement pour nous, Suwarow se porta en avant et prévint la marche rétrograde de Joubert, qui se vit contraint d'accepter la bataille, circonstance presque toujours défavorable. Le 28 thermidor (15 août 1799), Kray aborda nos troupes. Grouchy et Lemoine faillirent être écrasés par Bellegarde et Ott, qui parvinrent à occuper une des hauteurs en avant de Parturana. Le premier succès de l'ennemi pouvait avoir les plus fâcheuses conséquences ; Joubert accourut au galop sur le point menacé, et ordonna d'attaquer les Autrichiens. Placé au milieu des tirailleurs, il les excitait par sa présence, lorsqu'une balle le frappa mortellement : « *En avant*, s'écriait-il, avant de rendre le dernier soupir, *en avant, mes amis !* » Du consentement unanime des généraux présens, Moreau reprit le commandement et tomba comme la foudre avec la 34e sur les Autrichiens, qui furent précipités de la colline dont ils s'étaient emparés. Bellegarde cherchait à nous tourner par le ravin de Riasco, lorsqu'il fut rencontré et culbuté par Clausel, Pérignon, Partouneaux et Richepanse. Au centre, Laboissière venait d'abîmer la division de Bagration, qui avait détaché quelques bataillons pour

tourner Novi par la droite; Watrin, ayant rencontré les troupes russes, les avait vigoureusement repoussées dans la plaine couverte des débris du corps de Bagration. A cette heure, notre armée ne comptait qu'un petit nombre d'hommes à regretter, tandis que les alliés avaient été cruellement décimés par le feu de notre artillerie. Suwarow, qui accourait avec une division toute fraîche, celle du général russe Derfeldin, ordonna une nouvelle attaque. Kray, Bellegarde, Ott éprouvèrent des pertes considérables contre notre gauche; au centre, Suwarow ne peut arracher un pouce de terrain aux divisions qui défendaient Novi; mais, par suite d'un excès d'impétuosité à poursuivre les Russes, nous fûmes ramenés dans nos retranchemens avec un dommage considérable; cependant tout le poids de la bataille portait encore sur les alliés, et les Français n'avaient jamais montré plus de calme et de sang-froid. Alors, appelant à lui toutes ses forces, Suwarow voulut tenter un nouvel effort, principalement sur notre droite. En ce moment, et sans qu'on pût prévoir ce fâcheux incident, la brave division Watrin fut saisie d'une terreur panique, et, au lieu de quitter en bon ordre la plaine dans laquelle elle s'était avancée, elle se rompit et gagna en désordre le plateau sur lequel elle s'établit du moins fermement. Au centre, Suwarow, ne comptant pour rien les pertes énormes que nous lui faisions éprouver, parvint, à coups d'hommes, à s'emparer des hauteurs qui commandent Novi.

Dès lors, Moreau jugea nécessaire d'effectuer sa retraite avant que les ennemis victorieux ne nous prévinssent sur Gavi. Watrin se fit jour à travers leurs rangs, Laboissière quitta Novi, Lemoine et Grouchy se retirèrent sur Parturana. Pérignon, Grouchy, et le brave Piémontais Colli, qui combattait dans nos rangs, protégèrent la retraite aux dépens de leur liberté; tous les trois, couverts de coups de sabre, tombèrent dans les mains des ennemis. Nos trou-

pes se rallièrent en avant de Gavi. Les morts, des deux côtés, avaient été en nombre à peu près égal; les Russes avaient fait une assez grande quantité de prisonniers, mais ils comptaient beaucoup plus de blessés que l'armée française. Nous laissions aux ennemis quatre drapeaux et trente-sept bouches à feu. Les plus grands malheurs pouvaient suivre ce revers; la France frémissait d'indignation à la pensée de voir ses frontières franchies par les barbares du Nord. Par bonheur pour nous, Masséna était en Suisse, et n'avait pas voulu obéir à l'ordre qui lui retirait un corps de vingt mille hommes, pour je ne sais quelle armée du Danube. Sur son refus, le Directoire avait formé, avec quinze mille hommes placés sous les ordres de Championnet, une armée dite des Alpes.

Cependant, par suite de ses dissentimens avec le pouvoir et avec Bernadotte, Masséna se rendit alors coupable d'une désobéissance qui pouvait nous devenir bien funeste. Korsakof marchait vers le Rhin avec trente mille hommes; instruit de ce mouvement le Directoire voulait, avec raison, qu'on se hâta de battre l'archiduc Charles avant la jonction des Russes avec lui. Les ordres, les lettres se succédaient; Masséna restait immobile sans qu'on ait pu alors, sans qu'on puisse encore aujourd'hui expliquer cette faute, qui devait bientôt se perdre dans l'éclat d'un succès immense. Le ministre recommandait aussi à Masséna d'empêcher à tout prix les Autro-Russes de communiquer d'Italie avec l'Allemagne. Reconnaissant du moins l'importance de cet avis, Masséna prolongea sa droite, aux ordres de Lecourbe, jusqu'au Saint-Gothard, en lui ordonnant de reprendre les Grisons qui nous rendaient maîtres des Grandes-Alpes. L'entreprise fut exécutée avec audace. La vigueur et la célérité signalèrent Lecourbe comme un général qui aurait fait toute sa vie la guerre des montagnes. Ce fut à la suite de ce mouvement si nécessaire que nos soldats de Suisse apprirent le

désastre de Novi, et se préparèrent à recevoir tout le choc de l'ennemi victorieux.

Suwarow, comme on l'a vu après la bataille de la Trebbia, n'était pas très habile à profiter d'une victoire; mais une circonstance particulière vint l'empêcher de nous faire tout le mal que le succès de Novi le mettait en état de nous faire. Comme il s'était mêlé de beaucoup d'autres choses que de la guerre, où il avait déployé une autorité sans contrôle, et contrarié les vues de l'Autriche en rappelant le roi du Piémont dans ses états, le conseil aulique imagina de faire passer les Russes en Suisse, et d'envoyer les Autrichiens sur le Rhin avec l'archiduc Charles. Conformément à cette résolution, au moins fort étrange, le prince, en quittant les rives de la Limmat, dut être remplacé par Korsakof, tandis qu'Hotze donnerait la main à Suwarow qui, accourant d'Italie, et suivant les bords du Rhin, voulait forcer le Saint-Gothard, entrer dans la vallée de la Reuss, et tomber sur les derrières des Français qui occupaient la ligne de la Lintz. Deux généraux sous les ordres d'Hotze, Licken et Jellachich, reçurent l'ordre de s'étendre dans le canton de Glaris pour se lier à Suwarow.

Dès que le prince Charles, agissant sous l'inspiration de la cour aulique, eut commencé sa retraite, Masséna voulut saisir l'occasion de frapper avant que Suwarow eût passé les Alpes. Ce dernier n'avait que vingt-six mille hommes; Masséna, résolu à se jeter sur lui avec trente-sept mille soldats, espérait l'écraser et se débarasser ensuite d'Holzer. En conséquence, Masséna franchit la Limmat le 3 vendémiaire an VIII (25 septembre 1799), près de Diétikon. Foy, destiné à devenir un jour le Cazalès du parti libéral sous la restauration, commandait l'artillerie. Il disposa habilement des batteries capables de protéger le passage qui fut effectué avec autant de vigueur que d'intelligence. Gazan anéantit trois bataillons russes qui se défendirent

avec une rare obstination. La division Lorges, et une partie de celle de Mesnard, suivirent le mouvement de Gazan; sur un autre point, Mortier, Klein et Humbert rejetèrent la principale masse russe dans Zurich.

Pendant ce temps, Oudinot, remontant la Limmat à la tête des troupes aux ordres de Lorges et de Mesnard, enleva le petit camp de Hong, et s'empara des hauteurs de Vintherthur par où les Russes, en cas de défaite, devaient se retirer en Allemagne. Ces heureux préludes annonçaient de grands avantages pour le lendemain. Les Russes se voyaient enveloppés dans Zurich; derrière eux se trouvaient quinze mille hommes; dix-huit mille autres leur tenaient tête. Le 4, le combat s'engagea avec fureur; les Russes cherchaient à se faire jour et les Français à remporter une victoire complète. La route de Vintherthur fut prise et reprise plusieurs fois; Zurich abimé par le feu. Korsakof, contraint à la retraite, avait formé de son armée une longue colonne et placé en tête son infanterie, qui s'était héroïquement battue. Cette dernière, dans un dernier effort, fit une trouée avec une partie de sa cavalerie; mais quand elles eurent passé les masses françaises, celles-ci, attaquant le reste de cette cavalerie, la refoulèrent avec les bagages dans Zurich, qu'envahissaient de leur côté Klein et Mortier; une lutte affreuse s'engagea dans les rues de cette ville, encombrée d'artillerie, d'équipages, de blessés, et tout inondée de sang. Au milieu du désordre, l'illustre et généreux Lavater, occupé à séparer des ennemis acharnés, fut atteint d'un coup mortel et recueilli par le capitaine de grenadiers Genevay. Enfin, tous les Russes enfermés dans Zurick posèrent les armes. Cent pièces de canons, les bagages, le trésor, cinq mille prisonniers tombèrent au pouvoir des Français, qui en outre avaient mis huit mille hommes hors de combat. Korsakof regagna le Rhin. Soult, ayant franchi le Linth au-dessous du lac de Zurich, avait également réussi dans son mouvement et

balayé la rive. Hotze, survenu au moment du danger, tomba frappé mortellement ; Pœtrasch, qui vint le remplacer, ayant essayé en vain de nous rejeter dans le Linth, s'était retiré sur Saint-Gall, en laissant dans nos mains trois mille prisonniers et une partie de son artillerie. D'un autre côté, les généraux Je lassieh et Linken, chargés de venir par le Haut-Lint dans le canton de Glaris, pour recevoir Suwarow au débouché du Saint-Gothard, apprennaient tous ces revers. Ainsi, Suwarow, qui accourait rempli des plus magnifiques espérances, n'allait éprouver qu'une cruelle déception ; il se trouvait au pied du Saint-Gothard que son lieutenant Rosemberg tourna par Disentis. Parvenus à l'entrée de la gorge, les Russes trouvèrent la division Gudin, qui, par sa longue résistance, donna le temps au général Lecourbe de rassembler ses troupes. Celui-ci ne pouvant résister aux douze mille hommes de Suwarow et aux six mille que Rosemberg avait placés sur ses derrières, jeta son artillerie dans la Reuss, gagna la rive opposée en gravissant des hauteurs inaccessibles, et s'enfonça dans la vallée. Arrivé au-delà d'Urseren, Lecourbe rompit le pont du Diable. Malgré cette circonstance, les Russes s'étant obstinés à franchir le passage, eurent un grand nombre de soldats tués.

Après des pertes effrayantes et des fatigues dont il ne voyait plus le terme, manquant de vivres, ne trouvant point d'embarcations sur la Reuss, réduit à chercher ensuite ses lieutenans, Suwarow n'avait plus qu'un parti, celui de se jeter dans le Schachentad, et de franchir des montagnes presque inaccessibles, où il n'existait pour lui aucune route connue. La marche des Russes, qui ne pouvaient passer qu'un à un dans le même sentier, offrait un spectacle horrible ; les précipices qui se trouvaient sur la route étaient jonchés de débris d'hommes, de chevaux et d'équipages. Enfin, après dix jours de route, Suwarow parut dans la valée de Mutenthal. De ce point là, les Russes rétrogra-

daient sur le Bragel, lorsque, le 8 vendemiaire, Masséna tomba sur leur derrière en même temps que Molitor leur faisait face au défilé de Klon-Thal. L'arrière-garde ennemie, commandée par Rosemberg, résista aux efforts de Masséna; mais Bagration avec la tête de la grande colonne russe ne put percer Molitor et s'emparer de la route de Wesen. En vain les Russes voulurent forcer les positions qu'occupaient les redoutables républicains ; épuisé par des pertes considérables, harrassé de fatigues et furieux, Suwarow fut contraint de se retirer vers Glaris pour gagner ensuite la vallée du Rhin. Pendant cette retraite désespérée, Suwarow ne pouvait déjà plus porter le titre de prince italinski, que l'empereur son maître s'était trop hâté de lui donner. Masséna courut se mettre à la tête de la gauche de l'armée française ; avec les troupes de Lorges, de Ménard et de Gazan, il fondit sur les alliés le 1er octobre entre la Thur et le Rhin, et les força à repasser le fleuve. Le pont de Constance tomba au pouvoir des Français, qui poursuivirent vivement le corps du prince de Condé et les Bavarois à Constance. Le duc d'Enghein, assez malheureux pour avoir oublié que le grand Condé, son aïeul, aurait voulu pouvoir effacer de son histoire le crime d'avoir porté les armes contre la patrie, se défendit pourtant avec le courage d'un Français, mais enfin les troupes républicaines finirent par rester maîtresses de la ville.

Ce fut là le dernier engagement de la bataille de Zurich, de cette lutte de géants, qui dura quinze jours. Les alliés y perdirent toute leur artillerie et vingt-cinq mille hommes ; les Français en eurent près de quinze mille hors de combat. Les généraux Mortier, Lorges, Mesnard, Gazan, Soult, Molitor, l'énergique et infatigable Lecourbe, firent eux-mêmes et obtinrent des prodiges de nos braves soldats. Quant à Masséna, qui ne passait encore que pour le premier général de division des armées de la république,

il monta, par l'affaire de Zurich, au rang des capitaines, et mérita le titre de sauveur de la France. Il le fut effectivement; et le service immortel qu'il rendit alors acquerra bientôt un nouveau prix quand je retracerai tel que je l'ai vu le déplorable état de la république dans l'intérieur.

Nos armées triomphaient encore sur un autre point. Par un traité avec Pitt, l'empereur, Paul Ier, s'était engagé à fournir à l'Angleterre dix-sept mille soldats destinés à agir en Hollande avec trente mille Anglais. Abercombrie débarqua une partie de cette armée près du Helder, le 10 fructidor (17 août.) Le général Brune ne pouvait opposer à l'ennemi que sept mille Français et dix mille Hollandais, commandés par Daendels. Abercombrie battit le corps hollandais, que Brune rallia avec la ferme intention d'attaquer les ennemis retranchés dans un camp devenu redoutable, et d'ailleurs encouragés par une révolte et une trahison qui leur livra la flotte du Texel. Malgré ces fâcheuses circonstances, l'attaque projetée par Brune eut lieu le 8 septembre; mais nous fûmes repoussés; il fallut nous replier, abandonnant la Nord-Hollande, où la position des alliés était d'autant plus forte qu'ils n'avaient plus rien à craindre du côté de la mer, et se trouvaient à portée de réparer leurs pertes en hommes, en vivres et en munitions.

Brune, qui espérait des renforts de la Belgique, se contentait de contenir son adversaire, que venaient de rejoindre le duc d'York, commandant en chef de l'expédition, et le Russe Hermann, à la tête d'une division de treize mille hommes. L'armée combinée, forte alors de trente mille combattans, résolut de se porter en avant. Les Russes firent tête de colonne. Le 19 septembre, l'ennemi nous assaillit avec audace. La division Vandamme, qui n'était pas soutenue, dut se retirer; mais les Russes, s'étant trop avancés, furent vigoureusement abordés à leur tour, et presque tous tués dans Bergen. De son côté, le général Daendels, qu'une autre colonne ennemie attaquait

à Oud-Karpel, ne put résister d'abord; mais il reprit du terrain vers le soir de la journée. Alors par la perte de son aile droite, Abercombrie se vit contraint d'évacuer Hoorn, d'où il espérait tomber sur nos troupes en désordre. Par suite de ce mouvement, les alliés, cédant à la nécessité, se retirèrent derrière les retranchemens du Zyp. Dès lors l'armée anglo-russe, réduite à la défensive, perdit toute l'influence morale qu'elle avait exercée d'abord en s'emparant de la flotte hollandaise et du Helder. Il ne se passa rien d'important entre les deux armées jusqu'au 1er octobre. Brune avait habilement profité du succès de la bataille de Bergen pour établir de bonnes redoutes en face de l'ennemi, et pour hâter l'arrivée des renforts. Par une précaution de sagesse, le général français, rompant les écluses, avait inondé une partie de son front, et réduit ainsi ses adversaires à ne pouvoir nous attaquer que sur un développement de trois lieues au plus.

Le 2 octobre, le duc d'Yorck se décida enfin à aborder avec toutes ses forces les troupes françaises; il porta son principal effort sur sa droite, afin d'écraser notre gauche. Dans cette action, les généraux Abercombrie, Dundas et Pulteney parvinrent, après un combat des plus sanglans, à repousser les troupes franco-bataves, qui se replièrent en bon ordre un peu en arrière dans une forte position, leur gauche appuyée à Wyk-op-Zée, leur centre à Krumen-Dick. Les Anglais entrèrent dans Alkmaer le 3 octobre. Pendant les journées du 4 et du 5, les deux partis se reposèrent. Brune, avec un calme plein d'espérance, assit fortement son armée dans sa nouvelle position, que le duc d'Yorck fit assaillir le 6 octobre. Les ennemis remportèrent quelques avantages; Ackerslot fut enlevé, Kortricum menacé; mais Brune, engageant toutes ses troupes, fit changer la fortune du combat. Une charge heureuse de notre cavalerie, conduite par le général en chef lui-même, rompit la ligne Anglo-Russe. L'armée en-

nemie se retira en désordre sur Bakkum. Dès lors les Anglais songèrent à mettre la mer entre eux et nous; Brune les suivit dans leur mouvement rétrograde et les resserra bientôt dans les retranchemens du Zyp. Justement inquiet d'une position si difficile, et sentant peser sur lui une espèce de fatalité qui le condamnait à des défaites quand il se présentait devant les Français, le duc d'Yorck envoya un parlementaire à notre quartier-général; il proposait de capituler, à condition qu'il lui serait accordé une libre retraite et la facilité de réembarquer son armée. Le traité fut conclu à Alkmaer. Les Anglo-Russes consentirent à quitter le sol batave, à rétablir les défenses du Helder, à restituer huit mille prisonniers, et nominativement l'amiral de Winter. Telle fut la misérable issue d'une expédition qui avait coûté à l'Agleterre des sommes énormes. Brune se montra prompt, énergique et habile dans cette suite d'actions, qui occupèrent un mois tout entier; les difficultés, les échecs, au lieu de l'étonner, ne firent que redoubler son courage et son audace; il sauva la Hollande et l'armée française. Mais Bonaparte, qui excellait à tirer tout le parti possible d'une victoire, ne trouvait pas qu'on eût déployé assez de vigueur après l'affaire décisive. Suivant lui, les Anglo-Russes devaient être jetés dans la mer.

Vers ce temps, Pie VI, transféré d'abord à Turin, puis à Briançon, et enfin à Valence sous un ciel plus doux, mourut dans sa quatre-vingt-deuxième année. Homme de mœurs élégantes et douces, cher aux dames romaines pour ses avantages extérieurs, prince porté à la clémence, religieux sans fanatisme, ce pontife fut surpris par des malheurs dignes de pitié, mais provenant toutefois de sa faiblesse à écouter les perfides conseillers qui avaient résolu d'exterminer les Français en Italie par de nouvelles vêpres siciliennes, dont la cloche de Saint-Pierre de Rome devait donner le signal.

En France, la mémorable victoire de Masséna et le

brillant succès de Brune étaient loin de rendre au gouvernement la force nécessaire à son existence, surtout de le garantir contre les attaques des différens partis. A l'époque récente de nos revers, l'inquiétude générale avait fait rouvrir un assez grand nombre de clubs, transformés en assemblées délibérantes. Dans Paris, une nouvelle société de jacobins, établie au Manége, ancien théâtre des sermens de la Constituante, et des deux autres assemblées, dont l'une avait sanctionné le 10 août, et l'autre fondé la république, revenait naturellement à toutes les traditions de la société mère, toujours vivantes au milieu de ses fidèles. Beaucoup de membres du conseil des Cinq-Cents fréquentaient ce club et semblaient l'autoriser par leur présence et leur assentiment. Les journaux, et surtout celui des hommes libres, répétaient les discours des nouveaux démocrates et les commentaient en les exagérant. Cette opinion se trouvait soutenue dans le sein du Directoire par Gohier et Moulin, même par Barras, qui jouait un double jeu ; dans le ministère, par Bernadotte ; et sur les bancs des corps législatifs, par les députés des nouvelles élections, et même par beaucoup d'hommes sages qui reprochaient au Directoire ses indécisions, son manque de coup d'œil et d'énergie. Un nouveau changement avait eu lieu parmi les ministres; Fouché venait de remplacer à la police l'honnête Bourguignon, qui employait toute son influence et celle des patriotes ses collaborateurs à prévenir les collisions, à retenir les jacobins, en jetant parmi eux des conseils de modération. A peine installé dans le pouvoir, Gohier, dont il était l'ami particulier, se laissa enlever ce gardien fidèle par Sieyès, toujours assiégé de terreur au point de ne pas croire sa vie en sûreté si l'on ne fermait point le club des nouveaux jacobins. Fouché voulait conserver sa réputation révolutionnaire, et ne pas se brouiller avec des amis difficiles et soupçonneux; d'un autre côté, il se défiait des circonstances, et ne croyait

pas à la stabilité du gouvernement; il regardait Moulin et Gohier comme des hommes de peu de consistance; il prit secrètement parti contre eux en s'efforçant de garder les apparences du zèle et du dévouement, et se jeta vers Sieyès et Roger Ducos. Il était depuis long-temps lié avec Barras, qui de son côté s'appliquait toujours à rassurer sur ses intentions les patriotes ardens. Mais Sieyès, lié avec beaucoup de membres des deux conseils, aussi peureux que lui, ne cessait de crier contre les jacobins; et Fouché, occupé nuit et jour à le rassurer, sentait avec inquiétude que le Directoire le forcerait enfin dans ses derniers retranchemens, et lui imposerait la nécessité de rompre en visière avec ses anciens amis. Toute sa dextérité ne lui fournissait pas d'expédiens pour sortir de cet embarras. Heureusement pour lui, le conseil des Anciens, où Sieyès avait beaucoup de partisans, se chargea de la responsabilité d'une mesure impopulaire, en expulsant les jacobins de la salle du Manége, sous le prétexte que cette salle se trouvait dans l'enceinte du palais des Tuileries, dont le corps législatif avait seul la police. Déplacés et non découragés, les jacobins se réfugièrent dans la vaste église de Saint-Thomas d'Aquin, rue du Bac. La terreur dont Sieyès était saisi chaque jour avec de nouveaux redoublemens, et la haine prononcée du conseil des Anciens, alarmés de l'empressement du peuple à courir aux séances du club, et de l'émotion profonde que causait sa tribune, amenèrent enfin la résolution de fermer la nouvelle société des Jacobins. Fouché désirait leur disparition aussi sincèrement que Sieyès; mais il aurait voulu temporiser, et attendre quelque évènement qui lui forçât la main ou qui fît peser sur une autre tête que la sienne la responsabilité d'une si étrange contradiction. Nul moyen de reculer; Sieyès, Ducos et Barras, appuyés sur le conseil des Anciens, voulaient impérativement la fermeture; Moulin par conviction et fermeté de caractère, Gohier par un vieil atta-

chement à la révolution et par un de ces entraînemens dont la volonté est complice, s'opposèrent fortement à la mesure proposée. Ce dernier directeur n'était pourtant pas sans quelques scrupules secrets; car il avait aussi ses frayeurs, et disait souvent avec son accent plein de bonhomie : « Cela n'est pas supportable, nos amis les jacobins vont trop loin; dites-leur donc qu'ils se modèrent. Quand ils s'emportent au-delà des bornes, nous ne pouvons plus retenir Sieyès, qui devient comme un furieux. » Au reste, le plus grand crime des jacobins alors fut de signaler sans ménagemens les brigandages et les exactions comme une plaie affreuse qui s'élargissait chaque jour et dévorait la France. On leur reprochait aussi avec beaucoup d'amertume, et sur ce point tous les membres du pouvoir étaient d'accord, la franchise avec laquelle ils exprimaient leurs profondes alarmes sur l'état de la république dont ils prévoyaient la chute. Ce fut alors que, malgré la violence des passions déchaînées contre les ex-directeurs, le conseil des Cinq-Cents rejeta, par un scrutin secret, la proposition qui avait été faite de mettre en accusation Merlin de Douai, ex-directeur. Ce rejet était à la fois juste et politique; il n'en causa pas moins d'irritation parmi les patriotes qui, peut-être, dans leur mécontentement, n'attaquaient ces trois fonctionnaires que pour arriver à ébranler de nouveau l'autorité directoriale qu'ils haïssaient et qui à son tour semblait s'appliquer à justifier cette haine par des dispositions impopulaires. C'est ainsi que, méconnaissant les devoirs et le zèle de Bernadotte, on lui ôta le ministère de la guerre pour le donner à Dubois-Crancé, entièrement dépopularisé par la réaction. Bernadotte, qui suivait alors une marche franchement révolutionnaire, ayant été averti de sa disgrâce, avait promis de résister avec énergie à une destitution : il n'en fit rien et se contenta de réclamer contre les jacobins par une lettre qui supposait une démission donnée par lui, et motivée sur le désir de

reprendre un commandement. Marbot, à la tête de la 17e division militaire, soutenu par un assez grand nombre de ses collègues au Conseil des Anciens, et appuyé sur la trompeuse protection de Sieyès, qui le caressait encore deux heures avant de proposer son changement, subit, sans murmurer, le sort de Bernadotte, après avoir juré comme lui de s'élever contre l'autorité qui voudrait le déposséder d'une fonction dans laquelle il prétendait être la sentinelle avancée des patriotes. On lui donna pour successeur le général Lefébvre, soldat d'une bravoure éprouvée, mais sans caractère politique, et capable de se porter à des violences contre ceux que le Directoire désignait comme ses ennemis, soit royalistes, soit jacobins. Lefèbvre était la contre-partie d'Augereau et semblait destiné à lui tenir tête en cas de besoin.

Les nouveaux Jacobins que l'autorité peignait comme si redoutables, avaient souffert la fermeture de la salle sans essayer de se défendre; mais mécontens de cette mesure et de la marche réactionnaire que Sieyès imprimait au Directoire, ils éclatèrent contre ce directeur, qui avait accru leur colère par ses déclamations contre eux dans la solennité de l'anniversaire du 10 août. Sieyès leur était à la fois suspect et odieux; ils l'accusaient de vouloir mettre un prince de Prusse à la tête du gouvernement de la France. Barras, qui laissait faire leur ennemi, et accédait à toutes ses mesures, fut aussi en butte aux ressentimens des hommes qui avaient si long-temps voulu croire qu'on pouvait tout attendre du représentant qu'ils avaient vu à leur tête au 13 vendémiaire, et présider à la journée du 18 fructidor; ils s'unissaient à ses détracteurs pour lui reprocher violemment sa corruption, ses richesses et toutes ses tergiversations politiques. La majorité du Directoire, formée par lui, Sieyès et Ducos, se trouvait ainsi attaquée surtout par les écrivains périodiques, organes de deux opinions opposées entre elles. Pressé du désir de se ven-

ger et croyant peut-être se maintenir par cette violence, le gouvernement, sur l'avis de Fouché, tortura le sens d'une ancienne loi pour s'autoriser à lancer des mandats d'arrêt contre les rédacteurs de onze journaux, et à apposer les scellés sur leurs presses. L'arrêté fut exécuté le 3 septembre (17 fructidor). A cette nouvelle, la colère des patriotes devint de l'indignation, et beaucoup de députés de leur parti se montrèrent prêts à les soutenir. Cependant, une conférence eut lieu chez Barras entre les directeurs, assistés de leurs partisans, et les représentans de l'opinion révolutionnaire. On voulait arriver à une conciliation; mais la tentative n'eut aucun succès, et chacun se retira plus irrité que jamais. Jourdan, qui blâmait aussi le Directoire, mais pensait surtout à la France, fit alors la proposition de déclarer la patrie en danger. Cette mesure, qui avait produit tant de prodiges en 1792, ne convenait plus à l'époque actuelle, où d'un côté la lassitude et de l'autre la crainte d'une nouvelle révolution, étaient générales. Daunou, investi d'une certaine autorité dans les conseils, Chazal, la créature de Sieyès, Boulay de la Meurthe, qui marchait avec lui, Lucien Bonaparte, qui craignait un changement prochain dans lequel son frère n'aurait pas de place, combattirent avec une chaleur passionnée la proposition de Jourdan, que soutenaient au contraire Talot, Destrem, Augereau, Lamarque. L'ajournement fut prononcé. A cette occasion, les patriotes, s'étant tumultueusement réunis autour de la salle des Cinq-Cents, insultèrent certains députés au moment de leur sortie de la salle; on disait même que Bernadotte devait se mettre à leur tête avec quelques escadrons de cavalerie pour renverser le gouvernement. Barras et Fouché coururent chez le général et le supplièrent avec instance de ne pas s'exposer à une imprudente levée de boucliers qui pourrait compromettre l'État. Le lendemain de ce mouvement, Bernadotte fut dépossédé du ministère,

comme nous l'avons dit. Sur la nouvelle de sa destitution, qui se répandit à l'instant même où les Cinq-Cents allaient voter sur la proposition ajournée de Jourdan, les députés patriotes s'écrièrent qu'on préparait des coups d'état. « Jurons, dit Jourdan, de mourir à notre poste! » Augereau, moins capable encore de se contenir, ajouta tout à coup avec force : « Ma tête tombera avant qu'il soit porté atteinte à la représentation nationale! » Malgré tous les efforts du parti, qui se trompait en croyant de bonne foi à l'efficacité de la déclaration proposée par Jourdan, son projet, après une délibération des plus orageuses, fut rejeté à la majorité de deux cent quarante-cinq voix contre cent soixante-onze.

A cette époque, notre position était presque désespérée : la République, malgré les deux victoires qui avaient abattu l'orgueil de ses ennemis extérieurs, menaçait ruine de toutes parts. Le peuple, détrôné, n'ayant plus de pressant intérêt pour l'aiguillonner, plus de loi démocratique pour signe de ralliement, plus de sociétés des Jacobins pour lieux de réunion, plus de grand tribun pour drapeau, était tombé dans une espèce de sommeil léthargique qu'il ne secouait que par moment. La première, la seconde, la troisième ligne des chefs de la révolution avaient péri en laissant un effrayant exemple aux hommes qui oseraient affronter les dangers du rôle des Camille Desmoulins et des Danton. Dans leurs successeurs, il n'y avait plus qu'une audace timide en comparaison de celle que la révolution avait suscitée parmi les défenseurs de sa cause; les grands caractères, les grands talens, la souveraine influence manquaient dans le parti des hommes fidèles aux traditions de 1792, de 1793, et de 1794, ces anciens modèles pour la confiance absolue, pour l'énergie indomptable, pour le dévouement sans bornes et les prodiges de tous les jours. Cependant, sur la foi d'un passé qui avait coûté si cher, ils allaient, ainsi que les dé-

putés qui pensaient comme eux, entraîner les conseils dans une route au bout de laquelle il n'y avait qu'un abîme. Parmi les modérés furieux qui, après s'être détachés des Jacobins et de la Montagne, avaient dû faire un retour sur eux-mêmes et venir à récipiscence, parmi d'anciens modérés qui n'avaient jamais siégé au côté gauche, on trouvait de l'esprit, des connaissances, des lumières, mais pas un caractère d'une forte trempe, pas un esprit supérieur, et surtout pas un homme qui pût devenir le chef d'un gouvernement, et entraîner dans sa sphère d'activité ceux qu'il aurait ralliés autour de lui pour exercer en commun les hautes fonctions du pouvoir. Aucune popularité n'environnait ces deux nuances de la même opinion. Dans le gouvernement comme hors du gouvernement, elles ne pouvaient rien ou presque rien pour rassurer la France et l'établir sur des bases désormais solides. Nous venons de voir les divisions qui régnaient dans les conseils, où les uns regardaient leurs collègues comme des Érostrates prêts à mettre de nouveau la France en feu et à la précipiter dans toutes les extrémités, tandis que ceux-ci ne voyaient en leurs adversaires que des êtres timides, incapables d'empêcher la république de tomber dans l'abîme, et surtout de se rallier au peuple pour conjurer ce malheur; une discorde moins violente, mais tout aussi réelle, troublait le Directoire. Gohier et Moulin combattaient vainement leurs collègues. Ils n'avaient plus d'ami fidèle au ministère de la police générale, et trahis par Fouché, perfide intermédiaire entre eux et Sieyès, ils ne soupçonnaient pas, ou n'entrevoyaient qu'à peine les trames de ce directeur, habile à cacher ses desseins sous les fréquens éclats de sa mauvaise humeur, qui semblait exhaler tout ce qu'il avait dans l'ame.

Pendant ces funestes divisions, les royalistes, qui n'avaient pas cessé de reprendre de l'audace et des forces, malgré les revers de fructidor, la pacification de l'Ouest,

et le désastre de Quiberon, marchaient à leur but avec un ensemble de mesures que rien ne pouvait déconcerter. Les départemens de l'Ouest étaient devenus le point central de la réunion des mécontens. Plusieurs agens, accrédités par le prétendant, débarquèrent dans la contrée; ils avaient à leur tête le célèbre Frotté, auquel se ralliaient Chatillon, d'Autichamp, et ce Bourmont qui, après avoir trahi la monarchie pour Bonaparte, trahira un jour Bonaparte pour les Bourbons. Dans Indre-et-Loire, un chef royaliste se proclamait l'un des restaurateurs de la monarchie. Une vaste conspiration, qui avait son centre à Paris, comprenait toutes les frontières du midi; de nombreuses ramifications s'étendaient à Bordeaux, à Lyon et dans tous les départemens que Masséna venait de préserver de l'invasion. Une espèce de Vendée se préparait à surgir dans le département de l'Eure, qui communique par des forêts avec la Bretagne, prête elle-même à s'émouvoir comme les autres parties de l'Ouest. Il n'y avait pas une ville ou une commune importante de France qui ne renfermât son comité royaliste. Une fois muni des signes de ralliement du parti, on parcourait toute la république de comité en comité. Les arrestations des acquéreurs de domaines natiotionaux, les pillages de diligences, les brigandages de toute espèce avaient repris leur cours avec une sorte d'impunité. Au milieu de ces désordres, que l'on cherchait vainement à empêcher, parce que les troubles réprimés d'un côté, reparaissaient aussitôt sur un autre point, on ne peut rien imaginer de plus déplorable que l'état du gouvernement dénué de ressources, sans argent, sans crédit; sans appui dans le peuple, en guerre avec une partie des conseils, et renfermant dans son sein des élémens de conspiration contre lui-même. Chaque jour voyait tomber une pierre de l'édifice; et ce qui ne saurait se concevoir, Gohier, président du Directoire, ne s'apercevait aucunement de cette décadence. Quand des amis sincères ve-

naient la lui signaler, il répondait avec l'imperturbable sécurité d'un homme qui voit tout, qui sait tout, qui ne craint rien, et qui croit faire face à tous les dangers. Les victoires de Suisse et de Hollande l'avaient plongé dans un état de confiance et de sécurité dont aucune raison ne pouvait l'arracher. Sieyès, qui voyait la machine se détraquer, souriait de la bonhomie de son aveugle collègue. Bientôt elle allait être hors d'état de marcher; cependant il ne fallait pas qu'elle s'arrêtât tout à fait avant qu'on eût trouvé le secret de lui imprimer un nouveau mouvement. C'était la pensée qui absorbait toute l'attention de Sieyès; quoique naturellement silencieux et sobre de paroles, il avait cependant révélé son opinion sur l'incapacité du gouvernement par une assez imprudente sentence: « Il ne faut plus de bavards, il faut une tête et une épée. » Le mot était juste; mais ce que Sieyès ne pensait pas: il fallait que la tête et l'épée appartînssent au même homme. Et où prendre cet homme extraordinaire? Depuis la mort de Hoche, on ne pouvait trouver ni un grand capitaine, ni un habile pilote dans les généraux en chef. Moreau, Jourdan, Brune, Championnet, Kléber relégué en Egypte, Masséna lui-même, qui peut-être les surpassait tous en force d'ame et en génie militaire, étaient également incapables de conduire le vaisseau de l'état. Je ne compte pas Barras, qui n'avait que trop prouvé son impuissance à tenir avec fermeté les rênes du pouvoir. Bonaparte seul, qui avait appris à gouverner autant qu'à vaincre, Bonaparte, dont l'Italie et l'Égyte avaient subi l'influence souveraine, remplissait les conditions nécessaires à la solution du problème proposé. Au souvenir de ses premiers triomphes, agrandis par nos revers présens, au récit de ses batailles d'Orient, dont les noms sortis de la Bible rappelaient une si haute antiquité, il apparaissait à toutes les imaginations comme un homme marqué du sceau d'une fatalité de gloire, comme un de ces conquérans que l'Égypte des

Ptolémées appelait des dieux sauveurs. Tous les yeux se tournaient vers les rivages du Nil, mais on croyait le vainqueur prisonnier dans sa conquête, et lui-même peut-être ne pensait pouvoir en sortir que par un secours extraordinaire, je ne dis pas inespéré, car les hommes de ce caractère attendent toujours des miracles et les regardent même comme des conditions de leur vie héroïque : *Fata viam invenient* est leur devise. Après la bataille d'Aboukir, venue si à propos pour relever le moral de notre armée, que le regret de la patrie et l'ennui de l'exil occupaient d'une manière alarmante, le vainqueur était sans aucune nouvelle du Directoire ; pressé d'en obtenir, il avait envoyé, vers la flotte anglaise, un parlementaire qui, introduit sous le prétexte d'un échange de prisonniers, devait s'informer des événemens survenus en Europe. Sidney-Smith retint le parlementaire ; mais sans doute avec un malin plaisir, il fit passer au général les journaux anglais, et une gazette de Francfort, remplis du tableau de nos revers ; Masséna n'avait point encore relevé notre gloire à Zurich. A ces tristes nouvelles, Bonaparte prit la résolution de s'ouvrir une route qui semblait fermée à son audace par les vaisseaux anglais, et de venir au secours de sa malheureuse patrie. On a dit qu'il avait reçu des lettres de ses frères et de Joséphine sur le véritable état des choses ; on a prétendu que le directeur Merlin lui avait expédié un officier porteur d'un ordre de rappel ; les historiens se sont accordés à répéter qu'il avait emporté en partant la permission officielle de revenir quand il le jugerait à propos. Quoi qu'il en soit de ces diverses assertions encore enveloppées d'un nuage, Bonaparte voulut exécuter au moment même le projet qu'il avait conçu, par une des plus heureuses inspirations du génie qui lui promettait encore tant de grandes choses. En conséquence, il ordonna, dans le plus grand secret, à l'amiral Gantheaume, de se rendre dans Alexandrie et d'y

préparer les frégates *la Muiron* et *la Cérès*. Il ne fit part de son projet à personne, pas même à Kléber, auquel il laissait le commandement de l'armée avec des instructions de la plus haute sagesse, instructions que ce général aurait dû graver profondément dans sa mémoire pour rester toujours à la hauteur de la glorieuse mission de continuer un grand homme. Après avoir pourvu à une si importante nécessité, Bonaparte courut au Caire et se dirigea ensuite tout à coup sur Alexandrie, emmenant avec lui Berthier, Lannes, Murat, Andréossy, Monge, Berthollet, Parceval-Grand-Maison et quelques uns de ses guides. Sur le soir, il se jeta, lui et les siens, dans des canots préparés, et monta, presque en vue d'une frégate anglaise, à bord du bâtiment qui devait le porter. On mit aussitôt à la voile pour échapper, à la faveur de la nuit, aux croiseurs ennemis. Un calme fatal faillit perdre l'aventureuse expédition; déjà même on parlait de rentrer dans le port. « Soyez tranquilles, dit le César, nous passerons, la fortune ne nous trahira pas; nous arriverons malgré les Anglais. » Dans sa première traversée, Bonaparte avait fait du vaisseau amiral un centre de conférences sur les questions les plus élevées de la science, de la guerre, de la marine et des antiquités du pays que le génie de la civilisation revenait visiter après un exil de plusieurs siècles. Pendant le retour, où malgré le courage naturel à des hommes aguerris par tant d'épreuves, la grandeur du danger préoccupait les plus fortes têtes, lui, se promenant sur le pont de la frégate, avec un air calme et serein, au milieu des vaisseaux anglais dans lesquels on pouvait tomber à tout moment, rassurait tous les cœurs en inspirant à tous une confiance absolue dans son étoile. Au reste, ses pressentimens sur l'issue de la traversée ne le trompaient pas. En effet, après la navigation la plus étonnante, et une retraite forcée dans le port d'Ajaccio, échappant au danger d'être prise par des voiles

anglaises qui avaient paru à la vue des côtes, la frégate entra dans le port de Fréjus le 15 vendémiaire an VIII (9 octobre 1799). La joie la plus exaltée s'empara de tous les habitans lorsqu'ils apprirent cette miraculeuse arrivée. En un moment le port se trouva couvert d'embarcations, les bâtimens furent envahis, tout le monde voulait voir Bonaparte. Il n'était plus temps de faire observer les lois sanitaires; entraînés par le mouvement général de la population, les préposés à la santé déclarèrent que la pratique avait eut lieu à Ajaccio. Heureusement, il n'y avait point eu de malades à bord pendant les cinquante jours de la traversée. Le soir même, Bonaparte partit pour Paris avec Berthier. A Toulon, la nouvelle de son arrivée fut solennellement proclamée. Le peuple fit éclater des transports de joie, le vaisseau amiral et les batteries tirèrent vingt-un coups de canon. Un arbre de la liberté fut planté à la porte d'Italie. Les Lyonnais portèrent l'allégresse jusqu'au délire. On joua en présence de Bonaparte une pièce improvisée qui avait pour titre : *le Héros de retour*; et, à chaque trait, des applaudissemens frénétiques lui rappelaient l'enthousiasme des peuples d'Italie. Partout sur son passage les mêmes acclamations; ce fut comme une marche triomphale. La première connaissance du retour de Bonaparte se répandit à Paris, dans le spectacles, le 21 vendémiaire; le public l'accueillit par des applaudissesemens tumultueux plusieurs fois répétés. Le Directoire parut partager l'ivresse générale; le lendemain même, à la suite d'un message sur les succès de la république en Hollande, et à la fin duquel il annonçait avec plaisir le débarquement de Bonaparte et des compagnons de sa périlleuse traversée, l'Assembléc retentit d'acclamations et des cris de *vive la république*! L'Assemblée se leva toute entière. A l'éloge de nos armées, des orateurs joignirent celui du sauveur rendu à la France par une faveur spéciale de la fortune. Baudin des Ardennes, l'un des auteurs de la

constitution de l'an III, homme probe et vertueux, malheureusement trop porté à redouter les Jacobins, et par conséquent à les haïr, mais du reste sincèrement attaché à la république qu'il croyait perdue, mourut de joie en apprenant le retour de celui qu'il regardait comme un envoyé du ciel.

Bonaparte arriva à Paris le 24 vendémiaire (16 octobre). Il descendit dans sa maison de la rue Chantereine à l'insu de tout le monde. Deux heures après, il se rendit chez Gobier, président du Directoire; dans l'entrevue, on convint que le lendemain il serait présenté aux membres du pouvoir exécutif. La réception se passa en complimens plus ou moins sincères. Alors, entrant dans des explications nécessaires, Bonaparte dit qu'il avait laissé l'Egypte et remis l'armée d'Orient en des mains capables de défendre notre conquête. Il ajouta que profondément ému par le récit des désastres qu'avait éprouvé sa patrie, il était accouru pour les réparer à la tête de nos braves soldats; mais que, dans sa route, il avait appris avec ivresse les victoires de Brune et Masséna. Puis, mettant la main sur la garde de sa vaillante épée, le guerrier protesta que jamais elle ne sortirait du fourreau que pour défendre la république. Le président répondit avec dignité, en laissant pourtant apercevoir à Bonaparte que malgré les deux triomphes récens, la guerre pourrait encore lui offrir des occasions de moissonner de nouveaux lauriers. L'entrevue se termina par une accolade du président; on peut douter qu'elle fût sincère, et qu'il y eût sympathie entre les deux acteurs de la scène.

Tous les hommes de quelque autorité, les généraux, les officiers, les ministres, les députés, coururent chez Bonaparte; et, sous le prétexte de l'admirer comme un grand homme, ils le flattaient déjà comme un maître de l'avenir. Les directeurs vinrent tour à tour rendre visite à Bonaparte. Sieyès, qui croyait peser autant que lui dans

la balance, et qui voulait garder la dignité du pouvoir, s'abstint seul de cette politesse. Dans un dîner chez Gohier, auquel assistaient plusieurs membres de l'Institut et Sieyès, Bonaparte, peut-être mécontent de cette conduite, peut-être cédant à une antipathie naturelle, ne dit pas un mot à ce directeur, et affecta même de ne pas le regarder. Sieyès sortit profondément offensé. « Avez-vous vu, dit-il, ce petit insolent, qui n'a pas même salué le membre d'une autorité qui aurait pu le faire fusiller? » Ce jour-là eut lieu la première entrevue de Moreau et Bonaparte; leur entretien eut de la ressemblance avec celui de Sertorius et de Pompée dans Corneille. Les deux rivaux se jugèrent eux-mêmes. Moreau reconnut l'ascendant de Bonaparte; Bonaparte sentit l'infériorité de Moreau en politique, et ne le craignit plus pour concurrent.

Pendant le court intervalle qui sépara son arrivée de l'événement qui mûrissait en silence, des invitations lui furent faites; il accepta un dîner chez chaque directeur, mais sous la condition qu'on serait en famille et sans aucun étranger. Quant aux ministres, il refusa toutes leurs invitations, excepté celle de Cambacerès, auquel il demanda pour convives les plus célèbres jurisconsultes du temps. Il les étonna par ses aperçus sur le code civil et sur le code criminel. Un repas d'apparat lui fut offert par le Directoire. Les deux conseils législatifs, quoique renfermant beaucoup de mécontens qui suspectaient Bonaparte et le haïssaient, voulurent aussi lui donner une fête. Le banquet eut lieu dans l'église Saint-Sulpice. Au dire de M. Bailleul, qui était présent, rien de plus sombre, de plus effrayant que cette fête où tant de passions ardentes et mal dissimulées se trouvaient en présence. Les regards d'un grand nombre des assistans tournés vers Bonaparte semblaient dire : « Voilà celui qui veut se rendre le maître de la France, mais nous verrons s'il lui sera donné de l'emporter sur le génie de la république. » Quant à Bonaparte,

il avait la tête penchée en avant, l'air sévère et profondément méditatif; ses yeux fixes et interrogateurs dissimulaient mal la crainte et les autres sentimens dont il était agité; on lut malgré lui dans sa pensée. Tous les partis appelaient un changement, tous voulaient le faire avec Bonaparte; les Jacobins se présentaient à lui avec leur audace et leur énergie, mais aussi avec le cortége d'une révolution; les modérés, parmi lesquels Boulay de la Meurthe, Cabanis, Chénier, Chazal, Daunou, Talleyrand, Régnaud de Saint-Jean-d'Angély, Rœderer, Volney, Lemercier, Cornudet, offraient des talens et surtout des caractères plus maniables. Du côté des premiers était le peuple qui donnait une force incalculable; du côté des autres, une certaine influence dans les affaires; mais il fallait que ce parti rallié à Sieyès trouvât dans le chef que l'on cherchait l'énergie de volonté ainsi que la puissance d'exécution qui manquait à ce directeur. Bonaparte, quoique révolutionnaire, n'aimait pas les Jacobins, et craignait le peuple, auquel on ne peut pas commander comme à des soldats; les modérés pouvaient devenir utiles et n'étaient point à craindre une fois qu'on les aurait engagés de manière à ne pouvoir plus reculer; Bonaparte résolut de leur donner la préférence. Même en les adoptant, il aurait pu se servir de Barras, qui ne répugnait à rien pourvu qu'il fût quelque chose; mais ce directeur, qu'il appelait le *chef des pourris*, ne lui parut qu'un homme usé, nul comme militaire; n'ayant pas assez d'audace pour se mettre à la tête d'une journée qui devait renverser le gouvernement, et assez embarrassant après la victoire, à cause de son esprit d'intrigue et du point de ralliement qu'il pourrait offrir aux mécontens qu'on allait faire. Cependant le Directoire, dont les alarmes allaient toujours en croissant, cherchait les moyens de se débarrasser d'un dangereux compétiteur qui pouvait d'un moment à l'autre faire sa brigue les armes à la main. Moulin et Gohier parlèrent de

l'éloigner en lui donnant le commandement d'une armée; mais Sieyès combattit cet avis en alléguant que Bonaparte avait déjà assez de gloire, et qu'il fallait bien plutôt le laisser oublier que de lui fournir de nouvelles occasions d'accroître sa renommée. Barras ajouta que le général avait assez bien fait ses affaires en Italie pour n'avoir pas envie d'y retourner. Malgré ces deux oppositions, il fut résolu qu'on offrirait un commandement au général, et qu'on lui laisserait le choix de l'armée à la tête de laquelle il voudrait être placé.

Bonaparte, appelé au Directoire, prit la parole avant qu'on ne lui eût fait aucune communication; et comme il connaissait le propos de Barras, il y fit une sanglante allusion. Barras se tut; Gohier répondit à Bonaparte qu'on savait que ses lauriers était la seule fortune qu'il eût apporté d'Italie. Alors, pour mieux dissimuler, Bonaparte ajouta que sa santé avait besoin de se remettre, et ne lui permettait pas de reprendre la vie des camps. L'entrevue avait déchiré le voile qui cachait la pensée des deux partis. Dès ce moment, ils étaient tellement suspects l'un à l'autre qu'un éclat ne pouvait tarder. Les conspirateurs n'avaient pas un moment à perdre pour agir, mais il fallait absolument un complice dans le gouvernement. Régnaud de Saint-Jean-d'Angély, Réal, Talleyrand qui n'espérait plus rien de Barras et qui saisissait avec joie une occasion de remonter au rang dont il avait été précipité par les Jacobins, Lucien et Joseph, qui n'avaient pas cessé un moment de préparer les voies à leur frère, insistaient sur la nécessité de se rallier à Sieyès, homme éminent suivant eux, et qui d'ailleurs disposait du conseil des Anciens; ils avaient raison, Sieyès était nécessaire dans le moment; mais ce que ses amis ne savaient pas, ce que Bonaparte devinait peut-être, ce directeur portait en lui tous les élémens d'une chute prochaine, parce qu'il ne pouvait s'accommoder avec personne, et qu'il voudrait dis-

puter le pouvoir sans posséder les moyens de lutter avec un adversaire de la trempe de celui en face duquel il allait se trouver. Les mêmes amis ou partisans de Bonaparte, notamment l'amiral Bruyx, homme fin et délié, le spirituel et confiant Réal, voulaient aussi un rapprochement avec Barras qui, manœuvré par Fouché, intermédiaire utile ou dangereux suivant la circonstance, se montrait disposé à toutes circonstances. Le 8 brumaire, Bonaparte dîna chez Barras avec un petit nombre de convives. Le repas fini, le directeur parlant sur son propre compte, comme si la fatigue le forçait à se retirer des affaires, allégua la nécessité de donner une autre forme au gouvernement. Suivant son opinion, le choix des deux conseils, pour un président du Directoire, devait tomber sur le général Hédouville, homme faible et sans aucune influence, que Barras mettait en avant parce qu'il n'osait pas se nommer. Bonaparte regarda fixement l'auteur de cette proposition, et le quitta sans lui répondre. Il descendit chez Sieyès; celui-ci était à dîner lorsqu'on lui remit la carte du général. Il se disposait à lui rendre sa visite dans la soirée, mais Bonaparte revint quelques instans après. Le souple et adroit Talleyrand, précédé par Chazal, avait disposé les esprits à un rapprochement. Alors s'ouvrit entre les deux rivaux une conversation longue et décisive dans laquelle Bonaparte, qui ne manquait au besoin ni d'adresse ni de séduction, caressa l'orgueil du directeur et promit de se rallier à lui et aux Anciens. Sieyès, tout à fait conquis, accourut chez Bonaparte qui lui dit en souriant : « Nous avons joué hier au tabouret comme de vieilles duchesses : des gens tels que nous ne devraient pas s'amuser à ces sottises-là. » Bonaparte et Sieyès commençaient à s'entretenir sérieusement d'affaires lorsqu'on annonça le directeur Moulin. « On ne peut rester un instant tranquille, répondit Bonaparte; dites que je n'y suis pas. » L'union de ces conjurés fut scellée par des promesses réciproques et même par

un serment. On convint d'agir du 18 au 20 brumaire.

Dans l'intervalle de deux conférences, Réal et Fouché tentèrent de réparer ou d'atténuer la maladresse de Barras; Bonaparte ne voulut rien entendre. Barras vint lui-même se mettre à la discrétion de Bonaparte, et ne fut pas plus heureux que ses amis. On peut expliquer le refus que fit Bonaparte d'associer à ses projets un homme aussi douteux que Barras; mais le général ne parvint-il pas à se dégager ici bien facilement du sentiment de la reconnaissance, lui qui devait tout à Barras?

A l'appui de la journée qui se préparait, il fallait présenter un nouveau code constitutionnel. Les bases en furent discutées dans des réunions de Sieyès et de Bonaparte avec Boulay de la Meurthe, Rœderer, Chazal, Cambacérès, Daunou et Talleyrand. Sieyès exposa ses idées de vive voix, suivant sa coutume; Bonaparte le pressa d'écrire: « Rédigez votre constitution, disait-il, je me charge de la faire exécuter. » Assurément ce n'était pas le dernier mot du général, mais il sentait le besoin pressant d'arriver à une solution. Aussi, comme le constituant par excellence tardait trop à enfanter l'œuvre qu'il méditait depuis si long-temps, on convint d'adopter une espèce de dictature provisoire de trois mois, confiée aux trois consuls, Roger-Ducos, Sieyès et Bonaparte, qui seraient en outre chargés de préparer une constitution; mais restait la question de savoir par quels moyens on ferait adopter ce coup d'état aux deux conseils, qui, quoique présidés l'un par Lemercier, vendu à la faction, l'autre par Lucien, qui conspirait avec son frère, pouvaient vouloir rester dans les limites constitutionnelles. Voici l'expédient imaginé pour résoudre cette difficulté: La constitution de l'an III donnant au conseil des anciens le droit de changer la résidence du corps législatif, Bonaparte et Sieyès eurent une entrevue, dans laquelle, de concert avec les membres des Anciens réunis chez Lemercier, président de ce conseil,

et en s'autorisant des dispositions de la loi, on s'arrêta au parti de la translation du corps législatif à Saint-Cloud, mesure qui serait proposée par la commission des inspecteurs, à l'ouverture de la séance du 18. Aux termes de la constitution, l'exécution du décret appartenait au directoire, qui eût été coupable en s'y refusant; mais comme trois de ses membres, c'est-à-dire la majorité, se trouvaient nécessairement opposés au coup d'état, il fut convenu que la mesure serait confiée au général Bonaparte.

L'argent manquait pour l'entreprise; plusieurs fournisseurs se réunirent, et avancèrent deux millions; Bonaparte un jour n'en sera pas moins sévère envers eux et leurs pareils, mais s'il encourut alors le reproche d'ingratitude, même quelquefois celui d'injustice, il sera justifié par son horreur légitime pour les affreuses dilapidations de ces compagnies, qui avaient spolié la république avec la plus insigne audace.

Les conjurés espéraient que l'emploi de la force serait inutile; mais Bonaparte plus défiant, après avoir pris de loin ses mesures pour s'assurer le concours des militaires, employa toute la journée du 17 à convoquer, pour le lendemain tous les officiers de la garnison de Paris, qui sollicitaient depuis long-temps l'honneur de lui être présentés, et témoignaient le plus vif désir de se retrouver sous son commandement. Quant aux troupes, il comptait d'avance sur le 8e et le 9e de dragons, qui avaient servi sous ses ordres en Italie. Il connaissait aussi le dévouement du 21e de chasseurs, organisé par lui avant son départ, et autrefois commandé par Murat. D'ailleurs les généraux Lannes, Murat, Leclerc, beau-frère de Bonaparte, étaient chargés de préparer à l'événement ces régimens ainsi que les autres corps. Macdonald, Beurnonville, Moreau, mécontens de l'ingratitude du Directoire avaient offert leurs services, aussi furent-ils appelés. Jourdan, par probité politique,

Augereau, par une suite de son exaltation et par une espèce de jalousie, et Bernadotte par un mélange de patriotisme et d'orgueil, étaient décidément opposés au changement qui se préparait : on ne les avertit point. Toutes les mesures de la prévoyance la plus attentive furent prises pour qu'au moment donné, toutes les forces, tous les élémens de l'action vinssent se ranger autour de Bonaparte, et manquassent à la fois autour du Directoire. Le ministre de la guerre, Dubois Crancé, découvrit le complot. Il vint en prévenir les directeurs, et proposer l'arrestation de Bonaparte au milieu de l'exécution de son projet ; mais les directeurs ne voulurent jamais le croire, et refusèrent d'agir, parce qu'ils se reposaient sur les rapports de Fouché, qui entretenait, par son silence ou par de perfides avis, leur sécurité. Gohier surtout, que Bonaparte ménageait, parce qu'il lui supposait une grande influence révolutionnaire, rejeta bien loin la proposition ministérielle. Cet excellent homme devait être joué jusqu'au bout dans cette affaire d'une manière voisine du ridicule.

Le 18 même, les Anciens furent convoqués pour six heures du matin, au nombre de cent cinquante. La séance fut ouverte par un discours de Cornudet, qui dénonçait en des termes aussi vagues qu'exagérés une vaste conjuration tendant à renverser la république. Il ne s'agissait de rien moins que de conspirateurs accourus de toutes parts à Paris, et résolus à lever le poignard sur tous les membres de la représentation nationale. Tout était perdu si le conseil ne remédiait promptement à la grandeur du mal par d'énergiques et promptes mesures. Après avoir ainsi éveillé la peur, la plus crédule de toutes les passions, l'orateur, qui parlait d'ailleurs à beaucoup de complices tout prêts, proposa la translation du Corps législatif dans la commune de Saint-Cloud. Montmayou, Dentzel, Perrin, voulurent faire ouvrir la discussion sur ce perfide projet ; mais Fargues, Cornudet, Courtois, demandèrent à l'assemblée

d'aller aux voix sur-le-champ. Comme beaucoup de députés avaient reçu de Sieyès le mot d'ordre, le décret suivant fut emporté par la majorité.

« Le Corps législatif est transféré dans le palais de Saint-Cloud, et s'y rendra le 19 à midi. Le général Bonaparte est chargé de l'exécution du décret. Toutes les troupes et la garde nationale de la 17e division militaire, ainsi que la garde des conseils et celle du Directoire, sont mises sous ses ordres. Le général Bonaparte est appelé dans le sein du conseil pour y recevoir une expédition du décret, et prêter serment. » Cette résolution fut prise à huit heures, et suivie, comme de coutume, d'une proclamation aux Français, pour justifier la révolution nouvelle.

A huit heures et demie, un messager d'état (on assure que Cornudet lui-même s'était chargé de cette fonction), remit le décret à Bonaparte. Sa maison était trop petite pour contenir le grand nombre d'officiers et de généraux qui l'encombraient; il s'avança sur le perron, reçut leurs félicitations, et les harangua en leur annonçant le décret des Anciens; il ajouta qu'il allait monter à cheval pour se rendre aux Tuileries. Tous tirèrent leur épée et lui promirent, avec des acclamations de joie, assistance et fidélité. Au nombre des généraux de son cortége, se trouvait Lefebvre, commandant la 17e division militaire. Retenu par Sébastiani, qui gardait la rue Chantereine avec quatre cents chevaux, et forcé d'entrer dans la maison du conspirateur, Lefebvre croyait donner des ordres, et peut-être sommer les militaires d'abandonner Bonaparte et d'obéir au gouvernement; mais Bonaparte lui dit : « Général Lefebvre, vous êtes une colonne de la république, je veux aujourd'hui la sauver, et la délivrer des avocats qui perdent nôtre belle France. » Frappé de la force d'un tel argument, Lefebvre se rendit d'abord, en répondant : « Les avocats! oui, vous avez raison, il faut les chasser; vous pouvez compter sur moi. »

Cette allocution terminée, Bonaparte se hâta de monter à cheval; puis, après avoir ordonné aux adjudans de faire battre la générale dans les différens quartiers, et d'y donner lecture du nouveau décret, il se rendit au Conseil des Anciens. Introduit avec son nombreux état-major, dans lequel on distinguait Berthier, Moreau, Marmont, Lefebvre, Macdonald, Lannes et Murat, il prit la parole : « Citoyens représentans, dit-il, vous êtes la sagesse de la nation, c'est à vous d'indiquer, dans cette circonstance, les mesures que demande la patrie. La république périssait, vous l'avez su, et votre décret vient de la sauver. Malheur à ceux qui voudraient le trouble et le désordre, je les arrêterai, aidé du général Lefebvre, mon lieutenant, et de mes autres compagnons d'armes. Qu'on ne cherche point dans le passé des exemples qui pourraient retarder votre marche : rien dans l'histoire ne ressemble à la fin du dix-huitième siècle, rien dans la fin du dix-huitième siècle au moment actuel. Votre sagesse a rendu ce décret; nos bras sauront l'exécuter. Nous voulons une république fondée sur la vraie liberté, sur la représentation nationale; nous l'aurons.... je le jure! je le jure en mon nom et en celui de mes compagnons d'armes! » Nous le jurons! répétèrent tous ceux qui escortaient Bonaparte. « Général, répondit le président, le Conseil des Anciens reçoit vos sermens. » Ainsi venait d'être éludé le serment de fidélité à la constitution. Garat fit observer le manque de cette formalité; mais sa voix ne fut pas écoutée. Le président leva la séance, et prononça l'ajournement au lendemain à midi, dans le palais de Saint-Cloud. En sortant, Bonaparte partagea les divers commandemens entre les généraux Murat, Lannes, Marmont, Moreau, Serrurier, etc. Moreau consentit à se charger d'aller, avec cinq cents hommes, garder le directeur au palais du Luxembourg. Moreau avait des injures à venger, mais un homme tel que lui ne devait pas s'abaisser au rôle de

geôlier ou de gendarme, suivant l'expression énergique du directeur Moulin, qui lui parla dans ce moment avec beaucoup de dignité. Au reste, Moreau était encore tellement suspect, malgré ses récens services en Italie, que les militaires envoyés avec lui pour une si triste mission, hésitaient à marcher sous ses ordres. Bonaparte se vit obligé de lui servir de caution. En ce moment, deux proclamations parurent, l'une à la garde nationale, l'autre aux soldats de la garnison. Le jardin des Tuileries, vit arriver successivement quatre ou cinq mille hommes de toutes armes. Vers onze heures, Bonaparte descendit au jardin qu'on avait fermé au public. A sa sortie du palais, Bottot, secrétaire et confident intime de Barras, lui remit une lettre par laquelle le directeur donnait sa démission. Suivant les uns, il avait été déterminé à cette démarche par les conseils de l'amiral Bruix et de Talleyrand, porteurs de promesses favorables de Bonaparte, qui l'assurait d'un attachement inviolable ; Barras n'en fut pas moins envoyé à Grosbois, avec une escorte de dragons que Napoléon, dans ses Mémoires, veut bien appeler une garde d'honneur ; suivant d'autres rapports, le directeur, qui finit d'une manière si peu digne de l'un des premiers magistrats d'une grande république, aurait cédé à une réponse foudroyante du général, dont on retrouvera les élémens dans sa harangue aux troupes rassemblées autour de lui.

« Soldats.

« L'armée s'est unie de cœur avec moi, comme je me suis uni moi-même avec le Corps législatif. Dans quel état j'ai laissé la France, et dans quel état je l'ai retrouvée! Je vous ai laissé la paix, et je retrouve la guerre ; j'avais laissé des conquêtes, et l'ennemi presse nos frontières ; j'ai laissé nos arsenaux garnis, je ne retrouve pas une arme! Vos canons ont été vendus ; le vol a été érigé en système ; on a livré les soldats sans défense. Où sont-ils, ces braves, les cent

mille camarades que j'ai laissés couverts de lauriers, que sont-ils devenus? Cet état de chose ne peut durer; avant trois mois il nous mènerait au despotisme... Nous ne voulons pas de gens plus patriotes que ceux qui ont été mutilés au service de la république! » Pendant que Bonaparte prenait toutes les dispositions nécessaires au succès de l'entreprise heureusement commencée, Moulin et Gobier, plongés dans une parfaite ignorance, se réveillèrent enfin sur l'avis tardif de Fouché, qui fut traité par le premier de ces directeurs avec un mépris bien mérité. Au reste, il n'avait la confiance de personne, et malgré les services qu'il voulait rendre et qu'il rendait effectivement, Bonaparte ne lui avait rien communiqué. Dans leur détresse, Moulin et Gohier invitèrent le général Lefebvre à venir leur rendre compte de l'état des choses; celui-ci refusa d'accéder à cette invitation, en motivant sa défection sur ce qu'un décret du Corps législatif le plaçait sous les ordres de Bonaparte. Alors ils s'adressèrent à leur collègue Barras, qui leur répondit en allant se mettre au bain. Roger-Ducos et Sieyès avaient déserté leur poste. On a remarqué que ce dernier s'essayait depuis quelque temps à monter à cheval dans le jardin intérieur du Luxembourg, et que Barras riait beaucoup de la tardive éducation de l'inhabile écuyer. Quelle dût être sa surprise en apprenant que Sieyès était parti à cheval du Luxembourg! On ne pouvait guère être trompé d'une manière plus comique. L'étonnement de Gobier eut le même caractère, lorsque, le matin du 19, il demanda l'un après l'autre ses collègues et la garde du Directoire. Il ne revenait pas de l'invitation à déjeuner que Bonaparte lui avait faite pour le matin même, et de se trouver prisonnier au moment où il se croyait encore investi du pouvoir suprême de la république. Mais il se releva de cette espèce de ridicule par son attitude et son courage. Il ne lui échappa, ainsi qu'au général Moulin, aucune parole, aucun acte qui pussent

leur attirer le reproche et le mépris. C'étaient d'honnêtes gens tombés dans un piége, mais toujours dignes d'estime. Tous deux vinrent trouver Bonaparte qui, quoique embarrassé peut-être au fond du cœur par le rôle assez peu digne qu'il avait joué vis-à-vis d'eux, leur dit sans s'étonner qu'il était satisfait de les voir, parce que leur démarche annonçait la résolution de ne plus s'opposer à un changement devenu inévitable, et qui devait tourner au profit de la liberté. Gohier répondit avec fermeté qu'il était étonné de n'avoir pas été appelé parmi des conjurés qui méditaient le bien du pays, et qu'il était venu avec son collègue Moulin pour sauver la république.

« Avec quoi? répéta Bonaparte dans un mouvement d'impatience, avec votre constitution qui croule de toute part!

— Qui vous a dit cela? répliqua Gohier; des perfides. »

Quelques paroles assez vives furent échangées entre les deux adversaires. Ils se turent un instant, parce qu'un aide-de-camp du général entra précipitamment et lui remit une lettre. Après l'avoir lue, Bonaparte se tourna vers Moulin.

« Général, lui dit-il avec le calme d'une colère maintenue, vous êtes parent de Santerre?

— Non, répondit Moulin, mais son ami.

— J'apprends, reprit le futur consul, qu'il remue dans les faubourgs; dites-lui qu'au premier mouvement je le fais fusiller. » Ni Moulin ni Gohier ne se laissèrent intimider par cette menace.

Voyant qu'il ne pouvait les forcer à plier, Bonaparte, qui les estimait pourtant, et qui avait toujours gardé jusqu'alors des égards et des ménagemens pour eux, termina cette pénible entrevue : « Vous n'êtes que deux hommes isolés, impuissans, je vous engage à vous tenir tranquilles. » Quand ils furent partis, Bonaparte dit au sujet de Moulin qui avait refusé sa démission : « J'aime cela; voilà du

moins un homme qui se respecte. » Les deux directeurs se retirèrent au Luxembourg, où ils se virent consignés. On laissa le premier s'échapper ; quant au second, il ne sortit de son espèce de captivité que le 20 au matin. La victoire se trouvait complète ; mais il fallait s'entendre pour la journée du lendemain, journée importante et périlleuse, car elle pouvait faire triompher d'autres hommes qui, revenant de leur première terreur, parlaient de parodier à Saint-Cloud ce que les Anciens avaient fait à Paris, et de déférer le commandement suprême des troupes à Bernadotte. Les conciliabules de ce parti se tenaient chez le représentant Salicetti, Corse de nation et de caractère, plein de ruse et d'audace, capable des plus terribles résolutions, mais trop avisé pour se compromettre sans avoir calculé les chances du succès. On a dit, mais sans preuves, qu'ostensiblement opposé à Bonaparte, il l'instruisait secrètement des trames de l'opposition. Au reste, sincère ou non, il paraissait partager les opinions et la colère des membres de la réunion, dont les menaces et les projets connus rejetaient entre les bras de Bonaparte les modérés toujours trop enclins à prendre conseil de la peur.

De leur côté, les amis de Sieyès proposaient de faire décréter l'ajournement des conseils et un consulat provisoire. Quelques uns des assistans auraient voulu qu'on stipulât le maintien de la constitution de l'an III ; mais Bonaparte répondit : « Ce n'est pas sur les bases d'un édifice tombé en ruines qu'il faut rebâtir ; qui dit révolution, dit changement, et la France n'attend pas de nous une simple révolution de sérail. Une sorte de dictature momentanée serait tout ce qu'il y aurait de plus convenable ; mais si cette haute magistrature pouvait inquiéter quelques républicains, il faut du moins concentrer le pouvoir, et augmenter ses attributions. » Le projet de décret fut rédigé d'après ces bases et adopté. Sieyès, encore plein des souvenirs de la Convention, pénétré du sentiment des périls qu'un homme

peut courir en présence d'une assemblée populaire et enflammée par des orateurs jacobins, proposa d'arrêter et de consigner chez eux une quarantaine des principaux membres de l'opposition. Bonaparte refusa de consentir à cette violence, en alléguant pour motif le serment qu'il avait prêté le matin même de protéger la représentation nationale. Le scrupule du général formait un contraste assez étrange avec ce qu'il osait dans ce moment, et surtout avec ce qu'il allait oser dans quelques heures; du reste, il méprisait de si faibles ennemis, et cette jactance ou ce mépris faillirent lui coûter avec la vie tout l'immense avenir de gloire qui l'attendait encore. Moins confiant, Fouché fit dire à Bonaparte: «Je réponds de Paris, mais il faut prendre garde à Saint-Cloud; qu'on ne leur donne pas le temps de se reconnaître; si on leur laisse le temps de délibérer, la toge peut l'emporter sur les armes.» Le 19, au matin, les cours du château de cette résidence royale se trouvaient encombrées de troupes. *La galerie de Mars* était préparée pour recevoir les Anciens; les Cinq-Cents devaient siéger à l'Orangerie. Malheureusement, elle ne se trouvait pas encore en état de les recevoir, malgré les ordres réitérés de Bonaparte qui, en proie à la plus vive impatience, comme un conjuré qui compte les momens, ne cessait de donner des ordres du ton le plus sévère. Les députés étant arrivés de très bonne heure, purent se voir avant l'ouverture de la séance. Quelque chose du secret de l'entreprise avait percé au dehors, en sorte que les esprits s'échauffèrent. Les noms d'usurpateur, de tyran, de dictateur, de Cromwell, circulaient dans les différens groupes, et causèrent un grand moment d'indécision et même de peur parmi les adhérens de Bonaparte. La séance du conseil des Cinq-Cents fut ouverte à une heure, sous la présidence de Lucien. Après la lecture du procès-verbal, Emile Gaudin, l'un des plus zélés partisans de Bonaparte, se chargea de porter le premier l'assemblée sur le terrain choisi d'avance pour engager la lutte. Après un tableau exagéré de l'état critique

de la France, il proposa de former une commission extraordinaire de sept membres qui, séance tenante, présenteraient un rapport sur les dangers de la république et sur les mesures à prendre pour la sauver.

A cette proposition, des cris de fureur s'élevèrent sur quelques bancs. L'orateur fut précipité avec violence en bas de la tribune. La voix de Delbrel dominait tout ce bruit. « La constitution d'abord, disait-il, la constitution ou la mort!... Les baïonnettes ne nous effraient pas; nous sommes libres ici! » Plusieurs députés se joignant à lui demandèrent que l'on renouvelât le serment à la constitution. Oui! oui! vive la constitution! s'écrieait-t-on de toute part. Dessaix, Marquezy, Belin, Grandmaison, Bigonnet, sommèrent le président de mettre aux voix la proposition de Delbrel; personne n'osa le contredire, et l'appel nominal commença. L'opposition triomphait au-dedans; au-dehors le découragement se glissait dans le cœur de quelques uns des modérés qui, comme Villetard, étaient prompts à se repentir d'un moment d'audace, et très disposés à se rejeter dans le parti qu'ils avaient promis de déserter. Augereau, qui n'avait de tête que sur un champ de bataille, dit à l'audacieux violateur de la loi fondamentale : « Nous voici dans une jolie position. » — Augereau, reprit Bonaparte avec calme, souviens-toi d'Arcole : les affaires paraissaient bien plus désespérées. Crois-moi, reste tranquille, si tu ne veux pas en être la victime. Dans une demi-heure tu verras comme les choses tourneront. » Aux Cinq-Cents, l'appel nominal pour la prestation du serment dura deux heures. Personne, pas même Lucien, quoiqu'il fût en pleine conspiration, n'osa le refuser. Aux Anciens, les choses prenaient un meilleur aspect. Une lettre de Barras venait de leur apprendre qu'il renonçait à faire partie du Directoire. Cependant Bonaparte, impatienté des lenteurs de cette journée, et redoutant de plus en plus les Cinq-Cents, résolut de frapper un coup décisif.

Il se présenta d'abord au Conseil des Anciens. « Re-

présentans du peuple, dit-il, vous n'êtes point dans des circonstances ordinaires; vous êtes sur un volcan. Permettez-moi de vous parler avec la franchise d'un soldat, avec celle d'un citoyen zélé pour le bien public, et suspendez, je vous prie, votre jugement jusqu'à ce que vous m'ayez entendu. J'étais tranquille à Paris lorsque je reçus votre décret; à l'instant j'appelai, je retrouvai mes frères d'armes, et nous vinmes vous donner notre appui, nous vinmes vous offrir les bras de la nation, parce que vous en étiez la tête... On parle d'un nouveau César, d'un nouveau Cromwell; on répand que je veux établir un gouvernement militaire... Je vous le jure, représentans, la patrie n'a pas de plus zélé défenseur que moi... Représentans du peuple, le Conseil des Anciens est investi d'un grand pouvoir, mais il est encore animé d'une plus grande sagesse; ne consultez qu'elle et l'imminence des dangers: prévenez des déchiremens; évitons de perdre les deux choses pour lesquelles nous avons fait tant de sacrifices, la liberté et l'égalité. » A ces mots, Thomas Lindet se levant, apostropha le général : « Nous applaudissons, *lui* dit-il, à ce que vous dites; mais jurez donc avec nous obéissance à la constitution de l'an III. » D'abord, aucune réponse à ces paroles; tout le monde garda le silence; mais promptement remis de l'émotion qu'elles produisirent sur lui-même, Bonaparte reprit avec force : « La constitution! vous sied-il de l'invoquer? Vous l'avez violée au 18 fructidor; vous l'avez violée au 22 floréal; vous l'avez violée au 13 prairial. La constitution! n'est-ce pas en son nom que vous avez exercé toutes les tyrannies?... Mais, puisqu'il ne nous est plus permis de rendre à cette constitution le respect qu'elle devrait avoir, sauvons au moins les bases sur lesquelles elle repose, sauvons la liberté, l'égalité..... Je vous le déclare, aussitôt que les dangers qui m'ont fait confier des pouvoirs extraordinaires seront passés, j'abdiquerai ces pouvoirs; je ne veux être, à l'é-

gard de la magistrature que vous aurez nommée, que le bras qui la soutiendra et fera exécuter ses ordres!

« Vous l'entendez, s'écria Cornudet qui, pour prix de cette parole, deviendra sénateur sous l'empire, celui auquel vous avez décerné tant d'honneurs, celui devant qui l'Europe et l'univers se taisent d'admiration, sera-t-il un vil imposteur? » Bonaparte reprit : « S'il faut s'expliquer tout à fait, s'il faut nommer les hommes, je les nommerai; je dirai que les directeurs Barras et Moulin m'ont proposé de me mettre à la tête d'un parti tendant à renverser tous les hommes qui ont des idées libérales... Les différentes factions sont venues sonner à ma porte, je ne les ai point écoutées, parce que je ne suis d'aucune coterie, parce que je suis du grand parti du peuple français.....

« Je ne vous le cache pas, représentans du peuple, en prenant le commandement, je n'ai compté que sur le Conseil des Anciens; je n'ai point compté sur le Conseil des Cinq-Cents, où se trouvent des hommes qui voudraient nous rendre les comités révolutionnaires et les échafauds; sur le Conseil des Cinq-Cents, d'où viennent de partir des émissaires chargés d'aller organiser un mouvement à Paris.

« Que ces projets criminels ne vous effraient pas; environné de mes frères d'armes, je saurai vous préserver de tout danger... Et si quelque orateur payé par l'étranger parlait de me mettre *hors la loi*, qu'il prenne garde de porter cet arrêt contre lui-même! S'il parlait de me mettre *hors la loi*, j'en appellerais à vous, mes braves compagnons d'armes que j'ai tant de fois menés à la victoire; je m'en remettrais, mes braves amis, au courage de vous tous et à ma fortune. »

Le président invita le général à dévoiler, dans toute son étendue, le complot dont la république était menacée. Alors Bonaparte ajouta, entre autres choses : « Puisqu'il

est reconnu que la constitution ne peut sauver la république, hâtez-vous donc de trouver les moyens de la retirer du danger, si vous ne voulez pas recevoir de sanglans et d'éternels reproches du peuple français, de vos familles et de vous-mêmes. » Après ce discours, marqué au cachet d'une assez haute imprudence, il sortit, se dirigea vers le Conseil des Cinq-Cents qui venait d'achever l'appel nominal et se tenait sur la défensive. Cependant cette assemblée avait perdu deux heures en vaines discussions qui n'allaient point au but. Grandmaison occupait la tribune, lorsque Bonaparte, le chapeau à la main, parut à l'entrée de l'Orangerie suivi de quelques soldats. Il leur donna l'ordre de déposer leurs armes, et s'avança rapidement dans la salle. « Malheureux, lui dit son frère Lucien épouvanté, que viens-tu faire ici? » Lucien sentait toute l'étendue du danger. En effet, la plus vive indignation éclata sur les bancs de l'assemblée; elle se leva tout entière comme pour repousser un usurpateur. « Des sabres ici, s'écria-t-on de tous côtés; des hommes armés! » Plusieurs se portèrent à la rencontre de Bonaparte : « Général, lui dit Destrem, c'est donc pour cela que tu as vaincu! » « Que faites-vous? téméraire, s'écria Bigonnet en lui posant les mains sur la poitrine, que faites-vous? vous violez le sanctuaire des lois! » Les cris à bas le dictateur! hors la loi! s'élevèrent avec une sorte de fureur. C'étaient ces terribles paroles qui avaient glacé de terreur Robespierre au 9 thermidor; elles pouvaient perdre Bonaparte. A la vue de cet orage et du péril de leur général, les grenadiers et les officiers restés vers la porte se précipitèrent en avant pour le secourir. Dans ce tumulte, le grenadier Thomé, l'un des militaires qui voulaient lui servir de défenseur, fut blessé légèrement par la baïonnette de l'un de ses camarades; de là vient cette fable d'un coup de poignard, fable accréditée par la politique de Bonaparte. Beaucoup de représentans avaient des armes,

mais personne n'en frappa le grenadier Thomé, personne n'en menaça Bonaparte lui-même. Il n'y eut point là de Brutus pour le nouveau César, qui se trouva seulement dans un embarras extrême en se voyant en butte aux démonstrations hostiles de deux cents députés tous en insurrection contre lui. La plus violente agitation continuait à régner dans la salle. En ce moment critique, Beauvais, député de la Seine-Inférieure, homme doué d'une force d'Hercule, fendit la presse et parvint jusqu'au général, qui, repoussé, refoulé de toutes parts, tombait à la renverse. Beauvais le reçut dans ses bras, et, le tournant avec vigueur, le remit entre les mains de quatre grenadiers, dont l'un lui disait, dans un langage moitié allemand, moitié français : « Général, n'ayez pas peur, nous sommes avec vous. » Bonaparte était ou paraissait sans connaissance.

Après cette scène, l'assemblée resta dans le plus affreux désordre. Il n'y eut plus de délibération régulière. Les mêmes propositions, les mêmes cris de mort se succédaient : « Hors la loi, le général! Le Conseil des Anciens n'a pas eu le droit de le nommer! Il faut appeler le généra à la barre! Nous ne le connaissons pas! Retournons à Paris avec nos costumes; notre retour sera protégé par les soldats et les citoyens. » Les apostrophes les plus violentes sont adressées au président. Enfin, au milieu de cet effroyable tumulte, toutes les propositions se résument à demander la mise hors la loi du général.

Lucien, étant parvenu à se faire entendre un moment, essaie de justifier son frère et la démarche qu'il venait de faire; mais son discours, d'ailleurs très habile, est sans cessse interrompu par ces cris : « Il a terni sa gloire! Il s'est conduit en roi! Je le voue à l'exécration des républicains! » Digneffe, Talot, Bertrand du Calvados, lancent plusieurs propositions très violentes contre Bonaparte. Lucien, reprenant de nouveau la parole, supplie l'assem-

blée de ne prendre aucune mesure avant d'avoir entendu son frère. « Non, non, s'écrient les députés : hors la loi ! hors la loi ! » Lucien résiste encore, mais voyant qu'il ne peut rien obtenir, il dépose sa toque en s'écriant : « Misérables, vous voulez que je mette hors la loi mon propre frère ! Je renonce au fauteuil, et vais me rendre à la barre pour défendre celui qu'on accuse. Je dépose, avec un sentiment profond de dignité outragée, les marques de la magistrature populaire. » Il dépose ses insignes ; un peloton de grenadiers de la garde des Conseils, sans armes, se saisit de lui et l'emporte au dehors ; il est calme et garde toute sa présence d'esprit.

De son côté, le général, à peine au milieu des militaires sur lesquels il connaissait tout son pouvoir, avait repris sa sérénité ordinaire, et s'était hâté de monter à cheval pour haranguer les soldats qui pouvaient éprouver de l'incertitude si on les abandonnait à eux-mêmes, ou céder à de dangereuses influences si l'on ne s'emparait d'eux au moment même. Les grenadiers du Corps législatif, excités par ce qu'ils avaient vu, par les bruits que l'on semait dans leurs rangs, par un certain respect du serment d'obéissance prêté par eux à l'assemblée dont la garde leur était confiée, montraient une hésitation alarmante. Voici par quelles paroles Bonaparte parvint à conquérir ou à ramener tous les esprits :

« Depuis assez long-temps, la patrie est tourmentée, saccagée, pillée... depuis assez long-temps, ses défenseurs sont avilis, immolés... Les braves que j'ai habillés, payés, entretenus au prix de mes victoires, dans quel état je les retrouve ! On dévore leur subsistance ; on les livre sans défense au fer de l'ennemi.... Mais ce n'est pas assez de leur sang, on veut encore celui de leurs familles ; des factieux parlent de rétablir leur domination sanguinaire... Trois fois j'ai voulu leur parler : ils m'ont répondu par des poignards... Trois fois, vous le savez, j'ai sacrifié mes

jours pour ma patrie, mais le feu des ennemis les a respectés. Je viens de franchir les mers sans craindre de les exposer une quatrième fois à de nouveaux dangers.... et ces dangers, je les trouve au milieu d'un sénat d'assassins... Ils veulent ainsi réaliser l'espoir des rois coalisés. Que pourrait faire de plus l'Angleterre? Trois fois j'ai ouvert les portes à la république; trois fois, on les a refermées... Soldats! puis-je compter sur vous?... — Oui, lui répondit-on de toutes parts, vive la république! vive Bonaparte!... — Eh bien! reprit l'audacieux transfuge de l'Égypte qui aurait pu trouver ici une fin misérable et sans gloire, je vais les mettre à la raison (1). » En ce moment, Lucien arrive; accueilli avec le même enthousiasme, comme frère du général, il monte à cheval à côté de lui, et d'une voix plus ferme encore que celle de Bonaparte : « Citoyens soldats, le président du Conseil des Cinq-Cents vous déclare que l'immense majorité de ce Conseil est dans ce moment sous la terreur de quelques représentans à stylets... Au nom de ce peuple qui, depuis tant d'années, est le jouet de ces misérables enfans de la terreur, je confie aux guerriers le soin de délivrer la majorité de leurs représentans, afin qu'affranchie des stylets par les baïonnettes, elle puisse délibérer sur le sort de la république.... Général, et vous, soldats, vous ne reconnaîtrez pour législateurs de la France que ceux qui vont se rendre auprès de moi... Quant à ceux qui resteraient dans l'Orangerie, que la force les expulse!.. Ces brigands ne sont plus les représentans du peuple, mais les représentans du poignard; que ce titre leur reste et les suive partout. » Les cris de vive Bonaparte! vive la république! s'élevèrent. Pendant que les prétoriens se préparaient à

(1) Sieyès en apprenant que le Conseil des Cinq-Cents menaçait de mettre Bonaparte hors la loi, avait dit : « Eh bien! qu'il les mette hors de la salle. »

violer le sanctuaire du sénat, que faisaient les Cinq-Cents?

Dès que Lucien avait quitté le fauteuil, Chazal, dévoué à Bonaparte, avait pris la présidence, et refusait avec énergie de mettre aux voix le décret de mise hors la loi. Augereau se faisait remarquer par la violence de parole avec laquelle il réclamait la perte de son général, auquel il ne tardera point à se rallier. Au milieu du tumulte, un officier de la garde du Corps législatif vint dire à voix basse à Chazal : « Si le Conseil veut me donner un ordre, j'ai des gens à moi : je me charge d'expédier Bonaparte. » Chazal renvoie sans réponse l'officieux capitaine.

Après l'allocution de Lucien, qui fit une vive impression sur les soldats, Bonaparte, ayant rachevé ses dispositions, ordonna à Murat (1) de se porter dans la salle des Cinq-Cents avec un détachement de grenadiers. Murat, obéissant à son général, parut bientôt dans l'enceinte de la représentation nationale et prononça ces mots : « Citoyens représentans, on ne peut plus répondre de la sûreté du Conseil; je vous invite à vous retirer. » Les cris de vive la république! couvrirent la voix de l'audacieux. Quelques membres se retiraient, mais le plus grand nombre restait à son poste. Alors un autre officier paraît à la tribune, et profitant d'un moment de silence : « Représentans, dit-il d'une voix brève et forte, vous êtes invités à vous retirer; le général a donné des ordres. Grenadiers, en avant! » Le tambour battit la charge, le corps de grenadiers s'avança, s'arrêta encore au milieu de la salle pour laisser aux députés le temps de l'évacuer. Dans ce moment, Talot, qui avait fait la guerre, harangua les soldats. « Militaires, leur dit-il, qui êtes-vous? Les grenadiers de la représentation nationale; et vous osez attenter à sa sûreté, à son indépendance, et vous ternissez

(1) M. Bailleul prétend que ce fut le général Leclerc, qui reçut et remplit cette mission.

ainsi vos lauriers! » Talot ébranla le cœur de ces braves, que le sentiment du devoir violé agitait intérieurement. Le digne et courageux Jourdan voulut aussi les haranguer; mais, de même que sa figure ne portait pas l'enseigne de ses talens militaires, l'éloquence de ses sentimens manquait à ses discours. Il ne produisit pas l'effet que devait attendre le vainqueur de Fleurus parlant à d'anciens compagnons d'armes. Enfin, les députés sortirent de la salle, les uns par les couloirs, les autres par les fenêtres basses de l'Orangerie, le reste par la porte donnant sur le jardin; mais sans tumulte, sans effroi, sans mériter aucun des reproches de lâcheté par lesquels on a voulu déshonorer leur retraite. Chazal sortit le dernier.

La victoire était assurée, mais le Conseil des Anciens en éprouvait une sorte de consternation; il voulait bien un changement, et même une révolution, mais il la voulait et l'espérait avec les caractères ou les apparences de la légalité. Sur les nouvelles apportées par un de ses membres qui les tenait du général, ce Conseil allait former un comité secret pour prendre les moyens de salut nécessités, disait-on, par les émissaires du Conseil des Cinq-Cents qui allaient exciter un mouvement dans Paris. Alors Lucien Bonaparte et plusieurs de ses collègues entrent dans la salle au moment où Grand-Maison disait : « La force armée vient de s'introduire dans le Conseil des Cinq-Cents; elle a outragé la représentation nationale, le Conseil des Cinq-Cents est dissous. J'ai pénétré jusqu'au Conseil des Anciens pour lui rendre compte de ces faits, et l'inviter à prendre des mesures. » Lucien Bonaparte répond à ces assertions en les taxant de mensonges; il allègue les violences, les cris de mort, les menaces de coups de poignards dont son frère et lui viennent d'être les objets. Il ajoute qu'une poignée de factieux tyrannise encore le Conseil des Cinq-Cents, mais que la majorité adhère au Conseil des Anciens et à sa sagesse. Ce Conseil inter-

rompt cette discussion en accordant la parole à Cornudet, membre d'une commission nommée spécialement le jour même. L'orateur dit en substance, après avoir donné le récit des faits accomplis : « Le Conseil des Anciens reste donc la Providence de la nation. Il est, par le fait, toute la représentation nationale; c'est donc à lui qu'il appartient de pourvoir au salut de la patrie et de la liberté, puisque seul il en a le pouvoir. » Cornudet propose un décret portant qu'il sera nommé une commission exécutive provisoire composée de trois membres; que le Corps législatif est ajourné au 1er nivose, époque à laquelle il se réunira de droit et sans autre convocation, dans la commune de Paris; qu'il sera formé une commission intermédiaire prise dans le Conseil des Anciens, pour conserver les droits de la représentation nationale pendant l'ajournement. Une réclamation assez vive s'éleva sur la proposition ; elle fut adoptée.

Rien de plus irrégulier que toute cette marche; il fallait essayer de lui donner un caractère de légalité. Le Conseil des Anciens avait excéde tous ses pouvoirs ; nul moyen pour lui de rester seul en face de la France, qui lui aurait demandé ce qu'était devenu la seconde partie du Corps législatif, dont le concours était nécessaire à la formation de la loi; en conséquence, et de même que le Directoire avait, en l'an VI, substitué au corps électoral du département de la Seine une fraction minime de ce corps, on eut l'imprudence de présenter, avec une quarantaine de membres capables de se prêter à cette imposture, un simulacre de Conseil des Cinq-Cents. C'est là que Béranger, qui affectait le caractère d'un patriote rigide, vint répéter toutes les calomnies inventées contre ceux des membres du Conseil qui seuls avaient rempli leur devoir et tenu leur serment. Béranger se mentait à lui-même en mentant à la France; il n'en proposa pas moins de décréter que Bonaparte, les généraux et l'armée sous

ses ordres, avaient sauvé le Corps législatif et la république, attaqués par une minorité composée d'assassins. La proposition obtint l'assentiment de la majorité, malgré une opposition qui ne manquait ni de courage ni d'énergie, au milieu de l'entraînement ou de l'asservissement général. Chazal, après avoir dit qu'il ne suffisait pas d'avoir vaincu, qu'il fallait encore savoir profiter de la victoire, présenta le projet de loi que la nécessité ordonnait de substituer au décret rendu la veille par le Conseil des Anciens. Le projet renvoyé à une commission, Lucien prit la parole. La moitié de son discours, consacré à peindre au monde épouvanté plusieurs de ses collègues comme des enfans de la terreur et des assassins revêtus de la toge, renfermait des mensonges odieux, surtout dans la bouche de celui qui, partageant naguère les opinions de ces mêmes députés, aurait agi et parlé comme eux, si un autre général que son frère eût voulu attenter à la sûreté et à la dignité de la représentation nationale. Mais, sans mériter d'excuse, il pouvait du moins avoir été entraîné par des sentimens qui ont une grande puissance sur le cœur de l'homme, et par les impérieuses exigeances de sa position, non moins difficile que celle de son frère. Boulay de la Meurthe, plus retenu dans ses paroles et plus fidèle au souvenir de sa conduite passée, fit adopter le projet Chazal; mais sans doute il éprouva quelques remords à servir d'organe aux dispositions injustes du projet contre soixante-un de ses collègues, illégalement dépouillés de leur caractère de représentant qu'ils avaient reçu du peuple. Le décret abolissait le Directoire, excluait soixante-un membres des conseils, créait une commission consulaire, composée de Ducos, de Sieyès et de Bonaparte, investis de la plénitude du pouvoir directorial. Le Corps législatif était ajourné au premier ventôse suivant. On créait une commission de vingt-cinq membres de chaque Conseil pour exercer le pouvoir législatif et préparer les change-

mens à faire aux dispositions organiques de la constitution. Le conseil délibéra en même temps sur une proclamation, dont les premières phrases doivent faire rougir de honte ceux qui les ont écrites et publiées en face de l'Europe et de la postérité : « Français, la république vient encore une fois d'échapper aux fureurs des factieux. Vos fidèles représentans ont brisé le poignard dans leurs mains parricides ; mais après avoir détourné les coups dont vous étiez menacés, ils ont senti qu'il fallait enfin prévenir pour toujours ces éternelles agitations. » Le reste était convenable, seulement on pouvait s'étonner d'entendre les violateurs du pacte social adopté par la France, oser lui dire en face : « Il est temps de donner des garanties solides à la *liberté des citoyens, à l'indépendance des pouvoirs constitués, à la souveraineté du peuple, à la république enfin, dont le nom a servi trop souvent à consacrer la violence de tous les principes*, » Le conseil des Anciens était vendu, subjugué ou convaincu ; il adopta tout ce qu'on voulait.

Le décret rendu, les trois consuls prêtèrent entre les mains des deux Conseils le serment de fidélité à la république une et indivisible, à l'égalité, au système représentatif. Ces formalités remplies, Lucien, comme président du conseil des Cinq-Cents, adressa aux membres de la faible minorité, présens à cette comédie sérieuse, un discours dans lequel il ne craignit pas de comparer la journée du 18 brumaire, qui tuait la liberté, à l'immortelle séance du jeu de Paume qui l'avait vue naître.

Dans la première proclamation des Conseils, Bonaparte, quoique trahissant aussi la vérité par la répétition de cette fable des poignards levés contre lui par des membres du Conseil des Cinq-Cents, se montra cependant plus réservé dans ses paroles, et surtout plus adroit à présenter les choses sous une couleur favorable aux intérêts de son usurpation déguisée.

En principe, la journée du 18 brumaire était un attentat

dont les auteurs, surtout Sieyès et Lucien Bonaparte, auraient reçu la mort pour salaire, si l'événement n'eût pas couronné leur audace ; Bonaparte aurait justement partagé leur sort. Sa qualité de militaire, d'homme qui abuse d'une force essentiellement obéissante pour violer le sanctuaire des lois, en chasser les organes et renverser le gouvernement, rendait sa faute irrémissible. On doit avouer cependant qu'il n'avait en rien contribué aux malheurs de la France, qu'il nourrissait le désir ardent de les réparer, qu'il a fait, sous ce rapport, ce qu'aucun autre homme que lui ne pouvait faire alors. Il a rendu même un immortel service au pays, car on doit convenir que tout périssait quand il vint relever l'état sur le penchant de sa ruine. Aussi, justifié par la fortune, serait-il absous, même par les censeurs les plus sévères, s'il eût employé son génie à fonder chez nous la liberté sur des bases durables. Au reste, dans le cours de l'événement, il ne mérita point le succès qu'il obtint : son plan était conçu sans audace, exécuté sans prudence ; il faillit tout perdre en allant s'exposer à la colère du Conseil des Cinq-Cents, et sans avoir pour appui cette haute éloquence de César et des autres hommes de cette trempe, que la nature a doués du don de gouverner les esprits par l'empire de la parole. Ni Augereau, ni Lefebvre n'osèrent tenter une résistance qu'ils avaient dans le cœur. Bernadotte, comme de coutume, exhala sa colère en vains discours; il promit beaucoup aux patriotes, et ne fit rien. Parmi les opposans à Bonaparte, les hommes civils seuls eurent le courage de leur opinion. Lucien en montra beaucoup dans la sienne, et contribua puissamment au salut de son frère, soit au-dedans soit au-dehors. Dans le parti contraire, les députés que l'on peignit à la France comme des factieux, des rebelles, des assassins, des hommes de terreur et de sang, obéirent à leur serment en défendant la constitution de l'an III ; et s'ils n'eussent pas été trahis pas les présidens des deux Conseils, conjurés

avec le chef de la force armée, ils auraient fait triompher le pacte social, et l'auraient pu remettre intact entre les mains du peuple, qui le leur avait donné en garde. Ces députés n'en furent pas moins atteints par une loi qui les flétrissait dans l'opinion, et arrachait à un grand nombre d'entre eux le caractère de représentans du peuple. C'était une nouvelle atteinte au principe de la souveraineté nationale. On reconnut le génie et le caractère de Sieyès dans cette proscription morale; il voulut soixante et une exclusions après le succès, comme il avait voulu quarante arrestations avant le combat. Du reste, dans la liste des exclus, pas une grande célébrité révolutionnaire, pas un homme accusé ou convaincu de ces faits terribles qui s'attachent éternellement à sa vie comme à sa mémoire, et qu'il s'étonne lui-même d'avoir accomplis lorsqu'il est sorti de la tempête! Cette liste, au contraire, contenait les noms d'excellens citoyens, tels qu'en demande une république fondée sur l'amour de la patrie, la modération des désirs, le dévouement aux intérêts du peuple et le courage civil. Je n'ai pas connu de meilleurs hommes que Marquésy du Var, Poulain-Grandpré, l'ardent, le généreux Talot, le général Dessaix qui devait servir la république avec éclat et désintéressement, Blin, Boulay-Paty, Bigonnet, le vieux Lesage, Senault, les jurisconsultes Grocassand Dorimond, Daubermesnil; plusieurs même, comme Chalmel d'Indre-et-Loire, réunissaient les lumières et le savoir à une modération de principes d'autant plus recommandable qu'elle était accompagnée de fermeté. Quant à Jourdan, qui représentait l'armée de Sambre-et-Meuse, avec sa gloire et ses vertus républicaines, l'inscription de son nom sur la liste fatale était un odieux scandale. Le souvenir de Fleurus aurait du faire tomber la plume des mains de ses ennemis.

C'est un malheur pour la France que la constitution de l'an III n'ait pas pu se soutenir; elle était sage et libérale;

elle nous avait donné, pendant deux années, une véritable liberté. Sous l'empire de cette loi, bien autrement généreuse que la constitution de l'an VIII, la gloire et la paix étaient venues répandre beaucoup d'éclat sur la république, qui sembla s'affermir après le traité de Campo-Formio. Le gouvernement, pris en masse, voulait sincèrement le bien public; l'amour de la patrie régnait dans les deux conseils; mais les élections y avaient jeté des élémens de discorde en amenant sur la scène des hommes vendus à l'ancien régime, ou portés par leur opinion à vouloir le relever. Entre ces hommes, qui avaient conçu d'immenses espérances, et les républicains qui, frappés de crainte à leur tour, voulaient sauver leur tête et les conquêtes du peuple, le combat était trop violent pour que le règne des lois pût s'établir; la révolution devait donc continuer à l'ombre du régime constitutionnel, et l'ébranler sans cesse comme un fleuve fougueux qui, attaquant les bords qui le contiennent, en fait tomber des parties plus ou moins considérables. On a vu les violences des factions, et comment le pouvoir fut poussé par elles dans des voies illégales, dans des mesures d'autant plus fâcheuses, que, marquées au type révolutionnaire, elles manquaient du secours de la popularité; car si le peuple, seul capable de les soutenir, était devenu plus facile à gouverner après sa défaite, il ne prenait plus à la chose publique cet intérêt qui devient une force entre les mains d'un gouvernement habile à s'en servir.

Dans le cours de notre récit, nous avons montré successivement toutes les causes qui préparaient et annonçaient la décadence et la chute de la constitution de l'an III; mais elle était surtout condamnée à périr parce qu'elle ne contenait pas de contre-poids suffisans entre le Corps législatif et le Directoire. Aussi, leur existence ne fut-elle qu'un combat qui devait finir par leur ruine réciproque. Au 18 fructidor, ce fut le Directoire qui triompha; au 30 prairial,

ce fut le Corps législatif. La querelle continua jusqu'au 18 brumaire, époque vers laquelle une partie des conseils conspire contre l'autre et contre le Directoire, et invoque avec tant d'imprudence le secours et l'épée d'un soldat, qui tranche la querelle en s'emparant du pouvoir sur les ruines de la république. Ainsi, après onze ans d'une révolution inouie dans les fastes du monde, nous étions revenus au pouvoir d'un seul, vainement déguisé sous les apparences d'un régime constitutionnel qui ressemblait à une dérision. Pourtant, il faut le reconnaître, parce que la vérité l'ordonne, Bonaparte et sa dictature étaient une nécessité de l'époque; nous avions besoin de lui pour relever la France et rétablir le gouvernement, comme nous avions eu besoin du Comité de Salut public pour réunir en un faisceau tous les élémens d'une vaste démocratie exposée à périr par la mauvaise distribution de ses forces, ainsi que par la divergence de ses efforts. Sans Bonaparte, peut être, cette France, qui a vaincu et soumis l'Europe, en aurait été dévorée, ou bien elle aurait acheté le triomphe par de nouveaux torrens de sang au-dehors et au-dedans, si toutefois elle eût encore trouvé dans son sein des hommes capables d'entreprendre son salut au prix terrible des services du Comité de Salut public.

CHAPITRE LXX.

Indifférence de Paris pour le 18 brumaire. — Les trois consuls au Luxembourg. — Nomination des ministres. — Épuration. — Suppression de la loi des ôtages. — Ouverture des prisons. — Rentrée à Paris de Boissy-d'Anglas, de Siméon, etc. — Vendée. — Démarches de chefs royalistes auprès du premier consul. — Discussion sur la constitution. — Déchec de Sieyès. — Acceptation et proclamation de la constitution de l'an VIII. — Bonaparte aux Tuileries. — Il veut réunir tous les partis sous son drapeau. — Lucien au ministère de l'intérieur.

On a peut-être remarqué que notre récit des événemens de brumaire ne fait aucune mention du peuple, c'est qu'en effet, retiré de la lice et assis sur les gradins du théâtre, il se contentait d'assister en curieux aux représentations qu'on lui donnait. L'événement n'excita qu'une très faible curiosité dans la capitale, où tout allait comme à l'ordinaire. Dans la nuit de la seconde journée, l'autorité fit des proclamations aux flambeaux qui n'éveillèrent personne, et n'eurent qu'un très petit nombre de spectateurs. Le lendemain, les Parisiens, sans croire au danger que Bonaparte avait couru, ne se réjouirent pas de son élévation, et ne donnèrent de regrets ni au Directoire qui n'était plus, ni aux deux conseils dispersés par la force. Les révolutionnaires ne laissèrent point éclater leur mécontentement; aucun d'eux n'essaya de haranguer le peuple; mais quelques uns d'entre eux ne purent s'empêcher de sourire en lisant dans la proclamation des consuls, Roger-Ducos, Sieyès et Bonaparte,

contresignée par Cambacérès, que la révolution était terminée. Si Bonaparte, qui aimait beaucoup que son nom eût de l'influence sur les masses, fut mécontent de l'indifférence de la capitale, il se réjouit au fond du cœur en pensant qu'il n'aurait point à gouverner le peuple volcanique de la Convention. Revenus à Paris le 20, les trois consuls s'installèrent dans le palais du Directoire. « Qui nous présidera dit Sieyès avec inquiétude? — Vous voyez bien, répondit Ducos, que c'est le général qui préside. » Le général continua de présider. Dès cette première séance, Sieyès, qui croyait gouverner, tandis que Bonaparte se contenterait de diriger les armées, reconnut la supériorité du génie, et subit l'irrésistible ascendant du chef qu'il venait de se donner. En sortant du conseil, il dit à Boulay de la Meurthe, à Rœderer, à Cabanis, à Talleyrand : « A présent, messieurs, nous avons un maître; il sait tout, il fait tout, il peut tout. » Voilà, pour un homme rempli de prétentions si hautes, une étrange issue de conspiration, et une assez misérable fin de rôle. Au moins les directeurs Moulin et Gohier n'avaient ni compromis leur caractère, ni trahi leur serment, ni livré la France et la liberté à un homme.

Dans leur seconde séance, les consuls, après avoir choisi pour secrétaire-général Maret, déjà connu par plusieurs missions diplomatiques importantes, s'occupèrent d'organiser le ministère. Gaudin fut placé aux finances, Berthier à la guerre, le géomètre Laplace à l'intérieur, l'ingénieur et constructeur Forfait à la marine. Cambacérès, dont Bonaparte avait apprécié l'esprit judicieux et les lumières, conserva le portefeuille de la justice; Reinhard celui des affaires étrangères, qu'il devait bientôt remettre à Talleyrand; Fouché resta ministre de la police générale, malgré la haine et les réclamations de Sieyès, qui le peignait comme un jacobin dangereux et un homme sans foi.

Le Directoire était tombé si bas dans l'opinion, que la journée du 18 brumaire trouva peu d'opposans. L'immense majorité des Français conçut les plus heureuses espérances en voyant Bonaparte à la tête du pouvoir. Il y eut cependant des épurations assez nombreuses dans les administrations, ainsi que dans l'armée, épurations qui pouvaient faire des mécontens. Le peuple vit fermer les clubs sans donner de signes de désapprobation. Du reste, le consul s'occupait de tous les moyens de gagner la confiance générale. Il annonçait hautement l'intention de porter l'ordre et de maintenir la probité dans l'administration des finances; il recommandait aux tribunaux la plus sévère impartialité comme la plus exacte justice[1]; il se montrait résolu à tenir la balance entre tous les partis, à ne laisser prédominer ni les *révolutionnaires à bonnet rouge*, ni les *conspirateurs à talons rouges*; il ne voulait plus voir, au lieu de jacobins, de terroristes, ou de contre-révolutionnaires, que des Français également appelés à servir leur pays. Les émigrés seuls restaient sous l'anathème. On lisait à ce sujet dans une lettre de Lucien, ministre de l'intérieur : « *qu'ils trouvent, s'ils le peuvent, le repos et la paix loin de la patrie qu'ils voulaient asservir et détruire*; *mais cette patrie les rejette éternellement de son sein.*

La première proposition des consuls aux commissions législatives, regardait la loi des otages : ces commissions l'abrogèrent et en abolirent aussitôt toutes les conséquences. Le gouvernement expédia des courriers dans tous les départemens, pour faire ouvrir les prisons aux détenus de cette espèce. Bonaparte visita celles de Paris, se fit rendre compte de leur régime, et interrogea lui-même les captifs. Il dit à ceux du Temple : « Une loi injuste vous a privés de la liberté, mon premier devoir est de vous la rendre. » Pendant que Bonaparte jouait en son propre nom le beau rôle de la clémence, Sieyès,

fidèle à ses alarmes et à ses inimitiés, obtenait d'abord la déportation de trente-sept Jacobins, et ensuite de vingt-deux représentans exclus du conseil des Cinq-Cents au mépris de toutes les lois. Jourdan était du nombre de ces derniers proscrits, et se vit dès le lendemain rayé de la liste fatale. Quant aux autres, l'opinion qui semblait menaçante fit reculer le gouvernement, qui se contenta de mettre seulement sous la surveillance de la police ceux qu'on n'osait pas arracher du sein de la patrie.

La manière dont les consuls s'étaient prononcés contre le royalisme, le fanatisme et les émigrés, ne paraissait pas apparemment une chose sérieuse à ceux qu'elle menaçait, car les trois classes d'hommes compris dans ces catégories s'apprêtaient de toutes parts à rentrer; ils jugeaient bien que le mouvement du 18 brumaire n'était réellement hostile qu'au parti jacobin; aussi beaucoup d'entre eux faisaient irruption en France : l'autorité fermait les yeux sur cette violation de la loi, presque tombée tout à coup en désuétude. La réaction en leur faveur était manifeste. Ainsi, après avoir abrogé les lois qui excluaient des fonctions publique les parens d'émigrés et les ci-devant nobles, on s'occupa principalement d'adoucir le sort des victimes du 18 fructidor, dont la plupart subissaient leur déportation à l'île d'Oleron. Des arrêtés du gouvernement leur permirent de revenir sur le continent; un mois après, Boissy-d'Anglas, Portalis, Siméon, Barbé-Marbois, Villaret-Joyeuse, Dumas, Pastoret, Vaublanc, Suard, Laharpe, Fiévée, Fontanes, tous appartenant au parti royaliste, et Carnot le directeur, étaient à Paris, où beaucoup d'entre eux furent bientôt revêtus de hautes fonctions. La peine prononcée par les deux conseils ne fut maintenue que contre Pichegru, Villot, Imbert Colomès et quelques autres députés, agens déclarés de la contre-révolution et de l'Angleterre. Vadier et Barrère, condamnés auparavant à la déportation, profitèrent du

bénéfice de la loi du 3 nivose, rendue en faveur de leurs irréconciliables ennemis : Germain Blondeau, Cazin, Moroy, Buonarotti, frappés d'un jugement inique par la haute-cour nationale, disait le ministre de la police Fouché, dans son rapport aux conseils, n'obtinrent qu'une modération à leur peine, qui leur fut ensuite remise tout entière. Des constituans restés fidèles à la cause nationale, Latour-Maubourg, La Rochefoucault-Liancourt et Lafayette, eurent la faculté de rentrer dans leur pays qui les avait oubliés, peut-être, au milieu d'une de ces tourmentes où les destinées de tout un peuple pouvaient périr.

Vers l'époque du 18 brumaire, le général Hédouville, marchant sur les traces de Hoche, venait de conclure une espèce d'armistice avec les révoltés de l'Ouest qui, ainsi que les chouans, occupaient et déchiraient encore dix-huit départemens de l'Ouest. Le premier soin de Bonaparte fut de continuer cette dernière œuvre du Directoire, et de faire conclure une suspension d'armes pour arriver le plus promptement possible à une pacification. Les agens des princes résolurent de tout tenter pour l'empêcher, afin de se donner le temps de sonder les dispositions du pouvoir à l'égard des Bourbons. Deux agens de cette famille, Hyde de Neuville et Dandigné, vinrent s'adresser directement au premier consul, qui les reçut au Luxembourg dans les petits appartemens. « Il y a peu de jours, lui dirent-ils, nous étions assurés du triomphe ; aujourd'hui tout a changé. Mais, général, seriez-vous assez imprudent pour vous fier à de pareils événemens? Vous êtes en position de rétablir le trône, et de le rendre à son maître légitime. Nous agissons de concert avec les chefs de la Vendée, que nous pouvons faire venir tous ici. Dites-nous quelles sont vos intentions, comment vous voulez marcher ; et si elles s'accordent avec les nôtres, nous serons tous à votre disposition. » Bonaparte leur répondit de manière à leur

ôter tout espoir de l'amener jamais au rôle de Monck.

On ne doutait nullement que Bonaparte ne voulût rendre la France grande et prospère, et qu'il n'eût les moyens d'atteindre ce double but de son ambition ; mais que nous préparait-il sous le rapport de la liberté? La manière hardie avec laquelle il s'occupait d'établir son pouvoir, l'ascendant qu'il prenait, les discours qui se tenaient autour de lui, les imprudences de Lucien, qui semblait être l'écho fidèle des intentions de son frère, résolu à supprimer les deux conseils et leur tribune, répandaient de graves inquiétudes parmi les crédules complices du 18 brumaire. Aussi la commission du conseil des Cinq-Cents se hâtait-elle d'achever de rédiger la constitution, et Sieyès, qui dirigeait tout ce travail, croyait toucher au moment d'imposer sa création législative à la France, lorsque Bonaparte, qui voulait connaître ce qu'on lui préparait et mettre la main à l'œuvre attendue, convoqua les deux commissions chez lui, au Luxembourg. Tout le monde réuni, malgré quelques murmures qui n'osèrent éclater devant le maître, Sieyès, cédant à l'invitation de Bonaparte, se mit à développer ses idées avec un rare talent; il obtint beaucoup de succès : le premier consul lui-même loua le travail : « C'est très beau, dit-il ; cependant on peut trouver des objections à ce système. Il faut se donner le temps d'y réfléchir ; à demain. » Et la séance fut levée au grand mécontentement de l'auteur, qui croyait entraîner son collègue dans une discussion épineuse à laquelle celui-ci n'était point préparé.

A la séance suivante, Bonaparte insista beaucoup plus pour agrandir le pouvoir et lui assurer l'indépendance, que pour donner au peuple des garanties de liberté. Quand il fut question de rédiger, « Citoyen Daunou, dit Bonaparte, allons, prenez la plume. Mettez-vous là. » Daunou s'en défendit ; mais il fallut se rendre. Alors commença la discussion, dans laquelle les idées de Bo-

naparte, présentées d'une manière précise et avec cette force que donne une ferme volonté, dominèrent toujours; il avait peine à souffrir la contradiction. Un jour même, il s'emporta au point de dire à Mathieu : « Votre discours est un discours de club ! » Le député se tut, mais l'apostrophe avait déplu généralement. Bonaparte saisit à propos l'occasion de revenir à Mathieu, et de s'excuser de sa vivacité.

Sieyès, l'esprit encore tout occupé du résultat des élections, dans lesquelles les royalistes et les révolutionnaires avaient dominé tour à tour et amené de perpétuelles agitations dans l'État, n'avait trouvé d'autre expédient que d'ôter au peuple l'élection directe, et de le réduire à dresser des listes de candidats parmi lesquelles un sénat appelé *conservateur* nommerait les membres du premier corps de l'État : c'était presque désintéresser le peuple dans la question de la liberté. Justement mécontent de ce mépris de ses droits, pouvait-il regarder encore autrement que comme une dérision ce Corps-législatif, composé de muets qui ne pouvaient pas même délibérer en secret ? Bonaparte avait conçu dès long-temps de graves préventions contre les assemblées politiques qui discutent au milieu des orages et parlent à tout un peuple; aussi adopta-t-il avec joie l'expédient d'ôter la parole au Corps-législatif. Quant aux membres du Tribunat, espèce d'avocats plaidans qui devaient discuter la loi, ils étaient trop peu nombreux pour obtenir de l'influence sur l'opinion publique; et d'ailleurs leur ascendant, quel qu'il pût devenir, serait toujours venu échouer contre le scrutin des députés, d'autant plus faciles à pratiquer qu'ils échappaient à la responsabilité par le vote secret. Du reste, dans le cours de la discussion, Bonaparte étonna tout le monde par la netteté, la profondeur de ses idées, surtout par l'adresse italienne avec laquelle il saisissait le côté faible des opinions de ses adversaires pour les combattre avec avan-

tage. On s'étonnait de ce genre d'habileté dans un homme qui avait passé sa vie au milieu des camps. Plein d'idées positives, il ne pouvait s'accommoder des théories de Sieyès. Ce législateur regardait comme la merveille de son système la création d'un grand-électeur à vie, choisi par le Sénat conservateur, ayant un revenu de 6 millions, une garde de trois mille hommes, et habitant le palais de Versailles; les ambassadeurs étrangers étaient accrédités près de lui; il accréditait les nôtres dans les cours étrangères; il contresignait les actes du gouvernement et les lois; la justice se rendait en son nom; il avait le droit d'aller présider à sa volonté le Tribunat, le Corps législatif et le Conseil d'état; il nommait deux consuls, l'un de la guerre, l'autre de la paix; privé de toute autre influence sur les affaires, investi du droit de surveiller l'administration des consuls, il pouvait les destituer et les changer; mais aussi le sénat pouvait, lorsqu'il jugerait cet acte arbitraire et nuisible à l'intérêt national, absorber le grand-électeur, qui entrait dans ce corps pour le reste de sa vie. L'institution du grand-électeur cachait évidemment le dessein de destituer Bonaparte pour mettre à sa place un consul à la dévotion de Sieyès. Le piége était trop grossier; mais sans paraître l'apercevoir, Bonaparte combattit le projet avec les armes victorieuses du bon sens, et sans négliger le côté plaisant de la question; le ridicule acheva de faire justice de la grande conception de Sieyès. Convenons pourtant que son plan de constitution, qui tendait surtout à prévenir les divisions dans le gouvernement, contenait en outre des combinaisons savantes et libérales; mais cet esprit supérieur et accoutumé à méditer dans la solitude, ne connaissait assez bien ni les hommes en général, ni le peuple français en particulier, ni le jeu des ressorts d'un gouvernement. Il avait d'ailleurs des momens d'hallucination qui semblaient altérer sa raison naturelle et

acquise. Un jour, il disait sérieusement à un ami, qui le surprit dans l'un de ces momens d'exaltation d'amour-propre où il avait l'air d'un inspiré : « Ne voyez-vous pas sortir des étincelles de ma tête? » On substitua au grand-électeur de Siéyès un premier consul, président temporaire de la République, et deux consuls, avec simple voix consultative, c'est-à-dire que l'on établit, à la faveur d'un nom ancien, une royauté de fait que Bonaparte, qui la réservait pour lui, s'appliquait, comme on l'a vu, à doter de toute la force et de toute l'indépendance dont il croyait avoir besoin.

Ainsi fut faite la constitution de l'an VIII, sous l'influence de Bonaparte, qui mettait son véto sur toutes les décisions conformes aux principes que l'assemblée Constituante avait consacrés en 1789. Mais tout le monde n'était pas disposé à les sacrifier ainsi sans combat; les deux commissions se préparaient à discuter, chacune séparément, le projet présenté. Bonaparte, qui connaissait tous les points vulnérables de son ouvrage, ne voulut pas l'exposer aux périls d'une attaque solennelle, et, tranchant déjà du maître avec assurance, il fit écrire aux membres des deux commissions de venir signer au Luxembourg le nouvel acte constitutionnel. Quoique scandalisé de cette impérieuse invitation, les députés convoqués apposèrent leur signature au bas de la charte donnée par Bonaparte, à laquelle il ne manquait que d'être octroyée pour faire un outrage complet au peuple qui avait vaincu l'Europe; nous étions au 22 frimaire.

Le lendemain, les commissions s'occupèrent de déterminer le mode de présentation de l'acte constitutionnel à l'acceptation du peuple. Au lieu de réunir les assemblées primaires, dont quelque cri de liberté aurait pu sortir avec une certaine puissance, on adopta l'idée d'ouvrir, dans chaque commune, des registres destinés à recevoir les votes de chaque citoyen. Dans un discours prononcé à ce

sujet par Garat, cet orateur, semblable à Cicéron en présence du sénat et de César, sembla satisfaire à sa conscience et au vœu de ses collègues, en laissant voir que les garanties de la liberté n'étaient pas dans l'acte constitutionnel; et, d'un autre côté, il augmenta en même temps qu'il corrigea cette hardiesse, en plaçant la borne du pouvoir dans le cœur et dans les passions même d'un grand homme. Assurément Bonaparte ne fut pas dupe de cet artifice oratoire, qui était une protestation cachée sous un magnifique éloge. Cependant Cabanis, membre de la commission du Conseil des Anciens, disait, dans une lettre à ses collègues, que les hommes du 18 brumaire étaient les mêmes hommes qui avaient fait le 18 fructidor; en même temps, il tonnait contre les brigands de la chouanerie et contre les royalistes assez hardis pour vouloir rentrer de force dans leurs anciennes propriétés vendues par l'État; il mêlait à ces apostrophes des injures contre les Jacobins, sans oser les nommer. Le révolutionnaire Fouché, animé des mêmes intentions, disait les mêmes choses en termes plus mesurés, en affirmant que la République était désormais affermie. Le constituant Rœderer, également furieux contre les anciens révolutionnaires, contre les conseils et le Directoire, empruntait à une passion ardente les plus sombres couleurs pour peindre l'époque antérieure au 18 brumaire. Du reste, tous les hommes engagés dans l'intrigue et dans la journée du 18 brumaire, semblaient uniquement occupés de cacher aux autres et de se dissimuler à eux-mêmes, qu'infidèles à leur serment, usurpateurs des droits du peuple, ne prenant mission que d'eux-mêmes, et grossièrement abusés sur les inévitables conséquences de leur alliance avec un général tel que Bonaparte, ils venaient de remettre la France au pouvoir d'un seul. « Heureusement, dit un historien, la nature, qui lui donna la soif du pouvoir, ne le fit pas tyran. »

La constitution fut annoncée aux armées par les pro-

clamations des généraux. Brune, ancien Jacobin, mécontent sans doute au fond du cœur; Moreau, engagé plus qu'il ne voulait par sa participation au 18 brumaire, et déjà secrètement jaloux du rôle qu'il n'avait pas osé prendre, annoncèrent pompeusement la nouvelle organisation politique. A la nouvelle du 18 brumaire, Masséna qui était en Suisse, avait laissé éclater, au milieu d'un repas, un mouvement d'extrême colère; mais un des convives, effrayé de cette imprudence, lui dit tout haut : « Mais, général, faites attention que c'est Bonaparte qui se trouve à la tête des affaires. — Ah! Bonaparte! c'est différent, reprit Masséna, frappé de l'importance de l'avis; citoyens, à la santé du premier consul. » La proclamation la plus apologétique suivit cette scène que le premier consul feignit d'ignorer.

On n'attendit pas les suffrages du peuple : on mit l'acte constitutionnel à exécution, comme s'il eût été adopté par le pays; il nommait Bonaparte premier consul, Cambacérès second consul, et Lebrun troisième consul. Bonaparte offrit à Sieyès, désolé d'avoir vu échouer encore une fois ses prétentions de législateur suprême, la seconde place au consulat; Sieyès refusa. Nommé au Sénat conservateur, il organisa ce corps, dont il fut le premier président; il reçut bientôt la terre de Crosne comme une récompense que l'opinion regarda comme un salaire peu honorable. Plus fier et plus sage, Sieyès serait rentré dans la vie privée. Cambacérès, homme timide, souple et insinuant, royaliste au fond, révolutionnaire par peur et par conviction, jurisconsulte d'une grande instruction, avait joué un rôle sévère dans la Convention; mais il était partisan du pouvoir; il avait des lumières et un caractère facile à manier, il devait plaire à Bonaparte, qui l'avait goûté et jugé. Lebrun, élève du chancelier Meaupouc, dont il avait été le confident et l'interprète, constamment opposé à la révolution, dont il détestait les défenseurs, cher aux par-

29.

tisans des Bourbons, avec lesquels il n'a pas cessé d'entretenir des rapports, caractère opiniâtre, esprit éclairé, écrivain plein d'élégance et de goût, fut choisi comme propre à rallier le parti royaliste au gouvernement. Bonaparte qui, peut-être, n'avait pas beaucoup de penchant pour cet homme silencieux et concentré, savait bien qu'on n'en avait à craindre aucune contradiction, et qu'il serait docile par calcul, comme Cambacérès l'était par nature.

Le Directoire avait occupé le Luxembourg ; Bonaparte préféra les Tuileries. Le 30 pluviose, jour de la translation, je vis le premier consul, seul dans un carrosse à six chevaux : sa maigreur était extrême ; il avait à la fois le teint jaune que donnent les maladies du foie, et ce ton cuivré qu'on rapporte d'Orient ; il portait un habit écarlate, dont la brillante couleur jetait sur sa figure un reflet étrange : on l'aurait dit menacé d'une fin prochaine. Caché au fond de sa voiture, il ne s'avançait pas pour regarder. Au reste, il n'aurait vu que la solitude sur sa route. Nulle curiosité publique. A peine, quand il parut à la descente du Pont-Royal, quelques personnes s'arrêtèrent pour jeter un coup d'œil. Aucune trace de cet enthousiasme dont les historiens nous entretiennent. La masse n'en était encore qu'à l'indifférence pour le nouveau gouvernement. Les consuls s'installèrent le 30 pluviose aux Tuileries. Bonaparte seul y établit sa demeure. A peine eut-il pris possession du palais des rois, dont il semblait essayer la couronne, qu'il monta à cheval et passa les troupes en revue. Ensuite chacun des ministres lui présenta les fonctionnaires de son département. Le 2 ventose, il reçut, au milieu d'un cortége qui n'était pas encore une cour, les ambassadeurs d'Espagne et de Rome, les ministres de Prusse et de Danemarck, de Suède, de Bad et de Hesse-Cassel, les envoyés des jeunes républiques formées par lui, et qui allaient bientôt entrer dans son nouveau système, absolument opposé à ce qu'il avait fait au temps où il ne paraissait occupé

que de combattre pour la cause des libertés publiques, et de fonder des gouvernemens républicains.

Tout prenait un aspect nouveau sous la conduite de Bonaparte, qui tendait, par tous les moyens possibles, à rétablir l'ordre, en s'éloignant des choses et des hommes de la révolution. Il crut néanmoins dissimuler cette tendance en faisant quelques choix parmi les Jacobins, et se priva de beaucoup de force en éloignant presque tout ce parti, qui avait du courage, de l'audace, du dévouement, et auquel on devait toutes les grandes choses qui avaient été faites avec l'appui du peuple. On pouvait, on devait employer ces hommes sans prendre leur enseigne, et alors rien n'eût été plus sensé que les projets de fusion annoncés par ces paroles de Bonaparte : « Gouverner par un parti, c'est se mettre sous sa dépendance. On ne m'y prendra pas; je suis national. Je me sers de tous ceux qui ont de la capacité et la volonté de marcher avec moi. Voilà pourquoi j'ai composé mon conseil d'état de constituans, qu'on appelait modérés ou feuillans, comme Defermon, Rœderer, Regnier, Regnaud; de royalistes, comme Devaines et Dufresne; de jacobins, comme Brune, Réal et Berlier : j'aime les honnêtes gens de toutes les couleurs. »

Les changemens opérés dans les ministères ne furent pas considérables; seulement, Lucien Bonaparte, qui venait de rendre à son frère un si grand service, remplaça Laplace, grand et beau génie, mais impropre à conduire un ministère; Abrial prit à celui de la justice la place que Cambacérès laissait vacante. La révolution a peu vu d'hommes plus candides qu'Abrial et Berlier. Après ces divers actes, on publia le relevé général des votes sur la constitution, comparés avec les votes émis sur les précédentes :

De 1793.

Acceptans.	1,801,918.
Refusans	11,600.

De l'an iii.

Acceptans.	1,057,390.
Refusans	49,977.

De l'an viii.

Acceptans.	3,011,007.
Refusans	1,562.

Il faut bien ajouter qu'aucune intrigue ne fut employée pour obtenir ce résultat, dont Bonaparte se montra toujours si fier avec raison. En effet, l'acceptation était pour lui une véritable adoption nationale.

CHAPITRE LXXI.

Ouverture de la session législative. — Première opposition du Tribunat. — Publication des résultats des votes sur la constitution. — Finances. — Approbation donnée par le public aux mesures sévères du gouvernement. — Vendée. — Hédouville, Brune, généraux en chef. — Les chouans. — Frotté, fusillé. — Georges pose les armes. — Deuil de Wasingthon porté en France ; son éloge prononcé aux Invalides par Fontanes. — Reconciliation avec l'Amérique. — Sage conduite envers les neutres. — Honneurs rendus aux généraux Joubert et Dupuis. — Proclamation aux armées. — Armée d'Italie dans un état affreux de dénuement. — Gênes menacée. — Masséna, général en chef. — Enquête sur les causes de nos désastres en Italie. — Moreau commande les armées du Rhin et d'Helvétie.

La session législative s'ouvrit le 11 nivose (31 janvier). Dès le premier jour, le Tribunat résista. Duveyrier qui, depuis 1789, n'avait pas cessé de servir la grande cause, osa même parler d'une idole de quinze jours comme plus facile à renverser qu'une idole de quinze siècles : éclair de courage et de vertu républicaine dont le peuple ne sentait plus le prix. Du reste, pendant toute cette session, le gouvernement conserva dans toutes les questions vitales la majorité même au sein du Tribunat. Benjamin-Constant soutint à la tribune sa réputation de talent qu'il s'était faite par ses écrits ; et, sans passer pour éloquent, il se montra comme un adversaire habile et dangereux. Avec Daunou, Carnot, Duveyrier, Chénier, Andrieux, il devint l'espérance des patriotes, remplis du pressentiment d'une domination qui pouvait se changer en tyrannie, car ils comprenaient que rien n'était désormais impossible à la volonté du premier consul. Bonaparte ne parut point indif-

férent à ces premières attaques, auxquelles il répondit par des articles du *Moniteur*, écrits sous la dictée du pouvoir, et empreints d'une sorte de mépris pour les débats de la tribune. Non content de ces représailles, il ne manquait aucune occasion de se plaindre aux membres du Tribunat qui allaient lui rendre visite. « A peine le gouvernement est établi, leur disait-il, et déjà vous voulez le renverser : vous avez donc oublié l'état affreux dont nous sortons? Le gouvernement repose sur la pointe d'une aiguille ; si je vous laissais aller, vous lui auriez bientôt fait perdre l'équilibre. « Andrieux combattait les reproches et l'opinion de Bonaparte consul, et voulut lui prouver la nécessité d'une opposition par ces mots aussi judicieux que spirituels : « Citoyen premier consul, on ne s'appuie que sur ce qui résiste. »

Une loi sur l'organisation judiciaire fut votée à peu près telle que la voulait le pouvoir, qui avait amendé lui-même ses premières propositions, rejetées par le Corps législatif. Mais la tâche la plus difficile que Bonaparte eût à remplir, était le rétablissement des finances, que l'on avait si souvent et si inutilement cherché à régler depuis les premiers jours de la révolution. Le 20 brumaire, le trésor public ne contenait que 167,000 fr., reste d'une avance de 300,000 qui lui avait été faite le 19. Une foule d'ordonnances délivrées étaient dues aux parties prenantes. Mais par le seul fait de la révolution nouvelle, le tiers consolidé, tombé au-dessous de 12 fr., monta sur-le-champ à 18. Conformément aux vrais principes de l'économie politique, les commissions législatives supprimèrent l'impôt forcé, en le remplaçant par une subvention extraordinaire : c'était substituer la règle à l'arbitraire, une perception à une spoliation. Des banquiers firent une avance de douze millions sur cette subvention. Les commissaires de la trésorerie, rouage désormais inutile dans un gouvernement confié à un homme attentif et sévère, qui, ayant le

désordre en horreur, ne permettait jamais à des généraux ou à des ministres d'outre-passer leur crédit, et de détourner les fonds de leur destination, furent supprimés. Des lois combinées avec sagesse, exécutées avec vigueur, contraignirent les débiteurs du gouvernement, à quelque titre que ce fût, de se libérer envers lui par des cédules payables à époques fixes, ou par des rescriptions admises comme numéraire en paiement des domaines nationaux. On prit aussi des mesures énergiques vis-à-vis des comptables en débet. Une des plus importantes opérations de l'époque ramena toutes les recettes au trésor public. En même temps la vente des marais salans, que l'état possédait dans l'Ouest et sur les bords de la Méditerranée, fut autorisée, et une partie du prix payée en obligations. A ces mesures se joignit la création d'une direction générale, chargée de confectionner les rôles de l'impôt. Grâce à cette sage institution, l'état obtint, dans le cours de l'an VIII, trente-cinq mille rôles en retard. Le paiement des contributions dût être opéré par douzième et d'avance. Une loi étendit le système de cautionnemens aux percepteurs généraux nouvellement rétablis, aux notaires et aux employés des diverses administrations financières. Dépositaires d'une partie de la fortune publique, ils devaient des garanties à l'état. L'exécution simultanée de cette prescription générale, qui mit à la disposition de l'état des sommes considérables, devint une des sources de l'ordre admirable que Bonaparte parvint enfin à introduire dans son système de finances, soit comme consul, soit comme empereur. A cette époque, des banquiers réunis établirent la banque de France. Son fond capital était de trente millions en monnaie métallique, divisé en trente mille actions. Ses opérations devaient se borner à escompter, à recouvrer les effets à recevoir en compte courant tout dépôt et toute consignation, à ouvrir une caisse de placemens et d'épargnes, et à émettre des bil-

lets au porteur et à vue C'était une entreprise qui prouvait le retour de la confiance, et prédisait celui du crédit. Le 6 ventose, les censeurs et le régent de la Banque se présentèrent devant le premier consul, pour lui soumettre les statuts de la Banque. Bonaparte leur promit que le gouvernement favoriserait de tout son pouvoir cet établissement, non pour faire un usage particulier du crédit qu'il pourrait en obtenir, mais pour atteindre de grands résultats d'utilité générale. Plus éclairé sur la matière, il aurait pu, dès l'origine, rendre la Banque plus profitable au commerce et à l'industrie. Il fit encore plusieurs autres choses sages, entre lesquelles il faut compter le prélèvement sur la recette des cautionnemens de cinq millions qui furent donnés en échange de cinq millions d'actions de la Banque, le versement à cette même Banque des réserves déposées à la caisse de la loterie nationale pour la garantie des lots, le traité qui chargea la Banque du recouvrement des sommes à verser par les receveurs de cette même loterie, et de payer les rentiers et les pensionnaires de l'état en numéraire. Mais le crédit avait reçu de si profondes atteintes, la libre disposition des ressources était si peu censurée, que pendant un certain temps, le gouvernement eut la plus grande peine à suffire aux dépenses les plus indispensables. Enfin, l'établissement de la comptabilité par exercice, la résolution de séparer les services antérieurs de celui de l'an IX, où l'on allait entrer, de n'admettre dans les recettes, comme dans les paiemens, que le numéraire effectif, la prorogation des contributions de l'an VIII pour l'an IX, et beaucoup d'autres mesures adoptées après de mures délibérations, produisirent par degrés une amélioration sensible dans les finances, et relevèrent à la fois toutes les valeurs du gouvernement comme toutes celles du commerce qu'une caisse spéciale va secourir, en escomptant les effets à sept huitièmes par mois. C'est à cette époque que se rapportent les pre-

mières sévérités de Bonaparte contre les fournisseurs dont la fortune était un scandale. Elles commencèrent par ce fameux Ouvrard, qu'aucun gouvernement n'a pu forcer à restitution, malgré les poursuites les plus sévères. Le public prenait hautement parti contre le prévenu ; mais comme il avait beaucoup de complices, comme ses pareils formaient une ligue puissante par l'influence de l'or, il trouva d'abord des défenseurs qui alléguaient l'arbitraire de la forme dans les recherches du gouvernement, et s'efforçaient de dissimuler ainsi l'effroi que leur causerait un examen trop approfondi des traités passés avec eux, et de la manière dont ils avaient profité de la gêne du trésor pour s'assurer des profits aussi monstrueux qu'illégitimes. L'opinion soutenait Bonaparte contre les sangsues publiques, et approuvait avec raison le nouveau gouvernement. En effet, on n'avait jamais vu de pareils exemples depuis le grand comité de salut public : une telle application aux affaires, tant de vigilance et d'activité, une impulsion si forte imprimée à l'administration. Tout marchait rapidement au but, et par la seule influence d'une volonté puissante, sans être tyrannique. Toutes ses vues d'ordre et ses pensées d'améliorations, tous ses travaux si utiles pour la France, n'empêchaient pas le magistrat suprême de la république de veiller sur la conduite des ennemis du dehors, et de ceux du dedans.

La Vendée avait attiré ses premiers regards. Le 8 nivose, il adressa une proclamation aux provinces insurgées : « Les artisans de troubles sont des traîtres vendus à l'Angleterre, et des instrumens de ses fureurs, ou des brigands qui ne cherchent dans les discordes civiles que l'aliment et l'impunité de leurs forfaits. A de tels hommes le gouvernement ne doit ni ménagement ni déclaration de ses principes. — Le gouvernement pardonnera ; il fera grâce au repentir ; l'indulgence sera entière et absolue ; mais il frappera quiconque, après cette déclaration (la

liberté de culte et de conscience), aurait encore résisté à la souveraineté nationale. » En même temps, Bonaparte s'adressait à l'armée qui se trouvait en Vendée : « Faites une campagne courte et bonne; soyez inexorables pour les brigands, mais observez une discipline sévère. » Un arrêté bien nécessaire défendit aux généraux républicains de correspondre avec les chefs des rebelles, ordonna aux gardes nationales de marcher contre eux, et annonça que les habitans pris les armes à la main seraient passés au fil de l'épée. Hédouville, que Brune fut bientôt appelé à remplacer, prit des mesures si sages, que les Châtillon, les Suzannet, les d'Autichamp, déposèrent les armes à Montfaucon le 27 nivose. Le curé Bernier, qui fit aussi sa soumission, contribua beaucoup au succès des mesures par lesquelles la rive gauche de la Loire se trouva enfin affranchie des horreurs de la guerre civile. Brune rendit lui-même la plus éclatante justice à Hédouville, et ce qui n'est pas moins à remarquer, le modeste Hédouville consentit à être le lieutenant du nouveau général en chef.

Sur la rive droite, les chouans, qu'il faut bien se garder de confondre avec les Vendéens, les chouans, qui n'étaient pour la plupart que des voleurs uniquement occupés de rançonner les acquéreurs de domaines nationaux, de voler les diligences, de piller les caisses publiques, voulaient continuer leurs brigandages, mais on leur fit bonne guerre; et poursuivis d'un côté avec vigueur, de l'autre abandonnés par Bourmont et La Prévalaye, ils se trouvèrent bientôt réduits aux abois. Mais ni Frotté, qui occupait la Normandie, ni Georges qui tenait en Bretagne, ne voulurent suivre les exemples de la soumission de leurs anciens complices. Bientôt le premier de ces deux chefs, délaissé des siens, comme Charette dont il rappelait l'activité infatigable, trahi, suivant les uns, par son ami le général Guidal, livré, suivant les autres, par l'imprudence d'un officier qui se tua de désespoir en voyant les

conséquences de son crime involontaire, fut pris et fusillé. A la suite de cette exécution, Georges, cerné par le général Brune, posa enfin les armes, et promit de vivre tranquille. On le vit à Paris avec les d'Autichamp, les Prévalaye, les Châtillon, et le curé de Saint-Lo, devenu dès ce moment le serviteur et l'agent le plus dévoué de Bonaparte. Georges, fidèle à sa haine et conséquent à ses principes, partit bientôt pour Londres, où il allait prendre les nouveaux ordres des Bourbons. Malgré les trames de ces princes, et tous les nouveaux efforts de leurs affidés pour rompre la pacification, elle fut terminée en quelque semaines par Brune, qui cependant se vit remplacé dans le commandement de l'armée de l'ouest par le général Bernadotte, trop prudent pour rester en hostilité avec le gouvernement consulaire, trop ambitieux pour se condamner à l'inactivité.

Parmi tous les soins du gouvernement, Bonaparte ne négligeait aucune des choses propres à lui concilier l'opinion au dedans et même au dehors. Ainsi, en même temps qu'il prescrivait au ministre de l'intérieur de placer dans la grande galerie des Tuileries les bustes des grands hommes de l'antiquité auprès de ceux de Gustaphe Adolphe, de Turenne, de Condé, du maréchal de Saxe, de Frédéric II, de Mirabeau, de Dugommier, de Marceau, de Joubert, de Hoche, et de Wasingthon, il portait et faisait porter par les autorités civiles et militaires le deuil de ce célèbre fondateur de l'indépendance des Etats-Unis, avec lesquels nous commencions à renouer les relations d'une intime amitié. Un nouvel honneur attendait le Cincinnatus américain. Son éloge fut prononcé dans le temple de Mars et de la Victoire (les Invalides), le jour même de la présentation des soixante-douze drapeaux conquis à la bataille d'Aboukir. Si cette cérémonie eut un assez beau caractère, elle n'excita pas les applaudissemens du peuple. On savait que Wasingthon seul avait résisté aux résolu-

tions des Américains, qui voulaient embrasser notre cause en 1792 contre l'Angleterre, et d'un autre côté, Fontanes, chargé de l'oraison funèbre, passait pour un royaliste et un réacteur. Malgré des pensées libérales et presque des leçons données au pouvoir, peu de personnes goûtèrent l'apothéose de Wasingthon, et surtout celle de Bonaparte que l'orateur célébrait en face et du ton de Bossuet le panégyriste. La cérémonie de la réception des drapeaux était plus en rapport avec les sentimens qui régnaient dans les cœurs; mais les honneurs rendus à Wasingthon avaient un avantage inappréciable, celui de favoriser notre réconciliation complète avec l'Amérique. Le premier consul gagnait aussi les états neutres; il levait l'embargo mis sur leurs bâtimens dans nos ports, et reconnaissait la neutralité des cargaisons sous pavillon neutre. En même temps, pour faire honte à la barbarie anglaise envers les Français que le sort des armes avait mis entre ses mains, il chargea le ministre de la guerre d'assurer par tous les moyens la subsistance et l'habillement des prisonniers de guerre tombés en notre puissance. Rien de plus noble encore que sa conduite envers le général Mack, qui, libre sur parole à Paris, avait pris la fuite. La pensée du consul n'enfantait alors que des inspirations généreuses, témoins les tributs d'honneurs payés à la mémoire du général Joubert, qu'il avait regretté si amèrement, et au général Dupuis, tué dans la révolte du Caire. Fidèle à la reconnaissance envers ceux de nos défenseurs qui n'étaient plus, il n'oubliait pas de récompenser les braves qui restaient à la république. Le général du génie Darçon, l'un des plus grands militaires de l'Europe; Lefèvre, couvert de tant de lauriers, qui cachaient sa faute du 18 brumaire; le général Vaubois, illustré en Italie, étaient présentés au Sénat, qui se hâtait de les adopter.

Au moment même de l'acceptation de la constitution, Bonaparte avait adressé aux armées une proclamation qui

finissait par ces mots : « Soldats, lorsqu'il en sera temps, je serai au milieu de vous, et l'Europe étonnée se souviendra que vous êtes de la race des braves. » Dans ce moment, notre situation en Italie appelait toute la sollicitude du gouvernement : au fond de la Péninsule nous perdions Ancône, défendue avec la plus rare valeur, par le général Monnier : Championnet, auquel Moreau avait remis le commandement de l'armée d'Italie, après avoir en vain voulu conserver Coni et le Piémont, s'était vu forcé de se réfugier sur les sommets glacés des montagnes de Gênes et du comté de Nice, où le plus affreux dénûment nous faisait une guerre plus cruelle que celle du glaive. Encouragés par leurs succès, les Autrichiens tentèrent un coup de main sur Gênes ; le général Saint-Cyr les repoussa, et leur fit quinzecents prisonniers. Le premier consul, attentif surtout à récompenser un général qui avait servi sous Moreau, l'accueillit avec distinction, et lui donna le titre de premier lieutenant de l'armée d'Italie. Mais alors cette armée, dont il fallait s'occuper sans retard, sans solde depuis cinq mois, manquait de tout : les soldats mouraient de faim et de froid, une épidémie les décimait dans les hôpitaux dénués de provisions et de remèdes. La 17e légère et la 73e de ligne, jadis honorées de toute la confiance de Bonaparte, s'étaient insurgées par désespoir. Rien de plus urgent que de faire cesser cet horrible état de choses. Bonaparte commença par confier le commandement de l'armée d'Italie au vainqueur de Zurich, et accompagna ce choix, popularisé par la gloire, d'une proclamation empreinte d'une sévérité, d'une chaleur et d'une éloquence qui ne manquent jamais leur effet sur des soldats. Personne, excepté Bonaparte en Italie et en Orient, n'avait parlé un tel langage ; il fut entendu. L'armée, que le consul se hâta de secourir, rentra dans le devoir, et se sentit portée à de nouveaux prodiges sous les ordres de l'intrépide Masséna. Dans ce temps, Championnet mourut à Nice des suites

de l'épidémie dont il avait été atteint en visitant les camps et les hôpitaux, et en cherchant à soutenir le courage de nos soldats. Pendant sa maladie, Championnet avait reçu du premier consul une lettre remplie d'expressions d'estime et de reconnaissance. Ce général, l'une des gloire de notre armée républicaine de Sambre-et-Meuse, avait des talens, des vertus, et surtout un cœur d'homme; il portait une affection paternelle à ses compagnons d'armes; il fut pleuré.

Les consuls ordonnèrent une enquête sur les causes de nos désastres en Italie. Des ordres particuliers traduisirent en jugement le général Latour-Foissac, qui avait livré Mantoue par une capitulation honteuse. Cependant, malgré sa demande, on ne lui donna pas de juges, on se contenta de le déshonorer par un de ces actes arbitraires qui coûtent quelquefois la vie à leur auteur. Foissac se tut et obéit au décret qui lui défendait de porter aucun habit d'uniforme. Augereau fut mis à la tête de l'armée de Hollande, par une conséquence de l'esprit de conciliation qui présidait à la politique intérieure de Bonaparte. Moreau reçut le commandement des armées du Rhin et d'Helvétie, réunies en une seule. La proclamation du nouveau général aux habitans de la Suisse respirait des sentimens d'admiration et d'attachement qui durent toucher ce peuple simple et généreux, auquel nous promettions d'alléger par tous les moyens possibles les maux inévitables de la guerre. Moreau se trouvait mieux partagé que Masséna; on lui donnait le premier des commandemens, on lui offrait des moissons de gloire dans un pays riche et facile à manier, tandis qu'on envoyait le vainqueur de Zurich réparer d'affreux malheurs, avec une armée décimée par la guerre et la famine, et affronter des périls dont il ne pouvait sortir que par des prodiges d'héroïsme et de constance.

CHAPITRE LXXII.

Lettre du premier consul au roi d'Angleterre. — Refus de la paix par l'Autriche. — Les Français appelés à la guerre. — Plan général de Bonaparte pour la campagne. — Italie. — Défense de Gênes par Masséna. — Armée de réserve. — Passage du Saint-Bernard. — L'Armée en Italie. — Premiers succès. — *Te Deum* chanté à Milan. — Proclamation de Bonaparte à l'armée. — Machinations à Paris contre le premier consul, alors en Italie. — Mélas ne croit pas à la présence des Français. — Reddition de Gênes après des prodiges par Masséna.

A son retour d'Egypte, Bonaparte souhaitait sincèrement la paix avec l'Europe : la paix était son mot d'ordre dans toutes ses conversations. Monge, qui avait l'oreille du premier consul, et connaissait toute sa pensée, ne nous parlait que de la paix voulue par le gouvernement. Tous les actes de Bonaparte, dans l'intérieur, étaient autant de moyens par lesquels il espérait parvenir à réconcilier la France avec l'Europe, rassurée désormais sur la crainte de la contagion des principes révolutionnaires. Mais pour dissoudre la coalition, il fallait en détacher l'Angleterre, qui en était l'ame : Cette conviction détermina Bonaparte à écrire au roi Georges la lettre que nous allons citer :

« Appelé par le vœu de la nation française à occuper la première magistrature, je crois convenable en entrant en charge d'en faire directement part à votre majesté.

« La guerre qui, depuis huit ans, ravage les quatre parties du monde, doit elle être éternelle? N'y a-t-il donc aucun

moyen de s'entendre? Comment les nations les plus éclairées de l'Europe, puissantes et fortes plus que ne l'exigent leur sûreté et leur indépendance, peuvent-elles sacrifier à des idées de vaine grandeur, le bien du commerce, la prospérité intérieure, le bonheur des familles? Comment ne sentent-elles pas que la paix est le premier des besoins comme la première des gloires? *Ces sentimens ne peuvent pas être étrangers au cœur de votre majesté*, qui gouverne une nation libre, et dans le seul but de la rendre heureuse.

« Votre majesté ne verra, dans ces ouvertures, que mon désir sincère de contribuer efficacement, pour la seconde fois, à la pacification générale, par une démarche prompte, toute de confiance, et dégagée de ces formes qui, nécessaires peut-être pour déguiser la dépendance des états faibles, ne décelent, dans les états forts, que le désir de se tromper. La France et l'Angleterre, par l'abus de leurs forces, peuvent long-temps encore, pour le malheur de tous les peuples, en retarder l'épuisement; mais, j'ose le dire, le sort de toutes les nations civilisées est attaché à la fin d'une guerre qui embrase le monde entier. »

Georges III voulait la guerre; Pitt frémissait à la seule pensée de traiter avec Bonaparte, l'Annibal de la France contre l'Angleterre; lord Grenville, loin de se montrer touché de la noble franchise du premier magistrat de la république, fit parvenir au ministre Talleyrand une note diplomatique qui se terminait par la demande du rétablissement des Bourbons comme garantie de la paix. La réponse que fit Talleyrand, par l'ordre de Bonaparte, à lord Grenville, fut à la fois calme et ferme; elle repoussait surtout avec force le reproche fait à la France d'avoir la première commencé la guerre. Le ministre soutenait avec raison que tout le mal causé par une si longue querelle venait de l'acharnement avec lequel tous les trésors de

l'Angleterre avaient été prodigués pour amener la ruine de la France. Il proposait d'ailleurs, au nom du premier consul, une suspension d'armes, et la nomination immédiate de plénipotentiaires qui se rendraient à Dunkerque. Le roi d'Angleterre transmit toutes les notes de la correspondance réciproque aux deux chambres, et leur demanda des subsides pour continuer la guerre. Dans les débats orageux suscités par suite de cette communication, lord Granville fit le procès à la République, et tenta tous les moyens possibles d'affaiblir la confiance que pouvait inspirer la démarche de Bonaparte. Le duc de Belfort, et surtout lord Holland, déjà saisi de cette admiration qui se manifestera un jour par des paroles si élevées et par des soins si touchans pour l'illustre captif de Saint-Hélène, réfutèrent le ministre avec autant de raison que d'énergie à la chambre des communes. Gray, Erskine, Shéridan, Fox, armés de la puissance de la vérité, imputèrent la continuation de la guerre à l'olygarchie européenne et au ministère anglais qui, contre les principes du gouvernement de son pays, le soutenait dans le projet impie d'empêcher toute amélioration du sort des peuples. Fox couvrit de ridicule la fiction périodique de la ruine de nos finances; soutint que le roi d'Angleterre, celui de Prusse, l'empereur d'Autriche, avaient été les agresseurs; il opposa aux excès de la révolution, le partage de la Pologne, le carnage de Prague par Suwarow, et se déclara enfin hautement pour la paix avec la France. Le bon sens, la vraie politique, l'intérêt bien entendu de l'Angleterre et de l'Europe, combattaient avec le chef de l'opposition; mais Pitt parlait aux passions, et quand une assemblée s'abandonne à leur empire, elle est cent fois plus difficile à éclairer et à convaincre qu'un seul homme. Le ministre l'emporta précisément parce que la haine la plus implacable contre nous respirait dans sa harangue. On y saisit entre autres choses cet aveu et ce mensonge également

30.

remarquables, au sujet du retour des Bourbons : « Jamais, dit-il, je ne l'ai désiré, jamais je ne l'ai cru possible.... Je puis assurer que la guerre qui se fait dans les provinces de l'ouest est sans aucune instigation de notre part. » Les deux expéditions de Quiberon et de l'île Dieu, les munitions, l'argent fournis aux insurgés, répondaient à cette imposture du ministre, qui osait tout dire et tout faire avec une impudeur et une immoralité dont les annales d'un pays libre offrent peu d'exemples.

Les journaux anglais se mêlèrent aussi de la querelle, et prodiguèrent à Bonaparte des invectives auxquelles il se montra trop sensible peut-être en y faisant répondre dans le *Moniteur* avec une modération qui n'en laissait pas moins apercevoir qu'il avait été blessé au vif : ce grand homme redouta toujours la tribune et la presse, comme les deux plus grands ennemis de son pouvoir et de sa fortune.

Le cabinet de Vienne repoussa également les ouvertures de Bonaparte pour la paix. Il fallut donc se préparer à reprendre les armes, mais avec des chances plus favorables pour nous. Les cours de Vienne et de Londres avaient lassé la patience de l'empereur Paul, honteux d'être pris pour dupe au sujet de l'expédition de Hollande. Ce prince partageait l'irritation des généraux Hermann et Essen contre les Anglais, comme il avait partagé celle des généraux Suwarow et Korsakow contre les Allemands, ses alliés. Vainement l'ambassadeur britannique à Pétersbourg, lord Withworth, tâche de l'engager de nouveau à entrer dans la coalition, son parti est pris : la Russie restera étrangère à la lutte qui va s'ouvrir en Allemagne et en Italie.

D'un autre côté, grâce aux conseils de la Prusse, habilement dirigés par Bonaparte, la Suède et le Danemarck se déterminèrent à observer la plus stricte neutralité. Il restait encore contre nous la Porte-Ottomane, l'Angleterre, l'Italie tout entière, et l'Autriche qui venait de faire les plus grands efforts. Le général Kray, à

la tête de cent vingt mille soldats, avait la mission de couvrir l'Allemagne en Italie. Mélas, avec cent trente mille combattans, devait envahir le midi de la France; vingt mille Napolitains, douze mille émigrés de l'armée de Condé, vingt mille Anglais réunis à Minorque, nous menaçaient d'une irruption.

Dès que le premier consul eut fait connaître l'issue de ses propositions pacifiques, la guerre redevint tout à coup nationale. Les anciens soldats retirés avec leur congé; les vétérans en état de faire la campagne; les jeunes gens de la réquisition et de la conscription se précipitant d'eux-mêmes, ou répondant à l'appel du gouvernement, accoururent se ranger sous le drapeau; tous les grands corps de l'état se prononcèrent avec la plus haute énergie contre l'Angleterre, et proclamèrent solennellement leur adhésion aux sentimens, aux paroles, aux proclamations et aux mesures du premier consul, occupé nuit et jour des préparatifs de la nouvelle lutte qui allait s'ouvrir. Ces préparatifs étaient immenses, car, outre tout ce que demandaient les armées existantes, Bonaparte organisait encore une armée de réserve qui allait se réunir à Dijon, ce qui devait porter nos forces à deux cents quarante mille hommes. Les militaires s'accordent à louer les changemens que Bonaparte fit alors dans les armes du génie et de l'artillerie; l'une confiée à Marescot, l'autre au général d'Aboville; la création des compagnies du train d'artillerie, et la formation de grandes divisions sous les ordres d'un lieutenant général.

En remettant la garde des Alpes et de l'Apennin à trente-six mille hommes seulement, mais commandés par un homme intrépide et accoutumé, depuis les Pyrénées, à la guerre de montagnes, Bonaparte avait calculé les élémens de succès comme les chances de revers, ainsi que leurs plus graves conséquences, et les moyens de remédier au mal. Il se fondait sur la supériorité numérique de

l'armée de Moreau, qui devait entrer victorieuse en Allemagne, et contraindre ainsi Mélas à renoncer au projet d'invasion dans le midi de la France, pour envoyer une partie de ses troupes d'Italie au secours de Kray. Dans ce cas, le premier consul pouvait ordonner à Masséna de reprendre l'offensive, descendre ensuite lui-même en Italie par la Suisse, avec l'armée de réserve, et réuni à ce général, marcher à la tête de cent mille hommes contre Mélas. Celui-ci serait forcé d'évacuer la péninsule, et de se retirer devant nos soldats victorieux, qui bientôt rejoindraient Moreau. Si, au contraire, ce dernier général n'obtenait d'autre avantage que celui de repousser l'ennemi de notre frontière, et si Mélas s'avançait en Provence, Bonaparte se portait encore en Italie par la Suisse, tombait sur les derrières de l'armée autrichienne, et resserrait Mélas entre l'armée d'Italie et l'armée de réserve. Dans un troisième plan, Bonaparte, tranquille sur le sort de Masséna, dont l'armée serait portée à 50,000 hommes, et suffirait à garder une défensive formidable, se proposait de réunir l'armée de réserve à celle du Rhin, et de marcher sur Vienne avec deux cent mille hommes. La situation particulière de Bonaparte, dont la présence était si nécessaire au gouvernement, et le refus de Moreau, qui craignait de se voir réduit au second rôle, empêchèrent l'exécution de cette grande idée, qui aurait pu toutefois nous placer dans une situation pareille à celle de notre armée à Austerlitz, situation dont nous ne sortîmes que par des traits de génie unis à une singulière faveur de la fortune.

Malgré tous nos efforts, Mélas débordant notre ligne de défense, descendit dans la rivière de Gênes. Le général Ott, de son côté, après avoir repoussé dans cette ville la division Miollis, entoura cette grande cité; mais s'étant trop imprudemment avancé, il paya cher cette audace. La division Miollis, avec la réserve de l'armée, sortit de la place sous les ordres de Masséna, précipita les Autrichiens

dans les ravins, et les poursuivit avec fureur jusque près des sources de la Trebbia. Après ce succès, Masséna rentra dans Gênes avec quinze cents prisonniers, un général, sept drapeaux et des canons. Malheureusement, notre gauche n'obtenait pas le même succès. Suchet se trouvait séparé du quartier-général, et les communications de Gênes avec la France étaient coupées. Profitant de ce grand avantage, Mélas tint Suchet en échec avec sa droite, aux ordres du général Elsnitz, et marcha lui-même avec son centre et sa gauche sur Soult, qu'il voulait refouler, ainsi que Masséna, derrière les remparts de Gênes. Masséna, résolu de rétablir à tout prix les communications de sa gauche avec la France, confia la garde de Gênes au brave Miollis, fit passer des ordres à Suchet de se porter sur Montenellà, où devait s'opérer leur jonction. La fortune sourit d'abord à nos héroïques efforts : Soult tua, prit ou blessa plus de trois mille hommes du corps de Hohenzollern; Suchet s'avança rapidement, culbuta les Autrichiens de position en position, mais, assailli à son tour par Elsnitz qu'il n'attendait pas, et ne pouvant plus recevoir d'ordres du général en chef, il sentit l'impossibilité de se réunir à lui. D'un autre côté, Masséna, après avoir tenté les opérations les plus hardies pour donner la main à son lieutenant-général, rentra dans la ville avec cinq mille prisonniers, aux acclamations du peuple. Suchet s'était retiré à Borghetto, et ne cherchait plus qu'à couvrir la France. Instruit des succès de Mélas, Bonaparte donna ordre à Moreau d'agir vigoureusement sur le Rhin. L'armée passa le fleuve sur différens points les 7 et 11 floréal; Lecourbe, à Storbach, remporta un avantage considérable sur le prince Vaudemont; Moreau, avec quarante mille hommes, livra, près d'Enghen, une bataille sanglante et indécise à Kray, qui se retira enfin à la nouvelle de la défaite de Vaudemont, et de l'approche du centre de l'armée commandée par Saint-Cyr. Le 15 floréal, une autre

bataille, dans laquelle Lecourbe, avec trois divisions que Moreau vint soutenir, fit des prodiges contre toute l'armée autrichienne, entraîna une seconde retraite de l'ennemi, mais ne nous donna point d'avantage décisif. Si Saint-Cyr fût arrivé pendant l'action, nous aurions pu remporter la victoire; mais sur ce point les forces se balançaient, et l'une des armées ne paraissait pas en état d'écraser l'autre.

Pendant ce temps, le premier consul déployait une activité plus étonnante encore que tout ce qu'il avait fait sous ce rapport en Italie et en Orient. Inaccessible à la fatigue, il semblait se délasser par la variété des travaux, entre lesquels on distingue surtout la création de l'armée de réserve, dont il avait donné le commandement titulaire à Berthier, par une espèce de ménagement pour l'opinion qui aurait pu s'offenser de voir le premier consul, un magistrat civil, remplir les fonctions de général en chef. Incertain encore de la position exacte de Masséna, et calculant les deux partis que ce général pourrait prendre en cas de revers, il écrivit à Berthier : « Il est temps que l'armée de réserve donne à plein collier en Italie. » Sa lettre contenait des instructions pour la descente de l'armée, soit par le Saint-Bernard, soit par le Simplon. Berthier aurait voulu avoir auprès de lui, pour franchir les Alpes, le général Lecourbe qui connaissait bien la Suisse, et s'était distingué dans la lutte avec les Russes dans les montagnes; mais Moreau ne voulut pas se priver de l'un de ses meilleurs lieutenants.

Enfin, averti par le chef d'escadron Franceschi, aide-de-camp du général Soult, que Masséna était enfermé dans Gênes, où, à compter du 5 floréal, il n'avait plus de vivres que pour vingt-cinq jours, le premier consul prescrivit à Berthier de forcer de marche pour se trouver le 20 floréal dans Aoste. En même temps, il ordonnait à Moreau de détacher de son armée une colonne de vingt-

cinq mille hommes commandée par Lecourbe, qui, pénétrant par le Saint-Gothard et le Simplon, se trouverait placée sous les ordres du chef de l'armée de réserve. Le premier consul quitta Paris le 16 floréal ; vingt-cinq heures après son départ il était arrivé à Dijon, passait en revue les bataillons de nouvelles formations, et organisait une autre armée au commandement de laquelle il appela le général Brune, retiré du conseil-d'état. Bientôt le général Marescot, qu'il avait envoyé en reconnaissance dans les Alpes, vint lui annoncer à Genève que le Saint-Bernard était le débouché le plus praticable, mais que l'entreprise offrait une immense difficulté, surtout pour le transport du matériel. A chaque énumération d'obstacles Bonaparte répondait par une création, et cependant Marescot, homme très habile, mais aussi très exact dans ses calculs, très prudent dans ses entreprises, et un peu timoré dans son audace, semblait prendre soin de n'oublier aucun détail, dans la crainte d'avoir négligé quelque circonstance dont l'omission pût faire retomber sur lui la responsabilité de l'événement ; mais Bonaparte l'interrompit enfin par cette question : « Peut-on passer ? — Oui, citoyen premier consul, mais avec peine. — Eh bien ! partons. » Necker, attiré à Genève par le désir de voir le premier consul et d'en être vu, ne put se défendre d'un certain enthousiasme ; mais trop de faste se mêlait chez lui à la vertu du cœur, au talent du ministre, pour qu'il pût convenir à un homme de génie qui traitait les plus grandes affaires avec une certaine simplicité.

De Genève, le premier consul vint à Lausanne, où Carnot lui apprit que Moreau n'avait pas voulu céder Lecourbe, et que, rebelle à l'ordre du gouvernement, il n'envoyait au lieu des vingt-cinq mille hommes demandés, qu'un détachement de quinze mille combattans, conduits par Moncey. Ce général eut ordre de déboucher du Saint-Gothard sur Bellinzona ; Bethaucourt dut marcher sur le Simplon ;

Thurreau défila sur Exilles, et Suse par le mont Genèvre; Chabran, sur Aoste, par le grand Saint-Bernard. Le 14 floréal, le premier consul passa en revue à Lausanne, son avant-garde que commandait l'intrépide Lannes; elle se dirigea aussitôt sur Saint-Pierre; les autres divisions suivirent en échelons. Ainsi nous étions au pied des Alpes avec cinquante mille hommes, tandis que l'Europe entière regardait l'armée de réserve comme une fable qui excitait la dérision générale à Londres, à Berlin, à Vienne et en Italie. Lannes commença son mouvement le 27; du bourg de Saint-Pierre, il se porta sur le grand Saint-Bernard. On avait démonté les voitures de bagages et d'artillerie; les affûts et les roues étaient portés à dos de mulets; on avait placé les canons dans des auges ou sur des espèces de traîneaux creux; cent soldats s'attelaient à chacune des pièces. La grandeur de l'entreprise et la présence du premier consul animaient les troupes. La pénible et périlleuse escalade était une marche joyeuse : aux cris des soldats se mêlaient sans cesse les accords de la musique guerrière des régimens, et les chants républicains qui avaient vaincu à Jemmapes, à Fleurus, à Rivoli, aux Pyramides. Survenait-il un péril extraordinaire? les tambours battaient le pas de charge, et l'obstacle se trouvait tout à coup vaincu. Tout avait été disposé avec cette intelligence, cette précision et cette fécondité de ressources que Bonaparte portait dans ses préparatifs et dans ses ordres, parce qu'il embrassait les détails comme le plan tout entier. Cependant, malgré sa prévoyance infinie, des difficultés inattendues se présentaient encore; mais alors il fouillait en quelque sorte dans son génie comme dans un arsenal, et trouvait au moment même des remèdes pour le mal, des expédiens pour la circonstance. Avec lui rien d'impossible, rien d'insurmontable. Le premier consul avait promis une indemnité de 2,600 fr. à la 24e légère, et pareille somme à la 96e demi-brigade, pour le transport de

l'artillerie de Saint-Pierre à Etnubles : quand le transport fut opéré, ces deux corps refusèrent la gratification. Arrivés au sommet des Alpes, nos soldats reçurent des religieux de l'hospice les secours de la plus généreuse hospitalité. La descente fut plus difficile pour les chevaux que la montée; néanmoins, en quatre jours toute l'armée était au-delà des montagnes. Bonaparte lui-même passa le grand Saint-Bernard le 30 floréal, et le descendit en ramasse sur un rocher presque perpendiculaire. Il avait pour guide un jeune montagnard dont il écouta les naïves confidences et fit la fortune par des dispositions paternelles qui durent causer une vive surprise au jeune amant que le bonheur venait trouver. Le 27, Lannes, avec notre avant-garde, culbuta les Autrichiens qui gardaient les hauteurs de Chatillon, et inaugura la campagne par un brillant succès.

Pendant les efforts qu'on faisait pour le délivrer, Masséna, quoique renfermé dans Gênes, multipliait les prodiges. Le 1er floréal, attaqué par les Autrichiens qui tentèrent l'escalade, bombardé par les Anglais, il confia la défense de la ville à la garde nationale, fit une sortie à la tête de son armée, reprit les forts et les positions envahis par les Autrichiens, et rentra le soir avec deux cents prisonniers, des drapeaux, et les échelles préparées par les assaillans. L'ennemi, averti par cet échec de ce qu'on pouvait craindre d'un si redoutable adversaire, sachant que nous n'avions de vivres que pour trente jours, et que lord Keith, qui bloquait le port avec une escadre, ne laisserait entrer aucune provision, résolut de nous resserrer plus étroitement que jamais, et de nous réduire par la famine. Dans cet espoir, il laissa le général Ott avec 50,000 hommes devant Gênes, et partit pour Nice avec 35,000 soldats. Aussitôt ce mouvement connu, Masséna fit de nouvelles sorties couronnées de succès. Soult, à la tête de 6,000 hommes, pénétra dans la rivière du Levant,

et revint avec des vivres et des prisonniers. Mais dans une autre sortie, ce général tomba grièvement blessé entre les mains des ennemis, et Masséna, qui n'avait pu rompre leurs lignes, rentra dans Gênes.

Cependant Suchet, séparé de son général et de la France, et se voyant en péril d'être à la fin écrasé par des forces triples des siennes, s'était retiré en bon ordre, mais avec célérité, derrière la ligne du Var, qu'il jura de défendre jusqu'à la dernière extrémité. Il y eut là un admirable concert entre les autorités civiles et militaires, et Suchet, bientôt renforcé par le général Saint-Hilaire, commandant de la 8e division militaire, prit des mesures auxquelles on dut le salut de la frontière. Mélas fit son entrée à Nice le 21 floréal, et put déjà croire à la conquête de la Provence. Une croisière anglaise parut à l'embouchure du fleuve, pour annoncer le prochain débarquement de 20,000 Anglais. Dès le 24 floréal, Mélas fit attaquer le pont du Var, que Suchet avait habilement fortifié. Les républicains se défendirent comme des lions. Les soldats autrichiens, écrasés par nos boulets, reconnurent l'impossibilité de réussir à forcer ce passage. Le général ennemi se proposait de remonter le Var, de le passer à gué au-dessous de Nice, lorsqu'il fut frappé comme d'un coup de foudre par la nouvelle de l'arrivée des 50,000 hommes de Bonaparte dans le Valais. Au moment même il laissa Elsnitz avec sa division pour tenir Suchet en échec, tandis que lui-même, avec les divisions Latermann et Bellegarde, courait combattre l'armée de réserve, dont il n'avait pas même soupçonné la marche.

Pendant ce temps, nos soldats, joyeux d'avoir traversé des montagnes réputées inaccessibles, se voyaient libres de poursuivre leurs premiers succès, lorsqu'ils furent arrêtés entre Aoste et Ivrée, par le fort de Bar, assis sur un mamelon entre deux montagnes, à vingt-cinq toises l'une de l'autre. Les officiers d'artillerie et ceux du génie, après

avoir reconnu le sol, déclarèrent qu'il fallait un siége pour l'enlever. C'était une bien fâcheuse nouvelle dans la circonstance; heureusement, on découvrit un petit sentier pratiqué à gauche sur les crêtes du mont Albaredo, et l'on parvint à y faire passer, homme par homme, cheval par cheval, l'infanterie et la cavalerie de l'avant-garde. Bientôt, grâce aux travaux de quatorze cents hommes pour nous frayer la route, l'armée défila tout entière, mais non pas sans des peines infinies. L'artillerie restait en arrière, arrêtée par des obstacles insurmontables. Partout où il se trouvait, Bonaparte donnait les ordres les plus pressans et les plus circonstanciés, et ne pouvait concevoir que le mont Albaredo présentât plus de difficultés que ce terrible Saint-Bernard que tout notre matériel avait franchi. Pendant ce temps, le commandant du fort ne cessait d'écrire à Mélas pour lui apprendre qu'il voyait passer plus de trente mille hommes, trois ou quatre mille chevaux et un nombreux état-major : il promettait de tenir un mois, et de ne laisser passer ni un canon, ni un caisson.

Le 2 prairial, Berthier s'empara de la partie basse du fort que traversait un chemin pratiquable pour l'artillerie, mais battu, à bout portant, par le feu du fort. Cependant on résolut de franchir ce passage, en prenant toutes les précautions possibles pour ne pas éveiller l'attention de l'ennemi; on couvrit donc le chemin de matelas et de fumier; les roues des voitures furent entourées de paille, les canons couverts de feuilles et de branchages. Pendant la nuit, les soldats s'attelant à la bricole, les traînèrent dans le plus grand silence, et passèrent ainsi à portée de pistolet de la garnison, qui faisait pleuvoir en même temps une grêle de pots à feu et de grenades. Plusieurs canonniers furent tués ou blessés dans cette rencontre; mais rien n'arrêta le zèle de leurs camarades. En quatre ou cinq nuits toute notre artillerie se trouva hors du dangereux défilé. Le 3 prairial (22 mai), Lannes, avec l'avant-garde, pénétra dans Ivrée, et

repoussa l'ennemi jusque derrière la Chiusetta. Nos troupes, animées par son exemple, enlevèrent cette ville avec la plus grande valeur. Après cet événement, le général Haddick vint se poster avec dix mille hommes à Romano pour défendre le pont. Cependant, fidèles à exécuter le plan formé par le premier consul, Thurreau, Moncey, Kellerman, défilant l'un par le mont Genèvre, l'autre par le Saint-Gothard, le troisième par le Simplon, arrivaient en ligne, tandis que nos divisions du centre se réunissaient à Ivrée. Le premier consul, présent à Ivrée, ordonna l'attaque; elle amena à trois combats, dont le dernier surtout fut d'un acharnement extrême, et vit triompher les Français qui s'emparèrent du pont. Découragé par cette première défaite, l'Autrichien se retira derrière l'Occo, fit couper tous les ponts, détruisit les barques, et se retira sur Turin où était Mélas avec son armée. Lannes occupa Chivasso; il y trouva une quantité de blessés autrichiens. Bonaparte passa en revue l'avant-garde et la combla de ces éloges avec lesquelles il récompensait les vainqueurs et les excitait à de nouveaux prodiges. Peu de capitaines ont obtenu de plus grandes choses de leurs soldats par la puissance de la parole. Du reste, tous les ordres qu'il avait donnés s'exécutaient en ce moment avec la plus étonnante précision : ainsi la légion italienne, commandée par Lecchi, arrivait dans la haute vallée de la Sesia, battait le prince de Rohan et venait se réunir à la division du général Kellerman. Notre avant-garde se reposa toute la journée du 9 prairial à Chivasso. C'est là que Mélas, trompé par les démonstrations de Lannes, envoya ses principales forces sur la rive droite du Pô, pour défendre le passage du fleuve; pendant ce temps toute l'armée française marchait dans un ordre admirable vers le Tésin. Wukassovich chercha vainement à empêcher notre passage, qui fut effectué dans la nuit du 11 au 12 prairial, à la suite d'une action très vive. Le 13, Murat

occupa Milan. Trois heures après, le premier consul, avec son état major, fit une entrée triomphale dans cette ville, au milieu des transports d'un peuple immense qui, trompé par des bruits mensongers, croyait ne jamais revoir son libérateur. Tous les genres d'oppression, d'insulte et de pillage pesaient sur la Lombardie depuis l'occupation autrichienne : le sexe, l'âge, le rang, la naissance, les talens, rien n'avait trouvé grâce devant ces nouveaux barbares, incapables de respecter la terre classique du génie et la mère de tant de races de grands hommes. En un moment tout l'ouvrage de la tyrannie fut renversé ; il ne resta d'irréparables que les brigandages et les vols de la rapacité de l'ennemi, qui aurait emporté avec lui, s'il l'avait pu, le sol même avec ses moissons de toute espèce. Au risque de déplaire aux philosophes, qu'il appelait athées, on ne sait pourquoi, Bonaparte voulut assister au *Te Deum* chanté dans la cathédrale pour célébrer la délivrance de l'Italie. C'était la même politique qui lui avait dicté au Caire une proclamation en l'honneur de Mahomet ; mais ici se joignait un certain penchant pour la religion qu'il pensait réconcilier en France avec le gouvernement, afin qu'elle servît de sanction au pouvoir. Peut-être même voulait-il s'attacher de plus en plus le cardinal Chiaramonti, évêque d'Imola, récemment élu pape sous le nom de Pie VII. Ce pontife était l'auteur d'une homélie des plus républicaines, dans laquelle on lisait en propre termes : « Oui, mes très-chers frères, soyez bons chrétiens et vous serez d'excellens démocrates. Les vertus morales rendent bons démocrates. Dieu favorisa les travaux de Caton d'Utique et des illustres républicains de Rome. » Les consuls se conformèrent aussi à la politique de Bonaparte en faisant rendre les honneurs de la sépulture au pape Pie VI.

Le jour de la célébration du *Te Deum*, Bonaparte réunit les membres du clergé, auxquels, dans une longue allocution, il fit connaître ses projets sur la religion en

Italie et en France. Le même jour, Berthier, général en chef de l'armée de réserve, publiait une proclamation aux peuples de la Cisalpine pour les appeler aux armes, les inviter à la concorde, et leur annoncer que la république serait organisée sur les bases fixes de la religion, du bon ordre et de l'égalité aussitôt après l'expulsion des ennemis. Cette renaissance de la Cisalpine fut pour Bonaparte un moyen de rallumer dans toute son énergie l'enthousiasme des Italiens pour lui; de tous les points de la Lombardie, on accourait le voir, et son nom n'était prononcé qu'avec des transports de reconnaissance. Mais en jouissant de ce triomphe légitime, il n'oubliait pas de parler le langage de la gloire à nos intrépides défenseurs. « Soldats, leur disait-il, après leur avoir retracé la consternation du midi de la France, l'invasion du territoire de Gênes, les malheurs de la Cisalpine, vous marchez... et déjà le territoire français est délivré; la joie et l'espérance succèdent dans notre patrie à la consternation et à la crainte. Vous rendez l'indépendance et la liberté au peuple de Gênes; il sera pour toujours délivré de ses éternels ennemis. Vous êtes dans la capitale de la Cisalpine! l'ennemi épouvanté n'aspire plus qu'à regagner ses frontières. Vous lui avez enlevé ses hôpitaux, ses magasins, ses parcs de réserve : le premier acte de la campagne est terminé.... »

Effectivement, grâce au génie, à l'audace, à la célérité inouïe de Bonaparte, tous ces avantages étaient obtenus, et nous volions à une victoire assurée, mais non pas exempte de périls et même de chances inattendues de revers. Pavie, Cassano, Lodi, Crémone, tombaient entre nos mains; le fort de Bard s'était rendu, et Mélas refusait de croire à la présence des Français : il regardait leur arrivée dans le Milanais comme une fable. Il devait être bientôt détrompé : Murat se porta le 16 sur Plaisance, dont il surprit la tête de pont; le même jour il intercepta

une lettre de Vienne, qui assurait que l'armée de réserve n'existait pas, mais que Moreau étant au cœur de l'Allemagne, il fallait des succès pour forcer la république à retirer ses troupes du Rhin et aller au secours de la Provence; on ajoutait que Bonaparte, rappelé par des troubles survenus à Paris, avait été obligé de quitter Genève pour rentrer dans la capitale. Cette dernière nouvelle était probablement fondée sur la connaissance de quelques trames dans l'intérieur. Il y avait effectivement un commencement de conspiration contre Bonaparte : le général Malet, qui depuis mourut à Grenelle pour son audacieuse levée de boucliers, s'était engagé avec plusieurs autres officiers à se défaire du premier consul. Des citoyens, des fonctionnaires de l'ordre civil, entraient dans cette machination, et pendant l'incertitude des événemens, depuis l'ouverture de la campagne jusqu'à la bataille de Marengo, ils se prononçaient assez ouvertement; ils recrutaient même en quelque sorte contre lui. Je les ai entendus, j'ai reçu leurs provocations contre l'ambitieux qui menaçait, disait-on, la liberté. L'étranger toujours aux écoutes dans l'intérieur, à la porte des gouvernans, et dans les conciliabules des partis, avait sans doute recueilli quelques détails à ce sujet, et trompé par les conjectures exagérées des donneurs de nouvelles qui croyaient capter la faveur des princes, en annonçant toujours quelques troubles sérieux et près d'éclore, il avait tiré d'un fait vrai en lui-même des conséquences outrées.

Comme on le voit ici, le cabinet autrichien lui-même abusait son général; mais celui-ci qui était sur le théâtre des événemens, n'en était pas moins coupable d'ignorer des choses qui se passaient autour de lui. Enfin, la certitude de l'entrée du premier consul à Milan vint lui dessiller les yeux, et lui inspira la dangereuse résolution de rappeler les cinquante mille soldats du général Ott placé devant Gênes, et du général Elsnitz à cheval sur le Var;

son but, en partant de Turin pour Alexandrie, était de nous livrer bataille avec toutes ses forces.

De notre côté, les quinze mille hommes de Moncey arrivaient successivement à Milan, où le premier consul les passait en revue; il en détacha la division Lapoype pour garder les bords du Pô et éclairer le mouvement de l'ennemi vis-à-vis Plaisance. Cette disposition prise, il résolut de marcher vers Stradella, sur la rive droite, afin de couper à Mélas la route de Mantoue, de le forcer à une bataille, et de débloquer Gênes. Bientôt l'importante position de Stradella fut à nous; alors la seule retraite qui restait aux Autrichiens se trouva fermée. Murat, couronné par de nouveaux succès, ne tarda point à faire sa jonction avec Lannes à Stradella, point indiqué pour la réunion de l'armée. Ce fut là que Bonaparte apprit avec désespoir que Gênes venait de capituler. Certes, il ne pouvait pas accuser Masséna; non seulement ce général avait tenu beaucoup plus long-temps qu'on ne l'avait espéré dans les calculs les plus favorables, mais encore il venait d'ajouter de nouveaux prodiges à ceux que nous avons déjà racontés. Voici les faits. Privé de tout secours, n'ayant de vivres que jusqu'au 30 floréal, il voyait avec douleur arriver le moment où la famine le contraindrait de livrer la place à l'ennemi. Cependant, dès que l'héroïque Franceschi lui eut apporté des nouvelles de l'armée d'Italie et du passage des Alpes par l'armée de réserve, il ranima le courage de nos soldats et des habitans, ébranlés par toute sorte de souffrances. La prise d'un convoi de blé, destiné pour Gênes, vint changer ce retour d'espérance et d'énergie en un affreux découragement, que l'excès de la misère porta bientôt à son comble; tout manquait pour nourrir les habitans, la garnison et neuf mille prisonniers allemands détenus sur les pontons et dans les bagnes. Le général n'avait plus que pour deux jours de distributions assurées, quand il

reçut des propositions de Mélas, auxquelles il répondit d'une manière évasive, résolu qu'il était de laisser la garde de Gênes aux malades, sous les ordres du brave Miollis, et de percer lui-même en Toscane à la tête d'une colonne d'affamés. « Mes amis, dit-il aux chefs des corps qu'il voulait emmener, nous avons rempli notre tâche, mais qu'il ne soit pas dit que l'on ait triomphé de nous; abandonnons ce vaste tombeau, n'emportons que nos armes et notre gloire! » Tous les officiers répondirent par un serment de suivre le général; mais ils ajoutèrent que les soldats n'étaient en état ni de marcher, ni de combattre. Vainement il voulut entraîner ses compagnons d'armes par des paroles de feu; on ne lui répondit que par un lugubre silence. Aucun espoir d'obtenir de la population ce que des Français avaient refusé à un homme tel que lui: déjà quinze mille Gênois étaient morts de misère et de faim. Masséna, touché d'une pitié profonde, et sensible aux prières du gouvernement ligurien, chargea l'adjudant-général Andrieux d'entamer des négociations avec les Anglais et les Autrichiens pour l'évacuation de la place. L'amiral Keith consentait à laisser sortir l'armée française, mais sans armes ni bagages, et privée de son chef, qui demeurerait prisonnier de guerre. Toutefois, craignant que cette proposition n'irritât le général en chef, il lui écrivit: « Vous valez seul une armée; comment pourrions-nous vous laisser libre? » Les Français, répondit Masséna qui n'avait pas alors cinq livres de pain en magasin, *évacueront Gênes avec armes et bagages, ou bien ils se feront jour demain par la force des baïonnettes.* Informé par Mélas de la marche et des progrès de l'armée de réserve, Ott consentit aux bases présentées par Masséna, qui vint alors en personne au pont de Carnigliano. Comme les généraux autrichiens se refusaient à laisser sortir une moitié des troupes françaises par terre, Masséna se levant prit une attitude fière, rompit la conférence,

et leur dit : « Vous rejetez ma proposition ; à demain, messieurs, sur le champ de bataille. » Lord Keith parlant avec quelque dédain de l'armée héroïque et mourante qui allait enfin céder Gênes non pas à la valeur des alliés, mais à la famine. « Milord, répondit Masséna en souriant : Faites descendre à terre vos Anglais, et vous en jugerez. » Les généraux autrichiens ne purent résister aux impérieuses volontés de Masséna, qui obtint toutes les sécurités et toutes les garanties possibles pour les Gênois amis de la France. Lorsque Corvetto, qui avait accompagné le général en chef à la conférence, rapporta ces dispositions, elles répandirent quelque tranquillité parmi les habitans, mais elles ne changèrent rien à la plus affreuse des situations. Gênes n'était plus qu'un cimetière, où l'épidémie, la famine et toutes les maladies qu'elles enfantent entassaient sans cesse des nouvelles victimes ; les mourans ressemblaient aux morts qu'ils allaient bientôt rejoindre. C'est cependant au milieu de ce spectacle que l'ame indomptable de Masséna, conservant encore quelque espoir, différa jusqu'au soir de signer la capitulation, et criait aux Gênois : « Malheureux ! sauvez donc encore une fois la patrie ; donnez-moi ou assurez-moi des vivres pour quatre ou cinq jours, et je déchire le traité qui vous livre aux alliés. » Mais Gênes n'avait plus de ressource. Les Autrichiens y entrèrent le 10 prairial (4 juin). Huit mille cinq cents Français sortirent par la route de Voltri, et Masséna, admiré des ennemis, s'embarquant sur une escadre de cinq corsaires français, avec quinze cents hommes et vingt pièces de campagne, se dirigea vers Antibes pour se réunir à Suchet, qu'il croyait encore sur la ligne du Var. Ce général, admirablement secondé par le fils du maréchal de Rochambeau, qui s'était illustré dans la guerre d'Amérique, avait défendu avec succès la tête du pont du Var contre l'assaut furieux de six régimens d'infanterie et de onze régimens de grenadiers, que soute-

naient, du côté de la terre, une batterie de douze pièces, et du côté de la mer, le feu d'une grosse frégate et de deux pirogues embossées à l'embouchure du fleuve. Le 27, malgré le départ de Mélas, une autre attaque plus terrible devait être tentée par le général Elsnitz; annoncée à Suchet par le télégraphe du fort Chantalban, elle eut lieu, et n'enfanta qu'un nouveau revers pour l'ennemi, qui se détermina enfin à la retraite. Elsnitz avait encore quinze mille hommes de belle infanterie, beaucoup d'artillerie et de munitions; nos troupes étaient bien inférieures en nombre, cependant, à force d'audace, d'activité, d'harmonie dans l'exécution des ordres, Suchet poursuivant les Autrichiens, les mena battant pendant dix jours, s'empara de leurs canons, de leurs bagages, et leur fit dix mille prisonniers. Encore deux marches, il touchait à Gênes, Masséna pouvait entendre le canon de son lieutenant; les lignes du général Ott se trouvaient attaquées en tête et en queue, et le blocus était levé; mais les Autrichiens occupaient Gênes, et Suchet ne put que se réunir avec la partie de la garnison que le général Gazan conduisait à sa rencontre.

CHAPITRE LXXIII.

Bataille de Montebello. — Bataille de Marengo. — Dangers de l'armée française. — La bataille gagnée d'abord par les Autrichiens. — Faute de Mélas, qui arrête la poursuite. — Mort de Desaix. — Attaque faite par les Français. — Convention d'Alexandrie qui nous livre toutes les places fortes d'Italie. — Inquiétudes en France pendant les deux mois de l'absence de Bonaparte. — Enthousiasme de Paris au retour du premier consul. — Anniversaire du 14 juillet. — Armée d'Orient. — Négociations. — Capitulation de Kléber. — Bataille d'Héliopolis. — Mort de Kléber.

Bonaparte hâtait sa marche pour rencontrer Mélas, qui se dirigeait à marches forcées sur le Tanaro. Le 20 prairial, à Montebello, Lannes se trouve en face de vingt mille soldats, n'ayant à leur opposer que huit mille combattans. Certain de l'appui de Victor, qui n'était qu'à trois lieues de distance, l'intrépide général français ne balança point à engager la bataille. La victoire fut disputée avec une sorte de rage par les Français adossés au fleuve, et par les Autrichiens qui voulaient à tout prix s'ouvrir un passage. Lannes montra dans cette affaire les grandes qualités que les *Mémoires de Sainte-Hélène* reconnaissent en lui (1). Watrin enleva les troupes. L'arrivée du corps de Victor et une charge à la baïonnette par la 96e demi-

(1) Lannes était le meilleur manœuvrier de l'armée. Il était sage, prudent, judicieux devant l'ennemi, d'un sang-froid imperturbable : il m'était très attaché. Je l'avais pris pygmée, je l'ai perdu géant.

Napoléon.

brigade, déterminèrent notre triomphe. Le général Ott se retira en désordre sur la Bormida, laissant sur le champ de bataille quinze cents morts, et en notre pouvoir quatre mille prisonniers et trois mille blessés. A la première nouvelle de l'attaque, Bonaparte était accouru à Montebello; il y trouva le général Lannes qui s'était couvert de gloire, et les troupes dans l'enthousiasme du succès. Pendant que l'armée continuait sa marche sur Alexandrie, il fit passer secrètement à Suchet cette nouvelle, avec l'ordre de déboucher par le col de Cadibone et de descendre la vallée de la Bormida pour manœuvrer sur le flanc droit de Mélas.

Le 22 prairial, Desaix, arrivant d'Egypte et sorti enfin des mains de l'amiral Keith, qui, non content de l'avoir retenu prisonnier contre la foi des traités, avait insulté à son malheur, reçut le commandement des divisions Boudet et Monnier, avec le titre de lieutenant-général. Quels entretiens durent avoir ensemble ces hommes qui avaient à parler de si grandes choses, telles que la situation de l'Egypte, le sort de notre colonie savante et guerrière, et les préparatifs d'une bataille dont dépendaient les destinées de l'Italie !

Cependant, surpris de n'être pas attaqué par son adversaire, Bonaparte craignit que Mélas ne se fût porté contre Suchet pour l'écraser avant sa jonction avec l'armée de réserve; en conséquence, il se hâta de quitter Stradella, et courut sur la Scrivia, où il prit position. Le 24 prairial cette rivière fut franchie, et le premier consul se porta sur San-Guiliano, au milieu de la plaine de Marengo. Ne voyant aucun adversaire devant lui, Bonaparte, convaincu que Mélas se retirait vers Gênes, ordonna au général Desaix de se diriger vers Rivalto pour observer la route de Novi à Alexandrie. Il prescrivit à Victor, qui commandait les deux divisions Gardanne et Chamberlach, de s'établir au village de Marengo, défendu par une

colonne de quatre à cinq mille hommes aux ordres d'Oreilly. L'attaque conduite par Gardanne, que secondait le digne fils du général Dampierre, fut vive, et le village emporté. Aux ordres d'Oreilly, les Autrichiens se replièrent derrière la Bormida. Gardanne avait reçu l'ordre de brûler les ponts sur cette rivière; mais, malgré le désordre de la retraite de l'ennemi, les réserves qui garnissaient la tête de pont, et le feu de trente pièces de canon, l'approche de la nuit arrêtèrent les Français. Rien ne pouvait faire soupçonner à Bonaparte qu'il se trouvait tout près de Mélas, déterminé à nous attaquer dès le lendemain même. Il avait cependant fait battre par la cavalerie légère la plaine qui s'étend depuis la Scrivia jusqu'à la Bormida; lui-même l'avait parcourue avec ses escortes, mais cette exploration n'était pas suffisante, puisqu'il ignorait la présence de l'armée qu'il s'était flatté de surprendre, d'affamer et de réduire ainsi, presque sans coup férir. Trompé dans ses espérances par des avis arrivés de toutes parts, le premier consul s'arrêta enfin à Torre-di-Garafolo, et fit dans la nuit les dispositions précipitées qu'exigeait l'imminence du danger. Sur-le-champ il expédia à Desaix et à Monnier l'ordre de revenir en toute hâte à San-Guiliano, vers lequel il envoya Murat et sa cavalerie. Lannes vint se placer à cheval sur la vieille route de Tortone à Alexandrie, pour soutenir la division Victor. La garde consulaire occupa Poggi. Bonaparte se voyait forcé d'accepter la bataille, malgré un grand détachement du quart de ses forces; Mélas se trouvait à la tête de trente-un mille combattans, dont huit mille de belle et excellente cavalerie, et deux cents pièces de campagne. Ainsi tant de génie dépensé à surprendre Mélas, le passage miraculeux des montagnes, les merveilleux succès qui avaient trompé l'ennemi et dérangé tous les plans, pouvaient être perdus, et nous courions le risque d'être écrasés par la supériorité du nombre, sans que les vingt-

neuf mille hommes restés sur la rive gauche du Pô, sous les ordres de Moncey, eussent le temps de venir à notre secours au moment opportun.

L'ennemi avait hâte de combattre avant que Suchet, qui se dirigeait sur Algui, n'eût opéré sa jonction avec le premier consul. Le 13 prairial an VIII (25 juin), les Autrichiens, franchissant le pont de la Bormida, débouchèrent à la pointe du jour dans la plaine de Marengo; mais après avoir refoulé la division Gardanne, ils trouvèrent beaucoup de résistance sur le point même de Marengo, dont dépendait le gain de la bataille; ils auraient pu nous forcer peut-être par une attaque de vive force, heureusement pour nous ils employèrent beaucoup de temps à leurs préparatifs. Victor, Lannes et Murat, sentant toute la grandeur des efforts que l'armée allait avoir à faire dans une lutte trop inégale, se hâtèrent d'annoncer au premier consul l'état des choses et la nécessité absolue de sa présence. « Tenez tant que vous pourrez, leur répondit-il, et si vous ne le pouvez pas, battez en retraite. » En même temps, il expédia de nouveaux ordres à Desaix et à Monnier, dont la prompte arrivée était si nécessaire au salut de l'armée. Enfin, les ennemis ayant déployé leurs lignes, la première, commandée par Haddick, s'élança pour traverser le ruisseau de Fontanone, qui coule au bas de Marengo sur un sol marécageux et d'un difficile accès; mais la 43e demi-brigade et le général Rivaud, le même qui avait si vaillamment combattu à Montebello, inébranlables sous le feu des batteries autrichiennes, repoussèrent par deux fois les efforts de l'ennemi et le forcèrent à la retraite: il se fit là un terrible carnage par la mousqueterie et la mitraille des deux partis. Le général Haddick fut atteint mortellement à cette attaque. Kaim, succédant à ce brave et malheureux officier, essaya vainement de vaincre l'opiniâtreté française, foudroyé par notre artillerie, il ne

put gagner un pied de terrain. Cependant rien ne lassait la constance des Autrichiens, qui voulaient s'ouvrir à toute force un passage entre Stortiglione et Marengo. Le combat le plus sanglant eut lieu sur toute la ligne avec un acharnement sans exemple. Un régiment de dragons était enfin parvenu à franchir le ravin de Fontanone; ils allaient nous charger, lorsque Kellerman, avec sa grosse cavalerie, les jeta dans le ruisseau où ils périrent presque tous. Sur ces entrefaites, Lannes, arrivant au secours de Victor, qui depuis deux heures soutenait une lutte opiniâtre contre des troupes sans cesse renouvelées, se disposait à attaquer Bellegarde; tout à coup il se vit arrêté par le général Ott, au-delà de Cassel-Ceriolo. Cette rencontre donna le signal d'une attaque générale des ennemis. Un de leurs bataillons franchit enfin la droite du ruisseau sur lequel des pioniers parvinrent à établir un pont de madriers. Rivaud s'avança pour culbuter les ennemis, mais de fortes batteries l'empêchèrent de poursuivre son dessein. Lattermann déboucha sur le pont avec cinq bataillons de grenadiers et pénétra dans Marengo; Rivaud, quoique blessé d'un biscayen et entouré de ses compagnons d'armes tombés autour de lui, se jeta sur l'ennemi et reprit le village. Lattermann reçut dans cette rencontre une blessure dangereuse qui n'empêcha pas ses soldats de se maintenir au-delà du ruisseau jusqu'à l'arrivée des troupes placées sur l'autre rive.

Il était dix heures; les brigades de Victor, après les plus grands efforts de courage, avaient été battues, enfoncées, mises en déroute, et le village de Marengo occupé par l'ennemi. Ses coups tombaient maintenant avec fureur sur la division du général Lannes qui, assailli par des forces supérieures, et forcé enfin à reculer après une héroïque résistance, parvint cependant, quoique sans artillerie, soutenu seulement de quelques dragons, à opérer sa retraite avec ordre, et même en repoussant toutes les

charges des Autrichiens. Mais leur cavalerie venait de tourner Castel-Ceriolo, et se portait sur les derrières des quatre divisions françaises, si cruellement éprouvées pendant l'action. La bataille semblait perdue.

Dans ce moment critique, Bonaparte conçut l'heureuse idée de forcer l'ennemi à engager sa réserve; en conséquence, après avoir fait toutes ses dispositions et assuré le flanc droit du général Lannes, il lança en avant du front de la ligne neuf cents grenadiers de la garde consulaire, commandés par Eugène Beauharnais. Ces braves se portèrent au milieu de la plaine, à trois cents toises de l'extrême droite, formèrent le carré, et, sans artillerie, sans abri, exposés à tous les coups de l'ennemi étonné de tant d'intrépidité, ils arrêtèrent le mouvement de conversion de Mélas, qui commit une faute énorme en cessant de nous poursuivre. Alors Bonaparte lui-même, dans un costume plus apparent, afin d'être mieux vu de tous, se plaçant avec son état-major à la tête de deux bataillons de grenadiers à cheval, conduisit une charge impétueuse et rompit les rangs des Autrichiens. Cette manœuvre obligea Mélas, comme on l'avait prévu, à engager sa réserve, composée de six mille grenadiers hongrois, qui rétablirent les affaires en attaquant à leur tour. Les chefs des deux armées se trouvèrent alors en présence, et purent apprendre à se connaître; Mélas eut deux chevaux tués sous lui; un boulet de canon effleura la jambe gauche du premier consul. Assailli par des forces supérieures, il fut contraint de se retirer sur le centre; mais la colonne des grenadiers resta immobile. La cavalerie allemande multiplia les attaques contre cette colonne, semblable à *une redoute de granit*, et ne parvint à l'ébranler qu'après des efforts inouïs; enfin, accablés par le nombre et entamés sur plusieurs points, ces braves, sans cesser de combattre, se retirèrent sur Poggi.

Monnier se trouvait alors à la hauteur de Marengo.

Il se porta, par les ordres du général Dupont, à la droite du corps du général Lannes, déjà débordée par l'infanterie du général Kaim, et là où le danger était le plus pressant. Un moment enveloppé par la cavalerie ennemie, Monnier attaquait le bourg de Castel-Ceriolo; il y jeta la brigade du général Carra-Saint Cyr, qui s'en empara, et ne put en être dépossédé malgré les efforts de l'ennemi qui voulait à toute force reprendre cette importante position, devenue l'appui et le pivot de notre nouvelle ligne de bataille. Cependant, voyant la plaine couverte de tous nos corps en retraite, l'armée autrichienne s'avança lentement entre Cassina-Grossa et Villa-Nova. A cette heure, Mélas, accablé de fatigue, souffrant des suites d'une chute grave, et croyant d'ailleurs la bataille gagnée, laissa le commandement des troupes au chef d'état-major Zach. Celui-ci, persuadé que les Français étaient en pleine retraite, se mit en marche de route. A trois heures et demie, le corps de Desaix parut enfin, et vint prendre position en avant de San-Guiliano. Aussitôt Bonaparte, qui jusqu'alors ne s'était occupé que de soutenir son aile droite, et de ralentir le mouvement de retraite par échelons, arriva tout à coup. Les colonnes de Lannes, Monnier, Vatrin, firent volte face, tandis que les fuyards venaient se reformer derrière elles. Le général en chef prit au moment même les dispositions de la nouvelle bataille qui allait renverser tous les rêves de gloire du vieux Mélas, occupé à chanter victoire pendant que sa ruine se préparait. Toute l'armée était reformée en ligne : la droite, à Castel-Ceriolo, la gauche à San-Guliano; Desaix, qui n'avait point combattu, se trouvait en avant de cette position; en arrière, on apercevait le corps du général Victor, qui avait tant souffert. Toute la cavalerie, aux ordres de Murat, en seconde ligne, se tenait prête à s'élancer au premier signal. Bonaparte, après avoir disposé lui-même l'attaque confiée à Desaix, parcourut rapidement tout le front de l'armée,

et ranimant les soldats par ces paroles de flamme qui sortaient de lui dans les grandes circonstances : « Soldats, s'écria-t-il, c'est assez reculer ; marchons en avant ; souvenez-vous que mon habitude est de coucher sur le champ de bataille. »

Un choc terrible se préparait ; Zach marchait avec confiance sur San-Guiliano, qu'il croyait enlever sans coup férir. Tout à coup Desaix mit en mouvement sa colonne d'attaque. Il était précédé par une batterie de quinze pièces que Marmont ne fit démasquer qu'en touchant presque aux rangs autrichiens. En même temps les six mille hommes de Desaix, suivis du corps de Victor et flanqués à droite par la cavalerie de Kellermann, s'élancèrent au pas de charge, et abordèrent l'ennemi avec impétuosité. La mêlée devint terrible, et plusieurs de nos braves y trouvèrent la mort. Ce fut alors que Desaix, qui avait été saisi d'un pressentiment funeste en revoyant la terre d'Europe, frappé d'une balle dans la poitrine, tomba entre les bras de Le Brun, l'un des aides-de-camp de Bonaparte, et n'eut que le temps de prononcer ces mots : « Allez dire au premier consul que je meurs avec le regret de n'avoir point assez fait pour la postérité. »—« Pourquoi ne m'est-il pas permis de pleurer ! » furent les seules paroles prononcées par Bonaparte en apprenant la perte de son illustre lieutenant.

Les grenadiers hongrois résistèrent avec sang froid à l'attaque furieuse de la 9e légère ; le succès ne se prononçait pas encore ; Bonaparte fit charger l'ennemi par la brigade de Kellermann. Ce général exécuta cette manœuvre avec tant de vigueur, qu'il culbuta les six mille braves allemands et força deux mille d'entre eux à poser les armes. Parmi ces derniers se trouvaient les généraux Zach et Saint-Julien, et cinq autres officiers supérieurs. La cavalerie autrichienne, qui voulait nous charger à son tour, fut accueillie par une décharge générale, et ne put forcer

la barrière de nos baïonnettes. Comme ce corps se repliait en désordre, le premier consul, à la tête de trois régimens de dragons et soutenu par Kellermann, s'élança sur l'ennemi et l'enfonça. En même temps l'infatigable Lannes, reprenant le pas de charge, battait les colonnes de Ott et de Kaim, et les mit en déroute. Alors tout s'enfuit vers la Bormida en criant *aux ponts! aux ponts!* A ces cris du désespoir, l'armée française se jeta avec impétuosité à la poursuite des vaincus. Boudet enleva Marengo; Lannes et Monnier résistèrent à tous les nouveaux efforts du général Ott, qui fut enfin forcé de songer à sa propre sûreté. On se battit avec acharnement tant que dura le jour. La rive droite de la Bormida fut le théâtre d'un affreux carnage, pendant lequel les Autrichiens firent des pertes immenses en cherchant à reprendre le chemin d'Alexandrie. A dix heures du soir, l'arrière garde ennemie, après des efforts inouïs pour protéger le passage des débris de l'armée allemande, traversa la rivière, brisa les ponts. La perte des deux partis, dans cette sanglante lutte, avait été à peu près égale. Quatorze mille cadavres jonchaient la plaine où bivaquait l'armée française, qui, outre la gloire dont elle venait de se couvrir, comptait pour trophées trois mille prisonniers, quarante canons et quinze drapeaux. De notre côté, Bonaparte dut regretter vivement le général Desaix, homme habile et modeste, grand homme de guerre, incapable d'envie, doué d'une loyauté chevaleresque et uniquement occupé de la noble ambition de placer son nom le plus près possible de celui du premier capitaine du siècle, objet de sa profonde admiration.

La position de l'ennemi devenait extrêmement critique. Suchet arrivait en manœuvrant sur leurs derrières; l'armée autrichienne, réduite à vingt mille soldats abattus par une cruelle défaite, voyait en face d'elle une armée orgueilleuse d'un triomphe inouï, échauffée de cet enthousiasme qui ne connaît plus rien d'impossible en contemplant

les prodiges qu'il a fait, et pour mettre le comble à de si grands avantages, tous les corps qui n'avaient point donné étaient en marche pour la rejoindre. Le vieux maréchal, après avoir rempli tous les devoirs d'un homme de guerre et d'un général en chef, crut devoir recourir aux négociations pour sauver les débris de ses forces échappés à la fureur de nos légions victorieuses. Des conférences eurent lieu, et Berthier reçut de Bonaparte des pleins pouvoirs pour traiter avec l'ennemi. Au bout de quelques heures, Berthier revint d'Alexandrie avec une armistice qui devait durer jusqu'à la réponse de la cour de Vienne aux propositions de paix que Bonaparte lui faisait avec une modération vraiment digne d'éloges. Le porteur de ces propositions était le général Saint-Julien, qui ne pouvait se lasser d'admirer le génie, la fortune et la sagesse du vainqueur. Voici les conditions de cet armistice, qui montrent le profond découragement de l'armée autrichienne et de ses chefs. Il fut convenu que les Français occuperaient le pays entre la Chiesa, l'Oglio et le Pô, et que l'espace entre la Chiesa et le Mincio ne serait occupé par aucune des deux armées; que les citadelles de Tortone, Milan, Turin, Pizzighittone, Arona, Plaisance, Céva, Savone, Urbin, les places de Coni, Alexandrie et Gênes, seraient livrées à la république française avec la moitié des approvisionnemens de bouche et de guerre que ces forteresses contenaient.

Peut-être faut-il plus admirer les fruits de la victoire que la victoire elle-même; Mélas, en effet, avec des forces aussi nombreuses que les nôtres, maître de Mantoue et de Gênes, ayant sa retraite assurée en Piémont, où il trouverait des forteresses redoutables, et tout le matériel dont il avait besoin, pouvait se refuser à subir un pareil traité; mais le génie exerce un ascendant dont on ne saurait mesurer l'étendue. Plus tard, le maréchal Kutusow, victorieux, tremblera devant

les inspirations sublimes que le désespoir pourrait inspirer à Bonaparte, et n'osera pas attaquer une armée mourante, mais encore commandée par le premier capitaine du siècle. Bonaparte, consul, avait d'ailleurs dans la constance de sa volonté, dans l'autorité de son caractère, et même dans la violence de ses colères, souvent calculées, une force presque irrésistible. Mélas céda, et toute l'Italie septentrionale fut remise en notre pouvoir.

Les deux mois qui venaient de s'écouler avaient été deux mois d'inquiétude pour les Français : ils avaient craint de voir la Provence envahie; l'armée enfermée dans Gênes, leur avait causé les plus vives alarmes; un assez grand nombre de personnes croyaient Bonaparte perdu, et les hommes de parti faisaient entrer dans leurs calculs cette chance qu'ils regardaient comme presque certaine. Déjà même, comme nous l'avons indiqué, quelques chefs d'opinion levaient la tête et montraient une attitude hostile. Le gouvernement était dans l'anxiété. Un premier courrier expédié d'Italie au moment où la bataille se présentait sous la couleur la plus sombre aux généraux français, avait inspiré les plus mortelles inquiétudes aux deux consuls, avec d'autant plus de raison que ces deux hommes se sentaient incapables de lutter, un moment, contre les obstacles qui pourraient surgir en face d'eux dans le cas d'un grand revers capable de tout remettre en question. La nouvelle de l'heureux événement, arrivée le 2 messidor à Paris, y fut annoncée par des salves d'artillerie, affichée dans tous les quartiers, proclamée par les généraux à la tête des troupes. Le soir, les palais et un grand nombre de maisons se trouvèrent illuminés; un concert donné sur la terrasse des Tuileries, attira un concours immense, tandis que le bulletin de la bataille, lu dans tous les spectacles, excitait un enthousiasme universel. Dans un message aux consuls, le Sénat exprima l'admiration et l'allégresse que lui inspirait le triomphe

des armées, et le désir ardent de voir bientôt la victoire couronnée par la paix. Le Tribunat demanda des témoignages solennels de la reconnaissance nationale pour nos sodats, et des honneurs pour la mémoire de l'immortel Desaix. La pensée de Bonaparte semblait présider à tout ce que les consuls décidèrent à ce sujet. Un de leurs arrêtés ordonna que la dépouille mortelle de Desaix serait transférée au couvent du grand Saint-Bernard, où la France lui éleverait un tombeau.

Le vainqueur de Mélas quitta Marengo le 28 prairial, et fit le même jour son entrée triomphale à Milan au milieu de cette acclamation mille fois répétée par le peuple : *Viva il liberator dell' Italia.* Le *Te Deum* chanté en l'honneur du succès de nos armes, la pompe des cérémonies rétablies par ses ordres, la démarche respectueuse, du clergé qui vint le recevoir à la porte de la cathédrale et le conduisit sur une estrade où l'on avait coutume de recevoir les consuls et les premiers magistrats de l'empire d'occident, annonçaient une prochaine alliance avec le pape, de retour à Rome, et le règne d'un autre Charlemagne, mal caché sous le nom de premier consul. Avant de sortir de Milan, Bonaparte prescrivit une forme d'administration provisoire pour la Cisalpine et pour le Piémont, qui recevra bientôt, comme un bienfait, l'envoi du sage et vertueux Jourdan, en qualité de ministre extraordinaire auprès de la consulta ; une commission extraordinaire de gouvernement fut créée à Gênes. Les Allemands nous avaient remis fidèlement toutes les places comprises dans la convention d'armistice ; mais l'amiral Keith refusait de nous rendre, avec la capitale de la Ligurie, les magasins et l'artillerie. La fermeté de Suchet secondée par la loyauté du général Hohenzollern, aussi religieux observateur de la foi des traités, que brave dans les combats, triomphèrent d'une injuste résistance. L'amiral, obligé de céder, fit voile, emmenant avec lui le traître

Azaretto, le duc d'Aoste et le déserteur Villot, digne commandant d'un corps d'aventuriers français aux gages du cabinet de Saint-James. Le premier consul, réunissant les deux armées de réserve et d'Italie, en confia le commandement à Masséna, juste et glorieuse récompense de l'héroïque défenseur de Gênes. Il avait besoin de cette honorable consolation, car il avait été abusé par des promesses de secours restées sans exécution, quoiqu'il eût dépassé de beaucoup le moment marqué pour sa délivrance. La tradition ne dit pas que Masséna ait laissé percer son mécontentement dans l'entrevue qu'il eut à Milan avec Bonaparte.

Le premier consul partit de cette ville le 5 messidor, ne fit que passer à Turin, traversa le Mont-Cénis, et arriva le 9 messidor à Lyon, où il posa la première pierre de la réédification des magnifiques façades de la place de Bellecour, détruites après le siége par une vengeance insensée. Un concours immense de peuple donna beaucoup d'éclat à cette cérémonie. Les autorités civiles, les militaires, tous les citoyens reçurent avec transport du consul les espérances d'une paix prochaine, et du retour de l'ancienne prospérité de la ville. On lui présenta le père de Joubert. L'aspect de ce vieillard lui causa une émotion si vive, qu'à peine il put prononcer ces mots : « *Joubert! Desaix!.... deux pertes irréparables pour la France.* »

Ce fut sous des arcs de triomphe, élevés sur toute sa route, que Bonaparte parvint jusqu'à Paris, le 13 messidor, au point du jour. A la nouvelle de son arrivée, la ville entière fut debout. Tout le monde voulait le voir, l'admirer, le féliciter. Le peuple, qui n'avait point accompagné l'ovation préparée par le Directoire au héros de Montenotte, d'Arcole, de Rivoli, de la Favorite, qui avait gardé le silence du mécontentement sur le 18 brumaire qui n'était qu'une invasion du pouvoir par un soldat audacieux, accourut au-devant du vainqueur de Marengo, du restaurateur de

l'indépendance italienne et du libérateur des patriotes de ce pays, si cruellement persécutés à cause de leur attachement pour la liberté. Bonaparte fut si profondément touché de cet accueil unanime, que vingt ans après il en parlait avec émotion sur le rocher de Sainte-Hélène, où il croyait encore entendre le bruit des acclamations populaires de la capitale du grand empire

Les consuls voulant donner une preuve de la reconnaissance nationale aux généraux Lannes, Murat, Watrin et Gardanne, chargèrent le ministre de la guerre de leur remettre à chacun un sabre sur lequel serait inscrit ces mots : *Bataille de Marengo, commandée par le premier consul en personne. Donné par le gouvernement.*

L'anniversaire du 14 juillet, qui fut célébré bientôt, reprit tous les caractères d'une fête nationale qu'il semblait avoir perdu depuis nos malheurs. Le temple de Mars, où les plus âgés des vieux défenseurs de la patrie étaient honorablement placés près du premier consul, vit une cérémonie imposante. Deux orchestres de cent cinquante musiciens chacun firent entendre deux chants de triomphe pour la délivrance de l'Italie. Lucien, quoique oubliant beaucoup trop son rôle récent de tribun, et mêlant des censures assez étranges dans sa bouche à l'éloge de la révolution, obtint cependant de vifs applaudissemens à plusieurs reprises. Il termina par ce vœu qui n'était pas le dernier mot de son frère : « Que dans les siècles les plus reculés, les héros du 14 juillet, les défenseurs et les soutiens de l'empire, soient offerts au respect de nos derniers neveux, et que la république, fondée par leurs travaux, soit impérissable aussi bien que leur gloire. Après cette harangue, trois cents musiciens exécutèrent le chant de messidor, paroles de Fontanes, musique de Méhul; l'hommage rendu à Desaix dans cette composition lyrique, excita des applaudissemens universels. Après une revue des invalides passée par le premier consul, et marquée par

de touchans épisodes, le cortége se rendit au Champs-de-Mars, que remplissaient les troupes du dehors, et une partie de la garnison. Au moment de la présentation des drapeaux ennemis par le ministre de la guerre, un peuple immense, répandu sur les tertres élevés avec tant de joie par la première fédération, se précipita dans l'intérieur, et se livra au plus vif enthousiasme. Bonaparte promit pour le premier vendémiaire, pour anniversaire de la fondation de la république, ou la paix ou de nouvelles victoires; le peuple entier lui répondit par les cris de vive la république! vive Bonaparte! La cérémonie fut suivie d'un dîner splendide aux Tuileries, auquel de vieux invalides étaient invités. Parmi plusieurs toats, on remarque celui du premier consul: « Au 14 juillet et au peuple français, notre souverain! » Heureux Bonaparte, s'il ne détrône pas un jour le souverain, qu'il reconnaissait encore après la bataille de Marengo!

L'Italie et tous les états alliés partagèrent les transports qu'avaient excités parmi nous la victoire de Marengo et la fête du 14 juillet; l'opposition qui, avant la victoire du premier consul, préparait déjà ses armes contre lui, s'empressa de les cacher; plusieurs des conjurés, sans abjurer leurs sentimens secrets, devinrent des flatteurs du pouvoir. D'autres se découragèrent et cédèrent au torrent: un petit nombre passa de l'état d'hostilité à un dévouement qui ne se démentit pas jusqu'au funeste dénouement du drame dont Bonaparte était le héros; mais ils oublièrent tellement leurs espérances, leurs provocations, que je les ai vus tenir pour suspects et pour ennemis du gouvernement, ceux même qu'ils avaient voulu exciter à une levée de boucliers contre Bonaparte, occupé à franchir le Saint-Bernard, et aux prises avec un grand péril.

Le jour même où la victoire couronnait nos soldats de palmes immortelles à Marengo, le jour même où Desaix était interrompus, par la mort, dans sa carrière de gloire,

Kléber tombait en Égypte sous le fer d'un Musulman fanatique. Ce malheur nous ramène à dire ce qui venait de se passer en Orient depuis le départ si précipité de Bonaparte. En apprenant cette nouvelle inattendue, l'armée française, accoutumée à se reposer sur lui du succès de l'expédition, fut saisie d'un mouvement de douleur et d'effroi; mais pleine de confiance dans le chef habile entre les mains duquel Bonaparte la remettait, elle retrouva bientôt son courage et sa gaîté. Le 13 fructidor an VII, Kléber prit le commandement des troupes dans une cérémonie imposante, et continua, par politique, à s'entourer d'une pompe orientale, que Bonaparte réservait pour les grandes circonstances. Kléber était profondément irrité, mais la raison lui imposait la nécessité de conserver le prestige attaché au nom du conquérant. Aussi annonça-t-il, dans une proclamation solennelle, l'intention de suivre en tout la trace marquée par son illustre prédécesseur, et de respecter comme lui les croyances et le culte de l'Égypte. A l'exemple de Bonaparte, qui avait tiré un si grand parti de l'effet des grandes représentations sur les peuples, il fit célébrer, avec solennité, la fête de la République, fête à laquelle il mêla des évolutions militaires qui frappèrent de respect et d'effroi Mustapha-Pacha et les autres officiers turcs pris à la bataille d'Aboukir. Au même moment, Desaix faisait retentir les ruines de Thèbes et son désert des cris de vive la République, et du bruit de l'artillerie qu'ils n'avaient jamais entendus avant notre arrivée.

Kléber se regardait comme joué par Bonaparte; il était d'ailleurs sujet à l'humeur, et de plus accessible au découragement; en outre, il avait toujours craint le fardeau du commandement suprême : il se voyait, avec inquiétude, chargé tout à coup d'une effrayante responsabilité. Sous l'influence de ces diverses impressions, il écrivit au Directoire une lettre qui peignit, sous les plus sombres couleurs, la situation de l'armée d'Égypte. La dépêche offi-

cielle tomba entre les mains des Anglais, qui s'empressèrent de publier ce document dans l'espérance de jeter la discorde entre Bonaparte et le chef de l'armée d'Orient. Dans sa correspondance, comme dans sa conduite politique, Kléber montra combien il était loin de représenter Bonaparte tout entier. Il avait évidemment cédé aux timides inspirations de son esprit incertain. Désespérant de la conservation de notre conquête du jour où Bonaparte n'était plus là pour la maintenir, toutes ses pensées tendirent à en sortir. Malheureusement encore le sang qui bouillonnait dans ses veines le rendait incapable de dissimulation: il laissa éclater son opinion, qui ne trouva que trop de partisans jusque parmi des généraux, tels que Dugua et Dumas, atteints de la maladie du pays. Leurs correspondances, surprises et publiées par les Anglais, donnèrent au premier consul, qui avait déjà reçu un duplicata de la lettre de Kléber sur la situation de notre colonie, des éclaircissemens qui l'affligèrent; mais il lut avec indignation une lettre de Poussielgue, intendant général des finances de l'armée d'Orient, qui, trahissant la plus honorable confiance, écrivait que le général en chef venait de s'évader avec deux millions ravis au trésor de l'armée. Le mensonge était d'une rare effronterie; en effet, les comptes de ce même payeur, joints à sa dépêche, attestaient que Bonaparte n'avait pas même touché la totalité de son traitement. Toutes ces révélations ne faisaient que démontrer plus fortement à Bonaparte la nécessité d'envoyer des secours en Égypte; mais soit qu'il prévit une fâcheuse issue, soit que l'immensité des préparatifs à faire pour la guerre qui allait se rallumer en Europe, absorbât toutes les forces de son esprit, on ne crut pas reconnaître, dans ses efforts pour soutenir l'armée d'Orient, cette sollicitude de tous les momens, cette activité, cette persévérance victorieuse auxquelles il nous avait accoutumé. Les prodiges semblaient réservés pour l'Italie et pour le Rhin.

Cependant Kléber achevant la conquête, ne laissait point de relâche à Mourad-Bey, poursuivi par Boyer et par Desaix lui-même. Après avoir fait éprouver de graves échecs à ce bey infatigable, mais encore capable de nous nuire en excitant les Arabes à la révolte, Desaix, suivant l'ordre du général en chef, descendit vers le Caire pour se mettre à la tête d'une division destinée à agir contre le grand-visir, qui se trouvait sur les frontières de la Syrie. Dans le même temps, Sidney-Smith, avec cinquante vaisseaux turcs, s'empara de l'entrée du Nil, à la bouche de Damiette. Verdier se jeta intrépidement sur les Musulmans débarqués, et prit ou tua tout ce qui se trouvait à terre.

Kléber, cependant, tout en se préparant à combattre le grand-visir, avait ouvert avec lui des négociations dans le but de restituer à la Porte la possession de l'Égypte, à la condition que les Français resteraient dans le pays, occuperaient les places et les forts, percevraient des impôts et des droits de douanes jusqu'à la conclusion de la paix avec l'Angleterre. Le visir semblait consentir à cet arrangement, lorsque Sidney-Smith intervint dans le traité comme *ministre plénipotentiaire de sa majesté britannique aupres de la sublime Porte*. Il proposa de laisser la mer libre à l'armée française, si elle voulait évacuer l'Égypte. « Peut-être, disait-il dans sa correspondance avec Kléber, la politique actuelle de l'Europe exigerait la rétractation de cette offre, mais la politique des Anglais est de tenir leur parole, quand même leur tenacité pourrait nuire à leur intérêt du jour. »

Kléber répondit avec dignité à cette lettre; mais consentit à envoyer, à bord du *Tigre*, Desaix et Poussielgue, pour voir si l'on pouvait s'entendre avec l'amiral auquel le grand visir avait délégué ses pouvoirs. Kléber instruisit le gouvernement de toutes ces circonstances.

Quoique la situation des Français dans leur nouvelle

colonie ne fût rien moins que désespérée, que le pays montrât de bonnes dispositions, que la défaite des janissaires à Damiette, après la bataille d'Aboukir, eût inspiré une grande confiance à l'armée, Kléber, toujours obstiné au malheureux projet de l'évacuation, continuait à négocier. Il avait, en conséquence, suspendu les hostilités. Malgré cette espèce d'armistice, l'émigré Tromclin, possesseur des ordres du colonel John Douglas, présent au quartier-général des Turcs à Gaza, vint sommer le commandant d'El-Arich de lui remettre la place; ce brave officier répondit par un refus. Le 2 nivôse, un corps de troupes turques, sous le commandement de John Douglas, attaque la forteresse. Par une lâcheté inexplicable, des grenadiers refusèrent de la défendre, et introduisirent eux-mêmes les ennemis qui les égorgèrent. Une partie de la garnison et le commandant, qui avaient montré beaucoup de valeur, furent sauvés par le colonel anglais, au milieu d'un carnage horrible des deux côtés. En apprenant la conduite de l'ennemi, qui s'était procuré la victoire par tant de déloyauté, l'armée entière éleva un cri de vengeance; mais au lieu de courir aux armes, comme il l'aurait fait en d'autre temps, Kléber se contenta de réclamer, sans indignation comme sans fierté, contre une affreuse violation du droit des gens, et continua les négociations. Sidney insistait pour l'évacuation pure et simple. Un conseil de guerre eut lieu, et comme le général en chef avait laissé percer ses idées de découragement, tout le monde, à l'exception du général Davoust, de Menou et de Desaix, opina pour l'abandon de notre conquête. La capitulation fut signée le 10 pluviose. Elle était honorable, sinon avantageuse pour la France.

Le 9 ventose, au moment où Kléber faisait ses dispositions pour le départ, il apprit, par l'aviso l'*Osiris*, la révolution du 18 brumaire et les préparatifs qu'allait faire Bonaparte pour secourir l'armée d'expédition. Sans doute

il se repentit alors des rapports infidèles et passionnés par lesquels il avait défiguré la vérité, en insultant à Bonaparte. D'un autre côté, des officieres-généraux, affligés de voir une armée victorieuse recevoir la loi de l'ennemi, témoignaient, dans leurs lettres, les plus vifs regrets sur l'évacuation de l'Égypte. Desaix, voyant qu'il n'avait plus rien à faire dans ce pays, partit d'Alexandrie sur un bâtiment ragusais. L'amiral Keith, violant la capitulation d'El-Arich, arrêta Desaix, qu'il conduisit à Livourne, où il le retint trente jours contre la foi des traités et le droit des gens. Poussielgue, Dugua, Vial, qui voulurent mettre à la voile après Desaix, furent informés par Sidney-Smith que l'amiral Keith défendait de laisser sortir d'Égypte aucun bâtiment. Le commodore fit aussi passer cet avis à Kléber. Indigné d'avoir été ainsi joué, ce général, déployant tout à coup une activité admirable, arrêta le désarmement des forts, remonta le Nil avec toute son armée réunie, prit position dans la plaine de la Koubeh, et écrivit au grand-visir pour lui annoncer que s'il dépassait Belbéis, l'armée française l'attaquerait. Pour toute réponse, les Turcs vinrent camper à deux lieues du Caire. Kléber se disposait à s'élancer contre les avant-postes ottomans, lorsqu'on annonça un lieutenant anglais, envoyé par Sidney, qui lui apportait une lettre ainsi conçue :

« Monsieur, ayant reçu des ordres positifs de sa majesté de ne consentir à aucune capitulation avec l'armée française que vous commandez en Égypte et en Syrie, excepté dans le cas où elle mettrait bas les armes, se rendrait prisonnière de guerre et abandonnerait tous les vaisseaux et toutes les munitions des ports et ville d'Alexandrie aux puissances alliées ; et, dans le cas où une capitulation aurait lieu, de ne permettre à aucune troupe de retourner en France, qu'elle ne soit échangée, je pense nécessaire de vous informer que tous les vaisseaux ayant des troupes françaises à bord, et faisant voile de ce pays d'après les passeports

signés par d'autres que ceux qui ont le droit d'en accorder, seront forcés par les officiers de vaisseaux que je commande de rentrer à Alexandrie, et que ceux qui seront rencontrés retournant en Europe d'après des passeports accordés en conséquence de la convention particulière avec une des puissances alliées, seront retenus comme prises, et tous les individus à bord considérés comme prisonniers. » Kléber lut froidement cette outrageante communication. « Demain, dit-il à Wright, vous connaîtrez la réponse que je fais à votre amiral. » Pendant la nuit, Kléber, rendu à lui-même et encore agrandi par le sentiment de l'indignation, fit imprimer la dépêche de Sidney, et se contenta d'ajouter à la fin de la lettre cette phrase, empreinte de toute l'énergie de son ame : « Soldats! nous saurons répondre à une telle insolence par des victoires; préparez-vous à combattre! » A cet éloquent appel, toute l'armée poussa un cri de fureur. Mourad-Bey, fidèle à sa loyauté ordinaire, et révolté de la mauvaise foi des Anglais, promit de ne pas combattre avec le grand-visir.

Le 29 ventose, Kléber se porta contre les Turcs avec ses neuf mille hommes; Friant commandait la droite, et Reynier la gauche de cette petite armée. L'artillerie légère occupait les intervalles de nos quatre grands carrés; au centre, la cavalerie en colonne, commandée par Leclerc, se tenait prête à tomber sur l'ennemi. Nos flancs se trouvaient soutenus par deux divisions du régiment des Dromadaires. Au commencement de l'action, une partie de notre cavalerie parut compromise un instant, mais elle fut bientôt dégagée par le 22e de chasseurs et le 14e de dragons. Reynier enleva le village de Matarieh, vivement défendu par les janissaires; l'avant-garde ennemie éprouva des pertes considérables, et dut abandonner ses riches tentes au vainqueur. Kléber réunit son armée autour de l'obélisque d'Héliopolis. Des nuages de poussière annoncèrent bientôt l'approche du gros de l'armée turque, qui

vint prendre position sur les hauteurs entre les deux villages de Seriâgoûs et d'El-Merg. La brillante garde du visir se faisait remarquer par l'éclat de ses vêtemens et de ses armures de guerre. Le général Friant parvint à chasser de leur petit bois de palmiers les tirailleurs turcs, ennemis redoutables par l'habileté et la rapidité de leur tir, lorsqu'ils se sentent protégés par quelque avantage du terrain. L'artillerie des Ottomans ouvrit son feu sans nous faire aucun mal, et fut bientôt réduite au silence par la nôtre. Alors une partie de leurs cavaliers chargea le carré de droite du général Friant; la mitraille les empêcha d'aborder nos soldats, résolus à ne tirer qu'à bout portant. En ce moment, le visir donna l'ordre à toute son armée d'enfoncer les carrés français, qui furent aussitôt enveloppés par les escadrons turcs. Nos soldats ne montrèrent pas un seul moment d'incertitude. Une pluie de balles et de mitraille contraignit les troupes ottomanes à se retirer sur El-Kangâb. Un parlementaire vint alors proposer à Kléber de cesser les hostilités et d'évacuer le Kaire, selon les conventions du traité d'El-Arich. Le général français ne fit pas la moindre attention à cette étrange proposition, et continua son mouvement offensif, en ayant soin de détacher le général Friant avec trois mille hommes pour contenir le Kaire, vers lequel Nassif-Pacha et Ibrahim-Bey s'étaient dirigés pendant la bataille. Le grand-visir fuyant vers Salhieh, croyant que l'armée française n'avait pas encore dépassé El-Kangâh, proposa une seconde fois d'arrêter la marche des troupes et d'ouvrir des conférences à Balbéis; Kléber, sans répondre, poursuivit sa marche et ne s'arrêta qu'au village de Senikah à l'entrée de la nuit. Le lendemain nous marchâmes sur Koraïm, où Reynier se trouva bientôt aux prises avec l'armée turque. A la vue du général en chef et de son escorte, les cavaliers musulmans se jetèrent sur cette petite troupe. Une lutte terrible s'engagea corps à corps, les habitans de

Koraïm se joignirent aux assaillans. Reynier envoya en toute hâte un régiment de dragons pour dégager le général en chef, qui, blessé à la tête, avait été contraint de défendre sa propre vie et de se ressouvenir du métier de soldat.

En arrivant à Salhaieh, Kléber trouva les tentes désertes et le camp jonché de débris, tous les bagages et un butin prodigieux, qui attestaient la profonde terreur et la déroute de l'ennemi. Quatre jours avaient suffi à l'armée française pour jeter le grand-visir au-delà du désert. L'honneur des armes perdu, vingt mille turcs immolés par le glaive, une armée dispersée, tels furent pour les Turcs les conséquences de l'affreuse déloyauté du cabinet de Saint-James et de la violation du traité fait avec les Français.

Cependant Ibrahim-Bey et Nassif-Pacha étant entrés à Boulaq et au Kaire, il fallut reprendre de vive force ces deux places, qui se défendirent avec un acharnement sans exemple, et recommencèrent en quelque sorte la conquête de l'Egypte. Mais enfin tout dut céder à la furie française. Kléber, rentré au Kaire après la sortie des Turcs sauvés enfin par une capitulation, Kléber, fier d'avoir mis désormais la Porte hors d'état de nous nuire, voulut essayer de détacher cette puissance de la triple coalition. En même temps, par de sages et fortes mesures, il nous assurait au moins pour un an la tranquille possession de notre conquête. La victoire d'Héliopolis offrait un grand caractère qui plut à Bonaparte général en chef, et des avantages qui furent appréciés par le premier consul; il s'empressa d'applaudir à l'héroïsme de son lieutenant, et lui écrivit une lettre flatteuse, dans laquelle on remarquait cette phrase : « La république compte sur l'armée d'Orient, comme l'armée d'Orient peut compter sur la république. » Kléber, hélas ! ne reçut point la lettre du premier consul; Kléber tomba, comme on sait, sous le fer d'un fanatique,

à l'heure peut-être qui vit Desaix, que les boulets d'Europe en reconnaissaient plus, périr sur les champs de Marengo. Digne du parallèle avec les premiers hommes de guerre de la révolution, imposant par sa stature, susceptible de cet enthousiasme qui donne les hautes inspirations, et cependant remarquable par son sang-froid sur le champ de bataille, où son génie grandissait tout à coup, Kléber fut alors une perte immense. Après lui personne pour prendre en mains l'autorité suprême, et l'Egypte nous sera enlevée parce qu'il aura pour successeur un homme médiocre élevé au commandement par droit d'ancienneté, quand le péril demandait un homme qui devînt le chef de notre armée par droit de talent et de génie.

CHAPITRE LXXIV.

L'Autriche refuse de signer les préliminaires. — Portugal et Espagne. — Russie. — Lettre du comte de Lille (Louis XVIII) à Bonaparte. — Rétablissement des rapports avec l'Amérique du Nord. — Démission de Carnot. — Conspiration de Topino-Lebrun, Aréna, Ceracchi, Demerville. — Ils sont exécutés. — Victoires de Moreau. — Machine infernale. — Mesures contre les Jacobins.— Péril de Fouché. — Son rapport sur l'attentat de nivôse. — Mort des coupables.

Après la victoire de Marengo et la capitulation d'Alexandrie, il était permis de croire que l'Autriche, instruite par le malheur, allait enfin consentir à traiter franchement de la paix. Cependant, le 6 messidor, le cabinet de Vienne signait un traité secret de subsides avec la Grande-Bretagne; mais en même temps, pour gagner du délai, cette puissance envoyait, muni de pleins pouvoirs, le comte de Saint-Julien qui arriva à Paris le 2 thermidor pour s'aboucher avec Talleyrand. On négocia sur les bases du traité de Campo-Formio, qui fut en quelque sorte renouvelé. Bonaparte ratifia les préliminaires, et Duroc repartit avec le comte Saint-Julien. Parvenu au camp autrichien, le général français apprit que l'empereur refusait de signer les préliminaires. Thugut annonça que la cour d'Autriche ne pouvait traiter séparément de l'Angleterre; que du reste, le cabinet de Saint-James était prêt à écouter les propositions de la France. Aussitôt Bonaparte ordonna aux armées de la république de dénoncer l'armistice.

Jetons maintenant un regard sur le midi de l'Europe. Après l'affreux désastre d'Aboukir, cinq vaisseaux de guerre portugais étaient venus croiser devant Alexandrie, Bonaparte, souriant à la nouvelle de cet outrage, avait dit : « C'est le coup de pied de l'âne, mais le lion n'est pas mort, et une année ne se passera pas sans que cette ridicule croisière ne coûte des larmes de sang à la reine et aux grands de Portugal! de Paris pour aller à Lisbonne, il n'y a point d'Océan à traverser. » A cette époque, Berthier partit pour Madrid, afin d'obtenir de l'Espagne l'invasion du Portugal, que Bonaparte était résolu de châtier comme une colonie anglaise. Il espérait rencontrer d'autant moins d'obstacle dans l'exécution de ce projet, que Paul Ier se détachait de jour en jour davantage de l'alliance qu'il avait contractée avec toutes les royautés malheureuses du midi de l'Europe. Le czar accusait en même temps les Autrichiens, assez mal conseillés pour insulter son pavillon flottant sur les murs d'Ancône, et les Anglais, qui ne voulaient pas que la cour de Naples remît Gaëte entre les mains des Russes. D'ailleurs, ce prince se trouvait à la tête de la coalition des puissances maritimes du nord, qui contestaient à l'Angleterre le droit de visiter tous les vaisseaux en mer. Le cabinet de Saint-James, pour toute réponse aux prétentions du czar, envoya devant le Sund l'amiral Dickinson, avec une flotte de vingt-cinq vaisseaux. De son côté, Paul, qui ne retardait pas d'un moment les résolutions de sa colère, fit séquestrer les propriétés des Anglais établis en Russie, ainsi que les bâtimens qui se trouvaient dans ses ports ; il annonça en outre que toute visite d'un navire russe par un bâtiment anglais serait considérée comme une déclaration de guerre.

Huit mille Russes habitaient alors la France, comme prisonniers de guerre ; le premier consul, après avoir adouci leur position par tous les moyens possibles, avait

proposé vainement à l'Angleterre de les comprendre dans les cartels d'échange. C'est à propos de cet étrange refus, qu'on lit dans ses mémoires : « A tant d'injustice on s'indigne, dit le premier consul ; je rendrai sans échange des braves à la Russie ! » Aussitôt, des ordres furent donnés pour réunir les prisonniers russes à Aix-la-Chapelle, d'où ils partirent bientôt armés et équipés par la générosité de la France A ce trait d'une si noble politique, Paul écrivit à Bonaparte : « Citoyen premier consul, je ne vous écris point pour entrer en discussion sur les droits de l'homme et du citoyen : chaque pays se gouverne comme il l'entend. Partout où je vois à la tête d'un pays un homme qui sait gouverner et se battre, mon cœur se porte vers lui ; je vous écris pour vous faire connaître le mécontentement que j'ai contre l'Angleterre, qui viole tous les droits des nations, et n'est jamais guidée que par son égoïsme et son intérêt ; je veux m'unir à vous pour mettre un terme aux injustices de ce gouvernement. »

En même temps que Bonaparte cherchait par tous les moyens à étendre son influence au-dehors, il achevait d'effacer en France non seulement la trace des idées de la révolution, mais encore il s'appliquait à ruiner la liberté de la presse, avec laquelle une nation ne peut jamais redevenir esclave. Le nombre des journaux de la capitale fut réduit à treize, et le *Moniteur* déclaré seul journal officiel. En attendant le moment d'oser censurer ces mêmes journaux, dont le premier consul effrayait l'audace par une mesure arbitraire, on accorda au ministre de l'intérieur la censure des pièces de théâtre, dernier asile dans lequel aurait pu se réfugier la liberté. Du reste, connaissant bien le peuple auquel il avait à faire, il continuait de flatter l'orgueil national, en décorant la grande galerie des Tuileries avec les bustes des hommes illustres des vieilles républiques, parmi lesquels il jetait hardiment les illustrations des temps modernes et celles de la république ; mais cette politique ne

calmait pas les inquiétudes des patriotes sur la protection déclarée qu'il accordait aux émigrés. Cette protection, en relevant les espérances des autres nobles, qu'il paraissait vouloir rallier à son gouvernement, ne faisait que les enhardir à de nouvelles trames. Le comité royaliste de Paris était toujours en communication avec les Anglais, qui espéraient qu'on allait leur livrer le port de Brest, comme l'avaient promis les folles têtes du parti. Bonaparte ayant eu bientôt avis de ce qui se passait, prit des mesures contre ses imprudens ennemis. Hyde, prévenu à temps, put s'enfuir; Duperron, moins heureux, fut arrêté à Calais et enfermé au Temple. En même temps le général anglais Maitland essaya, dans la péninsule de Quiberon, de petits débarquemens qui ne purent engager la Vendée à reprendre les armes. L'autorité était sur ses gardes et en mesure de déjouer tous les complots du royalisme; alors le prétendant n'espérant plus rien sans le concours de Bonaparte, essaya de gagner ce chef de l'état en lui offrant de partager en quelque sorte les honneurs du trône avec un descendant de saint Louis. Dès le 22 frimaire (19 décembre 1799), le comte de Lille envoya, de Mittau, l'un de ses affidés, investi de pleins pouvoirs pour traiter avec Bonaparte. Enfin, après avoir encore délégué la même mission à Clermont-Gallerande, il résolut de s'adresser lui-même au premier magistrat de la république; il lui écrivit en conséquence : « Quelle que soit leur conduite apparente, des hommes tels que vous, monsieur, n'inspirent jamais d'inquiétudes. Vous avez accepté une place éminente, et je vous en sais gré. Mieux que personne vous savez ce qu'il faut de force et de puissance pour faire le bonheur d'une grande nation. Sauvez la France de ses propres fureurs, et vous aurez rempli le vœu de mon cœur. Rendez-lui son roi, et les générations futures béniront votre mémoire. Vous serez trop nécessaire à l'état pour que je

songe à acquitter par des places importantes la dette de mon agent et la mienne. »

Cette première lettre fut bientôt suivie d'une seconde, conçue dans les termes suivans :

« Depuis long-temps, général, vous devez savoir que mon estime vous est acquise. Si vous doutiez que je fusse susceptible de reconnaissance, marquez votre place, fixez le sort de vos amis. Quant à mes principes, je suis Français : clément par caractère, je le serai encore par raison. Non, le vainqueur de Lodi, de Castiglione et d'Arcole, le conquérant de l'Italie, ne peut pas préférer à la gloire une vaine célébrité ; cependant vous perdez un temps précieux : nous pouvons assurer la gloire de la France, je dis *nous*, parce que j'aurai besoin de Bonaparte pour cela, et qu'il ne le pourrait pas sans moi. Général, l'Europe vous observe, la gloire vous attend, et je suis impatient de rendre la paix à mon pays. »

Voici la réponse de Bonaparte, datée du 20 fructidor :

« J'ai reçu, monsieur, votre lettre ; je vous remercie des choses aimables que vous m'y dites. Vous ne devez plus souhaiter votre retour en France... ; il vous faudrait marcher sur cent mille cadavres. Sacrifiez votre intérêt au repos et au bonheur de la France, l'histoire vous en tiendra compte. Je ne suis pas insensible au malheur de votre famille ; je contribuerai avec plaisir à la douceur et à la tranquillité de votre retraite. »

La lettre que le comte de Lille avait adressée à Lebrun reçut une réponse aussi ferme et peut-être moins flatteuse, précisément parce que le troisième consul, étant royaliste au fond du cœur, n'osa pas s'exprimer avec tous les égards que lui aurait suggérés son penchant. Une nouvelle tentative de la duchesse de Guiche, envoyée par le comte d'Artois auprès de Bonaparte, fut assez sévèrement repoussée, et dès lors les Bourbons ne durent plus

s'attendre à trouver un Monck dans l'homme du 18 brumaire.

Les relations des États-Unis avec le Directoire avaient été interrompues, comme nous l'avons dit plus haut; Bonaparte ne tarda pas à rétablir la bonne harmonie entre deux peuples faits pour s'estimer. Les plénipotentiaires américains s'entendirent facilement avec J. Bonaparte, Rœderer et Fleurieu, qui signèrent un traité de paix et de commerce. Le 8 vendémiaire an IX (30 septembre 1800), le premier consul, dans une fête donnée aux envoyés du Nouveau-Monde, leur témoigna le désir et l'espérance de voir la paix et la concorde régner à jamais entre la France et l'Union américaine.

A cette même époque, Carnot, qui avait déjà offert sa démission, parvint à la faire accepter. Aimant l'indépendance au point de ne se ployer jamais à l'allure d'un autre homme, redoutant de loin l'autorité sans bornes qui allait s'élever, il ne voulût point servir sous un maître. Bonaparte d'ailleurs aimait peu Carnot, il voulait autour de lui des caractères flexibles, des hommes prompts à comprendre, plus prompts à obéir, sans jamais interposer un obstacle entre les ordres donnés et leur exécution. Carnot quittant le pouvoir avec empressement, rentra pauvre dans sa famille, au sein de laquelle il vécut modeste et sans bruit, quoiqu'avec un nom connu de l'Europe entière.

Le premier consul marchait à pas de géant vers le pouvoir absolu, au grand déplaisir des républicains, qui l'accusaient de démentir son origine révolutionnaire. De là, le complot que formèrent contre lui quelques uns d'entre eux, exaltés par la haine que leur inspirait sa conduite, et pleins de l'espoir de relever la liberté en France. Les conjurés étaient Demerville, ex-employé du comité de salut public, et cousin de Barrère; le Corse Arena, issu d'une famille opposée aux Bonapartes; le Romain Diana, enthousiaste de la liberté; l'Italien Cerachi, sculpteur de

génie ; Topino-Lebrun, peintre, élève de David. On a rangé ce complot parmi les fables dont les gouvernemens profitent en exploitant la crédulité publique ; mais je puis certifier qu'il a vraiment existé. Ses auteurs, qui en voulaient mortellement à Bonaparte, avaient résolu d'attenter à sa vie. Cerachi, Demerville, Topino-Lebrun, suppliés par des amis sincères de ne pas donner suite à leurs projets, repoussèrent toutes les instances qu'on leur fit à cet égard. Topino-Lebrun surtout était inébranlable ; il voulait la ruine de Bonaparte comme Brutus voulut autrefois celle de César. On ne put pas l'arrêter, même par la certitude que des agens de l'étranger le poussaient, ainsi que ses compagnons. Mais en même temps la vérité ordonne d'avouer qu'il n'y eut jamais de conspirateurs plus imprudens et moins dangereux que ces trois hommes. Leurs projets furent éventés dès l'origine, et, d'un autre côté, Fouché, qu'ils croyaient avec eux, connaissait leurs moindres démarches. C'est devant un de ses affidés, dans un comité secret, que le propos suivant fut tenu par l'un des conjurés : « Nous savons bien que Fouché n'est pas sûr, mais quand il nous aura servis, nous nous débarrasserons de lui. » Suivant la tradition constante du temps, Fouché, averti de ce propos, aurait dit : « Nous verrons qui l'emportera de ces messieurs ou de moi. » Ces deux anecdotes sont vraies, mais on a eu tort de conclure que Fouché avait en conséquence assuré la perte de ses complices. Il ne fit qu'exécuter l'ordre d'une volonté supérieure. En examinant le procès, on ne saurait s'empêcher de remarquer, non seulement que le projet n'avait point eu de commencement d'exécution, mais encore que tout s'était passé en propos rapportés par un délateur qui joua dans toute cette affaire un rôle infame. Quelques citoyens, qui craignaient avec raison de voir Bonaparte mettre les mains dans le sang, firent valoir, auprès de lui, le défaut de preuves. « Fort bien, répondit-il, je vois qu'on voudrait que j'eusse

le couteau dans le cœur pour avoir la certitude de l'existence du crime.» Il ignorait alors, et la police de Fouché paraît n'avoir pas su que d'autres conspirateurs, armés de poignards fabriqués par un certain révolutionnaire, s'étaient trouvés deux fois sur les pas du consul avec la résolution de l'immoler. Tout les favorisait; ils n'exécutèrent pas leur dessein; mais ils auraient pu être pris la seconde fois sur le fait, car la garde du poignard que l'un d'eux portait sous son habit, parut assez longtemps au-dehors. Cependant, ému par une pétition des élèves de David en faveur de leur ancien camarade, et par les vives sollicitations d'un écrivain du plus noble caractère, Bonaparte avait promis d'être clément. Il éluda cette promesse en se rendant inaccessible pour cet écrivain, auquel il dit ensuite pour excuse : « Il fallait un exemple. » Demerville, Cerachi, Aréna, Topino-Lebrun, furent exécutés le 11 pluviose. Je ne sais pourquoi on avait fait crier, dès sept heures du matin, longtemps avant l'exécution, leur sentence dans les rues. Leur mort, pour un crime de la pensée, ne parut, à beaucoup de personnes, ni juste, ni nécessaire. Mais le sang coula, parce que Bonaparte, endoctriné par les réacteurs dont il était entouré, avait peur des hommes de la révolution. « *Le royalisme, la chouannerie, l'aristocratie sont,* disait-il, *des maladies de la peau; le terrorisme est une maladie du cœur.* » Par suite de cette idée, Bonaparte allégeait sans relâche le sort des royalistes, et diminuait de plus de moitié, par un arrêté des consuls, le nombre des personnes portées sur les listes de l'émigration.

Cambacérès s'opposa vivement à ces mesures, qu'il regardait comme propres à inquiéter les patriotes et à rendre aux royalistes une dangereuse influence. « Vous verrez ce qui arrivera, dit-il. » De même, en entendant le chef du gouvernement laisser éclater son penchant pour l'ancienne noblesse, le second consul témoigna aussi qu'il

regardait cette politique comme une faiblesse qui causerait un jour des embarras et des repentirs. Le premier consul, disait-il, ne sait pas ce que c'est qu'un gentilhomme français ; il l'apprendra un jour à ses dépens. Mais, outre sa propension naturelle, Bonaparte croyait pouvoir effacer toutes les traces des secousses révolutionnaires.

Maintenant, nous allons parler des victoires de l'armée de Moreau, victoires qui contribuèrent au traité de paix de Lunéville.

Après une continuité de revers, Kray, écrasé aux combats de Biberach et de Memmingen, ne vit d'autre refuge pour lui que dans la position d'Ulm. Mais, défendu par son nouveau camp retranché, il craignit d'être coupé de l'Autriche, et fit, en conséquence, d'incroyables efforts pour reprendre l'offensive, en se jetant audacieusement sur notre aile gauche. Séparé du centre de l'armée par l'Iller, le général Sainte-Suzanne, assailli avec fureur, se défendit avec la plus grande énergie ; au milieu du plus pressant péril, son sang-froid ne l'abandonna pas un seul instant. Bientôt, au bruit du canon de Saint-Cyr, qui accourait à son secours, il reprit l'offensive et fit éprouver une perte assez forte à son adversaire.

Kray concentra alors toutes ses troupes devant Ulm, que Moreau voulut reconnaître. Feignant de songer à investir la place, Moreau porta cinq de ses divisions sur la rive gauche, et cinq sur la rive droite ; mais il ne parvint pas à engager le vieux Kray, qui montra beaucoup d'habileté dans cette circonstance (1), à quitter sa belle et forte position. Appuyant son aile gauche au Michels-Berg et au confluent de la Blau et du Danube, l'armée autrichienne s'étendait par la droite jusqu'à Elchingen, et couronnait toutes les hauteurs au pied desquelles le fleuve a creusé son lit. Le général français vit du premier coup

(1) Mathieu Dumas.

d'œil que la position des Autrichiens était inexpugnable. Il se contenta donc de manœuvrer pour les forcer à l'abandonner. Par suite de ses combinaisons stratégiques, Moreau se dirigea sur la Bavière, et après de nombreux combats, qui n'amenèrent point une action générale, l'armée républicaine entra, le 28 mai (9 prairial), dans Augsbourg. Malgré ce mouvement, l'ennemi, fidèle à la résolution de ne point évacuer la Souabe, prit la double précaution de renforcer de cinq bataillons et de douze escadrons, le corps de Starray, sur la Mindel, et d'augmenter les troupes d'observation qui se tenaient sur la frontière de la Bavière.

Bientôt, redoutant que *le Fabius autrichien* ne tombât sur les forces que nous avions laissées devant lui, Moreau vint reprendre, avec toute l'armée, sa position entre la Guntz et la Kamlach, en occupant Mindelheim, et en veillant sur les débouchés d'Augsbourg et de Burgau. Kray, qui ne savait pas les nouvelles dispositions de son prudent adversaire, assaillit avec résolution l'aile gauche de l'armée commandée par le général Richepanse, qui fut déposté, mais en conservant toutefois le pont de Kellmuntz. Malgré la vigueur de sa résistance, ce général était près de succomber, lorsque Grenier, averti par le bruit du canon, fit marcher une de ses divisions, sous les ordres de l'intrépide Ney, qui, du premier choc, repoussa une colonne autrichienne jusqu'à Diétenheim. Le reste des troupes ennemies s'avançant toujours, Ney, victorieux, les prit à revers, les culbuta à Kirchberg, dégagea Richepanse qui, reprenant enfin l'offensive, causa une perte assez considérable aux Impériaux. Kray, ayant échoué dans une opération très bien conçue d'ailleurs, se hâta de replier les corps qu'il avait engagés, et rompit ensuite tous les ponts du Danube.

Cette guerre, dans laquelle s'usait l'armée française, ne pouvait long-temps convenir à Moreau, qui résolut de franchir le Danube au-dessus de Donauwert, de couper

la ligne d'opération de l'armée autrichienne, et de la forcer, en lui enlevant ses magasins, à quitter enfin la formidable position d'Ulm. Moreau commença par s'emparer des bords du Lech; Lecourbe battit Meerfeld à Buchloé, à Landsberg, tandis que Molitor, se dirigeant sur Nesselwangen, faisait essuyer un grave échec au général Gruner.

Les ponts sur le Lech furent reconstruits, et les postes autrichiens battus sur toute la ligne. Richepanse traversa l'Iller; bientôt Lecourbe franchit le Danube, opération habilement conçue, exécutée avec une intrépidité et un sang-froid pour lesquels il n'existe pas assez d'éloges. Kray voulut vainement nous disputer le terrein et même nous rejeter au-delà du fleuve. Les troupes françaises résistèrent vaillamment et parvinrent même à repousser les colonnes ennemies jusque sur l'autre rive de la Brentz. Ces combats d'Hochstett eurent pour l'armée française d'immenses résultats. Ils entraînèrent l'évacuation de la Souabe, de la Franconie et de la Bavière.

Kray, par une marche de flanc gauche, passa le Danube à l'embouchure du Lech, rallia le corps de Meesfeld et s'établit de manière à couvrir la Bavière. Ce mouvement difficile fut exécuté avec beaucoup de talent. La division Decaen, habilement détachée par Moreau, entra dans Munich le 28 juin, et contraignit Kray à se diriger vers l'est par le haut Palatinat.

Lecourbe eut avec Kray un engagement glorieux et meurtrier près de Neubourg à Oberhausen. Ce fut sur ce champ de bataille que tomba le preux Latour-d'Auvergne, le dernier rejeton de la race de Turenne. Toute l'armée, à laquelle il servait d'exemple, porta pendant trois jours le deuil du premier grenadier de France.

Moreau prit la ligne du Lech pour la base de ses opérations. Bientôt après, maître du cours de l'Iser, le général français força le général Kray à longer seulement

les positions entre Braunau et Kuffstein. Alors Moreau, décidé à se rendre maître du Tyrol, s'empara de Fuessen, d'Immenstadt, du passage de Reichenau, de Coire, de Feldkirch vigoureusement défendu par Jellachich. Lecourbe, qui avait habilement dirigé tous les mouvemens des divisions françaises, pendant ce mouvement se préparait à pénétrer dans l'Engadin, au moment où il apprit qu'un armistice venait d'être signé entre Kray et Moreau à Parsdorf le 15 juillet 1800 (27 messidor). Ulm, Philipsbourg, Ingolstadt furent remis aux Français comme places de sûreté. Ces gages étaient rassurans, on pouvait espérer encore une fois une paix longue et durable.

Au moment où la France se livrait à des espérances de bonheur, fondées sur la sagesse de son gouvernement et sur la cessation des hostilités, elle eut à trembler pour les jours du chef de la république. Le 24 décembre 1800 (3 nivose an 9), il se rendait à l'Opéra pour y entendre l'oratorio de Saül, lorsqu'une effroyable détonnation lui apprit qu'il venait d'échapper à un immense danger. Les assassins avaient posté une machine infernale dans la petite rue Saint-Nicaise embarrassée par une charrette. Le cocher du premier consul, homme très adroit, et, à ce qu'on prétend, rendu plus hardi encore par quelques verres de vin, franchit au galop le petit espace dans lequel un autre n'aurait peut-être pas osé s'aventurer. La charrette, chargée de dix tonnelets de poudre et de balles, fit explosion quelques secondes après le passage du premier consul; huit personnes amenées par le hasard sur le lieu de l'attentat furent tuées, et deux maisons à demi renversées. Hortense Beauharnais reçut une blessure légère dans la voiture de madame Bonaparte qui suivait celle de son mari : « Ces coquins-là, dit Bonaparte en entrant dans sa loge, ont voulu me faire sauter !... » Il ajouta ensuite avec le même sang-froid : « Faites-moi apporter un imprimé de l'oratorio. » De retour aux Tuileries

Bonaparte causa tranquillement de ce qui s'était passé. Si j'avais été tué, dit-il, Bernadotte aurait, comme Antoine, montré au peuple la robe ensanglantée de César !

Le lendemain le Moniteur publia un article des plus violens contre les septembriseurs; et s'appuyant sur la découverte d'une autre machine infernale trouvée chez un nommé Chevalier, qui avait fait des essais de ce genre au bois de Vincennes, il accusa hautement les révolutionnaires d'avoir été à la tête du complot qui avait failli lui enlever la vie par un crime exécrable. Fouché, ministre de la police, soutenait que les royalistes et les agens de l'Angleterre étaient les vrais, les seuls coupables. Bonaparte repoussa cette supposition avec colère; les conseillers d'état, à l'exception de deux ou trois, partageaient l'opinion du premier consul, accablaient Fouché d'invectives et de soupçon. Le sénat et le tribunat enflammés de la même conviction et de la même haine contre les Jacobins, et persuadés que la législation n'était pas suffisante pour préserver les dépositaires du pouvoir, s'empressèrent d'annoncer à Bonaparte qu'ils étaient prêts à lui donner dans une loi de puissans moyens de répression, qui seraient autant de garanties de sécurité. Excité par sa propre irritation, et par les instances des premiers corps politiques qui voulaient à tout prix se défaire de leurs terreurs en accusant le parti jacobin, le premier consul, au sein du conseil d'état, réclama hautement et avec colère la faculté de faire un grand exemple et de se débarrasser « des scélérats, *en les jugeant par accumulation de crimes*. » D'après ces paroles étranges, il ne s'agissait plus de punir légalement, mais de fusiller et de déporter les individus suivant les craintes ou les soupçons du pouvoir. Truguet résista vainement à l'impérieux emportement du dictateur, qui leva la séance sans que rien fût décidé. Le 6 dans la matinée, les sections de législation et de l'intérieur se réunirent encore; Rœderer, ennemi acharné de Fouché,

fit passer sous les yeux de ses collègues une déclaration dans laquelle il accusait le ministre de la police de s'entourer de terroristes. Ce dernier, depuis l'événement, n'avait pas perdu un seul instant, et il commençait à voir clairement que ses pressentimens ne l'avaient pas trompé; seulement il ne voulait pas s'expliquer avant d'avoir en main des preuves matérielles irrécusables. Ce fut dans la réunion dont nous venons de parler qu'on arrêta le projet relatif aux pouvoirs extraordinaires exigés par le premier consul, qui, persistant dans ses idées, fit enfin proposer à la délibération de deux des sections du conseil d'état, les points suivans.

1° Une commission militaire pour juger;

2° Une commission spéciale pour déporter;

La seule modification apportée à ce système de rigueur, était dans la nécessité de consulter le sénat avant l'exécution des arrêts ou des décisions rendus contre les coupables. Après une longue délibération, les sections votèrent une commission militaire pour juger, mais refusèrent d'établir une commission spéciale pour déporter, sauf au gouvernement à prononcer lui-même cette peine, sous la condition de communiquer après l'exécution, au Corps-Législatif et au Tribunat, les arrêts de proscription qu'il aurait rendus souverainement et sans appel. Rien de plus dangereux, de plus tyrannique que de remettre en même temps la faculté d'accuser, de condamner et de punir, entre les mains d'un seul homme; car effectivement Bonaparte était tout le gouvernement. Bonaparte exploitait ici de la manière la plus odieuse l'attentat du 3 nivose, en le faisant retomber sur des hommes dont aucun n'y avait trempé. Le secret de cette injustice et de cette violence était dans les craintes que lui inspiraient les républicains, comme on l'a vu plus haut. Un jour il dit, en causant, à ses affidés : « Avec une compagnie de grenadiers, je mettrais en fuite tout le faubourg Saint-Germain; les

Jacobins sont des gens déterminés, qu'il n'est pas facile de faire reculer. » Les paroles et les actions du consul excitaient de vives alarmes, et même des murmures que l'opinion répétait, mais, après quelques jours, la volonté du chef suprême fit taire toute résistance; enfin, le 14, parut un arrêté portant la mise en surveillance spéciale, hors du territoire européen de la république, de cent trente individus, dont neuf désignés par la qualité de septembriseurs. Dans cette pièce il était dit: *Le conseil d'état entendu*, quoiqu'il n'eût pas été consulté, et qu'il eût précédemment reconnu son incapacité pour appliquer une peine. Le sénat, qui commençait le cours de ses fatales complaisances envers le pouvoir, osa bien déclarer, devant toute la France, que l'arrêt illégal, arbitraire, injuste, despotique, prononcé par le consul, était une mesure conservatrice de la constitution; c'est assurément le cas de répéter avec Mirabeau, que l'esclave est encore plus coupable que le tyran.

La liste fatale nommait Choudieu, Destrem, Marquezy, Talot, Félix Lepelletier, Charles de Hesse, Rossignol, Bouin, Vanec, Fournier l'Américain, Lebois, Ceyrat, et cent autres individus; tous ces hommes étaient étrangers à l'attentat; un très petit nombre d'entre eux, toutefois, couverts par l'amnistie, avaient des reproches graves à se faire; dans le reste se trouvaient d'excellens citoyens, qui n'avaient pas même figuré au nombre des plus ardens révolutionnaires. Après cette mesure de violence et d'injustice, le 11 pluviôse, Fouché vint enfin faire un nouveau rapport sur l'attentat. Le ministre déclarait qu'il tenait deux des coupables; et que l'on ne devait plus douter du rôle qu'avaient joué les royalistes dans cette affaire; effectivement des preuves irrécusables attestèrent que le crime avait été conçu dans le sein de ce parti, la machine infernale construite par des ordres supérieurs, et l'exécution de l'horrible assassinat, confiée à des agens subal-

ternes par des chefs royalistes. Sur vingt-deux personnes de cette opinion traduites en jugement, sept contumaces ne furent point jugés, quelques unes se virent frappées de peines légères. Deux autres, Saint-Régent dit Pierrat, ancien officier de marine, ex-chouan amnistié, Carbon, dit le Petit-François, autre ex-chouan et domestique de Limolean de Beaumont, ex-chef de chouans, subirent la peine capitale à laquelle ils avaient été condamnés. Fouché, triomphant enfin de la prévention générale et des ressentimens du premier consul, cessa de craindre une éclatante disgrâce. Mais par une affreuse injustice, personne ne voulut rétracter les horribles accusations portées contre les Jacobins, et la déportation prononcée contre eux fut maintenue malgré leur innocence reconnue. Presque tous ont péri, les uns sur les côtes d'Afrique, les autres sur les côtes d'Asie, sans qu'un combat glorieux, dans lequel ils contribuèrent à sauver l'honneur des armes françaises, et le bâtiment qui les portait, attaqué par les Anglais, ait même inspiré au gouvernement la pensée d'adoucir leur sort. Bonaparte fut bien coupable dans cette circonstance, mais les hommes qui méritent surtout la réprobation, sont ceux qui saisirent cette occasion de se délivrer d'un certain nombre de révolutionnaires, auxquels ils avaient tant de fois donné la main en signe d'alliance ou de complicité.

CHAPITRE LXXV.

Traité de Lunéville. — Moreau. — Armée gallo-batave. — Bataille de Hohenlinden. — Armistice. — Brune. — Retraite de Pitt. — Ligue des puissances du nord. — Mort de Paul Ier. — Dernière lutte des défenseurs de la liberté. — Budget. — Code civil. — Code de commerce. — Écoles. — Protection accordée aux arts. — Concordat. — Égypte. — Défaite de notre armée. — Évacuation de l'Égypte.

Nous avons dit les succès de l'armée de Moreau contre Kray, et la convention qu'elle avait amenée entre les deux généraux en chef ; il nous reste à faire connaître les négociations de Lunéville bientôt couronnées par la paix. M. de Cobentzel, ministre plénipotentiaire de l'Autriche arriva le premier brumaire à Strasbourg, où il reçut, ainsi qu'à Lunéville, tous les honneurs militaires. Invité par Clarke à se rendre à Paris, le plénipotentiaire vint aux Tuileries où il fut traité avec beaucoup de distinction. Les négociateurs se rendirent à Lunéville, où les conférences commencèrent le 15 brumaire. Le comte de Cobentzel annonça qu'il ne pouvait traiter sans le concours d'un ministre anglais. Dès lors s'apercevant que l'on avait voulu se jouer de sa bonne foi, le premier consul ordonna aux chefs de ses armées de dénoncer l'armistice, tout en laissant aux plénipotentiaires de l'Autriche la liberté de s'entendre avec nous sur les conditions de la paix. Moreau profita de la trève pour venir à Paris. Arrivé le 26 vendémiaire, il se présenta aux Tuileries ; le premier consul l'accueillit avec toute l'amabilité possible, et lui fit don

d'une paire de pistolets enrichis de diamans. « Général, lui dit-il, j'ai fait une campagne de jeune homme, vous, celle d'un général consommé, qui ne veut rien laisser à la fortune. » Moreau fut froid, réservé, peu sensible à de si flatteuses paroles; était-ce zèle républicain? était-ce jalousie de gloire? Dans ce voyage Moreau épousa mademoiselle Hulot, dont la mère deviendra l'une des fatalités de ce général, en l'enlaçant dans des intrigues dont son caractère n'était pas propre à se démêler.

L'ordre de dénoncer l'armistice parvint d'abord à l'armée gallo-batave, commandée par Augereau, qui s'empara d'Aschaffenbourg, de Schweinfurth, de Wurtzbourg, battit les Autrichiens, au combat de Bourg-Eberach, s'empara de Bamberg, et vint prendre position sur la Rednitz. Moreau, de retour dans ses camps, rallia ses soldats entre Munich et les bois de Hohenlinden, destinés à lui servir, en quelque sorte, comme de rideau pour masquer les mouvemens. L'archiduc Jean, ayant quitté la position qu'il occupait à cheval sur l'Inn, se hâta de manœuvrer sur l'aile gauche de Moreau, pour l'accabler à l'improviste. Le 10 frimaire (30 novembre), Grenier fut attaqué et repoussé avec perte. Après cet échec, Moreau concentra ses troupes près du village de Hohenlinden. Persuadé que l'armée ennemie s'avancerait par la grande chaussée qui conduit de Mulhdorf à Munich, il rangea nos troupes derrière la forêt d'Ebersberg, réunit son corps d'armée au débouché d'Anzeny, laissa Grenier veiller sur la droite des Autrichiens, ordonna à Lecourbe de contenir leur gauche, et détacha Richepanse avec une forte colonne qui devait se rendre à Matenpœtt par des chemins détournés, pour prendre en flanc les colonnes autrichiennes.

L'armée ennemie ne tarda pas, comme l'avait prévu le général français, à s'engager dans les bois avec toute son artillerie. Quand elle voulut déboucher, elle se trouva

en face des troupes françaises de Grouchy et de Grandjean qui la continrent, tandis que Moreau l'assaillit à son tour avec impétuosité. La gauche des Autrichiens vint se briser contre les soldats de Ney, qui grandissait chaque jour. Pendant ces combats, Richepanse, dont la présence sur les flancs de l'ennemi devait décider la victoire, effectuait péniblement le mouvement qui lui avait été ordonné. Ayant rencontré dans sa marche un corps autrichien, il laissa une partie de ses forces pour le contenir, et avec cinq mille combattans seulement, il parvint à Matenpœtt. Là, le bruit du canon lui apprit que l'armée ennemie, qui avait déjà passé à Matenpœtt, était aux prises avec nous; d'un autre côté vers Haag, il apercevait un gros d'Autrichiens; Richepanse sans hésiter une minute s'élança dans l'intervalle des deux corps, et assaillit la queue de la colonne qui marchait au feu. Pendant qu'il se conduisait si bravement, le second corps autrichien l'attaqua par derrière. Les Hongrois qui formaient l'arrière-garde du premier corps firent à leur tour volte-face, et menacèrent d'écraser la petite troupe du général français : « Grenadiers de la 88e, s'écria Richepanse à la vue des bataillons hongrois qui accouraient au pas de charge, que pensez-vous de ces hommes-là ? — Général, ils sont morts, répondit un vieux soldat. » En effet, les républicains croisèrent la baïonnette, et marchèrent pour épargner à leurs redoutables adversaires la moitié du chemin. Les Hongrois furent culbutés, jetés dans la forêt; les bagages et l'artillerie ennemie tombèrent en notre pouvoir. Après avoir fait près d'une lieue en renversant tout devant lui, Richepanse se joignit à Moreau, dont la droite victorieuse avait déjà refoulé les têtes de colonnes ennemies; l'armée autrichienne fut battue, et laissa sur le champ de bataille cent pièces de canon. Profitant habilement d'un succès si décisif, Moreau se jeta à la poursuite de l'archiduc Jean; traversant rapidement l'Inn et la Salza, il vainquit encore

à Lauffen, à Salzbourg et Lambach. L'archiduc Charles, accouru en toute hâte, prit le commandement des débris de l'armée impériale, et demanda à Moreau un armistice. Le général français y consentit pour quarante-huit heures, et à condition de pouvoir continuer sa marche sans être attaqué. L'archiduc Charles dépêcha en toute hâte un courrier à Vienne, tandis qu'il se reployait sur Saint-Pœlten, et que Moreau, ayant franchit l'Ens, s'avançait entre Wecdofen et Yps. Enfin le comte de Grave se présenta, le 4 nivose, à Steyer, où il conclut avec Moreau un armistice, par lequel l'empereur s'engageait à traiter séparément de la paix. Moreau ne se trouvait plus qu'à vingt lieues de Vienne, où rien n'aurait pu désormais l'empêcher d'entrer en triomphateur. Cette campagne, fort belle, me rappelle cependant que Bonaparte accusait Moreau de lenteur, et disait qu'avec ce général il fallait toujours enfoncer l'aiguillon pour réveiller son ardeur, et accélérer sa marche. Cobentzel, autorisé par sa cour réduite aux abois, s'offrit à traiter séparément de l'Angleterre; de son côté Bonaparte, qui jouait en diplomatie à jeu découvert, annonça dans un message au Corps-Législatif, que nous voulions la rive gauche du Rhin, et l'indépendance des républiques italienne, helvétique et batave.

Pendant que Moreau s'était couvert de gloire, Augereau avait fait preuve de force et de constance; Macdonald, obéissant aux ordres du gouvernement, était parvenu, à travers des difficultés inouïes, à exécuter avec l'armée des Grisons un passage du Splugen, peut-être encore plus étonnant que le passage des Alpes par Bonaparte. Le 15, cette armée, qui avait pour chef d'état-major l'habile Mathieu Dumas, se trouvait avec son quartier-général à Chiavenna. En Italie, Brune à la tête d'une belle armée, lors de la dénonciation de l'armistice, marcha sur le Mincio, franchit cette rivière après une

lutte inégale et sanglante, traversa l'Adige le 11 nivose an IX (1er janvier), occupa Vérone, Vicence, et se porta au-delà de la Brenta. Les généraux autrichiens ayant demandé une trève, Brune l'accorda, mais le premier consul refusa de la ratifier, et fit annoncer à l'ambassadeur autrichien que les hostilités allaient recommencer, si les troupes autrichiennes n'évacuaient sur-le-champ Mantoue, Peschiera, Porto-Legnago, Ferrare, Ancône. Cobentzel accoutumé à ployer devant la volonté du général, consentit, le 6 pluviose, à ces impérieuses conditions.

Effrayé de l'ascendant de Bonaparte et de la marche des événemens, Pitt n'osa garder le portefeuille; mais il le livra à ses amis, chargés de soutenir son ouvrage. Le cabinet de Saint-James fut composé des lords Saint-Vincent, Hawkesbury, Hobart, Eldon, du duc de Portland et d'Addington chef de cette nouvelle administration. Malgré leurs efforts, le traité de Lunéville, basé sur celui de Campo-Formio, fut signé le 20 pluviose. Il ne restait plus à la France qu'à châtier la folle conduite de la reine de Naples, souveraine d'un fantome de roi et d'un peuple ignorant et fanatique. Les imprudences de la cour rendirent tout pardon impossible. Murat força l'armée napolitaine commandée par l'émigré Damas, qui occupait les Etats Romains, à se replier; déjà nous étions parvenus sur les frontières de Naples, lorsque le général républicain consentit, par égard pour la Russie, à signer à Foligno un armistice de trente jours. Le pape accueillit avec beaucoup de faveur les troupes républicaines, circonstance qui dut contribuer à redoubler les alarmes de Caroline. Des instructions du premier consul ordonnèrent à Murat de ne consentir à signer la paix avec Ferdinand qu'aux conditions suivantes :

Le roi devait fermer les ports du royaume de Naples et de la Sicile aux Anglais, mettre l'embargo sur les bâtimens

de cette nation, rendre le savant Dolomieu et d'autres français de l'armée d'Orient arrêtés en Sicile, restituer à la France tous les objets d'art qui lui appartenaient et que les troupes napolitaines avaient pris à Rome, remettre aux soldats de la république Tarente, Gallipoli, Otrante, Brendisi, Chieti, Aquila. Justement puni de toutes ses déloyautés, le roi de Naples signa un traité de paix sur ces bases onéreuses. Il payait cher un moment de folie et de belliqueuse exaltation; il renonça en outre à la possession de l'île d'Elbe, qui deviendra dans quelques années l'unique asile de Napoléon dépossédé de la souveraineté de l'Europe.

Pendant que tout secondait ainsi les efforts du premier consul, la Suède, le Danemarck, la Russie, la Prusse, unis ensemble déclarèrent la guerre à la Grande-Bretagne, orgueilleuse violatrice des franchises du commerce et de la liberté du pavillon. Mais les amiraux Parker et Nelson franchirent bientôt le Sund; les redoutes danoises, contre lesquels vint s'embosser le second de ces amiraux, furent en partie réduites au silence; à la suite de cet échec, une convention particulière paralysa pour quelque temps la bonne volonté du Danemarck, sans porter atteinte à la fédération des puissances du nord. Un crime trop favorable à ses intérêts pour ne pas lui être imputé, vint rompre cette ligue, et délivrer notre plus violente ennemie des alarmes qui la troublaient à si juste titre. L'empereur Paul Ier, qui resserrait chaque jour plus étroitement les nœuds de son alliance avec Bonaparte, fut assassiné. En apprenant cette fatale nouvelle, le premier consul s'écria : « Ils m'ont manqué au 3 nivose, ils ne m'ont pas manqué à Saint-Pétersbourg. » Ce fut lui qui rédigea de sa propre main, et en ces termes, la note du *Moniteur* relative au fatal événement :

« Paul Ier est mort dans la nuit du 24 au 25 mars !!!

« L'escadre anglaise a passé le Sund le 31 !!!

« L'histoire nous apprendra les rapports qui peuvent exister entre ces deux événemens!!! »

Héritier de la couronne, Alexandre souffrit à sa cour les assassins de son père, et se jeta par frayeur peut-être dans la politique anglaise. La chute de Bonaparte viendra de la nécessité d'une guerre avec la Russie que le gouvernement anglais forcera une seconde fois à rompre son alliance avec nous après les sermens les plus solennels d'une amitié durable. Bonaparte ne put pas deviner ce grand malheur encore caché dans les épaisses ténèbres de l'avenir, mais il sentit profondément que la mort de Paul portait un coup terrible à la France et à son chef.

Occupé sans cesse du soin d'assurer la paix extérieure, Bonaparte n'avait pas moins à cœur de réformer la justice, de protéger l'agriculture, de favoriser l'industrie, et de constituer l'ordre public sur des bases solides; mais pour parvenir à ce but, il ne voyait guère de moyen plus efficace que d'affermir et de concentrer le pouvoir entre ses mains. Sa politique à cet égard, en effrayant les amis de la liberté, lui suscita plus d'une fois d'énergiques résistances parmi les membres du tribunat, Daunou, Chénier, Andrieux, Benjamin Constant, se couvrirent de gloire en repoussant avec l'éloquence de la raison, la création de tribunaux criminels spéciaux, si effrayans pour la liberté. Non content de demander une pareille institution, le gouvernement voulait qu'on réduisît le nombre des juges-de-paix et qu'on leur ôtât la police judiciaire, pour donner cette attribution à des magistrats particuliers. Dès l'ouverture de la discussion sur ces projets, l'opinion du tribunat ne parut pas favorable au gouvernement, qui fut forcé de les retirer et d'en présenter d'autres avec quelques améliorations. On combattit encore énergiquement les nouvelles lois proposées, que les patriotes repoussaient comme inconstitutionnelles, obscures, capables d'anéantir l'institution du jury, de

livrer les accusés à l'arbitraire, menaçant la liberté de tous les citoyens les plus inoffensifs, et ne laissant aucun recours contre une violation de formes dans la procédure. La victoire resta enfin au gouvernement, triomphe funeste et obtenu à grande peine par des efforts qui exaspérèrent Bonaparte. Dans une audience accordée au sénat, le premier magistrat s'oublia jusqu'au point de dire : Ils sont douze ou quinze métaphysiciens bons à jeter à l'eau ; c'est une vermine que j'ai sur mes habits. Quelle grande faute dans un chef de gouvernement que de prononcer de semblables paroles, et de violer ainsi toutes les bienséances! Cette faute commise plus d'une fois a souvent coûté bien cher à Bonaparte.

Non content de toutes ces idées de réforme judiciaire, Bonaparte proposait encore de diminuer les cas de recours en cassation, de laisser une sorte de pouvoir discrétionnaire à la cour suprême ; et de décider que le verdict du jury serait rendu à la majorité des cinq sixièmes des voix. La commission du tribunat se décida contre cet étrange projet, qui fut rejeté par cent quatre-vingt-quinze voix, c'est-à-dire à une majorité de cent quinze. Justement arrêté dans ses vues d'envahissement du pouvoir judiciaire, le gouvernement consulaire ne méritait que des éloges sous le rapport des finances. Le trésor public avait en valeur réelle 300,000,000. Les contribuables en retard furent déchargés de leur arriéré, grâce à une loi rejetée d'abord, adoptée ensuite, sur la dette publique, et sur les domaines nationaux estimés à la valeur de 68,000,000. L'exercice des finances, pour l'an IX, se trouva fixé à 415,000,000, non compris une somme de 87,000,000 que le ministre de la guerre fut autorisé à ordonnancer. En comptant les frais de perception et de négociation, le budget des dépenses s'élevait au total de 545,000,000. Les recettes ne donnant que 500,000,000, on parvint à couvrir le déficit par la vente des biens nationaux et le rachat des rentes foncières.

Le gouvernement ayant proposé, pour l'an X, la prorogation des contributions de l'an IX l'obtint, ainsi qu'un crédit provisoire extraordinaire de 200,000,000. La loi du 21 ventose, qui accordait cette exception, fit règle par la suite; ainsi fut éludée la constitution qui voulait qu'une loi annuelle déterminât le montant des recettes et des dépenses. Ainsi tandis qu'il mettait l'ordre dans les finances, Bonaparte violait la loi fondamentale en établissant des précédens funestes, et capables d'amener le retour des désordres qui avaient perdu la monarchie dégagée des obstacles et des barrières capables de l'arrêter dans la voie des dilapidations, qui s'élargit chaque jour sous un gouvernement libre de disposer des finances de l'état sans contrôle périodique et sans règles invariables.

Une belle institution allait faire un heureux contraste avec ce système d'empiètement, je veux parler du Code civil. D'abord préparé par une commission des plus célèbres jurisconsultes, discuté avec une admirable liberté, avec un talent supérieur dans le conseil-d'état, ce code donna lieu au premier consul de faire éclater non seulement les lumières d'un esprit supérieur, mais encore des connaissances qu'on ne lui supposait pas. Plus d'une fois, au grand étonnement de tous, il éclaira singulièrement des questions qui semblaient enveloppées de doutes et d'obscurités, et il trancha nettement des difficultés qui embarrassaient les plus vieux jurisconsultes. Le code civil, empreint presque partout de son génie, restera comme un des plus beaux monumens de la civilisation. La vérité ne permet pas d'accorder le même éloge à son Code criminel, créé par des hommes encore remplis des souvenirs des rigueurs du système révolutionnaire, et trop occupés de la nécessité d'une grande sévérité pour la répression des délits politiques, dans un pays où les passions étaient encore si ardentes et avaient brisé tant de fois tous les liens de l'obéissance et pour respect de la loi. Un pareil code ne convient

que trop au pouvoir absolu ; aussi Bonaparte, qui s'était montré très libéral dans la discussion des lois civiles, se gardera bien de vouloir affaiblir l'arme que des imprudens voulaient remettre entre ses mains. Le Code de commerce au contraire porte le cachet de la sagesse.

Bonaparte ne pouvait dans son système de gouvernement oublier l'instruction publique ; elle avait reçu de la Convention une direction libérale et conforme aux besoins de la société. Sous le Directoire, les écoles centrales avaient rétabli l'amour de l'étude, et donné aux élèves un enseignement varié qui produisait déjà d'heureux fruits; mais entouré d'hommes que leurs opinions portaient vers les choses d'autrefois, et enclin lui-même à les rétablir sous plusieurs rapports, ne trouvant pas d'ailleurs dans les maisons d'éducation un régime assez sévère pour contenir la jeunesse, il résolut de porter la réforme dans cette partie. Pendant la discussion sur la nouvelle université qu'il voulait créer, on l'entendit, avec une certaine surprise et même avec une certaine inquiétude, faire plusieurs fois l'éloge des jésuites ; peut-être sans l'assujétissement des membres de ce corps à une puissance étrangère, les aurait-il rétablis. Le projet adopté créait vingt-trois mille écoles municipales primaires, deux cent cinquante écoles communales ou colléges avec pensionnat, et deux mille bourses gratuites ; le consul voulait, en supprimant les écoles centrales, conserver la variété de leur enseignement où les langues modernes et les sciences occupaient une grande place; mais la pente des choses et l'opposition constante, quoique déguisée, des hommes qu'il mit à la tête de son université ramenèrent presque malgré lui la mauvaise habitude de consacrer sept à huit années de la vie des élèves à l'étude de deux langues mortes. Le consul porta aussi ses attentions sur les écoles militaires, particulièrement sur l'école polytechnique qu'il trouvait trop républicaine, et dont il ne put jamais changer l'esprit d'indépendance. Il attaquait souvent

sur ce sujet l'excellent Monge, qui défendait ses chers élèves avec une chaleur toute paternelle. On n'explique pas pourquoi en voulant aussi toucher à l'Institut, Bonaparte courut le risque de déplaire à des personnes considérables et influentes, par la suppression de la classe des sciences morales et politiques. Mais, Frédéric n'aimait pas les philosophes quoiqu'il leur fît la cour; Bonaparte encore plus prévenu contre ces hommes qu'il traitait aussi de rêveurs, craignait en eux des esprits préoccupés de dangereuses utopies, et encore susceptibles de se laisser entraîner à des tentatives révolutionnaires; le fond de cette dernière pensée était vrai, mais il faut ajouter que rien n'était moins redoutable que les Garat, les Destutt de Tracy et les autres écrivains de cette catégorie. Plus sage, et sans aucun mélange de mauvaises considérations politiques, Bonaparte accordait aux beaux-arts une éclatante protection, et faisait ouvrir au public la belle galerie du Louvre, transformé en un musée enrichi par nos victoires. Il voulut alors renouveler l'un des beaux exemples du directoire en, ordonnant l'exposition des produits de l'industrie nationale, qu'il eut bientôt le plaisir de visiter lui-même avec l'illustre Fox, surpris de se trouver chez nous à une pareille fête. On le voyait encore proposer des prix considérables aux auteurs des découvertes les plus utiles aux arts industriels et au commerce, maintenir la prohibition prononcée contre les produits des fabriques anglaises, créer le canal de Saint-Quentin, jeter une voie romaine sur le Simplon, et encourager la propagation de la vaccine, admirable présent que l'anglais Jenner a fait à l'humanité; tous ces travaux marchaient ensembles avec les soins de l'administration et les hautes pensées du gouvernement. Dès l'Italie, et sous les yeux du Directoire, Bonaparte avait laissé entrevoir son intention de rétablir le clergé; on se rappelle qu'après la bataille de Marengo, il était allé, dans la cathédrale de Milan,

faire consacrer sa victoire par des chants religieux, et assurer le pape du respect de la république pour le Saint-Siége ; il avait encore témoigné le désir de voir refleurir la religion en France, et engagé le pape à envoyer des négociateurs à Paris, pour qu'on s'entendît sur ce grand objet. Il est constant que Bonaparte croyait à l'utilité de la religion pour le peuple et surtout pour le pouvoir ; voilà les deux idées qui le poussèrent à la relever de sa ruine, et à oser ce que personne n'aurait osé avant lui, sans courir le risque d'être précipité dans l'abîme. Le 18 thermidor, Portalis présenta au conseil-d'état la situation de la France sous le rapport religieux ; le projet de décret, qui suivait l'exposé, créait cinquante évêques recevant un traitement de 5 à 6000 francs, et six mille curés, un par canton. La communication du premier consul fut accueillie très froidement, les esprits n'étaient nullement disposés à la résurrection du culte qu'ils regardaient comme un retour vers l'ancien régime, et un danger pour l'état comme pour Bonaparte. Mais il était le maître, sa volonté faisait loi, il fallut céder. Bientôt une bulle du pape datée du 15 août ratifia le nouveau concordat de la France avec le Saint-Siége, les églises se r'ouvrirent de toutes parts, et les prêtres reconnaissans célèbrèrent dans le restaurateur du culte un autre Machabée, un second David, un nouveau Salomon, un élu du Dieu d'Israël. Les amis de la révolution, les philosophes de l'école voltairienne désapprouvèrent beaucoup la politique de Bonaparte; mais en le blâmant d'avoir rendu une dangereuse influence aux ministres de la religion, ils ne purent s'empêcher d'applaudir à la fermeté avec laquelle il sut maintenir le clergé dans de justes bornes, par une extrême attention à réprimer les entreprises de l'ambition sacerdotale. Les gens sages louaient aussi Bonaparte de la sévérité qu'il déployait contre les hommes indignes du nom français qui, après avoir combattu dans les guerres

civiles, avaient conservé leurs armes pour dévaliser les diligences, voler et assassiner les particuliers; tout le monde regarda comme autant d'actes de justice et de garanties pour la société, les arrêts de morts prononcés par des commissions militaires, contre le marquis de Loys, Bernaud, Goyon, Matignon, Loyauté, et beaucoup d'anciens nobles, punis comme assassins ou comme voleurs. Au milieu de tant de travaux, de tant de luttes, Bonaparte épuisé de fatigues, tourmenté en outre par la gale rentrée dont il avait pris le germe à Toulon, semblait tomber dans le marasme; une toux obstinée ne lui laissait point de repos; le célèbre Corvisart parvint à le guérir par de sages prescriptions; la nouvelle situation des affaires de France et la haute fortune du malade contribuèrent beaucoup au succès du médecin.

Tranquille et prospère au-dedans, la France avait un grave sujet d'inquiétude, et cette inquiétude regardait notre colonie d'Egypte. Après la mort du vainqueur d'Héliopolis, Menou était devenu général en chef des troupes françaises. Il n'avait malheureusement ni les talens, ni la force, ni l'adresse nécessaires pour imposer la loi à des hommes plus habiles que lui, et ménager des esprits que Bonaparte lui-même avait eu peine à se concilier. D'un autre côté, quoique fidèle aux principes de la probité, Menou ne sut pas empêcher le gaspillage et les déprédations, cette grande plaie de l'administration militaire dans notre pays. Les Anglais surent bientôt que la discorde s'était glissée parmi les Français, et que le nouveau général en chef était incapable de gouverner sa position. En conséquence, excités par l'espoir de le trouver accessible, ils se hâtèrent de lui proposer, d'accord avec les Turcs, l'évacuation de l'Egyte suivant les bases stipulées par la capitulation d'El-Arich. Menou répondit que c'était à Paris que les négociateurs des deux puissances devaient s'adresser. Ce fut bientôt après cette réponse qu'il reçut l'ar-

rêté des consuls qui le confirmait dans le commandement de l'armée. Le choix était d'autant plus fâcheux, que nous allions avoir à combattre, dans lord Abercrombie, envoyé contre nous avec des troupes anglaises qui étaient à Mahon, un général audacieux et expérimenté. Menou apprit bientôt l'apparition de la flotte ennemie devant la rade d'Aboukir. Le général français, concentrant son armée, aurait dû faire ce qu'avait heureusement exécuté Bonaparte, lorsqu'il s'était si promptement débarrassé d'une armée turque. Morand, Regnier, tous les généraux avertirent Menou du danger qu'il courait en éparpillant ses troupes, il fut sourd à toutes les remontrances. Le 17 ventose, l'armée anglaise exécuta son débarquement. Menou, après avoir perdu beaucoup de temps, et donné aux troupes britanniques le temps de prendre le fort d'Aboukir qui ne capitula que le 28, réunit enfin dix mille soldats. Les Anglais ne comptaient que treize mille baïonnettes. Un instant la victoire sembla nous couronner à Nicopolis; mais Lanusse et Baudot tombèrent mortellement frappés, Destaing fut blessé. Rojze et Boussard, héroïques cavaliers qui pénétrèrent avec un escadron jusque dans le camp anglais, y laissèrent la vie. Dès lors, la bataille fut perdue; l'armée anglaise avait essuyé des pertes considérables. Abercrombie périt dans l'action. Le véritable malheur de cette fatale journée, dans laquelle Menou aurait dû triompher s'il eût réuni toutes ses forces, fut surtout dans l'influence morale qu'elle exerça sur l'esprit du soldat français. L'armée anglaise, ayant bientôt reçu un renfort de six mille Albanais, resserra Menou sous Alexandrie; ce fut alors qu'aigri par l'adversité, le général français fit arrêter et partir pour la France Regnier, l'adjudant Boyer, Dumas, l'inspecteur Daure. Les Anglais saisirent le vaisseau que montaient ces deux derniers citoyens, et s'emparèrent de la succession de Kléber; elle montait à 72,000 francs!

Menou, qui n'avait pas su conserver l'Egypte, défendit

avec constance Alexandrie contre les Anglais et contre la famine; vaincu surtout par le fléau, et cédant enfin à de sages conseils, il capitula le 10 fructidor, à condition que l'armée française serait transportée en France avec armes et bagages, ainsi qu'avec dix pièces d'artillerie. Elle devait s'embarquer dans dix jours. Par une indifférence coupable, le général avait admis une clause qui imposait l'obligation de remettre aux Anglais les cartes, dessins, mémoires et collections de la commission des sciences et des arts. La courageuse menace faite par les possesseurs d'anéantir à l'instant toutes ces richesses intellectuelles désarma seule l'exigence du général Hutchinson, qui craignit d'acquérir une triste célébrité, en réduisant les savans français à un pareil sacrifice. Nos soldats emportèrent aussi, avec eux, les cendres de Kléber saluées, à leur départ d'Egypte, par l'artillerie des Anglais et des Turcs. Ainsi se termina une expédition qui aurait pu changer la face du monde, mais à laquelle la défaite de notre armée navale d'Aboukir avait porté le coup mortel. Après ce désastre, le génie de Bonaparte lui-même ne pouvait que reculer la nécessité de la capitulation, et suivant toute apparence c'était sa conviction personnelle et profonde, lorsqu'il sortit d'Egypte pour venir conquérir la France. La victoire d'Héliopolis ne fit qu'éloigner la catastrophe, la mort de Kléber la rendit plus prochaine, l'incapacité de Menou la précipita. Sans lui, et surtout sans les inconcevables fautes de l'amiral Gantheaume qui, trois fois parvenu dans les parages d'Egypte, manqua trois fois, par un excès de prudence, l'occasion de débarquer dans le port d'Alexandrie les renforts envoyés par Bonaparte, nous serions peut-être encore en possession de la plus importante des colonies.

CHAPITRE LXXVI.

Conduite du nouveau cabinet anglais. — Portugal. — Guerre maritime. — Portugal. — Traité de Londres. — Les Anglais. — Suisse. — Paix d'Amiens. — Le tribunat devient bonapartiste. — Légion-d'Honneur. — Finances. — Bonaparte nommé consul pour dix ans. — Ouest. — Voyage de Fox à Paris. — Mauvaise foi de l'Angleterre. — Ile Saint-Domingue. — Expédition. — Rupture de la paix. — Dévouement de la France. — Colonies. — Madame de Staël. — Angleterre. — Projets contre le consul. — Conspiration de Georges. — Duc d'Enghein. — Moreau.

Le nouveau ministère anglais, avant de connaître l'évacuation de l'Égypte par l'armée républicaine, avait annoncé qu'il était prêt à traiter de la paix. Cependant la guerre durait toujours; mais, sans rendre les négociations plus faciles avec cette puissance; alors Bonaparte résolut de faire tout ce qui dépendrait de lui pour exciter la cour de Madrid à agir contre le Portugal, ou à souffrir le passage des troupes françaises se dirigeant sur Lisbonne à travers les provinces espagnoles. Berthier n'avait pas complètement réussi dans sa mission auprès de la cour de l'Escurial. Lucien qui, en sortant du ministère, remplaça le futur vice-connétable, parvint à renverser, à Madrid, Urquijo, qui s'opposait à nos vues, et fit placer à la tête des affaires le prince de la Paix. Le premier consul ordonna, le 26 nivose, la réunion d'un corps d'armée à Bordeaux, et somma de nouveau le Portugal de fermer ses ports aux flottes de la Grande-Bretagne. L'Espagne se décida péniblement à se soumettre aux volontés du premier consul. Enfin, elle nous céda le duché de Parme ainsi que la Louisiane, et

permit le passage des troupes destinées à agir contre le Portugal, qui devait, vaincu et soumis, laisser occuper le quart de ses ports par les soldats réunis de France et d'Espagne. Le Portugal, après quelques ridicules démonstrations hostiles du prince de la Paix, qui s'était flatté de conquérir une grande gloire, signa, le 6 juin, la paix à Badajoz. Mais le premier consul refusa de ratifier les conventions, en annonçant d'ailleurs au ministère anglais que le sort de Lisbonne était entre les mains du cabinet de Saint-James.

Lord Hawkesbury avait d'abord parlé de la restitution de la Belgique; mais bientôt il s'était montré disposé à admettre d'autres bases de négociation. Alexandre, qui venait de signer un traité avec l'Angleterre, chargea le comte de Markolf et le prince Dalgorowki de venir s'entendre avec le premier consul sur les moyens de conclure la paix. Les plénipotentiaires russes obéissaient à l'influence des envoyés de la Grande-Bretagne, circonstance qui rendait ces derniers encore plus difficiles sur des prétentions qu'exagérait le sentiment de supériorité incontestable de la marine de leur pays. Cependant, la flotte française venait de soutenir un admirable combat. Voici les détails de cette affaire. L'escadre de Saumarez, forte de six vaisseaux de ligne, d'une frégate et d'un lougre, attaqua le contre-amiral Linois, qui, avec une division française, se trouvait dans la baie d'Algésiras. Saumarez, croyant pouvoir imiter la manœuvre de Nelson à Aboukir, voulut mettre les vaisseaux français entre deux feux. Mais Linois fit couper les cables, et ordonna d'échouer. Dans cette position, et malgré sa supériorité, la flotte anglaise fut cruellement maltraitée par le feu des batteries de terre et par celui de nos bâtimens. *Le Pompée* fut désemparé, *l'Annibal* amena pavillon; trois autres vaisseaux anglais se virent démâtés; et, enfin, avec sa flotte abîmée, Saumarez se retira sous Gibraltar. Cette affaire, dans laquelle périrent les braves

capitaines Lalonde et Moncoum, fit le plus grand honneur à notre marine. Bientôt l'amiral espagnol Moreno arriva, le 20, au mouillage d'Algésiras, avec six vaisseaux, dont trois à trois ponts. L'escadre gallo-espagnole appareilla le 23 messidor; Saumarez, ayant réparé son escadre, suivit le mouvement des flottes combinées, et ordonna, sur la fin du jour, une charge générale. Au milieu de la confusion d'une lutte de nuit, *le Réal-Carlos* et *l'Herménégilde* combattirent comme deux ennemis, s'abordèrent, et après une lutte affreuse, sautèrent tous deux. Les Anglais prirent *le Saint-Antoine*. Au jour, Moreno rallia sa flotte. *Le Formidable*, capitaine Troude, traversa la ligne ennemie en vomissant autour de lui le fer et le feu, démâta *le Vénérable*, et rentra dans le port de Cadix, où le reste de la flotte combinée vint mouiller le même jour, le 24 messidor an IX (12 juillet).

Les négociations, comme on le voit, n'empêchaient pas l'Angleterre de continuer les hostilités. De son côté, le premier consul se préparait à la guerre pour obtenir la paix. Tous les chantiers en activité, l'équipement de tous nos vaisseaux, l'armement de toutes nos côtes, annonçaient le projet d'une descente en Angleterre, que d'ailleurs il proclamait lui-même comme une résolution sérieusement arrêtée. C'est une suite de prodiges que l'ensemble des préparatifs de Bonaparte à cette époque. En effet, on vit, comme par enchantement, outre toutes les escadres armées en si peu de temps, apparaître devant Boulogne, une flottille considérable de bâtimens de transports, qui étonna l'Angleterre, au point qu'elle envoya Nelson lui-même pour combattre cet armement, dont elle s'était d'abord moquée. Par deux fois, le plus célèbre des amiraux anglais tenta vainement de détruire notre flottille, mais bien loin de lui causer de graves dommages, lui-même, dans la dernière attaque, perdit huit bâtimens coulés bas; quatre autres tombèrent entre nos mains. Le contre-

amiral Latouche n'évalua notre perte qu'à dix hommes tués et trente blessés.

Cette lutte de l'Angleterre seule contre la République, ne pouvait durer; d'ailleurs, l'évacuation de l'Égypte, la prise de Malte, qui avait capitulé après une défense héroïque, n'étaient pas capables de compenser les pertes que causait l'état de guerre à la Grande-Bretagne; il fallait bien que cette superbe puissance finît par céder à l'ascendant de la fortune qui nous favorisait, comme l'atteste encore la paix avec le Portugal, signée à Madrid le 7 vendémiaire an X. Cette puissance, soumise à la volonté de son redoutable ennemi, nous céda la Guyane portugaise, et consentit à fermer tous ses ports aux vaisseaux anglais, en accordant au commerce français tous les avantages dont la France jouissait autrefois. La cour de Lisbonne s'engagea de plus à nous payer la somme de 25 millions. Tels sont les événemens qui amenèrent la conclusion de la paix entre la République et le cabinet de Saint-James, conclu à Londres le 9 vendémiaire (1er octobre 1801). Voici quelles étaient les conditions admises par les négociateurs des deux puissances.

Sa majesté britannique restituait à la France et à ses alliés toutes les possessions et colonies conquises par les flottes anglaises, à l'exception de la Trinité et des possessions hollandaises de l'île de Ceylan. Le cap de Bonne-Espérance devenait port libre; l'île de Malte devait être rendue aux chevaliers de Saint-Jean; l'Égypte restituée à la Turquie. Le gouvernement français s'engageait, de son côté, à reconnaître la république des Sept-Iles, à évacuer Rome et les états napolitains, tandis que les Anglais quitteraient Porto-Ferrajo et tous les ports qu'ils pouvaient tenir dans la Méditerranée et l'Adriatique.

Toutes ces évacuations, cessions, restitutions devaient être exécutées en Europe dans un mois, et dans deux pour les mers de l'Asie. A l'égard des pêcheries de Terre-

Neuve, tout était remis dans le *status ante bellum*. En Angleterre, le peuple, fatigué d'une lutte si longue, salua par des acclamations de joie la nouvelle de la pacification. La famille royale, revenant de Weymouth à Windsor, fut fêtée avec transport. Une illumination générale eut lieu. Le lord Camelsfort, ayant refusé d'imiter cet exemple donné par toute une ville, eut sa maison démolie. Lauriston, aide-de-camp du premier consul, envoyé à Londres pour échanger les ratifications, vit le peuple dételer ses chevaux et sa voiture traînée par la foule. Le soir, la ville illuminée retentit du bruit du canon qui annonçait la grande nouvelle. « Ceci n'est pas une paix ordinaire, dit le ministre Addington; c'est une réconciliation entre les deux premières nations du monde. »

Mais à la chambre des communes, Windham déplora la triste nécessité à laquelle on avait été réduit; Shéridan considéra la paix comme déshonorante pour la Grande-Bretagne. Wighs et torys se trouvaient malheureusement d'accord sur ce point. Lord Grenville disait : « L'Angleterre rend toutes ses conquêtes; la France garde toutes les siennes. Nous lui avons confirmé la *possession de l'Italie*, la domination du continent. Nous rendons le Cap à la Hollande, c'est-à-dire à la France. Nous nous dessaisissons en sa faveur de Minorque, de Malte, de l'île d'Elbe comme pour nous faire exclure de Livourne. Nous sommes chassés de tous les ports de l'Italie, voilà le traité d'Amiens! »

Dans les premiers momens de repos que lui donna la paix, le consul s'occupa de la constitution définitive des républiques batave et génoise. Ces deux changemens, faits sans la participation et presque à l'insu des peuples qu'ils concernaient, s'opérèrent sans aucune opposition. Bonaparte résolut de modifier les lois qui régissaient l'Italie. Tel fut l'objet de la *consulte* de Lyon; à son arrivée dans la seconde ville de France, le 18 nivose, il trouva les représentans de la république ci-

salpine qu'il avait convoqués, et qui, d'accord avec les habitans, l'accueillirent avec transport. La *consulte* extraordinaire, après avoir nommé Bonaparte président de la république italienne et Melzi vice-président, fit promulguer la nouvelle constitution dictée par la volonté du maître, vainement cachée sous les formes d'une délibération libre en apparence, et qui aboutit à prier le grand homme d'honorer la république en continuant de la gouverner. Bonaparte accepta parce qu'il n'avait, disait-il, trouvé personne parmi les Italiens qui eût encore assez de droit sur l'opinion, et rendu encore d'assez importans services à son pays pour obtenir la présidence; il promit de *conserver la grande pensée des affaires de la république.* Au milieu de ses soins de législation, il éprouva un vif plaisir des témoignages de l'affection de quelques uns de ses vieux soldats d'Égypte revenus dans leur patrie; en général, c'est avec ses compagnons d'armes que Bonaparte a éprouvé surtout les plaisirs du cœur; il les aimait comme des fils qui étaient la source de la gloire de leur père.

Les choses ne pouvaient s'arranger aussi facilement en Suisse qu'à Gênes, en Hollande et dans la Lombardie. La querelle des unitaires et des fédéralistes avait déchiré la patrie de Guillaume Tell; le sang des Suisses avait coulé par la main des Suisses; de grands malheurs pouvaient survenir encore dans ce pays qui avait déjà tant souffert par notre invasion. Bonaparte résolut de les prévenir en proposant sa médiation. Cette offre, qui cachait une décision souveraine, excita une lutte dans laquelle Aloys Reding, chef de l'opposition fédérale, déploya un très beau caractère. Enfin, la Suisse envahie et bloquée dut accepter une constitution dictée par le premier consul, la diète helvétique et l'Europe crièrent à la violation du traité de Lunéville qui consacrait l'indépendance de la Suisse, mais Bonaparte n'en avait pas moins agi avec un désintéresse-

ment absolu. La création de la république du Valais se rapporte à cette époque. Dans l'intérêt de nos anciens alliés, et par suite de notre médiation, le parti aristocratique, qui voulait opprimer les petits cantons, sera contenu pendant treize ans, et ne relevera la tête, au moment de nos revers, que pour se venger, en ouvrant les portes de la France à l'invasion étrangère.

Constant à poursuivre ses projets de fusion, c'est-à-dire, au fond, à se raccommoder avec les princes et les nobles sur lesquels il croyait pouvoir plus compter que sur les hommes de la révolution, Bonaparte accorda aux émigrés une amnistie générale qui correspondait exactement avec l'établissement du concordat. Pour que ces mesures fussent réellement des actes d'une sage politique, il aurait fallu que leur auteur pût être certain de la conservation de la paix qui allait être conclue définitivement. En regardant de près l'état des choses, et ce qui se passait autour de lui, il aurait dû juger que cette paix ne serait qu'une trêve. A chaque instant, la police de Fouché découvrait de nouveaux complots dont la pensée venait de Londres. Les journaux de cette grande ville repoussaient la paix comme une honte et un malheur, les journaux même ministériels publiaient contre le premier consul les articles les plus virulens. Ces mauvaises dispositions n'empêchèrent cependant pas le cabinet de Saint-James de signer, à Amiens, le 4 germinal, un traité avec la France; traité qui reposait sur les bases des préliminaires. La paix avec la Russie, proclamée aux flambeaux dans la capitale, la signature des préliminaires avec la Porte ottomane avaient sans doute causé beaucoup de joie, mais rien ne saurait exprimer l'enthousiasme des Français à la paix d'Amiens. Tout Paris s'élança aux Tuileries pour jouir de la présence du premier consul, et, pendant toute la soirée, des cris de : Vive la République ! ne cessèrent pas de retentir dans le jardin, comme dans tous les lieux publics. Le consul devint

l'objet d'une ivresse générale. Applaudi par le peuple, loué, félicité par les différens corps constitués, surtout par le sénat, comme un empereur romain, il reçut une espèce d'apothéose. Je le vois encore tel qu'il nous apparut à l'une des fenêtres du pavillon de Flore. Les vives couleurs du soleil éclairaient son front serein; ses yeux rayonnaient de lumière et de joie; il recevait avec bonheur les expressions de la reconnaissance populaire. Raphaël et Michel-Ange eussent été impuissans à représenter cette tête radieuse et environnée d'une auréole de gloire qui frappait tous les regards.

Le peuple de Londres, sans avoir égard aux discours des orateurs et aux déclamations des journaux, accueillit la paix par de nouveaux transports; malgré ces démonstrations, le traité présenté au parlement fut l'objet des plus violentes critiques. Lord Grenville et lord Windham attaquèrent sans aucun ménagement la politique du cabinet anglais; le dernier de ces orateurs parla même de *la mort de Bonaparte* comme du seul événement qui pût changer la situation de l'Europe. Pitt défendit le ministère, et n'eut pas de peine à faire triompher la cause de ses amis politiques. La nécessité, cette inflexible souveraine des choses humaines, imposait silence à l'inimitié du fils de lord Chatam.

Tout en prévoyant l'orage dans un avenir peu éloigné peut-être, le premier consul voulut célébrer à la fois dans une cérémonie imposante et religieuse, le retour de la paix et le rétablissement du culte catholique, l'opinion fut de glace pour le concordat; les militaires, les magistrats, les grands corps constitués, le peuple enfin, manifestèrent par de nouveaux transports leur joie de la réconciliation avec l'Angleterre. Satisfait, mais incapable d'oublier au sein de la prospérité les travaux du gouvernement, Bonaparte continuait à s'occuper de l'intérieur de la France, et surtout à consolider son pouvoir. Ainsi,

en même temps qu'il plaçait à la tête de la cour de cassation, Muraire, homme de mérite et considéré alors, mais d'un caractère enclin à l'obéissance, il ne craignait plus de traiter *le tribunat d'institution désorganisatrice*, et de dire *que la discussion des lois devait être secrète, et qu'il ne fallait pas d'opposition*. La transition était hardie, la proposition devait offenser l'opinion de beaucoup d'hommes éclairés, mais il avait résolu de passer outre. Enfin on en vint à discuter dans le sénat le mode de renouvellement du tribunat et du corps-législatif. Les conseillers d'état favorables à la liberté proposaient la voie du sort qui du moins n'écarterait pas par complaisance ou par système les membres de l'opposition; cet avis sage et bien motivé ne prévalut pas. Le sénat adopta le mode d'un scrutin électif. Par ce moyen conforme aux volontés de Bonaparte, on élimina du tribunat, Chénier, Daunou, B. Constant, Ganilh, Thiessé, Chazal, Thibaut, Garat-Mailla, Bailleul, Isnard. Parmi les membres de ce tribunat qui avait tant alarmé le pouvoir, on ne comptait plus que deux opposans célèbres, Lucien Bonaparte et Carnot. Seuls ils combattirent une résolution qui ne ressemblait que trop aux coups d'état que le premier consul avait tant reprochés au Directoire et aux deux conseils. Toute résistance périt alors dans le tribunat, et avec elle s'évanouit l'ombre même du gouvernement représentatif. Une libre discussion ne fut plus permise que dans le sein du conseil-d'état où Bonaparte la souffrait sans peine, et même avec une certaine complaisance, parce qu'il voulait être éclairé par une discussion dans laquelles on pouvoir n'était pas mis en jeu. C'est à cette époque que fut rendue la fameuse loi sur la conscription. Elle apportait de grandes améliorations à la législation qui avait reglé jusque-là cette partie du service publique; elle faisait intervenir les conseils de départemens, d'arrondissemens et de communes, dans les opérations de la

levée. Elle ordonnait l'établissement des capitaines de recrutement, la réunion des conscrits du même département dans le même corps. Pendant cette session, celle de l'an X, le gouvernement proposa d'autres lois importantes relatives au régime des colonies, au concordat, et à l'établissement de la Légion-d'Honneur, qui, comme on va le voir, alarma beaucoup les amis de la liberté.

A la séance du 14 floréal an X, Rœderer fit son rapport au conseil d'état; Berlier s'en montra l'énergique adversaire. L'ordre proposé, dit-il, conduit à l'aristocratie, les croix et les rubans sont les hochets de la monarchie. Bonaparte répondit à Berlier avec beaucoup d'humeur; le docile Portalis appuya l'opinion du premier consul, que combattit à son tour Thibaudeau avec une franchise digne d'éloge. La proposition passa au conseil à la majorité de quatorze voix contre dix. Parmi les opposans il faut placer Bérenger, Lacuée, Defermont. Au Tribunat, Lucien proposa l'adoption du projet présenté par le conseil-d'état, Savoye-Rollin et Chauvelin repoussèrent vigoureusement l'avis du rapporteur. Les tribuns l'adoptèrent à la majorité de cinquante-six voix contre trente-huit. Le corps-législatif vota de la même manière, mais Bonaparte vit avec mécontentement, une minorité de cent-dix voix rejeter la nouvelle création, comme contraire au dogme de l'égalité et aux principes de la révolution. Ce fut peut-être la dernière opposition un peu vive que rencontra Bonaparte pendant le cours de ses prospérités. Dans l'origine son concordat avait aussi rencontré sinon des obstacles, au moins de graves censures. Le peuple avait paru mécontent, l'armée avait murmuré, et le général Delmas n'avait pas craint de dire au premier consul : « C'est une belle capucinade ; il n'y manque qu'un million d'hommes tués pour défendre ce que vous rétablissez. » Bonaparte croyait gouverner facilement le corps du clergé; mais bientôt ceux qui s'appelaient eux-mêmes les fidèles,

parce qu'ils avaient refusé le serment, se montrèrent intolérans envers les prêtres constitutionnels; il ne tarda point à être obligé de sévir contre une partie de sa nouvelle église, et d'enjoindre au légat de contenir ou de réprimer les ecclésiastiques assez imprudens pour oublier le bienfait du rétablissement de la religion, et l'obligation d'être des ministres de paix, au lieu de se montrer comme des instrumens de colère et de vengeance.

Si le premier consul obéissait aux mouvemens d'une ambition toujours croissante, il avait du moins la plus haute idée des devoirs d'un prince, et comme Frédéric II, il les remplissait avec une religieuse exactitude, avec une constance qui ne se démentit jamais; comme Frédéric II, il veillait aussi avec la plus jalouse attention sur le pouvoir militaire, si enclin à briser toutes les barrières qu'on lui oppose; comme Frédéric encore, il voyait dans la probité de l'administration, et dans l'ordre des finances des conditions d'existence pour les gouvernemens, et un moyen de prévenir ces murmures publics qui finissent par amener des tempêtes et des bouleversemens. Gardien du trésor public, il le défendait sans cesse; il se faisait rendre des comptes qu'il vérifiait lui-même avec l'attention la plus redoutable pour tous les chefs de services; sans cesse il s'appliquait à maintenir l'équilibre entre les recettes et les dépenses, et à se ménager des ressources pour pouvoir suffire à ses vastes entreprises et à tous les besoins de l'état. Il s'obstinait alors, et s'obstina toute sa vie, à ne point invoquer les secours et l'entremise des banquiers, il craignait de se voir imposer la loi par les hommes de finances.

C'était par tous ces moyens de capter l'opinion publique, et par une suite de combinaisons tantôt secrètes, comme des intentions enfermées dans le cœur, tantôt manifestées par des actes, que Bonaparte marchait à l'autorité absolue, sans laquelle il ne croyait pouvoir régner

en paix, ni accomplir toutes les idées qu'il concevait pour la grandeur et la prospérité de la France. Voilà comment vint à éclore dans le sénat conservateur la pensée de proroger le consulat pour dix ans. Le premier consul accepta ce qu'il avait inspiré lui-même, et répondit aux complaisans interprètes de ses vœux : « L'intérêt de ma gloire et celui de mon bonheur semblerait avoir marqué le terme de ma vie politique au moment où la paix du monde est proclamée. Mais vous jugez que je dois au peuple un nouveau sacrifice ; je le ferai si le bien du peuple me commande ce que votre suffrage autorise. » Tout à coup le conseil-d'état est convoqué pour une séance extraordinaire ; Rœderer y demande que l'on soumette au peuple la question de savoir si le premier consul sera nommé à vie, et aura le droit de désigner son successeur. Bonaparte eut la pudeur de repousser cette dernière prérogative. Le tribunat, le corps législatif et le sénat, approuvèrent la résolution du conseil-d'état favorable à la demande de Rœderer, et se rendirent chez le premier consul, pour le remercier d'avoir bien voulu se sacrifier au vœu et aux besoins de la France. Cependant au milieu de toutes ces adulations, Chabot de l'Allier fit entendre au futur empereur des paroles plus sages et plus sévères ; mais la nation ne les écoutait pas. Dans tous les départemens de la France, des registres furent ouverts pour recevoir des votes sur cette question : « Napoléon Bonaparte sera-t-il nommé premier consul à vie ? » Lafayette qui devait sa liberté au vainqueur de l'Italie, donna son vote en ces termes : « Je ne puis voter une telle magistrature jusqu'à ce que la liberté politique soit suffisamment garantie ; alors je donne ma voix à Napoléon Bonaparte. » Dans le tribunat, Carnot, dans l'armée, Drouot, et plusieurs autres, imitèrent ce noble exemple. Mais la France fut favorable à l'homme dont elle avait besoin. Sur 3,557,885 citoyens, qui avait voté librement,

3,368,259 s'étaient prononcés pour l'affirmative. La réponse de Bonaparte à Barthelemy président du sénat qui apporta aux Tuileries le résultat du scrutin national, ne saurait être passée sous silence ; la voici : « La vie d'un citoyen est à la patrie ; le peuple français veut que la mienne lui soit consacrée tout entière, j'obéis à sa volonté ; la liberté, l'égalité, la prospérité de la France seront assurées. Le meilleur des peuples sera le plus heureux... Content alors d'avoir été appelé par l'ordre de celui de qui tout émane, j'entendrai sonner la dernière heure sans regret. »

Dès cet instant, monarque de fait, et soutenu par l'immense popularité qu'attestait son élection, Bonaparte fit paraître la Constitution telle qu'il la voulait modifiée suivant les calculs de son ambition. Trois consuls à vie ; l'élection annuelle détruite par la division du corps-législatif en cinq séries renouvelées successivement ; des électeurs avec des fonctions à vie, des sénatus-consultes qui donnaient l'omnipotence législative au sénat, c'est-à-dire à Bonaparte, la réduction du corps-législatif à deux cents membres, et celle du tribunat au petit nombre de cent personnes. Voilà le pacte social par lequel Bonaparte préludait à la monarchie de Louis XIV, rétablie sur les ruines du trône de sa race. En ce moment, soit qu'il voulût donner une preuve de sa confiance dans la stabilité de son pouvoir, soit qu'il eût gardé de grandes préventions contre Fouché, soit enfin qu'il crût que la police avec son origine révolutionnaire n'entrait pas comme un élément naturel dans un gouvernement qui retournait vers la monarchie, il réunit cette même police au ministère de la justice, dont le portefeuille fut remis à Régnier, qui remplaçait Abrial sous le titre de grand-juge. Cette conduite était celle d'un homme qui ne connaissait pas assez bien l'exaspération des esprits, et la nécessité de pouvoir couper à tout moment les nouvelles trames qui s'ourdissaient

chaque jour, surtout dans le parti royaliste. Régnier était d'ailleurs l'homme le moins capable d'explorer la France et l'étranger. Fouché reconnut sans peine l'erreur commise, et en venant s'asseoir parmi les sénateurs, il pressentit son prochain rappel. Du reste, pour consoler le vieux révolutionnaire disgracié, Bonaparte lui fit don de 1,200,000 francs. Rœderer, qui avait servi avec tant de zèle la cause du pouvoir, quitta le conseil-d'état pour le sénat. Regnault fut nommé président de la section de l'intérieur au conseil-d'état. Fourcroy eut la direction de l'instruction publique.

L'attitude impérieuse, les actes, les usurpations successives de Bonaparte, créaient des ennemis au gouvernement; ils se ralliaient tous autour de l'illustre Moreau, qui malheureusement guidé par une famille imprudente se tenait dédaigneusement à l'écart, et frondait en secret l'autorité consulaire. Sans éclater toutefois, Bernadotte, général en chef de l'armée de l'Ouest, faisait des menées à Rennes où se trouvait son quartier-général. Bonaparte averti promptement fit arrêter Simon, le chef d'état-major, et Marbot, l'aide-de-camp de Bernadotte, qui lui-même perdit le commandement qu'on lui avait accordé par un excès d'indulgence après la mauvaise volonté qu'il avait montrée au 18 brumaire. Le général révoqué vint se consoler à Paris de sa disgrâce dans les salons de madame de Staël, dont l'admiration pour Bonaparte s'était convertie en une véritable haine. Là se formèrent les premiers nœuds de la funeste amitié qui entraînera un jour Bernadotte à aider de ses conseils les plus redoutables ennemis de la France, et à porter les armes contre sa patrie. Au reste, Bernadotte se serait bien trompé s'il eût cru pouvoir séduire alors nos braves soldats, et les séparer du consul. Ils lui appartenaient par les liens du cœur et par la communauté de la gloire. D'ailleurs le grand général s'occupait à se les attacher chaque jour davantage, parce qu'il prévoyait

le besoin qu'il aurait de leur courage pour combattre les nouveaux ennemis que nous susciterait bientôt le cabinet de Saint-James. En effet, ce cabinet devenait de jour en jour plus hostile. Les membres de l'ancien ministère, à l'exception de Pitt, les wighs les plus prononcés, déclaraient également que les Anglais avaient été trompés, et que la paix ne pouvait être de longue durée. Les journaux ministériels français répondirent aux calomnies officielles des feuilles anglaises qui ne gardaient plus aucune mesure, sans que leur gouvernement nous donnât la moindre satisfaction. L'ambassadeur français Otto se plaignit à l'autorité anglaise, sa note resta sans résultat; seulement il lui fut répondu que le ministère britannique donnerait à Paris toutes les explications que l'on voudrait demander. Parmi les faits importans de l'époque, on ne doit point omettre le voyage de Fox à Paris, où il fut accueilli par Bonaparte avec les témoignages de la plus haute estime. A Saint-Cloud, le premier consul lui-même introduisit le puissant orateur dans une galerie où il trouva son buste à côté de ceux des Sidney, des Hampden, des Washington. Cette noble flatterie d'un grand homme, charma l'illustre voyageur qui, après plusieurs entretiens où ils parlèrent tous deux la langue commune à de pareilles intelligences, quitta la France pénétré d'admiration pour le génie du premier consul et de crainte pour l'Angleterre. Nous nous entendions mieux avec les puissances allemandes qu'avec le roi Georges et son ministère. La question des indemnités stipulées dans le traité d'Amiens en faveur des princes dépossédés, et en faveur de la Prusse, de la Bavière, de la maison de Nassau-Orange, du Wurtemberg, se trouvèrent bientôt décidées. Toutefois, l'empereur de Russie ne ratifia que sous la réserve d'un dédommagement au roi de Sardaigne et au duc d'Oldenbourg. Le plan général de cette opération fut arrêté, et signé par Talleyrand et le prince Kourakin. Le gou-

vernement eut soin de communiquer au sénat cette pièce importante. Pendant que Bonaparte et la France exécutaient toutes les conditions du traité, l'Angleterre immobile occupait toujours les places qu'elle aurait dû rendre. Elle persistait, malgré nos réclamations, à garder Malte, le cap de Bonne-Espérance, et l'île de Gorée sur la côte du Sénégal. Le commandant britannique répondait au colonel Sébastiani, qu'il n'avait reçu aucun ordre d'évacuer Alexandrie, et qu'il comptait y passer l'hiver. Plus franche et plus loyale, la Porte Ottomane se montrait charmée du retour de l'alliance française en accueillant notre ambassadeur, le général Brune, avec tout la solennité qu'elle pouvait déployer en faveur du représentant d'une grande puissance et d'une ancienne amie. Sébastiani et le général s'accordaient à dire au gouvernement consulaire que notre expédition en Egypte avait porté une partie de ses fruits en faisant respecter par dessus tout le nom de la France.

Le premier consul laissait surtout éclater la sagesse de son gouvernement par de nombreuses créations dans l'intérieur. Il établissait des écoles de pharmacie à Paris, à Montpellier, à Strasbourg; il réglait par une loi le régime des invalides, les retraites des militaires, les pensions et secours dus aux veuves et aux enfans de ceux qui étaient morts sur le champ de bataille, il s'occupait du système monétaire, et de la refonte des anciennes pièces d'or et d'argent; il autorisait Paris à remplacer la contribution foncière par des droits d'entrée; la plupart des villes de de France suivirent à cet égard l'exemple donné par la capitale. Averti de la jalousie que Brest et Toulon inspiraient aux Anglais, et convaincu de la nécessité de veiller sans cesse sur les entreprises que leur gouvernement pourrait tenter contre ces deux grands ports, il y établit des commissaires-généraux de police. La levée de la conscription se faisait d'une manière régulière et préparait ainsi au pays

des forces capables de suffire à tous les besoins de sa défense. Avant d'entrer dans les détails de la rupture qui se prépare, nous devons rapporter ici un événement qui vint jeter une ombre de deuil sur notre brillante prospérité.

Depuis la révolution de 1789, la plus belle de nos colonies, déchirée par les troubles dont nous avons retracé les tristes commencemens, avait fini par se séparer complètement de la métropole. Les deux chefs de cette grande insurrection étaient le mulâtre Rigaud qui dominait dans le sud, avec les mulâtres, et Toussaint-Louverture qui s'était mis, dans le nord, à la tête des nègres. Ce dernier avait assuré au directoire que son intention était de demeurer fidèle à la mère patrie. En conséquence, on envoya auprès de lui le général Hédouville. Quand cet officier arrriva il trouva Toussaint repoussant avec fermeté les attaques que quelques corps anglais débarqués tentaient pour s'emparer de la colonie, Hédouville voulut réconcilier Toussaint et Rigaud, il ne put y parvenir, et laissa percer sa préférence pour le chef mulâtre. Cette conduite était de la dernière imprudence, car des deux rivaux, Toussaint était de beaucoup le plus habile et le plus redoutable; d'ailleurs les Anglais, qui ne voulaient que nous enlever à jamais Saint-Domingue et nous empêcher d'y rétablir l'ancienne richesse, offraient à ce noir ambitieux, qu'ils n'avaient pu vaincre, de le soutenir et de le reconnaître comme souverain de Haïti, et ne voulurent remettre qu'à lui le Port-au-Prince et le môle Saint-Nicolas. Toussaint-Louverture, avec ses noirs, força le général Hédouville à quitter la colonie. Une guerre civile éclata alors avec fureur entre Toussaint et Rigaud, ils s'attaquèrent et se battirent comme des bêtes féroces. Dès que Bonaparte fut fermement assis au pouvoir, il résolut de rappeler Rigaud et chargea un officier de porter à Toussaint son brevet de général en chef, nouvelle qui répandit la terreur parmi les colons. Toussaint reçut avec froideur l'envoyé du pre-

mier consul, qui néanmoins fit perdre beaucoup d'influence à Rigaud. Dès ce moment, Toussaint fut le roi de l'île. Il disait alors : « J'ai mon vol dans la région des aigles. » Toussaint avait la prétention d'être le Bonaparte des noirs, et à l'exemple du premier consul, il se fit nommer gouverneur à vie de Saint-Domingue, par une assemblée centrale qu'il avait convoquée. Irrité du parallèle et de l'audace avec laquelle un esclave semblait braver le chef de trente millions d'hommes, Bonaparte résolut de renverser Toussaint ; vainement le colonel Vincent, qui venait de voir l'état des choses, annonça-t-il au consul les malheurs que son projet préparait à la France ; les funestes conseils des colons qui, aveuglés par leur orgueil et leur cupidité, regardaient la défaite des noirs comme une chose certaine et facile, prévalurent ; l'expédition fut résolue et confiée au général Leclerc, beau-frère du premier consul.

Elle mit à la voile dans les derniers jours de frimaire an X. L'armée navale était forte de trente-cinq vaisseaux de ligne et de vingt-trois frégates commandés par les contre-amiraux Latouche-Tréville, Gravina, Linois, Gantheaume, sous les ordres du vice-amiral Villaret-Joyeuse ; elle portait environ vingt mille hommes. Leclerc avait pour lieutenans les généraux Boudet, Rochambeau, Desfourneaux, Quentin. Le 17 pluviose il entra dans le Cap incendié par Christophe, lieutenant de Toussaint. L'armée française ne trouva partout que des ruines et des cendres. En vain essaya-t-on de toucher le chef noir en lui présentant ses fils qui, élevés parmi nous, adoraient la France, Toussaint était ambitieux et roi avant d'être père, rien ne put l'ébranler, Christophe et lui persistèrent à nous montrer une attitude menaçante. Dans cette extrémité, Leclerc crut devoir mettre ces deux chefs hors la loi. C'était une imprudente et maladroite imitation des rigueurs de la Convention nationale, qui était toute-puissante quand elle usait de ce remède extrême et toujours victorieux des rebelles. Des

combats sanglans et la lutte la plus affreuse n'abattirent pas le courage du chef noir, on fut forcé de révoquer le fatal arrêt qui avait excité sa fureur au plus haut degré. Et comme il savait se ménager, pour reprendre des forces, il consentit à une espèce de pacification qui ne fût qu'une trève. Un allié terrible vint au secours de ce redoutable ennemi ; la fièvre jaune se déclara dans l'armée française, Toussaint, saluant avec joie ce fléau, écrivait de sa demeure de Sancey : « *La Providence vient enfin à mon secours.* » Il demandait combien on faisait par nuit de voyage à la Fossette (lieu où l'on portait les morts). Ces mots et une lettre à double sens qui révélait des intentions perfides et de dangereux projets, déterminèrent Leclerc à faire arrêter le chef noir. Malgré son caractère défiant et sa prévoyance extrême, Toussaint tomba dans un piége qu'on lui tendit. Pris par le général Brunet, il fut embarqué sur le vaisseau *le Héros*. Toussaint connaissait bien le peuple indompté auquel nous allions avoir affaire. « En me renversant, dit-il au capitaine de ce navire, on n'a abattu à Saint-Domingue que le tronc de l'arbre de la liberté des Noirs ; il repoussera par les racines, parce qu'elles sont nombreuses et profondes ! » L'aide-de-camp de Toussaint, Fontaine, fut jugé comme espion, et passé par les armes.

La prédiction de Toussaint ne tarda pas à s'accomplir. Tandis que le malheureux captif faisait voile vers la prison où il devait mourir, victime d'une politique sans générosité, les Mulâtres se joignirent aux Noirs, et bientôt l'île fut en feu comme un volcan qui vomit des flammes de tous côtés.

La Guadeloupe avait tenté de s'insurger sous les ordres d'un Mulâtre nommé Pélage. Le contre-amiral Lacrosse, surpris par une insurrection, fut expulsé de l'île. Mais bientôt une expédition, dirigée par Richepanse, rétablit le calme et la paix. Malheureusement pour la République, l'illustre général paya de sa vie cette dernière palme; mais

le gouvernement français victorieux n'abolit pas l'esclavage. Quand cette nouvelle parvint à Saint-Domingue, elle accrut l'irritation des Noirs, qu'une affreuse barbarie porta bientôt au plus haut degré. Le 31 fructidor, ils avaient attaqué le Cap et failli enlever la place. Pendant l'action, les chefs de la marine, craignant pour nos équipages, firent jeter vivans à la mer mille deux cents noirs, détenus sur la flotte. Il y eut encore d'autres excès qui, quoiqu'ils ne fussent que des représailles contre les noirs, n'en font pas moins frémir l'humanité. Tout fut affreux des deux côtés; mais la lutte était inégale; nous avions à combattre le climat, la maladie, les privations, et la rage sans cesse renaissante, la valeur désespérée d'un ennemi cent fois supérieur en nombre; nous devions succomber. De vingt mille hommes débarqués avec lui, Leclerc n'avait plus que deux mille cinq cents combattans. Le reste était mort dans les batailles ou périssait dans les hôpitaux. Les généraux Debelle, Ledoyen, Hardy, Watrin, Dugua, et beaucoup d'autres, n'existaient plus. Leclerc, à son tour, tomba malade et mourut, le 10 brumaire an XI. Rochambeau prit la place de Leclerc, homme courageux et ferme. Rochambeau, l'ennemi des Noirs, était peu propre à calmer l'irritation des populations de couleur. On a dit sur les moyens inventés par ce général, pour détruire ses ennemis, des choses que nous n'osons pas rapporter, tant elles sont contraires au caractère français.

Bonaparte dut éprouver de profonds regrets de l'expédition de Saint-Domingue, qui humiliait nos armes, et justifiait la sagesse des conseils qu'il n'avait point voulu écouter. D'ailleurs, il désirait d'autant plus vivement rétablir l'ordre et la soumission dans nos colonies, que le cabinet anglais, soutenu maintenant par le peuple qui avait tant souhaité la paix, manifestait hautement l'intention de rompre le traité d'Amiens qu'elle avait exécuté avec tant de peine, en rendant Alexandrie et le cap de Bonne-

Espérance. En effet, Withworth déclara, le 26 pluviose an XI, au ministère français, que, depuis la mission de Sébastiani, le gouvernement britannique ne croyait plus pouvoir évacuer l'île de Malte. Le premier consul répondit à l'envoyé d'Angleterre qu'il aimerait mieux voir les forces de ce pays occuper le faubourg Saint-Antoine que Malte. Il se plaignit, en outre, avec colère, des menées du cabinet de Saint-James, de la protection que lui et ses agens accordaient à des faussaires et à des assassins. Cependant, la fin de la conférence avec Withworth fut gaie et même amicale. Tout à coup, lorsque la paix avait à peine un an d'existence, un message du roi Georges III au parlement, lui apprit que l'Angleterre devait se tenir prête à combattre la France. Cette conduite jeta Paris dans un grand étonnement. Le consul, en apercevant lord Withworth à l'audience publique du 22 ventose, lui dit : « Vous êtes décidés à la guerre? Nous l'avons déjà faite pendant quinze ans. Vous voulez la faire encore pendant quinze années, et vous m'y forcez! » Talleyrand se plaignit, dans une note, de la non évacuation du cap de Bonne-Espérance. De nouvelles difficultés, toutes soulevées par l'Angleterre, amenèrent de nouvelles conférences, dans lesquelles Bonaparte montra beaucoup de retenue et de modération. « Ils croient que je crains la guerre, dit-il alors, que je la redoute pour mon autorité ; ils ont tort! J'aurai deux millions d'hommes s'il le faut. » L'ambassadeur anglais, après avoir présenté un ultimatum aussi extraordinaire dans ses demandes qu'insolent dans la forme, sollicita ses passeports. Le premier consul tenta un dernier effort, et annonça qu'il était prêt de consentir à ce que l'île de Malte fût remise entre les mains de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie. Rien ne put décider le cabinet britannique à essayer des moyens de conserver la paix.

Le départ de l'ambassadeur anglais donna naissance à un rapport aux grands corps de l'état, qu'il fallait instruire de

la situation des choses, en parlant devant eux à toute la France. Fontanes, président du corps législatif, se fit remarquer par un discours noble et chaleureux. L'imminence de la guerre, qui ne pouvait manquer d'éclater, le désir de ravir une proie assurée à la marine britannique, de se ménager un allié dont nous pouvions avoir un grand besoin, engagèrent le premier consul à une mesure qui a été fort blamée depuis. Le 10 floréal (3 avril 1803), il céda la Louisiane aux Etats-Unis, moyennant 60 millions, et s'obligea, en outre, à payer le montant des réclamations faites par les citoyens américains, pour tous les dommages qu'avait pu causer la marine française au commerce des États-Unis avant le 8 vendémiaire an IX. En Angleterre, tout semblait conjuré contre la paix. Fox était le seul homme d'état qui fît des efforts incroyables pour la maintenir, en proposant qu'on acceptât la médiation de la Russie. Sa voix fut couverte par les clameurs d'un parti imprudent qui voulait la guerre à quelque prix que ce fût.

Malgré ses démonstrations hostiles, le roi Georges avait osé dire aux deux chambres : « C'est une consolation pour sa majesté, de réfléchir qu'il n'a manqué aucun effort de sa part pour conserver à ses sujets les bienfaits de la paix... » La place n'étant plus tenable pour l'ambassadeur français Andréossy, il s'embarqua à Douvres le 28 floréal, au moment où l'Angleterre expédia des lettres de marque, fit sortir de Torbay lord Cornwallis avec dix vaisseaux, et envoya le commodore Saumares stationner aux îles de Gersey et de Guernesey. Les deux gouvernemens publièrent leur apologie dans deux manifestes. Cependant, la rupture n'était pas officiellement déclarée, lorsque tout à coup, deux de nos vaisseaux furent pris dans la baie d'Audierne. Le 2 prairial, le premier consul ordonna d'user de représailles envers la Grande-Bretagne, en faisant arrêter tous les Anglais qui se trouvaient chez nous, afin de les échanger contre les Français arrêtés et faits

prisonniers par le gouvernement britannique avant la déclaration de guerre.

La France applaudit aux mesures du premier consul, et mit à sa disposition, pour repousser une injuste agression, toutes les forces de la République. De toutes parts on vota des vaisseaux, des frégates, des bâtimens de guerre de toute espèce. Seine-et-Oise offrit 1,200,000 francs; le Haut-Rhin, 300,000; la Gironde, un vaisseau de quatre-vingts canons; la Côte-d'Or, cent pièces de canon de marine; le commerce de Paris vota la construction d'un vaisseau de cent vingt canons. Bonaparte excita et soutint cette ardeur, tout en regardant autour de lui les ennemis qu'il devait surveiller. Il fit donner l'ordre à Saint-Cyr d'occuper le littoral des états napolitains. Le général français remplit cette mission délicate avec autant de bonheur que de talent. Le premier consul attachait une grande importance à la sûreté de l'île d'Elbe; il y envoya une garnison de cinq mille hommes, dont il donna la conduite à des officiers sûrs et intelligens, tels que le général Rusca. Murat dut veiller sur l'Italie. Dix mille ouvriers furent employés à faire d'Alexandrie la grande place d'armes de la Péninsule. Victor, alors placé à la tête de l'armée gallo-batave, eut ordre d'armer le littoral, ainsi que les forts de la Hollande, et de défendre l'embouchure de la Meuse et de l'Escaut. L'île de Valkeren devint un commandement spécial, confié au général Monnet. Ces mesures étaient d'autant plus urgentes, que, dès le 19 prairial, l'Angleterre, sans déclaration de guerre, avait enlevé à la république batave une frégate et cinquante vaisseaux de commerce. Le premier consul ordonna enfin la formation d'une *grande armée*, divisée en six corps qu'il distribua en Hollande, à Gand, à Saint-Omer, à Compiègne, à Saint-Malo, à Bayonne. Marmont fut mis à la tête de toute l'artillerie; Faultrier eut la direction des parcs; Petiet devint commissaire ordonnateur en chef, et Berthier

joignit à ses fonctions celles de major-général de l'armée. Pendant que le premier consul préparait ainsi ses forces, le ministère anglais, fidèle à de vieilles pratiques, cherchait vainement à rallumer la Vendée. Sourde aux instigations de l'étranger, rebelle à l'influence des fanatiques, qui avaient appelé sur elle tant de malheurs en lui promettant l'appui du ciel, la Vendée ne voulait plus de la guerre civile; et le consul trouvait les anciens insurgés prêts à combattre les ennemis du gouvernement auquel on devait le rétablissement du culte. Les armemens, dans nos ports, ne se poursuivaient pas avec moins d'activité que la réunion de nos troupes de terre. Bonaparte ne cachait point l'espoir qu'il avait conçu de pouvoir combattre l'Angleterre corps à corps. Effrayé de cette menace, le cabinet de Saint-James fit élever des forts sur toutes les côtes, et décréta que tout citoyen anglais était soldat. « Il faut, dit au parlement le colonel Crawfort, que la nation tout entière se couvre de fer. » Sur le continent, la France ne pouvait blesser l'Angleterre que dans le Hanovre; Bonaparte le fit envahir par Mortier. La régence, après une capitulation, remit entre nos mains toutes les forteresses du pays, avec l'artillerie, les poudres et les munitions. Le séquestre fut placé sur toutes les caisses anglaises. Le 16 prairial, Mortier occupa la ville de Hanovre. On trouva, dans la salle d'armes, dix-neuf drapeaux et six étendards, pris sur les Français par les Hanovriens depuis la bataille de Malplaquet. Le général français montra toute la noblesse de son caractère en respectant l'honneur des troupes hanovriennes; la dissolution de ce corps eut lieu, mais ses armes furent remises par les officiers aux autorités civiles; les soldats devaient toucher leur solde. C'est au sujet de cet événement, que Mortier écrivit au premier consul : « Le général qui a signé la capitulation avait le cœur navré. L'armée était au désespoir; elle implorait votre clémence; j'ai pensé qu'abandonnée par son roi, vous deviez la traiter avec bonté. »



A Lisbonne, Lannes exigea que le gouvernement portugais fermât ses ports au pavillon britannique. Nous frappions nos implacables ennemis partout où ils étaient vulnérables en Europe; mais aux Antilles, notre rupture avec eux achevait de nous ôter tout espoir de conserver Saint-Domingue que nous perdions pièce à pièce. Le général Brunet rendit les Cayes au commodore anglais, Cumberland; Fressinet, contraint d'évacuer Jérémie, fut pris et conduit à la Jamaïque; Lavalette rendit Port-au-Prince au féroce Dessalines; Rochambeau, bientôt après, réduit à capituler, remit le Cap aux Noirs, et surpris, en mer, par les Anglais, fut contraint de se livrer, le 9 frimaire an XII. La rentrée des Noirs dans la possession de la colonie fut partout signalée par des cruautés affreuses, inouïes. Jetons un voile sur les désastres de ce malheureux pays, où les Anglais, les Espagnols ne craignirent pas de pousser à l'extermination de la race blanche pour détruire le commerce de la France; pleurons sur les fatales conséquences de la confiance de Bonaparte dans les conseils des colons aveuglés par le désir de recouvrer leurs richesses, et par le mépris qu'ils avaient toujours eu pour les Noirs, comme si ces infortunés n'eussent pas fait partie de la race humaine. La France ne connut pas alors toute l'étendue de ses pertes; et d'ailleurs elle était tout entière à la pensée d'une expédition contre l'Angleterre. Plus heureux sur le continent que dans les colonies, et d'accord avec la nation sur le projet d'abaisser notre rivale, Bonaparte, aidé des forces de la Hollande, et après avoir pris encore la précaution de s'attacher l'Helvétie, en faisant une capitulation pour quatre régimens de ce pays, partit de Paris afin de visiter toutes nos places maritimes du nord, Boulogne, Calais, Dunkerque, Lille, Ostende, Bruges, Flessingue, Gand, Anvers. Partout il ordonna des travaux immenses qui avaient pour objet la grande et nationale entreprise; partout il reçut les ex-

pressions d'amour des peuples enthousiasmés, qui mettaient à sa disposition leurs bras, leur courage et les tributs de leur patriotisme. Il revint à Paris par Sédan et Soissons, et se trouva à Saint-Cloud le 23 thermidor (anniversaire du 10 août); il avait parcouru dix-sept départemens de la France. Les autorités vinrent le féliciter. « Les magistrats, dit Séguier, président du tribunal d'appel, *fiers d'apporter à vos pieds* le tribut des cœurs, renouvellent, *dans un jour consacré à de brillans souvenirs*, leurs sermens de respect et de dévouement pour celui qui gouverne la France par la faveur de Dieu, l'éclat des armes et la puissance des lois. » Ainsi revenaient les formules de l'ancien régime, et avec elles reparaissaient aussi les hommes d'autrefois. Tous les émigrés rentrés réclamaient, non seulement leur réintégration dans les emplois qu'ils possédaient avant la révolution, mais la mise en possession des biens qui leur avaient été légués par succession durant le temps de l'émigration.

Les sections réunies du conseil-d'état repoussèrent ces prétentions, et autorisèrent même les créanciers des émigrés à poursuivre leurs débiteurs. Bonaparte laissait faire le conseil d'état, et, en même temps, pour balancer les prétentions de l'ancienne noblesse et dans le but d'en élever une nouvelle, il accordait au sénat une dotation de 6 millions, moyen peu propre à donner de l'influence à un corps que l'on tenait dans une complète soumission. Les corps, comme les individus, ne peuvent obtenir quelque ascendant sur l'opinion que par l'indépendance. Il y avait une singulière disposition dans Bonaparte; d'un côté, il s'occupait de savoir si les émigrés, avec leurs forêts, ne surpasseraient pas en fortune les hommes nouveaux; et, sur la réponse affirmative à sa question, il voulait aux premiers ôter cette ressource pour rétablir l'équilibre; de l'autre, il formait une cour où il se plaisait à réunir les débris des grandes familles; c'était, disait-il, par

respect pour les noms historiques qu'il voulait voir autour de lui des Montmorency, des Crillon, des Richelieu, des Laval; peu s'en fallut que les anciennes modes ne revinssent, grâces aux inspirations de certaines gens, qui croyaient rétablir ainsi la cour de Louis XV; mais Joséphine repoussa toutes ces vieilles innovations, et se contenta de représenter avec grâce l'élégance et le goût des femmes de son temps. Tout le monde s'empressait aux Tuileries, mais madame de Staël s'abstenait de s'y présenter. Elle était en hostilité déclarée avec le consul, auquel elle suscitait des adversaires par le soin qu'elle prenait d'exciter leurs alarmes sur le sort de la liberté. Lors du concordat, elle avait dit à ses amis aristocrates et républicains : « Vous n'avez plus qu'un moment, demain le tyran aura quarante mille prêtres à son service. » Madame Staël, comme on le voit, jugeait mal Bonaparte, le concordat et les prêtres ! Liée avec Bernadotte, elle excitait le mécontentement et les prétentions de ce général ; elle encourageait la verve satyrique de B. Constant, et pressait le ministre Necker de faire paraître comme un préservatif contre la tyrannie naissante, un livre intitulé : *Dernières vues de politique et de finance*. Enfin, la police consulaire trouvait partout cette femme célèbre en rapport avec les mécontens, quels que fussent leur couleur et leur but. Madame Staël se conduisit ainsi pendant trois ans; Bonaparte, fatigué de cette opposition qu'il croyait dangereuse, parce qu'elle tendait, comme il le disait lui-même, à faire de ses amis des frondeurs, des mécontens, et enfin des adversaires, prit, malgré les prières de Joséphine, la mauvaise résolution d'exiler, au mépris de toutes les lois, la nouvelle Corinne qui partit pour l'Allemagne, qu'elle devait plus tard soulever contre nous. Mieux inspiré, le premier consul décernait les honneurs d'un monument à l'héroïque Jeanne d'Arc. C'était élever un autel à l'amour de la patrie et au souvenir des grandes choses qu'il peut

enfanter. On rétablit la procession et la fête qui, depuis la levée du siége d'Orléans, se célébrait, chaque année, en mémoire de la Pucelle. Un prêtre fut appelé comme de coutume à prononcer l'éloge de la vierge, qui avait reçu à Rouen les honneurs du bûcher allumé par le fanatisme et la haine. En général, Bonaparte faisait intervenir dans chaque cérémonie publique les ministres de la religion, et les plaçait toujours à côté des chefs de l'autorité civile. Ces égards, cette déférence ne satisfaisaient pas le clergé insatiable de richesses et de puissance; il voulait régner comme par le passé. Bonaparte se plaignit de cette ambition au pape, et s'opposa à l'établissement des ordres religieux sans autorisation préalable de l'état. Mécontens, mais avertis par la prudence, les prêtres renoncèrent en apparence à leurs hautes prétentions, mais on sentit en eux un penchant marqué à susciter des embarras au premier consul, dans le moment où, de nouveau exposé à lutter contre l'Angleterre, l'horizon de l'Europe se rembrunissait autour de lui. La Russie, en effet, venait de réclamer contre l'envahissement du Hanovre et l'occupation des états napolitains. L'ambassadeur russe Markof formait des pratiques à Paris; il voyait en secret des révolutionnaires exaltés dont il nourrissait les mécontentemens; quoiqu'il s'enfermât dans l'ombre, sa haine contre le gouvernement consulaire perçait à travers tous les voiles. Sans tout connaître, Bonaparte en savait assez contre ce ministre, qui se montrait l'ennemi déclaré de la France. Il le rudoya dans un cercle aux Tuileries, le 17 prairial an XI; il écrivit à l'empereur de Russie pour demander le rappel de son ambassadeur. Markof jugea convenable d'aller aux eaux de Baréges, et de mander à M. de Talleyrand qu'il s'abstiendrait de paraître devant le premier consul. Le projet qu'avait conçu un instant Bonaparte d'une confédération entre la république, la Prusse et la Russie s'évanouit bien vite. L'influence anglaise

s'étendait triomphante sur toute l'Europe. La Prusse réclama aussi l'évacuation du Hanovre. Le premier consul y consentit moyennant une alliance; mais le cabinet de Berlin refusa. L'Espagne elle-même fit marcher des troupes vers ses frontières des Pyrénées. Un favori sans talent tenait alors le gouvernail de la monarchie de Philippe II; mais Bonaparte envoya de Paris un traité tout fait, que l'imprudent ministre fut obligé de signer, et par lequel l'Espagne s'engageait à payer à la France 60 millions par an. En même temps, le Portugal, menacé d'une invasion par Augereau, qui commandait l'armée des Pyrénées, obtenait au prix de 16 millions la permission de garder la neutralité. L'Angleterre, de son côté, nous attaquait partout dans l'Inde; même avant la nouvelle de la rupture ses vaisseaux bloquèrent Pondichéry où venaient de débarquer le général Decaen et l'ex-conventionnel Cavaignac en qualité de résident près de l'Iman de Mascate. Certain désormais de s'emparer de toutes nos possessions sans défense, le cabinet de Saint-James tournait surtout ses principaux efforts contre nos côtes de l'Océan. Le commodore James Saumarez, chargé d'insulter, avec une escadre de dix vaisseaux, les ports depuis Dunkerque jusqu'à la Seine, bombarda celui de Granville, et faillit tomber au pouvoir des Français pour avoir voulu ranger la terre de trop près. L'ennemi n'obtint aucun succès, et, dans la suite, malgré les attaques de ses vaisseaux de haut bord, il eut la douleur de ne pouvoir empêcher la réunion de la flottille française à Boulogne.

L'armée destinée à agir directement contre l'Angleterre, avait achevé de s'organiser, et se trouvait réunie sur les hauteurs de Boulogne où elle campait. Bonaparte, parti de Paris le 11 brumaire, arriva le lendemain dans cette ville, et le 16 il passa une revue générale de l'armée; il régla tout et repartit pour Paris, après avoir, dans un petit combat, forcé la flotte de lord Keith de

prendre le large. Les points de départ pour la flottille furent ainsi fixés. L'aile gauche, de deux cent quatre-vingt-dix bâtimens, devait faire voile d'Etaples; le centre, composé de sept cent neuf bâtimens, partait de Boulogne, et l'aile droite d'Ambleteuse. Pour embarquer les troupes à Ambleteuse, il fallait que la flottille hollandaise pût se rendre dans ce port malgré l'escadre anglaise. Cette flottille était réunie tant à Flessingue que dans la rade de Ramskens. Davoust avait fait dresser, depuis l'Escaut jusqu'à Ostende, des batteries propres à protéger les petits bateaux de Verhuell. L'amiral batave mit à la voile le 21 ventose; malgré tous les efforts de Sidney Smith, l'escadrille atteignit la rade d'Ostende le 26 au soir.

Toutes les tentatives des flottes anglaises pour empêcher l'exécution des ordres du premier consul, échouèrent; il semblait que la fortune protégeait nos mouvemens. A la nouvelle de nos succès, une agitation extrême s'empara de l'Angleterre; les côtes furent hérissées de fortifications, les ordres les plus sévères furent donnés pour le moment où la descente viendrait à s'effectuer. On prescrivit aux chefs militaires et aux magistrats, dans le cas où les Français seraient victorieux, de faire brûler tous les moyens de transport, tout le matériel de guerre, tous les approvisionnemens, tous les blés, afin de ne laisser, en se retirant, aucune ressource aux soldats du nouveau Guillaume. L'Angleterre redoutait surtout les intentions de l'Irlande, où fermentaient toujours des levains d'insurrection. Depuis 1798, le gouvernement ne comprimait qu'avec beaucoup de peine ce pays peuplé d'hommes énergiques. Malgré les plus grandes précautions, l'orage redouté par le cabinet de Saint-James éclata; le jeune et courageux Emmet faillit incendier toute l'Irlande; à la tête des habitans du comte de Kildare et de Wicklow, il surprit Dublin le 4 thermidor an XII; mais

n'ayant pu parvenir à s'emparer du palais où siégeait le gouvernement, il fut pris et traduit devant des juges, auxquels il parla comme un tribun de Rome, ou plutôt comme un élève de Sydney, dont il imita l'héroïsme en présence de la mort.

A cette époque, Pitt réuni à Fox, que le péril de son pays ralliait au gouvernement, renvoya le ministère Addington, et reprit les rênes de l'état avec ses amis, Melville, Harvowby, Mulgrave. Le roi, toujours obstiné dans ses préventions, refusa d'accorder un portefeuille à Fox, que l'amour du peuple recommandait au choix de la raison dans une circonstance si critique.

Tandis que la France secondait avec tant de dévouement le premier consul aux prises avec l'Angleterre, la session des conseils fut remarquable par quelques bonnes lois, mais il devenait de jour en jour plus évident que la puissance législative n'existait plus, et que les représentans, qui sont comme la voix du peuple, perdaient de leur énergie, et fléchissaient sous le pouvoir. C'était là sans doute un véritable malheur, mais Bonaparte semblait demander pardon de ses usurpations continuelles, par le bon usage qu'il faisait du pouvoir, par les immenses services qu'il rendait au pays. En effet, tout en soutenant la cause de la gloire nationale, il encourageait par tous les moyens possibles les arts, l'industrie et le commerce, en sorte que malgré les embarras d'une guerre maritime, la France florissait comme en pleine paix. Furieux de cette prospérité, le gouvernement anglais ne rougit pas de favoriser d'odieuses tentatives pour abattre l'homme extraordinaire, qui voulait faire du peuple français le premier peuple du monde. Les journaux ministériels annoncèrent d'avance à Londres l'assassinat de Bonaparte. Le gouvernement anglais expédia les émigrés qu'il avait à sa solde sur les bords du Rhin, où les appelait le prince de Condé; le duc d'Enghien fixa son séjour sous la pro-

tection du margrave de Bade, au château d'Ettenheim. On espéra que des soulèvemens ayant lieu dans l'intérieur de la France, les princes pourraient se mettre à la tête des insurgés. Pendant ce temps, Pichegru, Georges Cadoudal et d'autres déterminés royalistes, débarquèrent sur les côtes d'Océan, et se dirigèrent sur Paris. Georges avait fait la traversée sur un bâtiment de la marine royale anglaise; Pichegru mit pied à terre avec les émigrés La Rivière, Lajolais et les deux Polignac. Arrivés à Paris, les conspirateurs s'adressèrent à Moreau, et lui offrirent, en cas de succès, de le placer à la tête du gouvernement français. Pichegru et l'abbé David qui s'était entremis dans cette affaire, l'abordèrent et ne le trouvèrent pas décidé comme il avait paru l'être avant la descente des conjurés. La police ne savait encore rien de ce qui se tramait lorsque, dans la nuit du 4 pluviose, le premier consul ordonna la mise en jugement de cinq détenus qui, à l'insu de tout le monde, faisaient partie du complot. Deux d'entre eux, notamment Desol de Grizolles, lieutenant de Georges, furent acquittés, les trois autres, Picot, Bourgeois, Querelle, accusés d'espionnage, se virent convaincus et condamnés à mort. Le dernier, sans doute effrayé par l'approche du supplice, recourut, pour se sauver, à des révélations. Ce misérable déclara qu'il avait débarqué avec Georges et plusieurs autres complices, venus à Paris dans l'intention de tuer le premier consul. Bientôt on sut les noms des principaux conjurés, excepté celui de Pichegru, dont la présence n'était pas encore révélée. Le conseiller-d'état Réal, connu par sa vigilance et son activité, fut attaché au département du grand-juge, ministre de la justice, pour toute la suite de cette grave affaire. Les perquisitions faites dans Paris, amenèrent l'arrestation de Coster, de Roger Saint-Victor. Le 22 pluviose, Bouvet de Lozier fut aussi arrêté; ce conspirateur se pendit dans la prison, on survint à temps

pour le rappeler à la vie. Au milieu d'exclamations sans suite, il parla de Moreau, de Pichegru, et bientôt après, dans une déclaration au grand-juge Régnier, il confirma les soupçons qu'il avait éveillés en annonçant la participation de Moreau au complot dans lequel Lajolais avait servi, et servait encore d'intermédiaire entre ce général et Pichegru.

Au premier moment Bonaparte refusa de croire à la complicité de Moreau dans une trame pareille; il refusa de signer l'ordre d'arrêter le vainqueur de Hohenlinden; « Prouvez-moi, dit-il, que Pichegru est ici, et je signe aussitôt l'arrestation de Moreau. » Un frère de Pichegru, ancien moine, habitait Paris, il fut interrogé, et avoua qu'il avait tout récemment vu son frère. Il n'en fallut pas davantage, Moreau fut arrêté.

Dans un conseil privé, le premier consul annonça la conspiration et repoussa l'avis qui fut ouvert de faire juger les coupables par une commission militaire; il ordonna au grand-juge Regnier de se transporter au Temple avec Locré, secrétaire-général du conseil-d'état : « Monsieur Regnier, dit-il, avant tout interrogatoire, voyez si Moreau veut me parler; mettez-le dans votre voiture et amenez-le-moi, que tout se termine entre nous deux. » Lorsque le grand-juge revint rendre compte de l'interrogatoire, le premier consul lui dit : « Eh bien ! Moreau, me l'amenez-vous ? — Non, il ne m'a pas demandé à vous voir. — Voilà ce que c'est, répliqua le premier consul en se tournant vers une personne présente à ce colloque, que d'avoir affaire à un imbécile ! « Le mot était dur, mais juste. Effectivement. avec le caractère de Moreau et dans la situation équivoque où il se trouvait, rien n'était plus facile que de l'entraîner à une entrevue dans laquelle le consul aurait tout arrangé. Ce fut une véritable fatalité qui empêcha Bonaparte d'épargner à Moreau une condamnation injurieuse et à lui-même une triste victoire.

Dans son interrogatoire, le général soutint qu'il ignorait la présence de Georges et de Pichegru à Paris. Cependant à la nouvelle de l'attentat prémédité contre le premier consul, tout le monde vint le féliciter d'avoir échappé à un grand péril, on maudit les traîtres qui avaient voulu le tuer, on appela la vengeance des lois sur leur tête; mais on déplora le sort de Moreau. L'opinion se soulevait à la pensée de l'assimiler à Georges, à d'autres assassins, et au traître Pichegru qu'il avait lui-même dénoncé dans un autre temps. Le général Dessoles, ami de Moreau, eut le noble courage de témoigner un fidèle attachement à son ancien chef dans les fers. Malheureusement les aveux de Lajolais infirmèrent les dénégations du captif; Lajolais déclara positivement et persista sans cesse à déclarer que Moreau avait vu trois fois Georges et Pichegru, qu'un soir entre autres, c'était Ferrières, le secrétaire de Moreau, qui avait été le chercher chez un nommé Rolland son hôte. Les aveux de Rolland et de Joyau, dit Villeneuve, aide-de-camp de Georges, viennent donner un nouveau poids aux déclarations de Lajolais.

Le 8 ventose, à trois heures du matin, Pichegru fut arrêté rue de Chabanais. Un de ses amis l'avait vendu moyennant une somme de cent mille francs. Que l'infamie pèse à jamais sur la tête de ce traître! Pichegru, interrogé par Réal, se renferma dans un système complet de dénégation: « Revoyez Pichegru, dit Bonaparte au conseiller d'état, avant de faire une faute, Pichegru a servi et honoré son pays par des victoires, dites-lui que ceci n'est qu'une bataille perdue; je n'ai pas besoin de son sang. Mais il ne pourrait rester en France. Causez avec lui sur Cayenne (où Pichegru avait été déporté); demandez-lui ce qu'on pourrait faire de cette colonie? je me fierais à lui, et il y serait sur un bon pied; mais ne promettez rien, ne vous engagez à rien. » Le véritable chef du complot n'était pas

encore sous la main de la justice. Un officier de paix, nommé Petit, avait découvert que le 18 ventose au soir, un cabriolet devait aller chercher Georges et quelques uns de ses amis. Sur cet indice, Georges fut arrêté vers le carrefour Bussy par deux agens de police dont il blessa l'un et tua l'autre de deux coups de pistolet. Il portait encore un poignard. Dans un interrogatoire le conspirateur montra beaucoup d'audace et de sang-froid, il annonça qu'il était venu à Paris pour attaquer le premier consul par des moyens de vive force, et avec une troupe égale en nombre à son escorte, mais qu'il attendait pour entreprendre ce coup de main, la présence d'un prince français à Paris. Du reste, Georges ne nomma aucun de ses complices. Dans ce moment, Moreau, affligé du présent, inquiet de l'avenir, écrivit au premier consul une lettre qui avouait tout au moins des actions imprudentes. Ce n'était pas de ce ton que devait parler un homme sûr de son innocence, et un général encore couvert de gloire. La lettre fut annexée aux pièces du procès. Un événement tragique vint distraire les esprits du procès de Georges Cadoudal, je veux parler de la mort de Louis-Antoine-Henri de Bourbon, duc d'Enghien, arrêté à Ettenheim, pendant la nuit du 24 au 25 ventose dans les états du grand-duc de Bade. Les généraux Ordonner et Caulaincourt, chargés de l'ordre du consul, eurent le malheur de trouver le prince, qu'ils auraient dû éviter de prendre, s'ils n'osaient pas refuser de se charger d'une pareille mission. Une erreur qui fit confondre le dangereux Dumourier avec un certain marquis de Thumery, dont le nom mal prononcé par une bouche allemande pouvait effectivement produire une pareille méprise, entraîna Bonaparte à violer un territoire étranger pour s'emparer de deux ennemis, dont la réunion devait lui inspirer d'autant plus d'ombrages que nous vivions au milieu des conspirations. Traduit en jugement, le prince se défendit avec franchise et courage; condamné par un con-

seil de guerre et fusillé la nuit dans les fossés de Vincennes, il mourut comme devait le faire un petit-fils du grand Condé. Le voile qui couvre cet attentat n'est pas encore levé entièrement ; le temps révélera toute la vérité. Personne ne peut vouloir justifier Bonaparte, qui d'ailleurs avoue hautement l'action dans ses mémoires ; mais un homme en butte à tant de projets d'assassinats, un homme échappé par miracle à la machine infernale, a pu sans doute entrer en fureur. On a dit que pour plaire aux hommes de 1793, il avait voulu faire éclater ainsi son divorce éternel avec la maison de Bourbon. J'ai moi-même entendu plus d'une fois certaines personnes expliquer ainsi sa conduite, mais rien ne m'a paru justifier une opinion pareille. D'ailleurs il est constant qu'aucun des partisans de la révolution n'excita Bonaparte à cette terrible représaille. Paris et la France, auxquels les Bourbons étaient devenus étrangers, ne témoignèrent aucune émotion de la mort du duc d'Enghien. L'événement passa comme inaperçu. Au contraire, l'arrestation de Moreau et sa mise en jugement firent naître une violente opposition ; les militaires prenaient parti pour leur ancien chef, un grand nombre de personnes défendaient l'homme qui semblait n'avoir recueilli qu'une odieuse accusation pour prix de ses glorieux services. Les anciens révolutionnaires, mécontens de la marche du gouvernement, firent parvenir des propositions à Moreau, et s'il eût voulu promettre de lever l'étendard avec eux, peut-être aurait-on brisé ses fers. Un moment favorable se présenta pour l'enlever au milieu de l'audience où les gendarmes eux-mêmes auraient aidé à le délivrer. J'ai entendu à quatre heures du matin un assez grand nombre de ces militaires se prononcer hautement en faveur de Moreau. Le plus violent orage se formait alors sur le château de St-Cloud et sur la tête de Bonaparte ; mais aucune grande résolution ne sortit du cœur de son rival, qui borna son courage à se défendre dans un discours vrai-

ment digne de lui et de sa position. Le procès continua, non pas sans causer de vifs mécontentemens à Bonaparte qui dit un jour avec humeur à l'un de ses confidens : « Allez, monsieur, depuis huit jours vous ne me faites faire que des sottises. »

On sait qu'il craignait l'absolution de Moreau, et que, pour éviter que les juges influencés par l'opinion déclarée en faveur de l'illustre accusé, ne se laissassent entraîner à l'aquittement, il fit répandre parmi eux, que dans le cas où le tribunal condamnerait, son intention, à lui, consul, était de faire grâce. De là ce mot célèbre de Clavier, l'un des juges : « Qui nous la fera, à nous? » On sait encore qu'après l'arrêt qui condamnait Moreau à deux ans de déportation, Bonaparte s'oublia jusqu'à donner publiquement le nom de prévaricateur au frère du général Lecourbe qui avait aussi siégé parmi les juges de l'affaire. Dans le vrai, Bonaparte devait être indigné de la réunion d'un homme tel que Moreau avec le traître Pichegru, et plus encore avec le chef de chouans Georges Cadoudal. Ce dernier montra, dans le cours des débats, un caractère bien au-dessus de celui de Moreau, parce qu'il pouvait avouer hautement sa haine et ses projets contre le futur possesseur du trône des Bourbons, au lieu que Moreau, rougissant en secret de sa faiblesse, ne pouvant se déclarer comme un conjuré qui a voulu renverser un usurpateur, réduit à nier la vérité sur ses entrevues avec les deux chefs du complot, troublé en secret par la conviction d'avoir approuvé une entreprise qu'il n'avait point eu l'audace de diriger, manquait de tous les moyens de répandre de l'éclat sur sa cause.

La culpabilité de Moreau était aussi claire que le jour ; il avait su le complot tramé contre la vie de Bonaparte. On connaissait ce mot sorti de sa bouche, mot si facheusement caractéristique pour l'homme qui l'avait prononcé : « Je ne puis pas me charger de l'arrêter moi-même, mais

arrêtez-le, et je le conduirai au tribunal. » Enfin, pour parler sans détour, il avait voulu et accepté la mort du premier consul; rien n'était mieux prouvé : néanmoins ce penchant à la fois généreux et irréfléchi qui range presque toujours un public français dans l'opposition, embrassait la cause de Moreau et le protégeait d'avance, soit contre la sévérité du tribunal qui l'aurait condamné à mort, soit contre la vengeance de Bonaparte, s'il eût été assez irrité, ou assez aveugle pour vouloir immoler le coupable. Bonaparte ne conçut jamais cette pensée, mais il fut heureux de voir partir pour l'Amérique l'homme qu'il ne pouvait garder en France, sans s'exposer à toutes les conséquences de la faiblesse, de la jalousie d'un rival livré d'ailleurs à de mauvais conseils dans son intérieur, et non moins accessible aux dangereuses suggestions des partis. Plus tard, la présence de Moreau au camp des alliés, sa mort survenue comme un arrêt de la justice au milieu des ennemis de la France, achevera de montrer tout ce qu'on avait à craindre d'un tel caractère. Quel singulier rapprochement! Moreau a conspiré contre la vie de Bonaparte, et c'est un boulet lancé par les ordres de Bonaparte qui, onze ans après, viendra frapper Moreau, transfuge de sa gloire et armé contre sa patrie. Bonaparte ne pensait pas que Moreau fût défendu avec assez de chaleur et de zèle par les siens pendant le procès. « Ah! si le sort m'avait mis dans une pareille situation, s'écriait-il, ce n'est pas ainsi que se conduirait ma bonne Joséphine, rien ne lui coûterait pour me sauver. » Il se fondait sur le caractère de cette excellente femme. On connaît la vivacité de ses instances en faveur de plusieurs des condamnés; aussi obtint elle, de concert avec madame Murat, sa belle-sœur, la grâce de neuf d'entre eux, parmi lesquels figuraient au premier rang M. Armand de Polignac et M. de Rivière. Ils eurent encore les plus grandes obligations au conseiller d'état Réal, qui n'avait

aucune dureté dans le cœur. La fille du général Lajollais, âgée de treize à quatorze ans, s'était jetée aux pieds du consul. Les larmes, les supplications, la douleur éloquente de cette enfant qui s'attachait à lui avec une sorte de violence, l'attendrirent et obtinrent la grâce du père. Murat alors gouverneur de Paris, Murat qui avait une folle tête, mais une générosité naturelle encore accrue par la bravoure héroïque d'un paladin de Charlemagne, s'était efforcé d'arracher à l'échafaud Georges Cadoudal, qu'il regardait comme un homme d'honneur et d'un très grand caractère. Bonaparte fut sur le point de céder; il révéla même sa pensée intime à cet égard au conseiller d'état Réal, mais les nombreux assassinats commis par Georges lui-même, et d'une manière si brutale hors du champ de bataille, et jusque sous le toit des victimes choisies par sa haine, empêchèrent l'effet de cette disposition favorable. Pendant le cours du procès, Pichegru, désespérant de la clémence de Bonaparte, ou la regardant comme un affront qu'il ne voulait pas subir, s'était étranglé au Temple, pendant la nuit du 5 au 6 avril, dans sa prison. On trouva sur sa table un volume de Sénèque ouvert à la page où le philosophe raconte la mort de Caton. Les partis si prompts à saisir et à exploiter toutes les circonstances favorables à leurs intérêts, ne manquèrent pas d'imputer à Bonaparte la mort de Pichegru, mais cette accusation est l'une de celles dont la raison publique a dès long-temps fait justice. Voltaire dit au sujet de Pierre 1er accusé d'avoir empoisonné son fils qu'il avait condamné la veille : « Veut-on se noircir dans la postérité du titre d'empoisonneur, quand on peut si aisément ne se donner que celui d'un juge sévère. » Cette citation de M. Bignon s'applique exactement à Bonaparte. En effet, Pichegru aurait vainement essayé de nier ses négociations avec les agens de Louis XVIII et de l'Angleterre, en l'an III, l'an IV et l'an V. Les agens de ce prince et ceux du ministère britannique, avec lesquels Pi-

chegru avait entretenu de coupables intelligences, étaient détenus au Temple ; elles allaient être juridiquement prouvées par leurs écrits et par leurs dépositions respectives, auxquels le coupable accablé sous le poids de la vérité, n'aurait su que répondre. D'ailleurs, ce général infidèle à la république, n'inspirait plus aucun intérêt, il inspirait même du mépris ; qu'on juge de sa position dans les débats, lorsque pressé par les preuves de son ancienne trahison, il aurait eu encore à se défendre contre l'accusation de complicité avec Georges Cadoudal, et les autres brigands accourus à Paris pour assassiner Bonaparte au profit des Bourbons et de l'Angleterre. Le premier consul avait donc le plus grand intérêt à ce que Pichegru parût au tribunal et subît la redoutable épreuve des débats. L'accusé sentit qu'il y avait honte et péril extrême dans cette épreuve ; sa haine lui fit en outre profondément sentir l'insupportable douleur de procurer un triomphe éclatant à celui dont il était devenu l'ennemi, et il chercha dans la mort un refuge pour éviter à la fois l'opprobre et l'échafaud, car, dans sa propre conviction, sa condamnation était inévitable. Le premier consul était si loin de vouloir faire disparaître Pichegru, qu'à la nouvelle du suicide, il entra dans une violente colère qui dura pendant trois jours sans discontinuer ; il voyait presque une trahison dans le défaut de surveillance qui avait permis à Pichegru de se soustraire aux chances du procès et à l'arrêt de la justice. Du reste Pichegru, trop vanté peut-être comme général, et n'ayant dû en partie sa fortune militaire qu'à l'injuste préférence que l'ombrageuse susceptibilité de Saint-Just lui accorda sur Hoche, le libérateur de l'Alsace, et doué des grandes qualités d'un homme d'avenir, s'était trompé en voulant jouer un premier rôle dans les affaires de la France ; même après le succès de l'attentat médité contre Bonaparte, Pichegru n'aurait pu opérer le retour et la restauration des Bourbons, et Mo-

reau lui-même, malgré l'auréole de gloire qui l'environnait, n'aurait rien osé de décisif et ne serait pas resté trois mois au gouvernement, si toutefois on eût consenti à l'y placer provisoirement et comme une pierre d'attente.

La conspiration de Georges et de ses complices était un présent de l'Angleterre, mais ce n'était pas assez, pour le cabinet britannique, des complots ourdis à Londres contre le premier consul; ce cabinet avait encore sur le continent de nombreux foyers de semblables machinations formées sous la protection de l'inviolabilité du caractère des ambassadeurs. Le 22 mars, le grand-juge vint signaler à la réprobation, en même temps qu'à la risée publiques, le nommé Drake, ministre anglais auprès de l'électeur de Bavière; aussi vaniteux, aussi maladroit qu'il était impudent et immoral, cet homme, abusé par un agent de la police française qui se jouait de sa crédulité, lui avait confié des aveux écrits et des preuves irréfragables de la perversité de ses desseins. Les documens publiés se composaient principalement de dix lettres originales, écrites de la main du ministre, et d'une copie des instructions qu'il osait donner à ses agens. Outre tous les projets de renversement, M. Drake recommandait surtout de gagner des employés pour faire sauter des magasins à poudre. Quelques traits de ses lettres relativement aux coups à diriger contre le premier consul, étaient d'une atrocité de pensées qui n'avait d'égal que la révoltante grossièreté des expressions.

Muni de ces pièces de conviction, M. de Talleyrand, dans une note adressée à tous les ambassadeurs et ministres étrangers accrédité, à Paris, fit connaître la conduite de M. Drake. L'honneur du corps diplomatique ne lui permettait pas de garder le silence. Tous ses membres manifestèrent avec plus ou moins de force le sentiment que cette communication leur avait fait éprouver. Ce n'était pas pour la position, comme pour la politique du pre-

mier consul un incident d'une médiocre importance, que ce concert unanime de tous les souverains frappant d'anathème les attentats de l'Angleterre contre lui. Une manifestation plus significative eut lieu en Bavière ; M. de Mongelas, principal ministre, notifia sur-le-champ à M. Drake, que dès ce moment, il était impossible à l'électeur d'avoir aucune communication avec lui et de le recevoir à sa cour. La même réprobation s'attacha en Europe aux Spencer-Smith, aux Taylor, également convaincus d'avoir déshonoré, par les plus odieuses manœuvres, un caractère jusqu'alors sacré parmi les nations. Un gouvernement qui n'avait trouvé d'autre moyen que l'assassinat de Paul 1er pour rompre l'alliance de ce prince avec la France, un gouvernement qui avait applaudi à l'invention de la machine infernale, et adopté la pensée de faire sauter un quartier pour détruire Bonaparte ; un gouvernement pris en flagrant délit dans la conspiration de Georges Cadoudal et des autres sicaires venus à Paris avec lui, ne pouvait renier des agens qui n'avaient fait qu'exécuter les ordres du ministère ; il prit audacieusement le parti d'avouer les faits dont l'Europe venait d'être instruite, et de chercher à justifier des pratiques atroces par des doctrines plus atroces encore. Cet étrange courage éclata dans une note adressée par lord Hawkesbury à tous les ministres étrangers près la cour de Saint-James. Le ministre disait sans détour : « C'est un droit reconnu des puissances belligérantes de profiter de tout mécontentement qui existe dans les pays avec lesquels elles peuvent se trouver en guerre.... les membres du gouvernement de S. M. seraient inexcusables de négliger le droit de soutenir, autant que cela s'accorde avec les principes du droit des gens que tous les gouvernemens civilisés ont reconnus jusqu'à présent, les efforts de ceux des habitans de la France qui font profession de sentimens hostiles contre son présent gouvernement. » Comme le ministère bri-

tannique, au lieu de désavouer l'odieuse correspondance de Drake, des Wikam, des Spencer-Smith, s'appliquait à les justifier par des maximes générales, il était évident pour toute l'Europe que la provocation à la guerre civile, les projets d'assassinats, les incendies de magasins à poudre, les machines infernales entraient dans le système d'attaque des Anglais contre le premier consul dont ils voulaient la mort comme ils n'avaient cessé de vouloir la ruine de la France; et remarquez bien que c'était après avoir reconnu Bonaparte, après avoir traité avec lui, qu'on mettait ce grand homme hors la loi des nations, et qu'on ordonnait en quelque sorte de lui courir sus comme à un ennemi du genre humain, qu'il faut détruire par tous les moyens que la haine peut inventer. Les argumens du ministère anglais n'étaient pas difficiles à pulvériser, aussi M. de Talleyrand triompha-t-il dans la circulaire adressée à tous les agens français accrédités auprès des puissances étrangères. Il fit ressortir dans toute leur horreur les conséquences des doctrines de l'ennemi, en les présentant comme l'aveu d'un projet conçu depuis un demi-siècle par le gouvernement anglais, d'abolir graduellement au profit de son ambition désordonnée, le système tutélaire du droit public qui unit et engage toutes les nations policées. De là, passant à l'exposition de tous les attentats de l'Angleterre, le ministre en appelle à la mémoire de l'Europe si souvent offensée dans ses droits les plus chers, et surprise par des violences inouïes. M. de Talleyrand flétrit ensuite comme il le devait, l'indigne rôle que l'Angleterre imposait à ses agens diplomatiques transformés de son aveu en vils espions, en lâches embaucheurs, chargés de troubler la paix des états, de provoquer et de payer des assassinats. Il ajoute, au sujet de toutes ces infamies cachées sous une sophistique distinction : « De pareilles maximes sont le comble de l'audace et de l'hypocrisie; jamais on ne se joua avec aussi peu de pudeur de

l'opinion des cabinets et de la conscience des peuples. Sa majesté l'empereur pense qu'il est temps de mettre un terme à ce cours désastreux de principes subversifs de toute sociabilité. En conséquence, vous avez l'ordre de déclarer au gouvernement près duquel vous résidez, que *sa majesté ne reconnaîtra pas le corps diplomatique en Europe*, tant que le ministère britannique ne s'abstiendra pas de charger ses envoyés d'aucune agence de guerre, et ne les contiendra pas dans les limites de leurs fonctions. »

CHAPITRE LXXVII.

Erection de l'empire. — Conclusion de l'ouvrage.

Presque toujours les conspirations avortent, presque toujours aussi en perdant leurs auteurs elles favorisent l'ambition des gouvernans; le 3 nivôse a fait Bonaparte consul à vie; Georges Cadoudal et Pichegru, Wickam, Drake et Spencer Smith, lui serviront de marche-pied pour monter sur le trône. En réponse à la communication des documens relatifs au complot odieux de Drake, le sénat, qui avait reçu secrètement le mot d'ordre, ou qui avait pris de lui-même l'initiative d'une proposition si agréable au pouvoir, le sénat présenta au premier consul une adresse par laquelle on l'invitait à établir le gouvernement sur des bases inébranlables. « Citoyen premier consul, disait le président François de Neufchâteau, vous fondez une ère nouvelle, mais vous devez l'éterniser. L'éclat n'est rien sans la durée. Nous ne saurions douter que cette grande idée ne vous ait occupé, car votre génie créateur embrasse tout et n'oublie rien. Mais, ne différez

point ; vous êtes pressé par le temps, par les événemens, par les conspirateurs, par les ambitieux, vous l'êtes, dans un autre sens, par l'inquiétude qui agite les Français. Vous pouvez enchaîner le temps, maîtriser les événemens, désarmer les ambitieux, tranquilliser la France entière, en lui donnant des institutions qui cimentent votre édifice, et prolongent pour les enfans ce que que vous faites pour les pères... Dans les villes, dans les campagnes, si vous pouviez interroger tous les Français, l'un après l'autre, il n'y en a aucun qui ne vous dît, ainsi que nous : « Grand homme, achevez votre ouvrage en le rendant immortel comme votre gloire ; vous nous avez tirés du chaos du passé ; vous nous faites bénir les bienfaits du présent, assurez-nous l'avenir. »

Le sénat, par un reste de pudeur, ou par l'un de ces vains ménagemens à l'usage des cours, n'avait osé parler de trône et d'hérédité, Napoléon, venant au secours de la réticence calculée de ses flatteurs, découvrit, dans leur adresse, ce qui n'y était pas, et, révélant leur intention enveloppée d'un nuage assez leger toutefois, il répondit de Saint-Cloud, le 25 avril : « Sénateurs, votre adresse n'a pas cessé d'être présente à ma pensée : elle a été l'objet de mes méditations les plus constantes. Vous avez jugé l'hérédité de la suprême magistrature nécessaire pour mettre le peuple à l'abri des complots de nos ennemis et des agitations qui naîtraient d'ambitions rivales. Plusieurs de nos institutions vous ont en même temps paru devoir être perfectionnées pour assurer, sans retour, le triomphe de l'égalité et de la liberté publique, et offrir à la nation et au gouvernement, la double garantie dont ils ont besoin. Nous avons été, ajoutait-il, constamment guidés par cette grande vérité, que la souveraineté réside dans le peuple français, en ce sens que tout, tout sans exception, doit être fait pour son bonheur et pour sa gloire. C'est afin d'atteindre ce but que la suprême magistrature, le

sénat, le conseil d'état, le corps législatif, les colléges électoraux et les diverses branches de l'administration, doivent être institués. A mesure que j'ai arrêté mon attention sur ces grands objets, j'ai senti de plus en plus que, dans une circonstance aussi nouvelle qu'importante, les conseils de votre sagesse et de votre expérience m'étaient nécessaires pour fixer toutes mes idées. Je vous invite donc à me faire connaître votre pensée tout entière. » Plus généreux ou mieux avisé que les sénateurs, Bonaparte n'omettait pas, comme eux, les mots de liberté et d'égalité, mais on voit comme il entendait alors la souveraineté du peuple, et quelle dérision véritable cachait sa nouvelle explication de ce dogme politique. Pour ceux qui connaissaient le caractère du maître, la haute opinion qu'il avait de lui-même, et le peu de cas qu'il faisait des assemblées délibérantes, cet appel à la sagesse des sénateurs était une comédie qui ne pouvait faire de dupes.

Pendant le temps de la prétendue délibération sur la réponse du sénat au premier consul, on répandait le bruit qu'à une prochaine revue les troupes proclameraient Bonaparte empereur; que Murat pouvait à peine les contenir. Le sénat ne méritait pas même l'honneur de cette démonstration pour le contraindre; il était prêt à se précipiter dans la servitude comme les patriciens du temps de Tibère. Le 4 mai, il se hâtait de déclarer sa pensée tout entière, et voici dans quel langage il s'exprimait au nom de la nation qui n'avait rien dit : « Les Français ont conquis la liberté, ils veulent conserver leur conquête; ils veulent le repos après la victoire. Ce repos, ils le devront au gouvernement héréditaire d'un seul qui, élevé au-dessus de tous, investi d'une grande puissance, environné d'éclat, de gloire et de majesté, défendra la liberté publique, maintiendra l'égalité, et baissera ses faisceaux devant la volonté souveraine du peuple qui l'aura proclamé. C'est ce gouvernement que voulait se donner la

nation française dans ces beaux jours de 1789, dont le souvenir est à jamais cher aux amis de la patrie..... Le sénat pense, citoyen premier consul, qu'il est du plus grand intérêt du peuple français de confier le gouvernement de la république à Napoléon Bonaparte, empereur héréditaire. » A travers les lâchetés de cette adresse, on ne peut s'empêcher de remarquer l'inconséquence qui confie la garde de la liberté à un homme, et l'étrange allusion aux sentimens de 1789. A cette époque, la France entière aurait été transportée d'indignation au seul soupçon de la tentative de reconstituer aussi effrontément le pouvoir absolu qu'elle venait de briser. Cette même France aurait accueilli avec une amère ironie le ridicule amalgame de la république avec un empereur héréditaire.

Ces communications avaient lieu secrètement entre le sénat et le premier consul; mais bientôt un membre de ce tribunat, si suspect à Bonaparte, Curée, sortant de son obscurité par ce coup d'éclat, s'avise d'émettre à la tribune la pensée du sénat qu'il convertit en motion positive; le Siméon de la convention, celui que la réaction nous avait toujours fait accuser de royalisme, malgré le voile républicain dont il couvrait son opinion, développa la proposition de Curée, en sacrifiant ainsi, sans réserve, la cause à laquelle on le croyait attaché: « Opposerait-on, disait-il, la possession longue, mais si solennellement renversée de l'ancienne dynastie? Les principes et les faits répondent: Le peuple, propriétaire et dispensateur de la souveraineté, peut changer son gouvernement, et par conséquent destituer, dans cette grande occasion, ceux auxquels il l'a confié. L'Europe l'a reconnu en reconnaissant notre indépendance, ses suites et notre nouveau gouvernement. La maison qui règne en Angleterre n'a pas eu d'autres droits pour exclure les Stuarts que le principe que je rappelle ici. Chez nous, quand Pepin fut couronné, dit Montesquieu, ce ne fut qu'une cérémonie de plus et

un fantôme de moins. Il n'acquit par-là que des ornemens, il n'y eut rien de changé dans la nation.—Quand les successeurs de Charlemagne perdirent la puissance, Hugues Capet tenait les deux clés du royaume; on lui déféra une couronne qu'il était seul en état de défendre. » Les tribuns étaient, ou frappés de crainte, ou séduits; plusieurs s'étaient lâchement vendus; quelques-uns, il faut l'avouer, obéissaient de bonne foi à la croyance de la nécessité du gouvernement d'un seul pour la France; la proposition de Curée fut adoptée. Le seul Carnot s'honora par une généreuse opposition, et par un discours digne d'un publiciste et d'un citoyen. Nous allons citer les principaux traits de ce discours qui restera. « J'ai voté dans le temps contre le consulat à vie; je voterai de même contre le rétablissement de la monarchie en France.

« Tous les argumens faits jusqu'à ce jour en faveur d'une semblable transformation, se réduisent à dire que, sans elle, il ne peut exister aucun moyen d'assurer la stabilité du gouvernement et sa tranquillité politique, d'échapper aux discordes intestines, de se réunir contre les ennemis du dehors; qu'on a vainement essayé le système républicain de toutes les manières possibles; qu'il n'a résulté de tant d'efforts que l'anarchie, une révolution prolongée ou sans cesse renaissante, la crainte perpétuelle de nouveaux désordres, et par suite un désir universel et profond de voir rétablir l'antique gouvernement héréditaire, en changeant seulement la dynastie. C'est à cela qu'il faut répondre.

« J'observerai d'abord que le gouvernement d'un seul n'est rien moins qu'un gage assuré de stabilité et de tranquillité. La durée de l'empire romain ne fut pas plus longue que ne l'avait été celle de la république; les troubles intérieurs y furent encore plus grands, les crimes plus multipliés; la fierté républicaine, l'héroïsme, les

vertus mâles y furent remplacés par l'orgueil le plus ridicule, la plus vile adulation, la cupidité la plus effrénée, l'insouciance la plus absolue sur la prospérité nationale. A quoi eût remédié l'hérédité du trône ? Ne fut-il pas regardé par le fait comme l'héritage légitime de la maison d'Auguste ? Un Domitien ne fut-il pas le fils de Vespasien, un Caligula le fils de Germanicus, un Commode le fils de Marc-Aurèle ?

« En France, à la vérité, sa dernière dynastie, s'est soutenue pendant huit cents ans ; mais le peuple fut-il moins tourmenté ? Que de dissensions intestines ! Combien de guerres entreprises au-dehors pour des prétentions, des droits de succession, que faisaient naître les alliances de cette dynastie avec les puissances étrangères ! Du moment qu'une nation épouse les intérêts particuliers d'une famille, elle est obligée d'intervenir dans une multitude d'événemens, qui, sans cela, lui seraient de la plus parfaite indifférence.

« Nous n'avons pu établir parmi nous le régime républicain, quoique nous l'ayons essayé sous diverses formes plus ou moins démocratiques ; mais il faut observer que, de toutes les constitutions qui ont été successivement éprouvées sans succès, il n'en est aucune qui ne fût née au sein des factions, et qui ne fût l'ouvrage de circonstances aussi imprévues que fugitives, voilà pourquoi toutes ont été vicieuses. Mais, depuis le 18 brumaire, il s'est trouvé une époque unique peut-être dans les annales du monde, pour méditer à l'abri des orages, pour fonder la liberté sur des bases solides. Après la paix d'Amiens, Bonaparte a pu choisir entre le système républicain et le système monarchique ; il eût fait tout ce qu'il eût voulu, sans rencontrer la plus légère opposition. Le dépôt de la liberté lui était confié, il avait juré de la défendre ; en tenant sa promesse, il eût rempli l'attente de la France ; il se fut couvert d'une gloire immortelle.

« Il est très vrai, qu'avant le 18 brumaire, l'état tombait en dissolution, et que le pouvoir absolu l'a retiré des bords de l'abîme ; mais que conclure de là ? Ce que tout le monde sait, que les corps politiques sont sujets à des maladies qu'on ne saurait guérir que par des remèdes violens, qu'une dicature momentanée est quelquefois nécessaire pour sauver la liberté... Les Fabius, les Cincinnatus sauvèrent la liberté romaine par le pouvoir absolu ; s'ils l'eussent gardé, ils auraient tué cette liberté par le fait même. César fut le premier qui voulut garder le pouvoir abolu, il fut la victime de sa témérité, mais la liberté fut anéantie à jamais....

« Jusqu'ici on n'a rien inventé pour tempérer le pouvoir suprême, que ce qu'on nomme des corps intermédiaires ou privilégiés ; serait-ce donc d'une nouvelle noblesse qu'on voudrait parler par ce mot d'institutions ? Mais le remède n'est-il pas pire que le mal ? Car le pouvoir absolu n'ôte que la liberté, au lieu que l'institution des corps privilégiés ôte tout à la fois la liberté et l'égalité....

La liberté fut-elle donc montrée à l'homme pour qu'il ne pût jamais en jouir ? Fut-elle sans cesse offerte à ses vœux comme un fruit défendu auquel il ne peut porter la main sans être frappé de mort ? Ainsi, la nature qui nous fait de cette liberté un besoin si pressant, aurait voulu nous traiter en marâtre ? Non, je ne puis consentir à regarder un bien si généralement préféré à tous les autres, comme une simple illusion. Mon cœur me dit que la liberté est possible, que le régime en est facile et plus stable qu'aucùn gouvernement arbitraire, qu'aucune olygarchie. »

L'opposition de Carnot honorait son courage ; il disait avec une certaine éloquence des vérités qui auraient dû produire la conviction. C'était à la fois, de la part des autorités, un attentat aux droits du peuple, une violation de la constitution, et une grave erreur politique de relever la monarchie dont le renversement avait coûté tant

de sang qui se trouvait ainsi répandu en pure perte ; c'était de la part de Napoléon une faute énorme que de vouloir changer le titre de consul par lequel il était le premier en France, et le seul en Europe, contre le nom d'empereur qui, malgré son ambitieuse apparence, ne faisait toujours de lui qu'un intrus dans la famille des rois et un parvenu couronné ; mais l'orgueilleux espoir de fonder une quatrième dynastie fit illusion à sa haute raison. Dans le fait, la France ne demandait pas un empereur, elle n'en avait pas besoin, mais ce qu'elle sentait profondément, c'était l'indispensable nécessité de la continuation de la dictature du premier consul. Des hommes d'état devaient surtout comprendre cette nécessité ; les membres de l'opposition fermaient les yeux pour ne la point voir, ou bien ils se trouvaient aveuglés par la passion ? Toutefois on devine dans l'opinion de Carnot la conviction qui manquait sur ce point à ses collègues ; mais, par suite de l'espèce de tyrannie que les partis exercent même sur leurs chefs les plus hardis et les plus en faveur, il n'osa pas émettre franchement sa pensée sur une sujet trop délicat. Si Bonaparte n'eût pas conservé alors tout entière l'autorité qu'il avait conquise ou reçue, la tribune nationale serait redevenue une tumultueuse arène ; les corps délibérans auraient voulu empiéter sur l'autorité exécutive et lui donner la loi ; les patriotes ardens se seraient de nouveau précipités dans les routes dangereuses où ils s'égaraient avant le 18 brumaire, et auraient poussé de toutes leurs forces à une révolution ; les patriotes modérés seraient devenus furieux par peur, ou auraient abandonné la lutte par impuissance de la soutenir, mais en gardant au cœur les profonds ressentimens dont la réaction nous avait montré les terribles conséquences. Au milieu de ces divisions, le gouvernement consulaire insulté, menacé, attaqué comme le directoire, aurait perdu l'équilibre, et serait bientôt tombé dans le mépris qu'amène

la faiblesse. Alors l'ordre public, l'administration, les finances, auraient péri de nouveau. L'Europe, toujours occupée du désir de nous abattre, aurait repris les armes; d'autres revers seraient venus accabler la France, sans qu'elle pût appeler à son secours l'homme prodigieux qu'elle aurait usé ou détruit, ainsi qu'elle avait usé ou détruit ses autres gouvernans Je n'ai jamais pu penser sans frémir aux suites qu'eût entraînées alors la chute du gouvernement consulaire, et dans mon cœur français, avant tout, je faisais des vœux ardens pour sa conservation; mais en même temps, je m'affligeais de le voir infidèle à son origine, miner lui-même les bases sur lesquels il reposait, et corrompre sa propre nature par le mélange des idées despotiques qui faisaient invasion de toutes parts. Ces idées ne tendaient à rien moins qu'à mettre la France, tous ses droits, toutes ses conquêtes de liberté, tous ses élémens de puissance à la merci de Napoléon; certes, il y avait de quoi s'effrayer à cette idée, et l'on pouvait, sans être doué du don de prophétie, prévoir l'avenir de la France, et les suites funestes d'une résolution qui effaçait de la constitution le nom et les droits du peuple, pour y substituer le nom et le pouvoir d'un homme. Beaucoup de tribuns devinaient cet avenir; néanmoins la proposition de Curée passa, rédigée en ces termes : le tribunat, exerçant le droit qui lui est attribué par l'article 20 de la constitution, émet le vœu, 1° que Napoléon, premier consul, soit proclamé empereur des Français; 2° que le titre d'empereur et le pouvoir impérial soient héréditaires dans sa famille, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture; 3° qu'en faisant, dans l'organisation des autorités constituées, toutes les modifications que pourra exiger l'établissement du pouvoir héréditaire, l'égalité, la liberté, les droits du peuple soient conservés dans leur intégrité. Il fallait être bien aveugle pour ne pas voir une dérision dans ce dernier article,

qui, assurément, ne pouvait tromper personne, puisque les prétendus représentans de la nation ne prenaient aucune précaution pour imposer des conditions, et mettre des barrières à un monarque d'un caractère aussi entreprenant et aussi peu favorable à la liberté que celui de Napoléon. Au moment où le vœu du tribunat vint à être connu, le corps législatif n'était point assemblé, mais la presque totalité de ses membres se trouvait à Paris. Ils se réunirent chez leur président, et exprimèrent, dans une adresse rendue publique, leur adhésion entière à la proposition du tribunat. Le sénat, plus empressé encore, se hâta, dans une séance extraordinaire présidée par le consul Cambacérès, d'adopter cette proposition appuyée de l'adhésion du corps législatf... Le même jour un projet de sénatus-consulte fut présenté au sénat par les conseillers d'état Portalis, Defermond et Treilhard. Portalis, constamment ami des doctrines monarchiques mal déguisées sous son masque républicain, parlait avec l'accent de la conviction, en développant les avantages de l'hérédité; mais quelle bonne foi supposer ici à Cambacérès, à Defermond, à Treilhard, qui avaient condamné Louis XVI et aboli la royauté ! Personne ne leur demanda compte de leur conduite, et peut-être n'eurent-ils pas eux-mêmes le sentiment des contradictions de leur politique, tant les hommes sont sujets à suivre l'impulsion du moment sans interroger leur passé! Deux jours après la présentation, le sénat adopta le sénatus-consulte, par lequel, usurpant les droits de la nation, il changeait, de son autorité privée, la dignité consulaire en dignité impériale. « Au moment, disait le rapporteur, où vous aurez imprimé le sceau de votre autorité au sénatus-consulte, *Napoléon est empereur des Français.* » Voilà ce qu'osent dire, entendre et approuver des hommes qui avaient proclamé tant de fois le dogme de la souveraineté nationale, devant laquelle ils forçaient tout le monde à s'incliner. Cependant,

par une espèce de scrupule assez difficile à comprendre, le sénat ne préjuge pas la question de l'hérédité : « Le peuple sera consulté sur la proposition de l'hérédité de la dignité impériale dans la famille de Napoléon. » Le sénat n'admettait à l'hérédité, après Napoléon et ses héritiers directs, que deux de ses frères, Joseph et Louis, le nouveau maître ayant exclu Lucien et Jérôme, dont il était mécontent. Le 18 mai, le sénat se rendit en corps à Saint-Cloud, et présenta au premier consul, par l'organe du président Cambacérès, le sénatus-consulte adopté avec une si servile complaisance. Napoléon répondit à l'orateur : « Tout ce qui peut contribuer au bien de la patrie est essentiellement lié à mon bonheur. J'accepte le titre que vous croyez utile au bonheur de la nation. Je soumets à la sanction du peuple la loi de l'hérédité. J'espère que la France ne se repentira jamais des honneurs dont elle environne ma famille. Dans tous les cas, mon esprit ne sera plus avec ma postérité le jour où elle cesserait de mériter la confiance et l'amour de la grande nation. » L'empereur prêta ensuite, conformément à la constitution, un serment conçu en ces termes :

« Je jure de maintenir l'intégrité du territoire de la république, de respecter et de faire respecter les lois du concordat, et de la liberté civile et politique, l'irrévocabilité de la vente des biens nationaux, de ne lever aucun impôt, de n'établir aucune taxe qu'en vertu de la loi, de maintenir l'institution de la légion d'honneur, de gouverner dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire de la France. » Ce serment, remarquable par ce qu'il contient et par ce qu'il omet, par exemple, l'institution du jury, est la seule garantie que la nation reçoive de l'empereur, auquel personne n'a osé proposer un traité tel que ceux que les peuples libres font avec leurs rois.

Le comte de Lille, qui se regardait toujours comme propriétaire de la France et du trône, protesta hautement

contre l'avènement de Napoléon. « En prenant le titre d'empereur, disait le prince déchu, Bonaparte vient de mettre le sceau à son usurpation. Ce nouvel acte d'une révolution, *où tout, dès l'origine, est nul*, ne peut sans doute infirmer mes droits; mais comptable de ma conduite à tous les souverains dont les droits ne sont pas moins lésés que les miens, et dont les trônes sont tous ébranlés par les principes que le sénat de Paris a osé mettre en avant; comptable à la France, à ma famille, à mon propre honneur, je croirais trahir la cause commune en gardant le silence dans cette occasion. Je déclare donc, après avoir au besoin renouvelé mes protestations contre tous les actes illégaux qui, depuis l'ouverture des Etats-Généraux en France, ont amené la crise effrayante dans laquelle se trouvent la France et l'Europe, je déclare, en présence de tous les souverains que, loin de reconnaître le titre impérial que Bonaparte vient de se faire déférer par un corps qui n'a pas même d'existence légitime, je proteste contre ce titre et contre tous les actes subséquens auxquels il pourra donner lieu. »

Le comte de Lille, qui avait participé à la révolution, s'accusait lui-même dans cette étrange déclaration; d'un autre côté, il commettait une faute grave en politique, et se montrait peu instruit du véritable esprit de la France, en osant la menacer d'une contre-révolution complète. L'Europe, déjà liée par des traités avec Bonaparte, ne fit qu'une attention médiocre aux prétentions de son impuissant compétiteur; la France ne parut pas même les remarquer. Indifférente au sort de ses anciens princes qui s'étaient trahis eux-mêmes en laissant tomber le trône sans le défendre, elle se précipita tout entière du côté de l'homme qui avait ravi son admiration et relevé toutes ses espérances de bonheur si long-temps déçues; la France crut récompenser le consulat par l'empire; et certes le consulat avait bien mérité d'elle. En effet, comme il n'y a

rien de plus grand peut-être dans la vie militaire de Bonaparte que ces batailles d'Italie qui le révélèrent au monde, de même sa vie politique n'a-t-elle rien de supérieur au gouvernement consulaire; et malgré tout l'éclat dont l'empereur va couvrir le nom de Napoléon qu'il adopte, peut-être encore celui de Bonaparte, qu'il semble répudier comme ne suffisant plus à sa nouvelle fortune, est-il le plus grand des deux. Au moment où le consulat expire, la révolution fait une halte; la république se meurt, la royauté renaît de ses cendres, l'astre de la liberté souffre une éclipse après avoir jeté la plus vive lumière, et l'on voit commencer une grande dictature qui couvrira la France de gloire, en mettant l'Europe à ses pieds. Mais un homme a pris la place d'un peuple, et peut dire, comme Louis XIV : « L'État c'est moi. »

Il y a dans cette usurpation un sujet d'étonnement et de deuil pour la raison qui n'en prévoit que trop les funestes conséquences. Depuis long-temps des passions et des intérêts s'appliquaient à flétrir la révolution pour ruiner ses principes et détruire son ouvrage; maintenant, pour plaire au pouvoir, on continue à la poursuivre de calomnies. Il semblerait, à entendre ses détracteurs et ses apostats, qu'elle doive être regardée comme une longue et sanglante bacchanale qui n'aurait produit que des crimes et des malheurs. Et cependant elle avait plus amélioré, en quelques années, le sort de tout un peuple que ne l'auraient pu plusieurs siècles et une succession de sages princes armés de la toute-puissance! Et cependant elle avait produit tous les prodiges dont Napoléon devait se servir pour féconder la France, dompter l'Europe, et nous mettre à la tête de ses peuples. La révolution française, en donnant à chacun de ses défenseurs un sentiment exalté de ses forces, leur avait imprimé une puissance qu'ils n'auraient jamais trouvée en eux, s'ils eussent été abandonnés à leur seule nature; tel est le secret de nos triomphes au dedans et au-dehors. Napoléon

lui-même, malgré son ingratitude pour la source de sa gloire, n'avait fait jusqu'alors et ne devait faire encore de si grandes choses que par la conformité de son génie avec le génie de la révolution. C'est elle qui avait appris à cet esprit attentif et sérieux que le peuple français, agrandi et transformé, renfermait en lui une source intarissable de prodiges toujours prêts à éclore; la révolution avait encore révélé à Bonaparte le secret de cette irrésistible autorité qui commande les sacrifices, entraîne les volontés, domine les actions, et pousse un peuple tout entier vers un même but sans lui laisser le temps de jeter un regard en arrière. Sous Napoléon, comme sous le comité de salut public, l'exécution des ordres unit la rapidité de la pensée qui les a conçus, à la précision de la volonté qui les a dictés. Napoléon empereur continuera de déserter les principes de la révolution qu'il avait proclamés si hautement en Europe et dans l'Orient, et cependant elle est tellement incorporée à cet homme extraordinaire qu'elle éclatera sans cesse dans les paroles et dans les actions qui sortiront de lui. Ainsi au moment où il semblera uniquement occupé de ressusciter l'empire de Charlemagne, nous le verrons dédier au peuple français un monument qui devra dominer, du haut des Alpes, sur la France et sur l'Italie; ainsi, avant de donner, comme César, le signal à ses aigles impatientes de prendre l'essor, il annoncera la chute d'un empire ou la ruine d'une dynastie condamnée dans sa pensée par un arrêt souverain; de même, il foulera aux pieds les couronnes qu'il se plaira cependant à replacer sur la tête des rois humiliés par des victoires qui seront des coups de foudre comme celles de la république; ainsi encore nous le verrons recevoir à son bivouac les princes réduits à quitter leur palais en deuil, pour venir implorer le vainqueur dans une cabane à moitié recouverte de chaume. Toutes ces choses ne sont-elles pas dans l'esprit et dans le caractère de la révolution? Celui qui secoue

ainsi les trônes, remue les nations jusque dans leurs fondemens, en leur parlant le langage de la révolution, et répand partout, à son insu, des germes de liberté, avec nos soldats qu'il électrise par les mêmes moyens que la république, au nom de la patrie et de la gloire. Aussi le peuple, qui ne creuse pas au fond des événemens, croit que la révolution continue, et que Napoléon et la révolution sont une seule et même chose. Hélas ! il y avait deux hommes en lui : le premier frappé au type de la révolution, lancé avec elle dans les voies de l'affranchissement des peuples, et aspirant comme elle à des destinées meilleures et plus grandes pour l'humanité ; le second profondément imbu des doctrines monarchiques, avide de domination, et plein de foi dans les choses du passé qui avaient reçu la sanction du temps. Un jour sa perte viendra de la guerre intestine de deux principes dans son caractère, et de l'ascendant que les idées de pouvoir absolu auront fini par prendre sur lui ; un jour, abandonné du génie de la révolution qui lui aurait conservé l'appui du peuple, son génie, aux prises avec la fortune, multipliera vainement les prodiges et ne fera que jeter une vive lumière sur son couchant. Maintenant il est dans son ascension ; maintenant il découvre, par un instinct prophétique, toutes les merveilles de la seconde vie qu'il commence en levant les yeux vers le ciel. Laissons-le s'éblouir lui-même de sa gloire ; laissons-le plonger dans cette ivresse enthousiaste et réfléchie pourtant qui, mêlée à un orgueil immense (1), le maintiendra si long-temps au faîte des grandeurs humaines ; quant à nous, terminons le tableau de la révolution par le tribut d'une religieuse reconnaissance envers les auteurs de cette grande réformation politique.

Honneur à tous les hommes généreux qui ont embrassé

(1) Un jour, au temps de sa plus haute fortune, Napoléon disait à l'un de ses conseillers d'Etat : « Réal, savez-vous bien qu'il faut tout l'orgueil que j'ai pour me maintenir où je suis. »

en 1789 la cause du peuple ! Honneur aux guerriers, aux magistrats, aux simples citoyens, aux orateurs qui ont combattu pour elle ! Hélas ! il ne reste plus que quelques débris épars de cette race d'élite qui s'ignorait elle-même, au moment où la liberté vint lui donner le signal et la puissance des plus grandes choses ! Les uns sont morts n Asie ou dans les sables de l'Afrique; les autres, comme le sublime équipage du *Vengeur*, reposent dans les profonds abîmes de la mer; ceux-ci peuplent de leurs ossemens les champs de bataille de l'Europe; ceux-là sont ensevelis, avec la garnison de Mayence, dans les bruyères de la Vendée, et ont pu du moins baiser en mourant le sol de la patrie, que sans doute leurs adversaires baisaient aussi à leur dernier soupir; tous étaient Français et dignes de l'être; des deux côtés, il y eut des courages sublimes et des trépas de Décius ! Dans la cité, quelle moisson la mort a faite aussi parmi les serviteurs du peuple ! Où sont ces orateurs inattendus de la France et d'eux-mêmes, qui, brisant tout à coup le sceau du silence imprimé sur leurs lèvres par le despotisme, s'élancèrent à la tribune pour le foudroyer ? Où est, avec ses rivaux et ses successeurs, celui d'entre eux qui, le premier, fit reculer des armées devant la puissance de la parole ? Où sont ces hommes nouveaux assez hardis pour saisir le timon de l'Etat abandonné par l'ancien pilote, assez habiles pour gouverner au milieu des tempêtes ? Qui nous rendra cette foule de citoyens remplis de lumières, ou inspirés par l'amour de la patrie, qui devenus magistrats par l'ordre de la révolution et à la voix du peuple, veillaient nuit et jour sur ses besoins avec un zèle sans bornes, ne commandaient qu'au nom sacré de la loi, et ne suspendaient leurs travaux que pour venir affronter et calmer les orages populaires ? Là parurent des héros non moins grands peut-être que ceux du champ de bataille ou de la tribune, mais que la France ne remarquait pas, parce que les prodiges de leur dévouement étaient

renfermés dans leur commune, et qu'ils ne songeaient point à demander leur salaire de gloire. Presque tous ces serviteurs de la patrie ont été moissonnés de bonne heure, car les révolutions dévorent presque aussi rapidement l'existence des citoyens et surtout celle des fonctionnaires, que la guerre dévore la vie des soldats. Les travaux qui surpassent les forces, les obstacles sans cesse renaissans, les inquiétudes qu'il faut cacher sous un front serein, surtout lorsqu'on tremble pour la subsistance de tous, trop souvent menacée ou compromise, les mouvemens irréguliers du peuple qui renverse tout sur son passage, les profondes angoisses du citoyen quand il voit sa patrie, comme nous avons vu la nôtre, sur le bord de l'abîme; certes, voilà bien plus de causes qu'il n'en faut pour empêcher un homme de toucher le seuil de la vieillesse. Je n'ai pas compté parmi toutes ces causes de mort prématurée l'insupportable douleur de se trouver abreuvé de calomnies, ou l'irréparable malheur d'être enlevé tout à coup à sa famille, à ses fonctions, et méconnu peut-être du peuple trompé sur un magistrat fidèle qu'il accuse de trahison! Ces mots réveillent des souvenirs qui arrachent des larmes sur les trop nombreuses hosties d'une époque aussi terrible qu'elle fut grande; mais quel honneur ont fait à l'humanité ces simples citoyens, ces magistrats, ces grands orateurs, ces guerriers, ces faibles femmes, toutes les victimes enfin que nous avons vues marcher d'un pas si ferme à la mort, et parmi lesquelles la plus vénérable s'appelait Malesherbes, comme la plus sublime se nommait Bailly.

C'est pour nous que tous ces hommes se sont dévoués, c'est pour nous qu'avec le secours d'une nation pleine d'enthousiasme, et ramenée tout à coup aux temps antiques où l'amour de la patrie était la passion première de chaque citoyen, ils ont uni leurs efforts pour faire triompher la liberté; c'est de leurs sacrifices, de leur courage,

de leur sang que nous avons acheté toutes les conquêtes de la France, et tous les progrès de son état social; ah! du moins ne soyons pas insensibles ou ingrats à tant de bienfaits, et gardons un souvenir éternel aux héros comme aux martyrs d'une cause sublime et sainte qui est celle de l'humanité tout entière.

FIN DU SIXIÈME EN DERNIER VOLUME.

TABLE DES CHAPITRES.

TOME PREMIER.

TOME DEUXIÈME.

TOME TROISIEME.

TOME QUATRIÈME.

TOME CINQUIÈME.

TOME SIXIEME.

FIN DE LA TABLE.

